



HAL
open science

Classes moyennes éthiopiennes : étude empirique d'une assignation catégorielle incertaine.

Clélie Nallet

► **To cite this version:**

Clélie Nallet. Classes moyennes éthiopiennes : étude empirique d'une assignation catégorielle incertaine.. Science politique. Université de Bordeaux, 2015. Français. NNT : 2015BORD0064 . tel-01252513

HAL Id: tel-01252513

<https://theses.hal.science/tel-01252513>

Submitted on 7 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX



École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique

SCIENCES PO BORDEAUX

Laboratoire d'accueil : Les Afriques dans le monde

**CLASSES MOYENNES ÉTHIOPIENNES
ÉTUDE EMPIRIQUE D'UNE
ASSIGNATION CATÉGORIELLE INCERTAINE**

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de M. Dominique DARBON

présentée et soutenue publiquement
le 26 mars 2015 par

Clélie NALLET

Composition du jury :

M. Jon ABBINK, Professeur, Université de Leiden, Pays-Bas ; *rapporteur*

M. Dominique DARBON, Professeur, Sciences Po Bordeaux ; *directeur de thèse*

M. François-Xavier FAUVELLE, Directeur de recherche CNRS, Université Toulouse Jean Jaurès ;
rapporteur

M. René OTAYEK, Directeur de recherche CNRS, Sciences Po Bordeaux.

M. Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE, Chef d'unité Afrique & Moyen-Orient, Centre de
développement de l'OCDE.

Sommaire

SOMMAIRE.....	2
REMERCIEMENTS	11
LISTE DES ABREVIATIONS	14
NOTES DE LECTURE	16
GLOSSAIRE INDICATIF	17
INTRODUCTION LA CATEGORIE « CLASSES MOYENNES » À L'ÉPREUVE DES TRANSFORMATIONS SOCIALES EN COURS EN ÉTHIOPIE	22
1. DE L'ENGOUEMENT REFERENTIEL A LA QUESTION DE RECHERCHE	23
2. LES CHOIX DE L'ÉTHIOPIE ET D'ADDIS-ABEBA	31
3. L'ENTREE PAR LES « CLASSES MOYENNES » : PROBLEMES, INTERET ET PROBLEMATIQUE	44
4. DEMARCHE ET METHODE : DECONSTRUCTION DES ENJEUX DE CATEGORISATION, ETUDE EMPIRIQUE A PARTIR D'UNE « CLASSE PROBABLE »	48
5. PLAN.....	51
1^{ERE} PARTIE RETOUR SUR LES USAGES ET ENJEUX D'UNE REFERENCE CATEGORIELLE INCERTAINE	55
CHAPITRE 1 LA NOTION « CLASSE MOYENNE » DANS LA LITTERATURE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES : USAGES ET CONTROVERSES	57
1. UN USAGE CONSTANT, DES DEFINITIONS ET DES SIGNIFICATIONS SOCIALES FLUCTUANTES	58

1.1.	<i>Une notion polysémique et contingente</i>	58
1.1.1.	Une notion controversée dès son apparition : des bourgeois aux petits bourgeois, à une nouvelle classe.....	59
1.1.2.	La nébuleuse classe moyenne : effets de critères, effets linguistiques.....	64
1.2.	<i>Apories de la notion classe moyenne</i>	68
1.2.1.	La tension unité/diversité	68
1.2.2.	La tension autonomie/dépendance	72
2.	LES CLASSES MOYENNES DANS LA LITTÉRATURE SUR L'ÉTHIOPIE :	
	INCERTITUDE SUR LA CATEGORIE ET CENTRALITE DU GROUPE	78
2.1.	<i>Hailé Sélassié, l'émergence de « nouveaux groupes » et leur rôle dans la Révolution de 1974</i>	79
2.1.1.	Émergence d'une "middle class" éthiopienne ?.....	80
2.1.2.	Une analyse détaillée des groupes intermédiaires par la catégorie "petty bourgeoisie"	84
2.2.	<i>Les classes moyennes éthiopiennes : une case explicative mais vide de l'Éthiopie de l'EPRDF</i>	87
2.2.1.	Les « classes moyennes » dans les débats sur l'autoritarisme du régime	87
2.2.2.	Les classes moyennes éthiopiennes : un groupe incontournable en devenir ?.....	92

CHAPITRE 2 PROJECTION DE LA CATEGORIE « CLASSE MOYENNE » : CONSTRUCTION DE L'EXTERIEUR, HERESIE DE L'INTERIEUR ? 99

1.	QUAND LES CORRELATIONS PRENNENT LE PAS SUR LA CATEGORIE : PROGRES, CROISSANCE, DEVELOPPEMENT, DEMOCRATIE, STABILITE.....	100
1.1.	<i>Les institutions internationales de développement aux origines du processus d'encodage</i>	101
1.1.1.	Invention d'une catégorie sociale à partir de catégories statistiques aléatoires, importation d'un outil catégoriel commode	102

1.1.2.	Nommer pour légitimer et solutionner : les enjeux externes de la construction de la catégorie	105
1.2.	<i>Construction d'une assignation catégorielle : le jeu de « fabricants »</i>	
	111	
1.2.1.	Les producteurs d'une représentation consensuelle du monde social	111
1.2.2.	Dessiner un monde de l'émergence.....	117
1.3.	<i>Positions discursives de l'intérieur : du développement, de la démocratie. Et des classes moyennes éthiopiennes ?</i>	120
1.3.1.	Les fondements de la légitimité du parti au pouvoir : de la démocratie pour le développement économique au développement pour la démocratie	120
1.3.2.	Le paradoxe classes moyennes éthiopiennes	126
2.	LES CLASSES MOYENNES ETHIOPIENNES DE L'INTERIEUR : UNE CATEGORIE EVITEE, UN GROUPE SOCIAL CONVOITE.....	129
2.1.	<i>De l'enjeu middle class au compromis middle income country</i>	130
2.1.1.	La société comme un ensemble, l'union du peuple pour le développement	133
2.1.2.	Le gouvernement et les groupes sociaux intermédiaires : entre nécessité et méfiance.....	139
2.2.	<i>Le Developmental State et les groupes sociaux intermédiaires : cibler, choyer, contrôler ?</i>	144
2.2.1.	Quelle place pour les groupes sociaux intermédiaires dans le <i>Developmental State</i> éthiopien ?.....	145
2.2.2.	Le <i>Developmental State</i> en action : resserrement concret sur les groupes sociaux intermédiaires	154
	CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE : OPERATIONNALISATION DE LA CATEGORIE	163

2^{EME} PARTIE L'ESPACE DE L'ENTRE-DEUX D'ADDIS-ABEBA. DES SITUATIONS ERRATIQUES, DES SOUS-GROUPES STRUCTURANTS . 168

CHAPITRE 3 ARRÊT SUR IMAGE SUR L'ESPACE DE L'ENTRE-DEUX. DE L'IDENTIFICATION DE LA SILHOUETTE A LA DESTRICPTION DU PROFIL..... 171

1. LA CONSTRUCTION DE L'ENTRE-DEUX. IMPACT DE LA METHODOLOGIE SUR LA COMPOSITION DE L'ECHANTILLON	172
1.1. <i>Méthodologie prévue</i>	173
1.2. <i>Méthodologie adaptée aux conditions de recherche</i>	176
1.2.1. Premier séjour de recherche. « Rentrer sur son terrain » : difficultés, réajustements et bouche à oreille	178
1.2.2. 2 ^{ème} séjour de recherche : « Tous classe moyenne ! ».....	185
1.2.3. 3 ^{ème} séjour de recherche : rééquilibrage de l'échantillon	187
1.2.4. Matériel récolté.....	189
2. POSITIONS ECONOMIQUES, POSITIONS SOCIALES ET STATUTS SOCIAUX DE L'ENTRE-DEUX	191
2.1. <i>Sexe, âge et niveau d'étude : des indicateurs structurants des positions de l'entre-deux</i>	191
2.1.1. Sexe et âge : une répartition à l'image de la population active d'Addis-Abeba	191
2.1.2. Un niveau d'éducation élevé, variant selon l'âge et le sexe	193
2.1.3. L'éducation comme viatique de la promotion sociale	197
2.2. <i>Religion, « origine ethnique » et statut professionnel : dimensions économiques et symboliques des positions sociales</i>	200
2.2.1. Religion, « origine ethnique » et position sociale.....	201
2.2.2. Activité professionnelle et prestige social	207
2.3. <i>Construire son foyer : enjeu privilégié de la promotion sociale</i>	218
2.3.1. Statut matrimonial des enquêtés de l'entre-deux.....	218
2.3.2. Obsession de l'ascension et célibat tardif des jeunes	220

2.3.3.	Resserrement sur le noyau familial, le modèle de la famille nucléaire	226
2.4.	<i>De fortes variations de revenu, un auto-positionnement social univoque</i>	231
2.4.1.	Les revenus de l'entre-deux	231
2.4.2.	Auto positionnement et représentations sociales : (presque) tous <i>mekakelegna</i> !	237

CHAPITRE 4 LES VARIATIONS DE L'ESPACE DE L'ENTRE-DEUX. 247

1.	LES DEGRES DE SECURISATION ET D'INSTALLATION DES SITUATIONS COMME MARQUEURS DES VARIATIONS DE L'ENTRE-DEUX	248
1.1.	<i>L'accès au foncier : enjeu des positions sociales et marqueur des variations de l'entre-deux</i>	248
1.1.1.	Statut résidentiel des enquêtés	249
1.1.2.	Influence des statuts résidentiels sur les positions sociales de l'entre-deux	253
1.2.	<i>Les différents niveaux de l'entre-deux</i>	257
1.2.1.	Les tranches de l'entre-deux	258
1.2.2.	Répartition des différents groupes dans l'échantillon	260
2.	LES SOUS-GROUPES DE L'ENTRE-DEUX ET LES EVOLUTIONS DE L'ESPACE SOCIAL INTERMEDIAIRE ETHIOPIEN	263
2.1.	<i>Les nouveaux arrivants dans l'espace de l'entre-deux : des trajectoires ascendantes sous tension</i>	264
2.1.1.	Des nouveaux arrivants sous tension	264
2.1.2.	Les facteurs d'émergence de la grande précarité	269
2.2.	<i>Les installés de l'espace de l'entre-deux : des fonctionnaires aux jeunes entrepreneurs</i>	273
2.2.1.	Approche générationnelle du groupe des installés	273
2.2.2.	Les jeunes de la tranche haute : optimisme, pluriactivité et néolibéralisme	279

CHAPITRE 5 PRATIQUES ET TACTIQUES DE L'ENTRE-DEUX..... 290

1. GESTION FINANCIERE DES FOYERS DE L'ENTRE-DEUX	291
1.1. <i>L'organisation financière restreinte au noyau familial</i>	291
1.1.1. Organisation financière du foyer : répartir et mutualiser les risques en fonction des ressources des contributeurs	291
1.1.2. Concentrer les ressources au sein du noyau familial : aider de manière raisonnable et raisonnée	294
1.2. <i>Une gestion des ressources centrée sur un objectif : l'investissement</i>	297
1.3. <i>Le réseau relationnel comme enjeu principal de l'accès aux ressources et aux positions de l'entre-deux</i>	302
1.3.1. L'entre-deux marqué par la mutualisation des risques	302
1.3.2. Accès aux crédits et importance du capital social.....	309
2. DEPENSES ET PRATIQUES DE CONSOMMATION SOUS TENSION	312
2.1. <i>Les tranches basse et moyenne de l'entre-deux : pratiques de consommation sous contrainte</i>	315
2.1.1. La nourriture reste la dépense principale	315
2.1.2. Tactiques de consommation composite	316
2.1.3. Stratification de l'espace de l'entre-deux et consommation de viande	319
2.2. <i>Les jeunes de la tranche haute de l'entre-deux : construire des compromis entre le monde duquel on vient et celui dans lequel on évolue ..</i>	321
2.2.1. Sortir tout en « restant soi-même »	322
2.2.2. Un pas timide vers de nouvelles pratiques de consommation	327
3. OUVRE-MOI TON PORTAIL ET JE TE DIRAIS QUI TU ES ?	330
3.1. <i>Les habitats mekakelegna</i>	331
3.1.1. La tranche basse et les bricolages du logement	331
3.1.2. Le groupe des installés : habitat et valorisation des ressources .	333
3.1.3. La possession de voiture et la limite haute de l'entre-deux	336
3.1.4. Les équipements invariants de l'entre-deux	339

3.2. <i>Faire de la capitale une « ville vitrine » : reconfiguration spatiale et transformations en cours de l'espace social</i>	342
3.2.1. Positionnement géographique des habitats des enquêtés de l'entre-deux	343
3.2.2. Vers la fin des sécurités sociales traditionnelles de l'espace de l'entre-deux ?	345
3.2.3. Vers une ségrégation spatiale et sociale de la capitale	346

CHAPITRE 6 GROUPES DE L'ENTRE-DEUX ET POLITIQUE 355

1. « CLASSES MOYENNES » ET ORDRES POLITIQUES : ENTRE FACTEUR DE STABILITE ET FORCE DE PROTESTATION.....	355
1.1. <i>Le couple présumé « classe moyenne » et démocratie</i>	355
1.2. « Classes moyennes » entre force inertielles et capacités de mobilisation.....	357
2. « POLETIKA ALFELLEGEEM » : LES MEKAKELEGNA HORS DU JEU POLITIQUE ?	360
2.1. <i>Difficultés de l'enquête révélatrices de l'omniprésence du parti-État dans la vie quotidienne des groupes de l'entre-deux</i>	361
2.1.1. Des « nouveaux arrivants précaires » captifs du parti au pouvoir	361
2.1.2. Les groupes plus installés au cœur du système méfiance/peur ..	365
2.2. <i>Des comportements politiques diversifiés pour un objectif commun : la « normalité »</i>	367
2.2.1. Mécontents mais conformistes : le groupe majoritaire des résignés	367
2.2.2. Le groupe des jeunes de la tranche haute : optimistes, partisans du <i>developmental state</i> et du maintien de l'ordre établi	371
2.2.3. Incertitude sur les comportements électoraux.....	373
2.3. <i>Variations de l'entre-deux et relations au parti</i>	376
2.3.1. La question de l'adhésion à l'EPRDF comme enjeu des trajectoires des nouveaux arrivants de la tranche basse et des fonctionnaires de la tranche moyenne	376

2.3.2. Les jeunes de la tranche haute dans un système d'ouverture sous contrainte	378
2.3.3. « Avoir des relations », enjeu du maintien de positions de la tranche haute et limite vers le haut de l'espace de l'entre-deux	380
2.4. <i>(In)capacités de mobilisation des groupes de l'entre-deux</i>	383

CONCLUSION SUR L'ESPACE DE L'ENTRE-DEUX D'ADDIS-ABEBA, SES INVARIANTS ET SES VARIATIONS	389
--	------------

CONCLUSION GENERALE	395
----------------------------------	------------

1. LES INTERVENTIONS DE LA REFERENCE CATEGORIELLE.....	397
2. UNE CATEGORIE INCERTAINE MAIS HEURISTIQUE	402

BIBLIOGRAPHIE	411
----------------------------	------------

TABLE DES ANNEXES	431
--------------------------------	------------

Remerciements

J'ai eu la chance, durant cette aventure de thèse particulièrement mouvementée, d'être entourée de personnes et de cadres qui l'ont rendue possible et surtout plus apaisée.

Je pense en premier lieu à mon directeur de thèse, Dominique Darbon, qui m'a accompagnée avec bienveillance ces dernières années. Merci pour le temps qu'il m'a accordé, pour ses relectures attentives, ses conseils avisés, sa réactivité et son efficacité communicatives.

À Bordeaux, le LAM a été un lieu d'échanges et d'apprentissage hautement stimulant. Je remercie sincèrement toute l'équipe. Je pense particulièrement aux fidèles des « rencontres informelles », à Jean-Philippe Berrou pour ses éclairages d'économiste, à Hélène Charton et Vincent Bonnecase pour les débats et leur soutien. Je pense aussi à la direction du laboratoire, René Otayek puis Céline Thiriot, qui ont rendu certains projets financièrement viables, ce qui m'a notamment permis de faire un détour par la Toscane et d'échanger avec Jon Abbink que je remercie pour sa bienveillance.

Le cadre du groupe de recherche, connu sous son « nom de code » « classes moyennes en Afrique », a été décisif dans l'aboutissement de ce travail. Merci à Dominique Darbon et Comi Toulabor pour leur dynamisme et leur confiance dans les nombreux projets réalisés ensemble. Merci à Élodie Escusa pour les nombreux questionnements éthio-sud-africains et son soutien.

Mon chemin n'aurait jamais pris cette direction sans ma rencontre avec le Centre Français des Etudes Ethiopiennes, rencontre à l'origine de cette envie d'explorer et de comprendre. Je pense à François-Xavier Fauvelle et la confiance qu'il m'a accordée du « haut » de mes 20 ans, ses inoubliables « missions » de terrain dans lesquelles il m'a embarquée et qui m'ont transmis le virus. Quelques années plus tard, dans ce même lieu, Sabine Planel a rythmé mes terrains de thèse de briefings au combien précieux. Je lui suis extrêmement reconnaissante, ainsi qu'à René Lefort et Thomas Osmond pour les discussions et leurs conseils décisifs. À Clément Ménard pour sa précieuse présence.

Mes pensées vont à la petite famille éthiopienne du CFEE qui m'a adoptée et choyée depuis 2007, Zani, Aberra, Gisech, Tomatch, Abeba, Amare, Aleign,

Haylou, Benchi, Sisay et à mes premières rencontres éthiopiennes, qui n'avaient rien de « classe moyenne ». እግዛብሔር ከእናንተ ጋር ይሁን.

À mes binômes de recherche, les fameux « T. » « B. » et « H. », qui ont rendu ce travail de terrain possible et au combien plus apaisé. Merci pour leur incroyable générosité, leur patience et leur amitié.

À tous mes « enquêtés » qui ont accepté de m'accorder de leur temps précieux. Une pensée particulière à ceux qui m'ont accueillie et nourrie de leur quotidien.

Je pense aussi à mes amis éthiopiens qui ne se sont jamais lassés de débattre et de partager mes nombreux questionnements. Merci à Tadi, Binyiam, Miki, Dawit, Tadé, Alek, Yacoub avec une mention spéciale pour Ato Abiyé, son amitié et son intelligence. À mes compagnons de route Chloé, Margaux, Adeline et Jean-Nicolas extrêmement généreux de curiosité et de réconfort. Merci pour les « missions photo » et les journées d'exploration de la capitale.

À Addis-Abeba, Bordeaux et Paris, j'ai eu la chance d'être entourée de personnes formidables et de trouver des portes toujours grandes ouvertes et généreuses. Je pense à Florence, Marine, Sarah, Julie, Younès, Damien, Violayne, Katja, Laure, Pauline, Patricia, Clémence.

Un grand merci à celle qui va me faire marquer le deuxième œil.

Une dédicace spéciale à ma petite famille de la rue Saint Benoît qui a fait de cette année de rédaction un bonheur.

À Dawit, የኔ ፍቅር, qui a tenu bon ces dernières années et m'a fait tenir, et n'a jamais cessé de croire que j'irais au bout de ce travail.

Cette thèse doit beaucoup aux précieuses relectures et contributions de Mehdi Labzaé, Laure Squarcioni, Adeline Pierrat, Jean-Nicolas Bach et Isabelle Nallet.

Un immense merci à Laure et ses questionnements communicatifs en matière de systématisation et de méthode.

À Adeline, ses schémas, ses cartes, et son incroyable patience...

À Mehdi, ገብዝ ልጅ, ses relectures, son aide, ses précieux conseils et son soutien.

À Jean-Nicolas, የኔ ጎደኛ, à son amitié qui a traversé les frontières éthiopiennes, son soutien scientifique sans lequel le parcours ne serait sans doute pas arrivé à sa fin.

Merci ma maman qui n'a pas hésité à braver les nombreux kilomètres qui nous séparent pour venir à la rescousse. Merci pour ses relectures, son soutien inestimable, et son rôle décisif dans l'aboutissement de ce travail.

Liste des abréviations

Par commodité, certains acronymes anglophones ont été conservés comme tel dans cette thèse.

BAD : Banque Africaine de Développement

BM : Banque Mondiale

CBE : Commercial Bank of Ethiopia

CSA : Central Statistical Agency (Éthiopie)

CSI : Credit and Savings Institution (Éthiopie)

EEA : Ethiopian Economics Association

EPRDF : Ethiopian People's Revolutionary Front

ESA : Agence Spaciale Européenne

ETB : Ethiopian Birr

FMI : Fonds Monétaire International

GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Allemagne)

GTP: Growth and Transformation Plan

MSDA : Micro and Small Enterprise Development Agency (Éthiopie)

ppa : parité de pouvoir d'achat

TPLF : Tigrayan People's Liberation Front

UA : Union Africaine

Notes de lecture

Sur la translittération de l'amharique

Nous avons choisi de retranscrire les termes amhariques selon ce qui nous paraissait être le plus accessible pour un non-initié, en utilisant les lettres de l'alphabet latin¹. Par exemple, le terme ደርግ sera retranscrit *Derg* et non *Därg*.

Ordres	1	2	3	4	5	6	7
Phonétique	[œ]	[u]	[i]	[a]	[e]	entre [a] et [e]	[o]
Translittération	e	ou	i	a	é	e	o
Exemple	ሰ	ሱ	ሲ	ሳ	ሴ	ሶ	ሷ
Translittération	le	lou	li	la	lé	le	lo

Sur les citations d'entretiens

Les entretiens mobilisés dans ce travail ont été réalisés en anglais, en amharique ou en français.

Nous avons traduit les expressions amhariques en français et laissé les expressions anglaises en anglais. Dans cette thèse, l'italique est réservé aux citations en langue étrangère ou initialement formulées en amharique. Si la citation est initialement en français elle sera ainsi retranscrite : « Je suis éthiopien » et si elle est initialement en amharique, elle le sera de cette manière : « *Je suis éthiopien* ».

¹ Merci à Mehdi Labzaé pour son aide dans les retranscriptions.

Glossaire indicatif

Découpage administratif

kellel : région-État de l'Éthiopie fédérale. Les *kellel* sont sub-divisés en « zones ».

wereda : subdivision administrative des « zones », *district* dans la littérature anglophone.

qebelé : héritiers des associations paysannes mises en place sous le *Derg*, les *qebelé* constituent le plus petit niveau de structure administrative. Les *qebelé* en milieu urbain ont initialement pour fonction de gérer les loyers et la redistribution des habitations nationalisées. Ces associations de quartier sont chargées d'organiser et de contrôler la société à l'échelle locale.

Politique

Derg : « comité » en amharique, correspond au groupe militaire qui, après avoir pris part à la révolution de 1974, met fin au régime d'Hailé Sélassié et usurpe finalement la révolution pour mettre en place un régime militaire fortement centralisé et dominé par Mengistu Hailé Mariam. Le régime militaire, est, par extension, appelé *Derg* jusqu'à sa chute en 1991.

mengest : signifie le pouvoir en tant que tel, toutes les institutions par lesquelles il s'exerce (parti, État, etc.) mais aussi tous ceux qui appartiennent à ces institutions et participent donc de ce pouvoir.

Nourriture et lieux de consommation

indjera : galette de *teff* (céréale locale, endémique à l'Éthiopie). Base de tous les repas.

tibs : viande grillée de bœuf ou de mouton.

shiro : plat végétarien à base de farine de pois chiche et de *berberé* (épice).

wot : sauce préparée à base d'oignons, tomates et *berberé*. Base de nombreux plats éthiopiens.

firfir : plat constitué de morceaux d'*indjera* imbibés de *wot*, généralement consommé le matin. Des morceaux de viande y sont parfois ajoutés.

chai be dabo : littéralement « thé au pain », petit-déjeuner constitué d'une tasse de thé et d'un bout de pain.

makefafeya : lieux d'achat en gros.

atkilt tera : littéralement « terre des légumes », marché situé dans le quartier *Piassa* réputé pour ses prix défiant toute concurrence.

souq ou *shop* : échoppes de petite taille proposant divers produits de consommation courante.

mercato : grand marché d'Addis-Abeba construit sous l'occupation italienne.

areqé bét : littéralement « maison de l'*areqé* ». Pièces généralement exiguës au sein desquelles les clients consomment de l'alcool fort local (dont l'*areqé*) à bas coût.

boucherie : lieu d'achat de viande souvent composé d'une petite pièce dédiée à la consommation sur place de bouts de bœuf grillé ou cru. Les morceaux de viande crue sont les plus raffinés et aussi les plus chers.

Logement

condominium : habitat collectif en hauteur. L'appellation *condominium* fait référence au statut de copropriété ainsi qu'à la forme collective et communautaire de ces ensembles de petits immeubles qui, à l'époque où ils ont été initiés, tranchaient dans un paysage urbain essentiellement composé de maisons basses.

service : pièce indépendante du logement principal qui est parfois habitée, parfois mise en location ou dédiée à des activités lucratives (élevage de poulets, confection d'*indjera*, etc.).

tchereqa bét : littéralement « maison de la lune ». Constructions dont le statut est à la limite de la légalité et qui présentent des risques élevés de confiscation par l'État. La présence des ménages est reconnue mais pas leur habitation. Les habitants paient des taxes sur l'électricité et sont enregistrés au *qebelé* mais ne possèdent pas titre officiel d'occupation foncière.

carta : titre officiel d'occupation foncière.

Transport

taxi ou *minibus* : transport collectif qui effectue des trajets fixes, marquant des arrêts à la discrétion des passagers. Le prix des trajets, fixé par la puissance publique, est peu élevé.

contract : désigne les taxis privés dont le coût du trajet est nettement plus élevé.

bajaj : véhicule triporteurs. À Addis-Ababa, ces taxis sont présents seulement dans les quartiers périphériques éloignés.

Varia

yiluñta : souci aigu de ce que vont penser les autres de son propre comportement.

medeb : classe sociale.

mekakelegna : littéralement « milieu ». Terme utilisé pour désigner une position entre riche et pauvre.

habtam : riche.

balehabt : propriétaire ou investisseur.

mahaber : coopérative, association.

equb : système d'épargne qui correspond au système de tontine. Il est composé d'un groupe de personnes qui décident de rassembler périodiquement une somme d'argent qu'ils définissent préalablement. Tour à tour (par tirage au sort ou par demande), chaque contributeur bénéficie de la somme assemblée.

eddir : associations funéraires.

ferendj : terme qui désigne l'étranger, le blanc.

tchat : plante considérée comme une drogue douce ou dure selon les pays, dont la consommation est légale en Éthiopie. Stupéfiant aux effets stimulants.

birr : monnaie éthiopienne. Son code international est ETB.

Introduction

La catégorie « classes moyennes » à l'épreuve des transformations sociales en cours en Éthiopie

1. De l'engouement référentiel à la question de recherche



Figure 1 Unes de *The Economist* de 2000, 2011 et 2013. Réalisation Jamilla Hamidu, septembre 2014.

Cette juxtaposition des unes de *The Economist* de 2000 (*The hopeless continent*), 2011 (*Africa rising*) et 2013 (*Aspiring Africa*) offre une illustration à peine caricaturale de l'évolution des représentations du continent africain diffusées par la sphère médiatique internationale. Si l'Afrique des années 2000 est inexorablement vouée à son triste sort (guerres, pauvreté), celle des années 2010 est résolument projetée vers l'avenir : un avenir réputé désirable (*Africa Rising* et l'envolée d'un continent désormais léger et aux couleurs de l'arc en ciel) et prometteur (l'image du continent disparaît et *Aspiring Africa* est matérialisée par une girafe, qui, l'allure fière, avance seule).

Dans cet engouement médiatique pour l'« émergence » du continent, l'Éthiopie n'est pas en reste. Disposant de la croissance économique la plus rapide parmi les pays africains non producteurs de pétrole², elle constitue désormais une illustration

² De 2004 à 2009, l'Éthiopie a connu une croissance annuelle supérieure à 10%, soit l'une des plus fortes enregistrées dans un pays d'Afrique subsaharienne non producteur de pétrole. Après un léger

privilegiée de *succes story*. Présentée depuis les années 1980 comme une terre des famines, l'Éthiopie serait en voie de devenir un « nouvel Eldorado », un “*African Lion*” ou encore le « nouveau *Far East* »³.

Les indicateurs statistiques du continent – réputés bons ou néanmoins moins mauvais qu'ailleurs – ont progressivement mis le continent sous le feu des projecteurs au cours des années 2010, en témoignent les reprises multiples des différents rapports des institutions internationales de développement par les médias.

Exemple d'évaluations statistiques largement reprises par la sphère médiatique

Un quart de la population mondiale sera africaine en 2050 (Unicef, 2014).

Sur les 10 pays au monde ayant le taux de croissance le plus important, 8 sont africains (FMI et BM, 2013).

Le rythme actuel d'urbanisation du continent (+ 3,4% par an en moyenne, selon ONU-Habitat) est le plus élevé au monde.

Le nombre de jeunes en Afrique est estimé à 200 millions, il devrait avoir doublé d'ici 2045 (BAD, PNUD, CEA, OCDE, 2012).

Plus d'un Africain sur deux résidera en ville à l'horizon 2030 (ONU-Habitat, 2010).

Le PIB de la région qui s'établissait à 4,6 % en 2014 devrait progresser à un rythme annuel moyen de 5,2 % sur la période 2015-16 et s'élever à 5,3 % en 2017. Le PIB par habitant devrait continuer d'augmenter, pour passer de 2,1 % en 2014 à 2,6 % en 2015, et 2,8 % en 2017 (BM, 2014).

ralentissement en 2010 (8% de croissance du PIB), le FMI a salué les progrès enregistrés en 2010 sur le plan de la stabilisation macroéconomique.

³ Les expressions ont été respectivement utilisées dans :

. L'émission « un œil sur la planète » sur « les nouveaux eldorados » diffusée par France 2 le lundi 28 octobre 2013 avec une session consacrée à l'Éthiopie, « le retour du lion d'Abyssinie ».

. New African, le 04/11/11, “*Ethiopia : Return of the African Lion, The World's fastest growing economy*”.

. BBC, le 31/11/2012, “*Ethiopia : an African lion ?*”

. Le Monde, le 29/04/13, « Éthiopie, Nouveau Far East », par Florence Beaugé.

Des taux de croissance économique élevés, une forte croissance démographique associée à une expansion urbaine, une population caractérisée par sa jeunesse, ces indicateurs constituent autant de promesses d' « émergence » économique et de nouveaux marchés de consommation potentiels.

Importation de la référence catégorielle « classes moyennes africaines » comme expression fantasmée de ces évolutions

Les « classes moyennes africaines » sont devenues un enjeu central de ces dynamiques économiques et démographiques. Elles sont désormais présentées comme les vedettes de l'« émergence » du continent et du potentiel de ces « nouveaux marchés ».

Depuis la fin des années 2000, l'utilisation du terme « classe moyenne⁴ » pour qualifier les situations socio-économiques des pays du Sud abonde alors que les thèses sur le déclin des « classes moyennes » dans les pays du Nord se multiplient (voir Chauvel, 2006; Hartmann, 2006; Gaggi et Narduzzi, 2006; Goux et Maurin, 2009; Pech, 2011). Ce gain en popularité de la notion de « classe moyenne » au Sud trouve son origine dans la littérature des institutions de développement (voir les rapports Banque mondiale, 2007; Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 2010; Banque asiatique de développement, 2010). Ces premiers rapports mettent en évidence l'émergence d'une *Global Middle Class* et son importance quantitative au Sud, particulièrement dans les « pays émergents » (Chine, Inde, Brésil). D'abord considérée relativement en marge du phénomène⁵, l'Afrique subsaharienne serait devenue un terrain privilégié de

⁴ L'expression « classe moyenne » est particulièrement polysémique et ambiguë. Dans la littérature, bien que chacun défende sa conception des classes moyennes, il existe un consensus sur l'absence de définition objective d'un groupe classe moyenne. Les études font un double usage du singulier (la classe moyenne) et du pluriel (les classes moyennes). Dans ce travail de thèse, l'expression « classe moyenne » correspond à un objet de recherche et non à une notion validée. Pour ces raisons, le terme « classe moyenne » sera ici écrit indifféremment au singulier ou au pluriel.

⁵ -Le rapport de la Banque mondiale (2007) sur l'émergence de la *Global Middle Class* prévoit que:

-pour l'essentiel, la *Global Middle Class* se trouvera dans les pays émergents (93% en 2030 contre 56% en 2007). La Chine et l'Inde comptent pour plus des 2/3 de cette croissance.

-d'ici 2030, en Afrique subsaharienne, une portion faible de la population participera à cette *Global Middle Class* (43 millions).

-Le rapport de l'OCDE (2010) comptabilise une classe moyenne globale de 1,8 milliards de personnes dont : seulement 32 millions en Afrique subsaharienne (2% du total), représentant 1%

l'expansion de « classes moyennes » (voir FMI, 2011 ; les rapports Banque Africaine de Développement, 2011 et 2012). Ces rapports annoncent sans hésitation l'émergence et l'expansion de classes moyennes en Afrique. Celles-ci sont devenues un thème routinier dans la littérature d'expertise dédiée aux pays émergents et par extension à l'Afrique. La dénommée « classe moyenne africaine » fait désormais l'objet de nombreuses représentations protéiformes et de divers travaux d'identification et de typification de la part d'acteurs extérieurs (voir les études McKinsey Global Institute, 2010; Goldman Sachs, 2012; Boston Consulting Group, 2013; Deloitte, 2013). L'expansion des « classes moyennes » africaines prendrait une ampleur telle qu'en octobre 2014 la Banque Africaine de Développement (BAD) annonce : « Plus d'un africain sur trois appartient désormais à la classe moyenne⁶ ». L'Éthiopie est considérée comme un « fournisseur privilégié » de ces classes moyennes. Selon les projections de la BAD (2011), l'Éthiopie sera, aux côtés du Nigeria et de l'Afrique du Sud, un des pays africains qui « fournira le plus de nouvelles classes moyennes » d'ici 2030.

Nous ne pouvons que souligner le caractère incantatoire de telles affirmations. À partir du rapport de la BAD (2011), nous avons schématisé ci-dessous le mécanisme par lequel ce dernier conclut rapidement à l'émergence de classes moyennes africaines. En partant des constats formulés plus haut de dynamiques économiques et démographiques en cours sur le continent, la BAD crée un groupe statistique à l'intérieur duquel sont regroupés les individus disposant d'une capacité de consommation par jour et par tête comprise entre 2 et 20\$ ppa (parité de pouvoir d'achat). C'est ce groupe qui constituerait la classe moyenne africaine⁷.

de la consommation totale de cette *Global Middle Class*. La projection pour 2020 et 2030 laisse l'Afrique subsaharienne au même niveau (2%), alors que, dans son ensemble, la *Global Middle Class* connaîtra une croissance considérable.

⁶ Cette affirmation a été largement reprise par la sphère médiatique. Elle a été diffusée par une dépêche de l'Agence France Presse et fait référence à un rapport de la BAD qui n'est actuellement pas rendu public et auquel les médias n'ont pas eu accès.

⁷ Ces mécanismes seront détaillés en chapitre 2 de cette thèse.

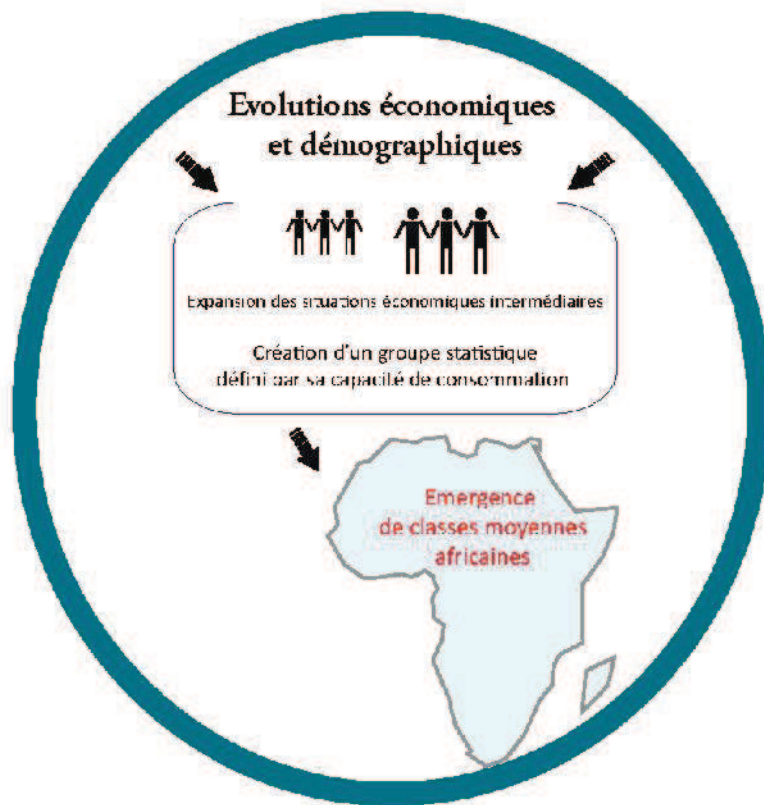


Figure 2 L'émergence de classes moyennes africaines selon le rapport de la BAD (2011).
Conception et réalisation Clélie Nallet et Adeline Pierrat (2014).

L'énonciation seule de cette catégorie ne peut laisser que perplexe. L'étendue de la fourchette de revenu considérée laisse en effet présager des situations sociales diverses et dissemblables. La BAD elle-même divise la catégorie classe moyenne en sous-catégories : la *"floating middle class"* (2\$ à 4\$ppa de capacité de consommation par jour et par tête), la *"lower middle class"* (4\$ à 10\$ppa) et la *"upper middle class"* (10\$ à 20\$ppa)⁸. Quelle peut être, au-delà d'un regroupement statistique très aléatoire, la pertinence d'un groupe aussi hétérogène, défini sur le seul critère de capacité de consommation de trois sous-catégories très hétérogènes ?

⁸ Dans son rapport, la BAD (2011) estime en 2008 que la *floating class* représente 13,2% de la population éthiopienne, la *lower-middle class* 5,3%, et la *upper-middle class* 3%. Selon ses projections, ces groupes sont amenés à croître, particulièrement la *floating class* qui devrait connaître une « augmentation considérable » ces prochaines années.

Ces rapports et représentations médiatiques sont à appréhender avec une grande prudence mais sont symptomatiques d'une nécessité, celle de saisir les transformations sociales en cours dans des pays africains dans des contextes pluriels de transformations rapides économiques et démographiques.

Question globale de recherche : les classes moyennes comme « indicateur » et comme outil catégoriel de référence à étudier empiriquement

C'est dans ce contexte d'engouement pour les « classes moyennes africaines » que se sont progressivement inscrits les travaux du groupe de recherche sur « les nouvelles dynamiques socio-économiques africaines ⁹ » (LAM/Sciences Po. Bordeaux) et mon travail de thèse.

Lorsque j'ai pris part au groupe de recherche en 2010¹⁰, la catégorie « classe moyenne » gagnait en popularité afin de qualifier les situations des pays de certains pays du Sud dans la littérature des institutions de développement et dans la littérature scientifique (voir Jaffrelot et Van der Veer, 2008, pour l'Inde et la Chine; Rocca, 2008, pour la Chine; Liechty, 2002, pour le Népal; Alba et Lazabé, 2007, pour le Mexique). Ces études ont en commun de mettre en évidence l'importance de situations d'émergence de la grande pauvreté et d'accès mesuré à des positions moins précaires. Ces situations, notamment caractérisées par l'accès à certains biens de consommation secondaires¹¹, sont qualifiées par la sociologie chinoise de « petite prospérité » (voir Rocca, 2008). Parallèlement, certains indicateurs laissaient présager des dynamiques similaires en cours dans des pays africains. Par exemple, l'étude de V. Mahajan (2008), insiste sans l'expliquer sur un effet d'enrichissement de catégories moyennes à niveau de revenu globalement faible, mais disposant désormais d'un pouvoir d'achat minimal pouvant se manifester dans l'achat de biens nouveaux et bon marché. En Éthiopie, des compagnies de transport se spécialisaient pour la première fois dans des services visant ceux « qui n'ont pas

⁹ Groupe de recherche dirigé par D. Darbon et C. Toulabor.

¹⁰ Participation dans le cadre de mon mémoire de recherche de master sur la confrontation de la notion de classe moyenne à l'étude de la structure sociale à Niamey (Niger).

¹¹ L'étude de C. Alba et P. Lazabé (2007) sur le Mexique montre par exemple comment le poids du secteur économique informel permet, par la pression à la baisse des prix qu'il exerce, de maintenir ou de permettre l'accès de consommation type des classes moyennes à des catégories sociales que leur niveau de vie ne leur permettrait pas *a priori* d'atteindre.

les moyens de prendre l'avion mais peuvent s'offrir mieux que les transports publics¹² ».

Bien que la notion de classe moyenne soit incertaine et *a priori* peu opérationnelle, nous y voyons l'occasion d'ouvrir des questionnements sur les transformations sociales en cours en Afrique subsaharienne. Nous ne postulons pas la pertinence de la catégorie classe moyenne et encore moins son existence en tant que groupe social mais la considérons comme un « indicateur » au sens de Durkheim de nos questions de recherche :

« Ce n'est pas, sans doute, que le concept vulgaire soit inutile au savant : il sert d'indicateur. Par lui, nous sommes informés qu'il existe quelque part un ensemble de phénomènes qui sont réunis sous une même appellation et qui, par conséquent, doivent vraisemblablement avoir des caractères communs; même, comme il n'est jamais sans avoir eu quelque contact avec les phénomènes, il nous indique parfois, mais en gros, dans quelle direction ils doivent être recherchés. » (Durkheim, 1895, cité dans Paugam, 2010:19).

Le débat de sens commun sur les classes moyennes sert ici d'indice dans une recherche sur les mutations sociales par le prisme du questionnement de la composition sociale des situations économiques intermédiaires africaines. Nous ne postulons pas l'émergence d'une classe moyenne africaine mais posons l'hypothèse de transformations des situations socio-économiques intermédiaires. Il s'agit de questionner les significations de ces situations en terme de positions dans la structure sociale, d'interroger l'impact des transformations de ces positions sur la structure sociale, de travailler sur le passage d'un agrégat de situations intermédiaires aux significations économiques et sociales de l'agrégat constitué.

Les situations socio-économique intermédiaires ont-elles une signification en tant que groupe social ou correspondent-elles à un agrégat d'individus dont la seule caractéristique commune réside dans leur éloignement de la grande précarité et de l'aisance ? Dans quelles mesures ces situations forment-elles des groupes sociaux

¹² Ces propos sont extraits d'un entretien avec un gérant de la compagnie *Skybus*, réalisé le 24/05/11 à Addis-Abeba. Depuis les années 2010, deux compagnies proposent de vendre un service de trajet en bus « sécurisé et confortable » entre les principales villes du pays. Les bus sont neufs et le coût du trajet comprend un petit déjeuner composé d'un jus de fruit, d'un thé ou café et d'un biscuit. Les bus sont équipés d'une télévision. Pour donner un ordre de grandeur du coût du service : en 2011, un trajet entre Addis-Abeba et Dire Dawa (ville située à l'Est du pays) coûte 108 ETB en bus public, presque le double en bus « confortable » (206 ETB), ce qui est bien inférieur au prix du trajet en avion (800 ETB).

objectifs et/ou subjectifs ? Ces groupes potentiels éprouvent-ils un sentiment d'appartenance à un groupe social et se sentent-ils investis d'un rôle social ?

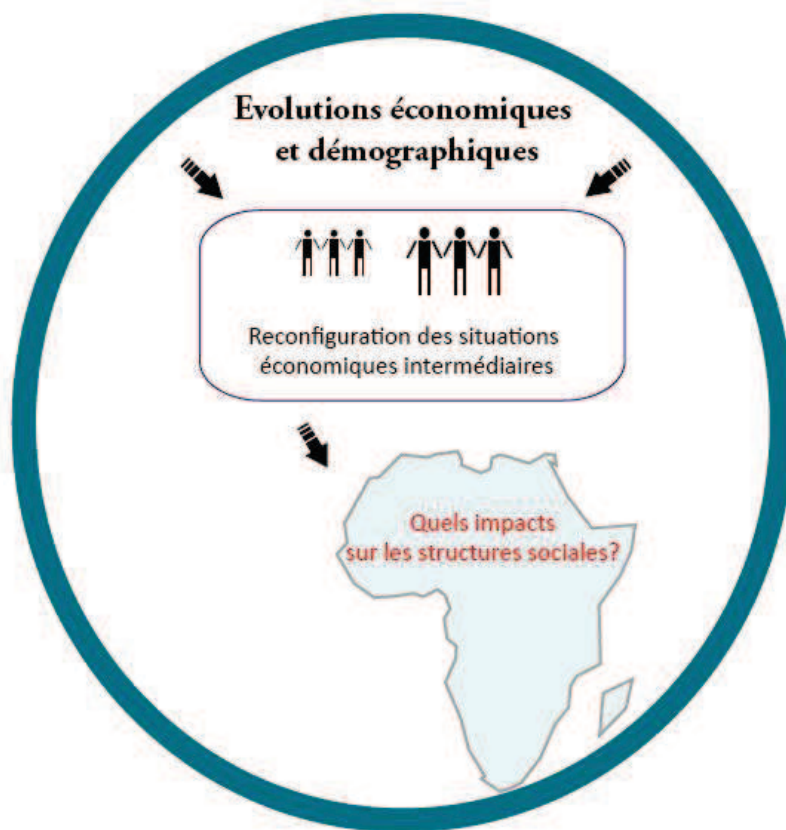


Figure 3 Schéma de la question globale de recherche de cette thèse. Conception et réalisation C.N. et A.P. (2014)

Le rapport de la BAD de 2011 et l'engouement pour la catégorie « classes moyennes africaines » qui l'a suivi ont sensiblement modifié la manière d'aborder notre objet de recherche. Si les questionnements restent les mêmes, il est désormais nécessaire de prendre en compte une catégorie devenue une référence catégorielle et de se demander dans quelles mesures la catégorie influence les représentations de ses membres potentiels.

Ce travail propose d'explorer les dynamiques sociales qui se cachent derrière l'étiquette « classe moyenne » en étudiant le passage d'un agrégat statistique à la signification de l'agrégat constitué.

2. Les choix de l'Éthiopie et d'Addis-Abeba

À l'échelle de l'Éthiopie, nous réalisons le même constat d'évolutions économiques, politiques, démographiques (croissance économique élevée et relative libéralisation de l'économie, urbanisation et métropolisation) particulièrement rapides depuis les années 2000. Il s'agit ici de justifier de nos choix d'étude de l'Éthiopie et d'Addis-Abeba.

Contexte politique éthiopien

La République Fédérale et Démocratique d'Éthiopie

Le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Éthiopien¹³ (EPRDF selon son acronyme anglais¹⁴) est au pouvoir depuis la chute du régime militaire du *Derg*¹⁵. Le *Derg* (littéralement « comité ») correspond au groupe militaire qui, après avoir pris part à la révolution de 1974, met fin au régime « féodal » d'Hailé Sélassié¹⁶ et usurpe finalement la révolution pour mettre en place un régime militaire fortement centralisé et dominé par Mengistu Hailé Mariam. La chute du *Derg* fait place à une période de transition (1991-1994) dominée par l'EPRDF et son parti fort, le Front Populaire de Libération du Tigré (plus connu sous son acronyme anglais TPLF). La République Fédérale et Démocratique d'Éthiopie naît le 21 août 1994, huit mois après le vote de la Constitution par l'assemblée constituante le 8 décembre 1994. Cette Constitution est aujourd'hui encore le texte fondamental du droit éthiopien. Elle reconnaît le droit à l'autodétermination et à la sécession de tous les « Nations, Nationalités et Peuples¹⁷ » d'Éthiopie. Elle se pose en rupture avec des décennies

¹³ Formé à la fin des années 1980 sous l'impulsion du Front populaire de libération du Tigray (FPLT), le Front démocratique révolutionnaire populaire éthiopien est une coalition formée de quatre partis (le FPLT, le Mouvement national démocratique amhara, l'Organisation populaire démocratique oromo et le Front démocratique populaire éthiopien du Sud). Depuis le renversement du régime militaire du *Derg* en mai 1991, cette coalition (au sein de laquelle le FPLT demeure dominant) continue de représenter le cœur du pouvoir politique.

¹⁴ Par commodité de langage, nous utiliserons le sigle EPRDF afin de désigner le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Éthiopien.

¹⁵ En 1991, le régime du *Derg* cède définitivement sous la pression de la coalition de « rebelles » érythréens, tigréens, oromo et amhara aux revendications autonomistes ou indépendantistes formant le EPRDF depuis 1989.

¹⁶ La Révolution de 1974 fera l'objet de développements dans les chapitres 1 et 4 de cette thèse. Elle a été impulsée par une « concordance d'intérêts de classe entre les ouvriers, les paysans du sud, les soldats et la *petty bourgeoisie* » (Markakis, 1979).

¹⁷ Les « Nations, Nationalités et Peuples » sont ainsi définis par la constitution : *A "Nation, Nationality or People" for the purpose of this Constitution, is a group of people who have or share a large measure of a common culture or similar customs, mutual intelligibility of language, belief*

de centralisme institutionnel en optant pour l'instauration d'un régime politique dit « ethno-fédéral ». L'Éthiopie est aujourd'hui divisée en neuf États-régions nommés *kellel*¹⁸, auxquels s'ajoutent trois villes-État au statut fédéral : Addis-Abeba, Diré-Dawa et Harar. Chaque *kellel*, découpé en trois niveaux administratifs – les zones, *wereda* et *qebelé*¹⁹ – détient sa propre Constitution et son propre gouvernement.

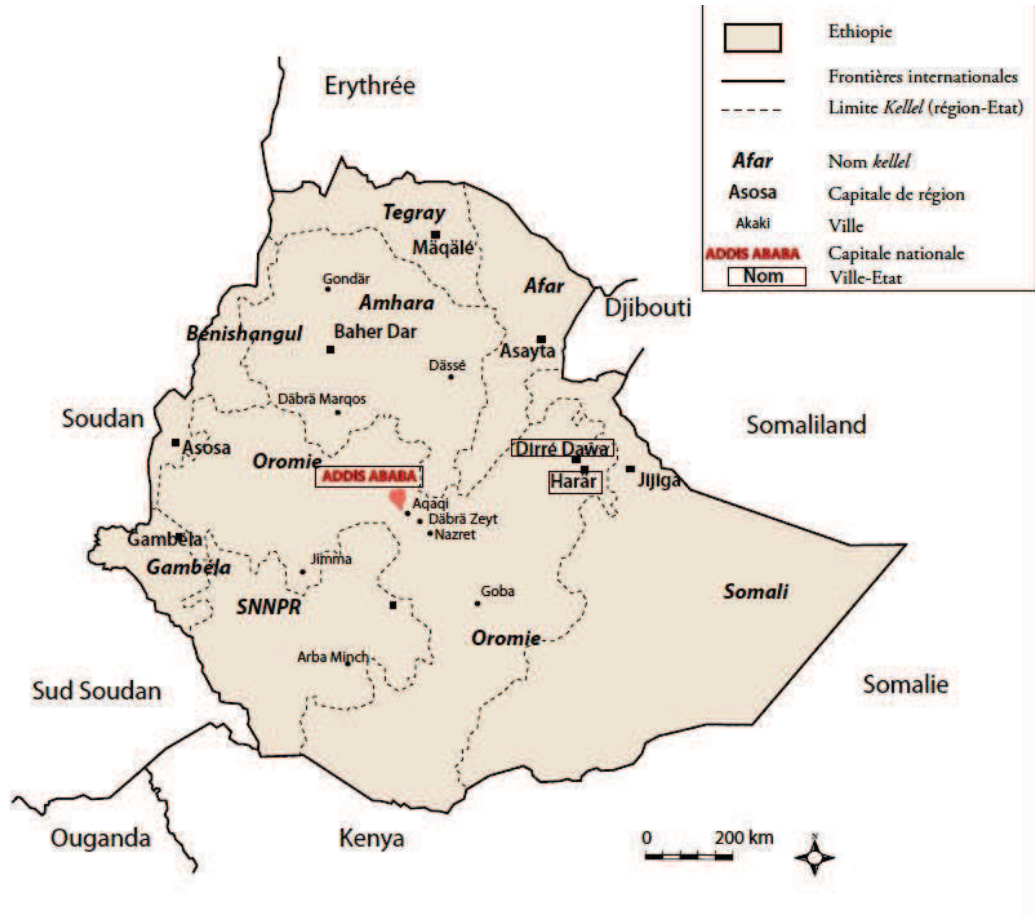


Figure 4 Les divisions administratives de l'Éthiopie. Fdc et conception : IRD, réalisation : A.P., 2012 (Pierrat, 2014 :68).

in a common or related identities, a common psychological make-up, and who inhabit an identifiable, predominantly contiguous territory (article 39[5], The Constitution of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, 1995:97).

¹⁸ Pour quatre de ces régions, les frontières géographiques des *kellel* ont été découpées sur la base des aires de locution de la langue dominante, à savoir la région Amhara, Tigrā, Somali et Afar. Les autres régions regroupent des « Nations, Nationalités et Peuples » plus diversifiés.

¹⁹ Les *wereda* et *qebelé* disposent d'un système de représentation politique. Les *wereda* sont généralement les institutions à partir desquelles nous parlons de niveau local. Les *qebelé*, héritiers des associations paysannes mises en place sous le *Derg*, constituent le plus petit niveau de structure administrative.

Domination et contrôle de l'EPRDF

Si la recomposition administrative d'un régime ethno-fédéral est désormais mise en place, la littérature scientifique met en évidence le faible degré d'autonomie que ce système laisse concrètement aux *kellel* et aux autres autorités locales (voir par exemple Aalen, 2002; Turton, 2006; Planel, 2007). Ainsi, S. Planel (2007) écrit : « En rompant avec un demi-siècle de centralisation, il [l'EPRDF] engage un processus de décentralisation radicalement nouveau dans son institutionnalisation mais sans doute moins dans sa pratique » (p.89) et conclut que le « territoire demeure organisé par le gouvernement central » (p.102). L. Aalen (2002) montre quant à elle comment les principes fédéraux sont mis au service du maintien de l'unité du pays et de l'hégémonie du parti au pouvoir.

De manière générale, la littérature scientifique consacrée au système politique éthiopien met en évidence la domination de l'EPRDF et une quasi fusion entre Parti et État (voir Aalen, 2002; Vaughan et Tronvoll, 2003; Hagmann et Abbink, 2011). Pour T. Hagmann et J. Abbink (2011), cette fusion – “*how party and state organs overlap*” (p.585) – constitue la continuité majeure entre le régime du *Derg* et celui de l'EPRDF. Le vocabulaire utilisé en amharique pour désigner le pouvoir est significatif de cette fusion : le *mengest* signifie le pouvoir en tant que tel, toutes les institutions par lesquelles il s'exerce (parti, État, etc.) mais aussi tous ceux qui appartiennent à ces institutions et participent donc de ce pouvoir.

Dans ce système, la fonction de contrôle de l'EPRDF est centrale. Le parti majoritaire exerce sa domination *via* la direction de l'intégralité des organes de sécurité (Forces de Défense nationale, la police fédérale, la police régionale, milices locales), le contrôle de toutes les unités administratives jusqu'au plus bas niveau de l'échelle (voir Di Nunzio, 2014, sur l'exercice du micro-contrôle en milieu urbain), ainsi que le contrôle du foncier²⁰ (voir Tamru, 2009; Bosredon et al., 2012). Pour certains analystes, l'exercice actuel du micro-contrôle par l'EPRDF constitue la dernière phase d'un projet historique d' « encadrement » se déroulant de l'époque impériale à nos jours (voir Clapham, 2002). Le contrôle

²⁰ Depuis les lois de nationalisation de 1975, la législation foncière place l'État comme le seul détenteur des terres au nom de l'intérêt de la nation. Les autorités publiques attribuent des titres d'occupation foncière, des baux reconductibles dont la durée varie selon le type d'occupation, résidentielle, commerciale ou industrielle. Il n'existe pas de marché foncier, sauf celui organisé par l'État.

exercé par les plus petites unités administratives du gouvernement local (le *qebelé*²¹ et le *wereda*²²) sur la population, sera au cœur de notre étude.

L'avènement du “developmental state” éthiopien

Rapidement après leur arrivée au pouvoir en 1991, les nouveaux dirigeants adaptent leur idéologie à la donne libérale internationale²³. Tout en conservant les bases idéologiques héritées de la période de la lutte et de la Ligue marxiste-léniniste révolutionnaire, l'EPRDF adopte le principal discours légitime et légitimant à l'échelle internationale : le développement par l'économie de marché. J.N. Bach (2011) montre comment les deux idéologies (libérale et révolutionnaire) ne s'excluent pas mais se complètent. La « démocratie révolutionnaire » adoptée par le parti constitue un « outil idéologique flexible servant une stratégie discursive qui sait s'adapter au nouvel environnement libéral international dominant » (p. 454). Ainsi, « la démocratie révolutionnaire emprunte les outils de la démocratie libérale représentative occidentale pour légitimer sa domination, alors même que l'opposition au libéralisme occidental se situe au cœur du discours des penseurs de l'EPRDF » (p. 456). Au niveau économique, si l'intégration dans l'économie de marché est considérée comme inéluctable, elle se couple d'un fort contrôle de l'économie par le gouvernement.

Depuis 1991, la démocratisation ainsi que la lutte contre la pauvreté ont toujours constitué des défis majeurs pour l'EPRDF. Un renversement dans les discours du gouvernement sur l'ordre des priorités s'est clairement opéré depuis le début des années 2000. Au départ, le parti a construit sa légitimité autour de la nécessité de démocratisation du pays. La démocratie était alors présentée comme le préalable nécessaire à la réduction de la pauvreté de masse. Durant les années 2000, le lien de causalité s'inverse: une perception développementaliste classique s'installe, le

²¹ Structures héritées du régime du *Derg*, les *qebelé* (« voisinage » en amharique) en milieu urbain ont initialement pour fonction de gérer les loyers et la redistribution des habitations nationalisées. Elles regroupent quelques milliers d'habitants et sont également chargées des questions sociales et administratives. Par la suite, elles acquièrent d'autres fonctions politiques et sécuritaires (Bach, 2011:361).

²² Une réforme administrative récente a redéfini les 209 *qebelé* d'Addis-Abeba en 116 *wereda*.

²³ Ce tournant idéologique et l'abandon du modèle libanais qui rejetait la démocratie parlementaire et le libéralisme s'expliquent par la fin de la guerre froide, le soutien recherché auprès des États-Unis et la nécessité d'attirer des fonds internationaux afin de reconstruire le pays (Bach, 2011:453).

développement économique devient progressivement la condition indispensable à l'instauration d'un système totalement démocratique (Bach, 2011; Vaughan, 2011; Haggmann et Abbink, 2011). Ce virage politico-économique est expliqué par les auteurs d'une part comme la conséquence d'une crise interne au parti en 2001²⁴ et d'autre part par l'obsolescence du discours de la démocratie comme priorité après les élections de 2005²⁵. La légitimité des politiques mises en place par le gouvernement se base dès lors sur la croissance économique, vision récemment corroborée par les performances économiques du pays²⁶. L'EPRDF affiche l'ambition de suivre la voie des « dragons asiatiques » et revendique le modèle du “*developmental state*”, rebaptisé par Méles Zenawi “*democratic developmental state*”. La version éthiopienne du “*developmental state*” est une approche combinant une libéralisation de l'économie (idée de l'insertion inéluctable de l'Éthiopie dans l'économie de marché internationale) à un dirigisme économique fort (idée de la nécessité d'un contrôle de l'État sur les secteurs public et privé de l'économie). Dans ce contexte, la libéralisation est loin de signifier un retrait de l'État de l'économie. Ce dernier investit, façonne et régule les pans de l'économie nationale (Vaughan et Mesfin Gebremichael, 2011) :

“The aim of government is not always to create an accessible playing field for maximum competition, but to play an active role in most sectors and spheres of economic activity, as part of a managed transition from a pre-capitalist economy to a ‘sustainable’ form of capitalism, which will have what it defines as a ‘positive developmental impact’” (p.31).

²⁴ Sur la crise interne au parti de 2001, voir Medhane Tadesse et J. Young, 2003 et Paulos Milkias, 2003.

²⁵ Les résultats des élections de 2005, contestés par les oppositions, ont provoqué des manifestations, qui furent sévèrement réprimées, entraînant au moins une centaine de morts et plusieurs milliers d'incarcérations (Piguet, 2006). Sur les événements de 2005, voir J. Abbink, 2006 et T. Haggmann et K. Tronvoll, 2012.

²⁶ Moyenne du taux de croissance située à 10,6% sur la dernière décennie selon le gouvernement et d'environ 8% selon le FMI.

Vers un « pays d'entrepreneurs »²⁷ ?

La mise en place de la version éthiopienne du *developmental state* s'accompagne d'un intérêt grandissant de l'EPRDF pour le milieu entrepreneurial. Comme le soulignent S. Vaughan et Mesfin Gebremichael (2011) à propos du déroulement des élections nationales de 2010, cet intérêt constitue une nouveauté dans la politique du parti : *“Ruling party congresses in September 2010 saw invitations extended to private business to attend and observe, in a marked departure from previous practice”* (p.26). Dans ses articles, R. Lefort considère que le déplacement progressif depuis les années 2000 de l'attention politique du gouvernement de la masse des *“poors farmers”* vers les *“new entrepreneurs”* constitue un des changements et enjeux majeurs de la politique actuelle de l'EPRDF : *“Simultaneously, the ruling party aims to sustain its political hegemony by enrolling massively among those at the top of the social pyramid, to which most of these ‘new entrepreneurs’ belong, so as to build its new constituency on them”* (Lefort, 2012:681). Les figures entrepreneuriales sont régulièrement saluées par la presse éthiopienne qui consacre unes et articles aussi bien aux grandes figures de la réussite (couverture du magazine haut de gamme *Addis Life*, image de gauche ci-dessous) qu'aux initiatives des petits entrepreneurs (rubrique hebdomadaire *entrepreneur profile* du journal *Capital*, image de droite ci-dessous).

²⁷ Nous empruntons cette expression, initialement en anglais *“a country of entrepreneurs”* à M. Di Nunzio (à paraître).

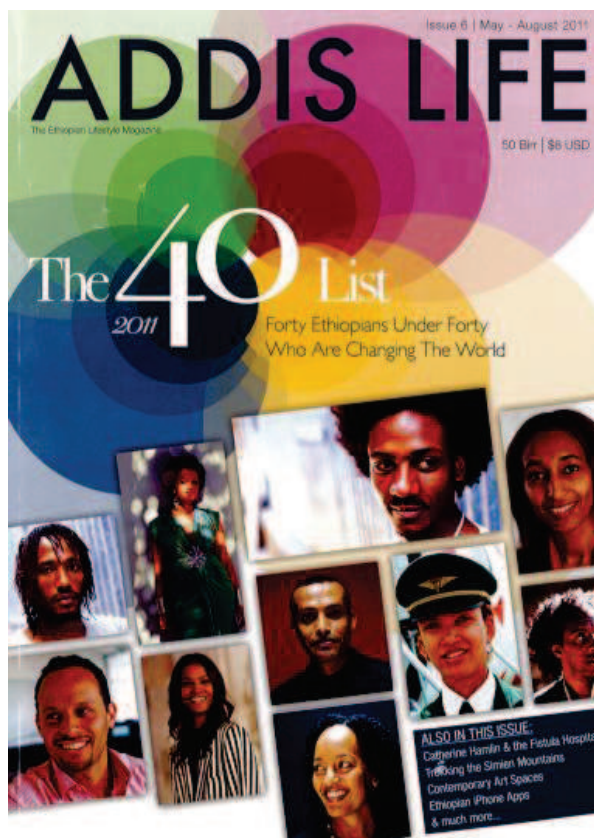


Figure 5 Image de gauche : couverture du magazine Addis Life, mai-aôut 2011. Image de droite : "entrepreneur profil" du journal Capital du 21 octobre 2012.

Comme le souligne J.N. Bach (2011a), « l'État demeure le principal investisseur et le secteur privé n'est encouragé que dans la mesure où il correspond aux priorités définies par l'État-parti » (p.469). L'entrepreneuriat privé n'est promu que s'il est considéré comme profitant au développement du pays (voir Lefort, 2012, Di Nunzio, à paraître). Ce n'est pas la réussite individuelle qui est encensée mais la participation à un projet collectif, celui de la construction de la nation. Dans ses discours et rapports internes, l'EPRDF oppose ceux à soutenir – les “*development-oriented investor*” et “*constructive investors*”, qui investissent dans la perspective

du développement du pays – aux « ennemis » à combattre : les “*rent-seekers*” qui s’inscrivent dans une démarche d’enrichissement individuel.

La croissance éthiopienne

Si l’incertitude sur les chiffres de la croissance est latente²⁸, il est certain que l’économie éthiopienne connaît une forte expansion. La dernière décennie est marquée par une large progression avec un taux moyen de croissance annuel du PIB de 10,6% selon le gouvernement et d’environ 8% selon le FMI, une progression qui a propulsé l’Éthiopie parmi les dénommés “*African lions*” selon l’agence McKinsey (2010). Le dernier rapport de la Banque Mondiale (2013) considère l’économie éthiopienne comme la douzième économie mondiale et la quatrième économie d’Afrique subsaharienne à avoir progressé le plus rapidement en 2012/13.

Cette croissance est portée par le *Growth and Transformation Plan* (GTP), programme économique gouvernemental (2010/11-2014/15) qui ambitionne de transformer l’Éthiopie en un pays à revenu intermédiaire d’ici 2025. Malgré l’ouverture relative de l’économie éthiopienne qui s’est accélérée depuis les années 2000, cette dernière reste fermement contrôlée par un État dirigiste et certains pans de l’économie restent des pré-carrés étatiques (télécommunications, banques/assurance, logistique), ou entre les mains du parti dominant. La croissance économique éthiopienne est d’ailleurs tirée essentiellement par le secteur public (pour deux tiers par les investissements publics auxquels il faut ajouter les activités des entreprises étatiques) et dans une moindre mesure par l’essor du secteur des services²⁹. Les grands projets d’infrastructures gouvernementaux constituent le fondement de la croissance éthiopienne, dont les emblèmes sont les routes, les ponts, les voies ferrées et la construction du barrage du Nil : le *Grand Ethiopian Renaissance Dam*.

Cette situation de marginalité du secteur privé associée à une balance commerciale déficitaire (déficit commercial à 7,5 % du PIB en 2013), des réserves de change

²⁸ Les chiffres officiels sur la croissance éthiopienne sont mis en question par l’incertitude qui caractérise la nature des données collectées et la nécessité du gouvernement à légitimer sa politique par des chiffres de croissance élevés (voir Geda et Yimer, 2014).

²⁹ Selon l’*Ethiopian Economics Association* (EEA, 2010), le secteur des services représente 55% de la croissance du PIB, l’agriculture y contribue pour 33% et le secteur industriel pour 12%.

très basses, la faible modernisation du secteur privé manufacturier et des techniques agricoles, et le manque d'épargne domestique inquiètent les observateurs extérieurs (institutions internationales, investisseurs locaux et étrangers). De surcroît, l'objectif d'industrialisation du pays, pourtant au cœur du GTP, est loin d'être atteint (stagnation du secteur industriel).

Les taux de croissance impressionnants dissimulent des taux d'inflation tout aussi saisissants (33 % en 2011 et autour de 20 % en 2012). Le phénomène est d'autant plus problématique pour les conditions de vie de la population éthiopienne qu'il touche fortement les produits de consommation courante (par exemple, les prix des produits alimentaires de base à Addis-Abeba ont augmenté de 26 % entre 2011 et 2012). Si cette inflation s'était nettement ralentie en 2013 (8,12 % fin 2013 selon le FMI), elle repart à la hausse depuis quelques mois³⁰.

Les indicateurs sociaux ne présagent pas non plus un miracle éthiopien en ce qui concerne l'évolution du niveau de vie de la population. Pour ne citer qu'un exemple, en termes d'indice de développement humain (PNUD), l'Éthiopie occupe, en 2011, le 174^{ème} rang sur les 187 pays classés.

Incertitude sur les impacts sociaux de la croissance éthiopienne

Les avis sur les conséquences sociales de la croissance sont mitigés. Selon les chiffres officiels, l'Éthiopie connaît une baisse significative de la pauvreté. Le Ministère des Finances et du Développement Économique Éthiopien publie en 2012 un rapport selon lequel la proportion des personnes vivant en situation de pauvreté³¹ est passée de 38,7% en 2004/05 à 29,6% en 2010/11³². Le rapport salue la baisse des inégalités de revenus en milieu urbain, présentant des coefficients de Gini de 0,44 pour 2004/05 et 0,37 pour 2010/11³³, qui aurait conduit à une « réduction considérable de la pauvreté » (p.10). La même année, un rapport de la Banque Mondiale portant sur l'impact de l'augmentation des prix des produits de

³⁰ Les chiffres sur l'inflation proviennent des rapports du service économique de l'Ambassade de France à Addis-Abeba (2012 et 2014).

³¹ La pauvreté est ici mesurée par les agences statistiques éthiopiennes avec leur propre *poverty head count index* calculé à partir des niveaux de consommation alimentaire et non alimentaire.

³² De 39,3% à 30,4% en milieu rural et de 35,1% à 25,7% en milieu urbain entre 2004:05 et 2010/11.

³³ Sur la même période, le coefficient de Gini a sensiblement augmenté en milieu rural de 0,26 à 0,27 mais reste plus fort en milieu urbain.

consommation de base sur les niveaux de vie s'inquiète de l' « augmentation du nombre de pauvres³⁴ ». S'il y a un point sur lesquels les deux rapports s'accordent, c'est la perméabilité de la ligne de pauvreté et l'importance numérique des trajectoires d'entrée et de sortie de la pauvreté.

Il s'agit aussi du constat formulé par les études scientifiques sur les niveaux de vie en Éthiopie (voir Bigsten et Abebe Shimeles, 2008 ; Mekonnen Tadesse, 1999 ; Netsanet Teklehaymanot, 2009). L'étude sur l'état de la pauvreté en Éthiopie en milieu rural et urbain de A. Bigsten et Abebe Shimeles (2008) menée sur dix années met en évidence l'importance de la fréquence des mouvements des ménages « dans et hors pauvreté³⁵ » au point qu'elle qualifie les situations de pauvreté sur le long terme de « phénomène transitoire typique » (p.156). Netsanet Teklehaymanot (2009) formule le même constat dans son étude sur les « dynamiques de la pauvreté » à Addis-Abeba³⁶ : si la proportion des ménages à connaître une situation de pauvreté persistante est particulièrement faible, une partie importante des ménages de la capitale a connu une situation de pauvreté au moins une fois entre 1995 et 2008.

Ces travaux viennent renforcer l'importance d'étudier ces allers-retours dans des situations de précarité, cette incertitude de statut qui caractérise des situations proches de la pauvreté que la BAD dénomme “*floating middle class*” et “*lower middle class*”. Ils invitent aussi fortement à travailler sur les trajectoires de longue durée (notamment intergénérationnelles) des ménages, afin de mieux prendre en compte les effets sociaux des évolutions politiques et économiques en cours.

Le choix d'Addis-Abeba

Développement spatial et démographique de la capitale

Si nous avons choisi de centrer notre recherche empirique sur la capitale, c'est en raison de l'importance des dynamiques sociales en cours dans cette ville en pleine

³⁴ Le rapport indique une augmentation nationale du nombre de pauvres d'environ 1,8 millions en dix ans.

³⁵ Durant les cinq périodes de récolte de données entre 1994 et 2004, seulement environ 4% des ménages en milieu rural et 2,2% des ménages en milieu urbain se sont maintenus dans une situation de pauvreté.

³⁶ Cette étude analyse des données de 1995 à 2008 dans trois *sub-cities* d'Addis-Abeba (Lideta, Arada et Addis-Ketama).

mutation. L'Éthiopie, peuplée de près de 74 millions d'habitants³⁷, connaît un des taux d'urbanisation les plus bas d'Afrique. La population urbaine (14,3 millions d'habitants) représente moins de 20% de la population totale (BM, 2012). Il n'en demeure pas moins que le taux de croissance urbaine augmente significativement : 3,49 % sur la période 2005-2010, et avec des prévisions à la hausse dans les vingt prochaines années (ESA, 2009). Addis-Abeba, peuplée de 2,7 millions d'habitants selon le dernier recensement de 2007, concentre une part importante de la population urbaine (22,5% selon le même recensement). Selon les perspectives des Nations Unies, la capitale devrait compter près de 4,9 millions d'habitants en 2015³⁸. La capitale connaît un double phénomène d'augmentation de ses habitants et de développement spatial. Afin d'illustrer ces dynamiques, nous empruntons à A. Pierrat (2014) les figures ci-dessous :

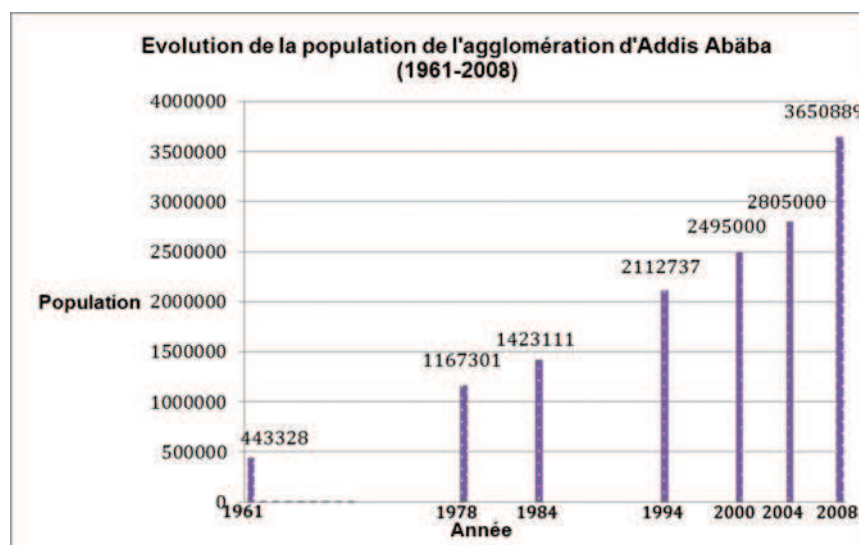


Figure 6 *Évolution de la population d'Addis-Abeba.* Sources : *Size and Average Annual Population Growth rate of Addis Ababa (1961-2004)*, (CSA, 2008 ; AAFEDB, 2009 et AASBPDA, 2008) ; réalisation A.P., 2013 (Pierrat, 2014: 66).

³⁷ Selon le dernier recensement de 2007. L'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique (AFD, 2010).

³⁸ Prévision effectuée en 2002, présentée dans le document *Démographie des régions : état et tendances* (D. Tabutin et B. Schoumaker, 2014).

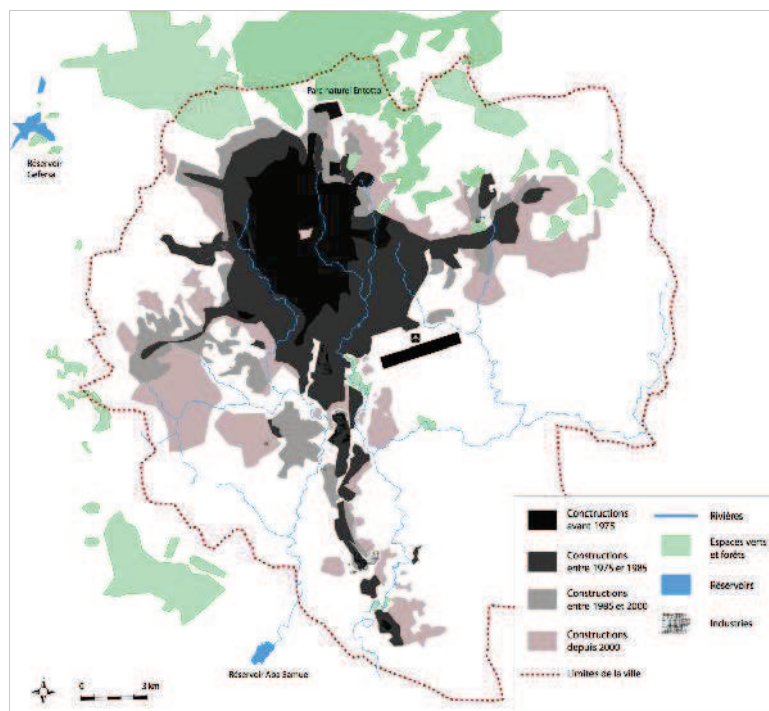


Figure 7 Développement urbain de l'agglomération d'Addis-Abeba. Sources : NUPI, 1985 ; ORAAMP, 2002 ; IRD, 2009 ; Google Earth 2012 ; réalisation A.P., 2012 (Pierrat, 2014:69).

Comme nous pouvons le voir, la capitale a connu une augmentation considérable du nombre de ses habitants. Ce dernier a été multiplié par huit entre 1960 et 2008. Jusqu'au milieu des années 1980, la ville est caractérisée par sa faible densité démographique, puis la capitale connaît une première expansion significative de sa population durant les décennies 1970 et 1980 qui ont suivi la chute du régime impérial d'Hailé Sélassié et la prise de pouvoir de Mengistu Hailé Mariam, puis une nouvelle phase d'urbanisation depuis la chute du *Derg*, accélérée depuis les années 2000 (Pierrat, 2014:65). Cette expansion du nombre d'habitants est couplée d'une dynamique de développement spatial de la capitale, expansion urbaine particulièrement importante en direction du sud-est, où se développe une zone mixte, industrialisée et résidentielle, en direction des villes de Dedre Zeit et Nazret.

Addis-Abeba au cœur des dynamiques économiques et politiques du pays

La croissance économique actuelle de l'Éthiopie se joue essentiellement en milieu urbain et particulièrement dans la capitale. Selon la Banque mondiale (2012), les zones urbaines ont contribué à environ 80% de la croissance économique récente et

plus de 58% du PIB est produit dans les villes. Ce même rapport affirme que si 4% des Éthiopiens vivent à Addis-Abeba, ils génèrent 70% des finances nationales.

Après avoir longtemps décrété comme priorité nationale le développement et la modernisation de l'agriculture, les autorités éthiopiennes affichent un changement dans les discours et de nouvelles orientations se dessinent en faveur du développement urbain. P. Bosredon, M. Bridonneau et P. Duroyaume (2012) montrent que les années 2000 correspondent à un réinvestissement par la puissance publique des espaces urbains qui prennent une place centrale inédite dans le développement économique de l'Éthiopie (réformes administratives, centralisation des villes). La ville est désormais un espace à investir et à reconstruire, elle se doit d'incarner la « modernité proclamée » par les infrastructures, les services et les opportunités qu'elle offre. D. Couret et Bezunesh Tamru (2014) notent ainsi à propos des politiques récentes de réaménagement urbain d'Addis-Abeba : « Il s'agit tout à la fois de donner à Addis-Abeba les atouts d'une métropole compétitive à l'échelle internationale et d'en faire la place centrale du réseau urbain éthiopien » (p.141). L'identité de la capitale de l'Union Africaine est en reconstruction. La ville-région doit être à la hauteur de ses ambitions de métropole internationale, ce qui implique une réorganisation profonde de la ville et de l'aménagement urbain :

« La métropolisation réorganise les rapports d'échelles, connecte la capitale avec son hinter land et les réseaux mondiaux. Elle bouscule également une ville qui doit se conformer aux standards de l'urbanisme mondial et répondre aux prétentions de son rang de capitale diplomatique » (Duroyaume, à paraître).

La capitale fédérale s'affirme comme métropole internationale et comme pôle de croissance économique. Cette dynamique s'accompagne de restructurations récentes et profondes de la ville par la puissance publique. Addis-Abeba n'est pas représentative de l'Éthiopie, mais ces évolutions inédites et la concentration des activités économiques font d'elle un laboratoire privilégié d'exploration des transformations socio-économiques en cours. Notre question de recherche sur les dynamiques sociales s'inscrit dans un contexte de croissance économique soutenue et d'affirmation d'un *developmental state* caractérisé par un dirigisme fort et dont l'attention se tourne significativement vers le milieu urbain.

3. L'entrée par les « classes moyennes » : problèmes, intérêt et problématique

« Il peut exister aussi une pluralité d'usages sociaux et institutionnels des mots que l'on utilise dans le sens commun à tel point que la notion commune qui semble les réunir est en réalité ambiguë, voire équivoque. Chacun d'entre eux peut véhiculer des idées reçues de nature différente. Il en résulte d'inextricables confusions. Il faut donc redoubler de prudence en examinant la pluralité des significations sociales de ces mots et en marquant volontairement une rupture avec eux. » (Paugam, 2010:19)

Plus une étiquette polysémique commode qu'un groupe social

La notion de classe moyenne est particulièrement controversée dans la littérature des sciences humaines et sociales. Qualifiée de notion ambivalente, ambiguë, fourre-tout, son caractère polysémique est sujet à controverses depuis ses origines (voir par exemple Halbwachs, 1972; Weber, 2003 [1956]). Les études oscillent constamment entre la diversité des situations des individus composant les classes moyennes et l'unité qu'est censée représenter la position d'un groupe social (Dobry et Lacroix, 1977). Il n'existe pas de consensus sur la définition du groupe ni sur les outils appropriés à sa mesure. Concernant les critères utilisés par la plupart des économistes afin de définir la classe moyenne au Sud, leur écart est tel (calculé en termes relatif ou absolu) que personne ne peut appartenir à la fois aux différentes définitions³⁹ (Ravallion, 2009). Au vu de la diversité des réalités qu'il recouvre, le terme de classe moyenne est malléable et peut être facilement utilisé et adapté selon les conjonctures et les intérêts politiques et sociaux des locuteurs. La littérature a mis en évidence cette utilisation du terme classe moyenne comme étiquette englobante commode permettant de servir différentes stratégies politiques (voir Charle, 2003; Chauvel, 2006; Ferreira, 2006).

La thématique des classes moyennes au Sud, tributaire des enjeux d'un monde globalisé, est systématiquement associée aux idées d'harmonie sociale globale, de

³⁹ Les définitions des économistes peuvent être classées en deux types d'approche. La première considère une classe moyenne mondiale en terme absolu, déterminant ainsi une *Global Middle*

développement économique, de stabilité politique, de démocratie. On lui transfère ces corrélations positives non validées, dans un débat pollué par d'autres notions tout aussi sujettes à controverses, comme celles de progrès, de développement économique et politique (Darbon et Toulabor, 2010). Nous verrons comment le discours sur les classes moyennes africaines est en grande partie produit par les attentes que génèrent des acteurs extérieurs par transposition de leurs propres enjeux et des expériences étrangères (dans les pays émergents), et que la catégorie référentielle résulte d'un jeu de « fabricants » (Becker, 1963) qui transforme, sans le valider empiriquement, un agrégat statistique en un groupe social homogénéisé par l'étiquette « classe moyenne ».

Les classes moyennes éthiopiennes, une classe par affectation

Le terme de classe moyenne est de plus en plus présent dans la littérature scientifique sur l'Éthiopie (voir Lefort, 2013; Vaughan et Mesfin Gebremichael, 2011; Jemal Abagissa, 2011; Bach, 2011a). Dans ces études, les classes moyennes éthiopiennes constituent un enjeu central des politiques actuelles de l'EPRDF. Ces classes moyennes sont décrites comme un outil rhétorique du Front au pouvoir dans la justification de la mise en place de la version éthiopienne du *developmental state*⁴⁰ (Jemal Abagissa, 2011; S. Vaughan et Mesfin Gebremichael, 2011). Pour sa part, R. Lefort (2013) dépeint les classes moyennes éthiopiennes comme une cible concrète des stratégies politiques et économiques du gouvernement⁴¹ au point qu'il qualifie "*the emerging Ethiopian middle class*" de "*darling child of the regime*" (p. 463).

Notre étude empirique montre que les classes moyennes éthiopiennes constituent une classe par affectation. Si les classes moyennes éthiopiennes sont considérées comme un enjeu politique de taille par certaines études, le terme classe moyenne n'apparaît pas dans les programmes économiques et politiques gouvernementaux (produits en anglais) et demeure inexistant dans le langage commun en amharique

Class et privilégiant la comparaison entre les différents pays. La seconde se base sur des standards propres à chaque pays, prenant ainsi en compte les variables locales.

⁴⁰ Les classes moyennes éthiopiennes sont nouvellement considérées dans les discours de l'EPRDF comme un enjeu du développement économique du pays et comme les garantes de la réussite d'une transition éventuelle vers une démocratie compétitive de type libéral. Ces points seront développés en chapitre 2 de cette thèse.

⁴¹ Alors que, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a basé sa légitimité sur la « masse des *poor farmers* », ses priorités se sont progressivement tournées vers les classes moyennes depuis les années 2010. L'objectif est de « neutraliser la classe moyenne en échange de son enrichissement » (Lefort, 2013).

(principale langue officielle de l'administration). Comme nous le verrons plus loin, les entretiens menés à Addis-Abeba auprès de membres présumés de ces « classes moyennes » montrent l'absence d'identification à la catégorie. Les classes moyennes éthiopiennes constitueraient une « classe objet⁴² » (Bourdieu, 1977) typique : objet d'un processus de qualification externe, elle ne se met pas en scène et ne se construit pas comme telle.

Les classes moyennes comme objet de recherche

« Vouloir rejeter systématiquement la référence à ces mots en raison de leur caractère vague ou des idées – des idéologies - implicites ou explicites qu'ils véhiculent n'a pas de sens, en particulier lorsque l'on a expliqué pourquoi il en est ainsi et que l'on s'est efforcé d'élaborer des concepts plus précis. Le rôle des chercheurs est d'éclairer ces mots en les dépassant. Pour cela, il faut commencer par les déconstruire, puis procéder à la reconstruction d'un objet qui tout en étant proche s'en distingue pourtant. » (Paugam, 2010:20)

Au vu des problèmes et paradoxes soulevés par la notion de « classe moyenne », nous ne postulons ni l'existence objective ni la pertinence de cette catégorie, mais nous considérons que l'étude de la catégorie n'en demeure pas moins pertinente. Nous choisissons, en considérant la catégorie comme une prénotion, de partir de cette dernière afin de guider notre étude empirique.

D'une part, le fait que cette catégorie soit systématiquement courtisée ou perçue comme telle par le pouvoir impose d'étudier les groupes et mouvements sociaux qui sont ainsi ciblés et la signification de leurs positions ; d'autre part, le seul fait que la catégorie soit produite peut avoir des effets sur « les propres identifications des acteurs sociaux » (Martinello et Simon, 2006), sur la manière dont le monde social s'auto-représente et par là-même sur son agissement (Bourdieu, 2000). Il s'agit de « faire la théorie de l'effet même que la théorie produit au niveau de la

⁴² P. Bourdieu, 1977, parle d'une « classe objet » pour décrire la situation de la « classe paysanne »,

réalité sociale par son intervention, en tant que théorie, dans l'univers des représentations symboliques et sociales ou encore dans l'espace politique » (Bourdieu, 2000:96).

Nous considérons la catégorie « classe moyenne » particulièrement utile en tant que catégorie d'analyse. En effet, elle permet d'étudier les transformations sociales en cours et rend possible un déplacement des catégories d'analyse classiques dans l'étude du politique en Afrique (ethnie, clan, société civile, pauvreté, séparations formel/informel, tradition/modernité, etc.). Travailler sur une catégorie « classe moyenne » permet de caractériser des profils variés (âge, sexe, secteur d'activité, origines sociales et géographiques diversifiés). L'étude d'une catégorie englobante permet précisément de voir si et dans quelles conditions elle fait sens en tant que catégorie, et de révéler des clivages « internes » qui peuvent être plus structurants en termes d'identité, de comportements, et de capacité de mobilisation (tels que les questions de génération, d'appartenance à un secteur d'activité, de genre, d'« origines ethniques », etc.).

Ces constats nous amènent à articuler la problématique de cette thèse autour des questions liées à l'importation d'une étiquette sociale, des tensions apparentes entre les options et les assignations, entre les représentations de l'extérieur et de l'intérieur et les relations et recompositions qu'elles entretiennent. Autrement dit :

Quelles sont les significations sociales et symboliques de positions socio-économiques *a priori* déconnectées de l'assignation catégorielle qui les typifie de l'extérieur ?

Nous posons les hypothèses que, malgré sa déconnexion apparente avec l'univers des représentations sociales et dans l'espace politique interne, la catégorie classe moyenne :

- intervient sur l'espace des représentations politiques, sur la rhétorique et les politiques mises en place par les acteurs politiques internationaux et nationaux.
- englobe des positions et trajectoires sociales diversifiées, particulièrement

« classe dépossédée du pouvoir de définir sa propre identité » (p.4).

significatives des transformations sociales en cours et des enjeux du *developmental state* éthiopien.

- dévoile des positions sociales non objectivées mais objectivement cohérentes (en terme de pratiques, comportements, représentations) d'un groupe social intermédiaire ou de sous-groupes sociaux.
- est l'enjeu de rapports déséquilibrés entre différents catégorisants et des catégorisés sans que ce rapport ne soit ni déconnecté ni univoque.

4. Démarche et méthode : déconstruction des enjeux de catégorisation, étude empirique à partir d'une « classe probable »

« Beaucoup de travaux ont abordé la question de la responsabilité des chercheurs dans la propagation des stéréotypes forgés par le sens commun ou la validation des catégories réifiantes. [...]. Le problème est que s'ils pointent les abus et usages a-critiques des catégories référant à l'identité, ils ne proposent comme alternative qu'un travail sur les formations des frontières et des identifications. [...]. Or on voit mal ne travailler que sur la formation des groupes, sans éléments permettant d'analyser la position d'individus dans l'espace social, ni leurs trajectoires et encore moins les mécanismes par lesquelles les inégalités s'incarnent et sont reproduites. » (Martiniello et Simon, 2006:11).

Comment dès lors mobiliser cette catégorie classe moyenne sans valider et renforcer les représentations et logiques qui sont à l'origine de cette assignation catégorielle ?

Nous proposons de combiner un travail sur les formations des frontières sociales et d'identifications à une étude empirique sur les positions socio-économiques à Addis-Abeba.

- Analyse de la dimension exogène des processus de construction identitaire et des enjeux de catégorisation

Au Sud comme au Nord, la mobilisation d'une identité en termes de classes est le fruit d'un travail de construction de l'identité des groupes sociaux par différents acteurs. Ces acteurs, ou « entrepreneurs d'identité » (Becker, 1963; Saada, 1993; Martin, 2010), mobilisent les ressources à leur disposition afin de (re)construire une identité collective, ici celle de classe moyenne. Ces acteurs d'une grande diversité sont observables à différentes échelles. Au-delà des entrepreneurs classiques (partis politiques, organisations syndicales, associations), il faut également compter aujourd'hui sur les organisations internationales et les acteurs économiques (agences de publicité, de marketing, etc.). Nous proposons de travailler sur les processus de catégorisation de l'extérieur⁴³ et de l'intérieur⁴⁴ qui, se complétant ou entrant en concurrence, participent à la production des références catégorielles.

- Étude empirique des positions socio-économiques intermédiaires

Afin d'étudier empiriquement les positions socio-économiques intermédiaires, nous empruntons la catégorie d'analyse de « classe probable » au sens de P. Bourdieu :

« Sur la base de la connaissance de l'espace des positions, on peut découper des classes logiques ou théoriques composées de l'ensemble des agents occupant des positions semblables qui, placés dans des conditions semblables et soumis à des conditionnements semblables, ont toutes les chances d'avoir des dispositions et des intérêts semblables, donc de produire des pratiques, des comportements et aussi des opinions semblables. Ces classes ne sont pas des classes réelles, c'est-à-dire des groupes constitués d'individus unis par la

⁴³ Travail effectué à partir des rapports des institutions internationales de développement, de la littérature d'expertise, des productions de la sphère médiatique, d'entretiens menés auprès de journalistes et de consultants (liste des entretiens en annexe 2).

⁴⁴ Par une analyse des politiques mises en place par le gouvernement éthiopien, des discours et programmes politiques, des productions de sphère médiatique, des outils de communication, d'entretiens menés auprès de différentes agences gouvernementales (en annexe 2).

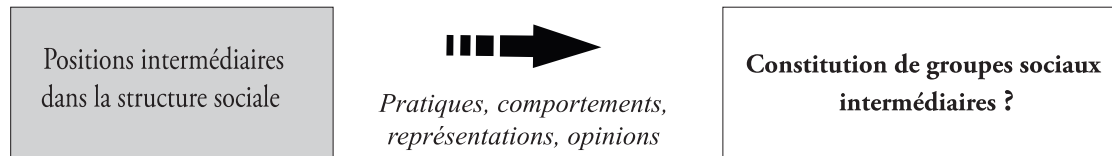
conscience de leur identité commune et de leur appartenance à la même unité sociale ; il s'agit plutôt de classes probables dont les éléments constitutifs sont mobilisables (et non nécessairement mobilisés pratiquement) sur la base de leurs similitudes, c'est-à-dire de leur appartenance à une même classe de positions, à une même région de l'espace social. » (Bourdieu, 2000:95)

Il s'agit donc en premier lieu d'établir la « base de la connaissance de l'espace des positions », c'est-à-dire de « poser un espace social où les individus occupent une place déterminée par leur position dans la distribution des ressources sociales » (*ibid.*). Dans cette optique, nous avons réalisé cent-cinquante entretiens à Addis-Ababa, en amharique ou en anglais⁴⁵, mettant en évidence les trajectoires sociales, comportements sociaux, économiques et politiques et aspirations des personnes enquêtées. L'objectif étant d'identifier à l'aveugle, c'est-à-dire sans références précises préalables, les situations socio-économiques intermédiaires, les profils des personnes enquêtées sont volontairement très variés en termes d'âge, de sexe, de profession (secteurs formel/informel, public/privé, indépendants), etc. Suite à cette enquête exploratoire, nous avons retenu une centaine de personnes enquêtées comme significatives des positions socio-économiques intermédiaires. Leurs seules caractéristiques *a priori* communes correspondent à une situation d'éloignement relatif de la précarité et à un accès mesuré à une forme de prospérité.

Il s'agit ensuite d'étudier leurs « probabilités de rapprochement ou d'éloignement, de proximité ou de distance sociales » (Bourdieu, 2000 :95). Cette idée de probabilité est aussi présente dans les travaux de tradition weberienne qui définissent les classes sociales comme des groupes d'individus semblables partageant une dynamique probable (*Lebenschancen*) sans qu'ils en soient nécessairement conscients. Il s'agit d'objectiver d'éventuels groupes sociaux cohérents (en termes de pratiques, de comportements, de représentations) et de questionner le passage du probable au réel :

⁴⁵ La méthodologie adoptée et les conditions d'enquête seront amplement développées en troisième chapitre de cette thèse. Nous avons choisi d'analyser ces points dans le corps du texte, tant ils influent sur les résultats de recherche.

Passage du probable au réel



Ces étapes sont nécessaires afin de marquer une rupture avec l'appellation classe moyenne en l'abordant comme une catégorie référentielle et comme une « classe probable »⁴⁶. Ces axes d'analyse ne constituent cependant pas des questionnements indépendants mais dynamiques et relationnels. Cette thèse questionnera les relations entre catégorisant et catégorisé, entre individu et groupe, entre catégorie et groupe, entre représentations et comportements. Il s'agit d'identifier, par le prisme d'une catégorie non réalisée, des tendances, des processus en cours, en construction et par conséquent en perpétuelle recomposition.

5. Plan

Nous articulerons notre réflexion autour de deux grandes parties.

La première partie entend revenir sur la catégorie « classe moyenne », ces usages dans les sphères académique, économique et politique afin de révéler les enjeux de l'affectation catégorielle. Nous nous attacherons à étudier la tension entre une catégorie construite de l'extérieur et ses significations locales en faisant dialoguer le contexte international de construction de la catégorie et les enjeux catégoriels liés à l'histoire politique contemporaine éthiopienne. Nous proposons d'établir un état de l'art des usages de la notion dans la littérature des sciences humaines et sociales et dans la littérature sur l'Éthiopie (chapitre 1). Ce travail nous permettra

⁴⁶ Afin d'éviter les confusions et l'effet performatif de notre démarche, nous prendrons soin de caractériser le terme dans chacune de ses utilisations.

d'éclairer les enjeux liés à la construction de la catégorie « classes moyennes africaines ». Nous nous attacherons à démêler les enjeux liés à la production de la référence catégorielle, en proposant une analyse du processus de sa construction et de la lier avec les enjeux éthiopiens de production de catégories d'identification (chapitre 2). Cette première partie, en déconstruisant les cadres et enjeux de la catégorie, rend possible l'opérationnalisation de la référence catégorielle en catégorie d'analyse permettant d'entreprendre une étude empirique sur les significations sociales de la catégorie.

La seconde partie présente les résultats de notre étude empirique sur les positions de l'espace socio-économique intermédiaire d'Addis-Abeba. Nous effectuerons dans un premier temps un « arrêt sur image » sur les principales caractéristiques de ce que nous dénommons « espace de l'entre-deux » (chapitre 3), puis nous démêlerons les variations des positions et les dynamiques sociales qui composent cet espace (chapitre 4). Ce travail aboutit à une typologie des groupes sociaux intermédiaires d'Addis-Abeba qui rend possible une étude plus fine des pratiques et des normes économiques et sociales de l'entre-deux (chapitre 5). Nous clôturerons cette étude par une analyse des relations entre ces groupes et la légitimité de l'État, des rapports que ces groupes sociaux intermédiaires entretiennent vis-à-vis du politique et des pratiques du gouvernement envers ces groupes (chapitre 6).

1^{ère} Partie

Retour sur les usages et enjeux d'une référence catégorielle incertaine

« En l'absence d'une identité sociologique cohérente et d'une unité politique probante, les classes moyennes existent surtout par les manières dont elles sont représentées, décrites, vantées, soupçonnées » (Ferreira, 2006:166).

Comme nous l'avons exposé en introduction de cette thèse, nous ne pouvons qu'être frappée par le caractère incantatoire de la production du discours sur les classes moyennes en Afrique, qui relève plus d'un jeu de « fabricants » (Becker, 1963) de ces catégories et par le manque de validation empirique de cette catégorie. L'assignation catégorielle classes moyennes africaines est le fruit d'un travail politique, intentionnel ou non, de construction d'une catégorie d'identification. Cette dernière, comme toute catégorie d'identification, n'est pas produite *ex nihilo*, mais toujours en rapport avec des identités existantes et des représentations liées à l'histoire des usages de la catégorie. La catégorie « classes moyennes africaines » est fortement liée aux représentations et attributions fonctionnelles que revêt la notion de classe moyenne, fonctions qui relèvent du temps long et en ont traversé les usages.

Nous proposons donc d'établir une revue de la littérature des usages de la notion de classe moyenne dans la littérature des sciences humaines et sociales et dans la littérature sur l'Éthiopie (chapitre 1) avant d'interroger le processus de la

construction de la référence catégorielle classes moyennes africaines et son impact sur les sphères symbolique et politique internationale et éthiopienne (chapitre 2).

Chapitre 1

La notion « classe moyenne » dans la littérature des sciences humaines et sociales : usages et controverses

« Les classes sociales sont à la fois un objet réel et fictionnel, un mode de représentation et de mobilisation. » (Boltanski⁴⁷).

« La signification que prend la notion de classes moyennes dépend largement de son acceptation dans différentes langues ou différents contextes socio-culturels. Les sociologies nationales ont toutes leurs propres questions, qui trouvent leurs sources à la fois dans l’histoire et les spécificités culturelles, sociales et intellectuelles de chaque pays. » (Bigot *et al.*, 2011).

La manière dont la notion de classe moyenne est mobilisée dépend largement des périodes et des lieux étudiés, mais aussi des représentations socio-politiques dont les auteurs investissent la notion.

Ce premier chapitre propose d’étudier dans quels contextes, de quelles manières et dans quels objectifs la notion est mobilisée ou non en dressant un état de l’art des usages de la notion de classe moyenne dans la littérature des sciences humaines et sociales (1.) et sur l’Éthiopie (2.). Si notre introduction caractérise les classes moyennes comme une assignation catégorielle particulièrement déconnectée du

⁴⁷ Extrait de l’intervention de L. Boltanski *Croissance des inégalités ; effacement des classes sociales ? Trente années d’embarras sociologiques*, lors de la conférence *Inégalités et justice sociale*, le vendredi 31 mai 2013 à l’Université de Bordeaux.

contexte éthiopien, une étude de la littérature scientifique sur l'Éthiopie permet de relever l'influence explicative de la catégorie dans l'étude de certaines périodes de l'histoire contemporaine éthiopienne, et ainsi de mieux caractériser les enjeux des usages de la notion dans le contexte éthiopien.

1. Un usage constant, des définitions et des significations sociales fluctuantes

La classe moyenne est une notion particulièrement controversée des sciences humaines et sociales. Il n'existe pas de consensus, ni sur sa définition, ni sur l'identité collective de ses membres. Qualifiée de notion ambivalente, ambiguë, fourre-tout, son caractère polysémique est sujet à controverses depuis ses origines et l'histoire de la notion est caractérisée par de nombreux glissements sémantiques. Rassemblant, par définition, des agents en situation intermédiaire dans la hiérarchie sociale, sa composition et ses significations sociales dépendent étroitement de l'époque et du pays étudié, mais aussi des influences idéologiques et des représentations/attentes des différents auteurs sur ce qu'elles sont censées produire sur la société. Nous proposons une revue de la littérature des usages de cette notion polysémique et contingente (1.1) dont l'histoire des usages est traversée par des tensions permanentes entre unité de la catégorie et diversité des groupes qui la composent (1.2).

1.1. Une notion polysémique et contingente

Les significations sociales de la notion de classe moyenne sont contingentes, liées à la fois à l'époque et au lieu concerné, aux rapports de domination et à la composition des groupes supérieurs et inférieurs de la période étudiée. De son apparition à aujourd'hui, les différentes utilisations et significations de la notion sont fortement tributaires des différents enjeux sociaux qu'elle revêt. La notion

traduit des sens, représentations et réalités sociales diverses, voire contradictoires. Nous verrons que la controverse sur les définitions et significations sociales est constante dès l'apparition de la notion de classe moyenne (1.1.1) et s'alimente par la diversité des critères utilisés afin de définir la catégorie et la diversité des sens que le terme recouvre selon les contextes (1.1.2).

1.1.1. Une notion controversée dès son apparition : des bourgeois aux petits bourgeois, à une nouvelle classe

Les appellations « classe moyenne » et « classes moyennes » ont désigné successivement la bourgeoisie, la petite bourgeoisie indépendante, puis la réunion de cette dernière et des catégories salariées non manuelles.

Dans la littérature de la première moitié du 19^{ème} siècle, une équivalence est formulée entre classe moyenne et bourgeoisie (Charle, 2003; Daumard, 1991; Sick, 1993). L'expression oscille alors entre deux interprétations, une sociale évoquant une bourgeoisie disposant de la propriété, qui veut exercer ses talents et s'enrichir par ses activités, l'autre politique, qui découle de l'aspiration de cette classe émergente à accéder aux affaires publiques et à promouvoir un nouvel ordre politique et social. Le poids considérable de l'aristocratie, sa domination politique et sociale, expliquent cette double acceptation de la bourgeoisie comme classe moyenne. C'est aussi le cas dans l'Angleterre du 19^{ème} siècle où la *middle class* est associée à la nouvelle classe émergente (voir Thompson, 1991; Briggs, 1959).

En France, parallèlement au déclin de l'emprise de l'aristocratie et à l'affirmation de la bourgeoisie comme classe dominante, le terme classe moyenne va connaître son premier glissement sémantique et va incarner la petite bourgeoisie, constituée par les petits entrepreneurs ou encore la petite bourgeoisie indépendante. Dans le discours politique, on parle alors de couches nouvelles⁴⁸ qui, dotées d'un minimum

⁴⁸Nouvelle couche composée de petits propriétaires terriens, petits commerçants, petits industriels, artisans et employés: toutes ces catégories ont en commun d'avoir dû construire leur position plutôt que d'en hériter, en s'appuyant davantage sur leur éducation que sur leur modeste patrimoine (Molénat, 2007:1).

de capital, s'éloignent des conditions de vie du prolétaire, sans pour autant pouvoir se permettre l'oisiveté du bourgeois (Molénat, 2007).

Les transformations économiques et structurelles des années 1930 vont engendrer une recomposition de l'analyse de l'espace social ainsi qu'une nouvelle reconfiguration sémantique du terme de classe moyenne. La modernisation de la structure de production industrielle engendre la question de la dénomination des nouvelles catégories de salariés qui lui sont liées. Ces nouvelles catégories profitent du développement progressif de vastes bureaucraties, de la grande industrie et du secteur public, en particulier pendant les 30 glorieuses. C'est l'époque où C.W. Mills décrit le nouveau monde des cols blancs⁴⁹, figures de proue de la nouvelle société capitaliste américaine (Mills, 1951). Les premières analyses prenant en compte l'essor des couches moyennes salariées datent de l'entre-deux-guerres (voir Lederer et Marschak, 1926 et la *Neuer Mittelstand*⁵⁰ en Allemagne, et Halbwachs et les classes moyennes salariées en France). Les travaux sociologiques des années 1980 ont porté presque exclusivement sur les « nouvelles couches moyennes salariées » en expansion⁵¹ (Cartier, 2008).

Si ces études ont un commun le constat de l'émergence de situations sociales qui ne correspondaient ni à la position de prolétaire, ni au statut de bourgeois, la sociologie française a eu tendance à définir ces situations sans sortir du cadre d'une vision bipolaire, alors qu'au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis, une approche en terme de nouvelle classe sociale a été privilégiée. Tantôt « groupe gélatineux » (Bidou, 2004:120), tantôt nouvelle classe sociale, les interprétations de l'identité de ces émergents ne sont pas unanimes. La notion de classe moyenne naît ainsi dans la controverse, dans une tension unité/diversité qui va parcourir l'histoire de la notion.

⁴⁹ C. W. Mills (1951) dépeint le profil du groupe des cols blancs (*white collars*). Situé dans le secteur tertiaire de l'économie, le groupe se distingue de ceux des ouvriers (*blue collars*) et des dirigeants (*ruling class*) tant par son statut que par son attitude politique, son mode de vie et la perception qu'il a de lui-même.

⁵⁰Littéralement « nouvel état moyen ».

⁵¹Les nouvelles couches salariées correspondent aux fonctionnaires de la catégorie B, personnels paramédicaux et sociaux, instituteurs et, du côté du secteur privé, techniciens et « cadres maison » (Cartier, 2008).

De la fin d'une vision bipolaire à une nouvelle classe ?

Le constat de désuétude d'une analyse bipolaire de la société a légitimé l'objet d'étude classe moyenne dans la littérature des sciences humaines et sociales. Par exemple, en France, dans les années 1970-1980, différents travaux mettent l'accent sur la caducité d'une structure sociale exclusivement constituée de prolétaires et de bourgeois et l'émergence de nouveaux groupes sociaux (voir Mallet, 1969; Tourraine, 1969; Baudelot, Establet et Malemort, 1974; Poulantzas, 1974; Bourdieu, 1979). Cependant, ces derniers ne sont pas considérés comme constitutifs d'une classe sociale à part entière, notamment parce qu'ils ne disposent pas d'une conscience de classe et dépendent étroitement des autres groupes sociaux. Leur définition ne leur attribue pas d'identité spécifique, mais les situe par rapport à ce qui est considéré comme de vraies classes sociales : prolétaires et bourgeois. La première version sociologique du groupe classe moyenne est ainsi une définition par défaut liée à ce qui existe déjà. Les auteurs définissent le groupe moyen, ni prolétaire ni bourgeois, soit comme de nouveaux ouvriers (voir Mallet, 1969; Tourraine, 1969), soit comme de nouveaux bourgeois (voir Baudelot, Establet et Malemort, 1974; Poulantzas, 1974; Bourdieu, 1979). Au-delà des nuances et des variantes, ces études ont en commun de dénier à ces couches sociales un statut de classe à part entière, par leur dépendance au conflit majeur entre classe ouvrière et bourgeoisie: le point de vue stratégique reste ainsi fondamentalement bipolaire, et la terminologie traditionnelle. D'un autre côté, c'est une littérature spécifique sur les cadres qui a pris en considération la question des nouvelles classes moyennes salariées au tournant des années 1980 (voir Boltanski, 1982; Benguigui et Montjardet, 1978).

En Grande-Bretagne, la littérature en sciences humaines et sociales des classes moyennes a connu un essor important dans les années 1980 et 1990, considérant les « ni aristocrates, ni prolétaires » comme un groupe social nouveau: les « nouvelles classes moyennes salariées ». Les travaux, fussent-ils inscrits dans la continuité d'une approche centrée sur la *working class*, ouvrent des débats sur la montée de nouvelles classes moyennes salariées et leur rôle dans le changement économique et social des sociétés industrielles et postindustrielles. Une

terminologie spécifique, celle de la *service class*⁵² a progressivement émergé (voir Goldthorpe, 1995). D'autre part, la littérature scientifique allemande occupe une place pionnière dans la prise en compte des cols blancs avec la Neuer Mittelstand, emblème de la modernité et du nouveau capitalisme (voir Lederer et Marschak, 1926; Geiger, 1932). A la même époque aux États-Unis, des auteurs ont porté leur attention sur ces nouvelles couches et ont vu en elles une « nouvelle classe », très liée aux mouvements de contestation culturelle des années 1960 (voir Gouldner, 1979; Ehrenreich, 1977). Ces auteurs remettent en cause la vision bipolaire en montrant l'identité spécifique de cette nouvelle classe, ses spécificités culturelles, son idéologie contestataire ainsi que ses propres aspirations.

Cette lecture des nouvelles couches moyennes salariées comme groupe se constituant autour de ses propres intérêts a trouvé écho parmi quelques chercheurs français au début des années 1980. Des spécificités des nouvelles couches salariées dans leurs comportements électoraux ont été mises en exergue (voir Schweisguth, 1983) ainsi que les spécificités des nouvelles couches moyennes à partir du champ urbain (voir Bidou et al., 1983). Ces classes moyennes salariées seront désignées sous le terme de « nouvelles classes moyennes ».

Cependant, si dans les années 1980, la thématique des classes moyennes finit par acquérir une légitimité en France, parallèlement, la grille de lecture de dilution des frontières entre classes se fait dominante. En effet, le modèle de la moyennisation (voir Mendras, 1988) qui correspond à une dilution de l'idée même de classe sociale va concurrencer et dominer la lecture des nouvelles couches salariées comme entité indépendante. Mendras (1980) défend l'idée que l'« individualisation des modes de différenciation sociale » est si avancée que « la notion de classe sociale, voire de catégorie sociale, a perdu toute sa pertinence pour décrire et comprendre les faits sociaux ». La thèse de la moyennisation se base sur les transformations de la société française des années 1990 : baisse des inégalités économiques et éducatives, effacement des frontières sociales en terme d'accès à la consommation et de références culturelles, mais aussi croissance de la mobilité,

⁵² Terme adopté par J. H. Goldthorpe afin de désigner ceux dont la relation de travail se base sur un « code » plutôt que sur un « contrat ». Il définit ainsi la *service class* : "*professional, senior administrative, and senior managerial employees, for whom autonomy and discretion are a necessary part of the work situation*".

moins de structuration des classes en groupes hiérarchiques distincts, repérables, identifiés et opposés, moins de degré d'intellectualité des classes et de conscience de classe (Chauvel, 2001). Les transformations sociales qui en résultent correspondent à la dissolution des différences de classes dans l'expansion d'une vaste classe moyenne formalisée ici en « constellation centrale », ainsi qu'à l'homogénéisation des styles de vie dans la société française. Dans la thèse de la moyennisation, la classe moyenne a finalement pour identité le fait de ne pas former une classe sociale à identité forte mais une masse qui englobe la société et uniformise les spécificités.

La thèse de la moyennisation au sens de H. Mendras a présentement perdu de son influence, les auteurs s'accordent pour dire qu'il n'existe actuellement pas de théorie dominante concernant la composition sociale de la société française et chacun a un avis différent sur ce qu'est ou devrait être l'analyse sur les classes moyennes aujourd'hui (voir Bidou, 2004; Chauvel, 2001; Cartier, 2008; Charle, 2003). Les classes sociales ont perdu leur statut dominant dans les représentations et dans l'analyse de la structure sociale. Si l'article de L. Chauvel (2001), *Le retour des classes sociales?*, relance le débat sur la pertinence des catégories de classe pour décrire les sociétés contemporaines. Les séminaires auxquels nous avons assisté lors de ces années de thèse confortent le point de vue exprimé par L. Boltanski : « Les ouvrages sur le retour des classes sociales en France ont surtout une valeur de manifeste mais n'ont pas replacé les classes sociales comme un outil d'analyse de première importance »⁵³. Il existe bien un renouveau de la réflexion sur les classes sociales et une volonté de les replacer au cœur des études des structures sociales, mais qui n'aboutit pas à la conclusion (souvent souhaitée) d'un retour en force de la pertinence d'une analyse en terme de classe sociale.

Le colloque *Où [en] sont les classes sociales ?*⁵⁴ (2013) est à cet égard équivoque. Dans les interventions, la classe sociale est rarement un objet d'étude ou une approche *a priori*, la démarche des intervenants consistait plutôt, à partir de leur objet d'étude (par exemple les multinationales, les « bandes de jeunes », les enfants

⁵³ Extrait de l'intervention de L. Boltanski *Croissance des inégalités ; effacement des classes sociales ? Trente années d'embarras sociologiques*, lors de la conférence *Inégalités et justice sociale*, le vendredi 31 mai 2013 à Bordeaux.

⁵⁴ Colloque qui a eu lieu à l'ENS, Paris, les 23 et 24 avril 2013.

d'immigrés, les entrepreneurs, les conseillers financiers), à s'interroger *a posteriori* sur la pertinence d'une analyse en terme de classe sociale par rapport à leur objet. Lors de la session *Les classes sociales : un mode de catégorisation en concurrence ?*⁵⁵ les intervenants ont tous conclu sur l'importance et l'apport d'une réflexion en terme de groupes sociaux, tout en mettant l'accent sur les articulations entre différents modes de catégorisation et d'identification, dans lesquels les classes sociales constituent une variable significative, souvent implicite, mais moins déterminante que d'autres facteurs de catégorisation et d'altérisation (par exemple la religion, la nationalité, la couleur de peau, le genre). L'accent est alors mis sur l'idée d'un « éventail des ressources identitaires » et sur la pluralisation des modes d'identification, de catégorisation et d'altérisation.

1.1.2. La nébuleuse classe moyenne : effets de critères, effets linguistiques

La diversité des situations sociales qui sont intégrées dans la catégorie classe moyenne est frappante. Décrivant des situations d'aisance matérielle aussi bien que de précarité relative, cette appellation d' « origine non contrôlée » (Chauvel, 2006: 17) est avant tout marquée par son ambivalence. L. Chauvel dénonce un « manque de cohérence intellectuelle » des travaux sur ce sujet et précise que « le même mot tend à définir des groupes sociaux dont le niveau de revenu peut varier du simple au quadruple » (Chauvel, 2006:17). « Expression fourre-tout » (Molénat, 2007:2), image de la garniture d'un sandwich entre une classe supérieure et une classe populaire (Chauvel, 2006:1): s'il n'existe pas de cohérence des profils assimilés à la notion de classe moyenne, les auteurs s'accordent sur l'absence de définition objective du terme classe moyenne. L'incapacité des « éléments objectifs et tangibles constitutifs de la hiérarchie économique et sociale » à « définir une classe moyenne au singulier, autrement dit la classe moyenne » (Chauvel, 2006: 30) rend la notion ambivalente, ambiguë, controversée (Molénat, 2007:2; Chauvel,

⁵⁵ Panel dirigée par Christian Baudelot, le mardi 23 avril 2013 de 9h30 à 13h00 à l'ENS.

2006:30; Charle, 2003:108). L'utilisation du pluriel est en effet quasiment systématique et la majorité des travaux insistent sur l'hétérogénéité que revêt la notion, qui en devient même la caractéristique principale (voir Chauvel, 2006:13; Molénat, 2007:2; Vindt, 2009:1; Bosc, 2008:153; Charle, 2003:108). Si le pluriel est de mise, les adjectifs qui sous-catégorisent la classe moyenne en des fractions plus précises ne sont pas en reste, comme le note J. Damon (2013) : « il est possible et loisible de distinguer les classes moyennes anciennes et nouvelles, inférieures, intermédiaires et supérieures » (p.4) ou le dénonce L. Boltanski (2013) : « actuellement, il y a des nouvelles classes pour tout, ce qui ne sert pas l'idée de classe ».

Effet des critères retenus afin de les définir

S'il n'existe pas de définition objective de classe moyenne, il n'existe pas non plus de critères ou d'outils homologués pour délimiter et mesurer le groupe. Le débat sur les critères d'identification et leur pertinence ne constitue pas l'apanage des classes moyennes mais est une question qui se pose pour toute catégorie, pour tout groupe social⁵⁶. Il est accentué lorsqu'il s'agit de délimiter des catégories aussi incertaines que celle de classe moyenne (notion traversée par une tension unité/diversité, fortement dépendante de son imbrication avec les autres groupes sociaux dans la structure sociale globale).

Une étude de la littérature permet de relever trois types de critères retenus afin de mesurer les classes moyennes. Certaines études utilisent des critères exclusivement économiques (revenus et consommation), d'autres intègrent des critères sociologiques (professions, représentations, modes de vie), et certaines privilégient des critères subjectifs (auto représentation). Les outils de mesure sont extrêmement variables d'une étude à l'autre. L. Chauvel (2006) soulève l'insolvabilité de la situation :

« On peut trouver des critères qui semblent plus pertinents que d'autres, par exemple, choisir de prendre en considération le revenu disponible plutôt que le salaire pour délimiter le groupe. Les découpages proposés à partir des

⁵⁶ Voir par exemple Ogien, 1983, sur la pauvreté et Jerven, 2013, sur les outils utilisés pour quantifier les niveaux de développement des pays africains.

revenus disponibles seront cependant tout aussi arbitraires que ceux à partir des salaires. » (p.30)

Les écarts entre les outils adoptés afin de circonscrire le groupe classe moyenne expliquent en partie la coexistence de thèses contradictoires (moyennisation/démoyennisation).

Effets linguistiques

L'utilisation de la notion de classe moyenne exige donc prudence, d'autant plus que les connotations des termes utilisés dans les différentes langues ajoutent à l'ambivalence et rendent le débat international sur les classes moyennes d'autant plus confus. Les terminologies utilisées peuvent correspondre à des réalités ou des idées très différentes. Il existe un écart important entre la vision élitiste et sélective de tradition anglaise de *middle class* et celle, de tradition européenne, du « citoyen moyen » qui exclut la haute bourgeoisie et le prolétariat, sorte d'*average class* (Chauvel, 2006:18). La tendance des représentations des classes moyennes est à l'oscillation entre cette vision de catégorie intermédiaire, de « juste milieu », de « français moyen » (Goblot, 2010 [1925]) et une vision beaucoup plus aristocratique (Molénat, 2007). C'est aussi la mise en garde du rapport du CREDOC sur *les classes moyennes en Europe* (Bigot, 2011) :

« La signification que prend la notion de classes moyennes dépend largement de son acceptation dans différentes langues ou différents contextes socio-culturels. Les sociologies nationales ont toutes leurs propres questions, qui trouvent leurs sources à la fois dans l'histoire et les spécificités culturelles, sociales et intellectuelles de chaque pays. » (Bigot, 2011 : 19)

Dans son article *La classe moyenne chinoise, réalité ou illusion?*, Zhou Xiaohong met en exergue les confusions, en lien avec le manque de définition préalable à l'utilisation des différents termes, qui alimentent le débat sur la question de l'existence d'une classe moyenne en Chine (Zhou, 2008:140-159). Il montre que la plupart des interrogations « tiennent à l'utilisation erronée du terme anglais *middle class* » (Zhou, 2008:143) et dans « la confusion entre les caractéristiques de la classe moyenne telles qu'elles sont définies ailleurs et telles qu'elles existent en

Chine » (*ibid.*:144). Il explique que les critères stricts⁵⁷ reconnaissant ou non une classe moyenne, élus par la majorité des articles chinois, correspondent *in fine* aux critères permettant d'être considérée comme une *middle-class society*, c'est-à-dire une société où la classe moyenne occupe une proportion importante de la population (*ibid.*:145).

En ce qui concerne l'Éthiopie, le transfert de la notion de classes moyenne est d'autant plus problématique qu'il n'existe pas de traduction homologuée du terme dans les langues éthiopiennes⁵⁸. La notion est alors d'autant plus sujette à interprétions et malentendus. La manière dont chacun traduit une expression qui n'a pas d'étymologie propre est significative des manières dont chacun se représente la notion et des connotations sociales qu'elle produit ou non. Durant mes séjours de recherche à Addis-Abeba, j'ai travaillé avec plusieurs collaborateurs éthiopiens. Ils ont traduits le terme classe moyenne en amharique de manière différente : l'un d'entre eux a utilisé l'expression « *mekakelegna gebi yalachew* » (« ceux qui ont un revenu moyen »), une autre le terme « *mekakelegna sew* » (« les gens du milieu ») et ma collaboratrice francophone « *mekekelegna yehebreteseb kefe* » (« segment/classe moyen.ne de la société »). Cette dernière traduction, aussi élaborée soit-elle, est particulièrement compliquée à appréhender. Si elle peut faire sens pour ceux qui connaissent les tenants de mon objet d'étude, elle ne traduit rien de particulièrement signifiant pour les autres. Le terme *kefle* a été aussi bien compris comme traduisant l'idée de groupe au sein de la société que de classe au sens de « salle de classe ». Cette anecdote de terrain est significative de l'inadaptation et de la déconnexion du terme de classe moyenne. Cela pose la question de l'utilisation d'un terme qui ne dispose pas d'historicité dans le pays

⁵⁷Il s'agit des cinq conditions invoquées par Niu Wenyuan, le scientifique de l'équipe travaillant sur la stratégie de développement durable à l'Académie des sciences (Zhou:2008:145)

1/ le taux d'urbanisation atteint-il 70% ?
2/ la main-d'œuvre des cols blancs est-elle ou non supérieure, ou au moins égale à celle des cols bleus?
3/ le coefficient d'Engels tombe-t-il ou non en moyenne en dessous de 0,3?
4/ le coefficient de Gini est-il maintenu dans une fourchette de 0,25 à 0,30?
5/ l'âge moyen auquel s'arrêtent les études atteint-il ou non 12 ans et plus?

⁵⁸ Nous détaillerons l'étymologie des termes amhariques liés à la question des classes sociales en chapitre 2 de cette thèse.

concerné, comme le montrent les propos de Yesraswork Admassie⁵⁹ : “*the concept of middle class is not within us*”. Son utilisation requiert une prudence particulière, le terme classe moyenne ne peut pas être utilisé hors de son contexte car il recouvre (ou non) des idées et réalités multiples. Les clarifications sujettes aux différents sens selon les langues sont importantes, d'autant plus lorsque l'on travaille sur une catégorie importée. Il est donc primordial de définir méticuleusement ce dont on parle derrière l'étiquette classe moyenne, qui plus est dans un débat international sur la classe moyenne au Sud⁶⁰.

1.2. Apories de la notion classe moyenne

Il n'existe ainsi pas de définition objective du terme classe moyenne, qui est une nébuleuse, par son caractère polysémique, par son ambivalence. Bien que les études fassent de l'hétérogénéité la première caractéristique de la notion, une tension entre unité et diversité traverse ses usages (1.2.1), et se transfère en tension entre autonomie et dépendance du groupe dans la question de son rôle dans les dynamiques sociales (1.2.1).

1.2.1. La tension unité/diversité

Recouvrant des profils hétérogènes, cette notion est ambiguë. Les études oscillent constamment entre la diversité des individus composant les classes moyennes et l'unité qu'est censée représenter la position d'un groupe social. M. Dobry et B. Lacroix (1977) parlent à ce sujet du « dilemme unité-diversité », difficulté illustrée par le « définition classique des classes moyennes » de François Simiand :

⁵⁹ Dr. Yeraswork Admassie est chercheur au département de sciences sociales de l'Université d'Addis-Abeba. Ces propos sont extraits d'un entretien réalisé avec ce dernier le 13 novembre 2012 à Addis-Abeba.

⁶⁰ Ce point fait l'objet du deuxième chapitre de cette thèse.

« Il faut entendre par classes moyennes, **une catégorie** durable de personnes, considérées avec leurs familles, qui ont des revenus et aussi souvent un patrimoine de niveau moyen, intermédiaire entre celui de la classe sociale la plus élevée et celui des travailleurs et des salariés. Elle se réfère plutôt à **des catégories** de population urbaine, et notamment de petites villes. Elle comprend le haut artisanat, les petits moyens commerçants et industriels, une partie des professions libérales et les fonctionnaires moyens. » (cité dans Halbwegs, 1972 : 2)

Cette hésitation de F. Simiand est révélatrice d'un problème théorique: ou bien l'expression classe moyenne est une « qualification englobante » qui renvoie à toutes les catégories sociales autres que la classe supérieure et la classe ouvrière, ou bien cette diversité renvoie à des « similitudes essentielles qui justifient son emploi » (Dobry et Lacroix, 1977:2).

Une classe fonctionnelle par anticipation

Nous avons vu que cette hésitation apparaît avec l'émergence des classes moyennes salariées, et cette même hésitation entre un agrégat d'individus ou un groupe d'individus partageant des marques d'identité collective est toujours latente et participe à l'ambiguïté de la notion. Rares sont les ouvrages qui tranchent entre une vision unifiante ou globalisante des classes moyennes. L'ouvrage de Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, est significatif à cet égard. En effet, l'auteur insiste sur la difficulté à cerner la diversité de groupes que revêt la notion (Chauvel, 2006: 17-43) tout en généralisant et en les assimilant entièrement à la thèse du déclassement. Il renoue aussi avec une vision unifiante en leur prêtant une « mission historique de contre modèle » ou encore en les considérant comme un « modèle civilisationnel universel » (*ibid*, 10-13). Ainsi, conscient de la diversité que revêt la notion, il transfère aux classes moyennes une homogénéité en termes de valeurs et d'aspiration.

La littérature éthiopisante ne fait pas exception. Alors que nous l'avons vu, l'absence d'historicité du terme de classe moyenne en Éthiopie ajoute à l'ambiguïté de la notion, les auteurs ont tendance à utiliser ponctuellement le terme de classe moyenne à vide (sans définition préalable) tout en accordant aux classes moyennes

une personnalité politique (voir Vaughan et Tronvoll, 2003) et un ensemble de fonctions automatiques dont une mission civilisatrice (voir Alemseged Abbay, 2009) ou encore une vocation de contre-pouvoir (voir Abbink, 2006). Les auteurs font ainsi des classes moyennes éthiopiennes un groupe unifié voire personnifié dans un souci d'étude des mobilisations sociales probables ou d'explication des mobilisations⁶¹. C'est ce que l'on retrouve dans l'essentiel de la littérature consacrée aux classes moyennes, auxquelles sont assignées des fonctions sociales et politiques déterminées⁶².

À la lecture des ouvrages récents consacrés aux classes moyennes, nous constatons que ces dernières constituent souvent plus un outil (voire un prétexte) pour formuler des thèses (voire des plaidoyers) sur l'« état de santé » de la société française qu'un objet d'étude à part entière. Il s'agit aussi du constat formulé par M. Cartier (2008) :

« Dans les travaux plus récents, c'est souvent l'approche statistique qui domine et même lorsqu'elle s'attache à démontrer la complexité de la délimitation de ce groupe, elle tend à proposer des analyses globalisantes sur le déclassement et des analyses parfois normatives sur le rôle que devraient occuper les classes moyennes dans la société française. » (p.10)

Si la thèse de de la moyennisation au sens de H. Mendras a bien perdu de l'influence, les études traitant des classes moyennes restent focalisés sur la question du déclin des classes moyennes et fatalement de la démoyennisation (voir Chauvel, 2006; Maurin, 2009; Pech, 2011) ou moyennisation (voir Goux et Maurin, 2012; Bigot, 2010) de la société française. Ainsi, les études sur les classes moyennes avalisent des conclusions générales contradictoires sur l'état de santé de la société, qu'il soit décrit comme inquiétant (démoyennisation/segmentation/polarisation/éclatement) ou perçu comme porteur d'espoir (moyennisation/harmonisation/pacification/cohésion). Alors que L. Chauvel (2006) s'inquiète des conséquences néfastes sur la société des « classes moyennes à la dérive », R. Bigot (2010) relativise l'idée dominante du déclin et de la

⁶¹ Cette littérature sera étudiée en détail dans la deuxième section de ce chapitre.

⁶² Ces points seront développés en chapitres 2 et 4 de cette thèse.

paupérisation des classes moyennes⁶³, et D. Goux et E. Maurin (2012) vont jusqu'à affirmer que « [les classes moyennes⁶⁴] n'ont jamais été aussi fortes et n'ont jamais occupé une place aussi centrale dans la société française » (p.11). Ces interprétations sont tributaires des représentations des auteurs qui deviennent constitutives de la manière dont ils définissent les classes moyennes, du rôle qu'ils leur attribuent⁶⁵. Ainsi, dans son analyse de la construction de la catégorie classe moyenne en Chine, J.L. Rocca (2008) a montré comment les producteurs de la définition de classe moyenne construisent leur propre catégorie sociale avec leurs propres représentations. Il explique que chercheurs et journalistes sont ceux qui construisent la définition du groupe classe moyenne tout en étant ceux qui appartiennent majoritairement à cette même classe moyenne: “*researchers, intellectuals and media worker themselves belong to this group and to a certain extent are the main symbols of the middle stratum. In other words, they contribute to the setting up of their own identities and status*” (Rocca, 2008:129). Il analyse comment la caractéristique du rôle de protestataire politique donné à la classe moyenne chinoise n'est pas validée et résulte seulement de projections des producteurs de la définition sur le groupe (Rocca, 2008: 134-135). En France, les théoriciens de la moyennisation ont aussi été accusés de projeter leur propre vision du monde sur les évolutions sociales (Ferreira, 2006).

La principale nouveauté dans les études sur les classes moyennes réside dans la diffusion de la notion pour l'étude de nouvelles zones géographiques. Comme nous l'avons vu en introduction de cette thèse, la notion connaît d'abord une popularité dans la caractérisation des sociétés des pays émergents, avant de voir son audience s'élargir à d'autres pays du Sud considérés comme *a priori* les moins susceptibles d'abriter une classe moyenne. L'idée d'émergence de classes moyennes au Sud, largement répercutée par la sphère médiatique, est dorénavant tellement reprise que les « nouvelles classes moyennes du Sud » font l'objet du dernier chapitre de la dernière édition du *Que sais-je ?* consacré aux classes moyennes (Damon,

⁶³ Il montre que le niveau de vie médian a augmenté chaque année en France ces dernières années, constituant ainsi une exception européenne.

⁶⁴ Ici les auteurs prennent en compte principalement les CSP afin de délimiter les classes moyennes et se concentrent sur le « salariat intermédiaire » qu'ils dénomment les « nouvelles classes moyennes », selon eux devenues « l'un des groupes les plus importants de l'échiquier social » (p.11).

2013). J. Damon présente des « classes moyennes en plein essor », et pose la question des délimitations de la catégorie, de leur réalité quantitative et de leur influence potentielle sur le monde. Ici encore, le focal porte essentiellement sur les conséquences sociales (réelles ou fantasmées), cette fois mondiales, de ces « classes moyennes » comme en témoigne le titre du chapitre *Moyennisation : l'éclosion d'une classe moyenne globale*. Que ce soit dans les études récentes sur les pays du Nord ou sur les pays du Sud, les classes moyennes sont mobilisées pour les effets qu'elles produisent et fonctionnent par anticipation de ce qu'elles sont censées produire (au niveau national ou local). L'absence de définition objective laisse d'autant plus d'espace pour une construction du groupe classe moyenne selon certaines représentations : « En l'absence d'une identité sociologique cohérente et d'une unité politique probante, les classes moyennes existent surtout par les manières dont elles sont représentées, décrites, vantées, soupçonnées » (Ferreira, 2006:166).

1.2.2. La tension autonomie/dépendance

Nous l'avons vu, le groupe classe moyenne est rarement étudié pour lui-même, mais pour la dynamique sociale ou sociétale qu'il entraîne ou qu'il est susceptible d'engendrer dans le futur. Il s'agit d'une catégorie fonctionnelle, déterminée par l'orientation de la fonction sociale qui lui est prêtée. C'est l'argument principal de L. Chauvel quant à l'unité du groupe classe moyenne : malgré leur hétérogénéité, les classes moyennes « créent de l'unité dans un mouvement dynamique partagé », durant lequel « les différences intrinsèques de leurs membres sont dépassées par la trajectoire de l'ensemble qu'ils forment ». Finalement, quelles que soient les références idéologiques qui les fondent, le poids démographique, économique et social des classes moyennes est censé être tel qu'elles ne peuvent que jouer un rôle important dans les dynamiques sociales. En effet, qu'on leur confère une mission historique de diffusion du progrès (Chauvel, 2006), ou qu'on leur attribue la

⁶⁵ Ce constat est valable pour toutes les catégories.

vocation à singer les pratiques des classes dominantes (Bourdieu, 1979; Accardo, 2009), elles constituent un point incontournable de l'analyse des dynamiques sociales, par leur capacité soit à créer leur propre trajectoire, soit à faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre en s'alliant: « les classes moyennes ne s'affirment pas ensemble comme un acteur socio politique mais la classe moyenne est un fait social suffisamment important pour modifier l'espace social et les rapports de force » (Bosc, 2008:141).

Les études ne s'accordent pas non plus sur les fonctions des classes moyennes dans les dynamiques sociales. Les réponses varient selon la question transversale de l'autonomie et de la dépendance des classes moyennes aux autres groupes sociaux.

Dépendance des classes moyennes: force d'appoint ou fraction dominée des dominants

La classe moyenne est perçue par certains auteurs comme un groupe qui, selon les circonstances, peut se retrouver aussi bien du côté des dominants que des dominés. Pour les analyses marxistes, la classe moyenne, constituée de couches dépourvues d'horizon politique et donc de rôle historique, ne forme pas une classe sociale (au sens marxiste). Elles sont perçues comme extrêmement labiles, « prêtes, selon les conjonctures, à voler en éclats et à basculer par blocs aux contours mal définis aux côtés du prolétariat, ou au contraire à voler au secours de la classe dominante » (Dobry et Lacroix, 1977:4).

La sociologie « des nouvelles classes » nie aussi une spécificité de classe des classes moyennes en les diluant soit dans la bourgeoisie, soit dans la classe ouvrière (analyses sollicitées par Poulantzas, 1974). Renner (1953) ou Croner (1962) soutiennent que les classes moyennes appartiennent « de plein droit » à la bourgeoisie à laquelle elles s'intègrent progressivement, étant donnée l'originalité des positions de ces « nouvelles classes moyennes » dans les fonctions d'entreprise ou d'autorité auxquelles elles participent. Pour leur part, Geiger (1932) et Mills (1969), de manière symétrique, en mettant l'accent sur le mode de rétribution de ces nouvelles couches ainsi qu'en soulignant la modestie relative de leur condition, affirment qu'elles sont vouées à s'intégrer à la classe ouvrière.

Ces études mettent en avant l'absence de propriété commune des classes moyennes qui forment ainsi un conglomérat hétérogène sans autre destin que celui de force d'appoint (Dobry et Lacroix, 1977), voué à se diluer dans les couches du haut ou du bas.

Pour P. Bourdieu, les classes moyennes constituent une « petite bourgeoisie », fraction dominée des dominants. Il relève plusieurs sous fractions de cette couche sociale en mettant l'accent sur le rapport à la culture et les phénomènes de domination symbolique (Bourdieu, 1979). Au sein de « l'espace petit bourgeois », se distinguent la « petite bourgeoisie traditionnelle » et la « petite bourgeoisie nouvelle » par leurs types de capital, leurs pratiques culturelles, mais aussi leur style de vie et leur morale. La « petite bourgeoisie traditionnelle » ou « bourgeoisie d'exécution » se caractérise par l'abstinence, la sobriété, l'épargne, alors que la « petite bourgeoisie nouvelle » incarne une « nouvelle morale hédoniste » dont la mise en pratique correspond à jouissance, dépense, consommation à crédit. Malgré leurs goûts différents, ces petites bourgeoisies partagent le même rapport de dépendance aux classes supérieures et ne peuvent se situer que dans l'orbite idéologique et culturelle de la bourgeoisie (Bourdieu, 1979). La « petite bourgeoisie » est ainsi vouée à imiter les choix de la classe dominante en capital culturel et leurs pratiques, sans parvenir à les maîtriser. Cette version est plus récemment reprise par A. Accardo (2009) qui, en parlant des classes moyennes, affirme : « le petit-bourgeois est une caricature de bourgeois, condamné à la simagrée et au simulacre perpétuels » (p.109). Ici, les classes moyennes forment un groupe individualiste, égoïste, carriériste, dont l'objectif est d'accéder aux classes supérieures et se retrouve donc au « service des puissants » (p.96). Pour ce faire, le haut de fraction classe moyenne n'hésite pas à manipuler ceux moins proches des classes supérieures, manœuvre d'autant plus facile à entreprendre que classes moyennes du bas et du haut partagent la même étiquette classe moyenne (*ibid.*). Pour sa part, P.K. Varma (2009) décrit une classe moyenne indienne désintéressée de la chose publique, tel un « ensemble disparate que seule vient fédérer une frénésie consumériste partagée », qui a ici comme préoccupation et référence le mode de vie occidental. Elle est décrite par l'auteur comme singeant le mode de vie occidental.

Autonomie et identité spécifique

E. Schweisguth (1983), en récusant l'image d'un salariat moyen globalement dépendant et conformiste, pense les classes moyennes telles un acteur social autonome. Loin de singer les pratiques des classes dominantes, le salarié type décrit par E. Schweiguth conteste le pouvoir de ses supérieurs au nom de son savoir propre, est plutôt favorable à l'action collective, reconnaît le bien-fondé de l'institution syndicale et se montre critique à l'égard de l'idéologie méritocratique. Les couches moyennes ont alors une « identité idéologique » (acquise par appropriation de différents schémas idéologiques) ainsi qu'une capacité d'action autonome sur la scène politique. H. Mendras (1988), dans son analyse sur les « noyaux innovateurs » de la « constellation centrale », met aussi l'accent sur la capacité d'identité et d'action spécifique des couches moyennes. Il leur attribue un rôle diffusionniste vers les autres classes sociales, la « constellation centrale » étant un lieu d'innovation sociale qui se diffuserait à l'ensemble d'une société aux frontières entre groupes moins rigides. Il inverse ainsi la tendance en affirmant que les classes moyennes ne tentent pas de copier, mais au contraire diffusent un modèle propre, porteur à terme d'harmonie sociale. Pour sa part, C. Bidou (1984) insiste sur la capacité innovante de certains sous-groupes de la classe moyenne au niveau des valeurs (valeurs anti autoritaires, éthique de l'autonomie, initiative personnelle) et de l'implication sociale (investissement dans l'animation locale, l'aménagement du cadre de vie, l'action associative et municipale) (Bidou, 1984).

Dans une analyse plus récente, L. Chauvel attribue aux classes moyennes une identité propre en leur assignant un rôle social spécifique et indispensable (Chauvel, 2006: 10-15). Il s'inquiète de la chute numérique des classes moyennes, ces dernières étant jugées indispensables tant au niveau économique que politique: « il reste que ce problème est central pour la société française, car l'efficacité économique, la stabilité sociale et la dynamique démocratique dépendent étroitement de la participation de ce groupe intermédiaire à la construction de l'avenir » (p.10). L'auteur regrette le temps où la conjoncture était favorable au « rôle diffusionniste » des classes moyennes, alors « génératrices de progrès pour l'ensemble de la société ». Il explique ainsi : « ces grandes avancées des classes

moyennes n'étaient pas seulement les leurs : d'une façon prométhéenne, elles dérobaient le feu de la création sociétale pour le donner ensuite aux hommes et aux femmes de toutes les classes sociales » (p.10). Si la conjoncture leur était restée favorable, elles auraient dessiné une « guirlande éternelle du progrès humain » (p.11) et la société aurait peut-être en définitive été vouée « à se fondre dans un ensemble unique - la classe moyenne » (p.13). Nous trouvons ici l'idée que les classes moyennes ont été dotées d'une « mission universaliste de socialisation des autres classes de la société », une « mission historique de contre modèle », au cours de laquelle elles offraient un « modèle civilisationnel universel » (*ibid.*). Les classes moyennes sont vues dans une forme uniforme de moteur de l'histoire.

L'idée des classes moyennes bénéfiques diffusionnistes d'harmonie sociale et de stabilité est au cœur des écrits scientifiques sur les classes moyennes dans les pays du Sud (voir Rocca, 2008; Jaffrelot et Van der Veer, 2008). C'est aussi l'idée qui domine et englobe la littérature des institutions internationales de développement (voir BM, 2008; OCDE, 2010; BAD, 2011) : une classe moyenne qui entraîne avec son émergence développement, démocratie, stabilité et harmonie sociale (nationale et mondiale). Ces représentations positives non validées constituent actuellement les représentations dominantes au sens d'influentes (les agents agissent en fonction de cette représentation dominante)⁶⁶.

Malgré la diversité des analyses du rôle social des classes moyennes, un consensus existe sur leur poids dans les dynamiques sociales. Qu'elles aient une identité/vocation propre ou non, elles peuvent changer la donne par leur importance numérique, soit en constituant une force d'appoint (groupe dilué dans le haut ou le bas qui change la donne, fait peser la balance), soit par leur simple masse inerte, ou en tant que groupe indépendant et novateur.

⁶⁶ Ces derniers points seront développés et discutés en deuxième chapitre de cette thèse.

L'étude de la littérature des sciences humaines et sociales est particulièrement instructive sur les enjeux que revêt l'utilisation de la notion particulièrement polysémique de classe moyenne. Elle met aussi en évidence que les usages de la notion sont traversés par des tensions irréductibles. Afin de sortir de cette impasse théorique, il est nécessaire d'étudier la classe moyenne comme une catégorie construite et de s'interroger sur ce qui constitue cette catégorie, produit son existence (réelle ou fantasmée) et son influence, malgré le caractère incertain de la notion. Pour cela nous allons déconstruire les processus qui ont participé à l'invention de la référence catégorielle « classes moyennes africaines ». Avant de procéder à ce travail, nous allons nous concentrer sur les usages de la notion dans la littérature sur l'Éthiopie, la notion étant, nous l'avons vu, fortement contingente selon les époques et les lieux.

2. Les classes moyennes dans la littérature sur l'Éthiopie : incertitude sur la catégorie et centralité du groupe

D. Darbon et C. Toulabor (2011) ont établi une revue de la littérature des usages de la notion de classe moyenne dans la littérature des sciences humaines et sociales sur l'Afrique subsaharienne. Ils constatent que si les classes moyennes constituent une entrée effective pour l'interprétation des sociétés africaines des années 1950 à la fin des années 1970, l'usage de la notion tend ensuite à disparaître des analyses scientifiques. Ils expliquent que la disparition de l'usage de la notion est le résultat de l'effacement de la notion de classe qui était portée en Afrique par les analyses marxistes :

« Cette évolution s'explique en partie par la remise en cause de l'analyse marxiste ou d'inspiration marxiste et à l'émergence de nouvelles catégories d'analyse qui vont remplacer cette notion de classe moyenne, de manière le plus souvent intuitive et tout aussi peu raisonnée, par celles d'élites, de société civile, de forces vives, de communautés... » (Darbon et Toulabor, 2011:10).

Dans la littérature scientifique sur l'Éthiopie, les travaux d'inspiration marxiste ont accordé une place centrale aux classes sociales dans l'étude de l'Éthiopie des régimes d'Hailé Sélassié et du *Derg*. Ces travaux débattent de l'évolution de la structure sociale éthiopienne et de son impact sur les régimes politiques. Les auteurs s'accordent sur la centralité du rôle joué par des groupes aux positions intermédiaires dans la structure sociale sur les évolutions politiques éthiopiennes sans s'accorder sur la terminologie à employer afin de dénommer ces groupes. L'entrée d'analyse par les classes sociales s'estompe dans la littérature consacrée à la période de l'Éthiopie post-*Derg*. La notion de classe moyenne est mobilisée par certains auteurs mais son usage est déconnecté d'une réflexion sur la notion elle-même et sur les formations sociales. Il s'agit ici d'établir un état de l'art des

usages de la notion de classe moyenne dans la littérature scientifique sur l'Éthiopie. Nous suivons la temporalité des usages de la notion en nous concentrant sur les analyses de l'Éthiopie des années 1960 et 1970 (2.1) puis sur celles des évolutions de l'Éthiopie post 1990 (2.2).

2.1. Hailé Sélassié, l'émergence de « nouveaux groupes » et leur rôle dans la Révolution de 1974

Dans leur ouvrage *Class and Revolution in Ethiopia*, J. Markakis et Nega Ayela (2006) dressent un portrait détaillé des évolutions de la structure de classe de la société éthiopienne durant les règnes d'Hailés Sélassié (un résumé de ces évolutions est proposé en annexe 1). Les analyses les plus approfondies de la structure sociale éthiopienne en termes de classes sociales sont formulées par des chercheurs qui s'attachent à décrire les évolutions sociales qui se sont déroulées sous le régime d'Hailé Sélassié et qui ont mené à la Révolution de 1974 qui a renversé ce dernier (voir Markakis, 2006 [1974]; Markakis et Nega Ayela, 2006 [1978]; Gebru Tareke, 2009). Ces auteurs mettent en évidence la formation de groupes sociaux « naissants », « nouveaux », « émergents », durant le deuxième règne d'Hailé Sélassié dans les années 1960. Ces nouveaux groupes sont caractérisés par leurs « positions intermédiaires » dans la structure sociale. Ils se situent entre paysannerie et aristocratie/noblesse et leur formation a été poussée par les réformes économiques qui accompagnent l'introduction de logiques capitalistes sous la Restauration et la « modernisation » de l'État. Pour les auteurs, ces nouveaux groupes vont jouer un rôle déterminant dans les contestations qui ont mené à la révolte de 1974. Ils estiment que c'est en partie un décalage entre l'émergence de groupes nouveaux liés à la modernisation de l'État éthiopien et la

persistance d'un fonctionnement traditionnel de ce dernier qui va mener à la Révolution⁶⁷.

Il existe cependant un désaccord entre les auteurs sur la manière de nommer et de définir ces groupes intermédiaires ainsi que sur leur agencement dans les dynamiques de contestation qui ont mené à la Révolution de 1974. Ces groupes sont tantôt dénommés '*middle class*' (Markakis, 2006), '*transitional class*' (Gebru Tareke, 2009) ou encore '*petty bourgeoisie*' (Markakis et Nega Ayela, 2006) selon les influences idéologiques et aussi selon la composition sociale du groupe qu'ils désignent comme « nouveau groupe social ».

2.1.1. Émergence d'une "middle class" éthiopienne ?

Pour Gebru Tareke (2009), la réponse est clairement négative. Dans la première partie de son ouvrage *The Ethiopian Revolution : War in the Horn of Africa*, il interroge l'existence éventuelle de groupes sociaux potentiellement protestataires dans l'Éthiopie des années 1970.

Il commence par décrire la quasi-absence de bourgeoisie,

“The rise of a national bourgeoisie was stunted by aristocratic obscurantism, state monopoly, and the prominent role of foreigners, who controlled up to 80 percent of the industrial and commercial enterprise.” (p.21)

ainsi que son rôle politique (effectif et potentiel) insignifiant :

“[The so-called bureaucratic-military bourgeoisie] owned little capital and exercised even less or no hegemony over the subordinate social groups, for it lacked homogeneity and self-identity. It had no political clout and was utterly incapable of pioneering a democratic revolution.” (ibid.)

Il pose ensuite la question de l'émergence d'une '*incipient middle class*', ou '*small bourgeoisie*'. Sa réponse, instantanée et tranchée, est négative :

⁶⁷Les mécanismes qui ont mené à la Révolution de 1974 seront détaillés en chapitre 4 de cette thèse, lorsqu'il s'agira d'évaluer l'influence des groupes sociaux intermédiaires sur la stabilité de l'État.

“There is no better evidence of the near nonexistence of the middle class than the complete absence of an appropriate term to express the concept in any of the local languages, including the official language, Amharic.” (p.22)

Gebre Tareke relève cependant l'existence d'un groupe social qui se distingue de celui des « ouvriers » ('*working class*') et de la paysannerie. Il préfère alors parler d'une '*transitional class*', caractérisée par la variété des profils qu'elle contient :

“This transitional class included the intelligentsia – professional men and women such as lawyers, doctors, college and school teachers, military officers, journalists, civilian administrators or technocrats, representatives of banks and factories, and traders.” (p.22)

Il estime ce groupe à un millier (sans compter les commerçants), composé principalement de la « nouvelle élite éduquée » largement intégrée à la bureaucratie étatique et dévouée à cette dernière : “[*the new educated elite*] chief characteristics were servility, social conformity, and political acquiescence”.

Ce groupe est décrit comme nombriliste, obsédé par la poursuite de sa propre prospérité et soumis au pouvoir afin de maintenir sa position relativement privilégiée :

“It was both fractious and submissive, its ethos the pursuit of individual and family interest. As individuals and in cliques its members feverishly competed among themselves to gain maximum access to the absolutist state, the chief custodian and dispenser of material resources, privileges, and social status.” (p.22)

C'est à ce même « groupe des éduqués » que J. Markakis (2006 [1974]) consacre un chapitre de son ouvrage *Ethiopia : Anatomy of a traditional Polity*. Pour sa part, il titre ce chapitre '*The Emerging Middle Class*' (Markakis 2006, 223–236). Cette '*middle class*' apparaît dans la période d'après-guerre, élevée par le processus de modernisation de l'éducation et protégée par la structure bureaucratique grandissante de l'État, et, dans une moindre mesure, par le secteur moderne de l'économie.

Il décrit la '*emerging middle class*' comme un petit groupe social⁶⁸ structuré autour de son niveau d'étude. En font partie les titulaires d'un diplôme de l'université (« groupe éduqué ») et une partie des diplômés du secondaire (« groupe semi éduqué »). Les données de l'époque sur l'éducation laissent à penser que ce groupe est majoritairement de composante ethnique tigréenne et amhara⁶⁹ et de religion chrétienne orthodoxe. Ces « éduqués » sont concentrés à Addis-Abeba et dans les grandes villes.

Créée par l'État, cette « classe éduquée » reste en son sein. En effet, le groupe bénéficie à l'époque d'un accès illimité à la fonction publique. Les diplômés deviennent tous fonctionnaires (professeurs, administrateurs, salariés dans les entreprises étatiques, policiers ou militaires). J. Markakis décrit une époque d'abondance et de privilèges : "*this group has been totally unaffected by competition for status and economic privilege*" (p. 225). Les chiffres sont éloquentes quant à la situation privilégiée que leur offre la fonction publique : en 1970, le revenu moyen par tête est estimé à 150 dollars éthiopiens par an alors que les salaires de la fonction publique s'élèvent à 500 dollars éthiopiens par mois pour les titulaires d'un diplôme universitaire et environ à la moitié pour les diplômés du secondaire (Markakis 2006, 225).

J. Markakis présente une version aboutie d'un groupe social, en soi et pour soi. Il s'agit d'un petit groupe social homogène (ses membres se côtoient, partagent des mêmes codes sociaux), qui a conscience de sa propre existence en tant que groupe social :

"The educated are keenly conscious of their distinctiveness and status as a social group. Being a small group and the product of a narrow institutional process, living congregated in a few urban centres and having in common the same occupation and employer, most members of this group are personally familiar with one another, and social intercourse among them is extensive."
(p. 226)

⁶⁸Il l'estime à une dizaine de milliers. En 1970, l'Éthiopie comptait 7000 à 8000 titulaires d'un diplôme universitaire (Markakis, 2006 : 223).

⁶⁹En 1960, plus de 80% de ceux qui sont entrés à l'université appartiennent aux groupes des amhara et tigréens (Markakis, 2006 : 224).

A l'instar de Gebru Tareke, J. Markakis peint un groupe social docile vis à vis du régime en place. Les deux auteurs n'insistent cependant pas sur les mêmes facteurs d'explication du processus de soumission de ce groupe au régime d'Hailé Sélassié. Alors que G. Tareke (2009) dénonce un groupe prêt à tout pour maintenir sa situation personnelle privilégiée, J. Markakis (2006) insiste sur la stratégie politique de contrôle du régime qui mène à l'assujettissement du « groupe des éduqués » :

“These inducements have helped make the integration of the educated into the traditional ruling framework far from painful. In fact, they have secured for the educated Ethiopian enviable elite status and a standard of life that is far above average. They also have served to dull the pangs of intellectual and political discontent and to render the intelligentsia an unusually docile group during this period.” (p. 228)

Ainsi, pour J. Markakis, la monarchie a fait de ses diplômés une “*typical bourgeoisie of the public service*”:

“Thus, integration into the administrative structure of the state has provided the intelligentsia with economic and social rewards which served to assuage its intellectual and political discontent, while at the same time rendering this group heavily dependent on the state and the ruling group which controls the state.” (p. 234)

C'est cependant une partie de ce groupe (la nouvelle génération), progressivement frustrée par une administration bloquée par la génération précédente qui continue à contrôler l'État selon une « logique traditionnelle », qui va jouer un rôle capital dans les origines de la Révolution de 1974. J. Markakis parle alors de l'échec de l'entreprise de domination/absorption du régime au sein de cette nouvelle génération, alors que la génération précédente veut garder sa place au sein du fonctionnement monarchique (Markakis, 2006 :232)⁷⁰.

Dans ce chapitre '*The Emerging Middle Class*' (223-236), '*middle class*' n'apparaît que dans le titre. En effet, le terme n'est jamais repris dans le corps du texte,

substitué par des expressions telles que '*educated group*' (majoritairement), '*intelligentia*' ou encore '*bourgeoisie of the public service*'. Nous pouvons en tirer deux conclusions. Le terme de *middle class* est associé au « groupe des éduqués » mais, s'il n'y est associé que par le titre, l'équation entre ces deux termes est remise en cause. Ce phénomène est en tous cas significatif d'une hésitation de l'auteur. Nous formulons l'hypothèse d'une association non explicitée mais probable entre '*the emerging middle class*' et la « nouvelle génération du groupe des éduqués ». En effet, dans ce chapitre, c'est le seul groupe qui se trouve lié à une situation d'« émergence ». La '*emerging middle class*' est alors associée à une nouvelle élite.

2.1.2. Une analyse détaillée des groupes intermédiaires par la catégorie "petty bourgeoisie"

L'ouvrage de J. Markakis et Nega Ayela (2006 [1978]) *Class and Revolution in Ethiopia*, propose une analyse plus englobante des groupes sociaux intermédiaires éthiopiens en terme de '*petty bourgeoisie*'. Il s'agit ici encore de décrire les évolutions de la structure sociale qui ont mené à la Révolution de 1974.

Les auteurs divisent la '*petty bourgeoisie*' éthiopienne en deux groupes sociaux distincts : '*the salariat*' et '*the self-employed in local and retail trade*' (Markakis et Nega Ayela, 2006: 60-66), bien que conscients des problèmes théoriques que pose le fait de rassembler ces deux groupes dissemblables sous une appellation commune : "*In terms of theory, the juxtaposition of these two strata within the boundaries of the same class has little to recommend it other than common usage*" (p. 60). Ils renvoient ici aux débats de l'époque sur la pertinence l'usage du terme *petty bourgeoisie* (voir *the Review of African Political Economy* n°4, 5 et 6). Malgré leurs réticences à utiliser le terme, ils le maintiennent à défaut d'alternatives conceptuelles qu'ils jugeraient plus adaptées : "*Since the debate did not clarify conceptual alternatives, we retain the terminology while drawing attention to factors it tends to obscure*" (p.60).

⁷⁰ Les processus qui ont mené à la Révolution de 1974 seront détaillés en partie 3 de cette thèse.

Sous l'appellation du groupe '*salariat*' est décrite la '*emerging middle class*' de l'ouvrage de J. Markakis (2006), substituée ici par l'expression '*the educated petty bourgeoisie*' (Markakis et Nega Ayela, 2006 : 62)⁷¹. Nous retrouvons les mêmes constats d'un groupe enfanté par le régime, jouissant de traitements préférentiels et de privilèges qui, anticipant une situation de déclassement, et frustré par la pérennité d'un système politique « traditionnel », se retourne progressivement contre la monarchie.

Le second groupe, '*the self-employed in local and retail trade*' est décrit comme moins homogène, plus '*variable*' mais aussi plus important numériquement et disposant d'une fonction économique cruciale. Il s'agit en fait du groupe des petits commerçants.

Il est décrit comme détenant des caractéristiques opposées à celles de la *petty bourgeoisie* éduquée (en termes de statut social et de position économique sociale et politique). Leur statut social est « méprisé », le commerce est en effet relégué aux minorités qui n'ont pas accès à la propriété : “*historically, trade has been the occupation of minorities in Ethiopia because it was despised by the highlanders of all classes*” (p.66). Ils ne sont pas éduqués et ne scolarisent pas leurs enfants à l'école publique, dominée par la religion orthodoxe : “*the typical trader has no modern education, nor a modern style of life*” (*ibid.*). Ils occupent des positions économiques « précaires » (« capital insignifiant » et petites marges de profit). Loin de disposer des privilèges de la *petty bourgeoisie* éduquée, ils occupent une position négligée et dépréciée (leur place économique), voire ignorée (leur place religieuse) au sein du régime d'Hailé Sélassié.

Leur mécontentement est ainsi dû au monopole des communautés étrangères sur le commerce, protégées du régime impérialiste⁷², ainsi qu'à la discrimination religieuse qu'ils endurent⁷³.

⁷¹Les auteurs annoncent qu'ils vont parler du « salariat public » (majoritairement) et privé (de taille modeste). Au final, leur description du groupe se focalise exclusivement sur les salariés de la fonction publique (à l'instar du groupe '*the emerging middle class*' de Markakis, 2006).

⁷² L'expansion de leurs commerces est bloquée par la présence des arabes, grecs, italiens et arméniens qui contrôlent les flux commerciaux et sont les fournisseurs, et jouissent de la protection impérialiste.

⁷³Les musulmans ne sont pas représentés au sein de la classe dirigeante et forment une minorité à peine perceptible de la *petty bourgeoisie* éduquée. “*Islam as a religion was not persecuted in Ethiopia, it was simply ignored*” (Markakis et Nega Ayele, 2006 : 67).

Au final, la seule caractéristique commune entre le groupe des fonctionnaires et celui des commerçants réside en la concordance dans le temps de leur mécontentement vis à vis du régime. Mécontentement progressif lié à la dégradation de leurs situations, due pour les uns à une administration figée et pour les autres à l'introduction du capitalisme occidental dans l'économie éthiopienne. Les uns ont été privilégiés par le régime et craignent une dépréciation économique et sociale, les autres ne l'ont jamais été (ignorés et dépréciés) et voient leur situation se détériorer.

L'étude de cette littérature nous amène à formuler plusieurs constats. Afin de désigner les groupes sociaux intermédiaires, les auteurs, marqués par différentes représentations, n'utilisent pas la même terminologie. Ils expriment tous des difficultés et hésitations quant à la qualification de ces « nouveaux groupes », l'exemple le plus significatif étant la catégorisation de J. Markakis qui diffère d'un ouvrage à l'autre (*'middle class'* puis *'petty bourgeoisie'*). La tendance est à l'insatisfaction et à l'embarras quant à la catégorisation de ces nouveaux groupes, caractérisés par la diversité des situations qu'ils contiennent. En revanche, les auteurs s'accordent sur la place centrale de ces groupes intermédiaires dans les dynamiques sociales qui ont mené à la révolte. Ces groupes sont caractérisés par la diversité des situations professionnelles qui les compose (commerçants, salariés, fonctionnaires), dans l'appréhension des mutations sociétales aux prémices de la Révolution de 1974. Nous retrouvons ici la tension unité/diversité qui traverse la notion et l'hésitation permanente des auteurs entre le caractère unifiant de la catégorie et la diversité des situations sociales qui la compose. Là encore, le côté unifiant de la catégorie fonctionne dans la dynamique sociale et politique commune que ces groupes vont participer à dessiner (la Révolution de 1974). C'est ainsi que les auteurs, malgré les réticences qu'ils exposent à regrouper ces situations hétérogènes dans une catégorie, finissent par proposer une référence catégorielle (*'middle class'*, *'transitional class'*, *'petty bourgeoisie'*) malgré la diversité des situations qui compose la catégorie, dans le but de caractériser et d'expliquer la dynamique sociale à laquelle ils participent. Nous verrons que ces analyses sur une *petty bourgeoisie* qui a participé à renverser le pouvoir jouent

encore aujourd'hui un effet de représentation central sur la sphère symbolique et politique éthiopienne⁷⁴.

2.2. Les classes moyennes éthiopiennes : une case explicative mais vide de l'Éthiopie de l'EPRDF

Le terme de '*middle class*' ou « classe moyenne » n'apparaît que rarement dans la littérature éthiopisante se consacrant à la période post années 1990 du régime de l'EPRDF. Dans certains écrits, le terme apparaît ponctuellement afin d'expliquer certains phénomènes sociaux et politiques (voir Vaughan et Tronvoll, 2003; Abbay, 2009; Abbink, 2006, 2009; Lefort, 2010, 2012, 2013) ou de décrire de nouveaux modes de vie (voir Couret et Bezunesh Tamru, sur l'habitat) mais constitue ce que nous nommons une « case vide », c'est-à-dire que le terme apparaît de manière ponctuelle et déconnectée, et sans être défini (même superficiellement) par les auteurs⁷⁵. A croire que l'appellation '*middle class*' ou « classe moyenne » se suffit à elle-même, que les représentations autour de ce terme sont homogènes et que par conséquent, la puissance d'évocation liée à ce terme fait office de définition.

2.2.1. Les « classes moyennes » dans les débats sur l'autoritarisme du régime

Le célèbre texte *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life* de S. Vaughan et K. Tronvoll (2003) dresse un bilan politique de l'Éthiopie post 1990 de Méles Zenawi. Une des principales préoccupations des auteurs porte sur la persistance du caractère autoritaire de l'État éthiopien. La cause centrale évoquée

⁷⁴ Représentations d'autant plus influentes que J. Markakis a été conseillé au Mofed plusieurs années et invité au congrès de l'ANDM.

serait culturelle : l'existence d'une « culture du pouvoir » éthiopienne qui entrave le processus de démocratisation. Cette vision culturaliste, popularisée par Donald N. Levine dans les années 1960 (voir Levine, 2007 [1965]), influence fortement le champ des études éthiopiennes. D. N. Levine (2007) décrit une '*Abyssinian political culture*' qui fait que chaque éthiopien naît avec un statut social précis et reste dans sa position sociale au sein d'une société très normée. En découle un '*rigid system of deference and sanction*' lorsque le social interagit avec le politique (Levine, repris dans Vaughan et Tronvoll, 2003 : 32). En grossissant à peine les traits, pour certains auteurs, cette culture explique la constance d'un parti-État tout puissant (normalisation de l'exercice autoritaire du pouvoir) et la déférence (servitude volontaire) de la population éthiopienne à l'égard de ce dernier⁷⁶.

Dans *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life*, la '*middle class*' apparaît ponctuellement lorsqu'il s'agit de nuancer la domination du parti-État ou d'expliquer des moments de perte de légitimité de l' EPRDF. La '*middle class*' est le seul groupe relativement épargné par l'allégeance au parti au pouvoir : "*one may observe the conscious determination of large sections of the middle class to distance themselves from politics and any interest in the considerable information which is disseminated through the government media*" (p.156).

Les membres de la '*middle class*' sont décrits comme lucides, éclairés, et ne se laissant pas bernier par la rhétorique des dirigeants, comme le montre ce passage à propos d'une affaire de corruption :

"Few in middle-class Addis Ababa circles believe this to be true. Most point to a range of coincidental factors as undermining these claims, and suggest that 'corruption is very much in the eye of the beholder – and the beholder here means the ruling group.'" (p.101)

⁷⁵ À ce constat fait exception un article récent de R. Lefort (2013) qui offre quelques éléments sur la composante de ce qu'il nomme '*ethiopian middle class*'.

⁷⁶ Ce point sera développé et débattu en troisième partie de cette thèse.

Même au sein des tigréens, composante ethnique influente du parti au pouvoir, certains, membres d'une '*middle class*' tigréenne, ne font pas toujours corps avec le parti :

*“Apart from those whose loyalty has been called into question, **many middle-class Tigrayans** who were either members or associates of the TPLF and have witnessed the changes seem to have suffered a tangible crisis of political confidence since March 2001.”* (p.144)

Le terme de *middle class* est aussi associé aux groupes d'opposition. Par exemple, à propos de l'EDP (*Ethiopian Democratic Party*), qui a obtenu une part relativement importante des votes à Addis-Abeba durant les élections de 2000 et 2001 : *“Their natural constituents are the urban populations of mixed ethnic origin, the intellectuals and the commercial sector, in addition to the **Amhara middle-class**”* (p.128). Même constat concernant l'EPRP (*Ethiopian People's Revolutionary Party*): *“Their political constituency is the urban leftist intellectuals and middle class, among whom the EPRP legacy is still felt”* (p. 130).

S. Vaughan et K. Tronvoll accordent une personnalité politique, d'opinion et de positionnement assez claire à ce qu'ils dénomment '*middle class*', à savoir un positionnement lucide, éclairé, souvent contestataire vis-à-vis du parti au pouvoir, sans pour autant définir ce qu'ils entendent par '*middle class*'. Le terme est sollicité afin de caractériser une certaine dissidence à laquelle le régime autoritaire survit, malgré les déceptions ('*many middle class Tigrayans*'), les réticences ('*large sections of the middle class*'), la clairvoyance ('*middle class Addis-Abeba circles*') voire les oppositions assumées ('*middle class*' du EDP ou du EPRP) de la '*middle class*'.

Pour J. Abbink (2006) et Alemsegeb Abbay (2009), c'est justement la quasi absence de classe moyenne – '*negligible middle class*' – qui explique en partie la persistance de l'autoritarisme en Éthiopie.

Dans son article *Discomfiture of democracy? The 2005 election crisis in Ethiopia and its aftermath*, J. Abbink interroge le retour en force de l'autoritarisme qui a

suivi les événements de 2005⁷⁷ qui ont mené au final à une « crise du processus de démocratisation » (Abbink 2006).

Ici, ce n'est pas tant l'absence de classe moyenne mais la défaillance d'une classe moyenne protestataire (due notamment au peu d'espace politique contestataire laissé par l'EPRDF) qui entrave le processus de démocratisation : *“The success of transitional democracy is also dependent on a countervailing middle class, which is suppressed in Ethiopia”* (p. 173).

L'auteur appuie sa réflexion sur la supposition du rôle que la 'middle class' devrait jouer : une classe moyenne contestataire, favorable à la démocratie...

“The setback of this ‘process of democratization’, announced by the EPRDF regime after taking power in May 1991 and still publicly affirmed, can be explained with reference to the nature of elite rule, Ethiopian political tradition, the weaknesses of civil society, and the lack of a countervailing middle class in Ethiopia.” (p.176)

... assimilée à une société civile de contre-pouvoir :

“Second, Ethiopian political struggles and power politics reflect the peculiarities of social structure, notably the lack of a strong, economically rooted middle class and a corresponding, independent, civil society that can be a countervailing force to the dominant party or government.” (p.178)

Pour sa part, Alemseged Abbay (2009) dans son article *Diversity and Democracy in Ethiopia* défend l'idée que le « processus de démocratisation en cours en Éthiopie » n'aboutit pas à une démocratie du fait de l'absence d'une classe moyenne conséquente :

“The transition to full-fledged liberal democracy is struggling to overcome two hurdles: the absence of a formidable middle class and the prevalence of a tenuous national identity. Even if liberal democracy appears a distant dream, the current hybrid political culture will not allow the country to backpedal to a blatant authoritarianism. The political culture, which is undergoing a

⁷⁷ Les résultats des élections de 2005, contestés par les oppositions, ont provoqué des manifestations, qui furent sévèrement réprimées, entraînant au moins une centaine de morts et plusieurs milliers d'incarcérations (Piguet, 2006). Sur les événements de 2005, voir J. Abbink, 2006 et T. Hagmann et K. Tronvoll, 2012.

permanent change, is en route to liberal democracy, albeit incrementally.”
(p.175)

L'auteur se situe dans une vision évolutionniste (linéaire et universelle), selon laquelle la démocratie libérale (associée au progrès) sera mise en place, poussée par l'émergence d'une classe moyenne éthiopienne : “*Once more, without having a middle class and with a sense of national identity that is tenuous, at best, Ethiopia is boldly attempting to transplant another Western ideology, democracy, in its pre-modern society*” (p. 176).

Ces deux auteurs ne partagent pas les mêmes visions/idéologies et n'insistent pas sur les mêmes aspects. En effet, J. Abbink décrit une classe moyenne inexistante car étouffée par le gouvernement (qui craint la constitution de la classe moyenne en contre-pouvoir) alors que Alemseged Abbay espère la formation d'une classe moyenne éclairée qui se consacrerait à l'établissement d'une démocratie libérale. Dans les deux cas, le terme '*middle class*' n'est pas défini et est mobilisé pour ce qu'il est censé induire (la démocratie), rendant la corrélation positive entre classe moyenne et démocratie (par ailleurs non validée par la littérature scientifique⁷⁸) constitutive de la notion. Les auteurs regrettent l'absence d'une classe moyenne forte (et indépendante pour J. Abbink) qui devrait jouer son rôle de classe moyenne, à savoir un rôle de contre-pouvoir bienveillant (Abbink) ou remplir sa mission démocratique universelle (Alemseged Abbay). Sans être précisé, le terme '*middle class*' est composé des représentations des auteurs et le sens du terme correspond à l'anticipation du rôle que ce groupe devrait jouer.

Ainsi, les brèves apparitions des classes moyennes dans les écrits sur la structure du pouvoir éthiopien et la compréhension du régime de Méles Zenawi ne vont pas sans poser problème. En effet, les auteurs, sans en définir ni les contours ni le contenant, font de la '*middle class*' un groupe unifié voire personnalisé.

⁷⁸ Débat développé en dernier chapitre de cette thèse.

2.2.2. Les classes moyennes éthiopiennes : un groupe incontournable en devenir ?

Dans un article plus récent *The Ethiopian Second Republic and the Fragile 'Social Contract'*, J. Abbink mentionne une 'new middle class' qui est « inéluctablement en train d'émerger » (Abbink, 2009 : 23). Pour sa part, depuis les années 2010, R. Lefort évoque régulièrement une « classe moyenne émergente » dans des articles publiés en ligne sur *openDemocracy* (voir Lefort, 2010, 2011, 2012). Il fait de la classe moyenne éthiopienne un point central des évolutions sociales en cours et de la stratégie politique actuelle de l'EPRDF :

*“In a few words, the hard core of the EPRDF which once focused on the “toiling masses,” is now formulating its new political basis on an **emerging middle class** by promoting its advancement and by enrolling its members at the Party’s periphery.”* (Lefort, 2010)

Il dépeint une classe moyenne fidélisée/neutralisée par le parti au pouvoir, en échange de son enrichissement :

*“Another shock will arise from the unsustainability of the funding of the developmental state. The government will no longer be able to invest enough to maintain growth at the same high levels as in recent years, unless it continues to print money, further fuelling inflation, or alternatively runs a continuing trade deficit, exacerbating its foreign currency crisis. But apart from stability, high growth is all the regime can offer in return for its authoritarianism. This is particularly true for **the middle classes, which the regime wants as its constituency.**”* (Lefort, 2012b)

Dans son article “*Beka!*” (“enough”). *Will Ethiopia be next?*, il avance l'hypothèse que l'Éthiopie ne suivra pas le mouvement des “printemps arabes” car sa classe moyenne émergente profite des opportunités économiques en expansion (contrairement à la classe moyenne des pays arabes qui s'est retrouvée frustrée par le manque d'opportunités/de débouchés) :

“But, and this is where Tunisia or Egypt are fundamentally different: the average Ethiopian is not running into a wall whenever he tries to move on.

The beginning of a middle class has emerged in the wake of the political and economical elite, because the economic realm is still relatively open. While, for the majority, the legal route into politics is closed, a fringe of Ethiopians, among the most educated and the most enterprising, continues to get glimpses of a way out, an opportunity that it can still grasp, by jumping onto the economic elevator. In urban areas, this means joining the circle of businessmen or, if that is not possible, the ever swelling ranks of civil servants. In rural areas, for those who can connect to commercial networks, it means joining the new peasant élite.” (Lefort, 2011)

Il décrit donc une entreprise de fidélisation/ domination des classes moyennes accomplie *via* la capacité de l'État à leur offrir les possibles (opportunités dans le système économique) qui leur permettent de maintenir leur situation, voire de l'améliorer.

J. Abbink (2009) rejoint R. Lefort sur l'idée d'un contrôle/verrouillage de l'EPRDF sur la « classe moyenne émergente ».

“A new middle class, which is inevitable in emerging, and newly self-conscious farming populations, part of which start or want to start entrepreneurial activities, are closely checked and are not allowed to demand representation as such, in their own organisations independent of the ruling party.” (Abbink, 2009: 23).

Là encore, nous ne pouvons que regretter l'absence de précision sur ce que les auteurs entendent par '*middle class*' et donc la large échelle d'interprétation que ces affirmations laissent à formuler. Nous considérons ce constat comme une invitation à étudier ces groupes sociaux intermédiaires, les relations qu'ils entretiennent avec l'État éthiopien et vice-versa.

Dans un article de 2013, R. Lefort offre un portrait plus précis de ce qu'il entend par '*middle class*' éthiopienne. Tout en l'unifiant dans son entité politique ("*the darling child of the regime*"), il évoque la diversité du groupe, en discernant une composante rurale '*the upper group of new farmers – the kulaks*' et une composante urbaine (non précisée, qui fait référence à mes travaux) (Lefort, 2013: 464).

Cet article est une réponse à celui de A. De Waal (2012), *The Theory and practice of Meles Zenawi*, dans lequel ce dernier, à partir d'un texte non publié écrit par Méles Zenawi sur le paradigme du '*democratic developmental state*', vante les mérites de cette théorie⁷⁹ ainsi que l'unité entre cette dernière et les politiques concrètes mises en place par Méles Zenawi (De Waal 2012, 148-155). Ainsi, A. De Waal décrit un régime dont l'entreprise de légitimité, fondée sur le succès économique du pays, est accomplie.

Contrant cette analyse, R. Lefort répond que le *developmental state* constitue plus un outil théorique permettant de justifier l'entreprise de contrôle de l'EPRDF qu'une réalité effective et que « la quête de légitimité du régime est inachevée » (Lefort 2013, 460-470).

Il associe l'objet « classe moyenne » à l'enjeu de légitimité du régime et place la « classe moyenne » en groupe potentiellement déstabilisateur de l'ordre établi (groupe qui pourrait entraver les fondements de la légitimité du régime). C'est en effet ainsi que débute le paragraphe sur la '*middle class*' : “*Finally, the attitude of the emerging middle class also affects this legitimacy*⁸⁰” (p. 463). Il poursuit son argumentation en faisant référence à ses propres travaux pour la composante rurale et aux miens pour la composante urbaine de cette “*middle class*”:

“This group is now the darling of the regime, the focus of its economic support as a potential engine of growth. Aware of its key role as opinion leader, notably in elections, the ruling party hopes to capture this new constituency for itself in return for the promise of enrichment. However, the attitude of the middle class is ambivalent. It acknowledges the government’s extensive achievements in infrastructure, education, and health. In the towns, ‘it is overwhelmingly dissatisfied with the governmental policy’ (Nallet, 2012). Its critique focuses on the lack of democracy and on persistently low standards of living. In the countryside, the upper group of new farmers – the kulaks – complain mainly about the heavy burdens still imposed on them by the party-state, and mostly perceive state intervention as an impediment to their rise. In the towns, this middle class is more divided on this matter, but

⁷⁹ D'autant plus que cette théorie est aujourd'hui prescrite par les institutions internationales en matière de développement (De Waal, 2012: 155).

⁸⁰ Il s'agit du deuxième argument développé par R. Lefort après les conséquences potentielles du biais ethnique de la domination tigréenne.

largely say that they meet the party-state requirements ('paying into the hands of the ruling powers') only so as 'to protect their daily life (familial, professional)' (Nallet, 2012). Mutatis mutandis, the peasantry's upper group shares the same attitude. In sum, the regime's legitimacy vis-à-vis this emerging middle class, is based less on an active endorsement of its policies and more on resigned acceptance." (p.463)

Là encore, l'utilisation du terme englobant '*middle class*' manque de robustesse et ne va pas sans poser problème. R. Lefort rassemble des groupes pour le moins hétérogènes sous l'étiquette '*middle class*'. Les *kulaks*⁸¹, définis ici comme *the peasantry's upper group*, et une *urban middle class* qui fait référence à mon travail de thèse en cours, sans préciser le contenant de cette classe. Malgré l'authenticité des passages référencés (critique du caractère autoritaire du régime, du manque de liberté et acceptation des « règles du jeu » afin de préserver une « normalité » plus que par adhésion), mes conclusions sont pour le moins éloignées concernant l'impact de ces groupes sociaux sur la légitimité de l'État que décrit ici R. Lefort⁸². Ce constat appuie le caractère volatile de la catégorie et l'ambivalence du groupe « classe moyenne » à qui on peut prêter des fonctions très différentes et qui sont mobilisées pour les dynamiques socio-politiques qu'elles produiraient sans discussion préalable sur l'usage de la catégorie.

La manière dont J.N. Bach (2011) conclut la partie de sa thèse de doctorat sur les évolutions des années 2000 de l'État éthiopien est significative du sentiment que des transformations sociales majeures sont en cours et sont au cœur de l'émergence d'une nouvelle société :

« Certes, cette 'classe moyenne' demeure un ensemble relativement flou dont les contours semblent encore difficiles à cerner. Néanmoins, elle semble une réalité pour le FDRPE qui la fait ainsi exister jusqu'à y voir sa nouvelle base

⁸¹ Par le terme de *koulak*, R. Lefort fait référence aux paysans qui sont membres du *mengist*, qui ont une fonction de mise en place concrète des politiques du régime auprès des '*poor farmers*' (voir Lefort, 2012a). Ils constituent un niveau intermédiaire de l'entreprise politique de domination du parti-État. Ils sont dénommés par R. Lefort selon les articles comme '*rural middle class*', '*upper group of new farmers*' ou encore '*members of the rural elite*'.

⁸² Les rapports des groupes sociaux intermédiaires à la légitimité de l'État font l'objet de la dernière partie de cette thèse. En résumé, mon point de vue est qu'une composante importante des groupes sociaux intermédiaires d'Addis-Abeba participent à légitimer le régime en place, adhérant

de domination non seulement politique, mais également économique et sociale. C'est autour de cette classe intermédiaire (réelle ou fantasmée) largement urbaine, présente à la fois au sein des partis d'opposition les plus dynamiques et dans la coalition au pouvoir, que la politique du pays se dessine aujourd'hui. » (Bach, 2011: 563)

Ce sentiment est appuyé sur des éléments matériels (urbanisation, croissance économique, changements politiques) mais sans certitude quant aux significations sociales de ces changements, le tout conduisant à un effet de prophétie créatrice. Il n'en demeure pas moins qu'au vu de la production scientifique récente produite sur l'Éthiopie, il est particulièrement pertinent d'investir le champ d'étude de ces dynamiques sociales considérées par les auteurs comme un enjeu politique central de l'EPRDF.

Que ce soit dans les usages de la notion dans la littérature sur les pays du Nord ou sur l'Éthiopie, la notion fonctionne par anticipation des dynamiques socio-politiques qu'elle est censée produire. Il est de ce fait indispensable de déconstruire les enjeux que revêt la catégorie classe moyenne, d'étudier le poids de la face subjective de la réalité sociale dans le processus de catégorisation avant de proposer une étude empirique de la catégorie.

inconditionnellement au *developmental state* dans sa pratique, base actuelle de la légitimité de l'État.

Chapitre 2

Projection de la catégorie « classe moyenne » : construction de l'extérieur, hérésie de l'intérieur ?

Ce chapitre propose une analyse de la dimension exogène des processus de construction identitaire, les identifications et images sociales produites par les « entrepreneurs d'identité » (Becker, 1963; Saada, 1993; Martin, 2010). Il s'agit d'interroger le processus, impliquant un certain nombre d'acteurs, de construction de l'assignation catégorielle et son éventuelle influence sur les représentations et pratiques politiques internationales et éthiopiennes.

Nous appréhendons ici les classes moyennes africaines comme catégorie, comme représentations, comme un ensemble de positions discursives sur le monde social visant à réordonner ce monde. P. Bourdieu (2000) parle ainsi d'un « champ de production symbolique » au sein duquel se produit un « enjeu de luttes entre les agents pour imposer leur construction et leur représentation du monde social, leurs catégories de perception et de classement, et par là pour agir sur le monde social » (p.97). Nous étudions cet ensemble de positions discursives non pour lui-même, mais pour l'effet qu'il produit sur les représentations et son éventuel effet performatif sur les espaces symbolique et politique. Nous verrons dans quelle mesure le processus d'encodage aboutit à la création d'une « identité de référence » (Desrosières, 1993) qui influence les représentations des acteurs économiques et politiques. Une des caractéristiques de la catégorie classes moyennes africaines est qu'elle est construite de l'extérieur pour interpréter des dynamiques sociales des pays africains en prenant peu en compte les catégories d'identification existantes de l'intérieur. Nous allons voir dans quelle mesure les catégories d'identification produites de l'extérieur (par les organisations internationales de développement,

les acteurs économiques internationaux et la sphère médiatique 1.) et de l'intérieur (par le parti État éthiopien 2.) s'agencent, se mêlent, se complètent ou s'excluent.

1. Quand les corrélations prennent le pas sur la catégorie : progrès, croissance, développement, démocratie, stabilité

Le processus de qualification externe de la catégorie est fortement marqué par les attentes que génèrent des acteurs extérieurs par transposition de leurs propres enjeux et des expériences étrangères. Derrière la catégorie classes moyennes africaines se jouent des dynamiques toutes autant sujettes à caution de progrès, de croissance, de développement, de démocratie et de stabilité.

Nous allons ici déconstruire les dynamiques de l'assignation catégorielle classes moyennes africaines. Cette étape est indispensable. D'une part, les problématiques qui se jouent derrière la catégorie conditionnent ses effets sur l'espace politique et social. D'autre part, nous ne pouvons construire une catégorie d'analyse afin d'étudier empiriquement la structure sociale éthiopienne sans déconstruire préalablement la catégorie discursive aux origines de notre travail de recherche. Cette partie reviendra sur les origines du processus de construction externe de la catégorie (1.1) puis sur le jeu des « fabricants » qui a participé à la constituer en catégorie de référence (1.2) afin de cerner les grands enjeux de la catégorie. Nous aborderons la question de l'appropriation interne de la catégorie par une étude de la place de ces enjeux dans les discours de légitimation du parti-État éthiopien (1.3).

1.1. Les institutions internationales de développement aux origines du processus d'encodage

L'idée de l'émergence de classes moyennes au Sud trouve son origine dans la littérature des institutions internationales de développement (voir Bussolo, De Hoyos, Medvedev, pour la Banque Mondiale; Karhas, 2010 pour l'OCDE). Ces premiers rapports mettent en évidence l'émergence de ce qu'ils dénomment *Global Middle Class*. D'abord considérée relativement en marge du phénomène, l'Afrique subsaharienne a progressivement été placée au cœur de la problématique classe moyenne (voir Ncube, Lufumpa, Vencatachellum pour la BAD, 2011 ; Ncube, Shimeles pour la BAD, 2012). Depuis les années 2010, la dénommée «classe moyenne africaine» fait l'objet de nombreuses représentations et travaux d'identification de la part de l'extérieur qui la typifient. Elle est le produit d'un processus de qualification externe au sein duquel sont impliqués différents acteurs en quête de catégorisation des effervescences sociales constatées. Les débats sur la « classe moyenne » africaine ont été lancés sans étude empirique préalable sur l'existence et la composition de ces groupes.

Plus qu'une évidence empirique, nous verrons que l'idée d'une classe moyenne africaine traduit une croyance, une certaine représentation du monde (recherche d'harmonie sociale globale) et du futur (futur réputé désirable) et constitue une réponse commode à des enjeux mondiaux concrets (crise économique mondiale).

Nous montrons comment le processus de qualification externe est en grande partie produit par les attentes que génèrent des acteurs extérieurs par transposition de leurs propres enjeux et des expériences étrangères (dans les pays émergents), en revenant sur les origines du processus de qualification externe de la catégorie (1.1.1), et sur le succès du processus de qualification qui a transformé une catégorie statistique en une catégorie sociale perçue comme structurante (1.1.2).

1.1.1. Invention d'une catégorie sociale à partir de catégories statistiques aléatoires, importation d'un outil catégoriel commode

Comme l'expose la revue de la littérature établie par D. Darbon et C. Toulabor (2011), l'idée de l'émergence de classes moyennes au Sud émerge dans la littérature des institutions du développement, telle que la Banque Mondiale (2007; 2008) à l'origine de la thématique de *Global Middle Class*, l'OCDE (2010) et le rapport *The Emerging Middle Class in Developing Countries*, ou encore la banque asiatique de développement (2010) et *The Rise of Asia's Middle Class*. Selon ces rapports, la *Global Middle Class* se développe surtout dans les pays émergents, particulièrement en Asie, et elle est l'expression d'un enrichissement généralisé mais aussi de l'homogénéisation des attentes et attitudes sociales et politiques.

Les critères retenus afin de définir la catégorie varient selon les différentes études. La définition de Milavovic et Yitzhaki (2002) a été utilisée par Bussolo et al. (2008) afin d'identifier la *Global Middle Class*. Appartiennent à cette dernière ceux qui vivent avec un revenu qui se situe entre le revenu par tête moyen du Brésil et le revenu par tête moyen de l'Italie (calculés en parité de pouvoir d'achat). Avec ces critères, la Banque mondiale (2007) prévoit que la classe moyenne représentera 1,2 milliards de personnes en 2025, concentrée à 96% dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, seule une proportion faible de la population participera à la *Global Middle Class* (43 millions d'ici 2030). Dans la même optique de définition d'une classe moyenne globale, Homi Kharas (2010), dans son rapport pour l'OCDE, choisit une fourchette allant de 10 à 100 dollars par jour. Il s'agit d'un côté du seuil de pauvreté du Portugal et de l'Italie et de l'autre, le revenu médian luxembourgeois (pays développé le plus riche), calculés en parité de pouvoir d'achat. Selon cette définition, la classe moyenne mondiale représenterait aujourd'hui 1,8 milliard de personnes, soit 28% de la population mondiale dont seulement 2% du total en Afrique subsaharienne. La projection pour 2020 et 2030 laisse l'Afrique subsaharienne au même niveau (2%), alors que dans son ensemble, la *Global Middle Class* connaîtra une croissance considérable (elle atteindrait les cinq milliards vers 2030).

Dans un souci de prise en compte des variations des standards locaux, Birdsall *et al.* (2000) définissent les membres de la classe moyenne comme ceux dont les revenus se

situent entre 75% et 125% de la médiane de chaque pays. Dans la même optique, Banerjee et Duflo (2008) identifient les membres des classes moyennes dans les pays en voie de développement comme ceux qui vivent avec 2 à 10\$ par jour. Pour sa part, Ravallion (2009) reprend les critères de Banerjee et Duflo en les ajustant pour finalement définir les membres de la classe moyenne des pays en voie de développement comme ceux vivant avec entre 2 et 13\$ par jour, contenant ainsi ceux qui sont entre la ligne de pauvreté des pays en voie de développement et la ligne de pauvreté des États-Unis.

Malgré la diversité des définitions retenues, ces rapports ont en commun de créer une catégorie purement statistique (basée sur le revenu ou la consommation) et de la transformer mécaniquement en catégorie sociale (classe moyenne). En effet, le critère de revenu ou de consommation retenu suffit à valider l'existence d'une classe moyenne. Cela pose d'autant plus problème que, tantôt mesurée en terme absolu (une "*global middle class*" définie par des critères internationaux), tantôt définie par des standards propres à chaque pays (une "*local middle class*" prenant en compte les variables locales), l'écart entre les critères utilisés est tel que personne ne peut appartenir à la fois à la classe moyenne calculée en terme absolu et en terme relatif (Ravallion, 2009). La diversité des définitions et l'écart des critères retenus laissent présager des réalités sociales radicalement différentes, regroupées dans la même catégorie discursive de classe moyenne.

Depuis le début des années 2010, la thématique a progressivement pris de l'ampleur pour les pays les plus prospères du continent (Afrique du Sud, Nigéria, Kenya) pour finalement se généraliser à l'ensemble du continent. Le rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD, 2011), largement repris par la sphère médiatique, marque le point fort de la diffusion de la référence catégorielle « classes moyennes africaines ». Ce document place les classes moyennes africaines au cœur des évolutions et enjeux stratégiques du continent : "*The middle class is widely acknowledged to be Africa's future, the group that is crucial to the continent's economic and political development*" (p.1) et crée une catégorie par anticipation. Les attentes et enjeux des pays émergents se trouvent transposés à l'ensemble du continent africain à travers la catégorie classe moyenne.

Selon la BAD, la classe moyenne africaine représente en 2010 34,3% de la population

du continent. Ainsi, 313 millions d'africains feraient partie de la classe moyenne et leur nombre serait en voie d'augmenter significativement les prochaines années. Un rapport de 2012 amplifie les chiffres : entre 300 millions et 500 millions d'africains seraient membres de la classe moyenne (BAD, 2012). Selon les projections de la BAD (2011), l'Éthiopie est considérée, aux côtés du Nigeria et de l'Afrique du Sud, comme un pays susceptible de fournir le plus grand nombre de classes moyennes d'ici 2030.

Selon le rapport, font partie de la « classe moyenne » africaine ceux qui détiennent une capacité de consommation quotidienne de 2\$ à 20\$ppa. La catégorie est ensuite divisée en plusieurs sous-catégories : la “*floating middle class*” (2\$ à 4\$ppa), la “*lower middle class*” (4\$ à 10\$ppa) et la “*upper middle class*” (10\$ à 20\$ppa).

Là encore, l'étendue de la fourchette de revenu considérée laisse présager des situations sociales très éloignées. La simple énonciation de cette catégorie ne peut que laisser perplexe. En effet, la mobilisation de la catégorie postule d'une continuité entre une catégorie statistique aléatoire et une catégorie sociale qui aurait vocation à agir en tant que groupe social.

Que ce soit dans les rapports sur la *global middle class* ou sur le continent africain, la mobilisation de la catégorie est intuitive : à partir de transformations globales (évolutions des pays du Sud, transformation de la configuration économique Nord/Sud), les institutions du développement créent une catégorie statistique qu'ils transposent sans l'interroger en catégorie sociale : les classes moyennes. Le flou des critères de définition et l'ambivalence de la catégorie permettent à la catégorie classes moyennes des pays du Sud de s'imposer. Ces caractéristiques font des classes moyennes une appellation privilégiée et un outil commode des discours politiques. C. Charle (2003) montre que depuis plus d'un siècle, les classes moyennes constituent une catégorie du discours politique français censée créer une entité générique de ralliement. Au vu de la diversité des réalités qu'elle recouvre, le terme de classe moyenne est malléable et peut être facilement utilisée et adaptée selon les conjonctures et les intérêts politiques et sociaux des locuteurs. La fonction conciliatrice de la catégorie classe moyenne et son utilisation en tant qu'outil politique commode ont largement été soulignées par la littérature des sciences humaines et sociales (voir par exemple Charle, 2003, pour la cinquième République française; Jaffrelot et Van der Verr, 2008, pour l'Inde). La catégorie classe moyenne revêt un pouvoir d'attraction en matière d'auto-identification et l'appellation

classe moyenne arrive à fédérer des groupes sociaux diversifiés (voir par exemple Chauvel, 2006, pour la France ; Rocca, 2008, pour la Chine; Jaffrelot et Van de Veer, 2008, et Varma, 2007, pour l'Inde). Au Sud, être membre de la classe moyenne est souvent considéré comme un gage de modernité, ce qui rend la qualification attractive (voir Rocca, 2008; Jaffrelot et Van de Veer, 2008; Varma, 2007). J.L. Rocca (2008) résume ainsi le phénomène: *“that definition of this stratum is at the core of the imaginary reshaping of what a modern society is”* (p.128). Au Nord comme au Sud, les enquêtes montrent l'identification massive à un groupe valorisé, parfois vécue sur le mode de la délégation par rapport à la trajectoire sociale de ses propres enfants ou virtuellement probable (Chauvel, 2006: 32; Jaffrelot et Van de Veer, 2008). Les caractères flou, englobant de la catégorie et l'attrait de cette dernière par son affectation de caractéristiques positives en font un outil catégoriel commode.

1.1.2. Nommer pour légitimer et solutionner : les enjeux externes de la construction de la catégorie

La littérature scientifique a souligné de manière plus ou moins virulente les failles d'un tel raisonnement. J. Damon (2013) met en garde contre les « surinterprétations », notant que l'apparition de la thématique *global middle class* « ne signifie pas moyennisation du monde » (p.115). L'ouvrage collectif dirigé par D. Darbon (2014) revient sur l'« invention des classes moyennes africaines » en caractérisant la popularité de la référence catégorielle comme une « expression fantasmée des nouveaux enjeux d'un continent africain en pleine mutation ». À propos de la BAD, H. Melber (2013) dénonce *“the bank's almost obsessive gospel”* (p.115) qui consiste à largement surévaluer le rôle de la classe moyenne dans le contexte du développement rapide et accéléré du continent et à créer une *“continent of hope propaganda”* (p.117).

A l'instar de ce que décrit Zhou Xiaohong (2008) à propos de la construction de la catégorie classe moyenne en Chine, celle de la catégorie classe moyenne au Sud est tributaire des préoccupations, des attentes et des projections des entrepreneurs

d'identité de la catégorie. Ainsi, H. Melber (2013), en parlant de la catégorie classe moyenne africaine, la dénomme “*ideological smokescreen*” (p.117). Il s'agit ici de déconstruire ces différents aspects afin de dépolluer cette catégorie discursive et construire une catégorie d'analyse opérationnelle.

Une étude des différents rapports permet de qualifier le passage de la mobilisation de la catégorie statistique à la catégorie sociale comme le résultat de différents biais.

Les classes moyennes au Sud ne sont pas étudiées pour elles-mêmes mais pour les conséquences au niveau national, voire global, de leur émergence. Les débats portent ainsi sur leur capacité à supplanter à court terme la classe moyenne des pays du Nord en termes quantitatifs, objectif clairement explicité dans les rapports des institutions internationales de développement :

“How can the world economy fill this void in global demand brought on by the retrenchment of the American consumer? All eyes are now turning to Asia, and specifically to the emerging middle class in China and other countries, to become the next global consumers.” (Karhas pour l'OCDE, 2010: 7)

Il s'agit, en premier lieu, de dessiner une société de l'émergence dans un contexte de crise économique, mais pas seulement. La thématique classes moyennes africaines est tributaire des enjeux d'autres notions tout autant sujettes à controverses de progrès économique mais aussi politique (bonne gouvernance, stabilité, démocratie), en témoigne la multiplicité des références aux travaux d'Aristote, selon qui « l'association politique est meilleure quand elle est formée par des citoyens de fortune moyenne⁸³ ».

Ces corrélations positives de développement économique et politique sont ici non discutées et deviennent constitutives de la notion, comme le montrent les toutes premières phrases du premier rapport de la Banque Africaine du Développement (2012) :

“Empirical evidence shows that growth of the middle class is associated with better governance, economic growth and poverty reduction. It appears that as people gain middle class status, they are likely to use their greater economic clout to demand more accountable governments.” (p.1)

⁸³ Transcription des propos d'Aristote réalisée par J. Damon (2013: 110).

Et un peu plus loin: *“Africa’s middle class is not only crucial for economic growth but is also essential for the growth of democracy”* (p.2).

Or, ces affirmations se basent sur une vision linéaire, sélective et unifiée de l'Histoire des sociétés. Par exemple, A. Banerjee et E. Duflo (2008) expliquent que la corrélation entre classe moyenne et établissement/consolidation de la démocratie est systématique, les références aux exemples du Royaume-Uni et des États-Unis en faisant foi. Or, cette croyance développementaliste se base sur une interprétation non validée des trajectoires économiques et politiques des sociétés⁸⁴.

Avec l'idée de l'émergence d'une classe moyenne globale se joue aussi l'attente d'une harmonisation sociale aux échelles locales et globales à terme. Ici encore, Aristote est mobilisé afin d'alimenter l'idée que « lorsque la classe moyenne est importante, il y a moins de risques de discordes et de division⁸⁵ ». Les rapports se basent sur la vision du *'middle class consensus'* développé par W. Easterly (2001), défini par des situations nationales au sein desquelles les différences de classe et ethniques sont faibles. W. Easterly montre comment une classe moyenne significative peut dépasser les conflits et les lignes de fractures sociales de type identitaire et ainsi conforter le système politique et le contrat social liant l'État et la société. Il parle du cas de l'Afrique subsaharienne, où selon lui les ethnies sont un poids et une source de clientélisme exacerbé. Englobant les particularismes, la catégorie classe moyenne les amoindrit, et participe ainsi à la constitution d'une société plus homogène, plus harmonieuse :

“Countries with a middle class consensus have a higher level of income and growth. We can see why relatively homogenous middle-class societies have more income and growth, they have more human capital and infrastructure accumulation, they have better national economic policies, more democracy, less political instability, more “modern” sectoral structure, and more urbanization.” (Easterly, 2001: 22)

Ces éléments font écho à l'idée développée par Erik Olin Wright (1989), selon laquelle avant d'être une lutte entre classes, la lutte des classes est d'abord une lutte sur la classe, pour sa formation contre d'autres types de collectifs basés sur « la religion, l'ethnicité, la région, la langue, la nationalité, le métier ».

⁸⁴ Cet aspect sera développé en point 1.3 de cette section.

Les classes moyennes sont perçues comme le cœur d'un cercle vertueux, leur émergence encourageant les « bonnes pratiques » politiques et la « bonne gouvernance » stimulant leur accroissement :

“Sustained policies that foster strong, sustained and shared growth, improved infrastructure, enhanced human resource development, promotion of private sector growth and increased accountability and better governance of public affairs, also foster middle class growth. While recent studies provide no hard evidence of a significant direct middle class effect on growth, it does suggest that policies that include the promotion of middle class growth are more cost-effective and generate more long-term poverty reducing benefits than policies that focus solely on addressing problems of the poor.” (BAD,2012: 15)

Enfin, la mobilisation de ces théories est révélatrice de l'apparition d'une nouvelle vision du développement. Des politiques de développement visant les classes moyennes sont décrites comme plus efficaces que les politiques *pro poor* afin de soutenir la croissance et de lutter contre la pauvreté. Il s'agit alors de « repenser les stratégies de développement dans le nouvel environnement international » (OCDE, 2010: 1) et de développer les “*middle class friendly policies*” (BAD, 2012: 15) :

“Fostering the growth of the middle class should be of primary interest to policy makers. The middle class is a strong medium and long term development indicator, partly because its growth is strongly associated with faster poverty reduction. In a region with a substantial number of the world's poor, this association provides an opportunity for countries in the region to translate the recent impressive growth into even greater poverty reduction by harnessing appropriate policies.” (BAD, 2012: 1)

D. Darbon (2014) met en lumière le lien entre ces recommandations et la nécessité pour le secteur de l'aide au développement de se légitimer, de justifier ses activités passées et futures :

« Le secteur de l'industrie de l'aide internationale, du développement et de la globalisation au sens large est, dans son extrême diversité, à la recherche de nouveaux espaces de légitimation de son action au moment où ses formes

⁸⁵ Transcription des propos d'Aristote réalisée par J. Damon (2013: 115).

d'action sont toujours plus contestées et où apparaissent de nouvelles conceptions de la pauvreté qui se lisent comme autant d'opportunités de refonder l'action internationale. » (p.27)

D'abord, l'idée de l'émergence des classes moyennes peut être lue comme la démonstration des bienfaits de la mondialisation et du succès des programmes de développement international (et notamment des programmes de libéralisation et de dérégulation). En effet, ces programmes auraient débouché sur l'émergence d'une classe moyenne globale et locale susceptible de produire l'enrichissement et des promesses de stabilité, de démocratie et d'aisance matérielle, y compris dans les pays les plus pauvres. L'avantage de cette vision, c'est de constituer le « substitut idéal à une notion de 'société civile' portée au pinacle par ces mêmes organisations, et dont la vacuité et l'absence de pertinence en tant qu'alternative à l'État, sont désormais explicites » (Darbon, 2014: 28).

La catégorie classe moyenne africaine est ainsi créée pour ce qu'elle est censée produire - du développement économique, de la bonne gouvernance et de la démocratie - au sein d'un espace économique et politique mondial en reconfiguration. Seulement, l'existence de ces classes moyennes est posée sur des fondements empiriques faibles et non discutés et les corrélations positives qui lui sont associées sont présentées comme automatiques, sans discussion théorique préalable et encore moins d'étude empirique. La relation entre la mobilisation d'un groupe économique intermédiaire, induit par le constat de reconfigurations politico-économiques globales, et l'énonciation de l'émergence d'une classe moyenne se produit ainsi *via* des motivations pragmatiques (répondre à la crise économique, rechercher de nouveaux marchés de consommation, mettre en lumière les bienfaits de la mondialisation) et des convictions idéologiques (croyances développementalistes, idéologie néolibérale) :

Institutions internationales de développement

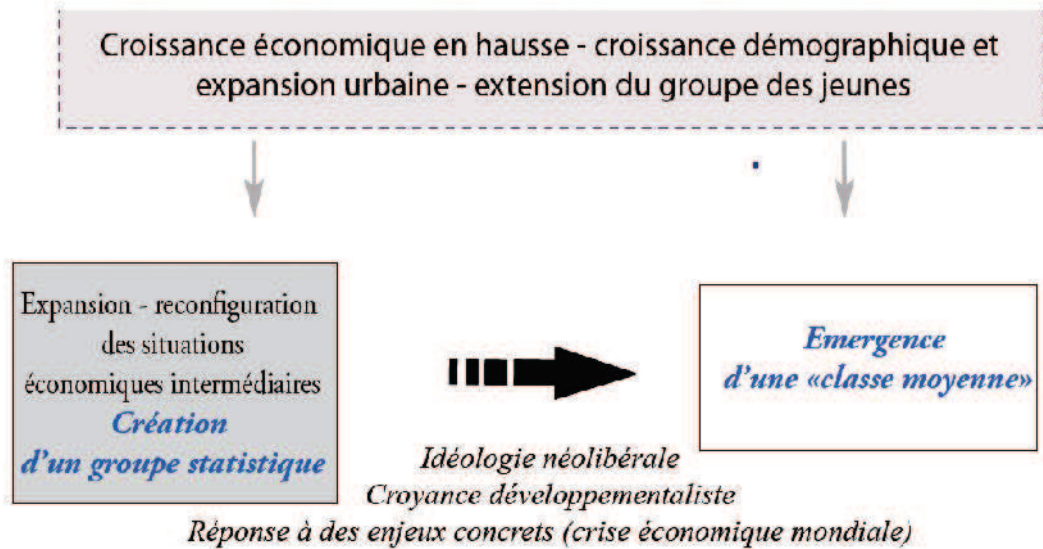


Figure 8 Mécanisme de la construction de la catégorie classe moyenne à partir des rapports des institutions internationales de développement. Conception et réalisation C.N. et A.P. (2014).

La catégorie classes moyennes africaines, appropriée par différents secteurs, est devenue une référence catégorielle. Ces différents secteurs ont participé au processus d' « encodage » qualifiée par Alain Desrosières (1993) comme les opérations de labellisation et de dénomination effectuées par de nombreuses institutions dont la statistique, opérations par lesquelles des « identités » de référence sont énoncées et influencent les propres identifications des acteurs sociaux. Nous allons ici analyser ce processus.

1.2. Construction d'une assignation catégorielle : le jeu de « fabricants »

La catégorie classes moyennes africaines a été reprise par différents secteurs : le secteur économique, le secteur académique et le secteur médiatique (Darbon, 2014). Ces différents secteurs, quels que soient leurs intérêts, leurs intentions et leur point de vue vis-à-vis de la catégorie, participent à travers l'utilisation et la diffusion du terme, à dessiner une certaine représentation consensuelle et hégémonique du monde social (1.2.1) et à dessiner une société de l'émergence (1.2.2).

1.2.1. Les producteurs d'une représentation consensuelle du monde social

Dans une perspective de recherche de nouveaux marchés, le secteur économique (experts, cabinets de conseil en investissement, en stratégie, innovation, finance, etc.) a largement repris la catégorie classe moyenne. Les situations économiques « du bas » (proches de la pauvreté mais éloignées de la grande pauvreté) deviennent un marché d'opportunité à cibler, comme le matérialise la popularité de la théorie du “*Bottom of the Pyramid*” (Prahalad, 2009), aujourd'hui incontournable (voir par exemple le rapport du sénat français (2013) et la section « réinvestir l'Afrique », p.412-414). Cette théorie considère les individus situés « au bas de la pyramide » comme un potentiel de marché considérable. Elle part du constat que leur pouvoir d'achat individuel est faible mais que leur grand nombre offre de larges opportunités de marché. L'objectif est alors d'adapter produits et services afin de cibler ces catégories. A partir de ces constats, le secteur économique prend position en engageant des actions de positionnement et d'investissement sur ceux qu'il a désignés « nouveaux consommateurs » potentiels. Il s'agit de « faire un pari », le secteur étant « précisément à l'affût des opportunités offertes par les transformations sociales, parce que les marchés potentiellement disponibles supposent de prendre position immédiatement » (Darbon, 2014).

Les normes de ciblage du consommateur potentiel se trouvent alors repensées par les cabinets de conseil en investissement, en stratégie et en innovation qui développent depuis les années 2010 de nouvelles « typologies du consommateur africain ».

En 2011, le cabinet de conseil *Accenture* élabore une typologie en termes de “*basic survivors*”, “*working families*”, “*rising strivers*”, “*cosmopolitan professionals*” et “*affluents*”. Ce sont sur les deux catégories du milieu, “*working families*” et “*rising strivers*”, auxquelles le cabinet préconise de porter toute son attention. Selon les projections du cabinet, ces groupes connaîtront une expansion numérique considérable ces prochaines années et représentent ainsi des « opportunités de marché remarquables ».

Figure 10: Five Key Sub-Saharan African Consumer Segments



Source: Accenture Analysis

Figure 9: Typologie du consommateur africain conçue par le cabinet *Accenture* (2011 : 17).

Depuis les années 2010, la catégorie classe moyenne a été reprise dans de nombreux rapports (voir McKinsey, 2010; Goldman Sachs, 2012; Boston Consulting Group, 2013; Deloitte, 2013). Les classes moyennes deviennent des incontournables des « typologies du consommateur africain » et l'Afrique devient

un inévitable des cabinets de conseil en investissement, particulièrement depuis la publication du rapport de la BAD (2012).

En 2014, un cabinet de conseil en investissement pour le marché français est commandité pour la première fois sur les marchés potentiels africains⁸⁶. Pour ce contrat, le cabinet construit sa propre typologie de la structure de consommation africaine et de la classe moyenne :

En partant du découpage de la BAD (les 3 sous-groupes selon les mêmes niveaux de consommation journalière), les sous-groupes de la « classe moyenne » sont ici dénommés « classe flottante », « petite prospérité » et « classe de confort ». Le terme « classe flottante » est emprunté à la BAD (2012), l'expression « petite prospérité », largement reprise par le secteur, trouve son origine dans les travaux de notre groupe de recherche (voir Darbon et Toulabor, 2011) et la catégorie « classe de confort » correspond à une catégorie routinière du cabinet de conseil (utilisée dans les typologies élaborées pour les autres continents). Ainsi, les différents secteurs s'auto-alimentent à travers la répétition des termes désignant la catégorie.

Dans ce phénomène, le secteur universitaire joue un « rôle résiduel » (Darbon, 2014), dans le sens où les travaux qui prennent en compte la catégorie classe moyenne sont relativement peu nombreux, les classes moyennes africaines étant majoritairement considérées comme un objet de recherche illégitime, au sens qu'il constitue une catégorie de sens commun et non une catégorie scientifique. C'est justement ce dernier point que ceux qui ont pris le parti de travailler sur la catégorie questionnent⁸⁷. L'angle adopté sur la catégorie est critique, s'inscrit dans une démarche constructiviste d'analyse de la catégorisation et de nombreux travaux invalident la pertinence de la catégorie (voir par exemple Melber, 2013 ; Darbon, 2014). Seulement, la visibilité de cet angle est faible. Le secteur universitaire est en effet courtisé, moins pour son regard sur la catégorie que pour « la ressource de légitimation scientifique qu'il maîtrise et qui vient immuniser une thématique contre le risque de procès en incohérence » (Darbon, 2014:25).

⁸⁶ Les informations qui suivent sont le fruit d'une collaboration en mars 2014 de l'auteure avec ce cabinet de conseil concernant les potentialités d'une « classe de confort » éthiopienne.

⁸⁷ Voir par exemple l'intitulé du panel dirigé par D. Darbon et D. Neubert lors de la cinquième conférence de l'ECAS (Lisbonne, juin 2013) : « *Middle classes in Africa : the making of social category and its social meaning and uses* ».

Le monde universitaire joue donc un « rôle résiduel » dans un sens (invisibilité des points de vue adoptés), mais participe de manière non résiduelle, qu'il le veuille ou non, au processus de légitimation de la catégorie en fournissant ce que les autres secteurs utilisent comme des outils de validation de l'existence de la catégorie.

Pour sa part, le secteur médiatique a largement participé à la prolifération de cette idée de classe moyenne africaine. Comme nous l'avons illustré en introduction de cette thèse, ces dernières années ont été marquées par un engouement médiatique pour l' *'Africa rising'* et les « classes moyennes africaines ». La sphère médiatique, « dans une logique de concurrence et d'immédiateté », ne cesse d' « imposer cette catégorie classe moyenne, à faible densité scientifique mais à forte valeur intuitive comme une grille de lecture et de représentation de la nouvelle Afrique » (Darbon, 2014).

L'étude des derniers reportages sur la *success story* éthiopienne est significative de cette « logique de concurrence et d'immédiateté ». Ils mettent tous en lumière l'émergence d'une classe moyenne éthiopienne, conclusion pour le moins hâtive au regard des éléments empiriques qu'ils mobilisent. Ils valident en effet leur propos en les illustrant avec quelques « figures de la réussite » systématiquement convoquées : Tilahun Bethlehem et son entreprise de fabrication de chaussures, le célèbre coureur-investisseur Hailé GebreSélassié et Melaku Belay, enfant des rues devenu ambassadeur à l'international de la danse éthiopienne. Ce phénomène est aussi significatif de la nécessité de produire du visible, de l'image percutante pour le lecteur/auditeur/spectateur, qu'il s'agisse d'images « réelles » (photographies, vidéos) ou d'images mentales véhiculées par les récits, quitte à transmettre des représentations erronées de la réalité sociale. Ces quelques « figures de la réussite » éthiopiennes ne sont en aucun cas significatives de l'espace social intermédiaire éthiopien mais présentent l'avantage de ne laisser aucune ambiguïté sur le message transmis : malgré des situations initiales défavorisées (naître pauvre dans un pays pauvre), tout est aujourd'hui possible (*via* la force du corps et/ou de l'esprit). Il en est de même au niveau du pays, qui de terre des famines est passé à un statut de « nouvel Eldorado » : « Oubliées les horreurs de la famine des années 80, l'Éthiopie se présente comme un nouveau lion africain. C'est quand même un

pays pauvre d'accord, mais le pays rattrape son retard à une vitesse phénoménale⁸⁸ ».

Gaëlle Laleix, journaliste au service économique de Radio France International (RFI), relie l'engouement médiatique pour les classes moyennes africaines à ces effets d'immédiateté qu'elle décrit comme constitutifs de la « crise des médias » qui mène à la diffusion d'une « pensée unique⁸⁹ ». Elle explique : « On a plus le temps de travailler comme on le devrait. On doit travailler vite, on s'appuie de plus en plus sur les agences, on reprend les statistiques diffusées par communiqué de presse du FMI, de la BAD, de la BM sur la croissance exceptionnelle que connaît le continent africain. C'est ainsi que les journalistes reprennent l'idée d'une Afrique qui décolle à l'unisson ». Elle conclut : « En tant que journaliste mon travail devrait consister à informer vraiment et pour moi ce serait mettre en question le courant à la mode qui vend l'Afrique comme l'avenir ».

Par ailleurs, montrer « l'Afrique qui va bien » semble faire partie des consignes éditoriales actuelles. Gaëlle Laleix, spécialiste de l'Éthiopie⁹⁰, est régulièrement sollicitée par ses supérieurs pour traiter du décollage économique éthiopien :

« Encore aujourd'hui, on vient me voir régulièrement en disant : « il paraît que c'est génial ce qui se passe en Éthiopie, il faut absolument que tu parles de croissance du pays ». J'ai eu l'occasion de réaliser un reportage à l'occasion du forum économique mondial pour l'Afrique⁹¹. A ce moment, l'Éthiopie comme nouvel *african lion* faisait la une de tous les journaux sur l'Afrique. Mon résultat a été que cette croissance si convoitée n'est pas si merveilleuse. Méles Zenawi a effectivement une volonté de faire avancer son pays économiquement mais à tous prix, ce qui signifie aussi au détriment du bien-être de la population. »

Mes échanges avec Florence Beaugé, journaliste pour Le Monde avec qui j'ai collaboré lors de la préparation de son séjour à Addis-Abeba pour son sujet sur les

⁸⁸ Extrait du reportage sur les « nouveaux eldorados » de l'émission *Un œil sur la planète* diffusée sur France 2 le 28 octobre 2013.

⁸⁹ Les passages cités sont extraits d'un entretien réalisé avec Gaëlle Laleix le 06/01/14 à Paris.

⁹⁰ Elle a été correspondante pour RFI en Éthiopie durant un an.

⁹¹ Forum économique mondial pour l'Afrique, les 10 et 11 mai 2012 à Addis-Ababa.

« classes moyennes éthiopiennes⁹² », sont significatifs de la volonté de la rédaction à rendre visible une « Afrique sous son meilleur jour⁹³ ». Lorsque je la questionne sur l'origine de l'idée de publier un article sur les classes moyennes éthiopiennes elle parle de ses relations de travail avec l'équipe éditoriale :

« Le rédacteur en chef prend à cœur de lutter contre la vision négative de l'Afrique. Les commandes sont axées sur l'Afrique qui décolle. Là il s'agit d'une commande. On a un projet sur les différences entre pays anglophones qui marchent très bien et francophones dans le décollage de l'Afrique. J'ai choisi l'Éthiopie car c'est un pays anglophone dont on parle peu et les chiffres de croissance sont impressionnants. Il a dit : « Bingo » ! »

Cette inflation de l'utilisation du terme a contribué à produire une catégorie sociale présentée comme aboutie. Les différents secteurs s'auto-alimentent dans la répétition des termes et participent à construire, quel que soit leur point de vue sur la catégorie, une catégorie de l'entendement légitime au sens qu'elle est rendue incontournable. Il s'agit bien, comme le décrit P. Bourdieu (2000), d'un « enjeu de luttes entre les agents pour imposer leur construction et leur représentation du monde social, leurs catégories de perception et de classement, et par là pour agir sur le monde social » (p.96). Les différents secteurs ne sont pas isolés les uns des autres. Seulement, faute de données suffisantes sur leur agencement, nous ne pouvons pas interroger l'existence d'un « champ de production symbolique » (Bourdieu, 2000: 97). Nous constatons par contre la construction d'une situation hégémonique de représentation du monde social, rendue consensuelle par l'addition des actions de différents secteurs. D. Darbon (2014) décrit ainsi ce phénomène :

« En s'empruntant des mots, des perceptions, des représentations, des jugements, des pratiques, en participant à des forums communs, à des communautés épistémiques ou de politiques publiques et à toutes les procédures associées, les individus se repositionnent réciproquement et tendent à brouiller un peu plus les cartes de la réalité par la production d'une représentation « consensuelle » c'est-à-dire qui permet à chacun de s'accorder

⁹² Son travail a abouti à la publication de l'article *Éthiopie, Nouveau Far East*, Le Monde, 29/04/2013.

⁹³ Les passages cités sont extraits des échanges entretenus lors de notre collaboration pour la préparation de son article en février 2013 et d'un entretien réalisé à son retour, le 19/06/13 à Paris.

dans le quiproquo autour d'une étiquette polysémique et toujours reconstruite. » (p.30)

Il s'agit d'un phénomène classique du processus de production des catégories, décrit ainsi par M. Martiniello et P. Simon (2006) : « les administrations pour conduire l'action publique par la statistique pour en évaluer les effets et établir des prévisions ou encore par les sciences sociales pour observer et comprendre la société participent, solidairement, à la formation des identités collectives et à l'encadrement des populations dans des étiquettes sociales correspondant à des rôles et positions institués » (p.7).

1.2.2. Dessiner un monde de l'émergence

Cette étude montre aussi que la construction de la catégorie classe moyenne africaine constitue un élément central d'un enjeu plus large : les différents secteurs dessinent une société de l'émergence et, par là-même, de l'espoir. De manière souvent caricaturale, cette idée d'émergence vient contrer celle de crise économique globale, créant ainsi un futur réputé désirable:

« Un Œil sur la planète ouvre cette nouvelle saison par une émission consacrée aux nouveaux Eldorados, histoire de nous sortir de la déprime qui sévit sous nos latitudes. Car si la crise continue de frapper la zone euro, la seule région du monde en récession cette année, il existe, de par le monde, des endroits où l'on retrouve le sourire, où l'expansion économique n'est pas un vain mot, où le futur ne donne pas de cauchemars. Ces endroits existent sur tous les continents, dans des pays parfois surprenants. Cela doit nous inciter à l'optimisme. Le pire n'est pas une fatalité. On peut toujours rebondir quand on a touché le fond⁹⁴. »

⁹⁴ Discours d'ouverture de l'émission Un œil sur la planète.

Au sein de cette société de l'émergence, il s'agit de se positionner stratégiquement par rapport à une Afrique « bien partie » et « convoitée »⁹⁵. Les pays « en voie de développement » deviennent des pays « pré-émergents⁹⁶ », les « pauvres » deviennent des consommateurs à bas budget, un “*bottom of the pyramid*” plein d'avenir qu'il faut cibler.

Il s'agit avant tout d'un déplacement de regard, d'un changement de représentation des pauvres et de la pauvreté.

L'attention est focalisée sur ce que L. Wacquant (2004) dénomme « pauvres méritants », des pauvres qui sont perçus comme capables de prendre en charge leur propre situation. Ce phénomène n'est pas nouveau. Dans son analyse critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté, B. Lautier (2002) met en évidence les différents traitements de l'institution vis-à-vis de différentes « catégories de pauvres ». Les pauvres d'un côté et de l'autre, les « plus miséreux », ceux qui resteront « durablement extrêmement pauvres », « qui ne pourront pas bénéficier des politiques de croissance et des politiques d'extension des services sociaux de base promus par la Banque mondiale » pour qui l'institution met en place des « filets de sécurité » (Lautier, 2002: 150). Les politiques de fond de réduction de la pauvreté sont réservées aux « moins pauvres des pauvres » et sont efficaces lorsqu'elles sont accueillies par des « pauvres méritants », ceux qui « comprennent tout ce qu'on fait pour eux » et qui se « donnent les moyens d'en profiter » (Lautier, 2002: 151). L'auteur résume ainsi la situation :

« D'un point de vue « éthique », on pourrait penser qu'il est encore plus « infamant » qu'il y ait beaucoup de très pauvres, de gens qui meurent de leur pauvreté par exemple. Pas du tout ! Quelles que soient les circonstances, il est moins affligeant d'avoir 900 millions de pauvres (même moribonds) que un milliard (même juste au-dessous du seuil de pauvreté) ; donc il vaut mieux avoir des politiques en faveur des 100 millions de moins pauvres des pauvres, et « laisser tomber » les 900 millions de « trop pauvres ». » (p.148)

C'est donc dans un processus de continuité que certains pauvres, les « pauvres méritants », sont aujourd'hui assimilés au « bas de la pyramide », voire à une « classe

⁹⁵ Termes extraits du rapport du sénat français sur « la place de la France dans une Afrique convoitée ». (J. Lorgeoux et J.M. Bockel, 2013).

⁹⁶ Rapport Sénat. Éthiopie p316

moyenne flottante ». La rupture réside dans l'évolution des termes utilisés (les « plus miséreux » deviennent les « pauvres », et les « pauvres » deviennent « classes moyennes ») révélatrice d'une position aujourd'hui assumée de l'institution à cibler ouvertement les “*empowered*”, ceux qui ont été capables de prendre en charge leur situation. A ce propos, D. Darbon (2014) écrit :

« La focalisation sur cette qualification « classe moyenne » offre par ailleurs un double intérêt: celui de rendre attrayante l'aide au développement en travaillant désormais non plus le pathos, la différence et la misère, mais au contraire l'émulation, l'enthousiasme et la prospérité ; et celui tout aussi fort d'occulter par la prégnance de cette catégorie très large, les catégories de la misère, celles du moins de 1,25 US\$ ppp par jour, qui disparaissent du radar immédiat de l'aide ou se voient assimilées à un ensemble de « mauvais pauvres », ou de marginaux. » (p.28)

Ainsi se dessine une société de l'émergence, une société où la grammaire de la pauvreté s'estompe au profit de celle de l'ascension : les « pauvres méritants » montent en grade au point qu'ils sont extraits des catégories de la pauvreté. Outre la dimension hautement symbolique de cette promotion, c'est toute une vision qui change. En effet les catégories de la pauvreté comme celles de classes moyennes sont fortement investies de valeurs subjectives, de croyances. Seulement, les implications des registres de la pauvreté et des classes moyennes sont très différentes.

Nous avons vu que les classes moyennes – investies d'une mission développementale – sont désignées non pour elles-mêmes mais pour ce qu'elles sont censées produire. Les notions tout autant sujettes à caution de « développement », « démocratie » sont constitutives de la catégorie « classe moyenne » et dans la construction de la catégorie, prennent le pas sur la question du contenu empirique du groupe social. Pour ces raisons, nous prenons le parti d'aborder la question de la construction interne (au niveau de l'Éthiopie) de la catégorie par une discussion sur sa place discursive et son agencement au sein des grandes lignes politiques de l'État éthiopien.

1.3. Positions discursives de l'intérieur : du développement, de la démocratie. Et des classes moyennes éthiopiennes ?

Il s'agit ici d'analyser, toujours dans le registre du discours, les positions du parti-État éthiopien vis-à-vis des grandes orientations constitutives la catégorie classes moyennes africaines, telle qu'elle est construite de l'extérieur. Alors que les institutions internationales de développement et le gouvernement éthiopien fondent leur légitimité sur les mêmes orientations développementalistes (1.3.1), la catégorie classes moyennes éthiopiennes est évitée (1.3.2).

1.3.1. Les fondements de la légitimité du parti au pouvoir : de la démocratie pour le développement économique au développement pour la démocratie

La démocratisation ainsi que la lutte contre la pauvreté ont toujours constitué les défis prioritaires affichés par l'EPRDF. Cependant, comme nous l'avons évoqué en introduction de cette thèse, un renversement discursif sur l'ordre des priorités s'est clairement opéré. Au départ, le parti a construit sa légitimité autour de la nécessité de démocratisation du pays : *“in the 1990s the idea that Ethiopia's poverty was partly the result of authoritarianism and ethnocracy was at the core of EPRDF's legitimacy construction”* (Hagmann et Abbink, 2011: 586). La démocratie était alors présentée comme le présupposé nécessaire à la réduction de la pauvreté de masse. Ainsi, dans un document stratégique du parti de 1993⁹⁷, est inscrit: *“Our revolutionary democratic goals are the only guarantee for the survival of the country”*.

Durant les années 2000, le lien de causalité s'inverse : une perception développementaliste classique s'installe, le développement économique devient progressivement la condition *sine qua non* de l'instauration d'un système

démocratique (voir Vaughan, 2011; Hagmann & Abbink, 2011; Bach, 2011). La légitimité des politiques mises en place par l'EPRDF se base dès lors sur la croissance économique⁹⁸, comme l'illustre ce passage d'un programme du parti de 2010 : *“Revolutionary democratic objectives will be fulfilled only if they trigger on a successful economic development. Thus, economic development, the major objective of our organization is the foundation and pillar of our goals”* (EPRDF, 2010, cité dans Bach, 2011).

Récemment, cette orientation est matérialisée par les bonnes performances économiques du pays et est incarnée par la version éthiopienne du *developmental state*, approche combinant une libéralisation de l'économie (idée de l'insertion inéluctable de l'Éthiopie dans l'économie de marché internationale) et un dirigisme économique fort (idée de la nécessité d'un contrôle de l'État sur les secteurs public et privé de l'économie).

Dans l'idéologie du parti au pouvoir, le *developmental state* est le garant de la démocratie *via* une argumentation en deux temps.

D'abord, il s'agit de maintenir la *revolutionary democracy* qui constitue le gouvernement du peuple alors que la démocratie libérale est assimilée à un régime oligarchique :

“In a classic liberal democracy, according to the EPRDF, 'the political stage is occupied by few politicians... who substitute for public at large'. By contrast, through 'revolutionary democracy', 'social forces' are 'consciously and uninterruptedly engaged' in the decision-making processes.” (Lefort, 2013: 461⁹⁹)

Cette *revolutionary democracy* implique l'intervention d'un État fort qui dirige le peuple « ignorant » vers le chemin de la démocratie :

“But, since they are often 'backward', 'uneducated', and 'unorganized', they have the tendency to 'fall into the nets of rent seekers' and would have 'little

⁹⁷ *“Our Revolutionary Democratic Goals and the Next Step”*, (Sene, 1985 EC), June 1993, traduit et publié par *Ethiopian Register*, juin 1996, p. 20-29.

⁹⁸ Ce virage politico-économique est expliqué par les auteurs d'une part comme la conséquence d'une crise interne au parti en 2001 et d'autre part par l'obsolescence du discours de la démocratie comme priorité après les élections de 2005.

capacity to fight anti-democracy. As a result, the inherent interest of these 'social forces', from both the democratic and developmental perspectives, requires that a 'vanguard' should maintain a 'strong revolutionary democratic leadership' and that 'leadership by all strata of government' should 'mobilize', 'organize', and 'coordinate' these forces, starting with the peasantry.” (ibid.)

Ainsi, seul un État dirigiste et pérenne peut garantir la démocratie. C'est d'ailleurs la définition que donne Kenichi Ohno (2009) du *democratic developmentalism* :

“A political regime in which a developmental party remains in power for a long time by consecutively winning free elections which permit multiple parties, under which policies that punish rent seeking and encourage productive investment are implemented with a strong state guidance.” (p.4)

Jemal Abagissa (2011) pose la question de la difficile compatibilité théorique entre la nécessité pour l'EPRDF de rester au pouvoir afin de réaliser le *developmental state* éthiopien et l'organisation d'élections libres qu'implique le système démocratique. Il y répond en posant l'hypothèse que la capacité de l'État à convaincre le peuple de l'efficacité du *developmental state* est la condition pour bénéficier d'une forte légitimité et ainsi capter les soutiens populaires et politiques spécifiques :

“The answer probably is by persuading the people on the need to launch a developmental paradigm and by achieving initial successes in its implementation to lure the general public. This will lead to the formation of domestic political coalition supportive of developmentalism and allow the government to execute more developmental policies. This virtuous circle will ensure victory in coming elections.” (p.23)

T. Hagmann et J. Abbink (2011) formulent un constat similaire : les discours sur les miracles de la croissance économique éthiopienne ont récemment été complétés par une rhétorique de la stabilité politique présentée comme condition préalable du développement, ce qui implique notamment l'idée que seul le pouvoir en place peut

⁹⁹ Les termes cités dans ce passage font référence à un document interne de l'EPRDF de janvier

garantir le développement économique du pays¹⁰⁰. Cette idée est inhérente à l'approche du *democratic developmentalism* : “*Under democratic developmentalist approach, the ruling party is determined to stay in power for a long time for an effective execution of its developmental policies*” (Jemal Abagissa, 2011: 22). La stabilité est invoquée comme une justification supplémentaire au maintien du parti au pouvoir, notamment par l'argument de l'ancrage de l'Éthiopie dans son contexte régional (La Corne de l'Afrique): pays réputé « stable » dans une zone « instable ». Les liens entre performances économiques et stabilité, ressources mobilisées par le pouvoir pour légitimer son maintien au pouvoir, se jouent aussi bien dans un contexte national (avec l'interdépendance des projets politico-économiques nationaux et des enjeux régionaux, voir Bach, 2013), qu'international (avec une justification de l'aide internationale par la capacité de l'Éthiopie à maintenir la stabilité dans la région en dépit du caractère autoritaire du régime, voir Dereje Feysa, 2011).

Dans un article sur la situation politique éthiopienne trois mois après le décès de Méles Zenawi, J.N. Bach (2013) montre que la stabilité politique¹⁰¹ est justifiée par l'obligation de garantir la stabilité du pays et de la région dans son ensemble. L'imbrication des développements politico-économiques internes et des engagements régionaux de l'Éthiopie explique cette continuité : la poursuite des projets économiques (construction de grands barrages hydroélectriques, en particulier le *Grand Renaissance Dam*, projets d'infrastructures routières et ferroviaires et d'oléoducs) initiés par Méles Zenawi garantit la stabilité, qui garantit elle-même le succès de l'économie, et inversement. Une des grandes affiches rendant hommage au premier ministre défunt¹⁰² matérialise ces propos :

2007, *Strategy of revolutionary democracy, tactics and the question of leadership*.

¹⁰⁰ Ils expliquent que cette idée de « stabilité » comme condition au développement est en partie liée à la justification de l'utilisation de plus en plus large de la loi « anti-terroriste » par le gouvernement.

¹⁰¹ Le remplacement de Méles Zenawi par Hailémariam Dessalegn en septembre 2012 représente le premier changement pacifique du chef de l'État depuis le couronnement d'Hailé Sélassié (en 1930) et c'est la première fois également qu'une transmission de pouvoir ne s'accompagne pas d'un changement brutal de régime (Bach, 2013).

¹⁰² Les photographies de novembre 2012 ont été réalisées par Chloé Josse Durand et l'auteure à l'occasion d'une étude sur l'« après Méles Zenawi ».



Figure 10 Cliché réalisé par l’auteure à Addis-Abeba le 4 novembre 2012, à côté du stade (quartier Stadium). « Ta vision restera à jamais la richesse du pays ! ». Sur cette affiche sont concentrés les projets économiques initiés par Méles Zenawi, au centre. De gauche à droite : le bâtiment de l’Union Africaine, des étudiants en uniforme de remise de diplôme, symbole du succès du système éducatif, la Goteru Interchange Ring Road d’Addis-Abeba, le nouveau projet d’habitat 40/60, le projet ferroviaire, celui du barrage du Nil : le Grand Renaissance Dam.

Plus globalement, le décès en août 2012 de Méles Zenawi, a été l'occasion d'un couronnement des cultes du développement économique et de la stabilité. L'objectif clairement affiché est la continuité. Il s'agit d'accomplir les projets et la « vision » impulsés par Méles Zenawi, “*patriot of development*” et de célébrer la « prospérité » et le pouvoir dominant, en témoignent les slogans des affiches à l'effigie du « héros » défunt qui trônent dans Addis-Abeba¹⁰³ et dans toutes les villes du pays.

¹⁰³ Selon notre estimation, au moins 544 affiches ont été installées par le gouvernement à Addis-Abeba. Des grandes entreprises privées ont aussi créé leurs propres affiches.



Figure 11 Cliché réalisé par l’auteure à Addis-Abeba le 4 novembre 2012, quartier Arat Quilo.



Figure 12 Cliché réalisé par l’auteure à Addis-Abeba le 4 novembre 2012, quartier Bolé.

Cette volonté de continuité et le projet du pouvoir en place de récupérer à son profit les bénéfices des bons résultats économiques est confirmée par le rapport du neuvième congrès de l’EPRDF (2013), dont l’objectif affiché est encore ici d’« accomplir la vision » de Méles Zenawi et de consacrer le “*developmental democratic order*”:

“Our 9th Congress signifies a historic moment in that it is held in the wake of important success both at the level of sustaining our party’s Renewal Movement pioneered by the late comrade Meles Zenawi and in advancing the national Renaissance Movement through greater consolidation of our developmental democratic order.” (p. 3)

La priorité du développement est relayée par un vocabulaire guerrier et largement hérité d’un vocabulaire léniniste (“*comrade*”, “*vanguard*”, etc.) visant à mobiliser les énergies et les forces politiques autour des politiques et options du pouvoir en place. Cela montre la continuité entre les projets de développement éthiopien, l’un socialiste, l’autre néolibéral qui s’en défend. Il s’agit ici de mettre en place une “*developmental army*” afin d’accomplir l’agenda du développement présenté comme un “*struggle of a life and death*”. Cette rhétorique est significative d’un authentique effort de mobilisation autour de la politique du pouvoir, afin de rassembler et d’éviter un risque de critiques, logique qui a sa place dans des logiques historiques longues (voir Seger *et al.*, 2008). Tout le monde doit soutenir l’effort de développement.

1.3.2. Le paradoxe classes moyennes éthiopiennes

Nous retrouvons ainsi dans le discours éthiopien une forte croyance développementaliste, similaire à celle qui constitue la construction externe de la catégorie. De surcroît, la vision d’émergence est fortement relayée par les journaux éthiopiens. Par exemple, la page « économie » de l’*Ethiopian Herald* oppose régulièrement les situations de crise économique du Nord aux situations prospères du Sud. Ce contraste est mis en avant par de nombreux articles de journaux : “*Despite global slowdown, African economies growing strongly*¹⁰⁴”, les

¹⁰⁴ Titre d’un article de l’*Ethiopian Herald*, le 20/09/12.

performances économiques des pays africains, l'«*Africa's Big Boom*¹⁰⁵» sont saluées et les classes moyennes africaines sont régulièrement nommées : «*Africa's economic growths in the recent years have impressed the world. The emerging middle class are contributing to greater economic diversification and a trillion dollar market opportunity in consumer goods and services*»¹⁰⁶. L'Éthiopie est présentée comme vivant son « âge d'or¹⁰⁷ » et les rapports internationaux soulignant les bonnes performances économiques du pays¹⁰⁸ viennent régulièrement appuyer l'appel à l' « effort collectif pour le développement¹⁰⁹ ».

Par ailleurs, les programmes de développement du gouvernement éthiopien sont, à l'instar de ceux des institutions internationales de développement, significatifs du phénomène de reconfiguration des catégories de la pauvreté. A la lutte contre la pauvreté s'est substitué un combat pour la prospérité, en témoigne la disparition du terme pauvreté dans les intitulés des programmes économiques gouvernementaux. Le *Growth and Transformation Plan* (GTP, 2010/11 - 2014/15) succède au *Plan for Accelerated and Sustained Development to End Poverty* (PASPED, 2005/06 - 2009/10) et au *Sustainable Development and Poverty reduction Program* (SDPRP, 1995 - 2004/05).

À première vue, les éléments fondateurs de la catégorie classe moyenne telle qu'elle a été construite de l'extérieur semblent réunis et la réappropriation par le gouvernement éthiopien de la catégorie classe moyenne n'aurait rien d'étonnant. Une forte intuition de certains chercheurs internationaux et locaux vient corroborer cette hypothèse : ils considèrent la classe moyenne éthiopienne comme un des principaux enjeux actuels du gouvernement. R. Lefort (2013) va jusqu'à qualifier la «*middle class*» éthiopienne de nouvelle «*darling child of the regime* et Jemal Abagissa souligne l'influence de l'idée selon laquelle la société éthiopienne doit se transformer en société de classe moyenne : «*Here in Ethiopia, we see discourses*

¹⁰⁵ Article de J.M. Severino et E. Debled paru initialement dans le journal *The Independent* et repris dans l'*Ethiopian Herald*, le 13/05/11.

¹⁰⁶ *Ethiopian Herald*, 06/05/11, *Forum forecasts Ethiopia to be among fastest growing economies.*

¹⁰⁷ *Ethiopian Herald*, 20/05/11, *The last ten years have been the golden years of Ethiopia*, entretien avec le premier ministre Méles Zenawi.

¹⁰⁸ Voir par exemple, *Ethiopia becomes second fastest growing economy in SSA* (*Ethiopian Herald*, 15/01/11) et *UN report rates Ethiopia's economy fast-growing* (*Ethiopian Herald*, 19/01/11).

¹⁰⁹ Voir par exemple, *Patriotism in fighting poverty* (*Ethiopian Herald*, 17/01/11).

and orientations by public officials on TV, radio and newspapers about the importance of lifting the nation to middle class. That means for Ethiopians¹¹⁰”.

Pourtant, que ce soit dans les documents stratégiques du parti, dans les programmes des différents ministères ou dans les textes de présentation des différentes politiques publiques, le terme classe moyenne est introuvable.

Nous verrons que ce paradoxe apparent s'explique d'une part par une nécessité économique et politique de cibler les groupes sociaux intermédiaires, et d'autre part par une nécessité pragmatique d'évitement de la catégorie classe moyenne.

¹¹⁰ Extrait d'une conversation personnelle avec Jemal Abagissa, le 31/01/13.

2. Les classes moyennes éthiopiennes de l'intérieur : une catégorie évitée, un groupe social convoité

“To see that Ethiopia becomes a nation where, through popular participation and the consent of its people, democracy and good governance reigns, social justice prevails, and where being emancipated from poverty, the country enjoys a middle income status.” (Government Communication Affairs Office, mai 2010)

Dans cette phrase nous retrouvons les mêmes concepts de la vision du développement (démocratie, développement et prospérité). Les directions affichées par le gouvernement pour le futur de l'Éthiopie sont similaires à celles exposées par les institutions internationales de développement à la différence près qu'au vocable « classe moyenne » est préféré celui de *“middle income status”*.

Le *Growth and Transformation Plan*¹¹¹ (GTP) initie l'objectif *“middle income country”* à atteindre d'ici 2025 :

“To build an economy which has a modern and productive agricultural sector with enhanced technology and an industrial sector that plays a leading role in the economy; to sustain economic development and secure social justice; and, increase per capita income of citizens so that it reaches at the level of those in middle-income countries.” (p.7)

Le gouvernement donne à l'objectif *“middle income country”* une place centrale reprenant le terme dans la quasi-totalité de ses documents stratégiques depuis 2010. Si les autorités éthiopiennes et les organisations internationales partagent la même vision de ce que serait un « futur radieux » pour l'Éthiopie, les chemins pour y parvenir diffèrent grandement. En particulier, les rôles respectifs de la

¹¹¹ Plan économique pour 2010-2015, il se concentre sur le développement des capacités de production et d'exportation (accent mis sur le tissu industriel), des infrastructures de base (routes, chemin de fer) et de certains secteurs sociaux (éducation, santé). Particulièrement ambitieux, il

puissance publique et des groupes sociaux intermédiaires, de quelque façon qu'on les nomme (la “*middle class*” pour les institutions internationales et les “*middle income people*” pour l'EPRDF), sont radicalement différents.

Il s'agit de reconstituer l'histoire de la catégorie discursive « classe moyenne » éthiopienne comme (non)énoncée (2.1), puis de s'interroger sur le rôle concret attribué par l'État aux groupes sociaux intermédiaires – quelle que soit la manière dont il les nomme – dans le *developmental state* (2.2).

2.1. De l'enjeu middle class au compromis middle income country

« *Pourquoi on nous appelle les pauvres ?*¹¹² » : question d'un membre du parti à Méles Zenawi.

Afin de répondre, Méles Zenawi commence par donner un exemple. Il raconte l'histoire de deux paysans voisins, un « riche » et un « pauvre », un jour de pluie :

« *Le pauvre a une fuite sur son toit, à chaque fois qu'il pleut, il change de position pour dormir pour éviter d'être mouillé. En face, le paysan riche détient une quantité conséquente de bétail. Le paysan riche sort récupérer ses bêtes sous une pluie battante. Le pauvre l'observe s'agiter sous la pluie et se dit : « J'ai de la chance, je ne cours pas sous la pluie. Je suis fier d'être pauvre ».*

D'accord il faut être fier de soi-même. Mais on ne peut plus continuer à vivre comme ça, on ne peut plus se contenter d'être pauvre. Quand il y a un trou dans la maison, il faut le boucher, il faut trouver une solution le plus rapidement possible.

On ne peut pas nier les problèmes qu'il y a en Éthiopie : la pauvreté. Mais si on persévère, on peut toujours faire quelque chose et gagner. On était habitué à être pauvre mais maintenant on ne peut plus continuer à vivre avec, il faut changer les

table sur une croissance économique annuelle comprise entre 11 et 14% (tandis que le FMI prévoit une croissance annuelle moyenne de 6,7% sur la période).

¹¹² Ces propos ont été traduits de l'amharique au français. Ils sont extraits d'une vidéo qui figure sur la page d'ouverture du site officiel de l'EPRDF (eprdf.org.et). Il s'agit d'un extrait vidéo d'une réunion du parti non datée.

choses. Pourquoi ? Car aujourd'hui la compétition est rude, on est inséré dans l'économie mondiale. À cause de l'insertion dans l'économie globale, on doit détruire la pauvreté au plus vite, c'est une question de vie ou de mort.

Il faut donc changer son habitude d'être satisfait de ne pas courir sous la pluie. Tu peux t'accepter comme tu es (en tant que pauvre), mais du coup tu vis hors du monde. Il faut voir plus loin. Les choses ont changé et on n'est plus à la même époque ».

Cette idée que les « choses ont changé », que l'ouverture du pays à l'économie de marché est inéluctable et que l'État éthiopien doit donc se prémunir des méfaits du néolibéralisme, constitue désormais un point rhétorique central de l'EPRDF. Le discours gouvernemental est tourné vers la dénonciation d'un néolibéralisme dont le contenu n'est jamais vraiment précisé. L'économie de marché n'est pour sa part plus rejetée telle quelle et la pratique est grandement tournée vers l'insertion des citoyens au marché (voir Ellison, 2009; Mains, 2007, Lefort, 2012). C'est dans ces questionnements sur les ajustements notamment sociaux (« *on ne peut plus se contenter d'être pauvre* ») nécessaires du pays au modèle néolibéral qu'apparaît le terme de “*middle class*”.

Jemal Abagissa (2011) montre que l'enjeu “*middle class*” apparaît dans les débats sur la mise en place de la version éthiopienne du *developmental state*. L'argumentaire consiste à justifier la supériorité du *developmental state* notamment en mettant en avant l'inadéquation du modèle néolibéral à la situation éthiopienne¹¹³. Peuplée majoritairement de pauvres, l'Éthiopie ne peut se confronter au modèle néolibéral sans disposer au préalable d'une classe moyenne suffisante :

*“According to the government, to follow a full fledged market economy, **first it is important to create a middle income class**. In present Ethiopia, more than half of the population is poor. The government is afraid of the risk of land privatization. If major public resources like land are privatized, it is only the rich who will buy it. The Farmers, 83% of the total population, remain*

¹¹³ Par exemple, le modèle néolibéral est présenté comme inadapté aux pays à bas revenu car il renforce l'économie duale, aggrave la pauvreté, favorise le *rent seeking* et est au service des « puissants »: la classe capitaliste internationale.

landless and could ultimately migrate to the cities aggravating urban and rural crisis. The same is true to the basic public services like health, education and water supply. The government is making substantial investment in these sectors over the last decade.” (Jemal Abagissa, 2011:15).

Ainsi, l'exposition du pays au modèle néolibéral ne pourrait que conduire à priver les pauvres de l'accès aux biens et services de base. Il s'agit alors de créer un “*large middle-income group*”, disposant de pouvoir d'achat qui serait capable d'entraîner l'économie du pays dans un cercle vertueux, que seul le *developmental state* serait capable d'engendrer. Le *developmental state* doit ainsi remédier à la fois à l'absence d'une classe moyenne éthiopienne constituée et au risque de constitution d'une classe moyenne libérale, synonyme d'expropriation des plus pauvres et d'inégalités croissantes.

S. Vaugan et Mesfin Gebremichael (2011) formulent le même constat en appuyant sur le caractère politique de l'entreprise rhétorique :

“The ruling party’s rhetoric stresses that the rise of an entrepreneurial middle class is important not only in boosting the economy, but in securing an eventual transition to competitive ‘liberal’ democracy. [...]. Liberal democracy will not be either sustainable, inclusive, or in the interest of the poor majority unless and until such a system can be supported and protected by an educated middle class (one that is not only strong but broadly based and representative) capable of protecting its economic interests and assets and motivated to do so.”

Nous retrouvons cette vision dans le texte de Méles Zenawi *African Development : Deads Ends and New Beginnings*¹¹⁴ :

*“Any democratic state, developmental or otherwise, in a developing country will have to be agrarian at least in its initial phases. The other alternative is **to wait until a substantial business and middle class has been created** i.e. until much of the work of accelerated growth has been carried out. The problem, however, is*

¹¹⁴ Ce texte n'a jamais été publié, il s'agit d'un mémoire inachevé non daté écrit par Méles Zenawi dans lequel il expose sa vision du développement pour le continent africain et expose les bienfaits du *democratic developmental state*.

that without a developmental state, most if not all of these countries will be stuck in the poverty trap and the substantial business and middle class will not be created. The question therefore is whether a developmental state can be firmly based in the rural areas and whether it can use this to establish a stable coalition that rules democratically.” (p.12)

La catégorie classe moyenne a ainsi constitué un enjeu de justification du mode de gouverner. Cependant, l'usage de la catégorie s'est estompé rapidement avec la mise en place concrète du *developmental state* pour laisser place à la vision “*middle income country*”, abondamment déclinée dans les programmes gouvernementaux et dans les documents stratégiques du parti. Comment expliquer cette occultation progressive du terme classe moyenne en Éthiopie ? Pour le comprendre, un retour sur l'histoire de la catégorisation discursive, idéologique et politique de la structure sociale éthiopienne nous permet d'appréhender la vision *middle income country* comme un compromis du parti-État (entre nécessité économique, rhétorique et impératif de rester au pouvoir).

2.1.1. La société comme un ensemble, l'union du peuple pour le développement

La terminologie en termes de classe a une histoire particulière en Éthiopie, liée en grande partie aux expériences marxistes des années 1960 et à la période du *Derg*. La notion de classe été introduite par les marxistes éthiopiens qui ont traduit « classe » par « *medeb* » en amharique. Il n'est alors pas surprenant que les groupes sociaux intermédiaires n'aient pas été désignés par le terme « classe moyenne » mais par les expressions « *yene'us keberté medeb* » (classe petite bourgeoise) et « *keberté* » (petite bourgeoisie). Le *Derg*, dans son programme *National Democratic Revolution* (1976) appelait à l'union de la petite bourgeoisie, des paysans (*yegeberé medeb*) et du prolétariat (*yewezader medeb*). La notion de classe

Quelques extraits du manuscrit sont disponibles sur internet à l'adresse suivante: http://www.meleszenawi.com/wpcontent/uploads/2012/11/African_DevelopmentDead_Ends_andNew_Beginnings_by_Meles_Zenawi.pdf, téléchargé le 10/10/2013.

moyenne pose problème à la fois par rapport à l'idéologie marxiste classique et par rapport à l'absence de version amharique. En effet, l'absence du terme « classe moyenne » en amharique et dans les autres langues éthiopiennes (Gebru Tareke, 2009: 21) est significative de sa non historicité.

Le jargon marxiste désignant les catégories sociales reste très présent dans les documents stratégiques de l'EPRDF du début des années 1990. Dans le texte du parti de 1993, *Our Revolutionary Democratic Goals and the Next Step*, la société éthiopienne est divisée selon les catégories suivantes : “*the Peasantry*”, “*the Urban Petty Bourgeoisie*”, “*the Proletariat*”, “*the National Bourgeoisie*” et “*the comprador class*”.

La rhétorique révolutionnaire est encore actuellement maintenue dans les discours de l'EPRDF (Bach, 2011), mais, au jargon marxiste en terme de classe s'est progressivement substituée l'adoption de notions libérales. La rhétorique de l'EPRDF est ainsi constituée d'un savant mélange de “*democratic jargon*” (Young, 1997) et de “*revolutionary jargon*” (Bach, 2011).

Quelles catégories rhétoriques sont dès lors utilisées par l'EPRDF afin de désigner la structure sociale éthiopienne ? La question posée à des chercheurs éthiopiens en sciences sociales entraîne une réponse unanime : « plus aucune »¹¹⁵. Dr. Yeraswork Admassie explique¹¹⁶: « Dès son arrivée au pouvoir, l'EPRDF est devenu pro capitaliste et a progressivement abandonné certaines bases rhétoriques marxistes. Ce qui était alors dénommé bourgeoisie est maintenant appelé *investor* ou *balehabt* [celui qui est propriétaire] ». Je lui demande alors : « il y a donc aujourd'hui les *balehabt* et qui d'autre ? », il répond : « les *peoples*, c'est ça le *developmental state*, il y a les *balehabt* et les *people* ».

Le terme “*people*” est en effet au cœur du texte du dernier congrès de l'EPRDF (2013), où il apparaît une cinquantaine de fois. Le terme désigne le peuple, qui se doit de s'engager fermement dans la construction du *developmental state*, qui, en échange de la « confiance » et de l' « allégeance » du peuple, garantit la mise en

¹¹⁵ Entretiens menés par l'auteure avec :

. Prof. Gebru Tareke le 02/11/12 à Diré Dawa.

. Dr. Dr. Yeraswork Admassie le 13/11/12 à l'Université d'Addis-Abeba.

. Dr. Tegegne le 13/11/12 à l'Université d'Addis-Abeba.

. Dr. Merera Gudina, le 21/11/12 à l'Université d'Addis-Abeba.

¹¹⁶ Les citations qui suivent sont extraites d'un entretien réalisé le 13/11/12 à Addis-Abeba avec Dr. Yeraswork Admassie.

place d'un *“pro-people development”*: *“This has proved to us that, so long we are determined to advance the interest of the people, our party will always have the trust and allegiance of the citizenry.”* (EPRDF, 2013: 4).

La rhétorique consiste à rassembler État et peuple, au point qu'ils fassent corps et constituent ensemble la *developmental army*: *“As our great leader Meles, a product of the Ethiopian people, has taught us, our strategy is the people’s strategy and it has delivered economic miracles; we shall continue this struggle to deliver economic miracles and defeat poverty.”* (EPRDF, 2013:145).

Le *developmental state* est alors constitué de trois catégories : le parti, le gouvernement et le peuple : *“These are our developmental democratic organization, our developmental democratic Government, and, above all else, our peoples who are the supreme protectors and guarantors of our developmental democratic state.”* (p.147).

Aux catégories sociales stratifiantes marxistes (classe dirigeante, classe paysanne, prolétariat et petty bourgeoisie) succède ainsi une catégorie sociale englobante : les *peoples*.

La manière dont la *Central Statistical Agency* éthiopienne présente ses statistiques est d'ailleurs significative de cette vision. La population est divisée selon le niveau de revenu (en quintiles) et n'est jamais catégorisée en groupes sociaux-économiques, contrairement à ce qui est d'usage à l'échelle du continent africain¹¹⁷. Le caractère englobant de la catégorie peuple se trouve renforcé par les qualificatifs utilisés. L'EPRDF emploie abondamment les expressions *“our entire people”*, *“the entire population”*.

Si stratification sociale il existe, elle est exprimée en terme de *“nation, nationality and people”*. Ainsi, J. Abbink (2011) écrit : *“After 20 years of TPLF/EPRDF rule, the dominant rhetorical figure in Ethiopian politics is that of ethnicity, which has permeated daily life and overtaken democratic decision-making and shared issue-politics”* (p. 596). Les *“Nation, Nationality and People”* sont définis par la

¹¹⁷ Par exemple, l'Institut National de la Statistique du Niger catégorise la population en termes de « riche » et « pauvre », celui du Cameroun divise la population selon les catégories de « pauvre » et « non pauvre ».

constitution éthiopienne comme un ensemble, les trois termes étant présentés comme interchangeables :

*“A “nation, nationality **or** people” for the purpose of this Constitution, is a group of people who have or share a large measure of a common culture or similar customs, mutual intelligibility of language, belief in a common or related identities, a common psychological make-up, and who inhabit an identifiable, predominantly contiguous territory.”* (article 39[5] de la constitution cité dans Abbink, 2011: 600).

Cet ensemble est englobé dans une rhétorique d'égalité (symbolisée par l'étoile tissée sur le drapeau depuis novembre 1994) et d'unité de la nation éthiopienne (Bach, 2011 : 551). L'égalité entre les peuples est ainsi soulignée par la constitution: *“Our country is a nation where peoples and nationalities are equal and religious differences are respected; the guarantor of these rights is our Constitution”* (cité dans Bach, 2011: 138). Sur cette affiche, les *“Nation, Nationality and People”*, réunis autour de Méles Zenawi et unis au sein des frontières éthiopiennes « promettent » de « continuer » ensemble leur « voyage de Renaissance », d'être unis dans le combat pour le développement.



Figure 13 Cliché réalisé par l’auteure à Addis-Abeba le 5 novembre 2012 (quartier Arat Quilo). « Nous promettons de continuer notre voyage de Renaissance ». Affiche pour l’occasion des 125 ans d’Addis-Abeba. Au centre, Méles Zenawi, entouré par les différents Nations, Nationalities and People, placés selon le découpage ethno régional sur la carte de l’Éthiopie.

Dans le registre de la pratique et comme le laisse présager la prédominance de la catégorie homogénéisatrice “*people*” dans le dernier congrès du parti, c’est plutôt l’impératif de développement qui constitue l’ultime priorité, dominant le principe d’égalité entre les peuples. Ainsi J. Abbink (2011) écrit : “*In practice, however, such aims of preservation and respect of cultural diversity are hemmed in and undermined by laws about ‘development’ (to which everything should be subsumed)*” (p.601) et “*Ethnicity, in the form of ethnic self-determination claims, is well-developed in political rhetoric but seen as expendable when great national development ventures (dams, resettlement, foreign land acquisitions/plantations) are undertaken*” (p.612).

Dans le registre du discours, l'EPRDF envisage la société comme un tout, au sein duquel l'individu – symbole de l' « ennemi néolibéral »¹¹⁸ – n'a pas sa place. C'est alors le peuple qui se doit de se vouer au développement du pays au nom du bien commun.

“In the struggle waged under the eldership of this government, the developmental and democratic struggle of the entire people of our country has demolished the dependency syndrome which previously had prevailed in the political economy of this country.” (EPRDF, 2013: 103).

Il s'agit d'ailleurs d'une vision intrinsèque au *developmental state* éthiopien : “*Neoliberalism is criticized for uncoordinated and systematic national development whereas developmental state attempts to mobilize the public under development patriotism to eradicate poverty in the short time possible*” (Jemal Abagissa, 2011: 28).

L'idée selon laquelle le peuple dans son ensemble se doit de participer à l'impératif de développement du pays est largement diffusée par les médias à travers des éditoriaux tels que “*Sence of common goal must prevail to effect GTP*¹¹⁹” ou encore “*United, we realize dreams !*¹²⁰”. L'unité, l'effort et l'engagement du peuple sont ainsi posés en piliers du succès des objectifs de développement du pays, comme le montre cet extrait de l'éditorial :

*“Hence, the national movement towards poverty eradication needs to be further consolidated and is time for Ethiopians to be championship over poverty. True, through exploiting societal unity, coordination and commitment for change, it would really be possible to get roots of poverty dried, ensure public benefits thereby categorize Ethiopia into middle income states within the shortest time possible.”*¹²¹

¹¹⁸ Décrit par l'EPRDF comme un système au sein duquel lequel l'individu s'enrichit pour lui-même et non pour le bien commun.

¹¹⁹ Editorial de *l'Ethiopian Herald*, 19/01/11.

¹²⁰ Editorial de *l'Ethiopian Herald*, 17/05/11.

¹²¹ *Ibid.*

2.1.2. Le gouvernement et les groupes sociaux intermédiaires : entre nécessité et méfiance

Nous posons ici l'hypothèse que l'absence de catégorisation en termes de « classe moyenne » éthiopienne est aussi le résultat d'une volonté du gouvernement éthiopien de ne pas participer à la création de la désignation d'un enjeu « classe moyenne »¹²².

Une étude des documents stratégiques du parti révèle une tension entre la nécessité de cibler les groupes économiques intermédiaires (en tant que ressources économique et électorale) et la crainte des effets potentiels de la formation d'un groupe social « classe moyenne » (projection sur les capacités de mobilisation du groupe). Le gouvernement éthiopien semble pris dans un dilemme : il a besoin d'une classe moyenne forte capable d'impulser et d'entretenir le développement économique dont il a fait sa priorité mais ce développement de la classe moyenne lui-même pourrait entraîner une pression inéluctable vers l'ouverture du régime à des pratiques démocratiques. En d'autres termes, la « classe moyenne » est perçue comme nécessaire économiquement et politiquement (le maintien de l'EPRDF dépend du succès des projets économiques), mais pourrait devenir nuisible à terme au monopole politico-économique de l'EPRDF.

Le texte du parti de 1993 "*Our Revolutionary Democratic Goals and the Next Step*", est révélateur de ce dilemme. Il s'agit d'un texte rédigé par Méles Zenawi et son entourage où sont questionnées les adaptations idéologiques et politiques nécessaires à la nouvelle fonction de parti de gouvernement de l'EPRDF et aux évolutions mondiales liées à l'effondrement du bloc soviétique. Ce document pose les lignes fortes, les principes du gouvernement de l'EPRDF avec comme principale question: "*Which sectors of the society benefit and which ones do not benefit from our goals ?*".

La réponse apportée montre que les groupes sociaux intermédiaires constituent un enjeu important pour le parti. La "*petty bourgeoisie*" urbaine est en effet placée dans les « bénéficiaires » prioritaires, juste après les « paysans » qui constituent

“*the pillar of Revolutionary Democracy*”. N’est pas « bénéficiaire » et constitue un « ennemi » la « bourgeoisie nationale », assimilée à une “*comprador class*” associée à l’impérialisme et à la recherche d’un enrichissement personnel qui va à l’encontre de l’intérêt national.

Alors que les paysans sont situés clairement dans le camp des « alliés » et la bourgeoisie nationale dans celui des « ennemis », la position attribuée à la *petty bourgeoisie* est plus ambiguë.

La *petty bourgeoisie* urbaine est composée de deux groupes: “*the lower stratum*”, “*involved in small-scale production and petty trade in goods and services, benefits from a rural-based development*” considérée comme alliée et “*the upper stratum*” décrite comme “*vacillator*” et associée aux “*enemy forces*” car proche des intérêts de la “*ruling class*”, qui est un groupe à neutraliser. Est présente dans ces deux groupes l’“*intelligentsia*”, à laquelle il faudra « porter particulièrement attention ». Une partie de la *petty bourgeoisie* est donc considérée comme “*vacillator*”, mais ne se retrouve pas reléguée du côté des « forces ennemies » aux côtés de la bourgeoisie nationale, ce qui montre que, malgré la méfiance du parti envers ce groupe, il considère son soutien comme nécessaire et va chercher à les fidéliser et les contrôler :

“Next to the peasantry, this sector can be a major beneficiary of our development program. However, we cannot say that we have secured support of the majority of this sector. One reason for this is the vacillating nature of this group. The other is that it can be easily and widely infected by narrow nationalism or by chauvinism. Besides, we have not yet created the condition which proves to it that only our approach can fulfill its interests. Nor have we done enough political and organizational work in relation to it.”

La *petty bourgeoisie* peut en effet mettre en péril le gouvernement si ce dernier ne parvient pas à la neutraliser :

“The political and ideological influence of this sector is considerable. It can develop or paralyze the bureaucracy. As economic growth is heightened, its

¹²² Cette réflexion est le fruit d’un travail mené avec Jean-Nicolas Bach, que je remercie vivement pour les documents fournis ainsi que pour les échanges réflexifs qui nourrissent les conclusions de cette section.

size and strength, too, increase. So, next to the peasantry, we have to give it our full attention to bring it to our side. We should influence it through an all-round concerted effort involving the government, NGOs, the propaganda machinery of Revolutionary Democracy, etc.”

Il s'agit alors d'intégrer le secteur afin de le mettre au service de la réalisation des “*revolutionary democratic goals*” :

“The Democratic Petty Bourgeoisie's Urban Organizations: These include professional associations (teachers', medical professionals', journalist's etc.), peace organizations, human rights organizations, development associations, etc. In addition to serving their members' interests, they can be made to provide organized support for Revolutionary Democracy.”

L'EPRDF reconnaît ainsi à la *petty bourgeoisie* un rôle et une influence majeurs, qu'il faut absolument contrôler afin qu'elle ne mette pas en péril le projet politique de l'EPRDF.

La méfiance exprimée envers la *petty bourgeoisie* n'est probablement pas étrangère à son rôle historique de contestation et mobilisation qui a mené à la Révolution de 1974 (voir Gebru Tareke, 2009; Markakis et Ayela, 2006; Markakis, 2006) et à la lecture des corpus léninistes du Parti.

La perception d'une classe moyenne déstabilisatrice du régime en place a aussi été ranimée par les événements de 2005¹²³. La catégorie classe moyenne, associée à la contestation, est ainsi évitée aussi pour des raisons pragmatiques.

Les événements internationaux plus récents sont probablement venus corroborer cette vision. Les mouvements de contestation tels que les « printemps arabes » ou encore les manifestations au Brésil ont souvent été décrits par les analystes et les médias comme à l'initiative des « classes moyennes », qui sont venues déstabiliser des régimes qui semblaient inébranlables. La manière dont les médias éthiopiens

¹²³ Nous avons vu en chapitre premier de cette thèse que la '*middle class*' urbaine est considérée comme un acteur particulièrement actif lors des événements de 2005 (voir Abbink, 2006; Vaughan and Tronvoll, 2003).

n'ont pas traité des « printemps arabes » est d'ailleurs significative de cette méfiance¹²⁴.

La catégorie classe moyenne est ainsi chargée symboliquement d'une représentation qui se situe aux antipodes du *Middle Class Consensus d'Easterly* (2001) constitutif pour sa part des représentations de la classe moyenne diffusées par les institutions internationales du développement. La vision “*middle income country*” semble alors constituer un compromis du projet développemental du gouvernement. Cette vision allie en effet l'aspect libéral du projet développemental (nécessité de favoriser une classe moyenne) et l'impératif pour le parti de rester au pouvoir (idée intrinsèque au *developmental state*).

De la *middle class* au compromis *middle income country*

La vision *middle income country* constitue le mot d'ordre des politiques de développement du gouvernement. Institué par le GTP, l'objectif *middle income country* est systématiquement rappelé comme ligne directrice des documents des différents projets de développement (programmes d'éducation, de logement, développement agricole, etc.) et se trouve abondamment décliné : “*middle income vision*”, “*middle income peoples*”, “*middle income economy*”, “*middle income level*”, “*middle income standart*”, “*middle income group*”¹²⁵.

Catégorie empruntée à la classification des pays établie par la Banque Mondiale¹²⁶, prenant en compte exclusivement le revenu et associée à l'idée de modernisation économique, elle constitue une étiquette qui a l'avantage d'englober la population autour d'un objectif commun pour le pays, et non de prioriser une catégorie sociale spécifique (la classe moyenne).

Les entretiens réalisés avec des agents impliqués dans différents programmes de développement gouvernementaux¹²⁷ sont révélateurs du caractère évasif de la

¹²⁴ Alors que la presse mondiale titre sur les « printemps arabes », les médias éthiopiens taisent les événements jusqu'à mai 2011.

¹²⁵ Ces expressions ont été collectées dans les différents programmes du gouvernement (éducation, logement, science et technologie, développement des petites entreprises, GTP).

¹²⁶ La Banque Mondiale classe les pays en trois groupes (*low income*, *middle income* et *high income*) en fonction de leur revenu national brut. Le groupe *middle income* est divisé en deux catégories : le *lower middle income* (1,036\$ - 4,085\$) et le *upper middle income* (4,086\$ - 12,615\$).

¹²⁷ Ces entretiens ont été réalisés entre octobre et décembre 2012 dans différents bureaux gouvernementaux et agences impliquées dans les programmes de développement gouvernementaux : à la *Central Statistical Agency* (12/11/12), au *Micro and Small Scale Addis*

catégorie *middle income*. A la question « que signifie la vision *middle income country* ? », la réponse se fait succincte et unanime : « c'est la catégorie de la Banque Mondiale ». J'essaie alors d'approfondir le sujet, notamment en demandant ce que signifie « *middle income people* ». S'ensuit soit un silence, soit le début d'une entreprise de calculs afin d'évaluer à partir de la définition de la Banque Mondiale dans quelle fourchette de revenus se situeraient les *middle income people* éthiopiens¹²⁸. Un agent de la *Commercial Bank of Ethiopia* impliqué dans le projet de logements pour les *middle income people* me répond : « *I guess that middle class society means those who can afford to save more than 817 birr per month, this is the minimum saving for a single bedroom* »¹²⁹. Un agent de la *Urban Planning Agency*¹³⁰ souligne quant à lui le « mystère qui règne autour de cette idée de *middle income country* et de la manière dont le pays est censé atteindre ce statut ». Il déplore le manque de statistique adaptée qui entrave son travail de conception de projets urbains : « *on est comme toi, on n'a aucune information, on ne peut pas travailler, on est censé cibler une population sur laquelle on n'a pas d'information* ». Il conclut ainsi : « *de toute façon, ce qui préoccupe le gouvernement, c'est que les gens y croient à cette histoire de middle income country, et ça a marché, donc ça leur suffit* ».

Le flou de la vision *middle income country*, le silence qui règne autour du terme et de ses implications sont significatifs du caractère superficiel de la catégorie. Elle fonctionne comme un narrative, un grand discours produit pour légitimer les politiques de développement. Le *middle income country* constitue ainsi un outil discursif qui traduit la nécessité économique de création d'une classe moyenne tout en évitant la catégorie « classe moyenne », lourde de représentations menaçantes, et en collant à la grammaire des institutions internationales de développement.

Ababa Office (09/11/12), au *Ministry of Finance and Economic Development* (10/11/12), à la *Commercial Bank of Ethiopia* (28/11/12) à la *Urban Planning Agency* (06/12/12) et à la *Ethiopian Investment Agency* (06/12/12).

¹²⁸ Cette dernière situation s'est produite à trois reprises : à la *Central Statistical Agency* (12/11/12), au *Ministry of Finance and Economic Development* (10/11/12) et à la *Urban Planning Agency* (06/12/12).

¹²⁹ Extrait d'un entretien réalisé avec un agent de la *Commercial Bank of Ethiopia*, le 28/11/12 à Addis-Abeba.

¹³⁰ Entretien réalisé le 06/12/12 à Addis-Abeba.

2.2. Le *Developmental State* et les groupes sociaux intermédiaires : cibler, choyer, contrôler ?

Alors que les populations pauvres et rurales constituent la base politique historique de l'EPRDF, l'attention du parti s'est progressivement tournée vers des catégories moins précaires, particulièrement depuis les années 2000 :

“The government has also made a discreet but radical shift : its GTP for 2010/11-2014/15 is no longer directly targeted at the most vulnerable population, mainly poor farmers and the landless – in other words, at poverty. Instead, the plan is that improvements in their lot will essentially be indirect, relying overwhelmingly on the effects of economic growth by the most advanced actors and sectors, essentially through employment arising from the expected growth in the micro and small enterprise sector.” (Lefort, 2013: 468).

A partir des documents stratégiques du parti et d'une étude des politiques concrètes mises en place depuis les années 2000, nous tenterons de mieux cerner l'attitude du *developmental state* envers ces groupes. S'il apparaît clairement que le parti tente d'intégrer à son projet économique et politique certains groupes économiques intermédiaires, la manière dont il compte s'y prendre n'a rien d'explicite. En mêlant analyses du registre du discours (2.2.1) et du registre de la pratique (2.2.2), nous donnerons des premiers éléments de réponse aux interrogations suivantes : avec quelles catégories le parti au pouvoir établit-il ou tente-t-il d'établir des liens ? Comment sont perçus les « groupes intermédiaires » ? Quel rôle ont-ils à jouer dans le projet de l'EPRDF ? À quelles conditions sont-ils encouragés/tolérés/sanctionnés ?

2.2.1. Quelle place pour les groupes sociaux intermédiaires dans le *Developmental State* éthiopien ?

Si le resserrement politique et économique sur les groupes sociaux intermédiaires est particulièrement visible depuis les années 2000 (voir Lefort, 2012, 2013), l'objectif d'un resserrement sur ces groupes est clairement énoncé par le parti dès le début des années 1990 (voir TPLF/EPRDF, 1993).

Le texte *Our Revolutionary Democratic Goals and the Next Step* (1993) offre une vision précise des projets que le parti réserve à la *petty bourgeoisie* urbaine. Il entend développer et profiter de cette « force productive » tout en l'encadrant. Le système d'encadrement est justifié par le côté “*vacillator*” de la *petty bourgeoisie* urbaine qui pourrait constituer une menace pour le parti. Il est adapté à chaque sous-groupe de la *petty bourgeoisie*, qui se voit selon les groupes, encouragée, tolérée ou sanctionnée, intégrée ou neutralisée.

Il s'agit en premier lieu d'encourager les “*petty producers*” :

“The revolutionary democratic forces should strengthen their ties with petty producers and create the situation which would enable them to guide their development.”

Concernant les “*local investors*”, sont distinguées une strate haute et une strate basse. Ceux qui constituent la strate basse, les moins puissants et aussi les plus dociles, doivent être choyés :

“However priority should be given to the lower stratum which engages in small-scale production and services. It gets its resources locally and can also be easily guided by the revolutionary democratic forces. It can open up the path for the creation of a wide culture of industrial society and enhance the development process. So it should be supported with credit facilities, favorable policies and other services.”

Une attention particulière doit être portée à la strate haute (“*vacillator*”) qui doit être encadrée: “*should be directed by and disciplined to follow the direction of Revolutionary Democracy*”.

Si les convaincre ou les infiltrer s'avère une tâche compliquée, il s'agit de changer de stratégie et de les neutraliser en échange de leur enrichissement (« remplir leurs ventres et leurs poches ») :

“Through the representatives of our own firms, we should penetrate and lead the organizations which it forms. If this is not possible, we should neutralize it so that it does not take an antagonistic stance toward us. We should ensure that the livelihood and profit of this sector are tied up with the goodwill and support of the State as well as our economic institutions, and retain it from taking extreme positions by filling its belly and pocket.”

Quant à l'intelligentsia, il s'agit de l'infiltrer via ses organisations :

“The intelligentsia has a better organizational experience. So, we would encourage its associations while at the same time trying to direct them along revolutionary democratic lines by using our members and sympathizers inside these associations. We should realize that as our political influence widens, our ability to control them indirectly also grows.”

Et d'user d'un système carotte/bâton (ou plutôt ventre vide/ventre plein) afin de la neutraliser:

“The other means of persuading the intellectuals is to fill their bellies and their pockets.

The combined strength of the State and Revolutionary Democracy's economic institutions should be used either to attract the support or to neutralize the opposition of the intelligentsia. We should demonstrate to it that our economic strength could serve its interests, and, in the event of its opposition to us, its belly and pocket could be made empty.”

Les efforts doivent être concentrés en priorité sur la strate basse de l'intelligentsia, plus facile à convaincre:

“Though we should try to persuade all members of the intelligentsia, we should not try to give equal weight to all stratum of this group. We should put more attention on the lower level, which is large in number, works in rural areas and is easily amenable to our influence.”

Ainsi, en fonction des compositions des différents sous-groupes, le parti prévoit d'accompagner, de développer, de réprimer, de fidéliser ou de neutraliser. Depuis les années 2000, la stratégie du parti s'est resserrée de manière effective sur les groupes sociaux intermédiaires aussi bien en milieu rural (voir Lefort, 2012) qu'en milieu urbain. Cependant, sur cette même période, les documents du parti, pour le moins ceux dont nous disposons, n'affichent pas de position aussi explicite quant à son positionnement vis-à-vis de ces groupes, qui d'ailleurs ne sont plus désignés comme tels (disparition du vocabulaire marxiste de classe sociale dans les textes). Depuis les années 2000, l'attention de l'EPRDF s'est progressivement resserrée sur les *“new entrepreneurs”* et *“constructive investors”* au détriment de la « masse des *poor farmers* » (Lefort, 2012). R. Lefort conclut sur un resserrement du parti sur les « classes moyennes ». Ces nouvelles cibles sont considérées à la fois comme les acteurs et les bénéficiaires du développement économique du pays. Le texte du GTP fait abondamment référence aux *“domestic”* et *“private” “investors”* et les *“developmental investors”* constituent les membres privilégiés de la *“developmental army”* au coeur de la *“developmental democratic political economy”* dans le dernier congrès de l'EPRDF (2013) :

“Cities will be centers of production and service rendering institutions. By creating development investors ranging from micro up to large scale industries along with strengthening the developmental democratic political economy building which is very crucial for development, the work has started to do away, ones and for all, with rentier practices and tendencies and that will continue with vigor and determination.”
(p.118).

Les groupes sociaux intermédiaires sont avant tout perçus comme une ressource économique mais la méfiance envers ces groupes demeure et il est nécessaire de contrôler leur influence économique et politique. C'est pour ces raisons qu'ils sont dénommés *“development oriented investors”* (Ministry of Federal Affairs, 2005), *“constructive investors”* (EPRDF, 2006), ou encore *“developmental”* ou *“developmental oriented investor”* (EPRDF, 2013) et non *“investor”* sans qualificatif. Ils se doivent de garder comme objectif principal le développement du

pays et non leur développement personnel, et seront ainsi considérés comme acteurs/bénéficiaires privilégiés du *developmental state* et non comme ennemis (au côté des “*rent-seeker*”).

La question centrale que pose cette interprétation est celle des caractéristiques de cette « classe moyenne ». S’agit-il d’une ‘*lower middle class*’ ou d’une ‘*upper middle class*’, une sorte de bourgeoisie impliquée dans le développement et qui correspondrait à ces leaders économiques privés ou semi privés avec lesquels les strates étatiques du *developmental state* font alliance ?

Cette question est fondamentale et notre partie empirique¹³¹ permettra un éclairage sur l’identification des différents groupes convoqués derrière ces termes et dans quels cas ils sont effectivement encouragés, tolérés, neutralisés ou sanctionnés.

Les documents stratégiques du parti, ses projets de développement et la manière dont il les présente ainsi que les analyses de différents chercheurs permettent à ce stade de poser des hypothèses sur les stratégies envisagées par le *developmental state* vis-à-vis de ces catégories.

Il semblerait que le gouvernement cible différents niveaux de l’espace social intermédiaire. L’appel à contribution à la construction du barrage du Nil¹³², nommé *Grand Renaissance Dam*, est révélateur de la nécessité du gouvernement de cibler le niveau le plus bas des groupes sociaux intermédiaires (fonctionnaires moyens, employés, petits commerçants) ainsi que le niveau supérieur (“*business community*”).

Le *Grand Renaissance Dam*, « plus qu’une innovation économique », est devenu le « véritable symbole national des ambitions de l’EPRDF » et est « désormais si chargé symboliquement que la légitimité même du gouvernement post-Meles semble en dépendre » (Bach, 2013). Il est présenté comme le projet de tous les éthiopiens, qui sont sollicités pour participer activement en achetant des bons publics. “*The Grand Renaissance Dam – a Gateway to Prosperity*¹³³” constitue le symbole d’unité de tous les Éthiopiens pour une Éthiopie prospère :

¹³¹ Deuxième partie de cette thèse.

¹³² Projet de construction d’un gigantesque barrage sur les eaux du Nil bleu, à une quarantaine de kilomètres de la frontière soudanaise.

¹³³ Slogan en couverture de l’*Ethiopian Herald* pour le mois de mai 2010.

“The project has unified the Ethiopian people – all Ethiopians, here and abroad, the opposition, everyone vowing to make any sacrifice for the realisation of the dam. Ethiopians, near and far, have pledged to make financial donation and buy bond for the project¹³⁴.” (13 mai)

Slogans et photos dans les médias ne cessent de rappeler l'importance de l'implication de tous, du peuple éthiopien dans son ensemble, dans ce projet :

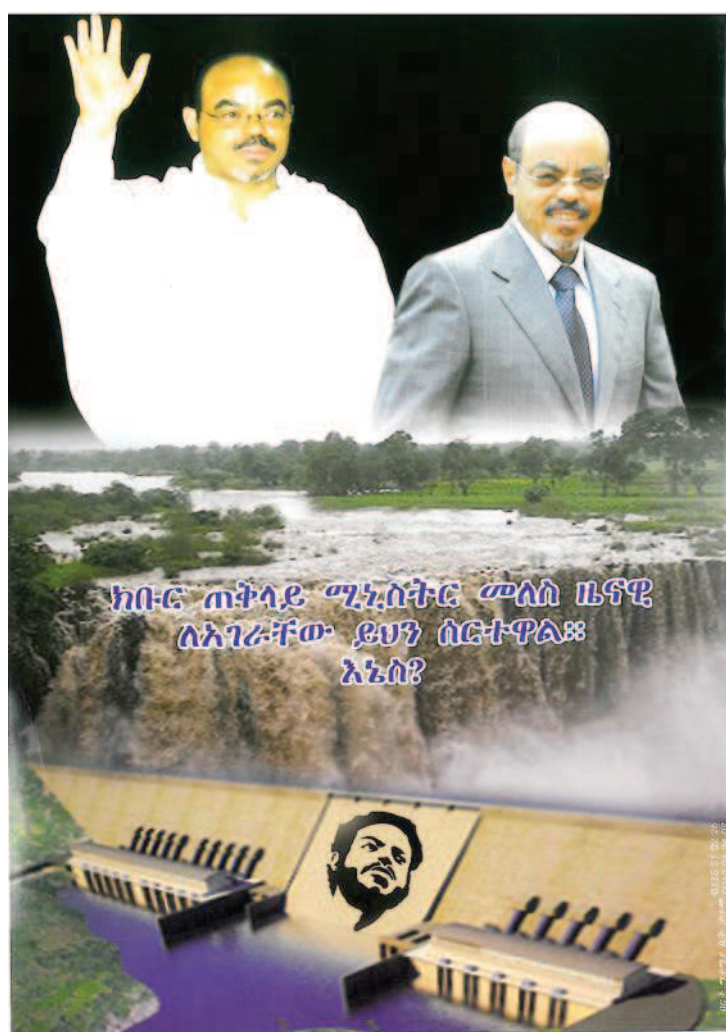


Figure 14: quatrième de couverture d'un dépliant de communication du ministère de l'éducation (2012). En haut, Méles Zenawi en tenue d'étudiant et en costume. Au centre, les chutes du Nil bleu et le slogan « Méles a fait ça pour le pays, et moi ? ». En bas, un prototype du Grand Renaissance Dam avec au centre, le portrait de Méles Zenawi.

¹³⁴ Extrait d'un article de l'*Ethiopian Herald*, écrit par Tesfaye Hailu, publié le 13/05/10.

Projet de tous les Éthiopiens, il est surtout le projet de ceux qui ont les moyens de contribuer. Dans les journaux¹³⁵ sont rappelés régulièrement à leur devoir de contribution la “*business community*” et les “*employees*”, soit par un rappel à l’ordre (“*Contribution for Dam building continue*”¹³⁶) soit par des messages de félicitation (“*Business community urged to contribute to Millenium Dam Project*”¹³⁷). Les « dons volontaires » (“*Employees of the offices of the House of Peoples' Representative and the House of Federation decided to contribute their one month salary amounting to over 1.2 million birr for construction of the Grand Renaissance Dam Project*”¹³⁸) sont généralement imposés ou réalisés sous contrainte.

Les entretiens réalisés auprès des « ni riches ni pauvres » révèlent que les groupes sociaux intermédiaires ont massivement participé au financement du barrage, que ce soit de manière contrainte (pour la grande majorité) ou volontaire. Les fonctionnaires se sont vus prélever automatiquement un mois de salaire sur une période d'une année¹³⁹. Pour leur part, ceux qui travaillent dans le secteur privé ont été fortement incités à faire de même au nom de leur entreprise¹⁴⁰ et à titre individuel¹⁴¹. Le système de contribution de la construction du barrage du Nil révèle ainsi l'impératif financier de l'État à assurer sa construction en capturant les petites (mais nombreuses) contributions (prélèvement automatique sur le salaire des fonctionnaires) ainsi que le soutien des acteurs économiques conséquents (la “*business community*”). C'est aussi un moyen d'impliquer et d'intégrer ces catégories à la construction *developmental state* (possibilité de contribuer au développement du pays même avec de petites sommes).

Concernant la question de la mise en place d'une coalition politique avec certains groupes, Méles Zenawi suggère une coalition politique possible avec les “*urban middle classes*” dans son mémoire *African Development : Deads Ends and New*

¹³⁵ Cette affirmation est le fruit d'une étude des journaux éthiopiens *Ethiopian Herald*, *Seven Days*, *Capital* et *Reporter* de janvier 2010 à décembre 2012.

¹³⁶ Titre d'un article de l'*Ethiopian Herald* du 11/05/11.

¹³⁷ Titre d'un article de l'*Ethiopian Herald* du 22/05/11.

¹³⁸ *Ethiopian Herald*, 10/05/11.

¹³⁹ Le mois de salaire a été déduit de leurs salaires mensuels sur une année.

¹⁴⁰ Les chefs d'entreprises ont été convoqués et se sont retrouvés dans une position dans laquelle ils étaient contraints de prélever au moins un mois de salaire à leurs employés pour le barrage du Nil. Nous tenons cette information de nos entretiens.

¹⁴¹ Sous forme d'action.

Beginnings, Là encore le groupe n'est pas considéré comme a priori allié (“*urban bias*”), mais le passage laisse entendre que certaines catégories seraient facilement mobilisables :

“The urban middle classes and labour, however small they might be could also be members of such coalition. It has of course been argued that they do benefit from patronage and rent seeking in the context of what has been called urban bias. The crumbs they may get from such activity is however nothing when compared with what they could get from job creation in the context of accelerated growth that is broadly equitable. They tend to be much easier to organize than the rural population and under the appropriate environment more democratic in their orientation than even the socially transformed peasant.” (p.13).

Pour Jemal Abagissa (2011), ce sont les « entrepreneurs urbains » qui sont courtisés afin de constituer une nouvelle base politique du parti-État :

“It is natural that a developmental party intending to win an election every five years chooses small farmers, which occupy 83% of the Ethiopian population, as its support base. In addition, small and medium size entrepreneurs in the urban areas are also counted as its future support base although their number is still small. However, at present, the ruling party has not established itself firmly in urban constituencies.” (p.27).

Pour sa part, K. Onho (2009) schématise une coalition politique qui allie le parti-État, les “*small farmers*” à un groupe intermédiaire constitué de “*urban workers*”, “*small and medium entreprise*” et “*service providers*”:

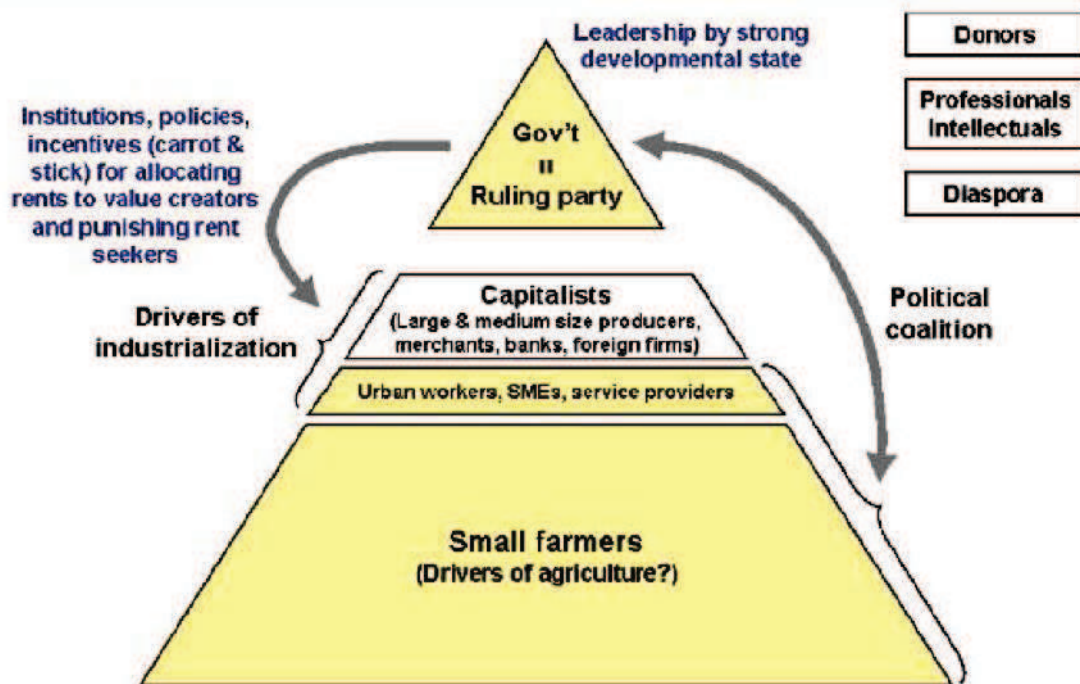


Figure 15: Schéma du Democratic Developmentalism, (Ohno, 2009: 12)

Il semble donc que le groupe intermédiaire soit convoité afin de former une coalition. Les études de R. Lefort et de J.N. Bach montrent que concrètement, certains groupes sociaux intermédiaires constituent aussi des groupes politiques intermédiaires, au sens qu'ils serviraient de base électorale au parti, d'autant plus qu'ils bénéficient de l'enrichissement et de la stabilité dans leur vie quotidienne.

Le projet de Méles Zenawi semble s'être progressivement mis en place au point que R. Lefort (2013) considère la *“middle class”* comme le nouveau socle politique du régime « rallié en échange de son enrichissement ».

En se basant sur le septième congrès de l'EPRDF (2008), J.N Bach laisse entendre que le parti entend faire correspondre positions sociales intermédiaires¹⁴² et positions politiques intermédiaires de contrôle des populations¹⁴³ en recrutant en priorité les « classes intermédiaires » :

« Ce nouveau relais de contrôle de la population [les classes intermédiaires] doit fournir ce qui est officiellement appelé le *‘middle level effective*

¹⁴² Tout en notant que les positions sociales constituant le « groupe intermédiaire » ne sont pas détaillées dans les documents de l'EPRDF.

¹⁴³ En investissant les entités administratives par lesquelles passe le quotidien des populations (*qebelé* et *wereda*).

leadership'. Ces membres, ces '*middle level vanguards*', sont chargés d'investir les différentes entités administratives par lesquelles passe le quotidien des populations.» (Bach, 2011: 461).

Une partie de *l'intelligentsia* urbaine est aussi visée afin de former de bons citoyens, c'est-à-dire de former les esprits aux idées du parti :

"The next point of focus is the capacity of the intelligentsia, which can, and should, play the role of creating efficient citizens, and disseminate and create revolutionary democratic concepts. Mobilizing this force under our aim and recruiting the highest capacity for our party means exerting influence and shape way of thinking of the society at large." (EPRDF, 2008: 97, cité dans Bach, 2011).

R. Lefort (2012) constate une dynamique similaire en milieu rural où les "*model farmers*", désignés et cooptés au sein de l'administration locale, sont chargés de veiller à l'application des directives gouvernementales par les paysans. Ils sont alors missionnés pour faire appliquer les directives du parti mais aussi pour diffuser ses visions.

Ces éléments font écho au régime du *Derg*, sous lequel les « classes intermédiaires » constituaient une cible pour les pouvoirs en place qui les intégraient dans l'appareil d'État afin d'en constituer un organe de contrôle des populations. Elles étaient en effet intégrées dans une bureaucratie croissante ou envoyées administrer les provinces. Les cadres « intermédiaires » se trouvaient chargés d'encadrer les paysans et de les éclairer sur le chemin de la révolution (Bach, 2011 : 368).

Ces éléments sont révélateurs d'un impératif financier de l'État à assurer sa construction mais aussi de la nécessité de l'État de pérenniser son pouvoir, et d'intégrer les groupes sociaux intermédiaires urbains, particulièrement contestataires lors des événements de 2005 (Bezunesh Tamru, 2005), au *developmental state* et par là-même au parti État. Il s'agit alors au mieux d'en constituer une base politique et dans tous les cas de mettre en place un système d'encadrement (intégration et contrôle) de ces groupes. Nous distinguons trois niveaux de ciblage au sein de l'espace social intermédiaire : les groupes situés en

bas sont intégrés, qu'ils le veuillent ou non, aux grands projets de développement, les groupes intermédiaires serviraient de base électorale au parti, d'autant plus qu'ils bénéficient de l'enrichissement et de la stabilité dans leur vie quotidienne et les groupes du haut de l'espace social intermédiaire seraient soit des ennemis, soit associés dans le cadre du *developmental state*.

Avant de tester ces hypothèses avec notre étude empirique, nous allons ici présenter les politiques actuelles concrètes qui ciblent (explicitement ou implicitement) et impactent les groupes sociaux intermédiaires urbains.

2.2.2. Le *Developmental State* en action : resserrement concret sur les groupes sociaux intermédiaires

En juillet 2012, un programme d'accès au logement gouvernemental pour les *middle income people* a été annoncé¹⁴⁴. C'est la première fois que le terme '*middle income people*' était utilisé explicitement pour caractériser les bénéficiaires d'une politique publique. Largement diffusé par les médias, ce projet, destiné initialement à ceux qui peuvent payer "*a little more than the condominium cost*" (Capital, 2012), se veut constituer une issue à la pénurie de logement dans la capitale¹⁴⁵.

Il succède à la politique de logements sociaux *condominium*¹⁴⁶ initiée en 2005 dont l'objectif premier était de répondre aux demandes des ménages dont les revenus se situaient dans la tranche basse. En définitive les *condominium* se sont rapidement loués à des tarifs élevés et sont devenus de plus en plus coûteux. Ils sont ainsi devenus inabordable pour la partie de la population à laquelle ils étaient pourtant destinés originellement (Duroyaume, 2009). Les *condominium* du centre d'Addis-Abeba sont en effet occupés par des personnes dans des situations de prospérité

¹⁴⁴ Programme prévu par le GTP (2010/11 – 2014/15).

¹⁴⁵ Bezunesh Tamru (2009) parle de « manque chronique de logements » à Addis-Abeba qui se chiffre par centaines de milliers (p.95).

¹⁴⁶ Il s'agit d'un habitat collectif en hauteur. L'appellation *condominium* fait référence au statut de copropriété ainsi qu'à la forme collective et communautaire de ces ensembles de petits immeubles

relative voire aisées, en témoignent les enquêtes que nous avons menées en leur sein en 2012¹⁴⁷. Un initiateur du programme de logements sociaux résume ainsi la situation : « *Les condominiums devaient être pour les pauvres mais en fait ils se sont transformés en habitat pour les classes moyennes, pour ceux qui gagnent au moins 2000 birr (103\$) par mois* »¹⁴⁸.

Le nouveau programme de logement, popularisé sous le nom de 40/60¹⁴⁹, a pour ambition de répondre à la demande en logement de ces personnes disposant d'un « *middle income* ». Il s'agit de « *condominiums améliorés*¹⁵⁰ », habitats collectifs en hauteur « de qualité » situés en centre-ville.



Figure 16 : Image du projet 40/60
Source: Commercial Bank of Ethiopia

Les candidats devront être capables de verser à la Commercial Bank of Ethiopia (CBE) 40% du prix du logement durant les cinq premières années¹⁵¹ puis les 60% restants sur dix-sept ans. Les inscriptions ont été annoncées par le journal Reporter comme devant débiter en octobre 2012 puis n'ont finalement pas été ouvertes. Un professeur en développement urbain m'explique ce qui s'est produit :

qui, à l'époque où ils ont été initiés, tranchaient dans un paysage urbain essentiellement composé de maisons basses, construites en pisé (Duroyaume, 2009).

¹⁴⁷Nous développerons ces enquêtes en deuxième partie de cette thèse.

¹⁴⁸Entretien avec un des initiateurs du projet de la GIZ, le 27/11/12 à Addis Abeba.

¹⁴⁹L'appellation 40/60 vient du système de crédit qui permet d'acheter le logement (remboursement de 40% du prix durant cinq ans puis les 60% restant durant dix-sept ans). Le projet est réalisé en collaboration avec la *Commercial Bank of Ethiopia*.

¹⁵⁰Les termes cités sont ceux employés par un agent du *Ministry of Urban Development and Construction*, lors d'un entretien réalisé le 10/12/12 à Addis-Abeba.

¹⁵¹Au 27/11/12, il s'agissait de verser 1059 ETB (55\$) par mois pour un logement avec une chambre, 1333 ETB (69\$) pour deux chambres et 2137 ETB (137\$) pour trois chambres.

« L'annonce d'inscription est parue dans Reporter et tout le monde s'est précipité au wereda pour demander les papiers nécessaires à l'inscription¹⁵². Je suis moi-même allé au wereda et c'était la folie : une foule de gens, des queues immenses, c'était ingérable. Cela a duré pendant des jours et des jours, j'y allais tous les jours et n'arrivais jamais à accéder aux guichets tellement il y avait du monde. Pour te dire, il y a même des gens qui sont venus de loin. Mon cousin, qui était en déplacement à Djibouti, a pris un avion directement après avoir entendu que l'inscription pour 40/60 allait s'ouvrir. C'est la chance de notre vie pour les gens comme moi. On a de l'argent mais il n'y a pas de possibilité d'accès au foncier à Addis-Abeba. Bref, du coup ils ont arrêté le processus, affolés par les foules qui entouraient les wereda. Et maintenant on attend. Ils ne vont pas abandonner le projet mais je crois qu'ils réfléchissent à des critères de sélection plus précis, afin d'éviter que tous les habitants d'Addis-Abeba se présentent¹⁵³. »

En novembre 2012, je pars aux nouvelles du projet en suspens, tâche qui s'est révélée laborieuse : j'ai passé des semaines à aller de bureaux en bureaux, de rendez-vous annulés en rendez-vous annulés¹⁵⁴. Un agent de la CBE m'explique qu'ils procèdent à une redéfinition du processus de recrutement et qu'ils vont probablement donner la priorité à ceux qui peuvent verser les 40%, voire la totalité du prix du logement en une fois. Il conclut ainsi : *“There are many people able to pay cash in Addis-Abeba, for exemple high level government officer, NGO workers and small traders. The big traders can afford Real Estate¹⁵⁵”*. Au *Ministry of Urban Development and Construction*, on m'explique qu'une solution qui ne dénaturera pas les objectifs initiaux du projet (offrir un accès au logement aux *middle income people*) est en cours de négociation. Les initiateurs du programme

¹⁵²Pour s'inscrire il faut détenir : un certificat de non propriété foncière, un justificatif de situation matrimoniale et un papier d'identité à jour.

¹⁵³Extrait d'un entretien avec Ezana Haddis, professeur en développement urbain au Service Civil College, le 22/11/12 à Addis-Abeba.

¹⁵⁴J'ai fait le tour des bureaux susceptibles de fournir des informations sur le sujet: *Addis Ababa Administration Housing development project office, Construction and Housing Development office, Addis Ababa Administration*.

¹⁵⁵Entretien réalisé avec un agent de la CBE, le 27/11/12 à Addis-Abeba.

Real Estate Developers sont des promoteurs immobiliers privés, qui vendent des lotissements et appartements luxueux, pour lesquels l'obtention d'un crédit bancaire exige des conditionnalités comme une solvabilité suffisante et une stabilité salariale. Ils sont les seuls à offrir des possibilités d'accès légal direct au foncier (Duroyaume, 2009).

pensent éviter le « chaos¹⁵⁶» qui a eu lieu lors de la première annonce d'inscription en ouvrant simultanément les inscriptions à trois programmes de logement différents. Chaque candidat devra choisir le programme auquel il postule. Parallèlement à 40/60 sera ouvert un programme de “*low cost housing*” pour les “*poorest of the poorest*” qui se verront proposer des habitats collectifs en hauteur produits à bas-coût en périphérie de la ville et des maisons individuelles dans des quartiers pavillonnaires pour les plus riches.

Les inscriptions ont finalement été ouvertes en août 2013 sans restriction des conditions de candidature¹⁵⁷. Les immeubles sont en cours de construction et seront prêts d'ici 3 à 7 ans selon les sources, c'est alors que les résultats des bénéficiaires seront publiés¹⁵⁸. Tout candidat a dû ouvrir un compte en banque spécial à la *Commercial Bank of Ethiopia* sur lequel il peut mettre la totalité du coût de l'habitation ou se doit de déposer une certaine somme mensuelle¹⁵⁹. Cela est ressenti comme de l'« épargne forcée » par la plupart des candidats mais qu'ils sont prêts à subir afin de bénéficier de la chance d'acquérir un logement¹⁶⁰.

Ces éléments mettent en évidence la stratégie du gouvernement de capter les ressources des “*middle income people*” tout en donnant l'impression de vouloir les satisfaire avec un programme conçu spécialement pour eux et plus globalement un projet urbain pour Addis-Ababa de regroupement des différents groupes sociaux¹⁶¹. Ainsi, sous couvert de la promesse de conditions de vie meilleures, le *developmental state* recueille les ressources nécessaires à sa construction. Par ailleurs, l'engouement pour le programme indique certes une saturation du système foncier d'Addis-Abeba, mais aussi que nombreux sont ceux à pouvoir prétendre remplir les conditions d'épargne du programme.

¹⁵⁶ Les termes cités sont ceux employés par un agent du *Ministry of Urban Development and Construction*, lors d'un entretien réalisé le 10/12/12 à Addis-Abeba.

¹⁵⁷ Les inscriptions sont annoncées néanmoins avec une insistance sur les lourdes pénalités (qui peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement) qu'encourent ceux qui postuleraient alors qu'ils détiennent une autre habitation.

¹⁵⁸ Le moyen de sélection annoncé est le tirage au sort, à l'instar du système du programme *condominium*.

¹⁵⁹ Cette somme dépend du type de logement auquel la personne candidate (une pièce, deux pièces ou trois pièces).

¹⁶⁰ C'est un moyen pour le gouvernement de combler le manque d'épargne des ménages, problème souligné dans le GTP.

¹⁶¹ Alors qu'Addis-Abeba est réputée pour être un exemple de mixité sociale, les programmes fonciers transforment peu à peu la ville en regroupant les habitants dans certains quartiers et types d'habitat selon leur statut économique.

De manière plus tacite, le gouvernement a mis en place depuis les années 2000 des dispositifs pro-ascension économique des individus susceptibles de participer à l'entreprise de moyennisation de la société. Alors que le registre du discours est construit sur la mise en place d'un dispositif d'aide aux plus précaires (« pauvres », « jeunes chômeurs »), le registre de l'action révèle un glissement vers le ciblage des groupes sociaux intermédiaires (accompagner les « actifs », id est ceux qui ont déjà les moyens de prendre en charge leur situation).

Notre étude empirique révèle que les groupes sociaux intermédiaires sont largement pris en charge par la *Credit and Savings Institution*¹⁶² (CSI), agence gouvernementale en situation de quasi-monopole en matière d'accès au microcrédit et la *Micro and Small Enterprise Development Agency* (MSEDA). Ces deux agences gouvernementales ont pour mission d'accompagner l'accès à l'emploi des plus « pauvres ». Aucun critère de revenu ne définit les catégories bénéficiaires de ces politiques. La CSI propose des microcrédits, des formations et des locaux au sein desquels installer son entreprise. La quasi-totalité des petits commerçants enquêtés pour notre étude sont passés par cette institution pour créer et amplifier leur commerce. La MSEDA a été créée par le gouvernement en 2003 à Addis-Abeba puis s'est étendue sur la totalité du territoire éthiopien en 2005. Alors que le ministère des finances recensait 75 micro entreprises en 2001, la MSEDA en compte 17 904 en 2012¹⁶³. La MSEDA travaille en partenariat avec les CSI et offre le même type de service¹⁶⁴. Là encore, l'objectif est l'ascension économique : les bénéficiaires créent une “*small scale enterprise*” qui doit devenir une “*medium scale enterprise*” pour atteindre à terme le niveau “*large scale enterprise*”.

Décrites comme le « socle de l'industrialisation » du pays (9ème congrès EPRDF, 2013: 65) les *Micro and Small Enterprise* (MSE), mêlant ouverture du marché et aide sociale, sont au cœur de la politique du *developmental state*, ce qui montre bien que le discours anti-néolibéralisme de l'EPRDF est accompagné d'une pratique bien tournée vers l'économie de marché. Le dernier remaniement du

¹⁶² Institution de microcrédit créée par le gouvernement en 2000. Elle encourage la création de petits commerces.

¹⁶³ Statistiques provenant d'un document en amharique consulté le 09/11/12 au bureau d'Addis-Abeba de la MSEDA.

¹⁶⁴ Les MSE sont impliquées dans la construction des logements, le textile, les métiers du métal et du bois, la préparation de nourriture, les services municipaux et l'agriculture urbaine.

niveau micro des entités administratives d'Addis-Abeba¹⁶⁵ a d'ailleurs été conçu dans le but de renforcer l'efficacité du système des MSE, “*so that make it compatible with the business process reengineering practice*” (Addis Negari Gazeta, Addis-Abeba 2010). Là encore, l'objectif est le développement du pays et non l'enrichissement personnel, les MSE ne sont pas simplement des “*income-generating activities*” mais sont aussi des outils “*to encourage broader participation of the population in the realization of urban development*” (MWUD, 2006).

L'objectif initial et encore aujourd'hui affiché de la MSEDa est de lutter contre le « chômage¹⁶⁶ » et la « grande pauvreté » en « offrant des opportunités d'emploi aux pauvres, particulièrement aux jeunes et aux femmes ». La stratégie de l'agence gouvernementale a cependant implicitement évolué depuis deux ans comme le montrent les propos d'un responsable de la MSEDa d'Addis-Abeba : « Nous ciblons actuellement en priorité ceux qui peuvent épargner, qui disposent déjà de capital et qui ont des idées novatrices », même si « encore maintenant la priorité est donnée aux sans emplois¹⁶⁷ ». Cette contradiction dans le discours d'un des responsables des politiques de l'agence est révélateur du décalage entre les objectifs affichés et les groupes effectivement ciblés en priorité. C'est aussi ce que laisse présager un extrait du 9ème congrès de l'EPRDF, significatif de la volonté d'intégrer au programme MSE des jeunes éduqués et disposant de savoir-faire :

“Resolution has also been passed that the micro and medium enterprises development that plays key and significant role towards the sustainable industrial development of our country be given prior emphasis and that this sector be a sector that graduate youth from the universities and various technical and vocational schools/colleges to be widely engaged in it and that wider technological capacity building supports to be extended in order to offer training of empowerment.” (p.62).

¹⁶⁵ Transformation des *qebelé* en *wereda*.

¹⁶⁶ Ces termes correspondent à ceux utilisés dans les documents officiels de la MSEDa.

¹⁶⁷ Propos recueillis lors d'un entretien réalisé le 09/11/12 avec un responsable du *Addis Ababa City Administration Micro and Small Enterprise Development Bureau*. Ces « nouveaux » objectifs ne sont pas présentés dans les textes officiels.

Ce glissement dans le choix des bénéficiaires est significatif de l'idée d'efficience de la prise en charge de ceux qui disposent d'un petit capital préalable correspondant aux situations que nous qualifions de « petite prospérité » derrière la rhétorique du « pauvre méritant » (Wacquant, 2004) : le « pauvre créatif¹⁶⁸ », « actif », « capable de gravir l'échelle économique¹⁶⁹ ». Dans son étude sur les bénéficiaires pauvres du programme MSE, Di Nunzio (à paraître) constate que ce dernier a pour conséquence de confirmer et durcir les frontières sociales, en consolidant la position des pauvres en bas de l'échelle sociale :

“Entrepreneurial programmes failed to transform marginalized subjects into ‘entrepreneurs’, but succeeded because they effectively reconfigured the terrains in which marginalized subjects experienced, navigated and made sense of the terms of their interconnections with broader society” (p.7).

Les MSE sont un moyen de combiner ouverture du marché et aide sociale sous contrôle de l'État. Pour Tegegne Gebre-Egziabher et Meheret Ayenew (2010), le succès de l'entreprise MSE réside en grande partie dans sa fonction de rencontre entre *“the neoliberal focus on promoting the market as the main creator”* et son rôle d'aide sociale via son souci d'investissement dans la *“poor people's agency”* (p.14).

L'État est ainsi en situation de quasi-monopole concernant l'aide à l'emploi et à la promotion économique et sociale du secteur privé (petits commerçants ou dirigeants de petites entreprises). Il s'agit d'impulser des trajectoires d'ascension économique et de sécuriser les statuts sociaux. Il s'agit aussi de contrôler (que ce soit par nécessité économique ou par volonté) les trajectoires économiques et sociales dès le début du processus.

La fonctionnalité des MSE dans le dernier congrès de l'EPRDF (2013) est ainsi décrite : *“using small scale and micro financial institution and domestic investors as an engine”*. A la lecture du compte-rendu du congrès, nous percevons que les MSE sont perçues comme le moteur de l'industrialisation, mais aussi comme moteur du parti-État.

¹⁶⁸Ces termes correspondent aux termes utilisés par le responsable de la MSED A lors de notre entretien.

¹⁶⁹Slogan de la CSI sur son site internet, traduit de l'amharique.

Les MSE représentent de l'épargne et des membres du parti supplémentaires :

“On the other hand, in the last two years several projects aimed at reducing the preponderance of urban unemployment have been framed and implemented. This has helped citizens to augment their savings and start their own enterprises. Millions of men and women have become beneficiaries and a sizeable number have joined our party.” (p.13).

Les MSE sont un moyen pour le parti de gagner en adhésion en milieu urbain et de diffuser les idées du parti.

“The other area identified as a means of strengthening the party membership in urban areas is the development of Small and Micro Enterprises. Small and Micro Enterprises institutions are crucial providers of employment opportunities that also help to shape the beneficiaries’ mentality and activities along our party’s developmental lines.” (p.12-13).

Ces éléments posent le cadre de notre étude empirique qui seule peut nous éclairer sur les registres de la pratique. A partir du registre du discours, le positionnement du gouvernement éthiopien vis-à-vis de notre question de recherche se matérialise ainsi :

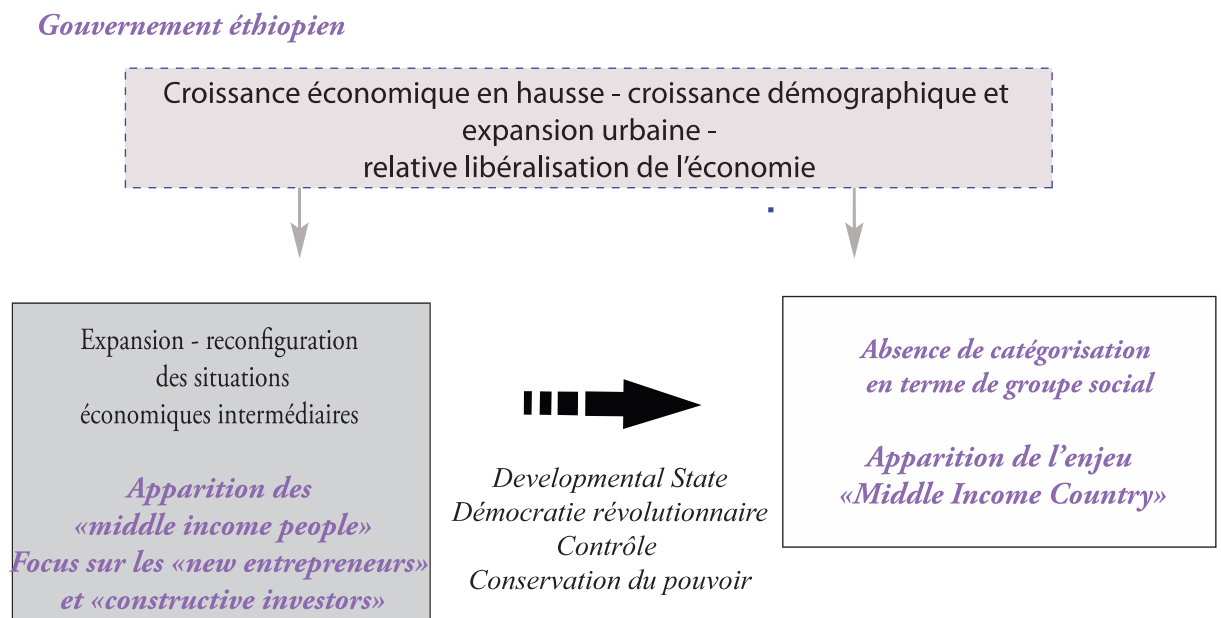


Figure 17 Le gouvernement éthiopien et la question des transformations socio-économiques en cours. Conception et réalisation C.N. et A.P. (2014).

Nous observons qu'à l'instar des institutions internationales de développement, le gouvernement éthiopien, selon une logique qui lui est propre, porte son attention vers un espace économique intermédiaire. Dans une perspective d'assise politique et économique de son pouvoir, le gouvernement intègre de nouvelles catégories à son appareil de légitimation et de domination. Dans un souci de légitimité historique et dans une perspective de conservation du pouvoir, la rhétorique développée exclut une catégorisation en termes de classe moyenne. Les représentations qui en sont constitutives dans ce cas sont menaçantes contrairement à l'aspect lisse induit par les discours des institutions internationales de développement. Est ici préférée une catégorisation en terme de *middle income country*, qui trouve son origine dans cette même grammaire des institutions internationales de développement et qui, elle, est compatible avec le projet politico-économique de la version éthiopienne du *developmental state*.

Ces éléments posent le cadre analytique nécessaire à notre étude empirique qui nous permettra d'avancer des réponses à la question essentielle du positionnement du parti au pouvoir vis-à-vis de ces groupes et à la composition sociale de ces groupes. L'influence du parti au pouvoir dans la vie quotidienne des groupes a priori ciblés, l'attitude de ces groupes par rapport au *developmental state* et au parti sont des éléments indispensables à la compréhension des orientations et stratégies qui se jouent au niveau du parti-État.

Conclusion de la première partie : opérationnalisation de la catégorie

Si la catégorie classe moyenne constitue bien une référence catégorielle pour les acteurs économiques et politiques de l'extérieur, elle revêt une forte valeur intuitive dans certaines analyses sur l'Éthiopie sans former une catégorie de référence pour le gouvernement éthiopien. Une étude empirique est indispensable afin de cerner les significations sociales des transformations sociales en cours qui, nous l'avons vu, constituent dorénavant un enjeu incontournable des politiques de développement aux niveaux global et national. L'objectif est alors de rendre la catégorie « classe moyenne » opérationnelle, c'est-à-dire de la transformer en catégorie d'analyse permettant l'étude empirique de l'espace social intermédiaire éthiopien.

Afin de reconstruire notre objet, nous abordons l'espace social intermédiaire éthiopien par le positionnement des individus dans le champ social, tel une « classe probable » (Bourdieu, 2000), c'est-à-dire tel un espace social qui constitue « une structure de probabilités de rapprochement ou d'éloignement, de proximité ou de distance sociales entre les individus », le passage « de la probabilité à la réalité » n'étant pas automatique, ni postulé ni garanti.

Le schéma ci-dessous résume l'ancrage de notre démarche de déconstruction de la catégorie dans nos questionnements empiriques :

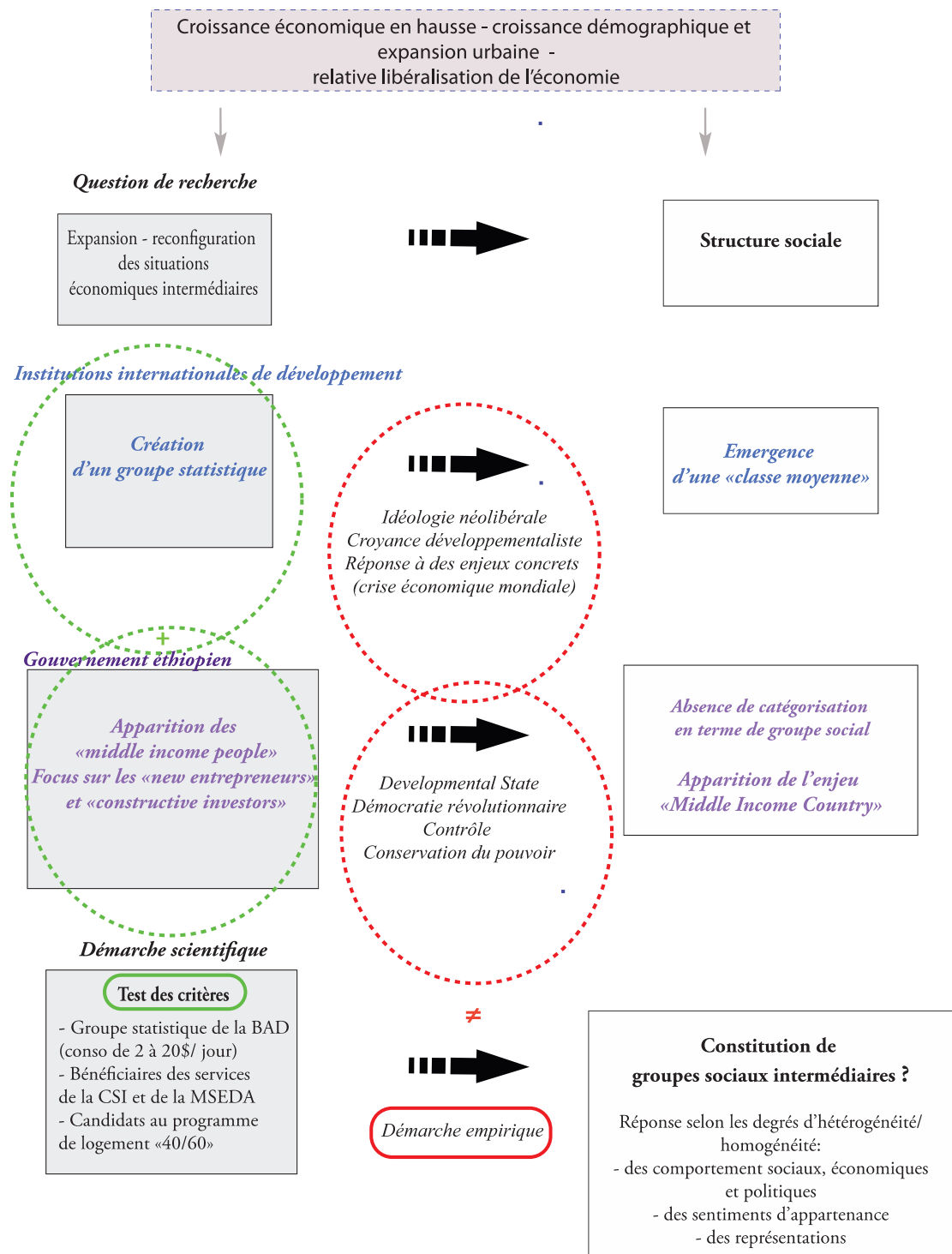


Figure 18 Cadre de la démarche adoptée pour l'étude empirique. Conception et réalisation C.N et A.P. (2014).

Nous utilisons une démarche associant un aspect déductif (les classes moyennes comme classe probable) et inductif (en identifiant l'existant pour en discuter les réalités sociales). Le choix de la « classe probable » comme catégorie d'analyse permet d'évacuer les biais idéologiques et pragmatiques de la catégorie telle que construite par les institutions internationales de développement et le gouvernement éthiopien (cercles rouges en pointillé). Afin de répondre à la question de recherche de l'impact de l'expansion et de la reconfiguration des situations économiques intermédiaires sur la structure sociale, nous adoptons une démarche empirique (cercle rouge). Pour « poser l'espace social » à étudier, nous adoptons une démarche inductive en partant des critères existants (cercles verts en pointillé). Il ne s'agit pas de prendre pour acquis les catégories définies par les institutions internationales de développement et le gouvernement éthiopien mais de les prendre en compte en les testant (cercle vert). Cette démarche permet d'une part de mettre ces critères à l'épreuve de la structure sociale éthiopienne et de « faire la théorie de l'effet même que la théorie produit au niveau de la réalité sociale par son intervention, en tant que théorie, dans l'univers des représentations symboliques et sociales ou encore dans l'espace politique » (Bourdieu, 2000: 96).

2^{ème} Partie

L'espace de l'entre-deux d'Addis-Abeba

Des situations erratiques, des sous-groupes structurants

Cette partie expose les résultats de notre étude empirique sur la composition de l'espace social intermédiaire d'Addis-Abeba. Nous proposons une entrée par l'« espace de l'entre-deux » car la diversité, la fluidité et l'hétérogénéité des situations socio-économiques intermédiaires ne permettent pas d'appréhender cet espace en tant que groupe social. Il s'agit ici de mener un travail d'objectivation des positions erratiques qui composent cet espace, positions marquées par des trajectoires sociales diversifiées et des niveaux de prospérité, de stabilité et de dépendance plus ou moins élevés. Il s'agit aussi d'interroger les probabilités d'agencement de ces positions en termes de groupes sociaux partageant des caractéristiques et dynamiques communes, en travaillant sur les pratiques, comportements, opinions et représentations des membres de cet espace ainsi que sur les relations sociales que ces derniers entretiennent entre eux et avec les individus détenant des positions plus basses et plus élevées dans la structure sociale .

Un exposé des caractéristiques générales de notre échantillon d'enquête (chapitre 3) et une analyse des positions et variations de l'espace l'entre-deux d'Addis-Abeba nous permet d'établir une typologie des groupes qui composent cet espace (chapitre 4), à partir de laquelle nous étudierons les pratiques et représentations sociales, économiques (chapitre 5) et politiques (chapitre 6) qui structurent les positions et variations de l'espace intermédiaire.

Chapitre 3

Arrêt sur image sur l'espace de l'entre-deux

De l'identification de la silhouette à la description du profil

« Si l'on comprend d'ordinaire si mal ce qui se passe en ce lieu *central* de l'espace social, c'est que, dans le meilleur des cas, on doit, pour essayer de connaître et de mesurer, arrêter les mouvements de même sens ou de sens contraire qui emportent et les positions et les agents, faisant de la région centrale et moyenne de l'espace social, lieu d'incertitude et d'indétermination relatives entre les deux pôles du champ des classes sociales, un ensemble de lieux de passage qui bougent, ou mieux un ensemble de lieux de passage en mouvement où se rencontrent pour un temps plus ou moins long des agents emportés par des trajectoires de même sens ou de sens inverse, ascendantes ou descendantes. »
(Bourdieu, 1979: 395).

Nous allons ici réaliser un « arrêt sur image » sur l'espace de l'entre-deux d'Addis-Abeba, espace mouvant aux contours flous, caractérisé par des situations sociales intermédiaires variées. Au sein de cet espace se déroulent des trajectoires sociales diversifiées (différentes origines sociales, trajectoires intragénérationnelles et intergénérationnelles ascendantes, descendantes ou quasi linéaires) avec des niveaux de sécurisation des positions sociales différents.

Comme nous l'avons vu en première partie de cette thèse, la question des classes moyennes est avant tout une question de délimitation, de construction. Il s'agit en premier lieu de s'arrêter sur la construction de notre échantillon à partir duquel nous avons identifié l'espace de l'entre-deux en présentant la méthodologie adoptée

et en évaluant son impact sur notre identification de la silhouette de l'espace intermédiaire (1.). Nous pourrions ensuite décrire le profil de cet espace, ses principales caractéristiques socio-économiques et les dispositifs de correspondance entre positions socio-économiques et statuts sociaux (2.).

1. La construction de l'entre-deux. Impact de la méthodologie sur la composition de l'échantillon

« Le travail de terrain s'apparente à de l'artisanat, ou pour le dire autrement, à un bricolage permanent, qui implique bien plus que des compétences techniques ou purement méthodologiques. La dimension humaine est omniprésente. Elle traverse l'enquête de bout en bout, imprégnant non seulement les stratégies mises en place, mais également le récit d'enquête. » (Boumaza and Campana, 2007: 11).

S'il est admis au sein du champ scientifique que le récit des conditions d'enquête constitue un « moment obligé » de tout travail ethnographique (Bizeul, 2007), ce récit est généralement l'objet d'un point d'introduction ou d'une annexe. Nous prenons le parti de développer le récit méthodologique dans le cœur du texte, tant il est révélateur en lui-même de certaines caractéristiques de l'espace social de l'entre-deux et tant la méthodologie adoptée a fortement influé sur la composition de notre échantillon et donc sur les résultats d'enquête. Après avoir exposé le positionnement méthodologique prévu pour la réalisation de l'enquête (1.1) nous présenterons le processus d'« artisanat », son impact sur la méthodologie adoptée, sur la composition de l'échantillon étudié, donc sur l'identification de l'espace de l'entre-deux (1.2.).

1.1. Méthodologie prévue

En suivant la perspective de « classe probable » de P. Bourdieu, il s'agit en premier lieu de « poser un espace social où les individus occupent une place déterminée par leur position dans la distribution des ressources sociales » (Bourdieu, 2000: 95). Notre objectif étant d'investir l'espace social intermédiaire dans son sens large afin de tester les différents critères, nous avons retenu une définition minimale, par la négative, de ce dernier, afin de faire référence aux groupes sociaux intermédiaires, qui ne se situent ni dans les fractions les plus élevées de la structure sociale ni dans ses fractions les plus basses. Etant donné le caractère labile des frontières sociales entre ces différentes fractions, il s'est avéré nécessaire d'identifier à l'aveugle, c'est-à-dire sans références précises préalables, les situations constitutives de l'espace social intermédiaire. Leur seule caractéristique *a priori* commune correspond à une situation d'éloignement marginal de la pauvreté (satisfaction des besoins basiques en nourriture et en logement) et d'un accès mesuré à une forme de prospérité, situations que nous qualifions de « petite prospérité »¹⁷⁰.

Notre travail de recherche s'inscrit dans une démarche inductive qui « répond à une dynamique d'allers et retours, d'ajustements constants entre la formulation des hypothèses de recherche, d'élaboration de catégories conceptuelles, d'analyse et d'accumulation progressives des données issues du terrain » (Barbot, 2010: 117). Dans cette optique il n'est pas possible de définir *a priori* le nombre et les caractéristiques des personnes enquêtées sélectionnées pour les entretiens. Nous retenons le principe de l'« échantillonnage théorique », tel que décrit par J. Barbot :

« Dans le choix des personnes à interviewer, l'enquêteur n'est pas en quête d'une représentativité au sens statistique, il cherche davantage à identifier et à explorer, au fur et à mesure de l'accumulation des données et du travail d'analyse, les situations contrastées qui vont lui permettre d'échafauder un cadre théorique. Dans cette optique, l'enquête se déplace tant que chaque

¹⁷⁰ L'utilisation de ce terme, emprunté à la sociologie chinoise, résulte des travaux du groupe de recherche « classes moyennes africaines » (LAM/Sciences po Bordeaux) qui mettent en évidence la pertinence de la notion de « petite prospérité » en tant que marqueur des situations africaines de sortie de la pauvreté.

nouvelle situation explorée produit un ensemble d'éléments pertinents pour l'analyse. L'enquête s'arrête, au point de saturation, quand les données nouvelles n'apparaissent plus infléchir le cadre théorique progressivement élaboré.» (Barbot, 2010: 118).

Concrètement, la première étape a consisté à élaborer un panorama large des situations de l'entre-deux en multipliant les entretiens avec des personnes potentiellement situées dans l'espace social intermédiaire. Nous¹⁷¹ avons alors réalisé 150 entretiens et choisi volontairement des profils professionnels très variés (secteurs formel/informel, public/privé, indépendants). Nous nous sommes ainsi entretenus, en amharique ou en anglais, avec des fonctionnaires, des commerçants, des petits entrepreneurs, ou encore des garagistes, des coureurs, des revendeurs, etc. Nous sommes partis des individus¹⁷² afin d'étudier les situations sociales de leurs foyers. Il est en effet rapidement apparu que les situations sociales des individus ne font pas sens si on les isole de la situation sociale du foyer dans son ensemble, d'où la nécessité de mener une étude type « enquête-ménage ». Nous avons mené des entretiens avec plusieurs membres d'un même foyer lorsque les circonstances l'ont permis. Les grands thèmes abordés avec les personnes enquêtées portent sur la socialisation, les trajectoires, les conditions de vie (habitat, nourriture, activité professionnelle, situation financière), les modes de vie (comportements sociaux, économiques et politiques, répartition des rôles au niveau du foyer, consommation, sociabilités, gestion financière, activités), les aspirations (projection dans le futur, opinions) et les représentations sociales (auto-positionnement, représentation de la société éthiopienne) (voir grille d'entretien en annexe 3). Il s'agit de thèmes classiques du travail de sociologie des positions sociales et des points ayant été identifiés comme déterminant des positions et des délimitations de l'espace intermédiaire par les travaux menés dans le cadre du groupe de recherche « classes moyennes africaines » (LAM/Sciences Po. Bordeaux). Afin de minimiser l'effet performatif de notre thème de recherche, nous

¹⁷¹ Lors des descriptions des situations de terrain, l'usage du « je » sera privilégié. Le « nous » sera mobilisé lorsque je ne suis pas seule à réaliser l'action. Le « nous » est ici employé car j'ai réalisé la majorité des entretiens accompagnée de collègues éthiopiens.

¹⁷² Etant donné le nombre élevé d'entretiens réalisés et dans un souci d'anonymisation, ils seront désignés par le terme « enquêté » associé à des numéros.

avons abordé les personnes enquêtées en présentant notre recherche comme une étude sur les différents modes de vie à Addis-Ababa. L'objectif étant de « faire parler » les enquêtés de leur parcours, de leur vie quotidienne. Il s'agissait d'adopter une méthode d'entretien la moins directive possible, tâche délicate au regard du nombre important d'informations précises requises par notre recherche¹⁷³ (voir liste des questions codées en annexe 4).

Travailler sur la probabilité de l'existence de groupes sociaux nécessite par ailleurs la prise en compte de la dimension *méso*. En effet, notre question de recherche implique l'étude des relations entre les individus qui partagent des caractéristiques objectives communes ainsi que les liens qu'ils tissent avec les autres groupes. Afin d'étudier ces relations, la méthodologie de recherche prévue était celle des « générateurs de noms ». Empruntée à la sociologie des réseaux¹⁷⁴ (voir Chollet, 2008), cette méthode permet de ne pas postuler l'existence d'un réseau *a priori* mais de le dessiner à partir des informations données par les personnes enquêtées. Les informations données par les enquêtés sur leurs relations permettent de reconstituer un réseau social. Il s'agit de mener les entretiens en réseau, en s'entretenant avec les personnes nommées par les différents enquêtés lors des entretiens (méthode « boule de neige »). Nous cherchons donc en premier lieu des cas de membre de l'espace intermédiaire puis procédons avec les générateurs de noms, ce qui permet de travailler à partir des affinités sur le principe d'un regroupement tendanciel des individus par affinités et compatibilités de statuts et de niveaux de vie.

¹⁷³ Dans le cadre des travaux du groupe de recherche « classes moyennes africaines », nous avons élaboré une liste de 80 informations nécessaires à nos études de cas.

¹⁷⁴ Cette méthode consiste à faire nommer à la personne enquêtée les personnes avec qui par exemple elle parle de sujet personnel, qu'elle fréquente hors de son milieu professionnel, avec lesquelles elle est en contact régulièrement, etc.

1.2. Méthodologie adaptée aux conditions de recherche

« L'enquêteur n'est pas l'exécutant d'une procédure de recherche préformatée, il est acteur à part entière d'une recherche qui, au fil des entretiens, fait évoluer ses cadres d'analyse. »
(Barbot 2010:141).

Nous avons cependant dû adapter notre méthodologie aux conditions du terrain de recherche. Il s'agit d'un phénomène ordinaire des recherches qualitatives qui impliquent de construire un cadre commun valable pour tous les enquêtés et d'envisager l'entretien avec « cet enquêté-là » (Barbot, 2010:126) ou de configurer l'enquête par rapport à « ce terrain-là » (voir Boumaza et Campana, 2007). La grille d'entretien constitue donc un outil hybride et évolutif qui accompagne l'exploration progressive d'un terrain et intègre les connaissances qui en sont issues :

« La grille d'entretien n'est pas une recension de questions préformatées destinées, à l'instar du questionnaire ou de l'entretien directif, à être administrées comme telles aux enquêtés. Elle n'est pas non plus un outil figé que l'enquêteur utilisera tout au long de son enquête. La grille d'entretien est un outil hybride, dans lequel l'enquêteur articule différentes questions. Celles-ci ne sont pas formulées « pour » ou « comme si » elles allaient être posées à l'enquêté. La grille d'entretien est, par ailleurs, un outil évolutif dans lequel certaines questions pressenties au début de l'enquête seront progressivement reléguées, tandis que d'autres apparaîtront ou s'étofferont (Barbot, 2010:126).

Pour les personnes enquêtées, se raconter n'allait absolument pas de soi. Lors des entretiens, j'ai été confrontée à des réponses particulièrement brèves et à de nombreux silences sur des sujets qui ne me semblaient pas *a priori* sensibles (parler de son parcours, de sa vie quotidienne). Si certains refus d'enquête recouvrent des situations particulièrement éclairantes à l'égard de l'objet de

recherche¹⁷⁵, il en a été de même des silences pour cette enquête, silences qui auront toute leur place au cours de l'analyse, en tant que non expression de l'omniprésence de la domination du contrôle social et politique dans les vies quotidiennes des personnes enquêtées. Il fallait cependant trouver des tactiques afin de créer des espaces plus propices à la loquacité des personnes enquêtées lors des entretiens. Une « fenêtre de confiance » (Bizeul, 2007) s'est finalement entrouverte en menant le travail d'enquête accompagnée par quatre « assistants de recherche » éthiopiens, qui, pour certains, se sont révélés devenir des pièces maîtresses de l'enquête. En m'offrant un accès à des enquêtés de leur entourage et à des lieux, ils ont non seulement ouvert des espaces de parole auxquels je n'aurais pas eu accès seule, mais ils ont aussi permis, en m'ouvrant leurs propres réseaux, de remplacer la méthode des « générateurs de nom », créant ainsi un effet « boule de neige » (voir la liste des conditions d'entretien en annexe 5). En effet, les conditions de terrain rendant inapplicable la technique des générateurs de nom, le travail mené avec les assistants de recherche a permis d'en garder l'esprit. Comme nous le détaillons dans les points suivants, la garantie d'anonymat des personnes enquêtées constitue un des principaux gages du déroulement de notre enquête. Au regard de ces circonstances, demander aux enquêtés de fournir d'autres noms n'est pas réalisable. Nous avons construit notre échantillonnage sur la base des postulats de la sociologie des réseaux (proximités statutaires et affinités), mais en ajustant nos interlocuteurs en fonction des possibilités et des orientations. Notre échantillon final n'est pas le fruit de de sous catégories prédéterminées mais est ainsi composé de rencontres successives réalisées au fur et à mesure.

Il est essentiel de présenter au préalable les situations de mes compagnons de terrain, au cœur de l'enquête, à la fois enquêteurs et enquêtés, tant ils ont conditionné la composition de mon échantillon. Nous allons donc décrire leurs profils et le travail de terrain mené en leur compagnie, détailler comment certains de leurs réseaux ont été compatibles avec le groupe que nous ciblons, ce qui sera par ailleurs l'occasion d'offrir un premier aperçu des situations de l'entre-deux.

¹⁷⁵ Voir par exemple Darmon (2005) et l'analyse d'un refus de terrain comme révélateur des enjeux de domination en milieu psychiatrique.

1.2.1. Premier séjour de recherche. « Rentrer sur son terrain » : difficultés, réajustements et bouche à oreille

Une cinquantaine d'entretiens ont été réalisés lors de mon premier séjour de recherche à Addis-Abeba entre avril et juillet 2011 (voir la liste détaillée en annexe 5). Durant ce séjour, j'ai mené l'enquête en collaboration avec T. et B., qui m'ont aidée à trouver des candidats aux entretiens, m'ont accompagnée lors de la plupart des entretiens et ont constitué une aide linguistique précieuse¹⁷⁶.

Une femme « forte », « organisée » et « débrouillarde »

Je contacte T. car elle m'a été vivement recommandée par des doctorants qu'elle a accompagnés lors de leurs terrains de recherche. Femme d'une quarantaine d'années, elle parle couramment anglais et amharique, est diplômée d'un master en développement rural qu'elle a réalisé après avoir travaillé et économisé pendant une dizaine d'années afin de financer ses études. Elle se présente comme une « femme de terrain », ayant travaillé dans la collecte de données pour de nombreuses ONG.

Divorcée et mère de deux enfants d'une dizaine d'années, elle traverse une longue période de chômage lorsque je la rencontre. Elle habite une bicoque avec ses enfants et sa nièce de quinze ans venue de la campagne, qui l'aide à s'occuper de la maison et à qui elle paie des cours du soir en contrepartie.

T. se « débrouille » et se « bat » : « *je peux vivre avec 1000 birr (203\$ppa) par mois. Il suffit d'être organisé, travailleur et malin* ». Elle élève quelques poulets sur son terrain, confectionne du *qebé* (beurre pour les cheveux) et de l'*indjera*¹⁷⁷ pour sa consommation personnelle et la vente à domicile dans le quartier. Chaque

¹⁷⁶ Mon niveau d'amharique (compréhension aisée mais oral basique) me permet d'interagir dans les situations d'entretien mais pas de les mener et les saisir dans leur subtilité sans l'aide d'une tierce personne.

¹⁷⁷ Galette traditionnelle, base de tous les plats.

déjeuner passé ensemble, elle me montre avec fierté comment concocter des « plats délicieux » avec peu de moyens. Notre collaboration durant trois mois¹⁷⁸ lui a permis de « *mettre un peu d'argent de côté* » et de faire deux « *petits extras* » : acheter des sandales pour ses enfants et un livre pour elle, pour « *continuer à s'éduquer sur les sujets liés à l'environnement* ». Ses enfants sont scolarisés dans une école privée « *pas très chère mais de très bonne qualité* ». Ils parlent quelques mots d'arabe qu'ils retiennent « *juste en regardant les dessins animés sur les chaînes du câble à la télévision* ».

Avec T. nous avons majoritairement mené l'enquête dans son quartier, nommé *Tequr Abbay* (Nil noir) par ses habitants en référence au marais environnant qui crée un chemin boueux toute l'année. Situé au nord est d'Addis-Abeba entre Megenanya et CMC, le quartier est relativement éloigné du cœur de la capitale tout en restant à une distance raisonnable et facile d'accès en transport public. Les types d'habitat y sont relativement variés. On trouve aussi bien de grandes maisons en dur éclipsées par un portail imposant et des clôtures, qu'un grand nombre de maisonnettes en semi-dur plus ou moins délabrées. Ces dernières sont communément désignées par l'expression « *tchereka bét* ». Littéralement « maison de la lune », il s'agit de logements construits dans l'illégalité (généralement la nuit afin d'échapper aux contrôles) sur des terrains achetés à des fermiers. Une fois l'habitation construite, les habitants réalisent alors une demande de *carta* au *qebelé* afin de légaliser leur statut foncier¹⁷⁹. A *Tequr Abbay*, nous nous sommes majoritairement entretenues avec des petits commerçants, gérants d'échoppes, de salon de coiffure, de boutiques de vêtement ou de soda, des femmes au foyer, des chauffeurs, un prêtre, un ferronnier et quelques membres de la fonction publique. Ces foyers ont comme caractéristique commune de ne pas connaître de situation de grande pauvreté (ils mangent tous trois fois par jour et disposent d'un logement)

¹⁷⁸ J'ai payé mes collaborateurs de terrain entre 1000 et 2000ETB (153-307\$ ppa) par semaine, en fonction du travail accompli.

¹⁷⁹ La législation foncière en vigueur en Éthiopie place l'État comme le seul détenteur des terres au nom de l'intérêt de la nation. Les autorités publiques attribuent des titres d'occupation foncière, des baux reconductibles dont la durée varie selon le type d'occupation, résidentielle, commerciale ou industrielle. Il n'existe pas de marché foncier, sauf celui organisé par l'État. La *carta* désigne le titre officiel d'occupation foncière.

mais vivent dans des conditions plus ou moins précaires (irrégularité des revenus, forte dépendance à la conjoncture, épargne difficile, incapacité à gérer les imprévus).

Durant cette expérience de terrain avec T., ma méthode d'enquête a connu de nombreuses évolutions. J'avais initialement prévu de procéder en deux temps : faire remplir au foyer ciblé un questionnaire court afin d'avoir une vision d'ensemble de leur niveau de vie (voir annexe 6), puis réaliser un entretien, le moins directif possible. Opérer ainsi me semblait judicieux, me permettant d'alléger l'entretien en évacuant les questions directives (âge, religion, lieu de travail, composition du foyer, revenus, etc.) dans le questionnaire, d'utiliser ces informations pour relancer mon interlocuteur durant l'entretien et de croiser les informations écrites et orales. Cette méthode s'est avérée concluante lorsque je m'entretenais avec certaines de mes connaissances¹⁸⁰ mais particulièrement inadaptée dans les autres situations d'enquête.

Ma première mission avec T. est particulièrement éloquentes quant aux difficultés qui m'attendaient.

Première confrontation avec le terrain d'étude

Nous arrivons chez ses voisins qui tiennent un petit commerce familial : lui est menuisier et elle s'occupe de la vente (enquêtée 3). C'est elle qui nous accueille avec le questionnaire dûment rempli que T. lui avait déposé la veille. Je me concentre sur le questionnaire, afin de poser des questions pertinentes, tentant de ne pas me laisser distraire par cette maison-atelier assez spéciale, entièrement construite en plaques de bois, qui a l'air d'une maison en carton. Pendant que je scrute le questionnaire, T. discute avec elle, puis vient vers moi, y jette un coup d'œil et s'exclame : « *mais tu n'es pas musulmane, pourquoi as-tu menti ?*¹⁸¹ ». Elle répond avec légèreté : « *je ne voulais pas remplir ce truc, alors je l'ai fait remplir par ma belle-sœur* », puis elle retourne à ses affaires. Elle revient,

¹⁸⁰ Tout au long de mes séjours de recherche, j'ai réalisé seule des entretiens en anglais avec mon réseau d'amis.

¹⁸¹ Les citations en français sont des traductions de propos tenus en amharique, les propos tenus en anglais sont retranscrits en anglais.

l'entretien se déroule douloureusement, parsemé de silences et d'incompréhensions.

Je pense avoir détecté deux causes principales à ce malaise. D'une part certaines questions dérangent car elles sont considérées comme intrusives, gênantes. Je touche à la sphère de l'intime, qui est secrète, alors que je ne suis pas une proche. J'entends souvent : « *ici, on ne parle pas de ça comme ça* ». Le « *ici* » me ramène à mon propre statut, autre point sensible. Dans le quartier de T., les habitants ne comprennent pas pourquoi la *ferendj*¹⁸² s'intéresse à la manière de gérer leur quotidien, ni ce qu'elle va en faire. Le statut d'apprentie-chercheuse les laisse perplexes et méfiants : je suis perçue comme une détective, voire une inspectrice du *qebelé*, par des personnes souvent à la limite de la légalité (quant à leur logement ou leur commerce). Ainsi, les commerçants sont les plus méfiants et les moins loquaces.

Je ne voulais et ne pouvais pas abandonner l'idée de réaliser des entretiens hors de mon cercle d'amis et de leurs connexions, leurs profils n'étant pas assez diversifiés¹⁸³. En outre, le quartier de T. m'intriguait, avec ses maisons bancales qu'on dirait plantées sur de grands terrains. Questionnaires et dictaphone remis dans ma valise, cahier et stylo embarqués dans ma poche, je suis retournée « traîner » dans ce quartier, cherchant une solution. Et c'est justement en « traînant » que les choses se sont débloquées. Je suis devenue un visage familier, j'ai fait parler, des bruits ont circulé, on a questionné T., certains pensant que je vivais chez elle. En devenant peu à peu un objet de curiosité des enquêtés potentiels, j'ai pu « rentrer sur mon terrain » (Boumaza and Campana, 2007) et lancer mon enquête par « bouche à oreille » (Barbot, 2010). Je suis passée du statut d'inquisitrice à celui de personne plutôt inoffensive - jeune *ferendj* considérée peu à peu comme un drôle de personnage qui se débrouille en amharique, s'entête à vouloir préparer l'*indjera* et à poser des questions sur tout – à qui on va rendre un service. Je ne crois pas me tromper en pensant que la multiplication des invitations

¹⁸² Terme courant pour désigner l'étranger, le blanc.

¹⁸³ Il s'agit généralement de personnes disposant d'un capital scolaire et culturel relativement important.

de certaines familles n'est pas étrangère au fait que les femmes me considéraient souvent comme « bonne à marier avec un éthiopien » donc pourquoi pas avec leurs fils ou cousins. Comme j'étais blanche, elles présumaient que je disposais d'une bonne situation économique et me considéraient comme une bonne ménagère : il fallait encore que j'améliore ma préparation de l'*indjera*, mais mes compétences en matière de préparation de la cérémonie du café et du *shiro*¹⁸⁴ étaient validées. Pour certains, je suis devenue une confidente sur des points qu'ils considéraient comme plus faciles à comprendre par une européenne. Ainsi, je rassure longuement un monsieur qui subit les jugements de ses voisins car il fait la lessive et la cuisine. Quelques femmes me remercient après l'entretien, disant que les *ferendj discussions* ont des vertus thérapeutiques, qu'on devrait refaire l'entretien tous les mois.

J'ai donc pu réaliser mes entretiens lors des cérémonies du café et passer régulièrement du temps dans les familles à l'occasion des anniversaires des enfants ou des fêtes religieuses. Ces visites régulières ont été des moments privilégiés de l'observation qui m'ont permis de percevoir comment les gens se racontent, comment ils agissent, comment les voisins en chuchotent. Il fallait prendre le temps. Prendre le temps de rester chez les gens, ne pas compter le nombre de cafés et *shiro* ingurgités dans la journée. Prendre le temps pour croiser les données, les informations. Finalement estimer au lieu de demander de l'information « brute ». J'ai donc revu mon nombre d'entretiens à la baisse, et pris quelques kilos. Par contre, je n'ai réussi que rarement à amener la discussion sur le terrain politique, étant quasi-systématiquement coupée par un « *poletika alfellegem*¹⁸⁵ » de mon interlocuteur.

En ce qui concerne B., nous avons réalisé des entretiens avec sa famille, ses amis, des connaissances, à leurs domiciles, sur leurs lieux de travail ou dans des cafés. La proximité d'âge et parfois de niveau d'étude entre ses amis et moi ainsi que mes liens de familiarité avec sa famille que j'avais déjà rencontrée auparavant ont rendu

¹⁸⁴ Plat végétarien à base de farine de pois chiche et de *berberé* (épice).

¹⁸⁵ Littéralement « je n'ai pas besoin de politique » ou « je ne veux pas de politique », cette expression sous-entend clairement le non consentement des personnes enquêtées à parler politique.

le jeu de l'entretien moins complexe et les enquêtés plus loquaces. Les personnes enquêtées sont majoritairement des administrateurs de la fonction publique ou des enseignants pour les plus âgés et des petits entrepreneurs, des salariés du secteur privé ou gérants de petits commerces pour les plus jeunes.

Un jeune homme entre études et business, rêves et réalités économiques, attachement à son pays et attrait de l'étranger

Je connais B. depuis 2008. Je lui parle de mes recherches lors de nos retrouvailles et il propose de m'accompagner dans mon travail d'entretien car « *ça l'intéresse* », qu'il sera disponible d'ici quelques semaines une fois son contrat de technicien de recherche dans une ONG terminé et aura « *besoin d'un peu d'argent* ». Jeune homme de 30 ans, il vit dans la maison familiale aux côtés de ses parents et de certains de ses frères et sœurs à *Finance-Madhanialem*, quartier d'Addis-Abeba un peu excentré. Ses parents ont progressivement gravi les échelons au sein de la fonction publique et disposent aujourd'hui d'une « *bonne situation* ».

L'éducation a toujours été « *une valeur très importante* » dans sa famille. Enfant, il est scolarisé dans une « *très bonne école publique* » et est « *poussé à réaliser de longues études* ». Ses parents financent un *college* (études supérieures privées) où il étudie l'informatique. Une fois diplômé, il est accepté à l'université d'Addis-Abeba en philosophie. Il décide alors de « *gagner en indépendance* ». Il continue à habiter chez ses parents mais trouve de petits boulots afin de satisfaire ses propres dépenses (restaurants, sorties). Il choisit d'étudier en cours du soir, ce qui lui permet de travailler trois jours par semaine sur le système informatique de l'*Ethiopian Civil Aviation Authority*, de donner des cours particuliers en informatique et occasionnellement, de réaliser des consultances. Il arrive à épargner. Il est ensuite embauché comme assistant informatique à l'Université de Gondar. Son salaire est maigre mais en contrepartie, il peut assister aux cours de son choix. Il parle de cette période avec enthousiasme, se considère chanceux de quitter Addis-Abeba, « *de découvrir l'Éthiopie, de mieux comprendre son pays, ses problèmes* ». Il rentre à Addis-Abeba au moment des manifestations de 2005 car ses parents sont « *très inquiets de la violence des manifestations à Gondar* ».

Il décide alors de reprendre des études d'informatique dans le privé : le *college* est très cher, les parents financent mais il veut garder une certaine indépendance. Avec un ami, ils montent une petite compagnie de maintenance informatique. Ils partagent un bureau, « *son ami a des contacts et lui, du temps libre* ». Ils arrêtent lorsque son ami obtient une bourse d'études dans une université aux États-Unis. B. monte alors un labo photo grâce à son épargne (3000 ETB - 609\$ppa), l'aide de sa famille (8000 ETB - 1626\$ppa) et l'obtention d'un microcrédit (10000 ETB - 2032\$ppa). Parallèlement, il poursuit ses études, les services informatiques pour des particuliers : “ *At this time it was kind of too much for me* ”. Ensuite, il est embauché comme *webmaster* à l'Université d'Addis-Abeba. Cette expérience est « *très intéressante* » mais le salaire (1800 ETB - 365\$ppa) « *suffit tout juste pour vivre* ». Cette situation financière ne lui convenant pas, il prend alors une décision : “ *I want to focus on my own business* ”. Il ouvre un petit cabinet de conseil en informatique avec un autre ami. En même temps, il participe bénévolement à un projet de recherche de l'Union Africaine dans l'optique de « *développer ses réseaux pour de futurs emplois* ». Le *business* marche un moment (ils parviennent à s'octroyer chacun un revenu de 3500 ETB – 711\$ppa – par mois) mais la situation se corse suite à une nouvelle législation sur les taxes imposée par le gouvernement. Son ami persévère, veut agrandir le business, part prospecter en Chine. B. abandonne, décide que finalement, il va repositionner ses priorités sur les études et rêve d'obtenir une bourse d'études à l'étranger : “*Because my dreamjob is to teach, to read, and to write at some point. I believe that knowing more will make the world better*”. Il veut « *oeuvrer pour son pays* » et souhaite traduire en amharique des livres sur le développement afin qu'ils soient lus en Éthiopie. Lors de notre collaboration, il obtient une bourse afin d'étudier la finance à l'université d'Amsterdam, ce qui lui permet par la même occasion de rejoindre sa compagne hollandaise rencontrée à Addis-Ababa quelques mois auparavant.

Ce premier séjour de recherche a permis de récolter un panorama de profils variés de l'entre-deux. Malgré le refus majoritaire des enquêtés à parler politique, leurs récits sont révélateurs de l'omniprésence diffuse d'enjeux politiques dans leur vie

quotidienne (accès au foncier, conditions de travail, etc.). Il nous restait à en approfondir la teneur. Cet aspect a constitué un des principaux enjeux du deuxième séjour de recherche.

1.2.2. 2^{ème} séjour de recherche : « Tous classe moyenne ! »

H. et son cousin M. : « La classe moyenne, on connaît que ça ! »

Je contacte H. par l'intermédiaire d'une de ses anciennes camarades du Lycée français d'Addis-Abeba. Lorsque je rencontre H., jeune femme célibataire de 28 ans, elle est rentrée en Éthiopie depuis quelques mois diplômée d'un master en communication à l'université de Toulouse après avoir étudié cinq années en France. Une partie de sa famille est francophone, elle parle couramment français, anglais et amharique. Nous nous rencontrons dans un café, elle est accompagnée de son cousin M., avec qui elle « passe le temps », tous deux étant en recherche d'emploi. Après leur avoir exposé mon sujet de recherche ils répondent « *aucun problème, la classe moyenne, on connaît que ça !* ». Depuis son retour en Éthiopie, H. dort sur le canapé dans l'appartement que sa mère, fonctionnaire, partage avec une de ses sœurs, hôtesse de l'air pour la compagnie aérienne éthiopienne. H. a la ferme intention de « trouver un travail en Éthiopie et d'y rester » et « rêve de rejoindre l'Union Africaine ».

Son cousin M., 28 ans, célibataire, se présente comme étant sans emploi mais pas sans revenu : “*I make my money in my own way*”. Fraîchement diplômé d'un master en commerce, il est à la recherche d'un « vrai travail » dans le « secteur du business ». Il parle anglais, amharique et « *peut communiquer en tigrinia*¹⁸⁶ » car « *sa famille vient du Tigré même si lui est né à Addis-Abeba* ». Ses parents sont divorcés, son père est ingénieur, sa mère femme au foyer. Ils sont « *middle class* », disposent d'un « *bon niveau de vie mais pas de manière disproportionnée* ». M. est scolarisé depuis l'enfance dans de « *très bonnes*

¹⁸⁶ Langue parlée dans la région Tigré.

écoles » et son père a financé ses études supérieures dans le privé. Maintenant il veut être indépendant et ouvrir « sa propre affaire en Éthiopie » qui le « *rendra sûrement riche* ». Il pourra alors « *gâter sa maman, lui acheter une voiture, une maison, du luxe* ». En attendant il passe ses après-midi à mâcher du *tchat*¹⁸⁷ tout en se documentant sur les sujets informatiques « *qui le passionnent* » et surtout en prospectant à la recherche du « *parfait business plan* ».

Nous avons mené des entretiens avec l'entourage de H., des salariés du public et du privé, des indépendants. Ces enquêtés – majoritairement diplômés du supérieur et disposant de situations socio-économiques plus installées que celles des enquêtés rencontrés lors du premier séjour de recherche – se sont révélés plus loquaces sur les sujets politiques¹⁸⁸. Cela m'a permis d'aborder frontalement avec certains d'entre eux leur opinion sur le gouvernement éthiopien et sur des sujets tels que les « printemps arabes ». Afin de varier les profils des personnes enquêtées, nous avons aussi réalisé un ciblage par lieux de travail, afin de nous entretenir avec des petits employés et des commerçants. Pour sa part, M. m'a ouvert la porte de la *tchatbét*¹⁸⁹ où il passe ses après-midi, dans laquelle j'ai mené des observations et réalisé des entretiens. Dans ce lieu exclusivement masculin, j'ai rencontré des professionnels de tout âge, célibataires ou fuyant le foyer familial à la recherche de « calme », travaillant à leur compte ou dans le secteur privé. Durant ce séjour de recherche, j'ai aussi entamé une collaboration avec une jeune femme avec laquelle j'ai réalisé un seul entretien. Particulièrement mal à l'aise vis-à-vis des questions des entretiens, elle a précipitamment décidé de mettre un terme à sa participation.

¹⁸⁷ Le *tchat* est une plante considérée comme une drogue douce ou dure selon les pays, dont la consommation est légale en Éthiopie.

¹⁸⁸ La plus grande proximité entre mon statut et celui de nombreux enquêtés (jeunes ayant réalisé des études supérieures) a rendu les situations d'entretien plus fluides, moins compliquées à mener.

¹⁸⁹ Lieu de consommation du *tchat*. Endroit privilégié des discussions ouvertes, notamment grâce à l'effet désinhibant de la plante. À Addis-Abeba, les *tchatbét* se sont rarifiées ces dernières années à cause de l'intensification des contrôles (la consommation de *tchat* est légale mais les *tchatbét* sont interdites). Quelques *tchatbét* continuent cependant leur activité dans l'illégalité. Celle dans laquelle nous avons mené des entretiens est une pièce obscure à laquelle on accède moyennant quelques contorsions, l'entrée étant dissimulée derrière un réfrigérateur afin de diminuer les risques de contrôle.

1.2.3. 3^{ème} séjour de recherche : rééquilibrage de l'échantillon

L'enquête par « boule de neige » étant arrivée à un point de saturation pour certains profils (jeunes hommes entrepreneurs diplômés du supérieur, fonctionnaires moyens), il s'agissait d'effectuer un réajustement de l'échantillon. L'objectif n'est pas d'être représentatif de la population dans son ensemble mais significatif de l'espace social de l'entre-deux. Dans cette optique, il est nécessaire de tester des situations variées. Nous avons ainsi veillé à nous entretenir aussi bien avec des hommes que des femmes de tout âge ayant des profils professionnels variés afin de questionner ces critères. Le bilan de l'échantillon réalisé après le deuxième séjour de recherche montre une surreprésentation des enquêtés de religion orthodoxe. Cela est dû à un problème d'accès, mes différents collaborateurs évoluant dans un milieu majoritairement orthodoxe et non *a priori* à une caractéristique de l'espace de l'entre-deux. Le dernier séjour de recherche a été consacré au réajustement de notre échantillon.

N'ayant pas trouvé de collaborateur musulman, j'ai réalisé des entretiens avec les connaissances musulmanes de mon réseau, puis une dizaine d'entretiens accompagnée de G.

Première expérience de terrain accompagnée de G.

Je rencontre G. dans la bibliothèque du CFEE. Elle m'aborde dans un anglais basique et me demande si je suis intéressée par des cours d'amharique. Je lui réponds négativement et lui expose mes projets d'entretien. G. est orthodoxe mais « *fréquente beaucoup de musulmans* » et propose de m'introduire auprès d'eux. Mère célibataire d'une trentaine d'années, « *elle cherche désespérément un moyen de gagner un peu d'argent* » au moment où je cherche désespérément à réaliser des entretiens avec des musulmans.

Lors de notre première situation d'entretien ensemble, nous sommes accueillies dans une petite maison du quartier *Addissu Gebeya* par la maîtresse de maison d'une cinquantaine d'années (enquêtée 95). Ses parents sont fermiers en région *gurage*, elle s'est mariée à l'âge de quinze ans et a suivi son mari pour la capitale. Ils ont neuf enfants et vivent tous les douze dans une *qebelé bét*¹⁹⁰ constituée d'une pièce commune et d'une cuisine, qu'ils louent à l'État 250ETB (38\$PPA) par mois. Ils n'ont pas l'eau courante. Elle m'invite à m'asseoir sur un petit tabouret en bois dans la cuisine exiguë pendant qu'elle prépare l'*indjera*. Elle est femme au foyer, son mari tient une petite échoppe située à côté de la maison qui leur sert à subvenir à leurs besoins quotidiens : « *on n'a pas de revenu, quand on a besoin de quelque chose, on le prend dans le shop* ». Elle considère qu'ils ont une « *vie ordinaire* » et qu'ils se situent « *dans la moyenne* ». Elle se dit satisfaite « *grâce à Dieu, on est en bonne santé, on ne pourrait pas financer les frais d'hôpital* ».

Ce récit n'est en aucun cas significatif de différences de niveaux des positions sociales entre orthodoxes et musulmans mais est particulièrement instructif sur les relations et variations entre positions sociales et représentations sociales. Pour G., un habitant d'Addis-Abeba connaît une position intermédiaire dès lors qu'il dispose d'un toit sous lequel dormir, même si sous ce toit s'entassaient onze personnes dans une unique pièce exiguë. La mère de famille enquêtée considère d'ailleurs aussi qu'elle se situe « *dans la moyenne* ».

¹⁹⁰ Les *qebelé bét* sont des maisons louées à l'État à des prix dérisoires. Ce système a été mis en place pendant le régime du *Derg*.

1.2.4. Matériel récolté

Les intermédiaires T., B., H., M., et G. ont permis d'ouvrir une « fenêtre de confiance » qui a rendu possible une enquête par « boule de neige » dont nous avons réajusté les contours lors du dernier séjour de recherche. G. et T. ont joué un rôle fondamental dans notre recherche, dans le sens où elles ont permis l'accès à des enquêtés connaissant des situations *a priori* très éloignées de ma propre représentation de l'espace social intermédiaire éthiopien¹⁹¹.

Nous avons réalisé 150 entretiens qui nous ont permis de circonscrire l'espace économique intermédiaire. 115 entretiens seront mobilisés dans l'analyse, les autres ayant été retirés par manque d'informations suffisantes récoltées durant leur déroulement. Nous considérons que 101 des enquêtés retenus sont représentatifs de l'espace social intermédiaire d'Addis-Abeba, les autres connaissant des situations trop précaires ou trop prospères. Le travail de codage de 80 questions (voir annexe 4) réalisé à partir des entretiens nous permet d'apporter une contribution statistique sur les individus et foyers de l'espace économique de l'entre-deux à Addis-Ababa.

Notre travail est cependant avant tout qualitatif¹⁹². Lorsque cela était possible, j'ai mené des observations avec certains enquêtés et groupes d'enquêtés permettant ainsi de disposer d'une image plus fine de leurs situations et de suivre leur évolution dans le temps.

En décrivant notre échantillon, nous allons temporairement immobiliser l'espace de l'entre-deux afin d'en décliner les contours, construits non pas sur une base de représentativité numérique mais de représentativité de la diversité des cas constitutifs de l'entre-deux.

Afin de situer les positions de nos enquêtés dans le contexte national, nous mobiliserons les enquêtes de la *Central Statistical Agency* (CSA) éthiopienne. Les

¹⁹¹ Ces enquêtés, malgré des capitaux (économique et social) relativement faibles, élaborent des tactiques qui leur permettent de se maintenir hors de situations de grande précarité. Ces pratiques seront développées en chapitre 5 de cette thèse.

¹⁹² Au regard des conditions d'enquête développées plus haut, il s'est avéré compliqué de se baser exclusivement sur les déclarations souvent limitées et peu fiables des enquêtés. Les développements suivants montreront que c'est avant tout le travail d'observation qui a permis de saisir les principales caractéristiques de l'espace de l'entre-deux d'Addis-Abeba.

statistiques nationales, dont la fiabilité incertaine fait l'objet de nombreuses critiques sont à considérer avec prudence¹⁹³. Elles sont cependant particulièrement utiles afin d'évaluer certaines grandes tendances de la société éthiopienne. Par ailleurs, les chiffres qui résultent de notre enquête (par exemple sur les revenus) expriment eux aussi des ordres de grandeur plus que des données précises, leur fiabilité souffrant des biais classiques à toute démarche quantitative (question de la fiabilité des déclarations de revenu, de l'impact des situations d'entretien sur les déclarations).

¹⁹³ Voir Alemayehu Geda et Addis Yemer, 2014, pour une critique de la fiabilité des statistiques de la CSA et l'utilisation politique de ces dernières. Voir F. Enten (2010) pour une critique de la construction des chiffres des systèmes d'alerte précoce en Éthiopie.

2. Positions économiques, positions sociales et statuts sociaux de l'entre-deux

Il s'agit ici de présenter les principales caractéristiques de notre échantillon de l'entre-deux dans son ensemble, issu du processus de construction par réseau. Les caractéristiques de base de l'échantillon dévoilent la diversité des profils de l'entre-deux et ce qui les rassemble. Nous verrons que les variables de base (âge, sexe, niveau d'étude) influencent et structurent les positions socio-économiques de l'entre-deux (2.1). D'autres variables (statut professionnel, religion, « origines ethniques ») se trouvent au cœur des enjeux et représentations liés aux positions sociales et au statut social (2.2). Si la principale caractéristique de l'échantillon est son hétérogénéité, qui se traduit en partie par une large fourchette de revenus, la construction du foyer constitue pour tous les membres de l'entre-deux un enjeu central de promotion sociale (2.3), et une position d'identification transcende les variations de position et de statut de l'espace de l'entre-deux : se penser *mekakelegna* (au milieu) (2.4).

2.1. Sexe, âge et niveau d'étude : des indicateurs structurants des positions de l'entre-deux

2.1.1. Sexe et âge : une répartition à l'image de la population active d'Addis-Abeba

Nous avons veillé dès le début de l'enquête à interroger des personnes des deux sexes de manière équitable. A Addis-Abeba, la population masculine est estimée à 46,3% et la population féminine à 53,4% (CSA, 2011-11). Notre échantillon est composé de 60% d'hommes et de 40% de femmes. La supériorité numérique finale des hommes est due d'une part aux conditions d'enquête qui ont favorisé l'accès

aux enquêtés hommes (entourage des intermédiaires majoritairement masculin et effet « boule de neige »). D'autre part, nous le verrons dans l'analyse, la composition de certains sous-groupes de l'espace social intermédiaire est particulièrement masculine.

Nous avons regroupé les personnes enquêtées selon les différentes classes d'âge utilisées par la CSA :

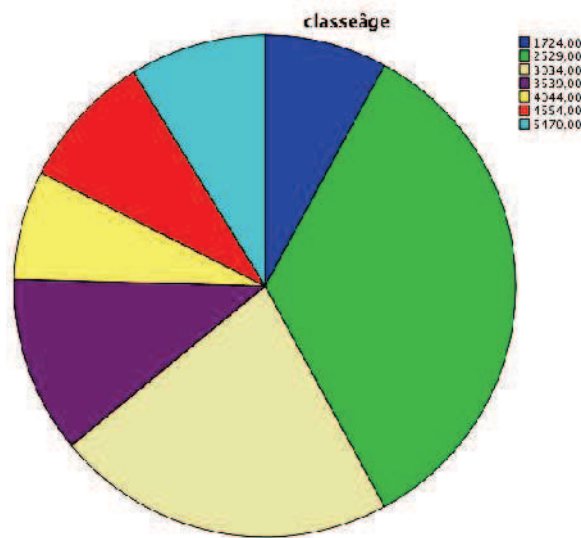


Figure 19: Enquêtés par classe d'âge. 7,8% ont entre 17 et 24 ans, 33,9% entre 25 et 29 ans, 21,7% entre 30 et 34 ans, 11,3% entre 35 et 39 ans, 7% entre 40 et 44 ans, 8,7% entre 45 et 54 ans, 8,7% ont plus de 54 ans.

Les personnes enquêtées sont majoritairement jeunes¹⁹⁴. Le groupe majoritaire est constitué des 25-29 ans (33,9% en vert) suivi des 30-34 (21,7% en beige) et des 35-39 ans (11,3% en violet). Les groupes des 40-44 ans (en jaune), 45-54 ans (en rouge) et des plus de 54 ans (en bleu clair) sont moins importants (ils représentent respectivement 7%, 8,7% et 8,7% des personnes interrogées). Notre échantillon est relativement représentatif de la répartition des taux d'activité en milieu urbain (les plus forts se situant chez les 30-44 ans et les plus faibles chez les 10-19 ans et les plus de 65 ans) ainsi que de la structure d'âge de la population urbaine éthiopienne

¹⁹⁴ Selon la CSA, sont considérés comme jeunes les éthiopiens âgés de 15 à 29 ans.

en excluant la part des moins de 20 ans¹⁹⁵. La CSA (2011: 11) estime en effet la part des 20-39 ans à 39% de la population éthiopienne urbaine, les plus de 39 ans à 16%, et les moins de 20 ans à 45% .

La composition de notre échantillon au niveau des caractéristiques de base est relativement représentative de la population active d'Addis-Abeba, majoritairement jeune et masculine.

2.1.2. Un niveau d'éducation élevé, variant selon l'âge et le sexe

La totalité des personnes enquêtées a au moins un niveau d'éducation primaire. La majorité a réalisé des études supérieures (56,5% en violet). Se trouvent dans la catégorie « études supérieures » les enquêtés qui ont suivi des études supérieures à l'université, dans des établissements privés (les *college*) et des formations professionnelles publiques (les *diploma*).

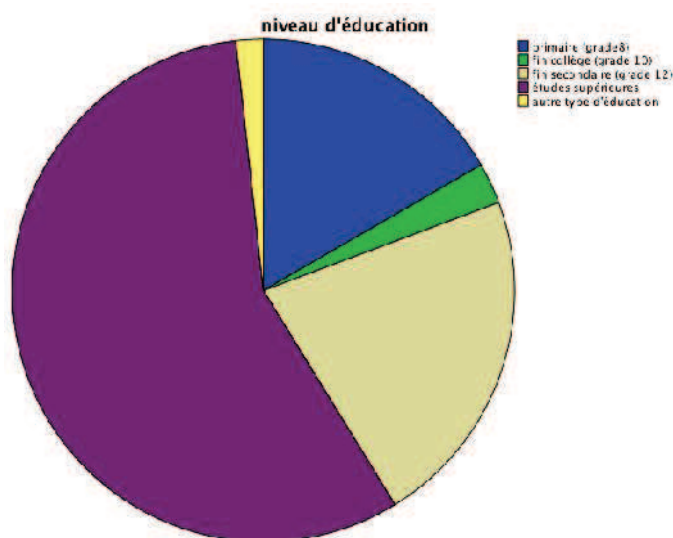


Figure 20: Niveau d'éducation des enquêtés. 1,7% ont une éducation religieuse, 16,6% se sont arrêtés après le primaire (grade 8), 24,3% disposent d'un diplôme du secondaire (grade 10 et 12) et 56,5% ont réalisé des études supérieures.

¹⁹⁵ Comme nous nous polarisons sur les personnes en situation d'activité, notre échantillon ignore la partie de la population de moins de 20 ans.

Les statistiques au niveau du pays dans son ensemble montrent que la part d'étudiants inscrits dans le supérieur est très faible (environ 0,04% contre 90% en niveau primaire et 9% en niveau secondaire).

	Grade 8	Grade 10	Grade 12	Univ/collège	TOTAL
Nombre d'étudiants	16192850	1441352	285589	6769	17931272
	90,00%	8,00%	1,50%	0,04%	

Figure 21 : Calculs réalisés à partir des chiffres de la CSA sur l'éducation en 2010/2011 sur le nombre d'étudiants inscrits selon les différents niveaux scolaires.

Ce même rapport met en évidence un écart élevé entre les niveaux de scolarisation primaire et secondaire en milieu rural (39,1% niveau primaire, 6,2% niveau secondaire) et en milieu urbain (83,6% niveau primaire et 39,1% niveau secondaire). Un autre rapport (CSA, 2012a-11) montre que les étudiants du supérieur se situent majoritairement en milieu urbain et les plus nombreux se trouvent à Addis-Ababa.

Le niveau d'étude des enquêtées de l'entre-deux femmes est globalement plus bas que celui des enquêtés hommes. Elles sont plus nombreuses à s'être arrêtées après le primaire (en bleu 26% contre 10% des hommes) et le secondaire (en beige 30% contre 20%) et les diplômées du supérieur sont moins nombreuses (41% contre 67% des hommes).

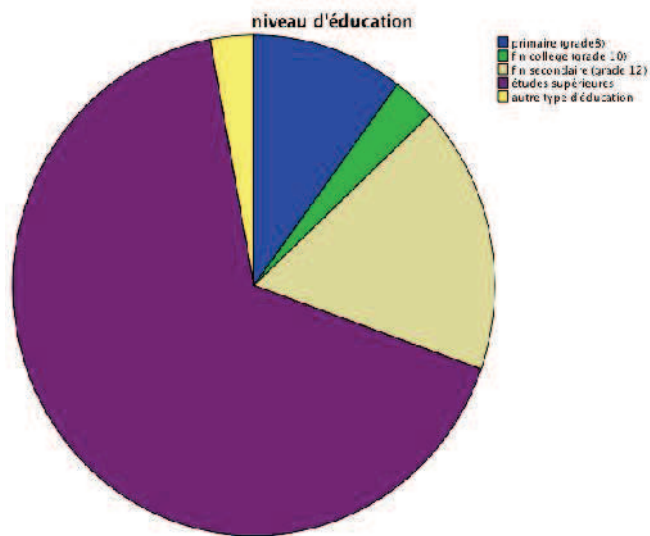


Figure 22: Niveau d'éducation des enquêtés hommes. 10,1% ont un niveau d'éducation primaire, 20,3% ont été scolarisés dans le secondaire, 66,7% ont réalisé des études supérieures.

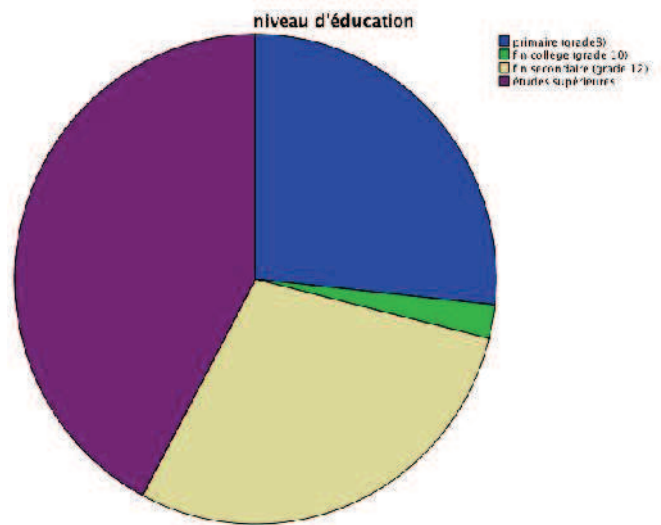


Figure 23: Niveau d'éducation des enquêtées femmes. 26,1% ont un niveau d'éducation primaire, 30,5% ont été scolarisées dans le secondaire, 41,3% ont réalisé des études supérieures.

Ci-dessous sont représentés les niveaux d'étude des enquêtés (graphique du haut de petite taille) et le niveau d'éducation de leurs mères (graphique en bas à gauche) et de leurs pères (en bas à droite). Le niveau d'étude des enquêtés de l'entre-deux est significativement supérieur à celui de leurs parents. La part de ceux qui n'ont jamais été scolarisés (en jaune) a intégralement disparu en une génération alors que la part des diplômés du supérieur a plus que triplé entre père et enfant.

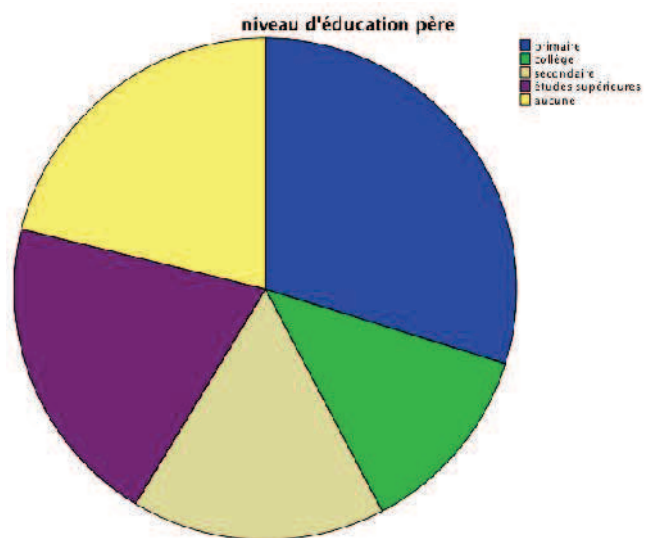
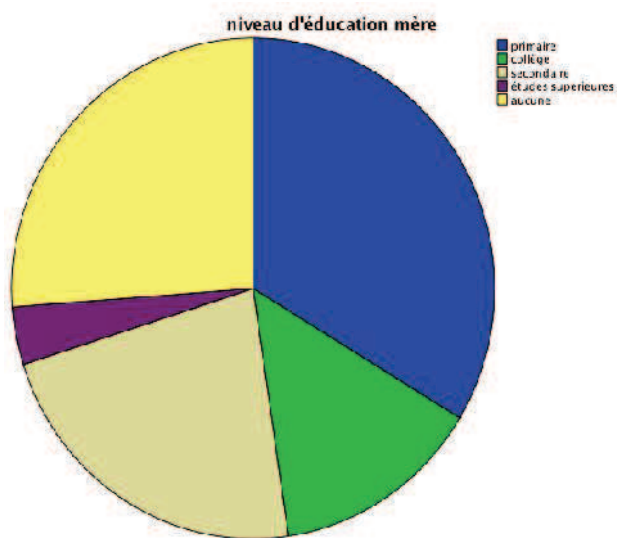
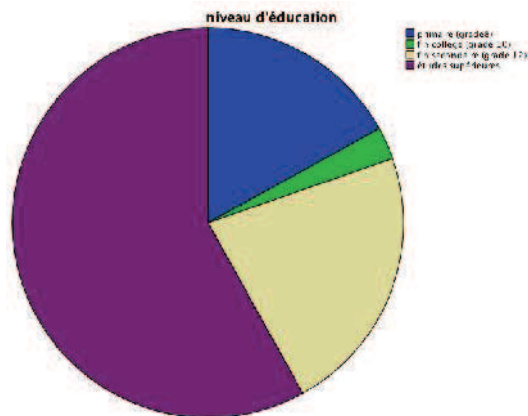


Figure 24 : Niveau d'éducation de la mère. 24,3% n'ont jamais été scolarisés, 31,3% ont un niveau primaire (grade 8), 33,9% ont un niveau secondaire (grade 10 et12), 3,5% ont réalisé des études supérieures.

Figure 25: Niveau d'éducation du père. 19,5% n'ont jamais été scolarisés, 27% ont un niveau primaire (grade 8), 28,8% ont un niveau secondaire (grade 10 et12), 18,3% ont réalisé des études supérieures.

Ces données sur les niveaux d'éducation révèlent quelques tendances. D'une part, le niveau d'étude des enquêtés de l'entre-deux est très élevé par rapport à celui du pays dans son ensemble et relativement plus haut que celui du milieu urbain éthiopien. Les enquêtés de l'entre-deux ne sont pas représentatifs statistiquement de la situation moyenne des Éthiopiens en termes d'éducation. Cet écart souligne

le lien étroit existant entre la scolarisation et les pratiques constitutives de l'espace de l'entre-deux¹⁹⁶.

D'autre part, le niveau d'étude a significativement augmenté en une génération. Cette tendance n'est pas spécifique à notre échantillon mais est significative au niveau urbain global (voir CSA, 2011-11). Elle s'explique en partie par l'amélioration de l'offre éducative, particulièrement au niveau des études supérieures autrefois réservées à un petit nombre de privilégiés, et par la proximité des espaces éducatifs et des villes qui entraîne une augmentation du taux de scolarisation et du niveau d'étude en milieu urbain (CSA, 2011-11). Ces transformations impactent fortement la composition et l'agencement de l'espace social de l'entre-deux. Nos jeunes enquêtés font certes partie de ceux qui disposent d'un accès privilégié à ces transformations du système éducatif, mais à des degrés différents. Ici encore, c'est l'analyse de l'espace social en termes de sous-groupes qui permettra d'évaluer ces évolutions (voir chapitre 4).

L'arrêt sur image global sur l'espace de l'entre-deux révèle d'ores et déjà que les inégalités de niveau d'éducation entre hommes et femmes persistent (voir les évolutions sur une génération avec les graphiques ci-dessus sur le niveau d'éducation de la mère et le niveau éducation des enquêtées femmes par rapport aux graphiques concernant les hommes).

2.1.3. L'éducation comme viatique de la promotion sociale

Les enquêtés de l'espace de l'entre-deux ont un commun d'accorder une place prépondérante à l'éducation. Cours du soir, reprises d'étude, le parcours de mon binôme d'enquête B. décrit plus haut (voir partie méthodologique) est représentatif de la majorité des enquêtés. Ils perçoivent l'éducation comme l'ultime moyen de disposer d'une relative liberté dans « le chemin de leur vie ».

La nécessité d'améliorer constamment son niveau d'éducation (que ce soit son propre niveau d'étude et/ou par procuration, celui de ses enfants) est constitutif des

¹⁹⁶ Ces pratiques seront l'objet d'analyses dans les points suivants de cette thèse.

caractéristiques morales communes à l'espace de l'entre-deux au point que ceux qui n'ont pas l'envie de cet investissement tiennent à s'en justifier. L'enquêté 7, jeune homme barbier et « combinard » à ses heures n'a pas réalisé d'études supérieures et se présente « insatisfait de son niveau d'éducation ». Après avoir partagé au début de l'entretien son envie de reprendre ses études et d'aller à l'université, il revient sur ses propos au cours de la discussion: *“I wish I could but I will not do it because I have no patience for study. Moreover I really like my job ! And I would never have done this job if I were a graduate student”*. Après avoir exposé ce qu'il pense qu'on/j'attend(s) de lui, il concède qu'il ne le fera pas puis déplace l'aspect de désirabilité de sa trajectoire au niveau de son activité professionnelle principale, barbier, qu'il est « très heureux » d'exercer.



Figure 26 : Titre du *Ethiopian Herald*, 3 mai 2011 dans la rubrique hebdomadaire *Schools @ a glance*. Le message de l'article : *“Family support is essential to students success”*.

À la question sur ce qu'ils souhaitent en priorité pour leurs enfants, la quasi totalité (environ 95% en bleu) des enquêtés répondent l'« éducation » : une « bonne école », et qu'ils puissent « poursuivre leurs études », confirmant toutes les autres enquêtes menées ailleurs en Afrique dans le cadre de notre groupe de recherche¹⁹⁷.

¹⁹⁷ Voir les enquêtes d'E. Escusa en Afrique du Sud, A. Fichtmüller au Nigéria, J. Hamidu au Ghana, C. Dedieu en Guinée dans le numéro d'Afrique contemporaine (2012/4) Les classes moyennes en Afrique, et l'ouvrage *L'invention des classes moyennes africaines* (Darbon et Toulabor [dir.], 2014).

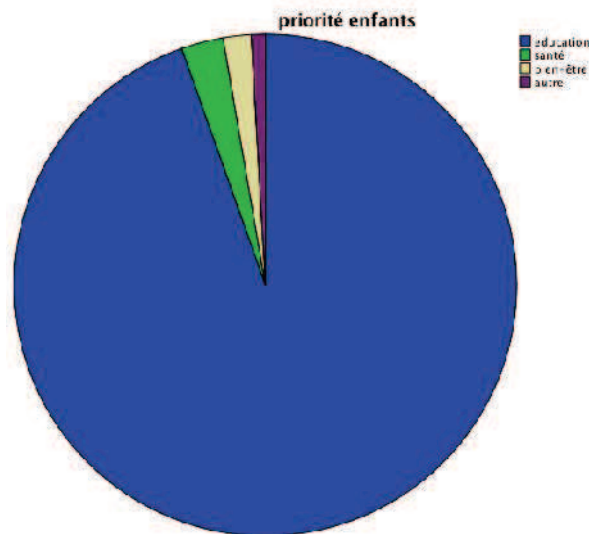


Figure 27 : *Priorité enfant des enquêtés.* 94,6% placent une bonne éducation comme priorité pour leurs enfants, 2,7% la santé et 1,7 le bien-être.

Les enfants sont tous inscrits dans des écoles privées qui coûtent majoritairement entre 800 ETB (123\$PPA) et 7000 ETB (1076\$PPA) le trimestre. Pour beaucoup, le financement de ces écoles représente un « véritable sacrifice » et les frais de scolarité engagés peuvent s'élever à un tiers du revenu des personnes enquêtées. Les enfants sont fréquemment scolarisés loin du domicile familial dans les endroits où le rapport qualité-prix de l'établissement est jugé correct. Lorsqu'ils abordent le sujet, le vocabulaire de l'investissement prime. Par exemple, l'enquêté 16 déclare : « Je ne veux pas plus d'enfants. Je veux investir sur ces deux-là ». L'idée est de leur offrir une bonne éducation afin d'ouvrir le champ des possibles, qu'ils aient la liberté d'exercer le métier de leur choix : « moi j'aimerais qu'elle soit comme ci (croyante/indépendante/sportive/respectable) et qu'elle devienne médecin/businesswoman/scientifique, mais elle fera ce qu'elle veut, je lui transmets tout ce que je peux et elle trouvera son chemin ».

Les personnes enquêtées réalisent donc de gros sacrifices pour l'éducation de leurs enfants. Il s'agit d'un investissement sur l'avenir (leur progéniture pourra disposer d'un bon niveau de vie) ainsi que d'une programmation d'un succès par

procuration (l'espoir d'une vie meilleure transférée sur la prochaine génération). Les membres de l'espace intermédiaire sont pris dans une tension, entre la nécessité quotidienne de maintenir le foyer dans un niveau de vie éloigné de la précarité et les sacrifices financiers nécessaires à la projection vers le « mieux » et vers le futur.

2.2. Religion, « origine ethnique » et statut professionnel : dimensions économiques et symboliques des positions sociales

“Money alone was not enough to transform a status position that was determined largely by the person's position within social relationship. In the Ethiopian case, work is evaluated primarily in term of social relationship rather than income.” (Mains 2012:97).

Nous verrons ici comment les enjeux liés au prestige social sont au cœur des mécanismes de l'espace de l'entre-deux. Les enjeux liés à sa composition et à sa stratification socio-économique sont fortement corrélés à des aspects symboliques et hiérarchiques du pouvoir social. La distinction que formule M. Weber (2003[1956]) concernant les dimensions économiques caractérisant les « situations de classe » et les dimensions symboliques liées au degré de prestige social des positions constitutives du « statut social » se révèle particulièrement utile pour l'étude des configurations de facteurs économiques et symboliques constitutifs des différentes positions sociales de l'espace de l'entre-deux.

Groupes de classe et groupes de statut selon M. Weber

« Nous appelons « situation de classe » la chance typique qui, dans un régime économique donné, résulte du degré auquel et des modalités d'utilisation selon lesquelles un individu peut disposer (ou ne pas disposer) de biens ou de services

[Leistungsqualifikationen] afin de se procurer des rentes ou des revenus ».

« Les groupes de statut regroupent des individus ayant le même degré de prestige social associé à leur statut social. Les groupes de statut correspondent à une façon de structurer la société reposant sur une échelle de prestige ou d'honneur social : « privilège positif ou négatif de considération sociale, revendiqué de façon efficace ». Le prestige dépend de quatre facteurs : le style de vie, la naissance, l'instruction, la profession ». (Weber, 2003 [1956]: 391).

Nous allons ici présenter les données générales de l'échantillon de l'entre-deux en matière de situations religieuses, « ethniques » et professionnelles. Cette présentation nous permettra de débiter une analyse des dimensions symboliques des positions sociales et de leurs différents degrés de prestige. Nous allons voir comment les enquêtés de l'entre-deux, pris dans une tension entre volonté d'ascension économique et impératif de se maintenir ou d'entrer dans des normes liées au prestige social, créent des espaces de compatibilité, au moins discursifs, afin de réaliser leurs ambitions de promotion sociale.

2.2.1. Religion, « origine ethnique » et position sociale

Répartition par religion de l'échantillon

Au cours de notre enquête, nous avons cherché à ce que les deux religions principales du pays (orthodoxe et musulmane) soient représentées. Le dernier recensement de 2007 estime la population orthodoxe éthiopienne à 43,5%, les musulmans à 33,9%, les protestants à 18,6% et les catholiques à 0,7%. Cette répartition entre chrétiens et musulmans ne se répercute cependant pas à l'échelle des régions, qui sont à dominante musulmane ou chrétienne. L'orthodoxie serait dominante en milieu urbain (59,1%). Les chiffres du même recensement marquent une domination de la population orthodoxe à Addis-Ababa (74,6%) alors que les musulmans représenteraient environ 16,2%, les protestants 7,7% et les catholiques

0,5%. Ces chiffres sont particulièrement controversés et le nombre de musulmans à Addis-Ababa est largement sous-estimé pour de nombreux observateurs.

Notre échantillon est composé majoritairement d'orthodoxes (en jaune, 55,8%) suivi de musulmans (20,9%, en beige), de protestants évangéliques et pentecôtistes (15%, en violet) et d'une minorité de catholiques (en vert, 3,9%). Le pourcentage de musulmans enquêtés reste plus faible que souhaité malgré notre démarche de rééquilibrage à cause d'un problème d'accès (voir la partie méthodologique). Concernant le poids des autres religions, il n'a pas été l'objet d'un rééquilibrage et nous remarquons que, au sein de notre population cible, la part d'évangéliques et pentecôtistes est relativement élevée (en violet).

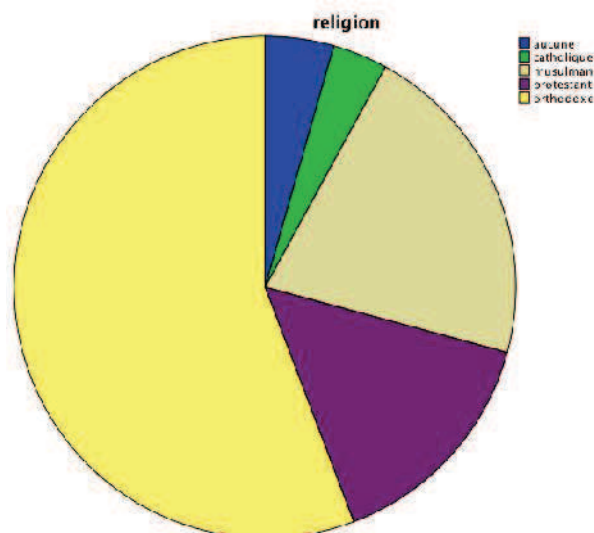


Figure 28: Religion des enquêtés. 4,3% se disent sans religion, 3,5% catholique, 20,9% musulman, 15% protestant, 55,8% orthodoxe.

Concilier religion et quête de promotion

A l'instar de l'ouvrage classique de Max Weber (1999 [1905]), de nombreux travaux ont révélé des corrélations affinitaires entre religion, *ethos* et mode de vie, confession et structuration sociale. Des travaux menés en Afrique et sur d'autres aires géographiques mettent en évidence un lien entre les évangéliques, la mobilité sociale et les classes moyennes (voir par exemple Mayrargue, 2004, pour l'Afrique

de l'Ouest et P. Michel et J. Garcia-Ruiz, 2013, pour l'Amérique latine). Dans son travail sur les églises pentecôtistes en Éthiopie, E. Fantini considère que les discours de ces églises sur la réussite sociale comme signe de bénédiction divine, opposés aux principes de pauvreté et frugalité promus par l'Église orthodoxe éthiopienne, attirent ceux qu'il désigne comme « nouvelles figures de la réussite », correspondant aux « couches plus éduquées et dynamiques de la population ». Ces églises se confirment vecteurs d'accumulation relationnelle et de mobilité sociale, espaces de créations de réseaux d'amitié et clientèle, sources d'opportunité de travail ou d'échange de biens et services¹⁹⁸.

Au sein de notre échantillon, la majorité des enquêtés protestants sont issus de familles orthodoxes et se sont convertis au cours des dix dernières années. Ils sont « très satisfaits » de leur conversion. La première raison évoquée est celle des bienfaits de la conception de la vie qu'apporte leur religion. L'enquêté 65 évoque une *“useful perception of life”*, l'enquêté 105 trouve que sa religion « lui donne une vraie vision, évite l'inquiétude et aide à être confiant ». L'indépendance et la liberté de vision et d'action offerte par leur religion sont mises en avant, en opposition au « dogmatisme » de l'orthodoxie :

« Dans notre Église, on nous pousse à lire et découvrir la bible. C'est l'indépendance, il n'y a pas de dogmatisme. On n'est pas passif on est libre de choisir d'être libéral. On croit ce qu'on veut. Chez les orthodoxes, la religion donne des leçons, on est contraint de rester dans les cadres. Nous on est plus libre. On a le droit de se poser des questions, d'avoir notre propre interprétation. Même si on est bien cadré, on est indépendant. » (enquêté 105).

Pour ces enquêtés de l'entre-deux, leur conversion leur a permis de « sortir des cadres » jugés trop rigides et austères de la religion orthodoxe tout en restant dans un cadre religieux, qui est en accord avec leurs objectifs de promotion sociale.

¹⁹⁸ Ces résultats sont issus du projet de recherche d'Emanuele Fantini sur les rapports entre églises

L'identité religieuse comme structurante des relations sociales de l'entre-deux

La grande majorité des enquêtés est pratiquante et la religion occupe une « place très importante » dans leur vie. 14% d'entre eux placent leur activité religieuse comme la part la plus importante de leur temps libre. Une part minime mais existante des personnes enquêtées déclarent ne pas être religieuses (4,3%, en bleu). Ce n'est pas tant qu'elles se sentent athées mais la religion n'a « aucune place dans leur vie ». L'enquêté 31, jeune homme diplômé d'un master en philosophie, se désigne « agnostique ».

La majorité des personnes enquêtées déclarent que la religion n'a aucune importance au niveau des relations sociales. Ils disent avoir « aussi bien des amis musulmans que des amis orthodoxes ». L'enquêté 61 se considère même « multi-religieux » : *“Sometimes I am muslim, sometimes protestant, sometimes orthodox but never catholic. My mother is muslim, my father orthodox and my wife muslim. I am multi religious”*. Cependant, les difficultés que j'ai rencontrées pour réaliser des entretiens avec des musulmans (voir partie méthodologique) montrent que les sphères religieuses ne sont pas si hybrides que les enquêtés se plaisent à l'exposer. Au niveau des enquêtés mariés, la tendance est majoritairement à l'endogamie religieuse. L'enquêtée 77, jeune femme célibataire musulmane, le concède : *« La religion, c'est très important pour ma famille et pour moi beaucoup moins. Je suis éthiopienne, je me sens éthiopienne. Mais bon, c'est sûr que lorsque je vais me marier, ce sera avec un musulman »*. Ainsi, même si les frontières religieuses sont poreuses dans les représentations, elles le sont beaucoup moins lorsqu'il s'agit concrètement de se marier.

Répartition par « origine ethnique » de l'échantillon de l'entre-deux

Concernant la répartition ethnique des personnes enquêtées, les ethnies majoritaires d'Addis-Abeba (amhara, gurage, tigréen et oromo, voir CSA, 2012a-11) sont représentées. Le système politique éthiopien est structuré par le « fédéralisme ethnique » et l' « ethnie » des Éthiopiens, héritée de celle du père, est inscrite sur les cartes d'identité. Dans notre échantillon, les amharas et les guragés représentent environ 20% chacun (en vert et en beige), les oromos et les

pentecôtistes et formation de l'État en Éthiopie.

tigréens respectivement 16% et 14% (en violet et jaune). Aucun enquêté ne s'est déclaré originaire d'une des nombreuses ethnies du Sud du pays, regroupées dans la catégorie SNNP "Southern Nations, Nationalities and People" dans le système du fédéralisme ethnique.

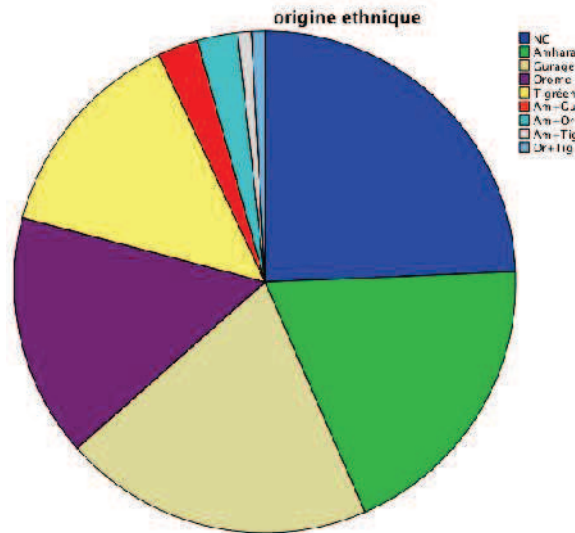


Figure 29: Origine ethnique des enquêtés. 24,3% ne sont pas connues, 19,1% se disent amhara, 20% guragé, 15,7% oromo, 13,9% tigréen, 7% se disent amhara et oromo ou amhara et guragé ou amhara et tigréen ou oromo et tigréen.

Une urbanité englobante ?

Le sujet de l' « identité ethnique » n'est quasiment jamais abordé spontanément par les personnes enquêtées et la réponse la plus fréquente à la question sur leur origine ethnique est : « cela n'a pas d'importance, je suis éthiopien/d'Addis-Abeba ». Par exemple, l'enquêté 105 déclare : « *Même si en Éthiopie il y a des groupes ethniques, je ne me sens pas d'appartenance ethnique. Je crois en l'Éthiopie, je suis éthiopien, je suis fier d'être éthiopien* ». Sentant qu'insister sur ce point porterait préjudice au bon déroulement de certains entretiens, une part importante des « origines ethniques » des enquêtés nous est inconnue (24,3%, en bleu foncé, graphique ci-dessus). Les plus petites parts (en rouge et dégradé de

bleu, graphique ci-dessus) correspondent aux enquêtés qui ont tenu à déclarer deux origines, celles du père et de la mère (7% se disent amhara et oromo ou amhara et gurage ou amhara et tigréen ou oromo et tigréen). Pour sa part, l'enquêté 52 tourne ma question en dérision : *“Ethnic origin ? What does it mean? If you consider my father, I am amhara, if you consider my mother, I am gurage. And me I might be gurage because I love ketfo¹⁹⁹”*.

Une minorité d'enquêtés revendiquent avec enthousiasme leur identité ethnique. C'est le cas des femmes de la famille de H. (enquêtées 69, 88, et 93) qui « aiment leur ethnie » et sont « fières d'être tigréennes ». L'ethnie tigréenne est assimilée au pouvoir politique et économique et les tigréens sont généralement perçus comme des parvenus. C'est d'ailleurs ce point qui encourage ces femmes à revendiquer leur identité tigréenne : *« Comme le gouvernement est tigréen, ceux qui ne sont pas satisfaits de leur vie en veulent aux tigréens, alors qu'on n'a aucun avantage, même parfois on est moins bien traité pour montrer l'exemple. »* (enquêtée 88). Les quelques autres enquêtés qui évoquent leur identité ethnique sont guragé, ethnie réputée pour son sens du travail et du commerce. L'enquêté 98, petit commerçant, « aime » sa « culture guragé » car c'est la culture des *“hard workers”*. Lorsque je demande à l'enquêté 19, salarié dans l'entreprise aérienne éthiopienne, pourquoi il vit aussi sobrement alors que son revenu est relativement élevé, il me répond : *“I am saving a lot of money. I want to improve my life because I am gurage”*.

Si ici encore les « origines ethniques » sont considérées par les enquêtés de l'entre-deux comme non déterminantes des relations sociales qu'ils entretiennent, voire comme un facteur d'identification désuet, elles semblent bien compter lors des moments phares de la reproduction sociale. Le prestige social, au cœur des représentations et comportements des enquêtés de l'espace de l'entre-deux, est le résultat d'un assortiment de caractéristiques complexes multifactorielles.

M. Weber en distingue quatre facteurs constitutifs : le style de vie, la naissance, l'instruction et la profession. Les confidences de l'enquêtée 62, jeune entrepreneuse organisatrice de mariage, issue d'une « **famille aisée** » sont représentatives de cet assortiment : « Mes parents sont amharas et orthodoxes. Ça

¹⁹⁹ Spécialité culinaire de la région guragé. Plat de bœuf cru finement haché et épicé.

ne pose aucun problème je peux avoir tout type d'amis mais par contre je sais que je vais me marier avec **un amhara** qui ne sera **pas musulman**. Pour l'instant je fréquente mon copain en cachette, il est **footballeur**, issu d'un **milieu modeste** et ça ne plairait pas du tout à mes parents ».

Les expressions utilisées par cette enquêtée, significatives des caractéristiques de la naissance (« milieu aisé » et « milieu modeste ») et de la profession (« footballeur »), évoquent implicitement celles des différences de style de vie et d'instruction qui ne sont pas jugées acceptables par ses parents.

2.2.2. Activité professionnelle et prestige social

Statut professionnel et évolution du marché de l'emploi

La répartition par secteur d'activité de notre échantillon de l'entre-deux est dominée par les travailleurs indépendants (48,7%, en violet), suivie des employés du secteur privé (29,6%, en vert) et des employés du secteur public et parapublic (12,2%, en beige). Sont classées dans la catégorie sans-emploi (7,8%, en bleu) les personnes en recherche d'emploi et les femmes au foyer.

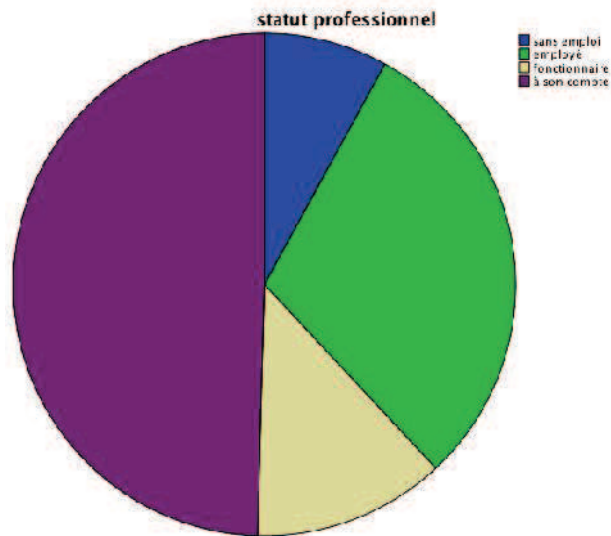


Figure 30: Statut professionnel des enquêtés. 7,8% sont inactifs, 29,6% sont employés du secteur privé, 12,2% sont fonctionnaires et 48,7% travaillent à leur compte.

La répartition par statut professionnel varie peu selon le sexe des enquêtés, hormis la catégorie « sans emploi » qui se trouve gonflée par le nombre de femmes au foyer.

Le taux d'activité d'Addis-Abeba, estimé à 60%, est un des plus élevés du pays (CSA, 2011/11). Les statistiques sur la répartition de la population urbaine par secteur d'activité montrent aussi une supériorité des personnes travaillant à leur compte (38,9%). Les salariés du secteur privé représentent 19,40% et ceux du secteur public et parapublic 21,2%.

Employés gouvernementaux	19,30%
Employés du parapublic	1,90%
Employés du privé	19,40%
Employés en ONG	1,70%
Employés domestiques	6,30%
Travailleurs indépendants	38,90%
Travailleurs familiaux non rémunérés	8,40%
Employeurs	0,80%
En apprentissage ou autre	3,20%

Figure 31 : Distribution en % de la population urbaine employée par secteur d'emploi en 2011. Tableau réalisé à partir des données CSA, 2011.

Le rapport national sur les conditions de vie de la population éthiopienne (CSA, 2012b-11) montre que la majorité de la population (urbaine et rurale) travaille à son compte et que plus la population est urbaine et aisée (évolution traduite par la répartition par quintile de consommation, voir tableau ci-dessous), plus le nombre de personnes travaillant à son compte diminue au profit des employés des secteurs privés et publics.

	1 ^{er} quintile	2 ^{ème} quintile	3 ^{ème} quintile	4 ^{ème} quintile	5 ^{ème} quintile
Employeur	1	1	1	1	3
A son compte	79	82	82	79	69
Employé du privé	2	3	3	4	6
Employé du public	1	2	5	7	13
Autres employés	1	1	1	1	1
Travail familial non rémunéré	1	1	1	0	1
Autre	1	0	0	0	0
Inactif	14	9	7	7	7

Figure 32: Répartition des secteurs d'activité par quintile en % en 2011. Tableau réalisé à partir des statistiques de CSA, 2012b:11.

Le graphique ci-dessous représente la répartition dans notre échantillon des principales activités représentées : les petits commerçants (en vert), les petits entrepreneurs (en beige) sont les plus nombreux, suivis des enseignants (en bleu clair), puis des personnes travaillant dans le domaine des transports (en jaune), des fonctionnaires de l'administration publique (en violet) et des femmes au foyer (en rouge). La catégorie « autre » (en bleu foncé) regroupe les profils professionnels moins fréquents, composés de travailleurs manuels et de salariés employés dans les secteurs médiatique, bancaire et médical. La liste complète des activités professionnelles des enquêtés se trouve en annexe 7.



Figure 33: :Type d'activité des enquêtés. 20,9% petits commerçants, 20,9% d'entrepreneur, 5,2% travaillent dans l'administration publique, 7% dans le domaine des transports, 4,3% sont femmes au foyer, 15% dans le domaine de l'enseignement et/ou de la recherche, 28,7 exercent d'autres types d'activité.

Ci-dessous sont représentés les statuts professionnels des personnes enquêtées (graphique du haut), ceux de leur père (graphique en bas à gauche) et ceux de leur mère (graphique en bas à droite). Ces graphiques mettent en évidence que, par

rapport au statut professionnel de leurs parents, les enquêtés sont plus nombreux à être employés du secteur privé (en vert) alors que le nombre de fonctionnaires diminue significativement (en beige) et que la proportion des travailleurs indépendants reste sensiblement la même (en violet).

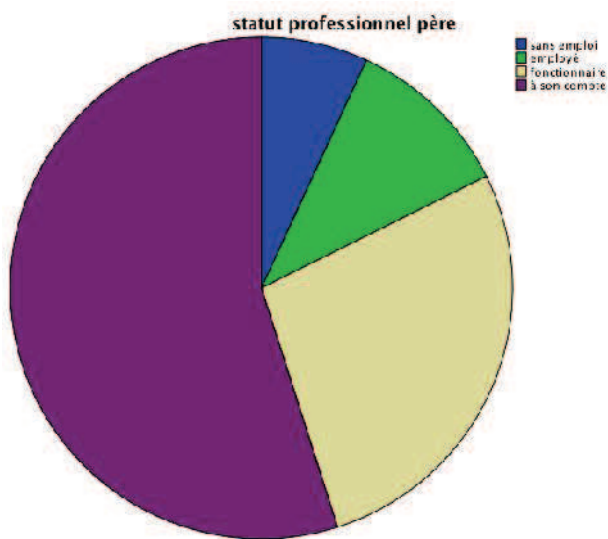
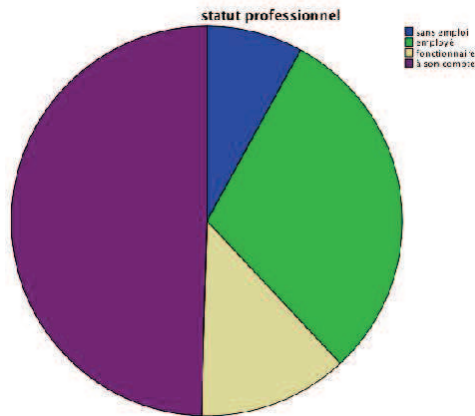


Figure 34: Statut professionnel du père. 6,9% sont sans emploi, 10,8% sont employés, 27,5% sont fonctionnaires et 54,9% à leur compte.

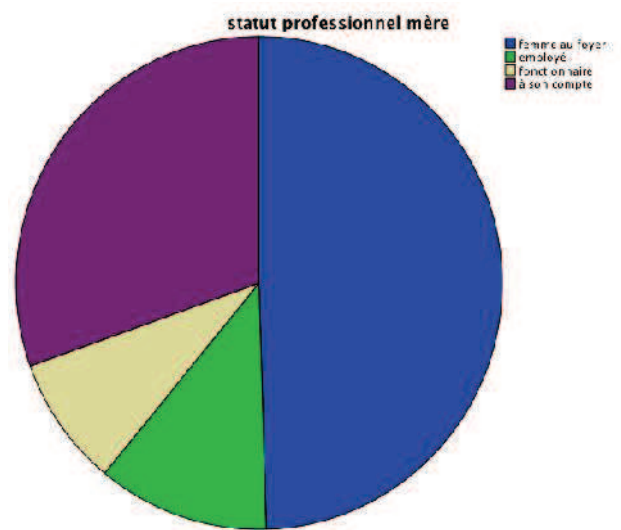


Figure 35: Statut professionnel de la mère. 49,5% sont femmes au foyer, 11,4% sont employées, 8,6% sont fonctionnaires et 30,5% à leur compte.

Ces tendances sont significatives de l'évolution du marché du travail en milieu urbain et de la diversification de l'offre d'emploi qui implique l'essor des emplois dans le secteur privé, et particulièrement le secteur des services (CSA, 2011-11).

La répartition des différents statuts professionnels selon l'âge des enquêtés marque aussi cette tendance. Alors que les 35-70 ans sont plus nombreux à être fonctionnaires (23,8% contre 5,5% des 17-34 ans) ce sont les 17-34 ans qui dominent le secteur du salariat privé (34,2% contre 21,4% des 35-70 ans).

Tableau croisé classe d'âge* statut professionnel

		statut professionnel				Total
		sans emploi	employé	fonctionnaire	à son compte	
17-34	Effectif	6	25	4	38	73
	%	8,2%	34,2%	5,5%	52,1%	100,0%
35-70	Effectif	4	9	10	19	42
	%	9,5%	21,4%	23,8%	45,2%	100,0%
Total	Effectif	10	34	14	57	115
	%	8,7%	29,6%	12,2%	49,6%	100,0%

Choisir son secteur d'activité, une histoire de revenu et de statut social

Différents travaux ethnographiques menés en Éthiopie mettent en évidence la prééminence des dimensions symboliques sur les dimensions économiques en matière de catégorisation des positions sociales (voir Freeman et Pankhurst, 2001 ; Mains, 2012). L'activité professionnelle exercée impacte particulièrement la dimension symbolique des positions sociales. Comme l'expose D. Mains (2012) dans son étude sur la jeunesse de Jimma²⁰⁰, le type d'activité professionnel est fortement connoté en terme de prestige : *“the symbolic dimensions of one's occupation, as a government employee or otherwise, are a key factor for construction of identities”* (p.12). D. Mains marque la différence entre le « statut » et le fait de « faire de l'argent » : il n'existe pas de rapport causal entre le degré de lucrativité de l'activité exercée et le degré de prestige qui lui est assignée. L'auteur distingue les « activités de bas statut » et les « activités de prestige » (p. 92-100)

²⁰⁰. Ville située au sud-ouest de l'Éthiopie (en région oromo), comptant environ 120 000 habitants

variant selon différents niveaux de stigmatisation et de prestige. Il montre qu'à Jimma, le statut de prestige est associé à celui de fonctionnaire, quel que soit le type d'emploi public occupé et le revenu lui étant associé. La dimension prestigieuse du statut de fonctionnaire est fortement corrélée par l'étendue des relations sociales qu'il permet, « transcendant ainsi les frontières de classe et de pouvoir » :

“If a government administrator sponsored a wedding, all employees of his office, including cleaners, guards, gardeners, and others, were invited and expected to attend. For those who lacked funds to host a lavish wedding, coworkers contributed so that a celebration could still be enjoyed. When a government employee died, all of his or her coworkers were expected to attend the funeral.” (p.95).

Se situent tout en bas de l'échelle sociale les artisans dont les positions sont particulièrement stigmatisées au point que les artisans sont perçus comme “*not fully human*” (Freeman et Pankhurst, 2001). D. Freeman et A. Pankhurst montrent que derrière cette subordination sociale se joue avant tout une question de non droit à la terre. J. Dubois, initiateur d'un atelier de valorisation des métiers de l'artisanat à Addis-Ababa, expose ainsi la situation: « Grâce à l'atelier, ils sont mensualisés et gagnent relativement bien leur vie mais ce n'est pas suffisant pour défaire les stigmas liés à leur profession. Par exemple, un des meilleurs tisserands est parti pour devenir magasinier afin de se marier avec une femme qui n'est pas issue d'une famille d'artisans. Par exemple, le statut d'ouvrier est bien au-dessus de celui d'artisan. Certains ont alors demandé qu'on mette une cantine et une sirène dans l'atelier afin de se sentir ouvrier²⁰¹ ».

Nous verrons que les enquêtés de l'entre-deux n'échappent pas aux cadres contraignants d'une « échelle de prestige ou d'honneur social » au sein de laquelle ils insinuent leur jeu.

La question du cumul des activités

22% des enquêtés cumulent plusieurs activités professionnelles, ce qui est peu en comparaison des pratiques des enquêtés de l'entre-deux des autres pays africains²⁰². Par exemple, à Niamey, le cumul d'activités professionnelles dans différents secteurs constitue un des principaux marqueurs de l'espace social intermédiaire à Niamey (Nallet, 2012). À Addis-Abeba, la majorité des enquêtés de l'entre-deux ne cumulent pas les activités et, pour ceux qui les cumulent, c'est majoritairement dans le même secteur d'activité : le commerçant va ouvrir la porte à d'autres pratiques commerciales, le chercheur fonctionnaire contracter avec des organismes privés pour des recherches, le professeur multiplier les lieux d'enseignement. Par exemple, l'enquêté 111, professeur de droit à l'université, double salaire mensuel en réalisant des consultances pour des ONG.

La majorité des enquêtés de l'entre-deux n'envisagent pas de coupler différents types d'activités.

Pourquoi je ferais un métier de guragé ?

Mon expérience de mémoire de recherche sur l'espace de l'entre-deux à Niamey m'a rendue familière aux situations de cumul d'activités professionnelles. Par exemple, il est courant qu'un fonctionnaire moyen nigérien triple son revenu en vendant des poches d'eau potable dans le secteur informel.

Lors d'un de mes premiers entretiens à Addis-Abeba je demande à un enseignant si il exerce d'autres activités professionnelles (enquêté 29). Étonné, il me répond « *que veux-tu dire ?* ». Je lui expose mon expérience nigérienne et il s'exclame un brin rebuté :

« *Pourquoi je ferais un métier de guragé ?* »

Cette expérience est illustratrice de l'importance des représentations associées au prestige social par l'évaluation, positive ou négative, de certaines caractéristiques liées au statut social au sens de M. Weber. Certaines activités professionnelles (ici liées au commerce et à la manipulation de l'argent) semblent réservées à certains

²⁰¹ Extrait d'un entretien mené avec J. Dubois le 12/10/12 à Addis-Abeba.

²⁰² Voir les travaux du groupe de recherche.

groupes de la société, caractérisés par leur appartenance à une certaine catégorie ethnique ou religieuse.

La *yiluñta*, la honte que pourrait provoquer l'opinion que les autres posent sur soi, transcende les différentes positions de l'espace social éthiopien. Cette *yiluñta* empêche les jeunes chômeurs étudiés par D. Mains d'exercer des « petits boulots » considérés « insultants » et les enquêtés de l'entre-deux les plus précaires de compléter leur revenu avec une autre activité. À l'instar des jeunes chômeurs, l'enquêtée 75, hôtesse dans la compagnie aérienne nationale disposant d'un revenu relativement confortable, expose son envie de partir à l'étranger afin d'échapper à la pression sociale : *“I want to go abroad to continue my study. I have to go abroad to do it because there I will be able to finance my study by doing small jobs. In Ethiopia it is not possible”*.

Notre enquête révèle cependant que ces représentations liées au prestige social connaissent une évolution et que les frontières de ces représentations sont de plus en plus poreuses, surtout chez les plus jeunes des enquêtés. Il n'est en effet pas rare que de jeunes amharas de l'espace de l'entre-deux s'adonnent à des activités commerciales. Ce dernier point rejoint une des observations que formule ainsi Alain Gascon (2008) :

« Les Éthiopiens, qui ont acquis à l'étranger les savoirs, les techniques et les capitaux, n'ont cure des préventions de leurs pères à l'encontre du négoce et de la manipulation de l'argent, occupations qu'ils laissaient aux musulmans, aux Levantins ou aux fārānj [étrangers]. » (p.150).

Ceux qui n'hésitent pas à capter les ressources en diversifiant leurs activités sont en effet majoritairement les enquêtés les plus jeunes. Par exemple, le barbier (enquêté 7) dont les revenus mensuels oscillent entre 3000 (461\$PPA) et 4000 ETB (615\$PPA) gagne parfois 3000 *birr* en une journée en vendant des vêtements envoyés de Thaïlande par un de ses amis. Pour sa part, l'enquêté 71, professeur de sport au lycée français d'Addis-Abeba, « profite des contacts » qu'il crée au lycée pour compléter son revenu : « Je fais tout, je donne des cours particuliers, j'organise des événements sportifs, je suis revendeur dans tout, si quelqu'un a

besoin par exemple d'un ordinateur, il sait où me trouver ». Il s'agit dans notre cas d'étude de formes de multiactivités fondées plus sur des opportunités que sur un besoin constant.

Ce fonctionnement n'est cependant pas l'apanage des jeunes. J'ai par exemple rencontré un couple d'enseignants retraités qui ont ouvert avec des amis une école maternelle privée afin de compléter leur « maigre retraite », « devenue insuffisante pour subvenir à leurs besoins avec l'augmentation du coût de la vie ». Le parcours de l'enquêté 67, homme d'une soixantaine d'années, est plus éclectique. Retraité de l'entreprise nationale de télécommunication, afin de compléter sa retraite mensuelle de 1200 ETB (184\$PPA), il s'est spécialisé dans la « consultance en investissement » pour un couple d'Anglais qui souhaite « établir un *business* » en Éthiopie. En échange, ces derniers le logent, le nourrissent et l'« indemnisent » de 2000ETP (307\$PPA) par mois.

Cependant, si une tendance récente à la diversification des activités est bien palpable chez les enquêtés jeunes et certains enquêtés moins jeunes, elle n'en reste pas moins négociée dans un cadre de normes sociales en constante adaptation. Par exemple, ces jeunes amharas, généralement diplômés du supérieur, se présentent comme « investisseurs » ou « entrepreneurs », ils ne font pas du commerce, mais du “*business*”. Ils préfèrent ainsi assimiler leurs situations à une expression internationalisée qui valorise leur statut et s'éloigner ainsi des représentations négatives liées à la circulation de l'argent.

Les jeunes et l'option de l'entrepreneuriat

Les enquêtes menées sur les groupes sociaux intermédiaires africains révèlent que le statut de fonctionnaire est fréquemment un statut convoité, marqueur de l'espace de l'entre-deux par la stabilité qu'il procure et parfois des revenus attractifs (voir par exemple Soiron-Fallut, 2013, pour le Gabon ; Darbon et Dedieu, 2014 pour la Guinée). D. Mains montre qu'à Jimma, le métier de fonctionnaire, fortement valorisé, exerce un pouvoir de prédilection sur la jeunesse :

“The values and norms associated with Abyssinian culture still took hold in Jimma and are particularly apparent around issues of occupational status. As in urban areas of varying size throughout the country, in Jimma government

employment has been the basis for dominant class and status positions.”
(p.42)

Notre enquête met en évidence qu'à Addis-Abeba, à niveau de compétence égal, les perspectives de revenu dans le secteur privé sont significativement plus attractives que dans le secteur public. Dans notre échantillon, nombreux sont les jeunes enquêtés issus de familles de fonctionnaire qui disent que ce « n'est plus possible de vivre avec un salaire de fonctionnaire à Addis-Abeba ». Ils « choisissent » alors d'exercer à leur compte ou dans le secteur privé.

Si, contrairement aux jeunes enquêtés sans-emploi de l'étude de D. Mains, ceux de notre enquête sont moins attirés par les emplois de la fonction publique, ce n'est pas tant dû à une dévalorisation du statut social liée à la position de fonctionnaire à Addis-Abeba qu'au champ des possibles relativement vaste offert par la position de ces jeunes dans l'espace social de l'entre-deux. Nos jeunes enquêtés disposent non seulement d'un capital scolaire élevé mais sont issus d'un milieu social d'origine relativement privilégié et voient en la diversification du marché de l'emploi « de nombreuses opportunités » leur offrant des positions économiques plus élevées que celles de leurs parents fonctionnaires. Par ailleurs, ces jeunes se trouvent encouragés par les discours gouvernementaux actuels qui font de l'entrepreneuriat une référence positive et leur permettent de légitimer leur orientation.

Ceux d'entre ces jeunes qui font perdurer la tradition familiale dans le secteur public décrivent leur situation comme un combat idéologique. Par exemple, l'enquêté 111, enseignant de droit à l'université s'exclame : *“I can earn ten times my salary if I decide to work by myself as a lawyer. But I believe in my country future and I want to be part of it. Some people have to sacrifice their level of life for this”*.

Cette présentation générale des caractéristiques des membres de l'entre-deux permet de relever quelques orientations. Bien que les enquêtés aiment à se présenter comme libérés de toute détermination religieuse ou ethnique, le poids exercé par certaines représentations liées à ces facteurs est palpable (« *Pourquoi je*

ferais un métier de guragé ? »). Alors que les relations sociales des enquêtés de l'entre-deux sont relativement émancipées de cadres ethniques ou religieux, il n'en est rien des moments phares de la reproduction sociale (pression à l'endogamie). Ces éléments sont significatifs de la tension qui caractérise cet espace, entre envie d'accumulation et crainte de la stigmatisation, entre volonté de s'affranchir de conventions sociales jugées « peu importantes » et la nécessité d'inscrire ses actions et sa volonté de promotion dans des normes structurantes. Afin de lever certains tabous sur la richesse et la circulation de l'argent, ils créent des espaces de compatibilité : certains s'engagent dans des conversions religieuses, d'autres usent d'un vocable plus international qui leur confère un certain prestige. À l'instar de ce que montre J. Ellison (2009) à propos des enjeux liés aux filiations au sud de l'Éthiopie, l'intégration dans les discours gouvernementaux de certaines normes liées au néolibéralisme ("*idioms of individualism and choice*", "*discourses of autonomization and responsabilization*", Ellison, 2009) semble bien affecter les normes qui régissent les positions sociales de l'entre-deux. Notre étude en termes de sous-groupes de l'entre-deux (chapitres suivants) nous permettra de développer l'analyse de ces dimensions symboliques et de leur impact sur les situations de l'entre-deux.

2.3. Construire son foyer : enjeu privilégié de la promotion sociale

2.3.1. Statut matrimonial des enquêtés de l'entre-deux

L'échantillon est composé de personnes mariées et célibataires de manière relativement égale. Aucun enquêté n'est polygame et, selon les statistiques nationales, la polygamie est quasi-inexistante à Addis-Abeba (CSA, 2012a-11).

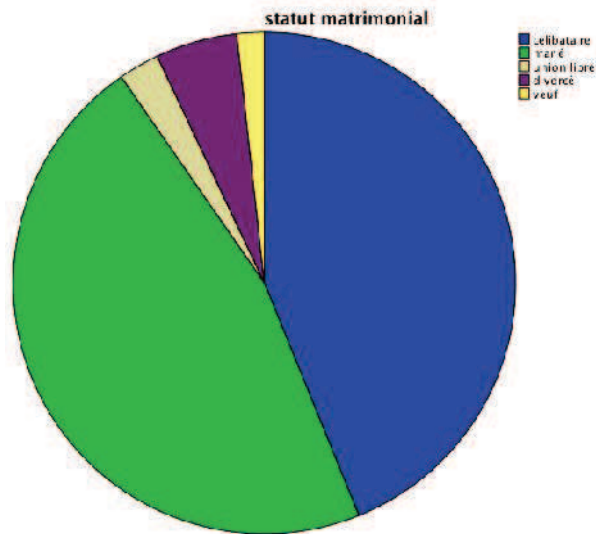


Figure 36 : Statut matrimonial des enquêtés. 46,1% sont célibataires, 43,5% sont mariés, 2,6% vivent en union libre, 5,2% sont divorcés et 1,7% sont veufs.

Nous constatons que les enquêtés hommes ont une tendance plus élevée (53,6%) au célibat (en bleu) que les enquêtées femmes (28,3%) qui sont mariées (en vert) à 52,2% et divorcées (en violet) à 4,4% alors que les hommes sont mariés à 42% et divorcés à 2,9%. Cela s'explique en partie par la composition de notre échantillon, composé d'une part masculine relativement plus jeune que la proportion féminine (70% des hommes ont entre 17 et 34 ans contre 54% des femmes). L'enquête révèle d'autre part qu'au sein d'une même famille de l'entre-deux, les femmes ont tendance à se marier plus tôt que les hommes, souvent peu de temps après la fin de leurs études.

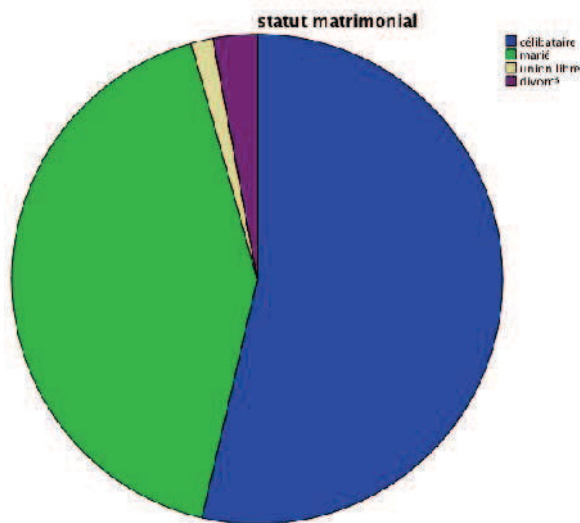


Figure 37: Statut matrimonial des enquêtés hommes. 53,6% sont célibataires, 42% sont mariés, 1,4% vivent en union libre et 2,9% sont divorcés.

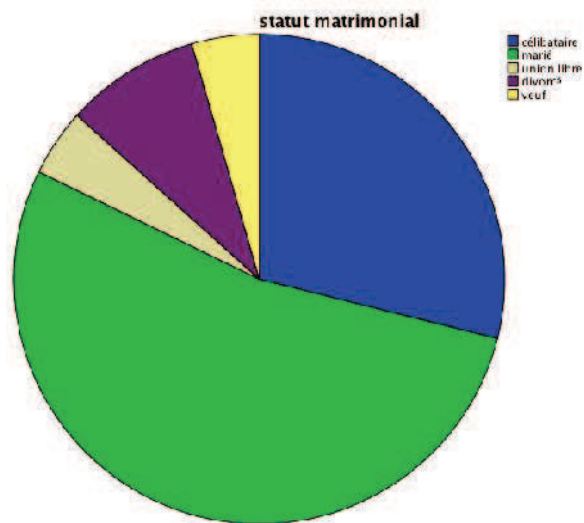


Figure 38: Statut matrimonial des enquêtées femmes. 28,3% sont célibataires, 52,2% sont mariées, 4,3% vivent en union libre, 8,7% sont divorcées et 4,4% sont veuves

2.3.2. Obsession de l'ascension et célibat tardif des jeunes

La proportion de célibataires (en bleu) est élevée (61,6%) chez les enquêtés âgés de 17 à 34 ans alors que c'est la proportion de personnes mariées (en vert) qui est la plus forte chez les 35-70 ans (70,7%). Les statistiques nationales estiment l'âge médian du mariage des femmes à 16,5 et celui des hommes à 23,2 au niveau national et à 21,4 à Addis-Abeba (hommes et femmes confondus) (CSA, 2012a-11).

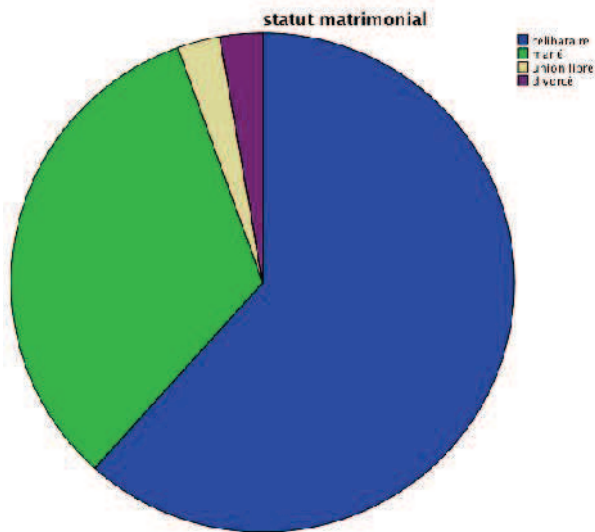


Figure 39 : Statut matrimonial des 17-34 ans. 61,6 sont célibataires, 32,9 mariés, 2,7 en union libre et 2,7 divorcés.

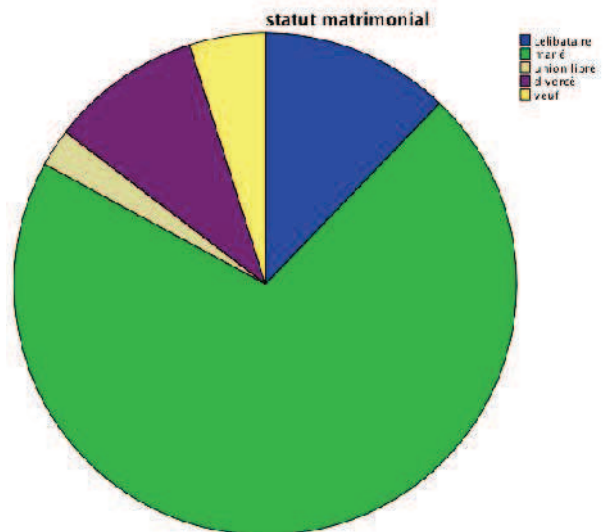


Figure 40 : Statut matrimonial des 35-70 ans. 12,2% sont célibataires, 70,7% mariés, 2,4% en union libre, 9,8% divorcés et 4,9% veufs.

Une étude plus fine des différentes classes d'âge (voir tableau croisé ci-après) montre que de 17 à 29 ans la proportion d'enquêtés célibataires est très élevée et atteint presque 70% chez les 25-29 ans. Les enquêtés âgés entre 30 et 34 ans sont aussi bien mariés que célibataires à proportion égale. Après 35 ans, la tendance s'inverse, le nombre d'enquêtés mariés devient supérieur à celui des célibataires. Après 45 ans, la quasi-totalité des personnes enquêtées sont mariées ou, dans une moindre mesure, divorcées.

Tableau croisé classe d'âge * statut matrimonial							
		célibataire	marié	union libre	divorcé	veuf	Total
17-24	Effectif	6	3	0	0	0	9
	%	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0 %
25-29	Effectif	27	9	1	2	0	39
	%	69,2%	23,1%	2,6%	5,1%	0,0%	100,0 %
30-34	Effectif	12	12	1	0	0	25
	%	48,0%	48,0%	4,0%	0,0%	0,0%	100,0 %
35-39	Effectif	3	7	1	1	1	13
	%	23,1%	53,8%	7,7%	7,7%	7,7%	100,0 %
40-44	Effectif	1	7	0	0	0	8
	%	12,5%	87,5%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0 %
45-54	Effectif	0	6	0	3	1	10
	%	0,0%	60,0%	0,0%	30,0%	10,0 %	100,0 %
54-70	Effectif	1	9	0	0	0	10
	%	10,0%	90,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0 %
Total	Effectif	50	54	3	6	2	115
	%	43,9%	46,5%	2,6%	5,3%	1,8%	100,0 %

Notre étude révèle une évolution de taille sur l'âge du mariage en une génération. En effet, la majorité des parents des enquêtés se sont mariés entre 15 et 25 ans (généralement entre 15 et 18 ans pour les mères et 18-25 ans pour les pères). Lorsque je questionne les jeunes hommes sur les raisons de leur célibat tardif, la première raison évoquée est celle du niveau de vie. Le mariage est fréquemment placé en avant-dernière position d'une liste d'objectifs de vie : être capable d'être

totallement indépendant, devenir propriétaire d'un logement, se marier, avoir des enfants. « Avoir les moyens de se marier » signifie d'une part « être prêt financièrement » à fonder une famille et d'autre part, être capable d'assumer les dépenses de la cérémonie. L'enquêté 23, gérant d'un *photoshop* d'une trentaine d'années, vit en union libre avec sa compagne, qui est aussi sa « partenaire de *business* ». Il dénonce le fait que tous les éthiopiens, quel que soit leur niveau économique, se doivent d'organiser une cérémonie « démesurée » pour leur mariage. Il m'explique que lui-même est issu d'une « famille pauvre » qui survivait grâce à la mise en location d'une maisonnette, et que sa famille exerce sur lui « une énorme pression » pour qu'il « arrête de vivre de manière illégitime » et organise un « beau mariage ». Lui revendique le droit de ne pas se marier, afin de ne pas « gâcher l'argent » : « *on est très bien comme ça, on est de très bons partenaires de vie et de business* ». L'ampleur des dépenses réalisées pour les cérémonies de mariage est telle que c'est devenu un problème d'ordre public. La puissance publique se saisit du problème en organisant en novembre 2012 un « mariage géant » durant lequel les couples éthiopiens peuvent venir se marier à peu de frais lors d'une « fête gargantuesque » organisée par l'État.



Figure 41 Cliché C.N et C.J.D. réalisé à Addis-Abeba le 10/10/12.

Construire une famille c'est construire une Nation! Mariage de masse d'environ mille couples qui vont célébrer leur mariage ensemble.

Vous êtes conviés à participer et/ou sponsoriser! Inscrivez-vous gratuitement pour vous marier!

Les raisons du célibat tardif des jeunes hommes enquêtés ne sont pas seulement financières. Certains formulent, le plus souvent à demi-mots, leur difficulté à trouver « la femme ». Ils expriment un certain décalage entre leurs aspirations et la réalité du marché matrimonial d'Addis-Abeba. L'enquêté 105, âgé de 25 ans et journaliste pour la télévision nationale, dont les parents se sont mariés à 15 ans, rêve de trouver « l'âme soeur » : « Je suis vraiment pressé de me marier. Mais le

monde est bizarre en ce moment ici. Je cherche l'âme sœur mais ce n'est pas facile. Je sais que la femme idéale est quelque part dans ce monde. Elle doit savoir aimer d'un amour réel ». L'enquêté 28, 35 ans passés, avec qui j'ai mené des observations sur une période de trois années, exprime lors de notre premier entretien en juin 2011 son envie de se marier rapidement, dès que sa situation financière sera « encore plus confortable » car *“of course I want to do it soon. I am like everybody, I plan to get married, have children, and enjoy this other life”*. Lorsque nous nous revoyons en septembre 2012, son revenu a triplé suite, entre autre chose, à une promotion de chef d'équipe au sein l'ONG pour laquelle il collectait des données en 2011. Son mode de vie a évolué, il me conduit non sans fierté dans Addis-Abeba avec sa nouvelle voiture et me dit : *“look how good is my life now. I have a car, I know a lot of people having a car. Life change so quickly! I am on the way to be rich”*. Ce sur quoi je lui demande où en sont ses projets de mariage. Il me répond : *“you know Clélie, it is difficult to find a girl here. I don't want a girl who is with me just for my money and want to stay home. I want the kind of relationship that you live, that European people live. You are independant and you love each other”*. Pour sa part, l'enquêté 111, 29 ans et « désespérément à la recherche d'une femme », va jusqu'à regretter « le bon vieux temps » des mariages arrangés : *“It was easy for my parents. They met through the family, my mother was 17 and my father 24. They me for the first time the day of the wedding ceremony. They were happy. Me I am struggling to find a good wife and I am eager to start my family life”*. Cette déclaration reflète la tension entre l'envie de « trouver la bonne femme » et celle de « fonder une famille, quand même avant de devenir trop vieux ».

2.3.3. Resserrement sur le noyau familial, le modèle de la famille nucléaire



Figure 42: Cliché C.N. et C.J.D réalisé le 09/11/12 à Addis-Abeba dans le quartier Sidist Quilo. « Ayons une famille réduite, prospère et heureuse ».

La majorité des enquêtés n'ont pas d'enfant (45,2%, en bleu). Pour ceux qui ont des enfants, la plupart ont un enfant (23,5%, en vert), 14,8% ont 2 enfants, 7% ont trois enfants et 8,7% ont plus de 3 enfants. Au niveau national, le nombre moyen d'enfants par femme est estimé à 5,5 en milieu rural et 2,6 en milieu urbain. Addis-Abeba connaît le taux de fécondité le plus bas estimé à 1,5 enfant par femme (CSA, 2012a-11). La moyenne du nombre d'enfants par personne enquêtée est de 1,2.

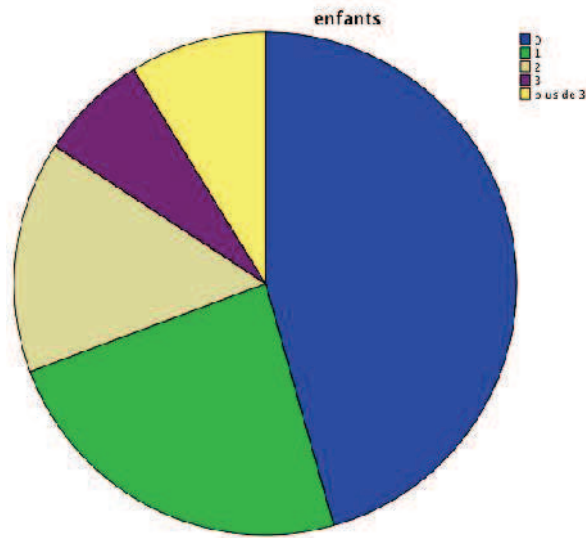


Figure 43: nombre d'enfants des enquêtés. 45,2% n'ont pas d'enfant, 23,5% ont 1 enfant, 14,8% ont 2 enfants, 7% ont trois enfants et 8,7% ont plus de 3 enfants.

La majorité des parents enquêtés ont un ou deux enfants. À la question « désirez-vous d'autres enfants ? », la réponse quasi-systématique est un « non ». Des « non » affirmés : « au regard de notre situation, nous n'avons pas les moyens, nous devons manger » aux « non » plus gênés : « nous ne voulons pas aller contre la volonté de Dieu mais nous avons des projets humains ». Nombreux sont les enquêtés qui n'ont pas d'enfant mais souhaitent en avoir dans le futur. Certains enquêtés en souhaitent un, la grande majorité en aimerait deux et quasiment aucune personne interrogée ne souhaite avoir plus de deux enfants, afin de pouvoir les élever « dans les meilleures conditions ». Les statistiques nationales montrent que le nombre d'enfants désiré par foyer a connu une baisse significative depuis 2000. En 2011, le nombre idéal d'enfants est estimé à 3,4 en milieu rural, 1,8 en milieu urbain et 1,3 à Addis-Abeba (CSA, 2012a-11).

L'idée est aussi d'offrir une meilleure vie à leurs enfants que celle qu'ils ont vécue durant leur enfance. Par exemple, l'enquêté 16 déclare : « dès mon enfance j'ai dû travailler pour aider ma famille, j'allais à l'école en cours du soir et travaillais dans un café la journée. Maintenant je continue à travailler comme un fou mais mes enfants n'auront jamais à faire ça ». L'enquêtée 13 est située dans la tranche

haute des groupes de revenu de l'échantillon et souhaite pourtant que sa fille soit « enfant unique », malgré l'indignation de ses copines que ces propos provoquent. Elle explique : « *quand j'étais petite c'était des patates, des patates et des patates, ma fille, elle aura toujours le choix* ». Ce propos est typique de la tension générationnelle qui traverse les foyers de l'entre-deux : faire mieux que ses parents et projeter encore mieux sur ses enfants. Les comportements des enquêtés de l'entre-deux éthiopien sont typiques des comportements des nouvelles générations de l'espace social intermédiaire. P. Bourdieu (1979) décrit ainsi les « stratégies de fécondité des petits-bourgeois » :

« Leurs stratégies de fécondité sont celles de gens qui ne peuvent réussir leur accumulation initiale de capital économique et culturel qu'au prix d'une *restriction* de leur consommation destinée à concentrer toutes les ressources sur un petit nombre de descendants, chargés de prolonger le trajectoire ascendante du groupe. » (p.382).

Avoir des enfants est en effet exposé tel un programme de vie maîtrisé au point que certains enquêtés expriment leurs vœux avec précision : « je veux deux enfants, un garçon et une fille ». Les étapes préalables à suivre sont souvent précises. L'enquêté 61, homme de 27 ans marié depuis 2 ans, énumère ainsi la liste des objectifs à remplir : « *Avant il faut avoir une situation financière, construire une maison, une vie stable et pouvoir leur offrir les meilleures écoles* ». La nécessité de pouvoir offrir à leur progéniture un cadre de vie « confortable » ainsi que la « meilleure éducation possible » est au cœur des préoccupations des enquêtés. L'enquêté 23 déclare : « *J'attends que ma situation financière soit meilleure. Je veux que mes enfants ne manquent de rien. Je veux pouvoir leur payer de nouvelles chaussures lorsqu'ils en ont besoin et les envoyer dans une très bonne école* ». Il présente son choix de désirer 2 enfants comme un acte social voire politique : « même si je deviens millionnaire je veux 2 enfants. Avoir trop d'enfants, c'est ce qui tue le pays ». En resserrant leur attention sur le noyau familial restreint, les comportements des enquêtés de l'espace de l'entre-deux correspondent en effet aux recommandations formulées par le gouvernement. Les rapports de la CSA mettent

tous en exergue les méfaits de la taille trop importante des foyers éthiopiens sur le niveau de vie.



Figure 44: Cliché C.N. réalisé le 13/05/11 à Addis-Abeba à Maganagna. « C'est astucieux de construire une famille en fonction de ses ressources ».

Dans notre échantillon, les foyers sont majoritairement composés de 3 personnes (en vert, 28,7%). Les foyers composés de 1, 2 et 4 personnes sont représentés à part relativement égale (environ 14%, en bleu, vert et violet) et 28,7% des foyers contiennent plus de 4 personnes.

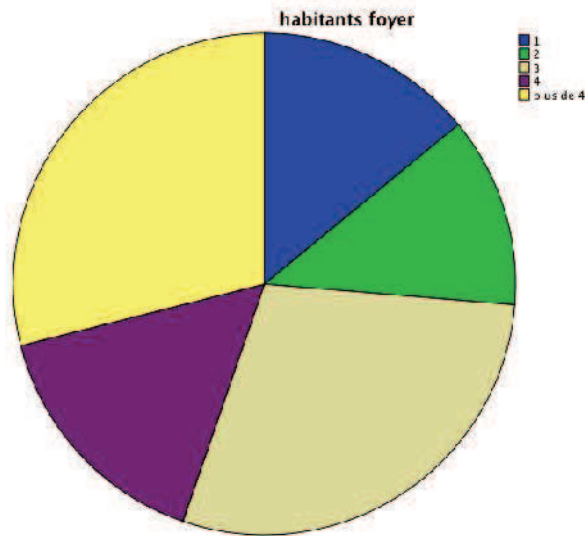


Figure 45: Nombre d'habitants dans le foyer : 13,9% habitent seul, 12,2% des foyers sont composés de 2 personnes, 28,7% de 3 personnes, 15,7 de 4 personnes et 28,7 de plus de 4 personnes.

Le nombre moyen de personnes par foyer dans notre échantillon est de 3,7. Les statistiques nationales évaluent à 4,1 le nombre moyen de personnes par foyer à Addis-Abeba (CSA, 2011-11). La quasi-totalité des foyers de l'entre-deux vivent avec une employée de maison. Ces dernières ne constituent pas un indicateur de richesse à Addis-Ababa car elles font l'objet de peu de frais. Celles des foyers de notre échantillon sont souvent des jeunes femmes membres de la famille éloignée, dont les services sont compensés par le financement du gîte et du couvert et souvent de scolarisation en cours du soir.

2.4. De fortes variations de revenu, un auto-positionnement social univoque

2.4.1. Les revenus de l'entre-deux

Les revenus des enquêtés de l'entre-deux

La majorité des enquêtés estiment qu'afin de vivre convenablement à Addis-Abeba il faut détenir un revenu situé entre 3000 et 6000 ETB (461 et 923\$PPA/150 et 300\$ courants).

Concernant les revenus des personnes enquêtées, il s'agit de les considérer comme des indicateurs d'ordre de grandeur plutôt que comme des marqueurs précis. Un grand nombre d'enquêtés, particulièrement les commerçants et les entrepreneurs, disposent en effet de revenus à géométrie très variable changeant fortement au gré de la conjoncture économique, des saisons ou encore des variations de l'encadrement législatif de leur activité. Pour nombre d'entre eux, il est difficile d'estimer un revenu mensuel. Ensuite, la méfiance ou parfois la pudeur ont probablement conduit nombre d'enquêtés à sous déclarer leurs revenus. Il n'a pas été rare que les maris se mêlent à la conversation que je nouais avec leur femme lorsqu'il s'agissait de parler des revenus ou encore que les intermédiaires me disent, une fois l'entretien terminé, que le revenu de la personne est nettement supérieur à ce qu'elle déclare. L'enquêtée 1, cuisinière chez des expatriés, mariée à un employé de la compagnie aérienne nationale, me fait part de sa gêne : « Je peux te dire combien je gagne mais par contre je ne peux pas te dire combien gagne mon mari. Je le sais mais je ne veux pas le dire. Lui il ne veut pas que ça se sache. Sinon, les gens sont étonnés car il est jeune et il gagne beaucoup. Et puis, ils se demandent pourquoi moi je travaille alors qu'il peut subvenir à nos besoins ».

Lorsque c'est le cas, nous avons estimé des revenus mensuels en croisant les déclarations des enquêtés avec une recherche sur les niveaux de revenu selon les différentes activités. Nous avons regroupé les données selon des groupes de revenu en *birr* (monnaie locale en ETB) par tranches de 2000ETB (environ 300\$PPA/100\$ courants), que nous avons converties en dollar ppa (parité de pouvoir d'achat)

selon les indicateurs de la Banque Mondiale. Afin d'obtenir les chiffres en dollar ppa, les données en ETB ont été divisées par 4,92 pour l'année 2011 et par 6,50 pour l'année 2012. Nous indiquons aussi les correspondances en dollar courant, afin de relativiser la hauteur des chiffres en dollar ppa, dont les modalités de calcul sont loin de faire consensus, notamment au sein des économistes éthiopiens. Un économiste travaillant dans la fonction publique expose ainsi son point de vue :

« Si on regarde les chiffres en dollar ppa, on a une vision totalement biaisée des niveaux de vie des Éthiopiens. Le ratio imposé par la Banque Mondiale est à mon sens très loin des réalités car il sous-estime totalement la cherté de la vie à Addis-Ababa. Ces chiffres sont inutilisables, absolument pas représentatifs des niveaux de vie de la capitale²⁰³. »

Les groupes de revenus utilisés ici correspondent aux revenus mensuels de moins de 1000 ETB (154\$PPA/50\$ courants en bleu, graphique ci-dessous), ceux compris entre 1000 et 3000 ETB (154 et 461\$PPA/50 et 150\$ courants en vert), 3000 et 5000 ETB (461 et 769\$PPA/150 et 250\$ courants en beige), 5000 et 7000 ETB (769 et 1077\$PPA/150 et 350\$ courants en violet), 7000 et 9000 ETB (1077 et 1385\$PPA/350 et 450\$ courants en jaune) et les revenus supérieurs à 9000 ETB (1385\$PPA/450\$ courants en rouge).

Les groupes les plus représentés sont les 1000-3000 ETB (154 et 461\$PPA) et les 3000-5000 ETB (461 et 769\$PPA). Le revenu médian de l'échantillon²⁰⁴ se situe entre 3000 et 5000 ETB (461 et 769\$PPA). Le revenu moyen mensuel de l'échantillon est de 5382 ETB (828\$PPA/269\$ courants), bien au-dessus du revenu moyen en milieu urbain estimé à 1280ETB (260\$PPA/64\$ courants) mensuel pour les hommes et 731 ETB (149\$PPA/36\$ courants) les femmes (CSA, 2011-11). Dans notre échantillon, le revenu moyen mensuel des enquêtés hommes est de 6338ETB (975\$PPA/317\$ courants) et celui des enquêtées femmes est de 3667ETB (564\$PPA/183\$ courants). Le revenu mensuel médian des hommes est d'environ

²⁰³ Extrait d'un entretien mené avec un fonctionnaire de la CSA le 12/11/12 à Addis-Ababa.

²⁰⁴ Pour ce point nous considérons les revenus des personnes enquêtées, donc des individus et non des foyers. Afin de calculer les revenus médians, nous avons exclu les enquêtés qui n'ont pas de revenu (ceux qui sont en recherche d'emploi et les femmes au foyer).

5000ETB (769\$PPA/250\$ courants) pour les hommes et 3000ETB (461\$PPA/150 \$ courants) pour les femmes.

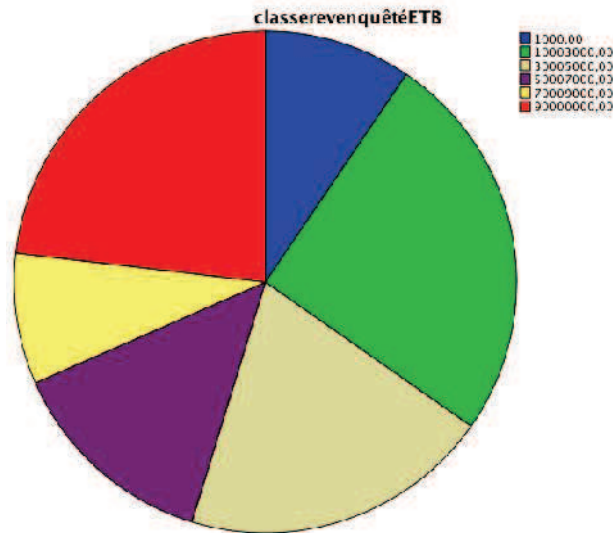


Figure 46: Revenu des enquêtés. 9,5% déclarent gagner moins de 1000 ETB par mois, 25,3% entre 1000 et 3000, 20% entre 3000 et 5000, 13,7% entre 5000 et 7000, 8,4% entre 70000 et 90000 et 23,2% plus de 9000.

Les femmes sont les plus nombreuses dans les catégories de revenu les plus basses, environ la moitié d'entre elles gagnent moins 3000ETB (461\$PPA en bleu et en vert) alors que ces catégories concernent 26,3% des enquêtés hommes.

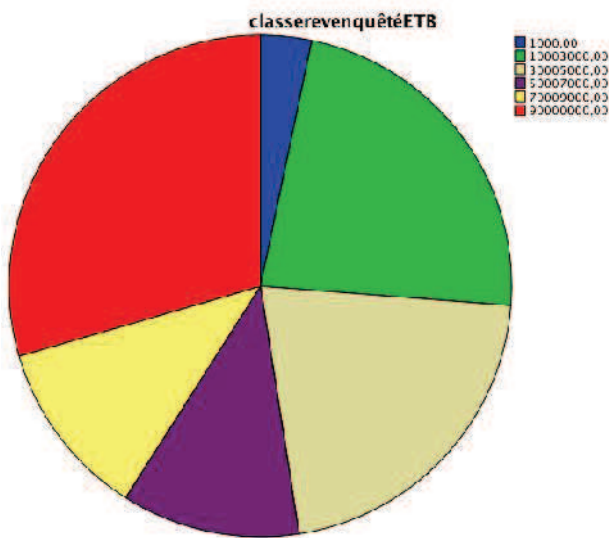


Figure 47: Revenu des enquêtés hommes. 3,3% déclarent gagner moins de 1000 ETB par mois, 23% entre 1000 et 3000, 21,3% entre 3000 et 5000, 11,5% entre 5000 et 7000, 11,5% entre 70000 et 90000 et 29,5% plus de 9000.

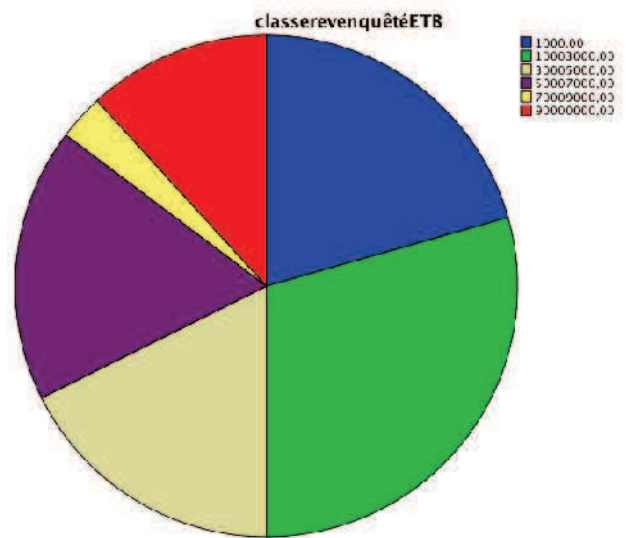


Figure 48: Revenu des enquêtées femmes. 20,6% déclarent gagner moins de 1000 ETB par mois, 29,4% entre 1000 et 3000, 17,6% entre 3000 et 5000, 17,6% entre 5000 et 7000, 2,9% entre 70000 et 90000 et 11,8% plus de 9000.

La majorité des enquêtés jugent leur revenu suffisant (72,3%) alors que 22,8% estiment que leur revenu est bas et 5% qu'il est plus que suffisant. Le niveau d'éducation est relativement corrélé au niveau de revenu. En croisant les données des niveaux d'éducation aux groupes de revenu, nous remarquons que la majorité des enquêtés de niveau d'éducation primaire gagnent moins de 3000 ETB (461\$PPA) par mois, ceux qui ont un niveau secondaire disposent essentiellement d'un revenu mensuel situé entre 1000 et 5000ETB (203 et 769\$PPA) et que les diplômés du supérieur sont représentés dans toutes les catégories de revenu et surreprésentés dans la catégorie supérieure à 9000ETB (1384\$PPA). L'âge influe peu sur le niveau de revenu, si ce n'est que la part des plus jeunes est plus élevée dans la catégorie de revenu mensuel située entre 7000 et 9000 ETB (1077 et 1385\$PPA). Les différentes « ethnies » sont représentées dans les différents secteurs d'activités à l'exception des fonctionnaires qui ne comptent pas de guragé.

L'observation des relations entre les différents statuts professionnels et les niveaux de revenu montre que les fonctionnaires sont essentiellement situés dans les

groupes de revenu du milieu. Ils gagnent majoritairement entre 2000 et 5000 ETB par mois (307 et 769\$PPA). Les salariés sont représentés dans tous les groupes de revenu, les plus bas (vendeur dans une boutique, réceptionniste d'un hôtel) ainsi que les plus élevés (employé dans les ONG, experts dans des secteurs stratégiques). Le revenu des travailleurs indépendants varie aussi fortement. Appartiennent aux tranches basses ceux qui louent l'emplacement de leur commerce, aux tranches moyennes ceux qui n'ont pas de loyer à fournir et aux tranches très hautes ceux qui emploient des travailleurs (liste complète en annexe 7).

Revenus des foyers de l'entre-deux

Dans les foyers qui comptent plusieurs adultes (57% de l'échantillon), la majorité est composée de plusieurs personnes participant significativement²⁰⁵ au revenu du foyer (majoritairement 2 personnes à 60%) alors que 31% de ces foyers dépendent du revenu d'une seule personne. Le nombre de personne à charge des foyers de l'entre deux varie entre une et cinq personnes avec une moyenne de 2,4 personnes à charge.

Sur la base des revenus des foyers de l'entre-deux, nous avons calculé le revenu par tête et par jour en dollar ppa, de manière à fournir un point de comparaison avec les critères statistiques de la BAD. Ce point de comparaison est cependant relatif et à appréhender avec prudence. D'une part, nous nous basons sur les revenus des ménages alors que la BAD utilise leur capacité de consommation. D'autre part, nous intégrons à nos calculs tous les revenus, c'est-à-dire aussi bien la diversité des revenus d'une même personne que l'ensemble des revenus de tous les membres d'un foyer. Nous ne savons pas si les calculs de la BAD intègrent ces dimensions, ces dernières n'étant pas explicitées dans la méthodologie adoptée par la banque afin de définir les « classes moyennes ».

Dans notre échantillon, la moyenne des revenus par jour et par tête est à 24\$ppa et la médiane se situe entre 10 et 20\$ppa par jour et par tête. Environ 10% des

²⁰⁵ Nous avons de ces statistiques exclu les jeunes célibataires qui habitent le foyer familial mais ne participent pas de manière régulière au revenu du foyer.

enquêtés correspondent à la catégorie *floating middle class* de de la BAD (2-4\$ppa en vert graphique ci-dessous) et 20,8% des enquêtés de l'entre-deux correspondent à la catégorie *upper middle class* de la BAD (10-20\$ppa en violet) et le groupe le plus important correspond à la *lower middle class* (4-10\$ppa) de la BAD (26,7% en beige). Une part significative des enquêtés ne correspond pas à ces catégories disposant de revenus par tête et par jour supérieurs aux critères de la BAD (17,8% entre 20 et 40\$ppa en jaune et 19,8% supérieur à 40\$ppa en rouge).

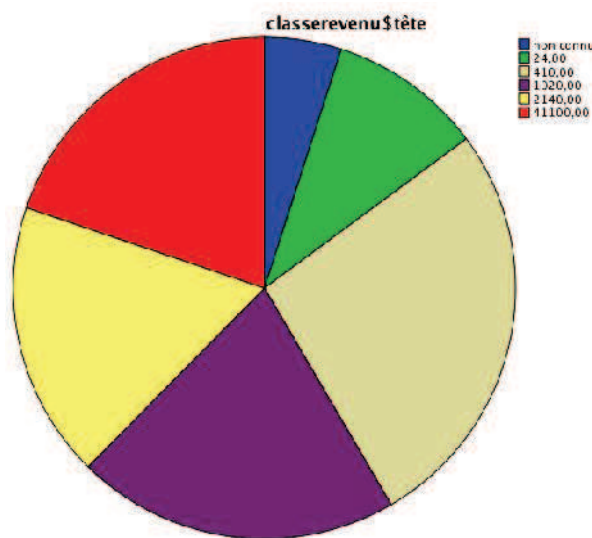


Figure 49: Revenu par tête et par jour des foyers enquêtés. Le revenu par tête n'a pas pu être estimé pour 5% des foyers. 9,9% ont un revenu par tête situé entre 2 et 4\$PPA, 26,7% entre 4 et 10\$PPA, 20,8% entre 10 et 20\$PPA, 17,8% entre 20 et 40\$PPA et 19,8% supérieur à 40\$PPA.

Ce décalage vers le haut par rapport aux critères de la BAD est dû en grande partie à notre méthodologie. Notre échantillon s'est construit sur la base de ce que les individus perçoivent comme relevant des « classes moyennes » et sur les critères économiques de la capitale. Notre échantillon est par ailleurs en partie tiré vers le haut par le fait que les enquêtés eux-mêmes tendent à se comparer à des « classes moyennes » globales, c'est-à-dire à intégrer dans leurs perceptions des « classes moyennes » des éléments plus élevés (par exemple avoir une voiture, être propriétaire de son logement). Les logiques locales sont affectées par des

représentations plus globales et l'échantillon tend ainsi à monter. Nous intégrons dans notre échantillon des personnes qui, au vu des statistiques nationales, se situent dans les strates les plus élevées. Ainsi, notre échantillon, non représentatif de ce que la répartition des revenus dit sur la « classe moyenne », s'avère significatif de l'identité de cette dernière dans les vécus et représentations des individus. Nous allons ici nous attacher à décrire ces dimensions.

2.4.2. Auto positionnement et représentations sociales : (presque) tous *mekakelegna* !

La majorité des enquêtés se positionne dans l'espace social intermédiaire (entre pauvre et riche), quels que soient leur place dans l'échelle des revenus, leur capital social et scolaire. Ils distinguent cependant différents degrés de cet espace : 64,6% se considèrent dans la moyenne (en beige), 11,1 dans la moyenne supérieure (en violet) et 16,2% se placent entre pauvre et moyen (en vert).

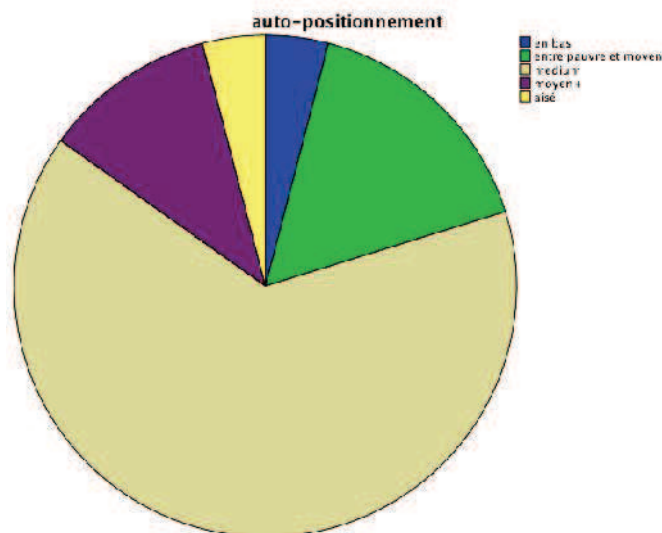


Figure 50: Auto-positionnement des enquêtés. 4% se disent en bas de l'échelle sociale, 16,2 entre pauvre et moyen, 64,6 dans la moyenne, 11,1% dans la moyenne supérieure et 4% aisé.

Le terme amharique *mekakelegna* (littéralement milieu) est utilisé quasi-systématiquement par les enquêtés afin de décrire leur position sociale, qu'ils se situent dans les groupes de revenus les plus bas ou les plus hauts de notre échantillon (voir l'annexe 8 pour un aperçu la situation financière et l'auto-positionnement de tous les enquêtés). Le pouvoir d'attraction des termes désignant l'espace social intermédiaire et la tendance de l'expression classe moyenne à fédérer des personnes qui, selon des critères objectifs, appartiennent aux groupes plus pauvres ou plus aisés de la structure sociale ont été montrés dans de nombreux pays (voir par exemple Chauvel, 2006 pour la France ; Rocca, 2008 pour la Chine ; Jaffrelot et Van de Veer, 2008 pour l'Inde, Torche et Lopez-Calva, 2013 pour l'Amérique latine). S'identifier à une situation sociale intermédiaire permet aux plus précaires de ne pas s'identifier aux connotations misérabilistes du vocabulaire de la pauvreté et aux plus aisés de contourner l'idée des situations privilégiées voire ostentatoires induites par la terminologie de la richesse. L'enquêté 68, qui parfois ne peut pas manger trois fois par jour (« *la vie c'est comme la loterie, parfois tu manges parfois tu manges pas* »), se dénomme pourtant *mekakelegna* : « *Si Dieu me donne assez pour nourrir toute ma famille je dis merci. On n'aime pas se voir petit. Je suis mekakelegna.* ». Il est ainsi *mekakelegna* dans son positionnement sur tension de la projection du mieux.

Les enquêtés se positionnent dans différents degrés du *mekakelegna*, le *mekakelegna* de la tranche basse, « quand même mieux que les pauvres », le *mekakelegna* qui est « juste au milieu » et la tranche supérieure du *mekakelegna* « car quand même, on vit bien ». Nous retrouvons ces différents degrés de l'espace social intermédiaire dans les entretiens réalisés en anglais et en français. La majorité des enquêtés se disent « dans la moyenne » en français et “*medium*”, “*average*”, “*middle income person*” ou détenteur d'un “*moderate way of life*” en anglais. Durant les entretiens réalisés en anglais ou en français, les enquêtés marquent une différence entre les termes « classe moyenne » ou “*middle class*” et leurs situation qui sont « moyennes » mais pas assez prospères pour être associées à ces expressions. Pour eux, la rupture entre « être moyen » et se situer dans la « classe moyenne » se joue dans l'accès à la propriété : celle d'une voiture, d'une

maison et dans l'étendue du champ des possibles : « consommer sans trop réfléchir ».

« Je ne sais pas, je pourrais dire classe moyenne mais je ne crois pas que la classe moyenne veuille dire penser tout le temps à l'évolution du prix de l'huile et du sucre. On peut dire que je suis moyen » (enquête 5).

“I'm medium, I'm lucky. To be in the middle means you don't worry about what you are going to eat tomorrow, you have a phone, a computer, but you have to have a car and to be owner of your house to be part of the middle class” (enquête 60).

« Ce n'est pas le niveau bas mais ce n'est pas la classe moyenne. Les classes moyennes ont une voiture, une chambre séparée pour chaque enfant et ne doivent pas réfléchir quand ils font leurs courses de nourriture » (enquête 43).

Les rares enquêtés qui s'assimilent aux expressions « classe moyenne » ou “*middle class*” mettent en avant la diversité des choix des possibles qui s'offrent à eux.

“I am middle class, I do whatever I want” (enquête 51).

« Je viens d'une famille classe moyenne et je suis classe moyenne. Je suis très bien, j'ai une vie équilibrée et beaucoup d'activités » (enquête 14).

Pour la grande majorité ce n'est pas le cas, ils se positionnent dans l'espace social par défaut, se comparant systématiquement aux plus pauvres et aux plus riches qu'eux, énumérant ce qu'ils ont par rapport aux uns (manger trois fois par jour, un toit sous lequel dormir, des vêtements) et ce qu'ils ne possèdent pas par rapport aux autres (la capacité de réaliser des « extras », la voiture, le « luxe »).

« Je suis mekakelegna car si tu compares avec la situation des gens à Addis-Ababa, je suis mieux que ceux qui ne peuvent pas satisfaire leurs besoins quotidiens, mais je ne peux pas me permettre d'extra » (enquête 16).

“I am poor because I am not able to afford a car. But if you compare to Addis Ababa people, I am medium” (enquête 19).

« Je suis mekakelegna. Je ne suis pas pauvre car je mange et je m'habille mais j'ai encore beaucoup trop de besoins pour être riche » (enquête 11).

Cet auto-positionnement par défaut semble spécifique aux situations sociales intermédiaires. Dans son étude sur les perceptions du bien-être et de la pauvreté en Éthiopie urbaine, Mekonnen Tadesse (2002) conclut que lorsque les individus évaluent leur niveau de vie, ils ne se positionnent majoritairement pas par rapport aux niveaux de vie des autres individus. Les enquêtés qui disposent des situations les plus confortables marquent leur différence de position avec les « plus riches » par leur incapacité à détenir certains biens (le logement et la voiture). La notion de « propriété » est d'ailleurs ancrée dans le terme amharique « *habtam* », mot qui désigne le riche. Pour les quelques enquêtés détenteurs de ces biens, la question quant à la limite haute de l'espace « moyen » reste présente :

Se situer par rapport à qui ? Classe moyenne ou riche ?

Dans le cadre de mon enquête, je reste une journée avec un couple de sexagénaires (enquêtés 55 et 56). Elle est professeure de sport au lycée français d'Addis-Abeba, lui est enseignant et a un poste à responsabilité dans un établissement supérieur privé. Leurs trois filles vivent en France, l'une est ingénieure à Paris et les deux autres sont étudiantes en relations publiques et en communication. Elle est très fière de la vie de ses filles : « On a fait beaucoup de sacrifices pour qu'elles étudient en France mais maintenant tout va bien. De mon temps mon père voulait déjà me marier à l'âge de mes filles ».

Nous nous donnons rendez-vous dans un café-boulangerie proche de mon domicile, ils en profitent pour y acheter le « meilleur pain d'Addis-Abeba » et nous nous dirigeons vers leur domicile dans le 4X4 de fonction du mari. Une fois arrivés chez eux, dans une « petite banlieue tranquille » d'Addis-Abeba, nous entamons des discussions sur leurs vies. Lorsque je leur demande où ils pensent

se situer sur l'échelle sociale, le mari me répond : *“Whether I like it or not I am middle class. Middle class means people who are not investor nor survivor”*. Pour sa part, la femme rétorque : « On gagne plus que les autres. On est riche, on n'est pas moyen. Si tu regardes les autres, on est riche. Moi je pense que je suis riche ».

À la fin de la journée, le couple me raccompagne à mon domicile avec la voiture de la femme. Elle me dit qu'il serait temps de changer sa « vieille voiture » qui « consomme beaucoup trop d'essence ». En chemin, le mari remarque une voiture à vendre et lui montre. Elle s'exclame : *« Elle est belle cette voiture mais doit être beaucoup trop chère. »*. Il répond, moqueur : *« Je croyais que tu étais riche, n'est-ce pas ? »*.

Pour les autres, le *mekakelegna*, le moyen, le *medium* sont fréquemment associés à la « vie normale » de la capitale.

« Je suis moyen, je suis normal. Si je me compare aux citoyens du pays, je dirais que je suis riche. Si je me compare aux citoyens d'Addis-Abeba, je dirais que je suis normal » (enquête 10).

« *Je suis normal. Je vis une vie de main à bouche*²⁰⁶ » (enquête 82).

Les « riches » sont associés à des situations hors normes connotées négativement. Ils consomment de manière ostentatoire, « ne savent pas gérer leur budget », « ont toujours de nouveaux besoins », « ne sont jamais satisfaits ». Ainsi, l'enquête 105 déclare : *« je ne suis pas aisé mais pour moi la bénédiction ce n'est pas accumuler beaucoup d'argent, c'est savoir vivre avec une somme d'argent. Plus tu es riche, plus ta vie sera compliquée »* et l'enquête 7 conclut : *“I don't want to be rich I just want to live my life”*. Certains jeunes enquêtés désignent les comportements des « éthiopiens riches » avec une once de mépris par l'expression *“diaspora style”*

²⁰⁶ Cette expression de la langue amharique correspond à l'idée que tout ce qu'on possède est furtif et immédiatement réinvesti.

associée aux idées d'insouciance, de désengagement sociétal et d'ostentation. Les enquêtés de l'entre-deux aspirent au niveau de vie des plus riches, mais pas à leurs valeurs qu'ils associent non plus à de la valorisation mais à de la jouissance.

L'expression utilisée par l'enquêté 82, « vivre une vie de main à bouche » est relativement représentative du sentiment exprimé par une part importante des personnes de l'entre-deux. Ils ne connaissent certes pas une situation d'obsession de la satisfaction du besoin quotidien mais la gestion de la vie quotidienne reste sous tension et une préoccupation au cœur de la manière dont ils se positionnent dans l'espace social.

« Je suis mekakelegna, j'ai toutes les choses que je dois avoir pour une journée » (enquête 55).

“I can live my daily life” (enquête 71).

Les rapports à la nourriture sont au centre des représentations sociales des enquêtés. Nombreuses sont les déclarations sur ce que l'on mange, ce que l'on ne peut pas ou plus manger, ce que les autres peuvent ou ne peuvent pas manger.

« Je peux manger varié » ; « Avant, on mangeait de la viande trois jours par semaine, maintenant c'est seulement pour les fêtes religieuses » ; « Je suis bien, je peux manger de la viande crue²⁰⁷ » ; « Faire partie de la classe moyenne, ce n'est pas penser tout le temps à l'évolution du prix de l'huile et du sucre » ; « Je peux acheter une chèvre si j'en ai envie » ; « Je suis quand même mieux que ceux qui ont faim » ; « C'est nous la classe moyenne, car on peut tout donner à nos enfants : du lait, des fruits » ; « Je dirais que suis pauvre. Je peux manger mais je ne peux pas varier la nourriture ».

La polarisation sur l'alimentaire, même pour ceux qui disposent des revenus les plus élevés de l'espace de l'entre-deux, montre que la tension engendrée par

²⁰⁷ Les morceaux de viande crue sont les plus raffinés et aussi les plus chers.

l'omniprésence des situations de précarité (risque de déclassement ou sortie intergénérationnelle de la grande précarité) est constitutive de cet espace.

Enfin, les différentes trajectoires sociales influent plus que les niveaux de revenu sur les représentations de son propre statut social. Les enquêtés en situation d'ascension sociale ont tendance à valoriser leur statut social, alors que ceux en situations de déclassement social ont tendance à se considérer entre pauvre et *mekakelegna*, voire en situation de pauvreté. Par exemple, l'enquêtée 5, enseignante et conseillère pédagogique à l'Alliance Française a un salaire mensuel de 2500ETB (384\$PPA). Elle a un enfant en bas âge et son mari, assistant social, gagne 1200ETB (184\$PPA) par mois. Issue d'une « famille aisée », elle déclare dès le début de l'entretien : « Mon niveau de vie s'est détérioré, le niveau de vie de ma famille a chuté avec le changement de régime. Mon père était interprète pour l'empereur Hailé Sélassié, on avait un bon niveau de vie, une maison, une voiture. C'était simple la vie avant. Avec le changement de régime, mon père a été enfermé en prison pendant la période communiste et on a perdu beaucoup de choses ». Elle estime qu'aujourd'hui il faut gagner 15000 ETB (2307\$ppa) par mois pour « vivre correctement » à Addis-Ababa et lorsqu'à la fin de l'entretien, nous abordons le thème de la classe moyenne, elle affirme : « Vues toutes les difficultés dont je viens de te parler, je ne vois pas comment je pourrais dire que j'appartiens à la classe moyenne. Je me fais du souci tout le temps, je ne sais pas ce qui va tomber demain, les prix augmentent de jour en jour. Donc, mon niveau de vie, il ne va pas bien ». Par ailleurs, l'enquêtée 95, issue d'une famille de fermiers en milieu rural et nourrissant actuellement sa famille nombreuse avec les produits de l'échoppe familiale, se considère dans la moyenne : « Je suis *mekakelegna*. Je n'ai pas une vie luxueuse mais je vis une vie normale, je peux me nourrir et j'ai des vêtements ».

Si en matière d'auto-positionnement, l'expression *mekakelegna* fait relativement consensus au sein de l'espace de l'entre-deux, elle dissimule une structure sociale hiérarchisée certes par des critères économiques, mais aussi symboliques, et surtout en mouvements permanents.

Cet arrêt sur image sur l'espace de l'entre-deux permet de révéler les grandes caractéristiques de cet espace : tension de tenir sa position et de viser la promotion, croyance dans le système scolaire comme viatique de la promotion, omniprésence d'enjeux liés au statut social et au prestige, foyer restreint comme tactique d'ascension, et auto-positionnement dans l'espace intermédiaire d'Addis-Abeba.

Cette présentation globale des foyers de l'entre-deux montre néanmoins que l'espace de l'entre-deux est marqué avant tout par l'hétérogénéité et les inégalités des situations socio-économiques qui le composent, ce qui laisse présager des comportements sociaux, économiques et politiques diversifiés. Les résultats traduisent de fortes variations des situations selon l'âge, le sexe, le milieu social d'origine et les effets de trajectoire. L'approche par l'espace de l'entre-deux se révèle opérationnelle pour montrer la diversité des mutations sociales en cours et des dynamiques sociales nouvelles à l'œuvre dans la société. Afin d'aller plus loin dans l'analyse de ces dynamiques, nous allons nous attacher à décrypter les différentes positions et variations qui composent cet espace.

Chapitre 4

Les variations de l'espace de l'entre-deux

« Pour serrer de plus près encore la réalité, on pourrait caractériser les positions moyennes ou centrales comme des lieux de passage en mouvement qui se déplacent – dans une région relativement indéterminée d'un espace-temps social qui n'est que la structure d'ordre de ces mouvements ordonnés mais partiellement désordonnants – en partie au moins parce que les gens qui s'y rencontrent pour un temps plus ou moins long et dont les pratiques et les trajectoires sont partiellement déterminées par les déterminations attachées à ces lieux, contribuent à les faire bouger par leurs mouvements ou, plus exactement, par les transformations qu'ils font subir à la réalité ou à la *représentation* des positions qu'ils occupent et dans certains cas ils emportent dans leur mouvement. » (Bourdieu, 1979: 395).

L'espace de l'entre-deux constitue le point de rencontre de trajectoires diversifiées et mouvantes. Il s'agit ici de cerner les variations qui traversent cet espace et d'identifier les contours des différentes positions qui le composent. Nous présenterons les facteurs de variations et les différents degrés de position au sein de l'espace de l'entre-deux qui nous ont permis de constituer une typologie des sous-groupes de cet espace (1.), et de saisir les évolutions en cours de l'espace intermédiaire d'Addis-Ababa (2.).

1. Les degrés de sécurisation et d'installation des situations comme marqueurs des variations de l'entre-deux

Notre espace de l'entre-deux est marqué par la diversité des situations qui le composent. Il s'agit ici de saisir les dynamiques de cet espace, en travaillant sur les facteurs qui influencent les variations des différentes positions sociales intermédiaires. Une entrée par la question de l'accès au foncier permet d'approcher ces facteurs et de saisir les variations des positions par leurs différents degrés d'installation au sein de l'espace de l'entre-deux (1.1). Nous proposerons ensuite une typologie des positions de l'entre-deux (2.2).

1.1. L'accès au foncier : enjeu des positions sociales et marqueur des variations de l'entre-deux

Notre enquête montre que le revenu est un indicateur des positions sociales dans le sens où il pèse sur le niveau de vie des foyers enquêtés. Il est cependant loin de le déterminer. Nous avons vu que d'autres variables, dont celles liées au statut et au prestige social, pèsent significativement sur les positions sociales. Nous allons ici cerner que le patrimoine foncier des enquêtés influe fortement sur leurs positions économiques et sociales. J. Markakis et Nega Ayele (2006-1978), dans leur analyse de la « structure de classe » éthiopienne depuis Hailé Sélassié, considèrent la possession de terres comme un marqueur primordial du statut socio-économique des Éthiopiens : *“The value of land as an instrument of production has always ranked very highly, and possession of it has always been a factor of paramount socio-economic significance”* (p.26). Dans une ethnographie plus récente, P. Duroyaume (2009) conclut sur la forte influence du statut résidentiel sur le statut social des habitants d'Addis-Abeba. Elle montre par exemple comment le statut de

propriétaire détermine l'accès aux associations locales (clubs de jeunes, groupes de crédits, etc.).

1.1.1. Statut résidentiel des enquêtés

Dans notre échantillon, 22% des enquêtés de l'entre-deux sont propriétaires de leur logement, 45,5 sont locataires et 32,5 sont logés gratuitement par la famille. Les différences de statut résidentiel influent fortement sur le niveau économique des enquêtés. D'une part, les loyers de la capitale augmentent de mois en mois et constituent un poids financier de taille pour les enquêtés locataires. Le loyer constitue la dépense mensuelle principale de 20% des enquêtés locataires. Par ailleurs, le statut de « propriétaire²⁰⁸ » permet pour certains une augmentation significative du revenu *via* la mise en location d'un logement ou d'une partie d'un logement. Il s'agit également du constat formulé par E. Escusa (2014) à propos de la « petite classe moyenne noire » de Johannesburg. Concernant notre enquête à Addis-Abeba, 50% des enquêtés de l'entre-deux « propriétaires » louent une partie de leur logement, voire leur logement entier. Si ils louent majoritairement une partie *des services*²⁰⁹, certains, ayant obtenu récemment un *condominium*, préfèrent le mettre en location et continuer à habiter leur logement de location à moindre coût. Lorsque je demande à l'enquêtée 1 ce qu'elle ferait si son revenu augmentait, elle répond : « *J'achète une grande maison. En Éthiopie la maison c'est très important. Parce que quand tu as une maison ici tu es riche. Tu peux aussi la louer à d'autres personnes, tu peux faire plein de choses. Si tu as une grande maison, tu peux la louer et toi tu habites dans une petite maison. Enfin moi ce serait pour vivre dedans et donner une chambre à chacun de mes enfants* ».

²⁰⁸ Nous utilisons le terme « propriétaire » par commodité de langage mais gardons à l'esprit que, comme nous l'avons expliqué en chapitre 2, la législation foncière éthiopienne permet une semi-propriété : celle du logement/local mais jamais celle du terrain sur lequel il est situé. La législation foncière en vigueur en Éthiopie place l'État comme le seul détenteur des terres au nom de l'intérêt de la nation. Les autorités publiques attribuent des titres d'occupation foncière, des baux reconductibles dont la durée varie selon le type d'occupation, résidentielle, commerciale ou industrielle. Loin de constituer un détail, ce point permet à l'État de récupérer les terres sur lesquels les locaux/logements sont construits. Par exemple, le programme de reconstruction du réseau routier d'Addis-Abeba a entraîné la destruction d'un nombre important de logements.

²⁰⁹ Sont appelées *services* les pièces indépendantes du logement principal.

La répartition des statuts résidentiels selon l'âge des enquêtés est significative de l'inégalité générationnelle de détention de patrimoine. Alors que la majorité des enquêtés âgés entre 35 et 70 ans (graphique de droite) sont propriétaires de leur logement (56%, en bleu), c'est le cas pour une part particulièrement mince des 17-34 ans (4,5%, en bleu, graphique de gauche). Les plus jeunes sont majoritairement locataires (49,3%, en vert) ou hébergés gratuitement (46,3%, en beige).

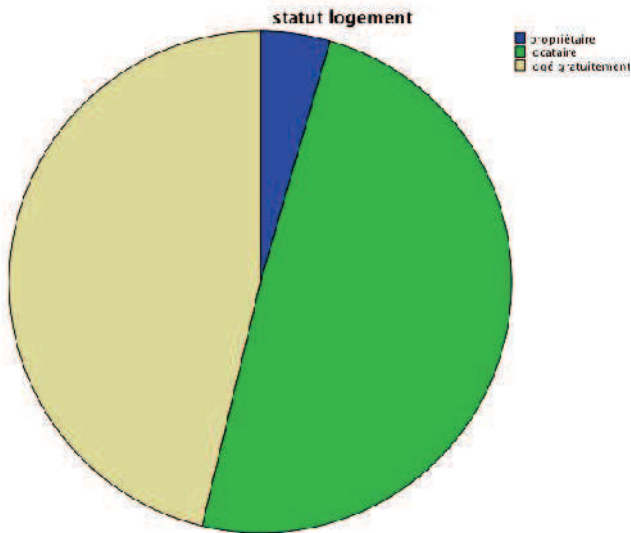


Figure 51 : Statut résidentiel des 17-34 ans. 4,5% sont propriétaires, 49,3% locataires, 46,3% sont logés gratuitement.

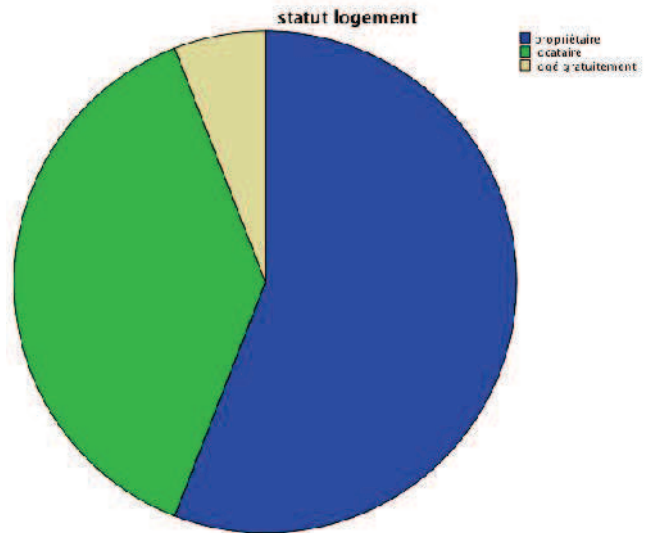


Figure 52 : Statut résidentiel des 35-70 ans. 55,9% sont propriétaires, 38,2% locataires, 5,9% sont logés gratuitement.

L'environnement d'accès au foncier a radicalement changé et Addis-Abeba connaît une saturation de son système foncier : « L'accès au foncier était encore réaliste il y a une dizaine d'années mais la pression foncière, les nouvelles orientations politiques, et une marchandisation accrue des terrains interdisent l'accès à la propriété pour une majorité des habitants d'Addis-Abeba » (Duroyaume, 2009). Ce phénomène pèse fortement sur le niveau de vie des locataires et sur les représentations des plus jeunes, nostalgiques d'un temps qu'ils n'ont pas connu, où « tout était plus simple » : *“Before it was much easier. You didn't need so much money to have a good life. Now everything is getting so expensive. And it is almost impossible to have your own home nowadays”* (propos de l'enquêté 83).

La majorité de la part plus âgée des enquêtés de l'entre-deux ont acquis leur patrimoine foncier sous le régime du *Derg* ou au temps d'Hailé Sélassié. L'accès au foncier était alors plus aisé, surtout pour les fonctionnaires pour qui le soutien aux coopératives d'habitat a été développé afin de les fidéliser. D. Mains (2012) montre que ces avantages attribués au temps du *Derg* aux fonctionnaires pèsent fortement sur la structure sociale actuelle de Jimma, la ville qu'il étudie :

“The values and norms associated with Abyssinian culture still took hold in Jimma and are particularly apparent around issues of occupational status. As in urban areas of varying size throughout the country, in Jimma government employment has been the basis for dominant class and status positions.” (p.46).

Le *Derg* a par ailleurs mis en place le système des *kebele bet*, maisonnettes louées à l'État pour des sommes dérisoires (à l'époque, quelques birrs par mois), destinées aux plus précaires. De nombreux enquêtés de l'entre-deux continuent à vivre dans ces *kebele bet*, qui restent aujourd'hui peu onéreuses (entre 10 et 300ETB par mois/1,5-61\$ppa).

Pour la majorité des plus jeunes qui ne disposent pas de ces avantages, les moyens d'accès à la propriété se font rarissimes:

« Actuellement, les seules possibilités d'accès légal direct au foncier sont offertes par les *Real Estate Developers*, promoteurs immobiliers privés, qui vendent des lotissements et appartements luxueux pour lesquels l'obtention d'un crédit bancaire exige des conditionnalités comme une solvabilité suffisante et une stabilité salariale. » (Duroyaume, 2009).

Ces conditionnalités sont inaccessibles pour nos jeunes enquêtés de l'entre-deux. Reste le programme *condominium*, auquel ils ont été nombreux à candidater, généralement sans succès. Plus récemment, le programme de logement 40/60 a provoqué une vague d'espoir mitigée chez ces jeunes qui, lors des entretiens réalisés lors du lancement du programme (dernier séjour de recherche en automne 2012), annonçaient tous qu'ils allaient candidater tout en faisant part de pessimisme vis-à-vis de leur chance de réussite : *“It is a huge opportunity, I mean it is the only opportunity for me to become owner of my home. I will do all my best*

to get one apartment. But I am not the only one and the concurrence will be hard. It is the dream of everyone here”. C’est en effet le rêve de la quasi-totalité des enquêtés de l’entre-deux. Seul l’enquêté 36, jeune entrepreneur anciennement banquier, s’est « lancé » dans la construction d’une maison après avoir souscrit un crédit bancaire obtenu « grâce à ses relations » à la banque. Entre 2011 et 2012, il m’a fait régulièrement part de ses doutes quant à l’aspect réalisable de son projet de construction et a pensé de manière récurrente à « abandonner » et à revendre le terrain. Lors de notre dernier contact en août 2014, il m’annonce, « heureux d’avoir persévéré », que les fondations de la maison sont construites et que le projet pourra être achevé probablement « dans 5 ans, ou plus ».

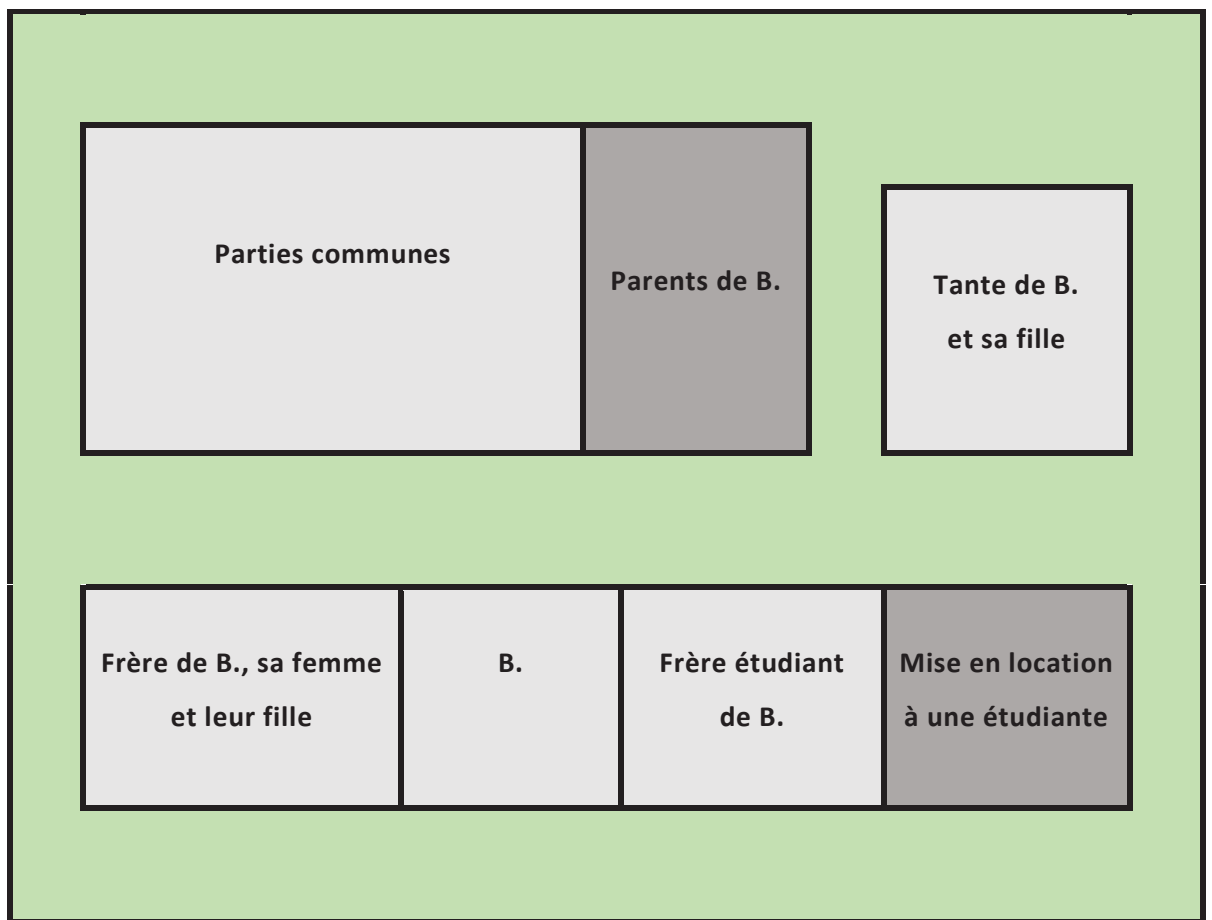
Pour les autres, l’espoir d’accéder à la propriété reste actuellement en suspens. En attendant, un nombre conséquent de jeunes enquêtés restent dans le domicile familial (voir la part sur le graphique de gauche ci-dessus représenté dans le groupe « hébergé gratuitement »). Ces jeunes, souvent plus si jeunes (30-40 ans), disposent généralement de revenus relativement confortables, significativement plus élevés que ceux de leurs parents, qui leur permettraient de louer un appartement indépendant. Ici encore, position économique et statut social se mêlent dans l’explication du phénomène. Il ne fait aucun doute qu’habiter dans le logement familial leur évite une quantité importante de dépenses. En effet, ils ne contribuent généralement pas de manière significative aux dépenses quotidiennes du foyer. Ils interviennent financièrement lors d’occasions ponctuelles festives (ramener de la viande pour les fêtes religieuses) ou problématiques (un « gros problème », une hospitalisation). Si certains mettent en avant ces aspects économiques et pratiques (fonctionnement peu onéreux et qualité des plats cuisinés familiaux), les explications sont surtout d’ordre social. L’enquêté 107, qui a une trentaine d’années, expose ainsi la vision exprimée par de nombreux enquêtés : « *C’est vrai, je gagne bien ma vie et j’habite encore chez mes parents. Mais tu sais, c’est la culture. Ici, la famille c’est très important, on partage tout, la vie familiale est au premier rang, c’est la culture. Et pour mes parents, il est hors de question que je quitte le domicile familial avant d’être marié* ». Il est difficile de démêler les arguments liés à la désirabilité projetée sur ma réaction de (très) jeune femme indépendante, qui attendrait probablement d’eux qu’ils fassent de même, à ceux liés

au degré de pression sociale qui pèse effectivement sur eux afin qu'ils ne quittent pas le domicile familial avant le mariage. J'ai eu tendance à sous-estimer cette pression jusqu'à ce que je découvre que l'enquêté 70, jeune consultant indépendant vivant chez ses parents, loue dans un *condominium* un appartement d'une pièce en cachette afin de se « reposer de temps en temps », de « souffler entre la pression du travail et les discussions familiales ».

1.1.2. Influence des statuts résidentiels sur les positions sociales de l'entre-deux

Derrière les statuts résidentiels se jouent des différences de position et de statut social et des relations sociales d'indépendance/dépendance qui impactent les aspirations des enquêtés et la manière dont ils se représentent leur position. Le statut résidentiel influe fortement sur les niveaux de sécurisation des différentes positions sociales des enquêtés. La composition de la maison familiale de B. est à cet égard particulièrement instructive.

Chez B. : la maison **des mekakelegnas** :



Ci-dessus est représentée la propriété des parents de B.. Tous deux fonctionnaires, ils ont acheté en 1984 le terrain, sur lequel ils ont construit la partie principale de la maison (rectangle en haut à gauche). Les autres parties, les *services*, ont été construites une dizaine d'années plus tard. Ils habitent cette maison depuis une trentaine d'années. Lors de mon séjour chez eux au printemps 2011, les habitants du terrain familial se considèrent tous *mekakelegna*, qu'il s'agisse de :

- la tante de B., vivant avec sa fille sur le terrain familial, qui « ne pourrait pas satisfaire ses besoins de base sans la générosité des parents de B. » ;
- des parents de B., propriétaires et fonctionnaires disposant d'un salaire d'environ 3500ETB (538\$ppa) chacun ; de la jeune étudiante à qui ils louent une partie des *services*, qui a comme ressource l'argent que son frère lui envoie des États-Unis ;

- du frère de B. et sa famille qui ne disposent pas de « revenus suffisants pour avoir leur propre maison ».

Les personnes qui participent significativement aux frais de la propriété (en beige foncé) sont les parents de B., qui prennent en charge les dépenses d'entretien ainsi que les dépenses en eau et électricité et la jeune étudiante à qui ils louent 400ETB par mois (61\$ppa) une partie des *services*. Cette mise en location permet aux parents de B. de « compléter leurs salaires ». Ils ont peu à peu gravi les échelons de la fonction publique et se sentent maintenant « confortables » et « heureux de pouvoir aider la famille ». Les parties communes sont un espace convivial, au sein duquel tous les habitants se retrouvent régulièrement pour manger ou boire le café. Elles sont aussi le lieu de grands buffets abondamment garnis en viande, organisés lors des fêtes religieuses ou des anniversaires, auxquels sont invités famille, amis et voisinage. Chacun est alors libre de venir se rassasier, de rester discuter quelques minutes ou quelques heures. Ils se disent « très heureux de pouvoir accueillir tout le monde », surtout « les voisins qui n'ont pas la même chance qu'eux et ne peuvent pas se permettre de manger de la viande, même pour les fêtes ». Ils hébergent gratuitement une des sœurs du père d'une quarantaine d'années et sa fille de 20 ans, et trois de leurs fils, dont deux sont actifs.

La situation du frère de B., mécanicien, partageant un espace des *services* avec sa femme, coiffeuse, et sa petite fille de 2 ans, révèle que le mariage ne s'accompagne pas systématiquement du départ du domicile familial : « *Malheureusement, avec le coût de la vie actuel d'Addis-Abeba, on ne peut pas se permettre de louer un appartement. C'est très embêtant parce que j'ai une famille et je ne suis pas capable de garantir son indépendance financière. Mais bon, pour l'instant c'est comme ça. Puis on est bien ici, la petite est proche des parents, ils peuvent s'en occuper lorsqu'on doit travailler et on ne manque de rien* ». B. non plus ne manque de rien. Il apprécie « les bons repas familiaux, la convivialité familiale et « ne gâche pas de l'argent en louant un appartement » tout en ayant la possibilité d'« être tranquille lorsqu'il le souhaite » dans sa chambre située dans les *services*. Sa chambre est une petite pièce où sont disposés un matelas deux places au sol, un bureau équipé d'un ordinateur et une vitrine où trônent des photos de sa famille, de sa remise de diplôme et des images pieuses.

Pour sa part, la tante de B. qui partage une maisonnette indépendante avec sa fille est « très reconnaissante de la bonté » des parents de B. qui l'ont accueillie il y a une quinzaine d'années suite à une séparation d'avec son mari. Elle aussi travaille dans la fonction publique mais son salaire mensuel est plus maigre (1700ETB-261\$ppa) : « *C'est vraiment peu pour la vie d'aujourd'hui. Je ne pourrais pas satisfaire mes besoins de base si je devais louer ma propre maison* ». Sa principale dépense est l'éducation de sa fille qui a fréquenté « de bonnes écoles privées » et est maintenant en école d'infirmières financée à hauteur de 500ETB (77\$ppa) par mois. Très fière de sa fille qui est « *tchewa* » (bien éduquée, respectueuse, bonne femme d'intérieur), elle me raconte longuement comment un des enseignants de sa fille l'a félicitée pour la « très bonne éducation qu'elle lui a transmise ». Par ailleurs, sa propre situation ne la satisfait guère, elle ne « veut pas être trop riche mais rêve d'une vie meilleure, une vie plus simple, une vie indépendante », puis se résigne : « *c'est comme ça, c'est la vie* ».

Ces portraits sont significatifs de différents niveaux économiques et de leurs impacts en terme de statut social : certains sont capables de répondre aux attentes traditionnelles que leur confère leur position et pour qui leurs actions « font sens » (se sentir investi d'un rôle social, organisation de buffets et système traditionnel de reconnaissance et de redistribution²¹⁰), tandis que les autres n'en sont pas capables et se sentent relativement en échec (vivre dans un *service* sur le terrain familial alors qu'on a sa propre famille) et vivent leur ambition d'ascension sociale par procuration sur la seconde génération (investissement d'une part importante du revenu dans l'éducation des enfants).

Autour de ces pratiques de logement de valorisation des ressources par mutualisation des ressources se jouent des dynamiques de dépendance/indépendance qui influent fortement sur le statut social et les projections. Les enjeux d'accès au foncier révèlent l'importance des effets de trajectoire et de la dimension diachronique des variations.

²¹⁰ A. Gascon (2008) montre que le système de reconnaissance et de distribution est traditionnellement marqué par les banquets où les chefs régalaient tout un quartier en y étalant leur puissance.

Les différentes positions socio-économiques des enquêtés sont déterminées par ces variations. L'hétérogénéité des situations constitutives de l'espace de l'entre-deux d'Addis-Abeba ne permet donc pas d'étudier cet espace comme un groupe social. L'enquête révèle néanmoins trois sous-groupes de l'entre-deux composés de situations socio-économiques relativement homogènes.

1.2. Les différents niveaux de l'entre-deux

Nous avons regroupé les enquêtés par sous-groupes aux situations socio-économiques relativement homogènes (liste en annexe 9). Deux groupes ont été exclus de l'espace de l'entre-deux, les situations des individus qui les composent étant soit trop précaires (difficultés à satisfaire les besoins de base : enquêtés 59, 68, 79, 87, 95 et 96 ; en bleu dans les tableaux en annexe), soit trop opulentes (enquêtés 22, 63, 78, 81, 93, 107 et 110, propriétaires de voitures, de plusieurs maisons, employeurs de plusieurs employés ; en orange dans les tableaux en annexe).

Ce qui rassemble les autres enquêtés au sein de l'espace de l'entre-deux est leur capacité à satisfaire leur besoins de base (manger trois fois par jour et disposer d'un logement). Ils disposent aussi d'une marge de manœuvre rendue possible par la présence d'un revenu discrétionnaire, parfois très limité mais existant, qui leur permet de réaliser de petits investissements, notamment dans l'éducation des enfants. Par ailleurs, leurs parcours sont tous marqués par une tension caractérisée par l'objectif du maintien de leur position et la volonté de promotion.

Ce qui les sépare en sous-groupes est le niveau plus ou moins limité de cette marge de manœuvre, dont le degré varie selon différents niveaux de capital social, économique et scolaire. Les enquêtés connaissent ainsi des situations plus ou moins précaires, plus ou moins prospères et des capacités d'investissement plus ou moins limitées. Ces variations de situation sont corrélées à différents degrés d'installation et de sécurisation des positions socio-économiques. Ces degrés sont étroitement liés aux origines sociales des enquêtés ainsi qu'aux directions

ascendante ou descendante de leurs trajectoires sociales intra et intergénérationnelles. Les positions socio-économiques sont en effet fortement corrélées au temps d'installation générationnel dans l'espace de l'entre-deux et aux dynamiques de capitalisation intergénérationnelles qui influent sur ce que P. Bourdieu (1979) dénomme « avenir plus ou moins prédéterminé des positions » :

« Cet avenir, c'est-à-dire l'avenir collectif qu'elle promet à ses occupants, peut être soit relativement *prédéterminé*, et comme *plus ou moins favorable*, c'est-à-dire comme promettant avec une certitude relative une ascension ou un déclin plus ou moins marqués ou la stagnation, soit quasi *indéterminé*, ouvert. » (p.396).

Nous distinguons les groupes des installés et des héritiers, dont les évolutions des positions socio-économiques sont relativement prédéterminées, du groupe des nouveaux arrivants dans l'espace de l'entre-deux dont l'avenir des positions est quasi indéterminé. Les variations d'origines sociales, de trajectoires sociales intra et intergénérationnelles et les degrés de sécurisation de l'avenir des situations marquent les contours et le contenant de trois tranches (basse, moyenne et haute) de l'espace de l'entre-deux :

1.2.1. Les tranches de l'entre-deux

La tranche basse de l'espace de l'entre-deux, caractérisée par une marge de manœuvre très limitée de ses membres, est essentiellement constituée de nouveaux arrivants au sein de cet espace.

Ces derniers sont situés dans les groupes de revenu les plus bas de l'échantillon et leurs trajectoires socio-économiques sont ascendantes, marquées par un éloignement intragénérationnel de la grande précarité de leur enfance et par un accès mesuré à une forme de prospérité (satisfaction des besoins de base et petite marge de manœuvre). Leur situation reste cependant précaire : leur marge de manœuvre est limitée et leur avenir indéterminé, puisqu'ils dépendent fortement de la conjoncture économique (commerçants et fluctuations de la demande), et/ou

sociale (dépendance aux aides aléatoires de l'entourage social), et/ou politique (notamment vis-à-vis de leurs statuts résidentiels à la limite de la légalité). Le risque de déclassement de ces nouveaux arrivants dans l'espace intermédiaire est ainsi omniprésent et ils vivent dans la tension d'un avenir très incertain et du même coup très ouvert et risqué.

Les tranches moyennes et hautes de l'espace intermédiaire connaissent des situations plus installées et relativement sécurisées par une détention plus importante de capital économique et social qui rend possible une marge de manœuvre plus ample.

La tranche moyenne est cependant caractérisée par un fort sentiment de déclassement économique et social. Pour la majorité de ses membres, ce déclin (ressenti et objectif) est récent et intragénérationnel, dû à l'inflation élevée des dernières années qui a fortement affecté leur pouvoir d'achat. Pour certains, le déclassement est intergénérationnel. Un de leurs parents détenait un statut social élevé au temps d'Hailé Sélassié et ils vivent leur position actuelle au sein de l'espace de l'entre-deux comme un échec. Ce groupe est néanmoins composé de ceux dont les situations sont les plus installées, les plus sécurisées. L'avenir de leur position au sein de l'espace de l'entre-deux est relativement garanti par la spécificité de leur capital économique (seul groupe à détenir un patrimoine) et leur entourage social (sécurité généralement garantie par les revenus relativement élevés de certains membres de leur famille).

La tranche haute (capacité d'investissement la plus élevée) est majoritairement composée d'« héritiers ». Ils sont relativement jeunes, issus de familles installées dans l'espace intermédiaire depuis au moins une génération, disposent d'un capital scolaire conséquent et connaissent des trajectoires économiques ascendantes au sein de l'espace de l'entre-deux. Quelques membres de la tranche haute connaissent pour leur part des situations de forte mobilité intergénérationnelle ascendante. Issus de familles connaissant des situations de précarité, leur ascension, plus brusque, plus intense et plus récente, a été rendue possible par le mariage avec un

membre de la tranche haute de l'espace intermédiaire, voire de la tranche haute de la structure sociale.

Si certains de ces membres de la tranche haute disposent de revenus conséquents et que leur position économique se situe dans les tranches hautes de la société éthiopienne au regard des statistiques nationales, nous considérons que leur position sociale se situe dans l'espace de l'entre-deux. Nous les positionnons certes dans la partie la plus haute de cet espace, mais considérons que l'incertitude qui caractérise parfois l'avenir de leurs positions professionnelles et/ou la persistance d'une certaine dépendance vis-à-vis de la famille (vis-à-vis du logement des parents ou du revenu du mari) et/ou de difficulté d'accès à certains biens (voiture et logement) ne permet pas de les situer dans les tranches supérieures de la structure sociale d'Addis-Abeba.

1.2.2. Répartition des différents groupes dans l'échantillon

La répartition de ces différents groupes montre que notre échantillon est plus révélateur de la partie haute de l'espace intermédiaire (44,7%, en violet) que des parties moyenne (20,2%, en beige) et basse (23,7%, en vert) de cet espace. Cette situation est due en grande partie à la méthodologie employée (effet « boule de neige » et facilités d'accès, influence de mon entourage et de celui de H., faisant essentiellement partie de la tranche haute).

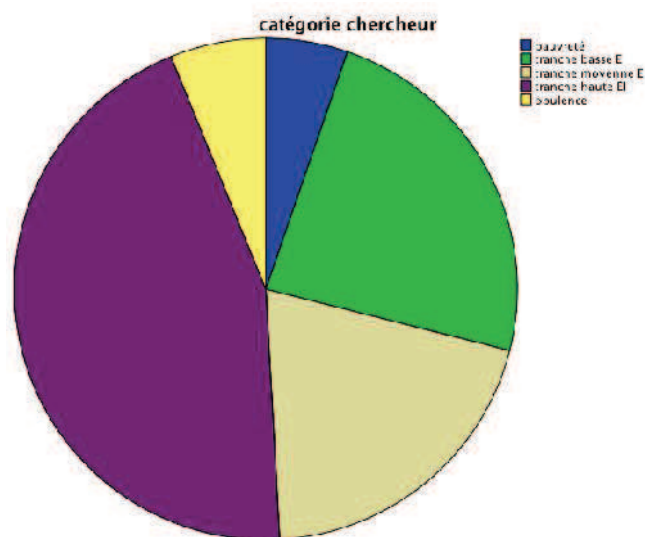


Figure 53: Catégorisation des positions socio-économiques des enquêtés. Nous plaçons 5,3% des enquêtés en bas de l'échelle économique, 23,7% dans la tranche basse de l'espace intermédiaire, 20,2% dans la tranche moyenne de l'espace intermédiaire, 44,7% dans la tranche haute de l'espace intermédiaire et 6,1% en haut de l'échelle économique.

Ce premier aperçu des délimitations des différentes tranches de l'espace de l'entre deux montre l'importance de l'influence des trajectoires intra et intergénérationnelles. Les positions des enquêtés varient selon le temps d'installation générationnelle au sein de l'espace de l'entre-deux mais aussi, comme le montre notre développement sur l'accès au foncier, selon leur âge et le rapport de temporalité vis-à-vis des évolutions économiques et sociétales. La différence générationnelle est particulièrement marquée dans la composition des tranches moyennes (graphique du milieu ci-dessous) et hautes (graphique de droite ci-dessous) de l'espace intermédiaire. Les graphiques ci-dessous représentent la répartition des 17-34 ans (en bleu) et des 35-70 ans (en vert).

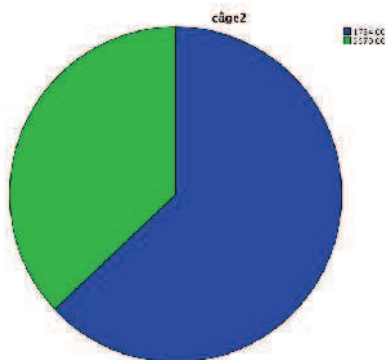


Figure 54 : Répartition par âge des enquêtés de la tranche basse de l'entre-deux

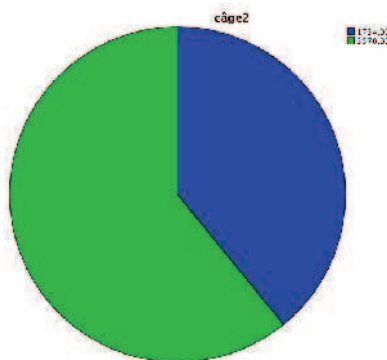


Figure 55 : Répartition par âge des enquêtés de la tranche moyenne de l'entre-deux

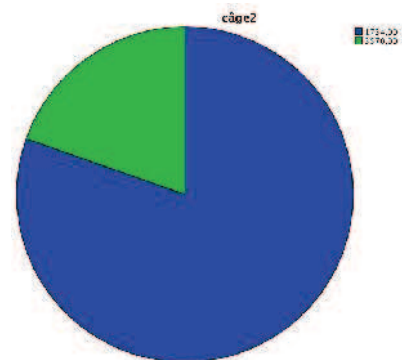


Figure 56 : Répartition par âge des enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux

Ces différences d'âge sont significatives de l'importance de l'appartenance générationnelle dans les variations de l'espace de l'entre-deux. Il s'agit ici de décrire plus précisément les différents sous-groupes en prenant en compte la dimension diachronique des positions moyennes, indispensable à la compréhension des transformations sociales en cours.

2. Les sous-groupes de l'entre-deux et les évolutions de l'espace social intermédiaire éthiopien

« Les positions moyennes du champ social peuvent être définies synchroniquement comme situées en une région intermédiaire, caractérisée par son indétermination relative (première dimension, verticale, de l'espace social), de l'un ou l'autre des sous-champs (deuxième dimension, horizontale), champ économique ou champ culturel, du champ des classes sociales mais aussi diachroniquement comme ayant une histoire (qui peut être l'histoire collective des occupants successifs de cette position) relativement indépendante de celle des individus occupant cette position à un moment donné, ou si l'on préfère, une trajectoire passée et future, un passé et un avenir. » (Bourdieu, 1979: 396).

Comme le montre l'analyse de D. Mains (2012) sur les évolutions de la structure sociale éthiopienne, les transformations sociales sont fortement corrélées aux changements dans le temps des différents types de gouvernement, de l'offre scolaire et de ses conditions d'accès, et du marché de l'emploi.

Les transformations diachroniques des positions de l'entre-deux sont marquées par ces évolutions (diversification de l'offre scolaire, relative libéralisation de l'économie, évolution du marché foncier, etc.). Les variations des positions au sein de cet espace sont significatives de la capacité des différents groupes à intégrer ces évolutions dans leurs modes de vie. Ces capacités sont fortement corrélées aux différents degrés d'installation générationnelle au sein de l'espace de l'entre-deux. La distinction entre nouveaux arrivants, installés et héritiers permet de saisir ces variations.

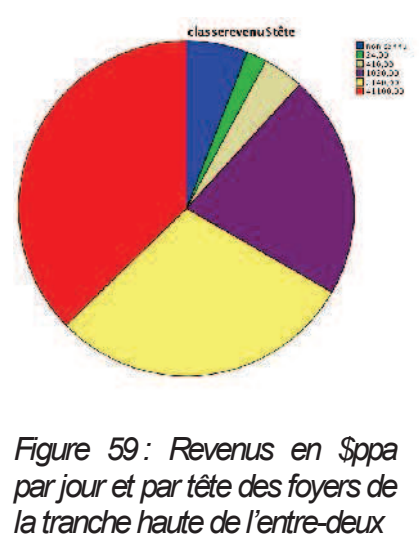
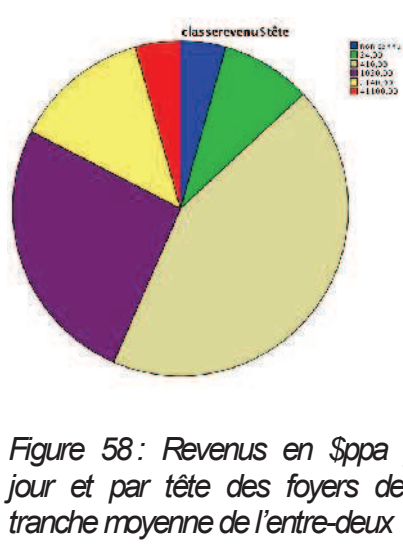
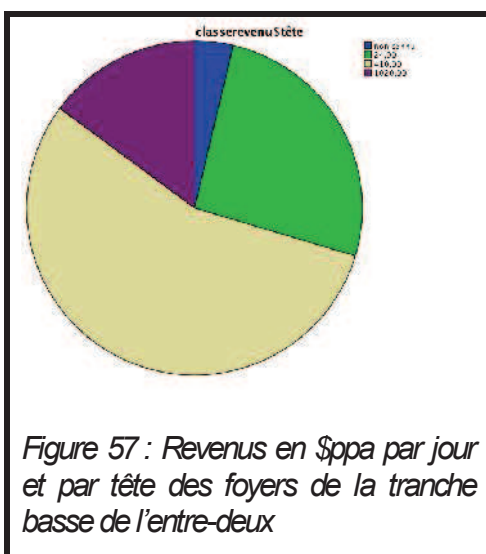
Il s'agit ici de distinguer ces différents sous-groupes, étape indispensable à l'étude de leurs comportements sociaux, économiques et politiques que nous détaillerons en chapitres 5 et 6 de cette thèse. Nous allons présenter les principales évolutions de l'espace de l'entre-deux, en identifiant les principales caractéristiques de trois

sous-groupes de l'entre-deux, les « nouveaux arrivants » dans l'espace de l'entre-deux (2.1), et les groupes plus installés des fonctionnaires et des jeunes entrepreneurs (2.2).

2.1. Les nouveaux arrivants dans l'espace de l'entre-deux : des trajectoires ascendantes sous tension.

2.1.1. Des nouveaux arrivants sous tension

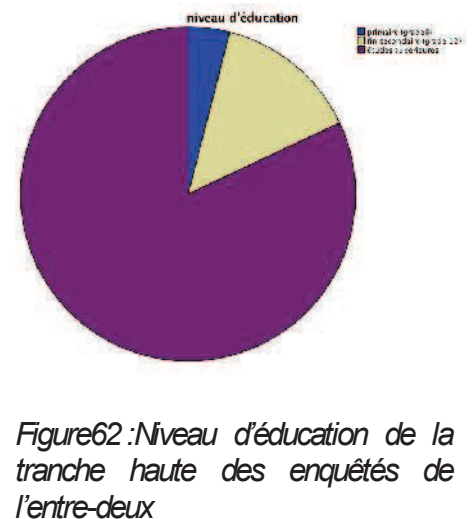
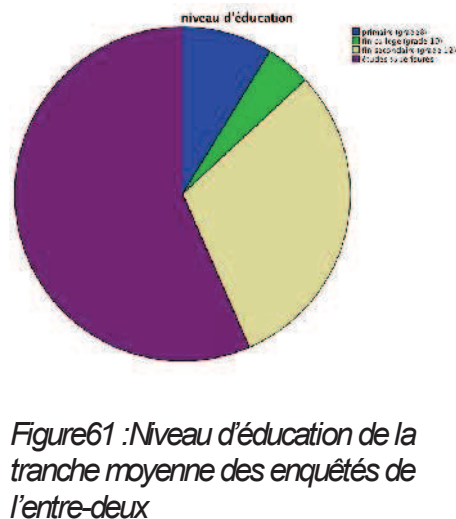
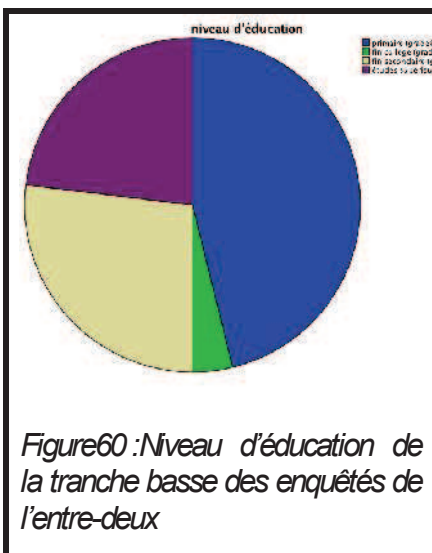
La grande majorité des foyers nouvellement arrivés dans l'espace de l'entre-deux font partie de la tranche basse de cet espace. Leur capital économique est plus faible que celui des autres groupes : ils ne disposent généralement pas de patrimoine immobilier et leurs revenus sont situés dans la tranche basse de l'échantillon (voir graphique encadré ci dessous). Le revenu par tête et par jour des foyers qui composent la tranche basse de l'espace de l'entre-deux se situe majoritairement entre 2 et 4\$ppa (en vert) et entre 4 et 10\$ppa (en beige). Ce groupe correspond ainsi essentiellement aux critères de la “floating middle class” et de la “lower middle class” définis par la BAD.



Pour la grande majorité des enquêtés de la tranche basse, il s'agit de la première génération au sein de leur famille à accéder à l'espace de l'entre-deux. En grande majorité, les enquêtés de la tranche basse ont côtoyé de près des situations de grande précarité. Ils ont généralement grandi en milieu rural, dans des familles nombreuses (8 à 12 frères et sœurs) au sein desquelles les maigres revenus des parents (fermiers, soldats, gardiens, petits commerçants) ne permettaient souvent pas d'assurer la satisfaction des besoins quotidiens de toute la famille. Nombreux sont ceux qui ont commencé à travailler très jeunes afin de contribuer aux dépenses du foyer. L'enquêté 17, désormais gérant d'une échoppe, a travaillé en tant que cireur de chaussures dès le niveau de scolarisation primaire (en cours du soir). L'enquêtée 43, mère au foyer d'une trentaine d'années dont le mari est technicien en électronique, a travaillé dans une usine une fois l'école secondaire terminée. Elle raconte : *« Mon père était chauffeur de taxi, ma mère femme au foyer. On était 6 enfants. Notre niveau de vie était vraiment bas. C'était mon père qui devait subvenir aux besoins de toute la famille, c'était vraiment problématique. Mes frères et sœurs ont commencé à faire des petits boulots afin d'aider la famille, et moi j'ai commencé à travailler à l'usine après le grade 12. Après je suis allée à Dubai, pour supporter ma famille. Une de mes sœurs a fait de même à Beyrouth. C'était très dur. Je suis rentrée au bout de 2 ans et demi et j'ai ouvert un salon de coiffure à Addis-Abeba. Ça a bien marché et j'ai ouvert une échoppe grâce au profit réalisé. Après j'ai rencontré mon mari, je suis tombée enceinte et maintenant je suis mère au foyer, car je veux me concentrer sur l'éducation de ma fille. »*

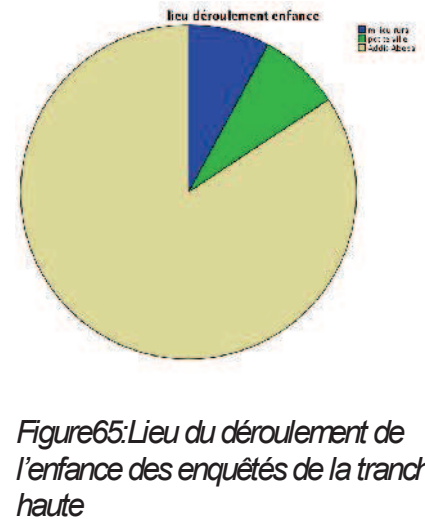
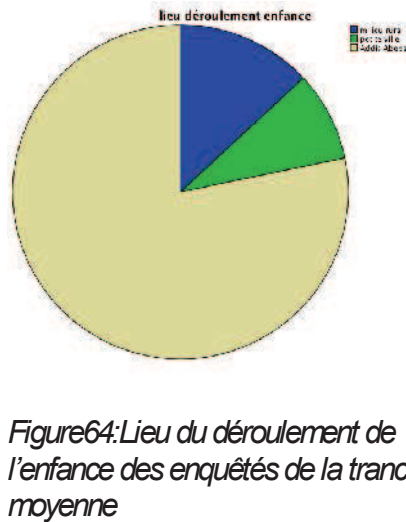
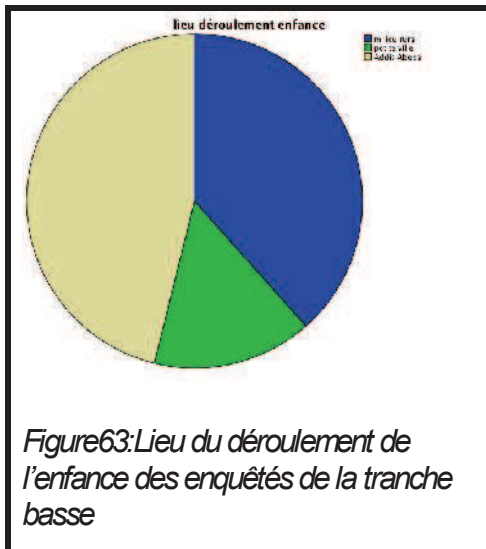
Ils opposent fréquemment leur choix de vie à l'expérience de leur enfance. Ils souhaitent « offrir à leurs enfants ce qu'ils n'ont pas eu » : « une bonne éducation ». Concrètement, il s'agit de se concentrer sur un noyau familial restreint et de réaliser des sacrifices financiers de taille afin de les scolariser dans des écoles privées. L'enquêté 2, chauffeur pour une famille d'expatriés, est père d'une petite fille de 5 ans pour qui il a ouvert un compte bancaire afin de financer ses futures études. Ce sera son « seul enfant », car il veut qu'elle ait un « futur brillant ». Le discours de l'enquêté 2 est par ailleurs révélateur de la pression exercée sur les situations de nouveaux arrivants dans l'espace de l'entre-deux par l'obsession de la

réussite d'une trajectoire intergénérationnelle ascendante: “Now we live in the modern society. We have to take care of our children. It is of course better for the children but it is really a lot of responsibility for me. I have to succeed!”. Cette tension est marquée par la frustration de ne pas avoir disposé eux-mêmes de la chance de disposer d'une éducation privilégiée. Il s'agit en effet du groupe de l'entre-deux qui a le niveau scolaire le plus bas (graphique de gauche ci-dessous). Leurs parents n'ont généralement pas été scolarisés ou disposent d'un niveau d'éducation primaire. Eux ont majoritairement quitté le système scolaire après un niveau primaire (en bleu) ou secondaire (en vert et beige). Il s'agit du groupe où la part des enquêtés diplômés du supérieur est la plus basse (en violet). Cette part correspond pour ce groupe à l'obtention d'un *diploma*, diplôme correspondant à une formation professionnelle du supérieur.



Il s'agit du groupe au sein duquel la proportion d'enquêtés ayant grandi hors d'Addis-Abeba est largement la plus importante (graphique de gauche ci-dessous). La proportion des enquêtés ayant grandi en milieu rural (en bleu) et dans des petites villes (en vert) est plus importante que celle des enquêtés ayant grandi à Addis-Abeba (en beige). L'origine géographique urbaine ou rurale et le temps générationnel d'installation à Addis-Ababa impactent fortement les degrés d'installation dans l'espace de l'entre-deux de la capitale. Les graphiques ci dessous

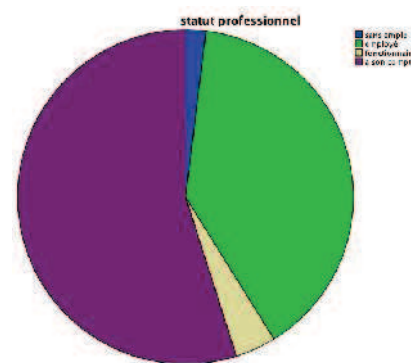
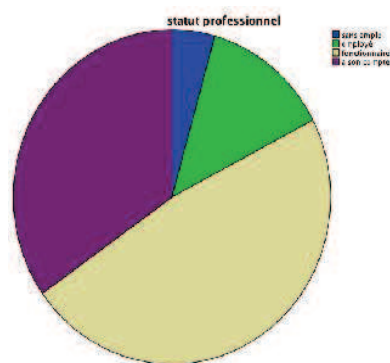
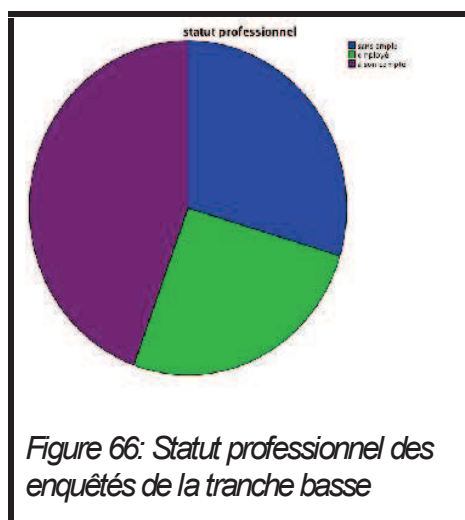
montrent que l'installation sociale dans l'espace de l'entre-deux est relativement corrélée à l'installation géographique.



Les trajectoires des enquêtés de la tranche basse de l'entre-deux caractérisées par une mobilité sociale et géographique intragénérationnelle sont source de la tension qui traverse ce groupe, à la limite de la précarité, pris entre leurs aspirations d'ascension qu'ils projettent sur leurs enfants, la nécessité de maintenir leur propre position dans l'espace de l'entre-deux et celle de ne pas couper totalement les liens avec leur milieu social d'origine. Ce sont en effet ceux qui aident financièrement le plus leurs aînés restés « au village » et un tiers d'entre eux accueillent chez eux et prennent en charge un neveu ou une nièce. Alors qu'ils disposent de la marge de manœuvre la plus étroite (capital économique social et scolaire le plus faible), ce sont ceux qui évoluent le plus sous contrainte, induite par la tension de leur position de nouveaux arrivants, située entre le poids de leur milieu social d'origine et celui de leurs aspirations pour la génération future.

Cette tension est accentuée par l'incertitude qui caractérise leur situation économique. Ils ne disposent pas de la sécurité procurée par la détention de patrimoine et leurs activités professionnelles ne garantissent généralement pas la stabilité de leurs revenus. Le revenu mensuel moyen des enquêtés de la tranche basse de l'espace de l'entre-deux est situé à 1630 ETB (250ppa et 81\$ courant) et

celui de leur foyer à 2053ETB (315\$ppa et 102\$ courant). Il s'agit du groupe où la proportion de femmes au foyer est la plus large (en bleu, graphique de gauche ci-dessous). Nous remarquons en outre l'absence de fonctionnaires (pas de beige), l'omniprésence de travailleurs indépendants (en violet) et, dans une moindre mesure, de salariés (en vert).



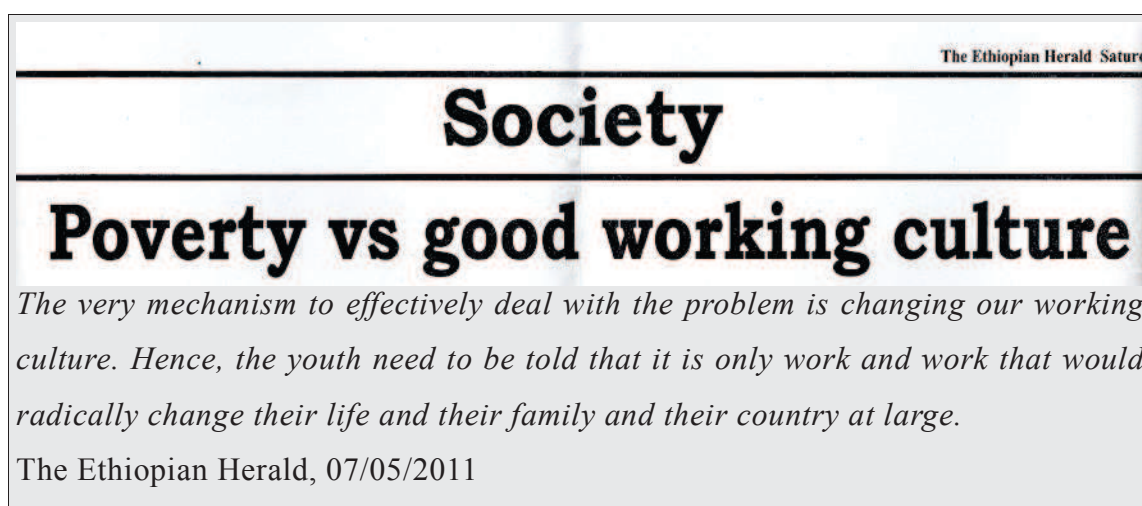
Les revenus des travailleurs indépendants (gérants de petites échoppes, de salons de coiffure, chauffeurs de taxi, etc.) sont fortement dépendants de la conjoncture économique. Ainsi, l'enquêté 17, gérant d'une échoppe, 34 ans et père d'une petite fille, raconte : « *Je ne peux pas te dire combien je gagne par mois. On peut jamais prévoir, c'est pour ça qu'on dépense le moins possible. On ne sait jamais ce qui va arriver. Parfois les affaires marchent parfois non. Et quand ça ne marche pas c'est vraiment très dur. C'est pour ça que même si on doit faire des sacrifices, par exemple sur la nourriture, on essaie de mettre le plus d'argent de côté, même si ce ne sont que de petites sommes* ». Leurs situations sont marquées par l'instabilité et l'omniprésence du risque de retomber dans des situations de grande précarité, leurs comportements économiques par l'obsession de la sécurisation du lendemain proche (capacité à satisfaire les besoins de base lorsque le commerce devient moins rentable) et lointain (investissement dans l'éducation des enfants).

Ceux qui sont employés exercent des activités généralement considérées comme des « métiers de pauvres » (gardien, serveur, chauffeur, domestique, cuisinier), par

leurs compatriotes. Les faibles valeurs symbolique et financière de ce type d'activité sont dans ces cas compensées par des dimensions symboliques et financières plus valorisantes associées au statut de leur employeur (ONG, expatriés, Alliance Française) et aux relations sociales qui en découlent (relation de confiance avec l'employeur qui confie sa sécurité lors de ses trajets, la préparation de son repas, une part importante de l'éducation de ses enfants; relations sociales avec les autres employés qui représentent un éventail large de positions professionnelles et sociales). Si le revenu de ces employés est souvent moins élevé que celui des travailleurs indépendants, ils bénéficient des avantages que procure la stabilité contractuelle et d'une certaine reconnaissance sociale.

2.1.2. Les facteurs d'émergence de la grande précarité

Dans leurs récits, les enquêtés de la tranche basse de l'entre-deux mettent en avant l'importance de la valeur travail, qui leur a permis d'en « arriver là ». C'est en effet le cas pour la grande majorité d'entre eux.



Labeur et rigueur sont au coeur des récits de ces enquêtés. Ils sont nombreux à déclarer ne pas disposer de temps libre ou à le consacrer exclusivement aux pratiques religieuses. L'enquêté 17 qui a grandi en milieu rural avec ses parents

fermiers et ses 9 frères et sœurs, explique qu'il s'en est sorti « à la sueur de son front » : « *J'ai toujours travaillé pour vivre. Enfant, j'étais cireur de chaussures la journée pour financer mes cours du soir. Avec l'argent économisé, j'ai acheté une machine pour faire du thé et du café. C'est en vendant des tasses de thé et de café dans la rue que j'ai financé mon lycée. Ensuite, j'ai été employé dans un hôtel d'Addis-Abeba durant 9 ans. Je n'ai rien dépensé, j'ai mis de côté. J'ai alors pu ouvrir une échoppe avec mon frère* ». Pour sa part, l'enquêté 23, homme de 34 ans désormais gérant de son propre *photoshop* déclare : « *Je ne reste pas assis à me plaindre. Pour changer ma vie, je me lève à 5 heures du matin et je vais me coucher à minuit* ». Il a travaillé pendant dix ans dans le bâtiment et a ensuite été employé durant 2 ans dans un *photoshop*. Grâce à ses économies et à l'obtention de crédits successifs à la CSI (*Credit and Savings Institution*) (20 000 puis 30 000 puis 100 000ETB), il a progressivement ouvert son propre *photoshop*. Il se considère désormais « heureux » et conclut : « *Le gouvernement offre de belles opportunités. C'est grâce à son système de crédit que j'ai pu monter ma propre affaire* ». Il précise : « *Par contre, je ne suis pas engagé dans le parti* ». Dans ce groupe, la quasi-totalité des travailleurs indépendants ont bénéficié de crédits et/ou de formations de la CSI afin de créer et d'investir dans leur commerce. Il est de notoriété publique que l'accès à ce type de services est largement facilité (sans être déterminé) par l'adhésion à l'EPRDF. Pour leur part, quatre des enquêtés de la tranche basse placent leur engagement à l'EPRDF comme le moteur principal de leur ascension sociale. Ils présentent leur implication au sein du parti (responsabilités au niveau du *qebelé*) comme le point de départ d'un cercle économique et social vertueux. Elle leur a permis de disposer d'opportunités d'ascension économique (formations, crédits avantageux) et d'une posture sociale qu'ils considèrent valorisante (sentiment d'être investi d'un rôle social). Ces relations au parti seront développées lors de l'analyse des rapports au politique des différents sous-groupes de l'entre-deux (en chapitre 5). Pour l'enquêté 42, c'est son engagement au sein d'une église évangélique qui a rendu possible son arrivée au sein de l'espace de l'entre-deux et garanti la sécurité de sa situation.

L'Église comme substitut d'un environnement familial sécurisant

L'enquêté 42 m'accueille dans sa maison avec sa petite fille. Nous discutons sur fond de musique évangélique. Issu d'une famille orthodoxe « très modeste », il raconte qu'il a grandi à la campagne sans aller régulièrement à l'école. Jeune, il décide de se convertir à la religion évangélique et s'engage dans l'église de son village : logé et nourri, il y travaille bénévolement. Trois ans plus tard, il saisit l'opportunité d'une bourse d'études au *Bible College* d'Addis-Abeba « offerte par l'Église ». Ainsi commence une période de dix ans d'allers-retours entre ses études de théologie à Addis-Abeba et son service à l'église de son village²¹¹. Dans la capitale, il est nourri, logé et dispose de 100 ETB (6\$ courants) d'argent de poche par mois. Au village, il convertit de nouveaux fidèles et reçoit en échange le gîte, le couvert et 230 ETB (13\$ courants) par mois. Après l'obtention de son diplôme, il décide de s'installer définitivement dans une église à Addis-Abeba. En cinq ans au service de cette église, son salaire mensuel a augmenté de 40% (de 1300 ETB - 75\$ à 2534 ETB – 147\$ courants), l'église adaptant annuellement les salaires à l'évolution du coût de la vie. Son projet est d'obtenir un master. Outre le poste qu'il occupe déjà à l'église, il pourra alors enseigner au *Bible College* et ainsi augmenter son revenu: « je suis totalement au service de Dieu, mais j'ai des projets humains: il faut que je fasse vivre ma famille ». Lorsque je lui demande s'il existe des avantages à travailler au service d'une Église, il répond que ses dépenses en santé et celles de sa famille sont prises en charge et qu'il peut emprunter à l'Église en cas de problème. De manière diffuse, au cours de l'entretien, je comprends que c'est l'Église qui prend totalement en charge ses frais de transport, de téléphone, et, dernière chose mais pas des moindres, la location de sa maison.

L'Église a donc constitué un cadre sécurisant pour l'évolution de l'enquêté 42. Lentement mais sûrement, il a gravi les échelons au sein de l'Église et dispose aujourd'hui d'un niveau de vie qu'il juge « stable et agréable ».

²¹¹ Il passe un an à Addis-Abeba, puis cinq ans dans son village, puis deux ans dans la capitale, trois ans dans son village puis s'installe à Addis-Abeba.

Pour quelques nouvelles arrivantes dans l'espace de l'entre-deux, l'ascension s'est faite de manière plus vertigineuse. Ces femmes aux origines pour le moins modestes ont été propulsées dans la tranche haute de l'espace de l'entre-deux au moment de leur mariage.

Le mariage comme catapulte socio-économique

L'enquêtée 6, 28 ans, considère que rien ne manque à sa vie et répète avec un grand sourire les trois mots-clés qui font de son existence un bonheur : « *téna, sera, feker* » (la santé, le travail et l'amour). Nous discutons dans sa petite boutique de boissons regorgeant de sodas en tout genre. Pour ceux qui veulent consommer sur place, elle a aménagé une petite pièce qu'elle « embellit chaque jour » grâce aux bénéfices qu'elle tire de son commerce. Fière, elle me raconte son parcours, me demande de bien observer cette « jolie pièce » qui symbolise son ascension : « J'en suis là alors que j'ai commencé comme vendeuse dans une boulangerie pour 80 ETB (5\$ courants) par mois ». Ce commerce, c'est son mari, « bien positionné dans une entreprise d'import-export », qui l'a financé ou, pour reprendre ses mots, qui le lui « a offert ». À présent elle réalise un bénéfice de 2000 ETB (116\$ courants) par mois selon ses dires ou de 5000 ETB (290\$ courants) selon ses amies proches, argent qu'elle « réinvestit dans sa totalité dans son business ». Je lui demande naïvement pourquoi elle réinvestit tout et ne profite pas plus de cette belle somme. Ce à quoi elle répond que pour les dépenses basiques (logement, nourriture, etc.) comme moins basiques (bijoux, chaussures, etc.), son mari est là. Ils s'organisent ainsi : à la fin de chaque journée, il lui demande combien elle a dépensé (par exemple en crédit de téléphone) et le lui rembourse. Elle assume cette position : « elle en est là grâce au mariage et elle est heureuse ».

Le mariage constitue une rupture dans le parcours de T. Dans son récit, elle distingue l'avant (situation de quasi survie) et l'après (*téna, sera, feker*). Son mariage est à l'origine d'une ascension socio-économique brutale, d'où l'image de la catapulte. Depuis son mariage, elle évolue dans un cadre qu'elle considère

comme sécurisé. L'enthousiasme de son récit masque cependant la forte dépendance de sa position sociale à celle de son mari. L'enquêtée 13, plus préoccupée par cette situation de dépendance vis-à-vis de son mari, met tout en place pour sécuriser sa propre situation et celle de son enfant : elle épargne les trois quarts de son revenu « en cas de problème ». En 2013, je cherche l'enquêtée 6 dans sa boutique. On me dit qu'elle est retournée dans sa famille à la campagne après « des problèmes avec son mari ».

2.2. Les installés de l'espace de l'entre-deux : des fonctionnaires aux jeunes entrepreneurs

2.2.1. Approche générationnelle du groupe des installés

Les membres des tranches moyennes et hautes de l'espace de l'entre-deux disposent d'une marge de manœuvre plus large, permise par un capital économique (revenu et/ou patrimoine), social (relations familiales et/ou professionnelles), scolaire et culturel plus important. Comme nous l'avons exposé, les tranches moyennes et hautes sont marquées par une différence générationnelle, les 35-70 ans de notre échantillon étant essentiellement représentés dans la tranche moyenne et les 17-34 ans composant la grande majorité de la tranche haute.

Ce constat met en évidence une évolution récente de la configuration de l'espace de l'« entre-deux » révélatrice des reconfigurations politico-économiques du pays. Alors que la tranche moyenne, constituée en grande partie de fonctionnaires (en beige, graphique du milieu) qui pensaient constituer la « classe moyenne

éthiopienne », perdent en pouvoir d'achat à cause d'une inflation galopante ²¹² et font part d'un sentiment fort de déclassement social, la tranche haute est essentiellement constituée d'un groupe de jeunes, particulièrement optimistes quant à leur avenir et à celui du pays, qui émergent majoritairement du secteur privé (salariés en vert et indépendants en violet, graphique de gauche).

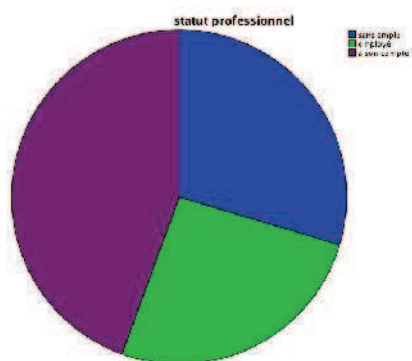


Figure 69: Statut professionnel des enquêtés de la tranche basse de l'espace intermédiaire

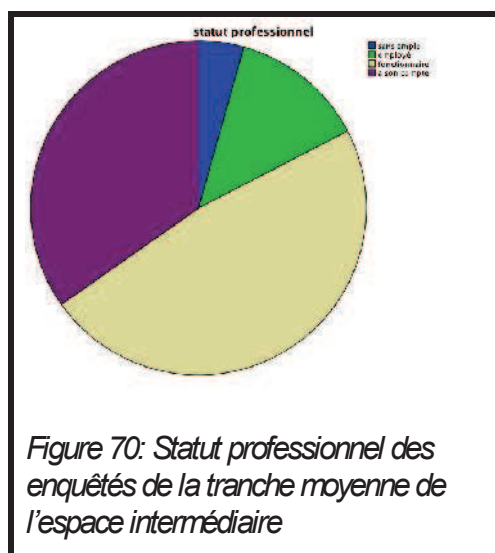


Figure 70: Statut professionnel des enquêtés de la tranche moyenne de l'espace intermédiaire

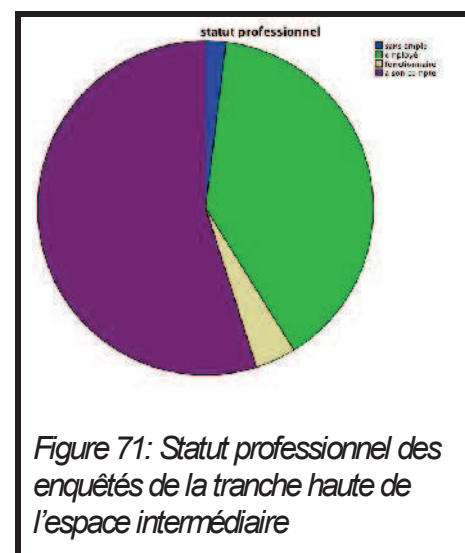


Figure 71: Statut professionnel des enquêtés de la tranche haute de l'espace intermédiaire

Pour une grande partie des enquêtés, cette évolution a lieu en une génération au sein de la même famille. Les parents, âgés entre 50 et 70 ans au moment de l'enquête, ont débuté leur carrière de fonctionnaire durant la période d'Hailé Sélassié ou sous le régime du *Derg*, et leurs enfants, nés dans les années 1980, ont essentiellement évolué dans l'Éthiopie post 1990, sous le régime de l'EPRDF. Ils se présentent majoritairement comme « jeunes entrepreneurs ». Une part d'entre eux sont à leur compte, ils ont créé de petites entreprises (individuelles ou à deux) dans les domaines du conseil en informatique ou en finances, des services (organisation de mariages, photographie) ou dans le commerce (import d'équipement, boutiques d'informatique, etc). L'autre part est salariée dans les entreprises nationales (compagnie aérienne, télévision), dans des entreprises privées (import/export, construction), dans des structures internationales (ONG, alliance française).

²¹² Le taux d'inflation est à un niveau élevé (il a atteint un pic à 40,6% fin août 2011 et est de 20,2% en rythme annuel à fin août 2012), en particulier en ce qui concerne la composante des

La tranche haute de l'espace intermédiaire est ainsi constituée majoritairement de jeunes ayant grandi dans des familles installées dans l'espace de l'entre-deux. La stabilité des positions intermédiaires de leurs parents était majoritairement garantie par leur statut de fonctionnaire (stabilité des revenus du foyer et avantages fonciers liés à leur statut professionnel). Les récits d'enfance des jeunes héritiers sont marqués par un degré d'insouciance plus ou moins élevé : alors que certains regrettent les joies d'une enfance « sans responsabilité » et mettent en avant les moments d' « amusement en famille » d'autres insistent sur les « sacrifices réalisés par leurs parents » afin qu'ils puissent « ne manquer de rien ». Dans tous les cas, ces jeunes n'ont donc pas connu directement de situations de grande précarité durant leur enfance et disposent d'un capital scolaire conséquent.

Leurs parents ont eux-mêmes à leur époque disposé d'un niveau d'éducation privilégié²¹³ (graphique du milieu : niveau secondaire en beige et études supérieures en violet). L'importance accordée à l'éducation au sein de leurs familles est au cœur des récits de ces jeunes enquêtés. L'enquêté 70, consultant indépendant d'une trentaine d'années, résume ainsi son enfance : *“Life was dedicated to education”*. Il raconte que son père, instituteur, était « très sévère », qu'une fois la journée d'école terminée, les enfants étaient tenus de « rentrer immédiatement à la maison afin d'étudier » et n'étaient pas « autorisés à sortir jouer avec les enfants du quartier ». Au cours de leur scolarisation primaire et secondaire, ces jeunes enquêtés ont fréquenté des écoles privées ou de « très bonnes écoles publiques ». Dans leur majorité, ils ont réalisé des études supérieures (en violet, graphique de droite). Ils sont majoritairement diplômés de l'Université d'Addis-Abeba ou d'établissements supérieurs privés dans les domaines des finances, du commerce et de l'informatique. L'enquêté 70 et ses neuf frères et sœurs ont tous réalisé des études supérieures et travaillent désormais en tant qu'indépendants dans le commerce et les finances, ou en tant qu'employés de banque.

produits alimentaires (49, 9% en 2011, redescendu à 20,4% fin août 2012).

²¹³ En 1967, le nombre de diplômés du supérieur et du secondaire est estimé respectivement à 6500 et 30000 éthiopiens (Ministry of National Community Development, 1970, cité dans Markakis et Nega Ayele, 2006). Ce « groupe des éduqués », de « taille modeste » est situé majoritairement dans la capitale (Markakis et Nega Ayele, 2006: 61).

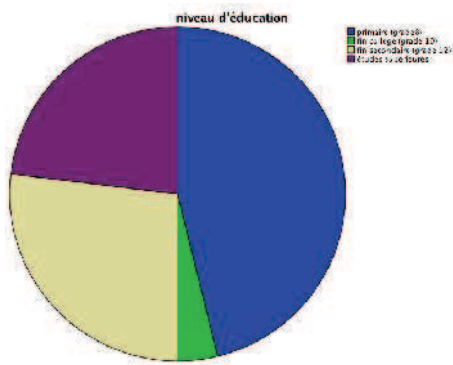


Figure 72: Niveau d'éducation groupe 1

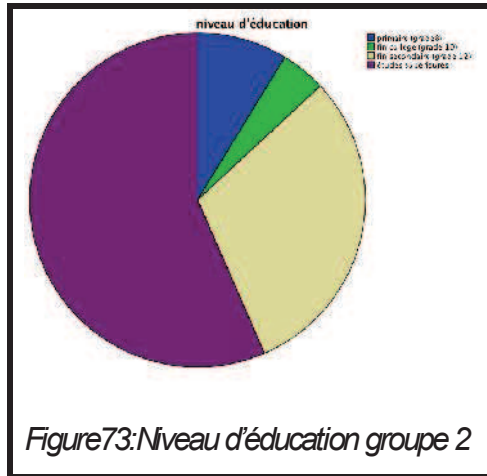


Figure 73: Niveau d'éducation groupe 2

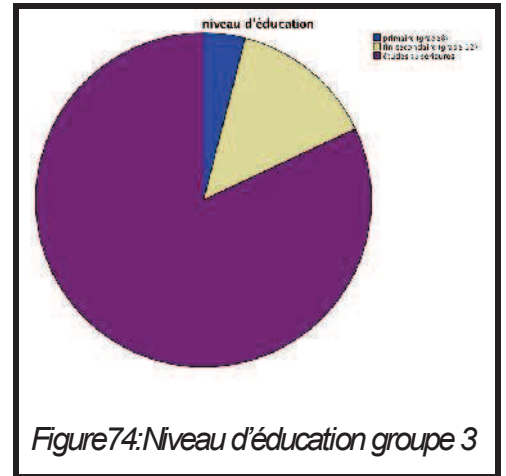


Figure 74: Niveau d'éducation groupe 3

Le groupe de la tranche haute est celui au sein duquel la population féminine est la moins représentée (en vert, graphique de droite).

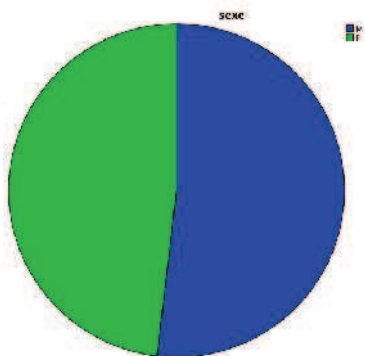


Figure 75: Répartition par sexe des enquêtés de la tranche basse de l'entre-deux



Figure 76: Répartition par sexe des enquêtés de la tranche moyenne de l'entre-deux

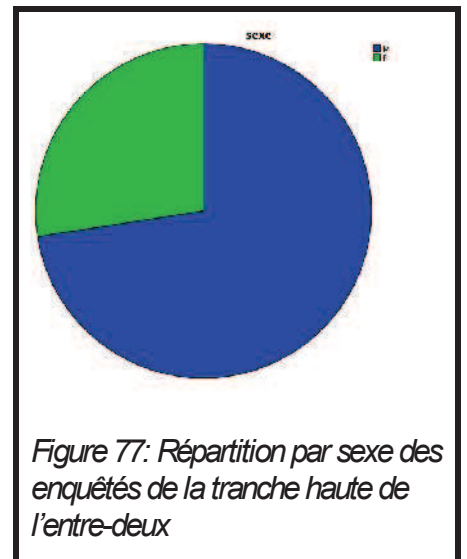


Figure 77: Répartition par sexe des enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux

Cela est dû en partie à la méthodologie adoptée (effet boule de neige) et à des questions d'accessibilité²¹⁴. Les observations menées au sein de certains foyers de l'entre-deux mettent en évidence quelques tendances concernant la dimension

²¹⁴ L'accès aux jeunes hommes était facilité par leur présence plus importante dans l'espace public (rencontre dans des cafés, sur leur lieu de travail). Un nombre conséquent d'entretiens menés avec de jeunes femmes au sein de la sphère domestique se sont révélés difficilement utilisables pour notre travail, de par le peu d'informations qu'il en émanait. La faible loquacité de ces jeunes femmes s'explique en partie par l'omniprésence du contrôle social lors de l'entretien (présence du père dans la même pièce le plus souvent).

générée du groupe des héritiers. Dans les familles installées de l'entre-deux, la seconde génération a bénéficié d'un niveau d'éducation privilégié (écoles privées et majoritairement études supérieures), hommes et femmes confondus. La variation ne réside pas dans le niveau d'étude mais dans le rapport à la sphère domestique. Alors que les jeunes hommes passent le plus clair de leur temps hors du foyer familial, il est généralement attendu de leurs sœurs qu'elles ne fassent pas de même. Ce confinement des femmes à la sphère domestique est présent tout au long de leurs trajectoires. Durant leurs études, il est attendu qu'elles occupent leur temps libre au sein du foyer familial et une fois diplômées, elles se marient beaucoup moins tardivement que leurs frères. Elles s'engagent dans des activités professionnelles compatibles avec leur engagement domestique. Elles sont majoritairement salariées (comptables dans des entreprises, employées de banque, enseignantes dans le privé) et sont quasiment absentes du secteur indépendant où leurs frères évoluent généralement en tant que jeune entrepreneur. Elles sont nombreuses à travailler au sein des entreprises familiales (tenues par un membre de leur propre famille ou de celle de leur mari). Ainsi, les sœurs de l'enquête 70 sont quasiment toutes salariées au sein de l'entreprise d'un de leurs cousins.

Les revenus du groupe des jeunes est majoritairement significativement plus élevé que celui de leurs aînés. Par exemple, le revenu de l'enquête 70 est trois fois plus élevé que celui de son père. Alors que le revenu moyen des foyers de la tranche moyenne est de 5384 ETB (828\$ppa et 269\$ courants), celui de la tranche haute est de 9909ETB (1500\$ppa et 496\$ courants). La différence de revenu s'accroît encore lorsque l'on considère le revenu des foyers par tête, les jeunes ayant significativement moins de personnes à charge (fréquemment aucune) que leurs aînés. Alors que les revenus par tête des foyers de la tranche moyenne se situent majoritairement dans les tranches de 4 à 10\$ppa et de 10 à 20\$ppa (en beige et en violet graphique du milieu), ceux de la tranche haute sont principalement dans les tranches de 20 à 40\$ppa et plus de 40\$ppa (en jaune et rouge graphique de droite).

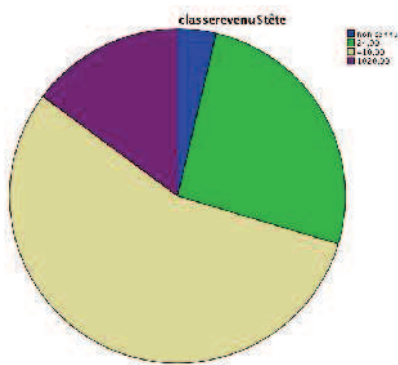


Figure 78: Revenus par tête en \$ppa des enquêtés de la tranche basse de l'espace intermédiaire

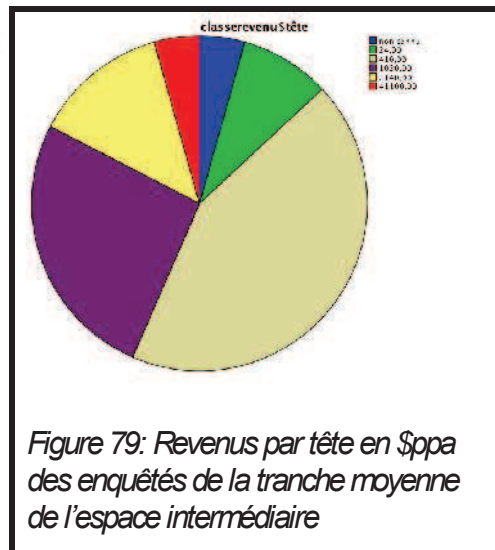


Figure 79: Revenus par tête en \$ppa des enquêtés de la tranche moyenne de l'espace intermédiaire

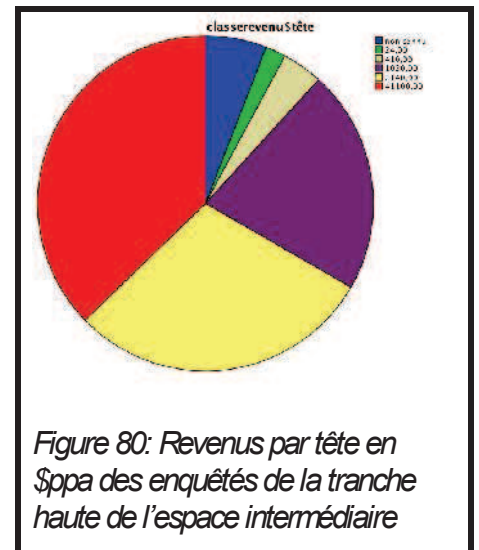


Figure 80: Revenus par tête en \$ppa des enquêtés de la tranche haute de l'espace intermédiaire

Malgré ces revenus significativement plus élevés, nombre de ces jeunes regrettent le temps de leurs parents où la vie était moins chère et l'accès à la propriété foncière possible. Comme nous l'avons développé plus haut, aucun de ces jeunes n'est « propriétaire » de son logement, ils sont locataires ou habitent la maison familiale. Les comparaisons entre le temps de ses parents (« avant ») et celui au sein duquel il évolue (« maintenant ») rythment les propos de l'enquêté 28, jeune homme salarié dans une ONG: « *Avant c'était beaucoup plus simple. Tu vivais bien avec 200birr, aujourd'hui même si tu gagnes 5000birr par mois et que tu es seul, tu ne peux pas être indépendant, tu ne peux pas avoir ta propre maison* ». Pour leur part, les fonctionnaires partagent un fort sentiment de déclassement économique et social relatif à la baisse de leur pouvoir d'achat lié à l'inflation qui touche les produits de base. Les propos de l'enquêté 5 résument ainsi leur position : « *Avant c'était nous (les fonctionnaires) la classe moyenne. Maintenant on est comme tout le monde. On pense continuellement à l'évolution du prix de l'huile et du sucre. Comment veux-tu qu'on se sente classe moyenne dans ces conditions ?* ».

Addis residents demanding further prices stabilization

The Ethiopian Herald, 27/01/11

Le « comme tout le monde » formulé par l'enquêté 5 est significatif de ce sentiment de déclassement social. Alors que ces fonctionnaires se sentaient jouir d'une situation sociale moyenne et d'un statut social privilégié, ils se sentent désormais appartenir au commun des habitants d'Addis-Abeba car ils agissent « comme les autres », redoublant de tactiques afin de « finir le mois ». Leurs discours sont marqués en outre par un profond pessimisme concernant l'avenir de leur situation personnelle et de la situation nationale. Les expressions « c'est comme ça » et « que veux-tu que l'on fasse ? » qui rythment leurs propos traduisent fatalisme et résignation.

2.2.2. Les jeunes de la tranche haute : optimisme, pluriactivité et néolibéralisme

Un des principaux points de différence entre les deux générations se situe dans la perception du champ des possibles concernant non seulement leur propre situation mais aussi celle du pays. Alors que dans les familles, le sujet de discussion principal porte sur l'augmentation des prix et le regret de l'époque où leur revenu suffisait pour vivre bien et manger de la viande, les jeunes entrepreneurs sont plus optimistes. Ils ont plus d'espoir et un sentiment d'indépendance et de possibles. Ils croient fermement en la marge de manœuvre qu'offre la situation actuelle du pays.

Editorial

Yes, the youth do

A country where the majority of its citizens are the youth could effectively implement plans revolving around a number of social, economic, political and other related national issues. They would be engines of change, indeed, when they are informed about and engaged in all major issues that affect their lives and the overall development of the nation.

It is time in Ethiopia...

The Ethiopian Herald, 09/01/11

Lorsque je demande à l'enquêté 34, 38 ans, responsable des finances dans une entreprise de construction, ce qu'il ferait si son revenu devenait moindre, il répond avec aplomb : *"it will never happen, it is full of opportunity here"*. Dans leur majorité, ils font preuve d'un attachement fort à leur pays, et croient en son avenir prometteur, auquel ils veulent contribuer. Par exemple, l'enquêté 23, gérant d'un *photoshop*, déclare spontanément : *"I don't want to go some other country, I want to change my situation and my country. There is lot to be done"*. Pour sa part, l'enquêté 109, âgé d'une trentaine d'années, journaliste nouvellement responsable de son propre programme à la radio, insiste sur l'étendue du champ des possibles : *"I am rich. Not monetary but you have million of opportunities here. People have to open their eyes"*. Ce propos traduit par ailleurs la croyance en la capacité individuelle à prendre en charge son propre avenir à l'instar d'un autocollant sur lequel est inscrit *"Life is what you make"* (contrastant avec le « c'est comme ça ») que je retrouve au dos des téléphones portables de quatre jeunes enquêtés, ou ce message affiché par l'enquêté 31 sur un réseau social :



Figure 81: Image du profil de l'enquêté 31 sur facebook

Ils n'hésitent en effet pas à saisir les opportunités et à diversifier leurs tactiques d'ascension économique en jouant sur plusieurs tableaux (De Certeau, 1990 [1980]). Le parcours de B. décrit dans la partie méthodologique est significatif des allers-retours et détours que parcourent ces jeunes. B. oscille entre étude et business (de jour ou de nuit selon les périodes), activités professionnelles peu lucratives mais stratégiques pour l'avenir (volontaire aux Nations Unies) ou à forte valeur symbolique (enseignant à l'université de Gondar) et besoin d'argent (consultances en informatique et ouverture d'un *photoshop*). Adaptabilité et mobilité sont au cœur de leurs trajectoires, comme l'illustre le parcours de l'enquêté 32, jeune éleveur de poulets en batterie, qui n'hésite pas à adapter ses activités et sa localisation au gré de la conjoncture économique.

À la poursuite de la prospérité : adapter son activité au gré des conjonctures économiques, en Éthiopie ou ailleurs

Je rencontre l'enquêté 32, âgé 30 ans, dans la maison de ses parents, membres de la fonction publique éthiopienne. Il s'est envolé une première fois pour Dubaï en 2005. Il m'explique qu'au moment des protestations qui ont suivi les élections législatives de mai 2005²¹⁵, la police l'a arrêté. À sa sortie de prison, son père avait tout arrangé avec une agence pour qu'il parte à Dubaï. Son nouveau travail l'attendait là-bas : employé dans une entreprise d'équipement de sécurité. La vie était « un peu difficile » ; au bout de deux ans il est revenu en Éthiopie travailler aux côtés de son père. Six mois plus tard, après avoir considéré les opportunités de business lucratif à Dubaï, il décide d'y retourner. Il reste trois ans à travailler dans le domaine de location de voitures, son niveau de vie « est agréable », il a même réussi à épargner « beaucoup d'argent ». Puis son business est devenu moins rentable, « à cause de la crise économique qui commençait à Dubaï » ; il rentre donc, en assurant ses arrières : il a acheté deux voitures à Dubaï, en a revendu une et continue de louer la deuxième en Éthiopie. Avec l'argent de la vente de la voiture, il a commencé un élevage de quatre cent cinquante poulets dans un cabanon au fond de sa cour. Lorsque je lui demande s'il compte retourner à Dubaï, il répond : « Pour l'instant je suis content, j'ai un bon niveau de vie, mais si les poulets ça marche pas, je repars gagner de l'argent à Dubaï ».

L'enquêté 32 n'est pas le seul à diversifier ses activités en fonction de la conjoncture et des opportunités. Le groupe de la tranche haute est en effet celui qui cumule le plus les activités lucratives (en bleu, graphique de droite).

²¹⁵ Suite aux élections et à la contestation des résultats par l'opposition, des émeutes ont eu lieu en juin et novembre 2005, faisant des centaines de morts et entraînant plusieurs milliers d'arrestations.

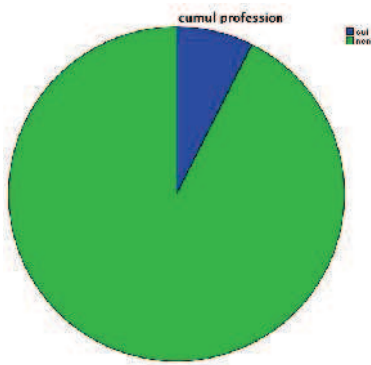


Figure 82: Cumul des activités de la tranche basse de l'espace intermédiaire. bleu=cumul. vert=pas de cumul

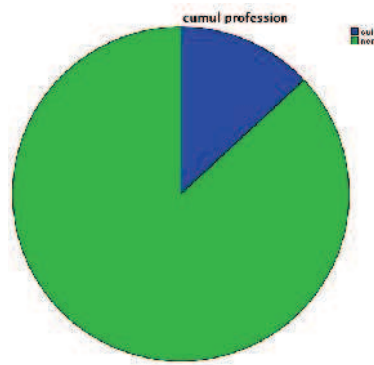


Figure 83: Cumul des activités de la tranche moyenne de l'espace intermédiaire.

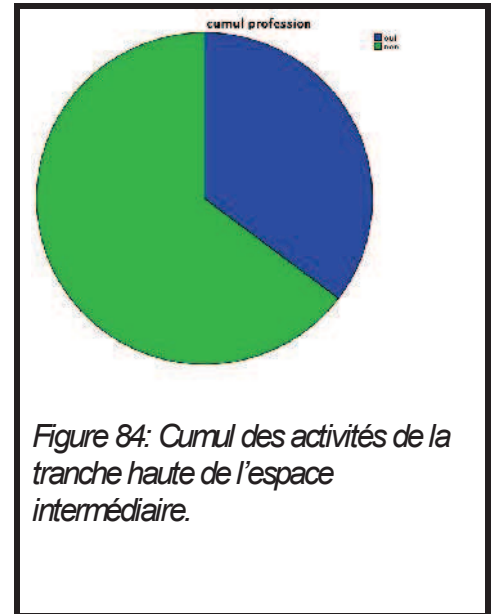


Figure 84: Cumul des activités de la tranche haute de l'espace intermédiaire.

Les activités supplémentaires exercées par les jeunes enquêtés entrent dans des cadres plus ou moins formels et légaux. La législation encadrant les activités professionnelles indépendantes s'est fortement durcie ces dernières années et a rendu certaines activités difficilement praticables dans un cadre légal. Dans ce contexte, certaines expressions amhariques désignant les activités réalisées au noir ont été récemment adoptées par certains jeunes de la tranche haute de l'entre-deux :

Appropriation des expressions de la débrouille

Tebarari: un travail qu'on fait par accident, par bouche à oreille. C'est toujours non déclaré. Le terme prend probablement sa source dans l'expression populaire « *endjera felagui sirwarwat* » (quelqu'un qui court à gauche à droite pour gagner son pain). Il y a aussi une autre source, l'expression « *tebarari teyet* » (une balle perdue) qui arrive sans que l'on s'y attende et qui n'est pas prévue.

Ayer be ayer (ayer bayer): c'est la plus-value que l'on gagne après avoir vendu une chose que l'on a achetée, ou la commission que l'on reçoit pour avoir aidé à la vendre. C'est toujours au noir, sans aucune déclaration à l'État.

Si certains ont la possibilité de développer des tactiques afin de contourner le système en déclarant des activités supplémentaires personnelles sous l'étiquette de

leur entreprise déclarée (par exemple B. qui déclare des consultances en informatique *via* la licence de son photoshop), nombreux sont ceux qui sont engagés dans des activités non déclarées (revente d'ordinateurs, services informatiques non déclarés, intermédiaire entre fournisseur et client dans le secteur des services).

Ces activités sont souvent réalisées en complément d'une activité officielle. Par exemple, l'enquêté 71, professeur d'éducation physique au lycée français d'Addis-Abeba d'une trentaine d'années est « intermédiaire dans tous les domaines » : « J'essaie tout : je donne des cours particuliers, lorsque le lycée organise des événements comme des matchs de foot c'est moi qui trouve les gens pour organiser, je trouve aussi les chauffeurs. Bref, ça marche bien, c'est grâce aux contacts du lycée tout ça ». Presque chaque mois, il triple ainsi son salaire d'enseignant au lycée (initialement de 5000 ETB – 766\$ppa/250\$ courants).

Pour d'autres, il s'agit de leur activité principale. C'est le cas de M. et de ses amis, jeunes diplômés d'un master en commerce d'un établissement privé relativement onéreux (1000\$ de frais de scolarité par an). M. déclare dès notre première rencontre : “*I make my money in my own way*”. En attendant de trouver “*the perfect business plan*”, il se « débrouille », use de son réseau d'étude et familial afin de « vendre des services en informatique et d'autres choses ». Lorsque je retrouve M. quelques mois plus tard en novembre 2012, il me présente fièrement le “*perfect business plan*” qu'il ambitionne de mettre en place :



THEME

LINKING SERVICE SEEKERS WITH THE BEST AND QUALITY SERVICE PROVIDERS.

VISION

MAKE QUALITY SERVICE AND INFORMATION AVAILABLE TO ANYONE WHO SEEKS IT IN A SUPERIOR MANNER.

MISSION

UTILIZE TALENTS AROUND MY CIRCLE TO SERVE THE PUBLIC IN EXCELLENCE.

GOAL

TO BE A LEADER IN CUSTOMER SERVICE THAT HAS A LOYAL CUSTOMER FOLLOWING.

OBJECTIVES

OUR UNIQUE WAY OF PROVIDING SERVICE TO EVENTUALLY CREATE A WORD OF MOUTH ADVERTISMENT AND TESTIMONIAL TO DRAG MANY MORE CUSTOMERS.

La manière dont M. présente son entreprise, en termes de “*vision*”, “*mission*”, “*goal*” et “*objectives*”, est significative de l’appropriation des mots-clés néolibéraux désormais intégrés dans la structure des présentations des projets des différents ministères éthiopiens.

Le projet prévoit un volet audio-visuel (photographies dans et hors studio, conception de documentaires, enregistrement de musique, graphisme, *webdesign*), un volet conseil (études de marché) et un volet événementiel (organisation d'événements, mise en location du matériel du studio).

Ce projet ambitionne donc de formaliser les activités d'intermédiaires ("*linking service seeker with the best and quality service providers*") ainsi que le réseau amical et familial de M. ("*utilize talents around my circle to serve the public excellence*"). Son réseau sera mobilisé en tant que fournisseur de service (mobilisation de l'entourage indépendant ou salarié dans les différents secteurs planifiés) et en tant que client potentiel (entourage travaillant à l'Union Africaine, dans de grandes structures spécialisées dans l'événementiel, etc.).

J'ai des nouvelles de M. et de son projet en août 2014. Il a trouvé un emplacement pour son studio qu'il loue 4000 ETB (813\$ppa/200\$ courants) par mois et a débuté ses activités depuis six mois. Pour l'instant, le studio n'est pas « opérationnel » pour le déroulement des activités prévues et fait office de bureau. Il a acheté une machine pour réaliser de la broderie en série avec laquelle il a pour lors inscrit le logo de l'Union Africaine sur de nombreuses écharpes en vue des célébrations du cinquantenaire de l'UA, et le logo de Total sur 8000 casquettes. Pour l'instant, il n'a pas commencé le travail de « commission » (créer des partenariats avec d'autres entreprises, leur trouver des clients contre une commission). Son revenu mensuel oscille entre 10000 et 15000 ETB (2032-3048\$ppa/500-525\$ courants) mais il insiste sur le fait que « tout son revenu va dans le loyer et les dépenses quotidiennes ». Il compte « aller au bout de ses projets, même si ça prend du temps ».

Si M. représente un cas minoritaire au sein de ce groupe, dans le sens où il détient un réseau personnel qui relève plus des couches moyennes supérieures, voire supérieures, de la structure sociale éthiopienne. Le rôle du réseau social est déterminant dans la totalité des trajectoires professionnelles du groupe. Leur statut d'héritier (installation sociale intergénérationnelle dans l'espace de l'entre-deux, installation urbaine) rend possible la mobilisation de ressources sociales et économiques ainsi que la maîtrise de certains rouages acquis auprès de leur entourage et surtout durant leur parcours scolaire et professionnel.

Cependant, l'optimisme dont font preuve ces jeunes lors des entretiens masque des trajectoires d'ascension économique souvent longues et parsemées d'embûches et des positions sous tension. Les propos des jeunes enquêtés traduisent des trajectoires sous tension, marquées par le sentiment de redevabilité envers les attentes de leurs parents et par l'obsession de la réussite et de l'ascension : « faire encore mieux ». Le parcours de l'enquêté 70 est significatif de ces trajectoires sous tension. Lors de nos nombreuses rencontres entre 2008 et 2014, il répète qu'il doit sa position à ses parents, de qui il se sent profondément redevable : *“There is no way that I can pay back what they did for me”*. Alors qu'il a réussi la totalité des projets qu'il a entrepris depuis 2008 (devenir consultant indépendant, travailler à l'Union Africaine, reprendre des études à l'étranger), ce jeune homme de 36 ans se dit encore loin d'avoir « rempli ses objectifs ». Au fil de nos rencontres, il repousse régulièrement l'âge auquel il pense être « prêt à fonder sa propre famille ». Lors de notre dernière entrevue en août 2014, il conclut ainsi le bilan de ses dernières évolutions : *“My own family, maybe in 5 or 10 years”*.

L'enquête révèle que la composition et les transformations de l'espace intermédiaire éthiopien fait sens en terme de sous groupes aux caractéristiques socio-économiques relativement homogènes. Notre espace se compose du groupe des « nouveaux arrivants précaires » (capital économique et social de départ faible, trajectoires intragénérationnelles ascendantes) dont les situations sont marquées par la précarité, du groupe des « installés en sentiment de déclassement » (fonctionnaires déclassés mais disposant d'un capital économique et social qui sécurise leur situation) et du groupe « héritiers ascendants » (jeunes entrepreneurs diplômés du supérieur issus de familles installées dans l'espace de l'entre-deux).

Nous verrons que les pratiques des membres de l'espace de l'entre-deux sont révélatrices de cet espace, des sous-groupes qui le composent et des relations qu'ils entretiennent entre eux et avec les autres groupes plus précaires et plus prospères de la structure sociale éthiopienne

Chapitre 5

Pratiques et tactiques de l'entre-deux

Pratiques et opinions révèlent les tensions sociologiques qui traversent les espaces de l'entre deux africains²¹⁶. Les membres de l'espace de l'entre-deux éthiopien évoluent à différents degrés dans des tensions entre des normes sociales fortement ancrées et des aspirations qui peuvent les contredire, tensions pour concilier les exigences du monde dont on vient et celles du monde auquel on aspire, tensions pour se prémunir soi-même du déclassement et organiser la promotion des enfants, tensions pour accorder ses aspirations et la marge de manœuvre que laisse la prise en compte des opinions de l'entourage social et les réalités quotidiennes d'un espace politique restreint, etc.

Il s'agit pour nos enquêtés de l'entre-deux de « faire avec », de « naviguer dans un espace de contraintes » et d'y « insinuer un jeu », d'élaborer des « tactiques » (De Certeau, 1980 [1990]) au sein d'un espace social, économique et politique marqué par l'incertitude (plus ou moins grande) du lendemain.

Les pratiques de gestion financière (1.), de consommation (2.) et d'habitat (3.) dévoilent cet espace et les significations sociales des positions et variations de l'entre-deux d'Addis-Ababa.

²¹⁶ Voir les enquêtes d'E. Escusa en Afrique du Sud, A. Fichtmüller au Nigéria, J. Hamidu au Ghana, C. Dedieu en Guinée dans le numéro d'Afrique contemporaine (2012/4) *Les classes moyennes en Afrique* et l'ouvrage *L'invention des classes moyennes africaines* (Darbon et Toulabor [dir.], 2014).

1. Gestion financière des foyers de l'entre-deux

Les différents sous-groupes de l'espace de l'entre-deux disposent de capacités financières plus ou moins élevées. Si les foyers de l'entre-deux disposent tous de la capacité à subvenir aux besoins de base, les marges de manœuvre qui suivent les dépenses qui y sont liées varient fortement selon les niveaux bas, moyen et haut de l'entre-deux. L'enquête révèle qu'à partir de 10-20\$ppa par jour et par tête, cette marge de manœuvre commence à devenir plus significative (capacité d'épargne et/ou d'investissement). Les enquêtés de l'entre-deux développent à tous les niveaux et selon leurs capacités des tactiques au niveau de l'organisation financière du foyer afin de maintenir leur position au sein de l'espace de l'entre-deux et d'atteindre leurs objectifs de promotion.

Nous allons voir en quoi l'organisation financière des foyers est révélatrice de l'espace de l'entre deux et de ses variations, dans la répartition des contributeurs de revenu dans le ménage (1.1), dans la gestion des ressources financières (1.2) et dans le réseau relationnel permettant l'accès stabilisé au crédit et à l'épargne (1.3).

1.1. L'organisation financière restreinte au noyau familial

1.1.1. Organisation financière du foyer : répartir et mutualiser les risques en fonction des ressources des contributeurs

Les statistiques nationales mettent en évidence qu'au sein des foyers en milieu urbain, plus les individus contribuant au revenu du foyer sont nombreux, plus le ménage est économiquement prospère (CSA, 2012a-11). Au sein de notre échantillon de l'entre-deux, lorsque les foyers sont composés de deux adultes, ces

deux derniers travaillent et contribuent au revenu du foyer dans 70% des cas. Ils effectuent alors des économies d'échelle substantielles et organisent la gestion de leur budget en fonction de leurs revenus, à la recherche de la gestion financière la plus efficiente.

Lorsque les deux principaux contributeurs du foyer disposent de revenus relativement similaires, ce qui est le cas pour la majorité des foyers de la tranche basse et moyenne de l'entre-deux, l'organisation est semblable : après une mise en commun des revenus, ils décident conjointement de la manière dont ils vont dépenser l'argent puis la femme est en charge de la gestion des dépenses. Par exemple, l'enquêté 42, pasteur évangéliste et sa femme, infirmière, mettent leurs revenus en commun, font don de 10% à l'Église puis paient les principales dépenses (nourriture de base, école). La somme restante est confiée à la femme qui gère les autres achats au fil du mois (acheter lorsque cela est possible de la viande, des fournitures pour la maison). Pour les foyers de la tranche basse de l'entre-deux, le revenu discrétionnaire est limité et l'objectif est souvent de pouvoir manger trois fois par jour jusqu'à la fin du mois. L'enquêté 42 déclare ainsi: « *souvent, à la fin du mois, on ne mange plus que du shiro* ». Il s'agit par ailleurs de la tranche où le nombre de femmes au foyer est le plus important. Dans ces cas, le mari confie généralement une part de son revenu à la femme afin qu'elle gère les dépenses quotidiennes du foyer (principalement la nourriture).

Pour les foyers plus installés de la tranche moyenne de l'espace de l'entre-deux, le nombre de personnes contribuant aux ressources du foyer est généralement plus élevé, ce qui accroît encore le pouvoir de consommation car les dépenses de consommation augmentent moins que proportionnellement au nombre de personnes. Dans un cas typique, les revenus des parents, membres de la tranche moyenne, sont réservés aux dépenses basiques du foyer (nourriture de base, eau, électricité), et les enfants, membres de la tranche haute, interviennent pour ce qui est considéré comme des « extras » (viande pour l'organisation des buffets) ou des imprévus (problème de santé, hospitalisation). Ce sont alors les enfants qui permettent à leurs parents, malgré l'inflation et le déclassement économique qu'ils connaissent, de se maintenir dans leur niveau de vie de tranche moyenne (capacité à manger de la viande, accès aux soins) dont ils sont à la base les pourvoyeurs. Les

parents, dédouanés des dépenses ponctuelles plus onéreuses, peuvent ainsi concentrer leur gestion du budget sur le bon déroulement de la vie quotidienne. En contrepartie, les jeunes de la tranche haute disposent des sécurités acquises par leurs parents (logement, capacité à prendre en charge leur propre situation quotidienne) ce qui leur permet de disposer des revenus discrétionnaires les plus élevés de l'échantillon de l'entre-deux.

Lorsque les revenus des deux membres actifs sont déséquilibrés (l'un gagne significativement plus que l'autre), ce qui est souvent signe d'une plus grande prospérité et d'un positionnement dans la tranche haute de l'entre-deux, la stratégie consiste à utiliser « le bon salaire » pour les besoins du foyer et à mettre l'autre revenu de côté en cas d'imprévu (un problème de santé, une personne à prendre en charge, etc.), ou pour des dépenses spécifiques (achat de meuble, d'un frigo, etc.). C'est le cas de l'enquêtée 13 et de son mari. Elle « ne dépense rien ou presque rien » et a toujours remboursé ses crédits en des temps records. Fière, elle déclare: *“I did always give the money back very quickly. Now I can even lend you some money if you need!”*. Elle me raconte que son mari dispose d'une « bonne situation » et ne voulait pas qu'elle travaille. Ne supportant pas la dépendance que cela implique, elle l'a « menacé de partir travailler dans les pays du Golfe » s'il ne l'autorisait pas à travailler ici. Il l'a alors aidée à ouvrir un magasin de vêtements à Addis-Abeba. Depuis, elle considère son salaire comme une sécurité: *“I am always ready for challenge”*. Elle manifeste un véritable souci d'indépendance en cas de problème: durant l'entretien, elle répète quatre fois que son mari peut mourir ou scénarise la destruction de son magasin en cas de construction d'une route. Elle souhaite en outre tout maîtriser: lorsque je lui demande d'imaginer ce qu'elle ferait si son revenu augmentait, elle me répond qu'elle ne veut pas d'argent qui arrive sans qu'elle l'ait prévu: *“In my life I never had lottery, and I will never have”*. Elle décrit son mari comme son opposé: il dépense « tout le temps pour tout le monde », ne « se soucie de rien à part de rendre la famille (très élargie) heureuse et de tout acheter ». Ce dernier point est significatif de la tension qui traverse les comportements d'une large partie des enquêtes de l'entre deux, cette partie qui a côtoyé de près voire de très près des situations de précarité durant son enfance. Ces nouveaux arrivants disposent désormais de situations relativement

confortables mais se distinguent des plus aisés par des comportements d'accumulation/investissement sobres motivés par la peur du déclassement et l'obsession de sécuriser leur situation qu'ils opposent à l'insouciance et à la frénésie d'achat de certaines personnes de leur entourage actuel. Nous retrouvons la volonté de ne pas rester inactive chez l'enquêtée 84, mariée à un « *businessman* qui gagne très bien sa vie » et mère de deux enfants. Pour sa part, elle a grandi dans une famille installée dans la tranche haute de l'entre-deux et considère son emploi de vendeuse dans une boutique de vêtement dans un *mall* de la capitale comme une occupation dont les revenus lui permettent de se « distraire »: « *Mon revenu personnel ne rentre pas à la maison. C'est le revenu de mon mari qui sert aux dépenses du foyer. Mon salaire c'est pour l'amusement, mes distractions personnelles et celles de mes enfants. Je prends soin de moi, je vais chez le coiffeur, m'achète des vêtements et emmène mes enfants dans des aires de jeux* ». Ces deux exemples montrent l'influence de l'effet de trajectoire sur les comportements économiques des membres de l'entre-deux. La grande majorité des enquêtes limitent les « distractions », même lorsqu'ils en ont théoriquement les moyens.

1.1.2. Concentrer les ressources au sein du noyau familial : aider de manière raisonnable et raisonnée

Pour les enquêtés de l'entre-deux d'Addis-Abeba, il s'agit généralement d'aider l'entourage (famille, amis) de manière raisonnable et raisonnée. Environ la moitié des enquêtés de l'entre-deux déclarent ne pas réaliser de prêts ou de dons d'argent et la majorité de ceux qui en réalisent déclarent faire don de « petites sommes ». Nous sommes loin des témoignages des enquêtés « ni riche ni pauvre » niameyens pour qui ascension sociale rime avec sollicitations économiques élevées de l'entourage élargi, au point que certains préfèrent ne pas gravir les échelons de la prospérité et se maintenir des positions plus discrètes de « petite prospérité ».

Paroles de Niamey : prospérité et pression sociale

Extraits d'entretiens réalisés en juillet 2010 à Niamey dans le cadre de mon mémoire de recherche.

A propos de la pression sociale aux dons d'argent, un chercheur enquêté qui dispose d'une situation relativement confortable raconte : « C'est extrêmement lourd. Parfois, les gens qui viennent te demander de l'argent tu ne les connais même pas. Ils connaissent tes parents restés au village, mais toi tu ne les connais pas. Alors ils débarquent chez toi puis après ils disent aux gens du village qu'ils sont allés voir le fils d'un tel, qui les a hébergés et nourris, et ça marche comme ça la société. Donc on est tenu de les entretenir, de les garder un peu à la maison, puis de leur payer le trajet retour au village et en plus de leur donner une somme d'argent pour qu'ils partent. Il faut entretenir car c'est pour la représentation, la réputation de ta famille, l'image du père. ».

Un autre enquêté, jeune journaliste, affirme ne pas souhaiter devenir plus riche. « Je suis très bien comme ça, je ne veux pas devenir plus riche et que tout mon ancien village vienne frapper à ma porte pour demander de l'argent. Je préfère rester tranquillement dans ma situation et pouvoir gérer ma vie seul ».

Alors qu'à Niamey le mot d'ordre semble être « plus tu es prospère, plus tu te dois d'en faire profiter les autres », l'enquête réalisée à Addis-Abeba révèle que ce sont les plus précaires et non les membres de l'espace de l'entre-deux qui aident le plus leur entourage.

Par exemple, l'enquêté 97, trop précaire pour être considéré comme membre de l'espace de l'entre-deux, fraîchement débarqué dans la capitale, issu d'une famille de fermiers en milieu rural, se trouvant lui même en situation précaire et d'assistance (il est vendeur dans une échoppe prêtée par un membre de sa famille dans laquelle il dort également), « envoie le maigre bénéfice qu'il réalise à ses parents à la campagne ». Pour lui, le fait d'envoyer son argent à ses parents est « naturel », il ne voit pas de raison de ne pas le faire : ce n'est pas le village qui le rattrape (enquêtés niameyens) mais lui qui entretient les liens avec le village.

Nous retrouvons dans une moindre mesure ces comportements chez les enquêtés de la tranche basse de l'espace de l'entre-deux. Ce sont en effet ceux qui réalisent le

plus de dons d'argent au sein de l'espace intermédiaire, à l'instar de l'enquêté 23, « issu d'une famille pauvre », disposant maintenant d'une « bonne situation » qui « aide toute la famille » qu'il ne « laisse pas tomber ». C'est donc l'effet d'enrichissement qui crée cette relation de dépendance, et non la richesse, à l'instar de ce que décrit J. Hamidu (2014) à propos des membres de la “*upper middle class*” ghanéenne, qui, par leur mode de vie, parviennent à se protéger des sollicitations de l'entourage social.

Les pratiques d'aide dépendent fortement du milieu social et géographique (rural/urbain) d'origine des enquêtés, de leurs trajectoires et du temps générationnel d'installation au sein de l'espace de l'entre-deux et dans la capitale.

Les comportements des membres de la tranche basse sont marqués non seulement par la préoccupation de l'amélioration de leur propre situation, mais aussi par la nécessité de prendre en charge les situations de leurs aînés, souvent restés dans des situations de précarité en milieu rural.

Pour leur part, les membres de la tranche moyenne sont plus des bénéficiaires d'aide que des pourvoyeurs. Outre les apports fournis par leurs enfants décrits plus haut, ils sont nombreux à bénéficier de « cadeaux » de membres de la famille installés en Europe ou aux États-Unis. Ces « cadeaux » peuvent prendre la forme d'envois d'argent pour les célébrations religieuses, de dons d'habits ou d'équipement en nouvelles technologies ou encore de dons financiers conséquents, par exemple pour l'achat d'un terrain. Par ailleurs, il est courant que les membres de la tranche moyenne aident d'autres membres de la famille élargie installés en milieu rural, en accueillant au sein de leur foyer un enfant (généralement une fille) à qui ils financent une scolarisation en contrepartie de ses services domestiques (préparation des repas, lessive).

Comme nous l'avons vu, la plupart des jeunes enquêtés de la tranche haute de l'espace intermédiaire contribuent ponctuellement aux frais de leurs parents. Leurs contributions sont matérialisées par l'apport de biens (viande) ou de services (hospitalisation) mais ne font pas l'objet de dons d'argent. Pour la plupart, réaliser des dons d'argent brut à la famille ne constitue pas une option envisageable : “*No no no ! They won't get nothing. I'm trying to do my own life you know.*” (enquêté 41, employé du privé). Dans certaines familles les jeunes enquêtés sont mis à

contribution afin de mutualiser les ressources pour financer les études des plus jeunes. L'enquêté 105, employé à la télévision nationale, finance avec 6 autres membres de la famille (frères et cousins) les études de ses trois petits frères et sœurs. Lorsque c'est son tour, l'enquêté 105 contribue environ de 1000ETB (154\$ppa) pour le mois.

L'organisation financière des foyers de l'entre-deux est ainsi centrée, en fonction des capacités des membres du foyer, sur le maintien des positions dans l'espace de l'entre-deux (manger trois fois par jour pour les plus précaires, manger de la viande pour la tranche moyenne) et sur l'objectif de promotion (financement des études). Toujours dans cette optique de promotion, nous allons voir que la gestion des ressources est centrée sur un système d'accumulation/investissement sobre.

1.2. Une gestion des ressources centrée sur un objectif : l'investissement

Notre enquête montre que l'espace de l'entre deux est marqué par son intégration dans l'économie monétaire. La plupart des enquêtés de l'espace intermédiaire disposent d'un compte bancaire, hormis une part minime (10%), située dans les tranches basses et moyennes de l'entre-deux qui déclare ne pas détenir de compte bancaire. Nous ne disposons pas des statistiques nationales sur les taux de bancarisation²¹⁷ mais une étude menée par A.M. Kedir et G. Ibrahim (2011) auprès de 1500 ménages urbains dont 60% situés à Addis-Ababa montre que seulement 16% des ménages disposent d'un compte bancaire. Le taux de bancarisation est donc élevé au sein de l'espace de l'entre-deux.

L'investissement du système bancaire par les membres de l'espace de l'entre-deux, quelle que soit leur position au sein de cet espace, est cependant restreint. D'une part, les conditions d'obtention d'un crédit bancaire excluent de facto la quasi totalité des membres de l'entre-deux du système de crédit bancaire. Ils ne disposent

²¹⁷ Les rapports internationaux qualifient le taux de bancarisation d' « extrêmement faible » (voir par exemple AFD, 2010) et certains articles de journaux le situent à 10% de la population éthiopienne.

en effet pas des garanties nécessaires à la contraction d'un crédit bancaire (mise en hypothèque d'une voiture, d'une maison). D'autre part, en ce qui concerne l'épargne, ceux qui disposent d'un revenu discrétionnaire significatif ne considèrent pas l'épargne bancaire comme une priorité ni comme un calcul stratégique. Les discours et les comportements des enquêtés révèlent une certaine défiance envers le système bancaire et la monnaie nationale. Pour les enquêtés de l'entre-deux, quelle que soit la tranche à laquelle ils appartiennent, « laisser dormir » la monnaie nationale est perçu comme une erreur stratégique. Par exemple, lorsque je demande à l'enquêté 36, jeune entrepreneur, s'il épargne, il me répond: “*Why would I do that? Birr is nothing. Our national currency means nothing! I better reinvest everything in my business*”. Pour les commerçants de la tranche basse comme pour les entrepreneurs de la tranche haute, il s'agit en effet de réinvestir les profits réalisés dans leur affaire, calcul considéré comme plus lucratif. Par exemple, l'enquêté 17, gérant d'une échoppe, déclare: « *J'ai un compte en banque, mais ma banque, c'est mon shop. Plus j'investis dedans, plus j'ai de l'argent* ». Le programme de logement 40/60 dédié aux *middle income people* est d'ailleurs perçu par les jeunes candidats enquêtés comme un « coup de force » du gouvernement qui crée ainsi un système d'« épargne forcée » contre l'espoir de propriété d'un logement²¹⁸. Le système bancaire souffre de son manque de crédibilité, surtout auprès des enquêtés les plus âgés qui préfèrent souvent des systèmes d'épargne plus traditionnels ou simplement garder l'argent « sous l'oreiller ». Les enquêtés qui épargnent un pourcentage de leur revenu sur un compte bancaire le font généralement par le biais d'un système instauré par leur cadre professionnel. Ainsi, les fonctionnaires et les salariés du parapublic et parfois du privé disposent d'un système de prélèvement automatique d'un pourcentage de leur salaire mensuel sur un compte bancaire. La plupart des enquêtés de l'entre deux y épargnent de 5 à 10% de leur salaire chaque mois.

²¹⁸ Comme nous l'avons vu en chapitre 2 de cette thèse, les candidats au programme 40/60 doivent verser à la *Commercial Bank of Ethiopia* 40% du prix du logement durant les 5 premières années puis les 70% restants sur 17 ans sans garantie d'accès effectif à un logement.

Pour autant, la majorité des enquêtés de l'entre-deux déclarent épargner de petites sommes d'argent. 22% des enquêtes, majoritairement situés dans la tranche basse, disent ne pas pouvoir épargner (en vert, graphiques ci-dessous).

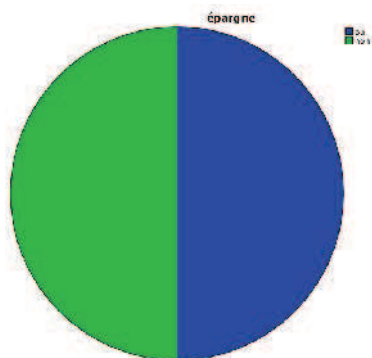


Figure 85: Épargne des foyers de la tranche basse de l'entre-deux. En bleu ceux qui épargnent, en vert ceux qui n'épargnent pas.

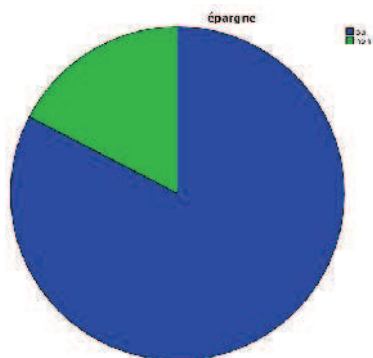


Figure 86: Épargne des foyers de la tranche moyenne de l'entre-deux. En bleu ceux qui épargnent, en vert ceux qui n'épargnent pas.



Figure 87: Épargne des foyers de la tranche haute de l'entre-deux. En bleu ceux qui épargnent, en vert ceux qui n'épargnent pas.

Sur les 78% qui peuvent épargner, 90% déclarent épargner de petites sommes (de 3 à 10% de leur revenu), et 10% situés dans la tranche haute, des sommes plus conséquentes (de 15% à 30% de leur revenu).

Les enquêtés épargnent *via* différents systèmes, par compte bancaire et/ou par *equb*, système d'épargne traditionnel. L'*equb* correspond au système de tontine. Il est composé d'un groupe de personnes qui décident de rassembler périodiquement une somme d'argent qu'ils définissent préalablement. Tour à tour (par tirage au sort ou par demande), chaque contributeur bénéficie de la somme assemblée.

Une part minime des enquêtés (15%) déclare avoir des crédits en cours (en bleu, graphiques ci-dessous). Cette part est située majoritairement dans la tranche basse. Il s'agit essentiellement de crédits contractés auprès de la CSI dans le but d'investir dans leurs commerces²¹⁹. Pour les autres tranches, il s'agit de crédits de la CSI pour les commerçants, ou de crédits contractés auprès de l'entourage social (famille ou

²¹⁹ La CSI propose des crédits allant de 700 à 1000000 ETB avec un taux d'intérêt fixe de 10%.

amis). A l'exception de l'enquête 36, aucun membre de l'espace de l'entre-deux, y compris ceux situés dans la tranche haute, n'a contracté de crédit bancaire. Comme nous l'avons évoqué plus haut, ils ne peuvent généralement pas y prétendre, leur situation économique n'étant pas assez élevée. Seul l'enquête 36, anciennement employé d'une banque, a pu contracter un crédit bancaire dans l'optique de construire une maison « grâce à son ancien réseau professionnel ».

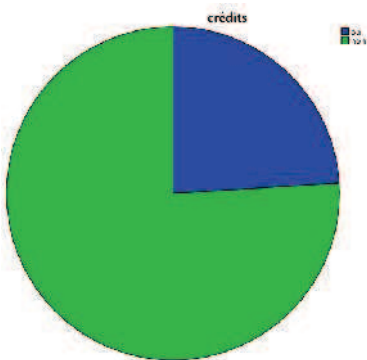


Figure 88: Crédit des foyers de la tranche basse de l'entre-deux. En bleu ceux ont des crédits, en vert ceux qui n'ont pas de crédit.

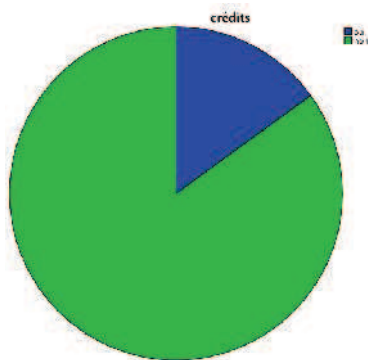


Figure 89: Crédit des foyers de la tranche moyenne de l'entre-deux. En bleu ceux ont des crédits, en vert ceux qui n'ont pas de crédit.

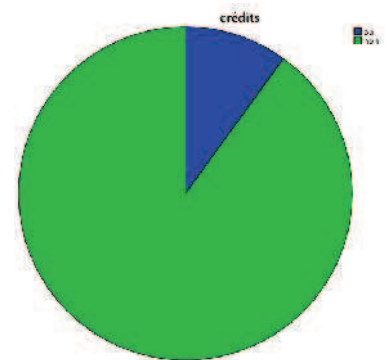


Figure 90: Crédit des foyers de la tranche haute de l'entre-deux. En bleu ceux ont des crédits, en vert ceux qui n'ont pas de crédit.

L'investissement est considéré comme une priorité par les enquêtés de l'entre-deux : « investir sur les enfants », « investir dans son business », puis, objectif ultime, « investir dans l'immobilier, un jour ». Pour les membres de l'entre-deux, l'objectif de l'épargne et des crédits est l'investissement à plus ou moins long terme selon leurs capacités.

Les graphiques ci-dessous représentent la part de enquêtés qui ont réalisé des investissements fonciers et professionnels (en bleu). Pour ceux situés dans la tranche basse qui ont réalisé des investissements, il s'agit essentiellement d'investissements dans leur commerce, pour ceux de la tranche moyenne, d'investissements dans l'immobilier et dans des terrains et pour ceux de la tranche haute, d'investissements dans leur activité entrepreneuriale.

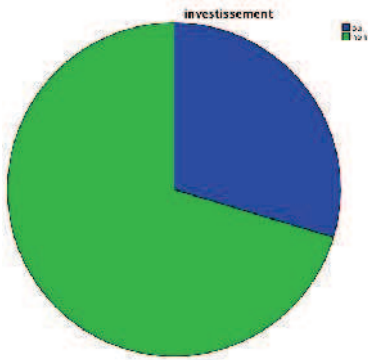


Figure 91: Investissement des foyers de la tranche basse de l'entre-deux. En bleu ceux qui ont investi, en vert ceux qui n'ont pas investi.



Figure 92: Investissement des foyers de la tranche moyenne de l'entre-deux. En bleu ceux qui ont investi, en vert ceux qui n'ont pas investi.



Figure 93: Investissement des foyers de la tranche haute de l'entre-deux. En bleu ceux qui ont investi, en vert ceux qui n'ont pas investi.

Notre enquête montre qu'à partir de 10-20\$ppa de revenu par jour et par tête, les foyers commencent à disposer de capacités d'épargne et d'investissement significatives. Les capacités d'investissement restent donc relativement limitées pour une part importante des enquêtés de l'entre-deux. Ce qui les distingue cependant des tranches plus basses de la société est leur capacité à se projeter dans des investissements. Alors que l'étude de A.M. Kedir et G. Ibrahim (2011) montre que la consommation de produits alimentaires de base est la principale raison des demandes de microcrédits des ménages éthiopiens urbains, nos enquêtés de l'entre-deux souscrivent à des crédits afin d'investir (majoritairement dans leur business). Ainsi, malgré les capacités parfois limitées de nos enquêtés, la gestion de leur budget a lieu dans la projection d'une vie meilleure qu'ils ambitionnent d'atteindre via l'investissement dans la scolarisation de leurs enfants, dans leurs affaires ou, pour les plus prospères, dans la projection d'un investissement futur dans l'immobilier. Nous allons voir comment, au sein de l'espace de l'entre-deux, les réseaux relationnels se substituent aux modes classiques et formels d'investissement et de valorisation des ressources.

1.3. Le réseau relationnel comme enjeu principal de l'accès aux ressources et aux positions de l'entre-deux

1.3.1. L'entre-deux marqué par la mutualisation des risques

Le schéma ci-dessous représente les modes d'épargne des foyers enquêtés. Sur les personnes qui épargnent (78%), 91% épargnent de petites sommes sur un compte bancaire et 53% épargnent par un système d'*equb*. Sur les personnes qui épargnent sur un compte bancaire, 48% le couplent à une épargne traditionnelle. 9% des personnes qui épargnent ne le font que sous forme d'*equb* (enquêtés situés essentiellement dans la tranche basse).



Figure 94: Modes d'épargne des enquêtés de l'entre-deux

Coupler l'épargne bancaire à une épargne sous forme d'*equb* est une pratique particulièrement répandue chez les enquêtés des tranches basses et moyennes de l'entre-deux.

Il existe plusieurs variations d'*equb*. Ils peuvent être à dominante résidentielle et réunir en leur sein des membres d'un même voisinage selon certaines affinités comme l'âge, l'occupation professionnelle. Les *equb* peuvent aussi être déconnectés du lieu de résidence, ils peuvent être professionnels, organisés de manière informelle entre collègues de travail, ou encore fondés sur le sentiment d'appartenance à une même communauté.

A l'instar de ce qu'expose P. Duroyaume (2009) à propos des *eddir* (associations funéraires rassemblant un nombre important de ménages d'un même voisinage), les différents *equb* sont encadrés par des normes sociales. P. Duroyaume met en évidence les liens entre statut résidentiel et statut social qui se jouent dans la sélection des membres des *eddir* :

« Les conditions d'adhésion sont variables d'un eddir à l'autre mais la propriété immobilière apparaît comme un des facteurs récurrents. Parmi les nouvelles eddir instituées dans les quartiers périphériques, certaines refusent catégoriquement aux locataires d'un logement du quartier le droit d'adhérer à l'association. »

Ainsi, les *equb* de quartier sont majoritairement fréquentés par les propriétaires de la tranche moyenne. Ces derniers sont ceux qui couplent le plus d'*equb* (professionnel/familial/quartier). Les membres de la tranche basse organisent pour leur part des *equb* basés sur des systèmes d'affinité (amis) ou d'intérêt professionnel (entre commerçants du quartier). Les jeunes de la tranche haute sont ceux qui investissent le moins les systèmes d'*equb*. Alors que la majorité d'entre eux les considère comme une « tradition pour les vieux », certains, à l'instar de l'enquête 86, perpétuent la tradition familiale. Il continue à participer à l'*equb* du quartier de son enfance en l'honneur de sa défunte mère et participe aussi à son propre *equb* dans son nouveau quartier.

Nous allons voir que l'investissement des différents types d'*equb* marque différentes positions au sein de la structure sociale et de l'espace social intermédiaire variant selon différents niveaux de sécurisation des situations économiques et sociales. Ces degrés de sécurisation sont liés à des relations d'indépendance/dépendance (par rapport à la conjoncture économique, aux relations sociales).

Tranche moyenne de l'entre-deux et equb par communalisation

Les membres de la tranche moyenne qui disposent des situations les plus stables (revenu régulier et stable) et les plus installées (détenion de patrimoine ou d'avantages liés à leur statut social), s'inscrivent majoritairement dans des *equbs*

basés sur des relations sociales de « communalisation » au sens de Weber. Une relation sociale est appelée « communalisation » « lorsque, et tant que la disposition de l'activité sociale se fonde (...) sur le sentiment *subjectif* (traditionnel ou affectif) des participants d'*appartenir à une même communauté.* » (Weber, 2003 : 78). C'est le cas des *equb* et *eddir réservés aux* propriétaires et de certains *mahaber* (associations) basés sur des liens familiaux. Ces systèmes d'*equb* sont les plus sélectifs et intimistes, ils rassemblent un nombre restreint de personnes qui se sentent appartenir à une même communauté. Par exemple, nous assistons chez H. à une réunion de la *mahaber*. Ce dernier rassemble une partie des femmes de la famille maternelle de H. Ces femmes de la même famille, toutes orthodoxes et tigréennes, âgées entre 50 et 60 ans, se réunissent une fois par mois. Elles se sont attribué des titres au sein du *mahaber*, la mère de H. (enquêtée 56) est trésorière, l'enquêtée 94, la « plus religieuse », est la « chef ». Vêtues de tenues traditionnelles tigréennes elles prient, boivent des sodas en discutant finance, prient, se servent une assiette au buffet abondamment garni en viande, discutent et rient pendant la cérémonie du café, prient à nouveau lorsque la « chef » arrive et boivent un verre d'eau bénite. Elles semblent disposer de positions économiques homogènes mais les entretiens menés avec une partie d'entre elles révèlent qu'il s'agit d'une impression trompeuse. Certaines sont plus aisées que d'autres. Lorsque lors du *mahaber*, je m'isole avec une des femmes (enquêtée 93) afin de réaliser un entretien, la mère de H., au fait de mon sujet d'étude, fait irruption dans la chambre pour me mettre en garde : « *she is not middle class, she is higher class !* ». Son mari est en effet propriétaire d'un hôtel à Addis-Ababa. Ce qui rassemble ces femmes autour d'un système qui a pourtant comme fonction première des objectifs financiers, ce n'est pas tant leur situation économique que leur situation sociale installée, sécurisée. A ressources financières inégales correspondent ici des modes de vie similaires (logements confortables, capacité d'accueillir, nourriture variée) garantis pour certaines par une certaine aisance financière (enquêtée 93) et pour d'autres par la sécurité procurée par leur entourage social qui veille au maintien de leur statut social. Par exemple, la mère de H., fonctionnaire gagnant 5000 ETB (230\$ppa) mensuel, sous-loue son appartement à un prix dérisoire (400ETB-61\$ppa par mois) « à une connaissance », et ses enfants qui sont à l'étranger et sa

filles hôtesse de l'air sont « toujours là pour elle » (« cadeaux », viande pour les fêtes, électro-ménager, etc.). Concernant les *equb* de quartier fréquentés par la tranche moyenne, ils sont l'occasion de se réunir entre propriétaires afin de discuter des enjeux du quartier (projets de nouvelles constructions, projets locatifs des propriétaires, etc.) et d'élaborer des plans afin de maintenir leur statut et leurs avantages liés à leur ancienneté au sein du quartier (par exemple, s'unir dans des projets de construction pour se prémunir d'éventuelles menaces des projets gouvernementaux de restructuration de la ville). Ces *equb* constituent ainsi des enjeux de maintien des intérêts et des positions.

Tranche basse de l'entre-deux et equb par sociation

Les membres de la tranche basse, connaissant des situations plus précaires, moins sécurisées et plus dépendantes, participent à des *equbs* basés sur des relations sociales de « sociation » au sens de Weber.

« Une relation sociale est appelée « sociation » « lorsque, et tant que, la disposition de l'activité sociale se fonde sur un *compromis* d'intérêt motivé rationnellement (en valeur ou en finalité) ou sur une *coordination* d'intérêts motivée de la même manière. En particulier, la sociation peut se fonder typiquement sur une entente rationnelle par engagement mutuel. C'est alors que l'activité sociétisée s'oriente, (a) dans le cas rationnel, de façon rationnelle en valeur, d'après la croyance de son propre caractère obligatoire, (b) de façon rationnelle en finalité, par anticipation de la loyauté du partenaire. » (*ibid.*).

Ces *equb* sont basés sur une *coordination* d'intérêts motivée de la même manière : mettre un peu d'argent de côté afin de gérer l'imprévu, par exemple un problème de santé. Ils rendent possible une mutualisation des risques. L'enquêtée 11, jeune femme qui tient un salon de coiffure dans le quartier de T. Maeza, est membre d'un *equb* avec quelques autres femmes commerçantes du voisinage. Elles se sont engagées à verser chacune 600 ETB par mois. Concernant le système de redistribution, il est flexible : « *On fait ça pour s'aider. Il n'y a pas vraiment d'ordre de redistribution. Si quelqu'un en a besoin, on lui donne, sinon c'est par tirage au sort* ». Les propos de l'enquêtée 11 sont révélateurs des fondements de la

« sociation », la « croyance de son propre caractère obligatoire » et l' « anticipation de la loyauté du partenaire » : « *En fait c'est un système de contrôle social contraignant mais efficace. On se sent honteux si on ne peut pas donner l'argent alors on ne le dépense pas* ».

Equb et limite basse de l'espace de l'entre-deux

La fréquentation de ces types d'*equb* est un marqueur de l'espace de l'entre-deux. La mutualisation des risques via l'*equb* est en effet rendue possible par les situations socio-économiques intermédiaires de ses membres. Les entretiens menés avec des personnes dont les situations de précarité sont plus importantes que celles de la tranche basse de l'entre-deux montrent que cette plus grande précarité empêche l' « anticipation de la loyauté du partenaire » et rendent la mutualisation des risques impraticable. L'enquêté 68 expose son système qu'il nomme « *equb du pauvre* » qui se rapproche plus d'un système d'usure que d'un système d'épargne.

L'equb individualisé ou « l'equb du pauvre »

Dans le quartier de H., nous rencontrons son chauffeur de taxi habituel (enquêté 68). Nous lui exposons le thème de notre recherche : « les différents modes de vie à Addis-Abeba ». Il se montre particulièrement enthousiaste à l'idée de me faire découvrir son mode de vie, et surtout de me montrer comment « *survivent les gens qui galèrent* ». Ancien cireur de chaussure, il a acheté un taxi à crédit et « *passé maintenant son temps à essayer de rembourser sa dette* ».

Il commence par me demander : « *Sais-tu ce qui se trouve derrière cette bâche ?* ». Sans me laisser le temps de répondre, nous y entrons par la fente et nous retrouvons dans un petit espace avec des bancs en bois pour s'asseoir et quelques tables basses en plastique pour manger. Il s'exclame « *C'est le restaurant du pauvre ! Le matin, tu manges chai be dabo²²⁰ pour 2 birr (0,3\$ppa), le midi du shiro pour 8 birr²²¹ (1,2\$ppa) et le soir, si tu peux, encore du shiro* ».

²²⁰ *Chai be dabo* est un petit-déjeuner constitué d'une tasse de thé et d'un bout de pain. Il est désigné comme le « petit-déjeuner du pauvre ». Pour leur part, les enquêtés de l'entre-deux mangent le matin des œufs ou du *firfir* (plat à base d'*indjera*).

²²¹ Le *shiro*, plat basique sans viande est ici proposé à un prix dérisoire. Dans les restaurants que fréquentent certains enquêtés de l'entre-deux, il est servi moyennant au minimum 60ETB (9\$ppa).

Lorsque je lui demande comment il s'organise pour rembourser son taxi il me parle de ce qu'il dénomme « **equb du pauvre** » : « **Tous les jours depuis un an, je donne 100 birr (15\$ppa) à un mec qui est l'intermédiaire. Si tu ne donnes pas la somme que tu as prévue, tu as une amende. Donc tu es obligé de donner même si tu ne peux pas manger. Tu peux décider de t'engager pour 2 mois, pour 5 mois et tu donnes tous les jours la somme convenue. On fait confiance à l'intermédiaire, on n'a aucune garantie et il prend une commission mais c'est toujours mieux que la banque ou que de faire un equb avec les autres. Là on est en relation avec une seule personne alors qu'avec les amis il y a plus de risques, beaucoup ont des problèmes d'addiction au tchat, d'autres ne veulent pas travailler. On fonctionne tous comme ça ici. Regarde lui (me montrant notre voisin de table), il est cireur de chaussure, il donne 5 birr (0,7\$ppa) au mec par jour. Dans ce restaurant, la patronne donne 200 birr (20,7\$ppa) par jour. C'est chacun selon ses moyens. Grâce à ce système, j'espère avoir remboursé la totalité de ma dette du taxi d'ici deux ans** ».

Quelques semaines plus tard, nous rencontrons l' « *intermédiaire* » qui, pour sa part, appartient aux groupes de revenu de la tranche moyenne-haute des enquêtés de l'entre-deux (enquêté 82). Il nous explique qu'il a commencé ce “*business*” dans le quartier avec 40 personnes et que maintenant il « gère 128 personnes réparties dans 7 quartiers ». Tous les jours, il « *vient récupérer l'argent en voiture* », « *ça se passe de main à main, par la confiance. Les gens m'appellent enate (la mère) car je suis là en cas de besoin. Moi aussi je leur fais confiance. On a un système : je fais signer un papier chaque jour qui dit que la transaction a bien eu lieu et on a chacun un cahier dans lequel on signe tous les jours.* ». Il m'explique que ce système est « **gagnant-gagnant** » : « **Ils donnent en fonction de leur capacité entre 5 et 200 birr (0,7 et 20,7\$ppa). La seule règle, c'est qu'ils doivent donner tous les jours. Et puis c'est mieux que l'equb, je suis arrangeant, ils peuvent reprendre l'argent quand ils veulent et si tu peux pas payer, tu te fais pas viré. Moi je prends une commission de 10%, c'est pour le déplacement** ».

Je lui fais part de mon étonnement quant à ce système dont j'ai entendu parler pour la première fois par le chauffeur de taxi. Il me dit alors qu'il en est l'initiateur : « *L'idée m'est venue du mercato. Les commerçants fonctionnent comme ça là-bas. A*

ma connaissance, ça n'existait pas ailleurs. Au mercato ils sont beaucoup plus gros que moi, il y a beaucoup de participants et certains intermédiaires se font jusqu'à 5000 birr (1077\$ppa) par semaine. Depuis quelques temps ils sont obligés de régulariser leur activité car le gouvernement met la pression. Ils paient des taxes à l'État, ont un bureau, une licence. Moi j'aimerais légaliser mon activité dans l'avenir, mais bon c'est vraiment contraignant alors pour l'instant je suis à la limite de la légalité ».

Ces récits sont révélateurs des différents éléments qui se jouent derrière les modalités d'épargne significatives des différences de position au sein de l'espace social.

Le niveau de sécurisation des situations des enquêtés est un marqueur décisif des types de relations sociales qu'ils sont capables d'entretenir et qui rendent possible ou non la mutualisation des risques. Les différences de temporalité (par jour ou par mois) et de forme d'engagement (envers les autres propriétaires, envers ses amis ou sans ses amis) variant selon la cohésion sociale du groupe et le jugement du degré de confiance marquent les variations des positions sociales. Ces dernières influent également sur les différents objectifs de l'épargne : mettre de l'argent de côté au sein d'un groupe homogène (*equb* de propriétaires), préparer des investissements immobiliers futurs, être capable de gérer l'imprévu (problème de santé) grâce à la pression sociale exercée par l'*equb* de proximité, pouvoir enterrer ses morts dignement (*eddir*) ou faire survivre son activité professionnelle (*equb* individualisé).

Enfin, les représentations liées à l'*equb* sont révélatrices des différences de positions au sein de l'espace social. Pour les membres de la tranche moyenne, il s'agit avant tout d'un moment de sociabilité. Par exemple, l'objectif financier qui rassemble le *mahaber* de la mère de H. passe quasiment inaperçu pour l'observateur extérieur. Alors que dans les discours des jeunes de la tranche haute qui participent à des *equb*, le champ lexical du jeu domine (« et ce mois-ci c'est moi qui ai gagné le gros lot »), les membres de la tranche basse perçoivent le

système d'*equb* comme un système hautement contraignant mais nécessaire (la pression sociale qui force à épargner). Pour leur part, ceux (hors espace de l'entre-deux) qui en sont exclus par leur trop faible niveau et, par là-même, leur fiabilité considèrent l'*equb* comme un système réservé aux privilégiés au sein duquel tu « te fais virer » si tu ne corresponds pas aux standards.

1.3.2. Accès aux crédits et importance du capital social

Pour nos enquêtés de l'entre-deux, les possibilités formelles de crédit sont restreintes. Restent comme possibilités les prêts d'argent du cercle familial ou amical²²², les microcrédits proposés par la *Credit and Savings Institution* (CSI) et, pour les fonctionnaires, un système de petit crédit dont le remboursement se réalise par prélèvement automatique d'un pourcentage du salaire sur une période donnée. Pour ceux qui disposent d'un entourage social et/ou d'un réseau relationnel le permettant (tranches moyenne et haute), il s'agit de combiner ces différentes opportunités de petits crédits. Ainsi, afin d'ouvrir sa boutique de photographie, B. utilise ses économies (3000 ETB - 609\$ppa), fait appel à l'aide de sa famille (8000 ETB - 1626\$ppa) et obtient un crédit (10000 ETB – 2032\$ppa) auprès de la CSI. Le capital social joue un rôle déterminant dans les projets entrepreneuriaux, et les liens qu'entretiennent certains des enquêtés avec des membres de la diaspora ou des étrangers résidant en Éthiopie sont déterminants. Le montant des aides familiales et amicales est généralement supérieur aux autres fonds. Elles sont parfois l'unique fonds d'investissement, comme l'illustre l'ouverture par deux jeunes d'une boutique de photographie il y a cinq ans. Sans épargne préalable, ils décident de monter leur propre petit *business*. Ils font appel à leur entourage pour des prêts et réussissent à récolter 5000 ETB (1016\$ppa), un ami étranger paye l'avance pour la location du local (trois mois de loyer : 2000 ETB - 406\$ppa) et un

²²² Ces prêts d'argent ne sont pas systématiquement considérés comme des crédits par les personnes enquêtées, ce qui explique en partie la faible proportion d'enquêtés à déclarer avoir des crédits.

autre leur fait don d'un appareil photo argentique. Ils ont commencé avec cet appareil, « hors d'âge », et un ordinateur que l'un d'eux avait récupéré au cybercafé dans lequel il travaillait auparavant. Au bout de six mois de prise de photos d'identité, portraits, photos en tous genres, ils arrivent à rendre les 5000 ETB (1016\$). Six mois plus tard, un ami étranger leur fait don d'un appareil photo numérique, ce qui leur permet de rentabiliser véritablement leur *business*. Ils travaillent alors pour des particuliers hors de la boutique, filment des cérémonies de mariage, tournent de petits documentaires pour des ONG. Ils louent aussi une autre caméra à prix réduit à des amis. Avec les bénéfiques, ils améliorent les lumières et les décors qu'ils proposent dans leur boutique. Leur formule magique : *“hard work and friends”*. *“Look, at the beginning we had nothing and now we have a design computer !”*. Dans la majorité des cas, ces crédits ont pour objectif de commencer une affaire ou peuvent aussi être sollicités en cas d'imprévu. Ainsi, l'enquêté 37, jeune investisseur, a pu se sortir d'une situation financière délicate suite à un problème d'approvisionnement grâce à un prêt d'argent important auprès de ses amis.

Le réseau relationnel des enquêtés des tranches moyenne et haute de l'entre-deux garantissent à certains moments l'ascension ou le maintien des positions. Concernant les enquêtés de la tranche basse, nombreux sont ceux qui n'ont pas la chance de disposer du réseau relationnel leur permettant d'avoir ces avantages. Leur entourage social proche, généralement dans des situations précaires, n'est pas non plus en mesure de leur prêter de l'argent. La CSI constitue alors la rare possibilité de crédit à laquelle ils peuvent prétendre. La quasi-totalité des commerçants du quartier de T. ont souscrit à des microcrédits afin d'investir dans leur commerce. Dans leurs récits, ils mettent en avant la discipline contraignante qu'ils ont développée afin de rembourser leurs crédits. Afin de fournir son atelier en machines, l'enquêté 16, ferronnier, a contracté un crédit à la CSI de 10000ETB (2032\$ppa) qu'il a remboursé en trois ans. Afin de « faire tourner son affaire », il épargne plus qu'il ne dépense : 300ETB (61\$ppa) par mois dans un equb et 400ETB (81\$ppa) à la CSI. Pour sa part, l'enquêtée 11 a ouvert son salon de coiffure grâce à une petite aide familiale (3000ETB-609\$ppa) et en « travaillant dur » : *« pendant un an, je continuais à collecter des données pour une ONG tout*

en faisant tourner mon salon ». Elle a pu rembourser les 3000ETB prêtés par sa famille quatre années après l'ouverture du salon. Nous verrons comment les pratiques de consommation des membres de l'entre-deux sont traversées par des tensions similaires, entre aspiration d'ascension socio-économique et nécessité de maintenir sa position.

2. Dépenses et pratiques de consommation sous tension



Cet article de l'*Ethiopian Herald* (18/01/11) dresse une liste de tactiques économes :

- Cook at home often*
- Brown bag lunch at least a few days a week*
- Make a list before going shopping*
- Watch out for expiration dates on perishable goods*
- Buy in bulk whenever possible*
- Use grocery store bags to line trash cans*
- Consolidate and pay off debt as soon as possible*
- Pay your bills on time and avoid late fees*
- Be aware of your bank balance and avoid over draft fees*
- Price check before buying anything expensive*
- Avoid impulse buying*
- Bottle your own water*
- Avoid the vending machines*
- Regulate your electric use*
- Plan vacation ahead of time*
- Keep distance from lavish, high-roller friends*

Nos enquêtés de l'entre-deux ne semblent pas avoir besoin des conseils de cet article. Une grande partie de ces points correspond déjà à leurs pratiques et tactiques quotidiennes : cuisiner à la maison et apporter son déjeuner au travail, acheter en gros, être attentif aux coûts des achats et régler ses dettes le plus promptement possible. Concernant les autres points, ils n'ont pas à s'en soucier car ils ne correspondent pas aux caractéristiques de leur position sociale intermédiaire. Les produits qu'ils achètent n'ont généralement pas d'emballage sur lequel est inscrite une date limite, les lieux qu'ils fréquentent ne disposent pas de distributeur de friandises, et le phénomène de l'achat compulsif est étranger à la totalité des enquêtés de l'entre-deux. Seul l'enquêté 32, jeune homme éleveur de poulets en batterie, pense avoir besoin du conseil de mise à distance des amis dépensiers. Il me dit, comme s'il s'agissait d'une confession : « *Parfois je gâche l'argent. Je vais dans des restaurants sur Bolé²²³ avec mes amis riches. Il faut que j'arrête* ». En général, les « *extras* » des enquêtés de l'entre-deux se limitent aux visites chez le coiffeur ou le barbier et à la fréquentation de salles de sport. Mettant en œuvre des tactiques d'accumulation/investissement sobre, leurs pratiques sont déconnectées des représentations diffusées par la sphère médiatique d'une *upper middle class* sud africaine ou nigériane passant le plus clair de son temps dans les galeries marchandes.

La manière dont les enquêtés de l'entre-deux occupent leur temps libre n'a d'ailleurs rien d'extravagant. Nombreux sont ceux qui aiment passer du temps avec leurs amis (31,7%, en violet) à la maison ou dans des cafés, et aiment recevoir ou rendre visite à leur famille (20,8%, en jaune). Les autres consacrent la part la plus importante de leur temps libre à l'église (14,9%, en bleu foncé), ou aux activités avec leurs enfants (9,9%, en beige) et une part des enquêtés (11,9%, en bleu clair) déclarent ne pas disposer de temps libre.

²²³ Bolé est un quartier d'Addis-Abeba au sein duquel se concentrent les centres commerciaux et des restaurants proposant des cuisines variées et des lieux de sortie particulièrement onéreux.

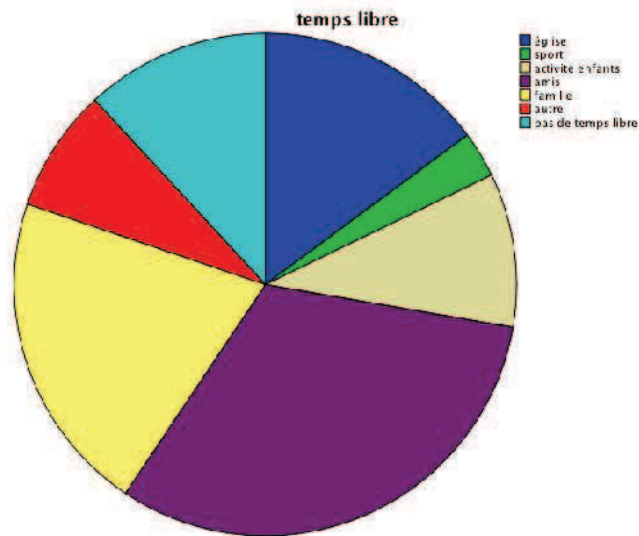


Figure 95: Temps libre des enquêtés. 14,9% passent leur temps libre à l'église, 3% font du sport, 9,9% se consacrent aux activités de leurs enfants, 31,7% passent du temps avec leurs amis, 20,8% avec leurs familles, 7,9% font d'autres activités et 11,9% disent ne pas disposer de temps libre.

Alors que les plus jeunes occupent une partie conséquente de leur temps libre à l'extérieur de leur logement (amis, sorties), les activités des membres des tranches basses et moyennes de l'entre-deux sont majoritairement concentrées au sein de la sphère domestique et familiale (s'occuper de ses enfants, recevoir chez soi, rendre visite chez les autres).

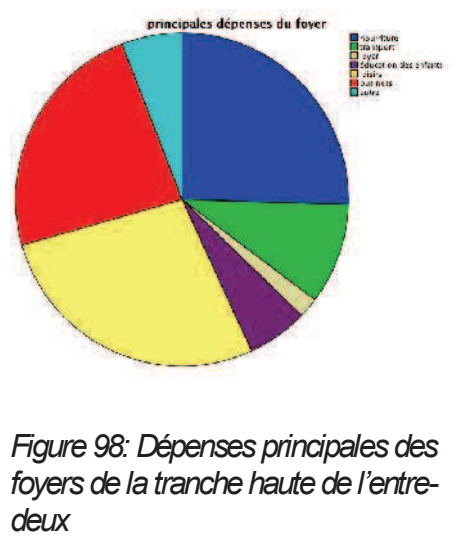
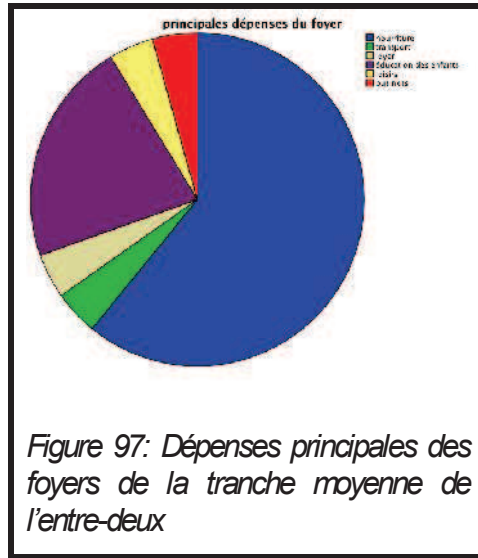
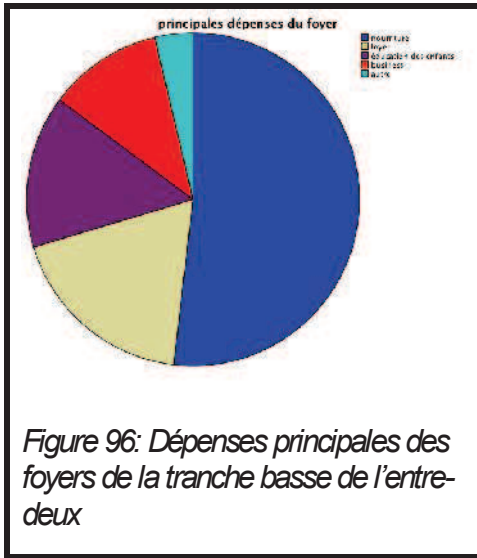
Nous verrons comment les pratiques de consommation sont symptomatiques des tensions qui traversent l'espace de l'entre-deux, tension entre des capacités de consommation de plus en plus limitées par l'inflation galopante et les ambitions de maintien des positions et de promotion des tranches moyennes et basses de l'entre-deux (2.1) et tension entre le monde duquel on vient et celui dans lequel on évolue pour les jeunes de la tranche haute (2.2).

2.1. Les tranches basse et moyenne de l'entre-deux : pratiques de consommation sous contrainte

2.1.1. La nourriture reste la dépense principale

Nous avons vu que ce qui rassemble les enquêtés au sein de l'espace de l'entre-deux est leur capacité à disposer d'un revenu discrétionnaire. Cependant, au sein des foyers des tranches basse et moyenne de l'entre-deux, la part du budget consacrée aux besoins de base reste la plus importante. Ils se distinguent des plus pauvres par leur capacité à manger trois fois par jour mais la gestion de la satisfaction des besoins de base, si elle ne relève pas de l'obsession quotidienne contrairement aux plus pauvres, garde une place prépondérante dans l'organisation financière de ces foyers de l'entre-deux. Par exemple, le temps consacré par de nombreux enquêtés lors des entretiens à détailler l'augmentation des prix des produits alimentaires (huile, sucre, café, viande, etc.) montre que l'alimentation est au cœur des préoccupations des foyers des tranches basses et moyennes de l'entre-deux.

Les graphiques ci-dessous représentent les principales dépenses des foyers de l'entre-deux de la tranche basse (graphique de gauche), de la tranche moyenne (graphique du milieu) et de la tranche haute (graphique de droite). Pour les tranches basses et moyennes de l'entre-deux, la nourriture est majoritairement la source de dépense principale (en bleu). Pour les enquêtés de la tranche basse, essentiellement locataires de leur logement, le loyer constitue significativement la dépense principale (en beige). Les dépenses consacrées à l'éducation des enfants (en violet) constituent une dépense principale pour un nombre significatif de foyers de la tranche moyenne, et, dans une moindre mesure, de la tranche basse. Ceci étant, pour les foyers des tranches basse et moyenne de l'entre deux, la part du budget consacrée aux dépenses incompressibles (se nourrir, se loger) reste très importante.



bleu foncé :	nourriture	jaune :	loisirs
vert :	transport	rouge :	business
beige:	loyer	bleu clair :	autre
violet :	éducation des enfants		

2.1.2. Tactiques de consommation composite

Pour leurs achats en nourriture, les enquêtés des tranches basses et moyennes de l'entre-deux adoptent des tactiques de consommation composite qui leur permettent, à revenu constant, d'augmenter leur pouvoir d'achat. Ils diversifient en effet leurs lieux d'achat en fonction des coûts les plus bas des différents types de produit.

Les achats en nourriture de base non périssable (huile, sucre, lentilles et poids secs, oignons) sont réalisés une à deux fois le mois dans les *makefafeya*, échoppes de taille moyenne destinées à l'achat en gros. Sur le long terme, l'achat en gros réduit considérablement le prix des produits²²⁴.

²²⁴ Par exemple, alors qu'un litre d'huile coûte environ 75 ETB (3,7\$) en supermarché et 70 ETB (3,4\$) dans les *souq*, il revient à 60 ETB (2,9\$) dans les *makefafeya*. Les comparaisons de prix du point 2.1.2 ont été réalisées en septembre 2014. Leur conversion en dollars est en dollars courants.

L'achat des légumes a généralement lieu sur les marchés. La majorité des foyers enquêtés se rendent à *atkilt tera* (littéralement terre des légumes), marché situé dans le quartier *Piassa* réputé pour ses prix défiant toute concurrence²²⁵. Pour certains, le trajet nécessaire pour y accéder nécessite de prendre une heure et trois minibus différents.

Pour ceux qui peuvent se permettre de consommer de la viande, celle destinée à la vie quotidienne (généralement du boeuf) est achetée dans les *bougeries*, et l'achat d'animaux vivants (chèvre, poulet) est généralement réservé aux occasions des fêtes religieuses.

Enfin, les achats d'appoint sont réalisés dans les *souq*, petites échoppes de quartier.

Les enquêtés de l'entre-deux ne fréquentent pas les rares supermarchés particulièrement onéreux de la capitale, dont nombre d'entre eux ignorent l'existence, ou les considèrent comme des « endroits pour *ferendj* » (étranger). L'enquêtée 1, cuisinière chez des expatriés, explique : « *j'achète mes légumes au marché et le reste dans les supermarchés. Enfin quand je dis supermarché je ne veux pas dire bambies²²⁶, moi je n'ai pas besoin de nutella, de camembert ou de poulet sous vide. Je parle des épiceries que tu vois le long des rues.* »

Ainsi, contrairement à ce que décrit E. Escusa (2012) à propos des pratiques alimentaires de la « nouvelle petite classe moyenne noire » de Johannesburg, les membres des tranches basses et moyennes de l'entre-deux d'Addis-Abeba n'affirment pas leur position sociale intermédiaire par la consommation de produits importés (alors que la tranche de fromage constitue un élément indispensable de la composition des sandwichs de la petite classe moyenne de Johannesburg) ni par des formes de consommation à l'occidentale (contrairement à la sortie familiale hebdomadaire dans les *fast food* pour la petite classe moyenne de Johannesburg). Ce type de consommation « à l'occidentale » est considéré par nos enquêtés de la tranche basse et moyenne de l'entre-deux comme un « gaspillage d'argent » que seuls les « riches se permettent le luxe » de réaliser.

²²⁵ Par exemple, un kilogramme de tomates coûte de 13 à 15 ETB (environ 0,7\$) à *atkilt tera* et environ 18 ETB (environ 0,9\$) dans les *souq* ou chez les vendeurs de rue, un kilogramme d'oignons respectivement entre 11 et 12 ETB (0,5\$) et 14 et 15 ETB (0,7\$).

Il n'en demeure par moins que les pratiques de consommation alimentaire marquent la stratification sociale. Si la consommation alimentaire des tranches basses et moyennes reste centrée sur des produits locaux, la tranche moyenne se distingue de la tranche basse par sa capacité à agrémenter un nombre plus important de repas en viande et pour certains foyers de la tranche moyenne, à se faire livrer en lait frais afin d'agrémenter le petit-déjeuner²²⁷ (de manière quotidienne ou une fois par semaine). Le lait constitue une denrée de luxe pour les enquêtés de la tranche basse de l'espace de l'entre-deux. Si la plupart d'entre eux n'en consomment pratiquement jamais ou jamais, l'enquêté 11 s'accorde ce plaisir de temps en temps en achetant une petite poche de lait dans un des *souks* du quartier afin d'agrémenter le café d'une fine couche de mousse de lait. La fierté avec laquelle elle m'a invitée à boire un jour un café au lait chez elle en dit long sur le caractère exceptionnel de cette pratique. La consommation de certains fruits, comme les oranges²²⁸ est aussi réservée pour des occasions spéciales (anniversaire, fête religieuse).

²²⁶ Longtemps resté seul supermarché de la capitale, *bambies* est le lieu d'achat privilégié des expatriés dans lequel on trouve des produits occidentaux (fromage, confiseries, etc.) à prix élevé.

²²⁷ Se faire livrer un demi-litre de lait tous les matins coûte entre 400 et 600 ETB (20 et 29\$) par mois selon la qualité du produit. Un petit sachet de lait pasteurisé coûte entre 11 et 12 ETB (0,6\$) dans les *souq*.

²²⁸ Un kilogramme d'oranges revient à 24 ETB alors qu'un kilogramme de bananes revient à 13 ETB.



Figure 99: Cliché réalisé par l'auteure à Addis-Abeba, le 24/05/11 dans le domicile de l'enquêtée 11 à l'occasion de la célébration de son trentième anniversaire. Nous étions cinq amies, et avons partagé la cérémonie du café accompagnée de pop-corn et de quelques quartiers d'orange.

2.1.3. Stratification de l'espace de l'entre-deux et consommation de viande

La consommation alimentaire constitue un marqueur des positions sociales régulièrement sollicité par les enquêtés afin de définir leur position sociale. En bas de la hiérarchie sociale, ils placent ceux « qui ne peuvent pas manger trois fois par jour », desquels ils se distinguent. Puis il y a ceux qui ne peuvent « quasiment jamais manger de viande » (tranche basse), ceux qui regrettent le temps où « la viande était moins chère²²⁹ et agrémentait quelques-uns de leurs repas hebdomadaires et n'était pas réservée aux célébrations » (tranche moyenne), puis

²²⁹ Le prix de la viande a considérablement augmenté ces dernières années. A Addis-Abeba, au moment de *Fassika* (célébration de Pâques au cours de laquelle les éthiopiens orthodoxes rompent un jeûne de cinquante-cinq jours), un poulet vivant coûtait 50ETB en 2009, 90 ETB en 2010, 150 ETB en 2011 et 180 ETB en 2012.

ceux qui « peuvent même manger de la viande crue²³⁰ dans les *boucheries* lorsqu'ils le souhaitent » (tranche haute).

La consommation de viande est investie d'une forte valeur symbolique et marque ainsi l'espace de l'entre-deux et ses différents degrés de position sociale :

- Dans la fréquence à laquelle on est capable de la consommer : lorsque l'on en a envie pour la tranche haute, de temps en temps et lors des célébrations pour la tranche moyenne, événements exceptionnels pour la tranche basse.
- Par la quantité et la qualité du produit consommé : quelques précieux bouts de bœuf et ces os dans le *wot*²³¹ pour la tranche basse, diversité de la gamme des plats de viande proposés lors des buffets organisés par la tranche moyenne, commande au kilogramme²³² de morceaux raffinés de viande crue dans les boucheries entre amis pour la tranche haute.
- Dans la manière dont elle est consommée et partagée :

Si l'organisation de buffets largement agrémentés en viande que les familles de la tranche moyenne de l'entre-deux organisent afin de célébrer certains jours saints ou les anniversaires de leurs enfants sont si importants, c'est qu'ils constituent un marqueur symbolique important de leur statut social. Lors d'un buffet organisé par la famille de B., étonnée par le nombre important de va-et-vient de convives et de leur diversité apparente, je questionne l'hôte du buffet sur l'identité des personnes présentes. Elle explique : « *Tout le quartier est au courant que nous avons organisé ce repas. Ça fait partie de notre culture, en tant qu'ancien du quartier et en tant que propriétaire, on invite ceux qui sont moins chanceux que nous, plus pauvres, à partager notre table à certaines occasions* ». Organiser un buffet, c'est montrer sa capacité à nourrir non seulement sa famille élargie, mais aussi sa capacité de redistribution en conviant le voisinage. Les jeunes de la tranche haute, en approvisionnant leurs aînés en viande à ces occasions, jouent alors un rôle

²³⁰ Les morceaux de viande proposés à la consommation crue dans les *boucheries* sont les meilleurs morceaux du bœuf. Les morceaux de viande crue sont les plus raffinés et aussi les plus chers. En 2013, un kilogramme de viande crue dans les boucheries de la capitale coûte entre 150 et 200 ETB.

²³¹ Le *wot*, préparé à base d'oignons, tomates et *berbere* (épice), est la base de nombreux plats éthiopiens.

central dans le maintien symbolique des positions intermédiaires de leur famille qui peut continuer, malgré la forte inflation, à recevoir « comme elle l'a toujours fait ». Par ailleurs, les rendez-vous hebdomadaires des jeunes de la tranche haute dans les *boucheries* afin de partager quelques kilogrammes de viande crue en buvant de la bière sont le lieu d'un moment social privilégié où les plaisanteries vont bon train, mais aussi les discussions relatives à leurs *business*. Ces instants participent à la création d'un « entre-soi » de jeunes professionnels autour de la viande crue, symbole de la réussite.

2.2. Les jeunes de la tranche haute de l'entre-deux : construire des compromis entre le monde duquel on vient et celui dans lequel on évolue

Le graphique de droite (principales dépenses des membres de la tranche haute de l'entre-deux) montre une diminution tendancielle de la part du budget réservée à la consommation en nourriture (en bleu foncé) et une augmentation significative de la part réservée aux loisirs (en jaune) et aux investissements dans leur activité professionnelle (en rouge). L'enquête montre qu'à partir de 20-40p\$ppa de revenu par jour et par tête, la part relative des dépenses non compressibles tend à diminuer au profit de produits secondaires ou tertiaires (voir part des dépenses en loisir en jaune), vérifiant ainsi de manière tendancielle la loi d'Engel selon laquelle, lorsque le revenu du ménage augmente, les dépenses alimentaires occupent une part décroissante dans l'ensemble des dépenses alors que c'est l'inverse pour les dépenses secondaires et tertiaires (transport en vert, loisirs en jaune).

²³² Généralement commande de 2 kilogrammes lorsqu'ils sont 3, et 3 ou plus lorsqu'ils sont plus nombreux.

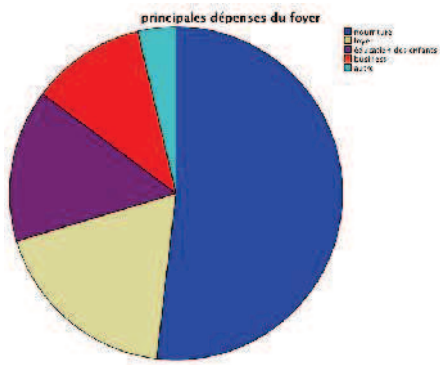


Figure 100: Dépenses principales des foyers de la tranche basse de l'entre-deux

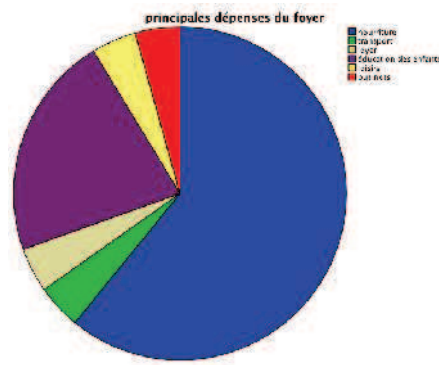


Figure 101: Dépenses principales des foyers de la tranche moyenne de l'entre-deux

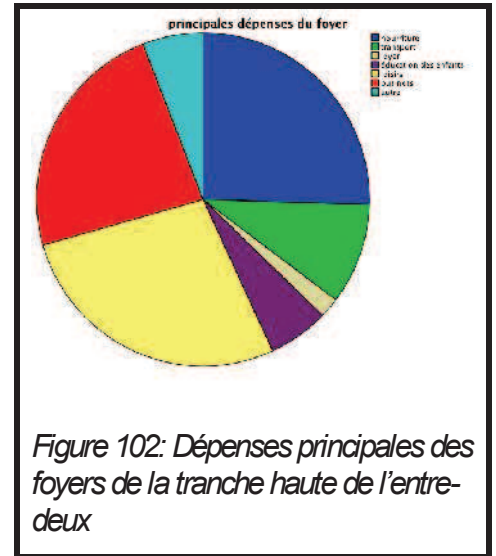


Figure 102: Dépenses principales des foyers de la tranche haute de l'entre-deux

bleu foncé :	nourriture	jaune :	loisirs
vert :	transport	rouge :	business
beige:	loyer	bleu clair :	autre
violet :	éducation des enfants		

2.2.1. Sortir tout en « restant soi-même »

Les plus jeunes passent pour leur part une partie conséquente de leur temps à l'extérieur de leur logement (amis, sorties...). Ils mangent fréquemment à l'extérieur et « aiment passer du temps avec leurs amis dans les cafés ». Le cliché ci-dessous, affiche publicitaire pour un *club*, est représentatif de la multitude de lieux qui ont ouvert ces dernières années à Addis-Ababa qui ont pour ambition de créer des ambiances à la fois *select* et conviviales.



Figure 103 Affiche publicitaire pour un club réputé de la capitale. Ciché C.N., le 10 novembre 2012 dans le quartier Arat Quilo.

La grande majorité des enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux ne fréquentent pas ce type d'endroit. Dans leur quasi-totalité, ils ne fréquentent pas les nouveaux endroits onéreux²³³ d'Addis-Abeba, jugés “bling bling” et “useless”.

Pour les sorties nocturnes, ils préfèrent au “show off” du quartier *Bolé* l'authenticité des quartiers *Kassenchis* ou *Piassa* où ils déambulent de porte en porte : ils se posent entre amis pour discuter et boire des bières dans les bars,

²³³ Dans le *club* de l'affiche publicitaire ci-dessous, en 2013, une bouteille de bière de 25 cl. coûte environ plus de 3 fois plus que dans un bar « classique » (50 ETB alors qu'elle coûte généralement 15 ETB dans les bars de la capitale.) Les cocktails, proposés uniquement dans les endroits de ce type, coûtent au moins 150 ETB.

parfois y dansent, se rassasient à base de viande crue dans les *bougeries*, et vont s'enivrer dans les *areqé bét*²³⁴.

Lorsqu'ils fréquentent « les endroits *bling bling* », c'est soit qu'ils y sont contraints, soit dans le but d'y réaliser une activité bien précise.

L'enquêté 70, jeune consultant en informatique lors de mon premier séjour de recherche au printemps 2011, est employé par l'Union Africaine un an plus tard. Son salaire (1000\$ courants) n'est pas nettement supérieur à ce qu'il gagnait en tant que consultant indépendant. Il se dit satisfait de son « nouveau statut », qui lui « ouvrira de nombreuses portes », mais n'est pas convaincu par son nouvel environnement de travail. Entre autres choses, il peste sur l'absence de « restaurants normaux » dans lesquels déjeuner le midi dans le quartier de l'Union Africaine. Le seul à proposer de la nourriture éthiopienne est une récente chaîne dont la stratégie commerciale consiste à allier « tradition et modernité » en proposant des plats éthiopiens cuisinés à l'huile d'olive. Notre enquêté est d'une part consterné par « les prix excessifs » du restaurant, mais n'est pas non plus à l'aise avec l'idée de le fréquenter : “*Can you see me in the middle of all these big businessmen and these waiters wearing traditional clothes? Imagine!*”.

J'accompagne régulièrement l'enquêté 70 lors de sa sortie dominicale au cinéma situé dans un *mall* d'Addis-Abeba. Le prix de la séance est plus élevé que dans les autres cinémas de la capitale mais « on y est confortablement assis » et la programmation y est variée. Il va généralement voir de grandes productions américaines. Nous nous retrouvons devant le *mall* peu de temps avant le début de la séance, esquivons les stands de *pop corn* et sodas, regardons le film puis sortons en pressant le pas afin d'atteindre un des derniers minibus pour rentrer dans nos domiciles respectifs. On ne flâne ni dans le *mall* qui offre des distractions en tout genre (bars, boutiques, snack, restaurants, jeu vidéos, etc.) ni dans le quartier *Medhaniale*m, situé au nord de Bolé. Nos jeunes enquêtés de l'entre-deux préfèrent, pour des raisons financières mais aussi symboliques, « rester dans leur vie habituelle », fréquenter « leurs bars » et les salles de sport de leurs quartiers

²³⁴ Les *areqé bét* (littéralement maison de l'*areqé*) sont des pièces généralement exigües au sein desquelles les clients consomment de l'alcool fort local (dont l'*areqé*) à bas coût. Nos jeunes enquêtés utilisent ces *areqé bet* comme lieu de passage au sein duquel ils ne s'installent pas mais, debout devant le comptoir, avalent quelques *shot* de gin local ou d'*areqé* avant de retourner danser dans un bar avoisinant.

résidentiel ou professionnel. Depuis l'ouverture du *mall* en 2008, le quartier s'est peu à peu empli de nouveaux lieux branchés (café proposant des *cupcakes*, salle de sport, *fast-foods*, etc.). Ce système du « tout à proximité » est une des clés du succès du cinéma du *mall* : « *Ce sont eux nos clients cible. On adopte une programmation et des services adaptés à ces gens aisés qui en sortant du travail ou le week-end, passent du cinéma à la salle de sport et se détendent dans les cafés*²³⁵ ». C'est le cas de l'enquêté 78, chef d'entreprise dans l'import-export²³⁶, que sa position de grande prospérité (employeur, propriétaire de plusieurs maisons, de voitures, etc.) place hors de l'espace de l'entre-deux. Il nous donne rendez-vous à proximité du *mall*. Lorsque nous le rencontrons avec H., il est assis dans son 4X4 garé sur le parking d'un *fast-food*, en train de manger des ailes de poulet frits et d'écouter de la musique. Il baisse le niveau sonore élevé de sa musique et nous invite dans sa voiture afin de réaliser l'entretien. C'est typiquement ces comportements, dénommés par l'expression “*diaspora style*” que nos jeunes enquêtés de l'entre-deux dénoncent régulièrement. Derrière cette expression se trouve l'idée de non respect de l'engagement présumé par les enquêtés de l'entre-deux que ces éthiopiens devraient tenir vis-à-vis de leur pays, étant donné qu'ils en ont les moyens financiers. Au lieu d'œuvrer pour leur pays, ils agissent « comme les membres de la diaspora », qui ont quitté leur pays et y reviennent en vacances, « insouciant », dépensant leur argent de manière ostentatoire « en hôtels et villas de luxe ». A propos d'hôtel de luxe, je suis étonnée qu'un soir en semaine, l'enquêté 70 me donne rendez-vous pour boire un verre dans l'un d'entre eux. Je l'y rejoins et le découvre seul, assis sur un imposant fauteuil en cuir, buvant une bière en écoutant le concert de jazz hebdomadaire organisé par l'hôtel. Il m'accueille en chuchotant : “*welcome to my secret world*”. La première fois qu'il s'est rendu ici, c'était pour « des raisons professionnelles ». Depuis, il s'y rend régulièrement seul, afin de « profiter du calme et du jazz ». En ma compagnie, il se laisse tenter par un cocktail.

²³⁵ Extrait d'entretien réalisé le 13/11/12 à Addis-Abeba avec une des responsables programmation du *mall*.

²³⁶ Cette expérience avec l'enquêté 78 nous a permis de tracer les contours de l'espace de l'entre-deux mais les données sur son mode de vie ne sont pas prises en compte dans les indicateurs de l'espace de l'entre-deux, sa position dans l'espace économique d'Addis-Abeba se situant dans les tranches les plus hautes.

Cette anecdote ethnographique est révélatrice de différentes tensions. Alors que ces jeunes enquêtés aux trajectoires socio-économiques ascendantes se plaisent à penser que leur mode de vie est resté immuable, les nouveaux milieux qu'ils fréquentent *via* leurs activités professionnelles impactent partiellement leur mode de vie. D'autre part, la discrétion dont fait preuve l'enquêté 70 et la manière dont il me présente son activité « secrète » tel un moment intime qu'il s'octroie au milieu de sa semaine de travail harassante sont révélatrices de l'impact d'une pression sociale (réelle ou imaginée, en tous cas ressentie) et d'une recherche de la bonne distance. Il met à une certaine distance d'une part les autres spectateurs du concert avec qui il ne cherche pas à interagir et son entourage social qu'il ne convie pas à l'accompagner et ne met pas dans la confiance.

Ces tensions pour concilier les exigences du monde dont on vient et celles du monde auquel on aspire sont significatives des comportements de la majorité des jeunes enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux, qui ont certes grandi dans des situations éloignées de la grande précarité mais aussi éloignées du monde de l'entrepreneuriat et des organisations internationales (ONG, UA, Alliance Française) dans lequel ils évoluent. Ils se distancient de ce dernier pour des raisons d'ordre symbolique (certains lieux étant associés à l'ostentation) et d'ordre pratique (coût élevé des produits et services dans ces lieux). Leur promotion économique n'est pas un plaisir à consommer, mais un projet à entretenir et alimenter dans le but de continuer son ascension et de prévoir celle de la génération future (disposer de sa propre maison, scolariser ses enfants dans les meilleures écoles). De l'obsession de l'ascension découlent des comportements de consommation raisonnables et raisonnés, car, comme le résume l'enquêté 19, *“The main thing is to be ready for the future”*. Ceci étant, les pratiques de consommation des jeunes de la tranche haute de l'entre-deux se distinguent de celles des tranches plus basses par leur extériorité : elles ont lieu à l'extérieur de la maison et sont tournées ponctuellement vers des produits non locaux. En effet, si ces jeunes mangent principalement des plats éthiopiens, il leur arrive ponctuellement de commander des pâtes, pizzas ou hamburgers dans les restaurants.

2.2.2. Un pas timide vers de nouvelles pratiques de consommation



Going sweet on Ethiopian Holidays

The Reporter, 13/09/14, par Henok Reta

A famous pastry shops in Addis Ababa, Kebe, located behind Bole Medhanialem Church, is also one of the busiest joints in town. Usually, such establishments are very crowded since they are preferred pastimes among townies.

No doubt, the holiday season makes things tighter for them. Of course, Ethiopian holidays do feature traditionally baked diffo dabo (bread) as an integral part of the holiday feast. But, modern pastry looks to be getting acceptance in towns and cities if not as part of the core traditional holiday banquet, just like a gift item that people take to a holiday get-together. Now, places like Kebe are frequented by customers, especially around the holidays.

Les aliments sucrés ne font généralement pas partie des habitudes alimentaires des habitants de la capitale. En 2008, si certains restaurants proposaient des cakes ou des beignets, ambitionner de manger une pâtisserie à Addis-Abeba relevait d'un parcours du combattant. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, de nombreux lieux s'étant spécialisés dans la conception de gâteaux en tout genre. Je retrouve l'enquêté 55 (âgé d'une soixantaine d'années) un matin dans un de ces lieux, un café en vogue

proposant un large choix de pâtisseries. En observant les clients, il me fait part de sa perplexité : « *avant, le sucré, ça n'existait pas dans la culture éthiopienne, ce sont les jeunes qui mangent ça maintenant, tout ça pour être à la mode* ».

Cette « mode » ne touche pas les habitudes alimentaires quotidiennes des jeunes enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux. Je n'ai en effet jamais vu l'un d'entre eux commander un plat sucré en guise de petit-déjeuner, préférant les traditionnels œufs brouillés ou le *firfir*²³⁷.

Cependant, aux traditionnelles oranges²³⁸ des célébrations d'anniversaire s'est substitué pour les enquêtés de la tranche haute l'achat d'un *cake* à l'américaine haut en couleurs, sans lequel l'anniversaire n'en serait pas un. Ici encore, les enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux se distinguent du “*diaspora style*” dans leur pratique de fréquentation des nouvelles pâtisseries décrites dans l'article de journal ci-dessus. Ils y passent afin d'acheter le gâteau mais ne s'y attablent pas. Ils se distinguent ainsi des tranches moyennes et basses de l'entre-deux en diversifiant leurs pratiques alimentaires et des plus aisés en ne faisant que passer dans ces lieux, contrairement aux quelques enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux qui sont issus de familles aisées et se retrouvent dans ces lieux afin d'y partager un café et une pâtisserie. Ici encore, l'effet de trajectoire est déterminant dans les pratiques.

Ces observations sont révélatrices de nouvelles habitudes, certes marginales, mais existantes dans les dépenses alimentaires pour ceux des enquêtés de l'entre-deux qui peuvent se le permettre.

Devenir raisonnable et partager l'addition

Enfin, pour ceux qui sortent manger et boire à l'extérieur, l'organisation adoptée au moment de régler l'addition est spécifique à l'espace de l'entre-deux.

²³⁷ Plat constitué de morceaux d'*indjera* imbibés de *wot*.

²³⁸ Les oranges, onéreuses au regard des autres fruits, constituent un aliment réservé à certaines occasions pour la tranche basse des enquêtés de l'entre-deux.

Comme l'expose l'enquêté 108, fonctionnaire membre de la tranche moyenne, le « jeu qui consiste à sortir (ou feindre de sortir) ses billets le premier au moment de l'addition et d'en payer la totalité fait partie de la culture éthiopienne ». Pour sa part, il regrette le temps où, le dimanche après-midi, il sortait boire des bières avec ses amis et « payait les tournées », temps révolu « à cause de l'augmentation du coût de la vie ». Il conclut : « *c'est un changement de taille dans notre culture* ». Pour leur part, le groupe de jeunes avec qui j'ai mené des observations (B. et enquêtés 28, 37, 40 et 70) partage méticuleusement l'addition à part égale lors de leurs sorties, lorsqu'ils amènent de quoi agrémenter les célébrations auxquelles ils sont conviés ou encore lors des après-midi mensuelles réservées à la consommation de *tchat*. Ce n'était pas le cas lorsque je les ai rencontrés en 2008 où ils s'adonnaient encore au « jeu de l'addition ». Je leur fais remarquer un brin provocatrice : « *vous êtes devenus de vrais farendj* ». Leurs réactions ne se font pas attendre, mêlant justifications financières et plaisanteries sur l' « influence néfaste des *farendj* sur leur culture ». B. tient le lendemain à me fournir une explication plus sérieuse : « *Now we have more or less the same level of life. We are enjoying time together and spending money outside but we all have to be careful because we are not that much rich. So we decided sometimes ago to do like farendj, and to share the bill* ». Une des interprétations de ce changement de comportement réside en effet dans la relative homogénéité des situations économiques des membres de ce groupe de jeunes. Ce n'était pas le cas en 2008 (certains connaissaient des situations moins confortables), ce qui impliquait la nécessité de financer en partie leurs sorties en s'adonnant au « jeu de l'addition ». D'autre part, ce changement peut être interprété comme un pas vers des pratiques plus individualistes marquées par le souci d'être maître de sa situation financière (je paie ce que je consomme).

3. Ouvre-moi ton portail et je te dirais qui tu es ?

“In terms of clothing and other forms of outward appearance, it was often difficult to identify class distinctions among the young men who participated in my research. A quick visit to their homes, however, nearly always provided a clear picture of their access to resources and social network.” (Mains, 2012:36)

Comme l'expose D. Mains (2012), les marqueurs de la stratification sociale de la société éthiopienne sont difficilement perceptibles au premier regard. Les distinctions à travers l'habillement et la consommation sont particulièrement discrètes. La visite du lieu de résidence permet pour sa part un accès privilégié aux marqueurs des positions sociales.

À Addis-Abeba, les maisons sont généralement dissimulées de la vue des passants. Chacun fait selon ses moyens : murs de pierres, béton, tôle, arbustes, etc.. Si le matériau utilisé diffère d'un enquêté à l'autre (béton, pierres, plaques de tôle), le portail, plus ou moins imposant, plus ou moins rouillé, constitue pour sa part un invariant.

Nous verrons comment l'extérieur et l'intérieur des habitats de l'entre-deux sont révélateurs des limitations de l'espace de l'entre-deux et de ses variations (3.1), et comment les problématiques liées aux situations résidentielles des enquêtés marquent la structure sociale de la capitale et ses évolutions en cours (3.2).

3.1. Les habitats *mekakelegna*

3.1.1. La tranche basse et les bricolages du logement

Les logements des enquêtés de l'entre deux sont majoritairement en dur (90%) et plus rarement en semi-dur (10%).

Les logements en semi-dur correspondent majoritairement aux *tchereqa bét* (littéralement maisons de la lune, voire partie méthodologique) des enquêtés de la tranche basse du quartier de T.. Elles ne sont pas construites intégralement en dur pour des raisons économiques, mais aussi car leur statut à la limite de la légalité présente des risques élevés de confiscation par l'État. En effet, la présence des ménages est reconnue mais pas leur habitation, ils paient des taxes sur l'électricité et sont enregistrés au *qebelé* mais ne possèdent pas de titre officiel d'occupation foncière (la *carta*). Comme l'expose Bezunesh Tamru (2009), le recours à ce système « informel » constitue une solution plus souple d'accès au logement et au sol urbain. Le terrain est généralement acheté à des paysans à des prix défiant toute concurrence, puis la construction du logement relève de l'initiative individuelle. Le niveau des constructions de ces logements est très variable, « allant de la mesure d'une seule pièce en torchis à des villas en dur » (ibid.: 97). Les *tchereqa bét* de nos enquêtés de la tranche basse de l'entre-deux sont généralement de petite taille, composées de deux ou trois pièces. Elles sont par contre bâties sur des parcelles de taille souvent imposante. Elles sont généralement constituées de murs en torchis et de toits de tôle, mais peuvent l'être en matériaux plus étonnants, comme celle de l'enquêté 3, menuisier, qui a construit une maison facilement démontable entièrement en planches de bois, des murs au plafond, jusqu'au canapé.

L'intérieur des logements de la tranche basse fait aussi l'objet de nombreux bricolages. La première fois que je rencontre l'enquêtée 11, nous buvons le café dans son salon de coiffure. Composé d'une pièce avec deux chaises devant des miroirs pour les clientes, un bac pour laver les cheveux, un canapé pour patienter, c'est aussi sa maison. Assise sur le canapé, je devine un espace derrière les rideaux

dans un renforcement. J'apprends plus tard que c'est sa chambre. Derrière, elle dispose d'un petit bout de terrain où sèche le linge et où se trouve un cabanon où vit son assistante. Lorsqu'elle aura assez économisé, elle pense changer de local pour pouvoir agrandir son salon. Deux mois après notre première rencontre je lui rends visite et elle me convie dans une nouvelle pièce qu'elle vient d'aménager. Elle s'est bricolée une « vraie chambre » avec murs en placo et une bâche en guise de plafond.



Figure 104: Nouvelle pièce de l'enquêtée 11. Cliché réalisé par l'auteure à Addis-Abeba le 24/05/11.

J'ai observé de nombreux arrangements de ce type lors des entretiens dans les appartements des *condominiums* des enquêtés de la tranche basse, composés le plus souvent d'une pièce à vivre, d'une petite cuisine, d'une petite salle de bain et parfois d'une chambre. Par exemple, chez mon voisin chauffeur de taxi, un rideau parcourt la pièce à vivre, installé à un mètre de distance des murs, il recouvre toute la surface rectangulaire. Il s'agit de l'espace du nouveau-né : là où ils le changent et où il dort. Les intérieurs des logements de la tranche basse de l'entre-deux sont caractérisés par des tactiques relevant de l'art du « faire avec » (De Certeau, 1990 [1980]) : les enquêtés créent de nouveaux espaces, font plus avec peu.

3.1.2. Le groupe des installés : habitat et valorisation des ressources

La maison des parents de B. (photographie ci-dessous), est significative des habitats en dur des enquêtés de la tranche moyenne, généralement devenus « propriétaires » durant le régime du *Derg* ou héritiers de propriétés familiales acquises sous le règne d'Hailé Sélassié. Ces maisons sont de taille moyenne ou parfois plus imposante, généralement composées d'une cuisine, d'une salle de bain, de toilettes à l'intérieur, d'un salon et d'une ou deux chambres.



Figure 105: Cliché C.N réalisé à Addis-Abeba le 12/07/11. Maison de la famille de B. Au centre, la partie principale constituée des pièces communes et de la chambre des parents de B. A droite nous apercevons l'habitat en semi-dur construit pour héberger la tante de B. depuis son divorce (voir chapitre 3).

Sur le terrain sont généralement construits des *services*, pièces supplémentaires indépendantes de la maison principale. Ces pièces servent fréquemment à héberger des membres de la famille (les enfants et leur famille). Afin de compléter leurs

revenus, les membres de la tranche moyenne de l'espace de l'entre-deux louent généralement une partie de leurs *services* à des particuliers. Ces pratiques de logement sont des stratégies de valorisation des ressources par mutualisation et captation.



Figure 106: Cliché CN, réalisé à Addis-Abeba le 12/07/11. Une partie des services construits en face de la maison principale afin d'héberger B., la famille de son frère, et de mettre une pièce en location.

Les positions socio-économiques des locataires sous pression

Une part importante des enquêtés de l'entre-deux (45,5%) est locataire (21,8% sont « propriétaires » et 32,7% sont hébergés gratuitement). La majorité des enquêtés locataires habitent des *condominiums* au sein desquels ils louent un appartement à des particuliers (les autres louent de petites maisons). Lors de mon premier séjour de recherche au printemps 2011, les loyers des appartements oscillaient entre 1500 et 2500ETB (230-384\$ppa), variant selon le nombre de pièces et le bon vouloir du propriétaire. Les loyers connaissent des augmentations régulières. Par exemple, le loyer de l'appartement deux pièces dont j'étais locataire s'élève à hauteur de

1900ETB (292\$ppa) en avril 2010, de 2000ETB (307\$ppa) en mai 2011, 2500 (384\$ppa) puis 3000 (461\$ppa) durant l'été 2012 et 5000 (769\$ppa) en juillet 2014. Ces augmentations conséquentes et aléatoires provoquent un fort sentiment d'insécurité chez les enquêtés locataires, particulièrement ceux de la tranche basse. L'enquêté 33, un de mes voisins chauffeur de taxi, habitué à payer un loyer de 1500ETB (230\$ppa) par mois pour un appartement une pièce, m'interpelle alors que je sors de chez moi : « *Non mais c'est pas possible ! Tu le loues combien ton condo toi ? Mon propriétaire vient de passer pour me prévenir qu'il va bientôt augmenter le loyer. Comment on va faire ? On s'en sort à peine. Puis on ne peut pas vivre dans un truc encore plus petit, déjà qu'on n'a pas de chambre et puis il y a le bébé...* ».



Figure 107: Cliché C.N réalisé le 20/06/11 à Addis-Abeba dans le quartier balderas, quartier de condominium récent au sein duquel j'habite et enquête lors de mon premier séjour de recherche.

3.1.3. La possession de voiture et la limite haute de l'entre-deux

Les voitures que nous apercevons sur la photographie ci-dessus peuvent tromper l'observateur qui conclurait hâtivement à la possession d'une voiture comme marqueur de l'espace de l'entre-deux. Ce serait sans s'approcher des plaques d'immatriculation et découvrir que, dans leur majorité, ces voitures sont des véhicules de fonction. La majorité des enquêtés se déplacent en transports publics (minibus ou bus) (68%, en violet, graphique ci-dessous). Le moyen de transport privilégié des enquêtés est le minibus collectif. Ces derniers effectuent des trajets fixes, amenant généralement d'un quartier à un autre et marquant des arrêts à la discrétion des passagers. Ces minibus ont l'avantage d'être peu onéreux (1,25ETB-0,2\$ppa pour la traversée d'un quartier en 2012). Le prix des trajets, fixé par la puissance publique, connaît des augmentations raisonnables (se comptant en centimes de birr) au cours des années, alors que les prix des taxis individuels ont flambé avec l'augmentation des prix du carburant et du coût de la vie dans la capitale. Les minibus offrent aux enquêtés de l'entre-deux un moyen de déplacement peu onéreux mais contraignant: les temps de trajet à estimer entre leur domicile et le lieu où ils ambitionnent de se rendre, au regard de l'attente d'une place dans un des minibus et du nombre de changements de minibus nécessaires, s'avèrent généralement « trop longs ». Trois voire quatre minibus séparent le domicile de nombre d'entre eux du lieu de leur activité professionnelle.

Sur le quart qui se déplace en voiture (en bleu), il s'agit pour la majorité des enquêtés d'outil de travail (chauffeur de taxi ou véhicule de fonction).

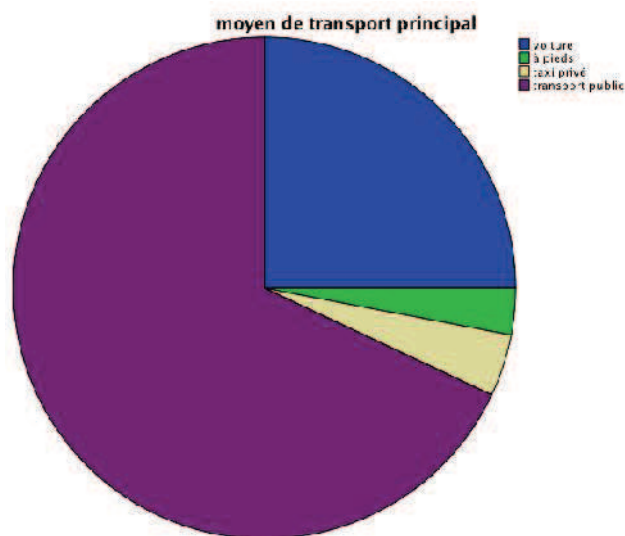


Figure 108: Moyens de transport des enquêtés. 25% des enquêtés se déplacent en voiture, 3% à pieds, 4% en taxi individuel et 68% en transport public (minibus ou bus).

Au regard des statistiques nationales, 3,6% des ménages en milieu urbain disposent d'une voiture personnelle et 0,2% en milieu rural. Cette rareté est liée d'une part au coût très élevé que leur investissement représente²³⁹ et d'autre part à l'importance des dépenses en carburant que leur utilisation implique. Par exemple, la voiture de l'enquêté 29 n'a pas franchi le portail de son domicile depuis quelques mois : « *Vu le prix de l'essence qui arrête pas d'augmenter, je ne peux plus m'en servir. Je prends trois minibus différents pour aller au travail. Il faut que je compte une heure, voire deux en cas d'embouteillage, pour rentrer chez moi.* ».

En août 2014, les nouvelles de H. sont bonnes, elle a réalisé son rêve : elle travaille pour l'Union Africaine depuis quelques mois. Entre indépendance résidentielle et liberté de mouvement, elle a dû prioriser. Elle écrit :

²³⁹ Le coût des voitures est extrêmement élevé en Éthiopie. A titre indicatif, en avril 2012, un modèle ancien de *toyota (toyota dx)* coûtait 190 000ETB (29 230\$ppa), le modèle *Abay*, fabriqué en Éthiopie et le plus acheté par les éthiopiens, valait 350 000ETB (53 846\$ppa) et le prix d'un *Land cruiser Cobra*, symbole de richesse, était de 3 millions ETB (461 538\$ppa).

« En ce qui me concerne, je suis consultante en communication au siège de l'Union Africaine. Je gagne 1500USD par mois et j'habite toujours chez ma maman... Mais j'économise pour mon futur *condominium* et j'ai acheté une voiture (donc toutes mes économies sont parties là dedans) et je dois encore en payer une grosse partie. Je fais aussi une deuxième consultance pour une autre boîte pour une période limitée et c'est ce qui m'a permis d'acheter ma voiture (une *Terios* de 1997 à 245 000ETB – 12 202\$ courants, 36 622\$ppa). La personne qui me l'a vendue est un collègue, qui m'a autorisée à payer en deux fois. »

Si certains de nos enquêtés disposent de revenus conséquents et que leur position économique se situe dans les tranches hautes au regard des statistiques nationales, nous considérons que leur position sociale se situe dans l'espace de l'entre-deux. Nous les positionnons certes dans la partie la plus haute de cet espace, mais considérons que leur position de dépendance vis-à-vis du logement et les difficultés d'accès à certains biens ne permet pas de les situer dans les tranches supérieures de la structure sociale.

3.1.4. Les équipements invariants de l'entre-deux

Si les styles de mobilier et de décoration varient en fonction de l'âge et de la religion des enquêtés, et que l'aspect de l'équipement est plus ou moins daté, l'espace de l'entre-deux est marqué par des invariants en terme d'équipement. La photographie ci-dessous est représentative de ces objets typiques :

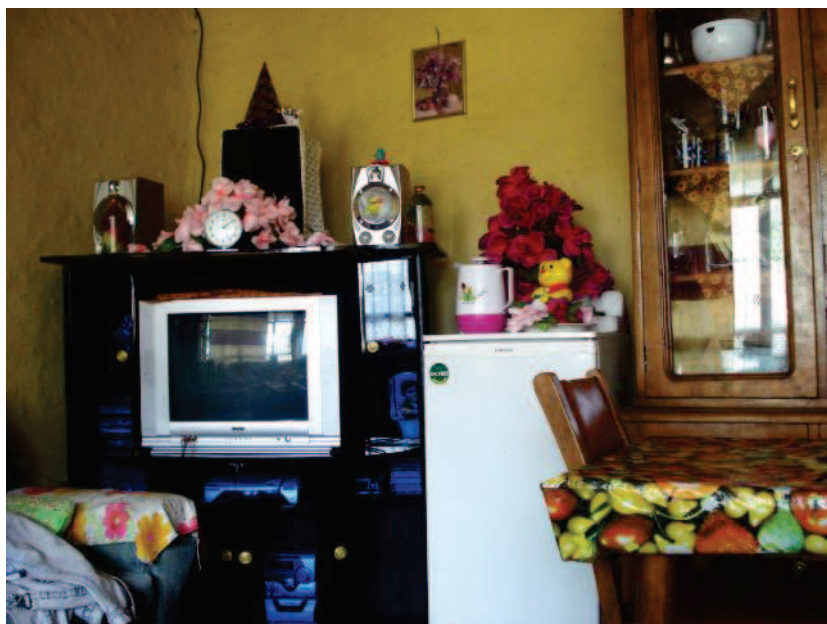


Figure 109: Cliché C.N. réalisé le 20/05/11 à Addis-Abeba, chez l'un des enquêtés du quartier de T.

Au niveau de l'ameublement, on retrouve constamment la table à manger, les commodes, les fauteuils et le canapé. Je me suis rendue compte de la constance et de l'importance de ce dernier au sein des foyers de l'entre-deux lors des journées d'entretiens avec G. auprès d'enquêtés connaissant des situations précaires, passées majoritairement en position debout ou accroupie.

Nous retrouvons des constances dans les éléments décoratifs de l'intérieur du logement. La décoration est composée essentiellement d'images religieuses et de photographies des membres du noyau de la famille nucléaire. Certains marqueurs sociaux sont particulièrement mis en valeurs : sur les commodes et parfois dans une vitrine trônent des photographies encadrées prises lors des cérémonies de mariage et lors des remises de diplôme des enfants.

En matière d'équipement, la télévision, la chaîne hi-fi, le réfrigérateur constituent des invariants de l'espace de l'entre-deux. Selon les statistiques nationales, en milieu urbain, 42,1% des ménages possèdent une télévision et seulement 14,3% un réfrigérateur (CSA, 2012a-2011). Les positions de l'entre-deux permettent donc l'accès à un réfrigérateur au sein duquel se trouvent généralement des œufs, parfois du lait, de la viande et des sodas. Autre élément marqueur de ceux qui sont les plus « chanceux » : le four à *indjera* électrique. Selon un rapport de la Banque Mondiale (2012), moins de 50% des foyers d'Addis-Abeba cuisinent à l'électricité. L'utilisation du terme « chanceux » ne constitue pas une erreur sociologique, mais met en évidence une des dimensions de l'espace de l'entre-deux. Certains objets observés dans certains foyers de l'entre-deux n'ont pas été achetés par les enquêtés. La plupart des appareils ménagers coûteux ou de l'équipement en nouvelles technologies font l'objet de « cadeaux ». Ainsi, l'enquêtée 24, me montre avec fierté son four à *indjera* électrique et explique que sa fille installée aux États-Unis le lui a « offert ». Au sein des foyers de la tranche moyenne et haute de l'entre-deux, nombreux sont ceux qui ont une partie de leur famille installée à l'étranger (généralement aux États-Unis ou en Europe) ou encore des « amis étrangers ». Ces relations sociales avec l'extérieur rendent possible l'accès à certains types de biens, qui sont généralement l'objet de dons pour les enquêtés les plus âgés, et d'achat pour certains des plus jeunes. C'est le cas des téléphones portables que possède la totalité des enquêtés²⁴⁰ (dont pour 4% des *smartphones* en 2012) et des ordinateurs portables que possèdent 70% des jeunes enquêtés de l'entre-deux. L'offre en *smartphone* et ordinateurs portables neufs dans les boutiques de la capitale ou proposée par des revendeurs particuliers connaît un essor ces dernières années

²⁴⁰ Selon les statistiques nationales, en milieu urbain, 65,2% des habitants possèdent un téléphone portable (CSA, 2012a-11).

mais reste limitée et surtout particulièrement onéreuse²⁴¹. Les enquêtés accèdent à ces produits soit de seconde main *via* un particulier revendeur (en vert, graphique ci-dessous), soit les achètent neufs ou d'occasion *via* des relations à l'étranger (en violet, graphique ci dessous).

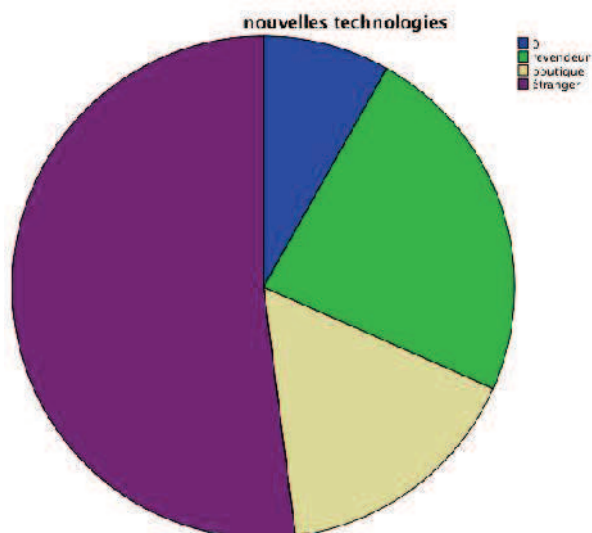


Figure 110: Achat en nouvelles technologies des enquêtés. 8,2% n'achètent pas de de biens en nouvelles technologies, 23,5% se les procurent via un revendeur, 16,3% les achètent dans les boutiques et 52% par des relations à l'étranger.

Les extérieurs et intérieurs des habitations des personnes enquêtées sont ainsi révélateurs de certains marqueurs de l'espace de l'entre-deux et de ces variations. Nous allons désormais nous intéresser aux relations entre situations spatiales et situations sociales des membres de l'entre-deux, relations en cours de reconfiguration avec les plans de réaménagement gouvernementaux de la capitale.

²⁴¹ En 2012, le coût en d'un iPhone neuf se situe entre 14000 et 18000ETB (2154-2769\$ppa) en boutique entre 5000 et 12000ETB (769-1846\$ppa) *via* un particulier. Le prix du BlackBerry se

3.2. Faire de la capitale une « ville vitrine » : reconfiguration spatiale et transformations en cours de l'espace social

Depuis le début des années 2000, l'aménagement urbain de la capitale connaît un profond bouleversement. Il s'agit pour les pouvoirs publics de créer une « ville vitrine », « nouvelle et moderne » dans une vision caractérisée par la « centralité et la modernité » (Bosredon *et al.*, 2012). Addis-Abeba revendique sa place comme métropole internationale et la puissance publique lui donne les moyens de ses ambitions. Concrètement, il s'agit de « reconquérir les quartiers par des programmes de rénovation successifs afin que la modernité gagne enfin le centre de la ville » (*ibid.*: 159) afin d'inverser la tendance :

« Les périphéries constituaient jusqu'à récemment les espaces attractifs porteurs des nouvelles valeurs urbaines, notamment celle de la modernité, tandis que les quartiers centraux offraient l'image d'une ville populaire héritée des années 1960, période à laquelle elle s'est constituée, puis densifiée sans connaître de transformations significatives. » (p.158).

Les « mécanismes de renaissance d'Addis-Abeba » devant l'inscrire dans la modernité proclamée sont pour le moins « musclés »: « les programmes d'aménagement urbain s'accompagnent systématiquement du déplacement contraint de familles habitant dans des maisons publiques gérées par les *qebelé* ou dans des logements privés vétustes »²⁴² (p.165).

Nous verrons que ce réaménagement de l'espace urbain reconfigure les positions sociales et l'organisation sociale des habitants de la capitale et modifie les sécurités traditionnelles de l'espace de l'entre-deux. Par ailleurs, la construction en cours de la « ville vitrine » modifie fortement la composition sociale de l'espace urbain. Les quartiers de la capitale étaient réputés comme des modèles de mixité sociale. Le quartier de T., où *tchereqa bét*, maisons en dur construites il y a une

situé entre 8000 et 9000ETB (1231-1385\$ppa) en boutique et s'élève à 6000ETB (923\$ppa) *via* un particulier.

²⁴² Le réaménagement de la ville est permis par l'emprise de l'État sur le foncier et sur une partie de l'immobilier depuis la nationalisation de 1975, ce qui explique la capacité des autorités locales à entreprendre des actions de rénovation urbaine de grande ampleur.

trentaine d'années et quelques nouvelles maisons construites par des promoteurs privés se côtoient, est significatif de cette cohabitation de positions socio-économiques diversifiées. Cependant, les programmes de réaménagement spatial de la capitale ne vont pas dans cette direction et révèlent la volonté de la puissance publique de regrouper certaines positions socio-économiques et ainsi ségréguer l'espace social. Nous verrons comment les programmes de réaménagement urbain existants et activement poursuivis modifient les modes de vie et l'organisation sociale.

3.2.1. Positionnement géographique des habitats des enquêtés de l'entre-deux

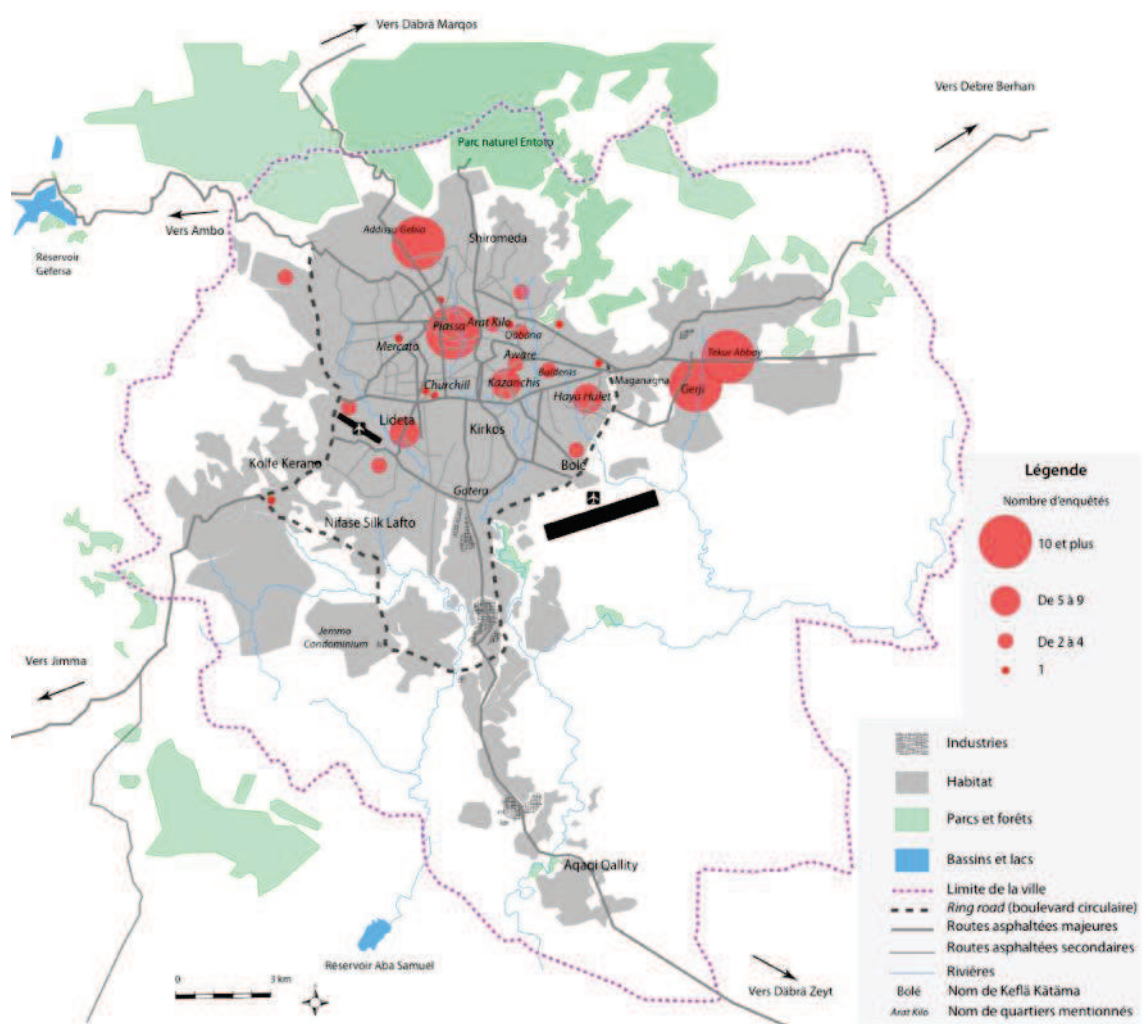


Figure 111: Conception C.N. et A.D. Réalisation A.D. Localisation des habitats des enquêtés de l'entre-deux.

Hormis pour l'enquête menée dans le quartier de H. *Tequr Abbay*, la situation géographique des habitats des enquêtés est le fruit du « hasard » au sens où ils n'ont pas été considérés *a priori* comme un critère de sélection des personnes enquêtées.

Les habitats des enquêtés de la tranche basse de l'entre-deux se situent majoritairement dans les quartiers *Addissu Gebeya* (figure ponctuelle rouge la plus au Nord de la capitale) et *Tequr Abbay* (figure ponctuelle rouge la plus à l'Est). Ces espaces sont les plus éloignés des « quartiers centraux » de la capitale²⁴³. Ils sont situés dans des zones qualifiées par certains auteurs de « périphériques », lieux privilégiés des constructions plus informelles (Bezunesh Tamru, 2009). Ces quartiers donnent au visiteur l'impression de constituer des villages dans la ville. En leur sein, il est fréquemment nécessaire de s'enfoncer longuement dans des ruelles plus ou moins tracées afin de découvrir les lieux de vie des enquêtés. Leurs habitats sont cependant bien reliés aux quartiers plus « centraux » de la capitale (*Addissu Gebeya* à *Piassa*, *Tequr Abbay* à *Megenagna*) par des routes bitumées largement empruntées par les transports publics.

Les logements des locataires des tranches moyenne et haute de l'entre-deux sont majoritairement des condominiums situés dans des quartiers plus récents (*Balderas* et *Gerji*). Construits depuis les années 2000, ces quartiers sont essentiellement constitués d'habitats en hauteur et de locaux commerciaux. *Gerji* fait partie des principaux « espaces vitrines » de la capitale (Pierrat, 2014), au sein desquels, depuis quelques années, la puissance publique concentre ses efforts afin que l'image de la capitale corresponde à ses prétentions de métropole internationale. La route qui traverse *Gerji* relie ce quartier à *Bolé*, autre « espace vitrine » de la capitale.

Les habitats des enquêtés « propriétaires » de la tranche moyenne de l'entre-deux sont majoritairement situés dans les quartiers « centraux » plus anciens de la capitale (*Piassa*, *Arat Quilo*, *Kazanichis*). Dans ces lieux, qui regroupaient les « fonctions traditionnelles de la ville » (Pierrat, 2014), se trouvent les lieux d'achat

²⁴³ Le modèle d'organisation spatiale centre-périphérie ne fonctionne pas pour décrire celle d'Addis-Abeba. Il n'existe pas de centre mais différents quartiers qui peuvent être

privilégiés des enquêtés de l'entre-deux (atkilt tera et le mercato), ainsi ce que ces derniers considèrent comme de « bonne écoles » où scolariser leurs enfants.

3.2.2. Vers la fin des sécurités sociales traditionnelles de l'espace de l'entre-deux ?

Si le statut résidentiel impacte le statut social, nous pouvons nous attendre à une reconfiguration de ces normes avec la pression foncière actuelle que connaît Addis-Abeba et ses conséquences sur les modes de vie des enquêtés de l'entre-deux. D'autant plus que ceux des enquêtés de l'entre-deux qui étaient jusqu'alors installés dans des statuts résidentiels relativement stables (propriétaires de longue date et locataires de *kebele bet* à prix défiant toute concurrence) se sentent pour la première fois menacés par l'insécurité foncière durant mon deuxième séjour de recherche au printemps 2012. Le programme de réaménagement de la capitale pourrait toucher certains d'entre eux avec la mise en place de la loi du 17 *Teqemt* 2004 (28 octobre 2011 calendrier grégorien) qui vise à placer la gestion du foncier urbain sous un régime locatif dont le bail serait détenu par le gouvernement :

« Officiellement, [cette loi] vise à limiter la spéculation foncière et à libérer des terres pour la transformation urbaine (mise aux normes et mise en vitrine des villes) voulue par le gouvernement en place et financée par de nombreux bailleurs de fonds (« villes sans bidonville », ONU-habitat). Dans tous les cas, elle confère à l'État une situation de monopole sur la gestion et donc la valorisation du foncier urbain. La loi du 17 *Teqemt* 2004 vise à transformer la tenure des propriétés urbaines en une location auprès de l'État, représenté par ses autorités locales. Elle vise à limiter les 'jouissances' sur le sol urbain, à exproprier ainsi les anciens propriétaires d'un surplus foncier qui reste à définir, et à appliquer ainsi la réforme agraire de 1975 qui avait jusque là épargné le milieu urbain. Ses modalités d'application sont encore à l'étude et dans l'attente de la publication des directives, le marché foncier est paralysé.

considérés comme « centraux ». Nous désignons ici par « quartiers centraux » les quartiers plus anciens de Piassa et d'Arat Quilo.

Seul l'État fait connaître avec autoritarisme son droit de préemption et sa volonté d'appliquer rapidement les directives des plans de développement urbain. » (Planel et Ficquet, 2014).

Les enquêtés « propriétaires », surtout ceux habitant des *qebelé bét* mais aussi les « propriétaires » des quartiers centraux se sentent fortement menacés par cette loi, qui, d'après leurs récits, se traduirait concrètement par un choix qui n'en est pas un au regard de leurs situations financières : soit ils financent la construction d'un immeuble de 3-7 étages sur leur terrain, soit ils se trouvent contraints de quitter leur domicile. A la stabilité procurée par les avantages de statut résidentiel liés à l'histoire éthiopienne se substitue pour la première fois l'incertitude de la préservation de leur domicile pour une part importante des enquêtés de l'entre-deux.

3.2.3. Vers une ségrégation spatiale et sociale de la capitale

Les intitulés et modalités des nouveaux programmes d'accès au logement institutionnalisent la volonté de la puissance publique d'organiser l'espace de la capitale selon les positions socio-économiques de ses habitants. Comme décrit en chapitre 2 de cette thèse, les candidats aux programmes de logement ont la possibilité de s'inscrire exclusivement à une des formules proposées : un programme destiné aux "*poorest of the poorest*"²⁴⁴ proposant des habitats collectifs en hauteur "*low cost*" situés en périphérie éloignée de la ville, la formule 40/60 pour les "*middle income people*" et ses « *condominiums* améliorés » situés dans les quartiers centraux de la capitale, et le programme pour les « riches » proposant des maisons individuelles situées dans des quartiers pavillonnaires en construction en périphérie proche.

²⁴⁴ Les termes cités proviennent des exposés écrits des différents programmes de logement et des termes employés par un agent du *Ministry of Urban Development and Construction*, lors d'un entretien réalisé le 10/12/12 à Addis-Abeba. Nous rappelons qu'aucun critère de revenu ne conditionne les candidatures à ces programmes.

Ces différents programmes, ouverts aux candidatures depuis août 2013 sont actuellement en chantier. Si nous ne pouvons pas encore étudier leur impact, les transformations spatiales et résidentielles déjà en place dans la capitale sont révélatrices d'une évolution vers une ségrégation sociale de l'espace urbain.

Créer l'entre-soi : le « tout à proximité »

Comme nous l'avons décrit, les *condominiums*, initialement destinés aux « plus pauvres » se trouvent finalement peuplés majoritairement par des foyers aux situations économiques intermédiaires. Ces effets ont été constatés par les initiateurs du programme dès la première vague de construction de *condominium* achevée²⁴⁵. Les évolutions dans les constructions de *condominiums* qui ont suivi l'achèvement du projet pilote sont significatives de la volonté de la puissance publique de créer des espaces d'« entre-soi ». Lorsque j'arrive à Addis-Ababa en 2011 après trois années d'absence, je découvre de nouveaux quartiers exclusivement constitués de *condominiums* disposés de chaque côté d'une nouvelle route principale sur quelques kilomètres. Autre nouveauté, des espaces ont été réservés à des locaux commerciaux. Tout type de service est alors proposé en bas de chez soi : cafés, restaurants, boutiques de vêtements, de nourriture et parfois garderies.

²⁴⁵ Entretien avec un des initiateurs du programme employé à la GIZ, réalisé le 27/11/12 à Addis-Ababa.



Figure 112: Cliché C.N réalisé le 10/11/12 à Addis-Abeba dans le quartier Balderas.

Balderas, quartier au sein duquel j'ai habité lors de mon premier séjour de recherche, est l'un de ces nouveaux quartiers. Le « tout à proximité » transforme la vie de ses habitants, qui « n'ont qu'à descendre les escaliers » afin de se procurer les biens et services nécessaires à leur vie quotidienne et passent la quasi-totalité de leur temps libre dans leur quartier. Les sociabilités se nouent sur les balcons mais dorénavant aussi en achetant des oignons, et continuent pour les hommes aux terrasses des cafés. La composition des services proposés (alimentations, garderies, pizzerias) reflète le niveau socio-économique de ces habitants qu'il est dorénavant exclu d'assimiler au bas de l'échelle sociale.

Regrouper certains groupes au cœur de la « ville-vitrine »...

Le choix de réhabiliter le centre-ville et de le moderniser produit un déplacement des populations et des catégories sociales et une forme de gentrification du centre-ville. *Gerji*, nouveau quartier situé à l'est de la ville, en est révélateur. Le quartier est particulièrement bien relié au centre de la ville et se trouve sur le chemin du tramway actuellement en construction. L'organisation est la même : immeubles qui bornent chaque côté de la route. Ce quartier de la capitale est cependant unique en

son genre : d'un côté de la route (côté gauche sur le cliché ci-dessous) se situent des logements du programme *condominium*, de l'autre côté (à droite) des appartements *sunshine*, construits par un promoteur immobilier privé. Si elle n'est pas criante de l'extérieur, la différence de qualité entre ces logements publics et privés est frappante de l'intérieur (qualité des finitions, espace, etc.). La différence de coût est pour le moins notable : en 2012, la location d'un *condominium* deux pièces revient approximativement à 3500ETB (538\$ppa) par mois et celle d'un appartement *sunshine* à 6000ETB (923\$ppa).



Figure 113: Cliché C.N. réalisé le 10/11/12 à Addis-Abeba dans le quartier Gerji.

Le « hasard » a fait qu'une proportion importante de mes enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux habitent ce quartier (voir carte). Le terme « hasard » est employé dans le sens où, contrairement au quartier de T., *Gerji* n'a pas été ciblé préalablement comme lieu d'enquête : ce « hasard » est donc sociologiquement révélateur de certains déterminants de la distribution spatiale des individus de l'entre-deux. Les enquêtés du quartier ont été rencontrés hors de leur domicile, sur leur lieu de travail ou dans des cafés. Jeunes professionnels à leur compte ou employés du secteur privé et parapublic, ils louent des appartements du côté

gauche de la route, ceux du côté droit étant trop onéreux pour la plupart d'entre eux. S'ils s'amuse de la structure du quartier (le jeu consistant à deviner qui habite de quel côté de la route), ils insistent sur la cohésion de ce dernier : « *Il n'y a pas de grandes différences entre nous, on est tous moyens au final, à part certains qui sont aisés, tu le vois à leur voiture. Je connais beaucoup de gens qui habitent du côté sunshine. Le matin on prend le même bus que notre compagnie nous affrète pour aller au travail. On va dans les mêmes boutiques en bas pour acheter la nourriture. Au final, ça fait pas une grande différence* » (enquêtee 75, hôtesse de l'air pour la compagnie aérienne nationale). D'autres jeunes professionnels se sont organisés entre eux pour se rendre sur leur lieu de travail dans la même voiture. Ils sont ainsi ensemble « du matin au soir », le trajet du retour est régulièrement l'occasion d'effectuer une « halte sur la route, avant de rentrer à la maison », dans un bar du quartier où se trouve le *mall*. Pour ces jeunes professionnels, il n'y a pas une si grande différence entre les deux côtés de la route car ils partagent de fortes affinités (études, statut professionnel modernité) avec certains de ceux qui sont du côté *sunshine*.

... en éloigner d'autres



Figure 114: Cliché C.N. réalisé le 10/11/12 dans la zone de condominium de Jemmo, extension récente d'Addis-Abeba.

Cette photographie a été réalisée à *Nefass silk*, périphérie récente en direction sud-ouest de la capitale dans la grande zone de *condominiums* de *Jemmo* (voir carte). Elle constitue une des zones d'extension de la ville les plus récentes²⁴⁶ et est mal reliée au centre ville. Aux nombreux taxis de *Gerji* se substituent de rares *bajaj*, véhicules triporteurs inexistants dans le centre-ville. C'est dans ce type de lieux particulièrement isolés que ceux dont l'habitat a été détruit avec les projets de réaménagement de la capitale se voient proposer comme solution de relogement l'accès à un *condominium*.

Ce processus en cours de centralisation de la ville moderne laisse présager de fortes reconfigurations au niveau des relations sociales et de la structure sociale. Des transformations impactent d'ores et déjà l'espace de l'entre-deux, mettant pour certains en péril les sécurités traditionnelles dont ils disposaient (statut résidentiel et statut social) et créant pour d'autres une nouvelle organisation de leur mode de vie ancrée dans de nouveaux espaces de sociabilité (quartier *Gerji* et communautés de jeunes professionnels).

Comme l'expose P. Duroyaume, le contexte actuel d'accès au foncier reconfigure modes de vie et structure sociale : « les nouveaux territoires de la ville marchandisée forcent à la mobilité et bouleversent les réseaux de sociabilités hérités d'une histoire urbaine en rupture » (à paraître). S'il est aujourd'hui difficile de prévoir les impacts concrets de ce processus de réaménagement en cours sur la structure sociale de la capitale, il semble qu'ils seront de taille, étant donnée la force des liens entre statut économique, statut résidentiel et statut social mis en évidence par notre étude. Nous finirons sur les propos de l'enquêté 70, préoccupé par les transformations d'ethos que va générer la reconfiguration spatiale de la capitale :

“It will be the end of our way of living. We used to live peacefully all together, rich and poor people. It is one of the reason why rich people are not showing their money, because they were respectful. You don't show to your poorer neighbor that you have more money. You invite him for religious celebration,

²⁴⁶ En 2009 cette zone était constituée exclusivement de champs.

this is respect and solidarity. Now it will change. They are basically putting the rich together and clearing the city from poor people”.

Ce développement sur l’habitat montre à quel point, en plus de l’incertitude liée aux trajectoires et aux positions de l’entre-deux, l’incertitude produite par les orientations de la puissance publique accentue les tensions au sein desquelles évoluent les membres de l’entre-deux éthiopiens. Nous allons voir comment ces derniers tâchent « de vivre au mieux l’ordre social et la violence des choses » (De Certeau, 1980 [1990]), au sein d’un espace marqué par l’omniprésence quotidienne d’un régime autoritaire, de ses intrusions dans les sphères économiques sociales et politiques, et de son histoire.

Chapitre 6

Groupes de l'entre-deux et politique

L'analyse des trajectoires et des positions des enquêtés de l'entre-deux a, de manière diffuse, soulevé de nombreux enjeux relevant des orientations politiques du parti-État (statut résidentiel, statut professionnel, accès aux crédits, etc.). Il s'agit désormais d'aborder les situations et positions des membres de l'entre-deux par le prisme de leurs relations au parti-État et de questionner l'impact des groupes de l'entre-deux sur la stabilité/instabilité du régime en place. Après un retour sur la littérature des « classes moyennes » et de leurs relations aux ordres politiques (1.), nous présenterons les résultats de notre étude sur les relations des groupes de l'entre-deux au politique (2).

1. « Classes moyennes » et ordres politiques : entre facteur de stabilité et force de protestation

1.1. Le couple présumé « classe moyenne » et démocratie

La notion de « classe moyenne » est au cœur de nombreux travaux portant sur l'installation des régimes démocratiques et leur consolidation, ou traitant de la stabilité ou de l'instabilité des ordres politiques. Tout comme les couples présumés démocratie et développement, classes moyennes et croissance économique, la stabilité politique serait significativement liée à la présence de classes moyennes.

Les « printemps arabes » sont venus relancer le débat sur le rôle de ces catégories dans la déstabilisation des pouvoirs autoritaires, alors même que les experts n'avaient ni prévu (sauf exceptions) la soudaineté de ces révoltes et de leur impact, ni identifié ces catégories sociales comme des vecteurs particuliers d'instabilité et que les analyses menées après les révolutions mettent en doute la participation et le rôle de ces soi-disant « classes moyennes »²⁴⁷.

L'idée que la présence d'une « classe moyenne » au sein de la société serait la condition nécessaire à la démocratie est largement répandue dans les médias, dans les programmes politiques et dans certaines analyses scientifiques. Par exemple, Alemseged Abbay (2009) défend l'idée que le « processus de démocratisation en cours en Éthiopie » n'aboutit pas à une démocratie du fait de l'absence d'une *middle class* significative. Or, une grande partie de la littérature scientifique travaillant sur des cas concrets soutient la position inverse, à savoir l'absence de relation mécanique entre classe moyenne et démocratie. L'exemple de la Chine est significatif à cet égard : alors que pour les médias, les classes moyennes apparaissent comme le seul groupe capable de démocratiser le pays, J.L. Rocca (2008b) met en évidence le « mythe » du rôle crucial joué par les « classes moyennes » dans une dynamique de démocratisation ; un mythe selon lui entretenu par certains chercheurs, les journalistes et les fonctionnaires. Entre autres exemples, il cite le cas de Taïwan où « ce n'est pas un soulèvement brutal des couches intermédiaires qui a permis la démocratisation, mais la fin de la fiction de la reconquête du continent, seul élément qui justifiait la dictature » (Rocca, 2008b). Il conclut : « cette théorie de la modernisation évacue la politique et l'histoire, puisqu'elle considère la démocratisation comme un processus transcendant assumé par une classe qui apporterait, inéluctablement, la lumière dans un monde de ténèbres. » (*ibid.*). H. Koo (1991) montre quant à lui comment, en Corée du Sud, une grande partie des « classes moyennes » coréennes initialement favorables à la libéralisation politique ont par la suite soutenu des solutions plus autoritaires, par peur du chaos et de la récession économique. Le lien entre la formation d'une classe moyenne et la démocratisation du régime étant

²⁴⁷ Voir par exemple C. Hmed (2012) pour une analyse de la diversité des facteurs acteurs aux origines de la révolution tunisienne.

sujet à caution, il paraît nécessaire de s'interroger plus largement sur les implications politiques à terme de telles reconfigurations économiques et sociales.

1.2. « Classes moyennes » entre force inertielles et capacités de mobilisation

Les « classes moyennes » sont le plus souvent décrites comme une « force inertielle » ou encore une « classe légitimiste » profitant au pouvoir en place, qui garantit la sécurité de sa situation et réalise ses attentes raisonnables. D'autres travaux mettent en évidence le rôle contestataire de « classes moyennes » frustrées, déçues des promesses du régime en place, l'amélioration de leur niveau de vie ne s'étant pas accompagnée de la satisfaction des attentes qu'elle a générées. Elles sont perçues à la fois comme facteur de stabilité (par leur attachement au confort, à la propriété, par leurs solutions raisonnables lors des conflits sociaux), et comme facteur de changement politique (elles se retrouvent frustrées ou sont censées être en meilleure position que les autres couches sociales pour défendre leurs intérêts). Ces analyses font par ailleurs écho à la théorie de la frustration relative ("*relative deprivation*": Gurr, 1970) à l'origine de la contestation et du changement politique. C'est cette dernière idée qui prend actuellement le dessus dans le sens commun, particulièrement à travers le traitement qui a été fait de l'actualité des « printemps arabes », des manifestations en Turquie et au Brésil. J. Damon (2013) écrivait, afin d'illustrer l'inexistence d'internationalisation de la classe moyenne avec uniformisation culturelle et convergence des points de vue politiques : « 'Classes moyennes de tous les pays, unissez-vous !' : ce slogan, que personne n'a amené, n'a strictement aucun sens » (p.118). Quelques mois plus tard, France culture le dément en amenant le slogan (auquel elle a pris soin d'ajouter la forme interrogative) avec une émission intitulée : « Classes moyennes de tous les pays : unissez-vous ? ²⁴⁸ ». A partir des mêmes cas turcs, brésiliens et des « printemps arabes », F. Fukuyama (2013) formule une théorie selon laquelle le monde serait

²⁴⁸ France culture, émission du grain à moudre, 24/06/13, « Classes moyennes de tous les pays : unissez-vous ? ».

touché par “*The Middle-Class Revolution*”²⁴⁹. On assisterait à un mouvement de mobilisation des classes moyennes contre des gouvernements qui ne satisfont pas leurs attentes, particulièrement autour des questions relatives aux conditions de vie. Selon lui, ce mouvement à vocation se propager et pourrait constituer un mouvement global.

Une étude attentive de la littérature permet de réfuter toute forme de causalité directe et systématique entre la formation/présence de « classes moyennes » et la stabilité/instabilité d'un régime. En effet, de nombreuses études aboutissent à des résultats totalement divergents et opposés, tant en ce qui concerne la question de l'existence ou non de causalités que celle du sens de ces causalités. Cette absence de causalité directe ne signifie pas en revanche absence de corrélations. Ces corrélations varient selon les contextes et la nature particulière des catégories sociales concernées, leur positionnement vis-à-vis de l'appareil d'État et des alliances conclues (voir Darbon et Toulabor, 2014).

Les analyses de l'histoire politique éthiopienne sont significatives de l'ambivalence de l'impact politique des « classes moyennes ». Désignées comme « classes intermédiaires » (Gebru, 2009), comme « nouvelles couches sociales » ou encore « classes moyennes » (Markakis, 2006), elles sont considérées par les auteurs tantôt comme facteur de stabilité, tantôt comme initiatrices de changement politique. L'analyse de J. Markakis (2006) sur les origines de la révolution éthiopienne de 1974 est significative de cette ambivalence. Les « nouvelles couches sociales », au départ favorables à l'empire qui les a enfantées, se trouvent progressivement frustrées par l'incapacité d'un État figé à les absorber au sein d'une administration, d'une bureaucratie et d'une structure économique encore restreinte. C'est ainsi que ces « classes moyennes » se retournent contre l'empire et jouent un rôle moteur dans la révolution en participant à l'éclosion d'une « conscience politiquement urbaine » : quelle que soit la façon dont on les nomme, « ces nouvelles forces hétérogènes (fonctionnaires, enseignants, commerçants, intelligentsia, chauffeurs) se trouvent à la source des manifestations au début de l'année 1974. » (Markakis, 2006: 7). Les groupes sociaux intermédiaires sont ainsi au cœur de l'analyse des causes de la Révolution et leur rôle a été central : leur

²⁴⁹ Francis Fukuyama, “*The Middle-Class Revolution*”, dans *The Wall Street Journal*, 28/06/2013.

position subordonnée dans la structure de l'État a permis à cette classe de « paralyser l'appareil administratif et l'appareil répressif sur lesquels le régime était fondé. » (p.91). Cependant, J. Markakis met aussi en évidence que ce qui été déterminant (permis le passage à l'action), c'est un effet de circonstance favorable à des alliances de ces groupes sociaux à d'autres groupes, autour d'intérêts ponctuels communs. L' « attitude révolutionnaire » a été provoquée par une « concordance d'intérêts de classe entre les ouvriers, les paysans du sud, les soldats et la *petty bourgeoisie* » rendue possible par « le rétrécissement abrupte des horizons sociaux de la *petty bourgeoisie* éduquée » et son « statut économique de subordonné » (p.67). Ces éléments ont conduit à une « alliance spontanée » entre le « *petty bourgeoisie* » et les « classes opprimées » vis-à-vis de la « classe dirigeante associée au capitalisme étranger » (p.91). La *petty bourgeoisie* a pris en charge la promotion d'une « attitude révolutionnaire commune » en établissant « un cadre idéologique et un programme potentiel pour une action politique commune avec les classes des ouvriers et des paysans » (p.67). L'influence des groupes sociaux intermédiaires sur le politique dépend ainsi de la possibilité de tisser des alliances au moins conjoncturelles avec d'autres catégories sociales.

La capacité des groupes sociaux intermédiaires à agir comme facteur stabilisant ou déstabilisant politiquement est donc fortement liée à leurs situations relatives dans la structure sociale et institutionnelle dans laquelle ils s'insèrent, et ce sont sur ces points que nous porterons notre attention afin d'étudier les relations entre groupes sociaux intermédiaires éthiopiens et ordre politique. Cette étude de la littérature sur les relations entre « classes moyennes » et politique vient conforter la nécessité de travailler sur les sous-groupes.

2. « **POLETIKA ALFELLEDEM** »²⁵⁰ : les **mekakelegna** hors du jeu politique ?

Si nous nous étions arrêtés aux discours des personnes enquêtées sur le politique, nous pourrions qualifier ces « classes moyennes » d'apolitiques car elles se disent en grande majorité désintéressées par la politique et vivant leur vie sans se préoccuper du jeu politique. Lorsque je tentais d'aborder les sujets politiques, la réaction des personnes enquêtées était généralement vive : « *poletika alafaleghem* ». Dans le contexte, cette phrase signifie : « *je ne veux pas parler de politique* » ou « *tout sauf la politique* ». Les récits des personnes enquêtées révèlent cependant l'omniprésence diffuse d'enjeux politiques (lorsqu'elles parlent de leur trajectoire sociale, de leur activité professionnelle, de leur logement, etc.). Il s'agit ici d'analyser ces discours et non-discours sur la politique, afin de révéler les rapports des groupes au parti au pouvoir (défiance/enthousiasme, frustration/opportunité d'ascension économique et sociale), d'apprécier leurs degrés effectifs d'autonomie/dépendance vis-à-vis du parti-État, de jauger leur probabilité de mobilisation en tant que groupes et de se demander s'ils sont susceptibles de s'allier temporairement autour d'un enjeu ou d'un intérêt commun et/ou de constituer des alliances avec d'autres groupes sociaux plus riches ou plus pauvres.

²⁵⁰ « Je n'ai pas besoin de politique » : cette phrase constitue la réponse la plus fréquente lorsque j'aborde les sujets politiques avec les personnes enquêtées.

2.1. Difficultés de l'enquête révélatrices de l'omniprésence du parti-Etat dans la vie quotidienne des groupes de l'entre-deux

2.1.1. Des « nouveaux arrivants précaires » captifs du parti au pouvoir

Comme développé en partie méthodologique, mon premier séjour de recherche, durant lequel je me suis majoritairement entretenue avec des « nouveaux arrivants précaires » dans le quartier de *Tequr Abbay*, a été marqué par mon incapacité à aborder explicitement les sujets politiques, hormis avec les enquêtés 16 et 39, qui revendiquent leur adhésion à l'EPRDF. La plupart des entretiens se sont déroulés difficilement, dans un climat de méfiance. Ayant conscience du caractère sensible des questions politiques²⁵¹, j'ai choisi de les aborder à la fin de l'entretien dans les cas où la situation s'y prêtait. J'introduisais la thématique politique de cette manière: « *je vais vous poser quelques questions sur la politique* ». La réaction de la quasi-totalité des personnes enquêtées a été immédiate et ferme: « *Poletika alfellegem* ». Je demandais alors pourquoi et tentait de rassurer mon interlocuteur: « *je veux seulement savoir si vous vous intéressez à la politique* ». Les réactions étaient tout aussi abruptes: « *je vous l'ai dit: poletika alfellegem* ».

Ces situations m'ont longtemps laissée perplexe, je me disais qu'il y avait une peur telle que la question politique ne pouvait même pas être suggérée. J'ai compris plus tard qu'ils ne donnaient pas le même sens que moi à la question « êtes-vous intéressé par la politique ? ». Pour eux, elle signifiait: « soutenez-vous le gouvernement ? » ou encore « avez-vous votre carte à l'EPRDF ? ». Ce malentendu montre d'une part à quel point le terme « politique » est assimilé au parti au pouvoir, lui-même assimilé à l'État, et souligne d'autre part l'importance de la question de l'adhésion à l'EPRDF dans les vies des enquêtés de la tranche basse. Sans le savoir, je demandais aux personnes de ce quartier qui avait sa carte au parti ou qui ne l'avait pas. Je passais probablement pour une instance de contrôle liée au

kebelé. Le malaise était probablement accentué par la présence de leur voisine T. qui pouvait être considérée comme menant son enquête sur qui soutenait le gouvernement. En d'autres termes, nous étions toutes deux suspectées de chercher à constituer l'organisation politique du quartier : « *qui surveille, qui contrôle, qui travaille pour le kebelé ?* » ou encore assimilées à cette instance de contrôle. D'importantes mesures ont en effet été mises en place par le gouvernement afin de faire des « citoyens ordinaires » des agents actifs de l'appareil de contrôle du parti. Comme l'expose M. Di Nunzio (2014), la mise en place des *Peace and Security Committes*²⁵² au milieu des années 2000 constitue une des mesures phare du système de contrôle par les citoyens au niveau des *kebelé* de la capitale. Les fonctions de ces comités sont ainsi décrites par le texte *Urban Good Governance Package* (Ministry of Works and Urban Development, 2006) : il s'agit de mobiliser les “*residents for the prevention of crime, handing over criminals to the proper authorities and for controlling illegal constructions and settlements inside the Kebele. It shall also organize neighbourhood-policing units from residents to keep the peace and security of the Kebele, etc.*” (Ministry of Works and Urban Development, 2006: 15 cité dans Di Nunzio, 2014: 454)

Concrètement, la principale tâche des habitants du *kebele* membres de ces comités est de collecter des informations sur les autres habitants, qu'ils se doivent de rapporter de manière hebdomadaire aux membres du gouvernement local du *kebele* qui supervisent les activités des comités. Il s'agit alors d'écouter et de rapporter :

“In other words, ‘peacekeepers’ (selam askabari) or, as they are pejoratively known, akataris and bandas (literally ‘spies’) or joros (‘ears’), were effective ‘informers’ for the government if they were able to participate in and literally ‘hear’ the gossip of their community. [...] Gossiping was a way of mapping the community. Spying worked in the same way, but served forms of political control. As the ruling party built its network of ‘ears’, it produced a political community of loyalty. When individuals shared information with the

²⁵¹ Mes expériences précédentes en Éthiopie (un an passé à Addis-Abeba en 2008) m'avaient montré à quel point il est délicat voire impossible d'aborder les questions politiques : ne jamais en parler dans les espaces publics et partages très rares et privilégiés d'opinions dans la sphère privée.

²⁵² Chaque *kebelé* a un certain nombre de *Peace and Security Comittes* et chaque division en sous-*kebelé (tabia)* a son propre PSC généralement composé de 5 ou 6 membres (Di Nunzio, 2014:454).

government, they potentially betrayed the trust of those neighbours, acquaintances and friends who had passed them the gossip.” (Di Nunzio, 2014: 455).

Politics/Opinion

Meles urges for public participation to expose tax fraud

BYABIY HAILU

The Ethiopian Herald, le 12/04/11.

Le succès de ce système de contrôle est basé sur la crainte et d'intimidation qu'il génère. En effet, le climat de suspicion qu'il instaure (chaque voisin est perçu comme un informateur potentiel) crée une méfiance permanente qui a pour résultat d'auto-limiter tout comportement qui pourrait attirer l'attention du gouvernement (commerce informel, contournement du système de taxe, construction illégale, signes de mécontentement ou de protestation envers le parti au pouvoir) :

“It expanded the capacity of the government to ‘hear’ and to ‘know’. It strengthened relations between the ruling party and its most loyal supporters. It indirectly produced a climate of suspicion and mistrust that amplified the effects of peacekeeping on the streets and in neighbourhoods. Many in my field site could navigate the ruling party’s machinery of surveillance and control by, for instance, interacting cautiously with individuals who were commonly believed to be informers because they were members of the ruling party. At the same time, some people worried whether their friends, neighbours and acquaintances were actually informers, and tended to refrain from doing anything that could draw the government’s attention to them. As a young man living in my field site put it: ‘You could never start a [street] business because you cannot trust anyone, even some of your friends.’”
(p.455)

Il s'agit du climat de méfiance qui pèse lourdement sur les quartiers *Tikur Abbay* et *Addissu Gebeya* où ont été rencontrés la majorité des enquêtés de la tranche basse de l'entre-deux. A l'issue d'une après-midi passée chez une famille musulmane à *Addissu Gebeya*, le fils aîné (enquêté 99), jeune gérant d'un salon de coiffure, m'accompagne jusqu'au minibus et me glisse discrètement : « *Méfie-toi, ici, une personne sur trois est un indic du gouvernement. Arrête de poser autant de questions, de toute façon, on te dira rien ou on te dira n'importe quoi* ». Lors de mon séjour à *Tikur Abbay*, le quotidien est rythmé par les commérages des uns et des autres sur qui a adhéré au parti ou non. A l'issue des entretiens, T. émet des doutes quant à la fiabilité des propos d'un nombre important d'enquêtés sur leur rapport au parti au pouvoir. Par exemple, elle commente : « *Il/elle ment. Il/elle n'aurait pas eu un crédit aussi facilement et aussi élevé auprès de la SCI s'il n'était pas membre du parti* ».

Le climat de méfiance qui règne dans ces quartiers est révélateur de ce statut diffus de la politique, de l'omniprésence du parti-État dans le quotidien des enquêtés. Cette omniprésence est amplifiée par le fait qu'au regard des autres groupes de l'entre-deux étudiés, celui des « nouveaux arrivants précaires » d'Addis-Abeba est le plus captif du parti au pouvoir. La faiblesse de leur capital social et économique de départ implique en effet un lien étroit entre leurs trajectoires d'ascension économique et les structures du parti-État (accès au microcrédit, aux formations et autres facilités). Par ailleurs, la persistance d'une certaine précarité de leur situation accentue leur dépendance vis-à-vis du parti au pouvoir. Comme nous l'avons vu, nombre d'entre eux occupent des *tchereqa bét* et la lutte contre les constructions illégales est inscrite explicitement dans les fonctions des *Peace and Security Committes* (“*controlling illegal constructions and settlements inside the Kebele*”). Le statut illégal mais plus ou moins toléré des *tchereqa bét* en font un moyen de pression privilégié du système de contrôle et un argument de ralliement (adhésion au parti, vote pour le parti) de taille. D'une part, le processus de légalisation de ces habitats (demande d'obtention de la *carta*), long et incertain, se trouve souvent accéléré par une adhésion au parti au pouvoir. D'autre part, la tolérance arbitraire sur ces habitations permet au parti de s'assurer des votes. Certaines personnes enquêtées me racontent par exemple qu'à la veille d'élections,

des membres du parti font du porte à porte en promettant leur clémence sur le statut illégal de leur habitat contre une voix supplémentaire dans l'urne. Enfin, cette tolérance permet de renforcer le système d'intimidation en fonctionnant tel un système efficace d'auto-limitation des activités informelles. En effet, ceux qui sont déjà à la limite de la légalité concernant le statut de leur logement ne se risquent pas à développer d'autres activités qui pourraient leur porter préjudice (contournement du système des taxes, commerce informel, etc.).

Ainsi, le système de surveillance au niveau micro (*kebelé*) instaure un système de méfiance efficace auprès des « nouveaux arrivants précaires » qui sont les plus captifs du parti au pouvoir dans le maintien de leurs situations et leurs ambitions d'ascension (garder son logement, légaliser sa situation, accès aux crédits, etc.).

2.1.2. Les groupes plus installés au cœur du système méfiance/peur

Lors de mon deuxième séjour de recherche, les entretiens avec les membres des groupes plus installés se sont déroulés dans un climat de proximité voire de familiarité qui m'a permis de discuter de manière explicite de certaines questions politiques. Mon statut de jeune chercheuse ne leur était pas étranger et la plupart mettaient un point d'honneur à m'aider dans mon travail de thèse, ayant eux-mêmes effectué des travaux de recherche au cours de leurs études. En outre, ma nationalité française a joué plusieurs fois en ma faveur. Par exemple, l'enquêté 63, gérant d'un hôtel sexagénaire, me prévient : « *Je te dis tout ça parce que j'aime la France et que je veux faire avancer la recherche française, sinon je te dirais rien* ». J'ai de cette manière eu accès à un nombre beaucoup plus conséquent d'informations sur des sujets politiques en abordant avec certains des événements politiques précis, tels que la construction du barrage du Nil ou les « printemps arabes ».

Un fond de méfiance subsistait dans le déroulement des entretiens, différent cependant de celui ressenti lors de mon premier séjour de recherche. Au « *poletika alfellegem* » s'est substitué une série de précautions afin de contrôler la situation.

D'une part, les personnes enquêtées triaient méticuleusement ce qu'elles allaient me raconter ou non. De longues hésitations précédaient leurs dires, beaucoup notaient mes coordonnées avant l'entretien et certaines m'ont même fait part de leur « gymnastique » au niveau de leurs réponses. L'enquêtée 62, jeune femme qui a monté une petite entreprise d'organisation de mariage, m'explique qu'habituee à s'exprimer sur l'actualité durant ses études en France, elle a vite appris à ne rien dire depuis qu'elle est revenue en Éthiopie, à « faire comme les autres ». Elle ajoute : « même à toi je dis pas grand chose. C'est la peur de l'autre. Je sais pas d'où tu viens, si quelqu'un lit ta thèse et voit que c'est moi... . Je t'en ai déjà beaucoup trop dit sur mon histoire familiale ».

Le couvert de l'anonymat était la principale préoccupation des personnes enquêtées, mais n'était pas toujours suffisant pour rassurer. Par exemple, alors que l'enquêté 63 hésite à continuer l'explication qu'il a entamée sur la manière dont le gouvernement a procédé afin de l' « obliger à fournir » une contribution importante pour la construction du barrage du Nil, je tente de le rassurer en lui montrant que, sur mon carnet de terrain, il est identifié par un numéro et que je prendrai les précautions nécessaires afin que personne ne puisse l'identifier. Il me demande alors de changer son numéro lorsque je vais coder son entretien, d'utiliser un cahier vierge pour chaque entretien ainsi que de transporter toujours un seul cahier sur moi. Il veut aussi que je « fasse plus attention », m'affirme que je suis suivie et surveillée par des membres du parti au pouvoir « car une blanche qui prend des notes partout dans la ville, ça ne passe pas inaperçu ».

Ce fut le début d'un cercle de la peur. De plus en plus de personnes me mettaient en garde et je commençais à craindre pour la suite de mes recherches, mais surtout pour les personnes enquêtées que j'avais impliquées dans ma démarche. Les institutions (centre de recherche, ambassade) ont aussi commencé à me dire de « faire attention ». Mes colocataires ont commencé à craindre une visite à domicile du gouvernement. Prise au cœur du système de méfiance/peur, jugeant que je ne pouvais pas « faire attention » plus que je ne le faisais déjà, j'ai arrêté mes entretiens, soucieuse des personnes que je risquais d'impliquer en continuant, au grand regret de H. qui dénonçait une « paranoïa collective à l'éthiopienne ». Que la menace ait été réelle ou non, la tournure qu'a pris l'enquête est symptomatique du

fait que les groupes plus installés vivent dans la peur de ce que provoquerait une intrusion du parti-État dans leur situation professionnelle et familiale si elles ne se conformaient pas à ses règles (ici une règle tacite du silence sur les désaccords).

Ces deux expériences de terrain sont révélatrices d'un parti-État omniprésent dans les vies quotidiennes et d'un système de méfiance/peur constant, au point que sphère privée et sphère publique se confondent.

2.2. Des comportements politiques diversifiés pour un objectif commun : la « normalité »

2.2.1. Mécontents mais conformistes : le groupe majoritaire des résignés

Les personnes enquêtées (dans leur quasi-totalité) ne sont pas pleinement satisfaites de la politique gouvernementale, qu'elles revendiquent leur mécontentement (seulement deux d'entre elles, toutes deux fortement engagées politiquement durant la Révolution de 1974 et sous le régime du *Derg*) ou qu'elles en parlent comme des points de déception (les autres personnes enquêtées).

Le premier point de déception porte sur les conditions de vie des Éthiopiens : avec l'augmentation incessante des prix, plus personne ne peut vivre convenablement: *« tu peux écrire que je ne suis pas en faveur de ce gouvernement : ils ont fait de belles routes mais je préférerais que tout le monde ait à manger. Ils font une opération camouflage : les étrangers regardent et se disent que l'Éthiopie se développe. Mais ils font augmenter la pauvreté »* (propos de l'enquêté 67, ancien fonctionnaire retraité qui s'est lancé dans la consultance en finance pour étrangers afin de compléter sa maigre retraite).

Les principales préoccupations des plus revendicatifs portent sur le manque de démocratie, de liberté d'expression, sur les possibilités de protestation

drastiquement limitées et sur l'obligation d'allégeance au parti au pouvoir pour s'élever. L'enquêté 10, jeune homme enseignant à l'alliance française s'estime chanceux d'être francophone car, sinon, il n'aurait pas eu la possibilité d'atteindre sa position économique actuelle : « Ceux qui arrivent à gravir l'échelle sociale, c'est la tribu du gouvernement. C'est ce que j'aime à l'alliance, on n'est pas confronté à cela ». L'enquêtée 58, enseignante engagée depuis 1970 dans un syndicat de professeurs (aujourd'hui interdit), fervente défenseuse de la liberté et du respect des droits humains²⁵³, expose son combat politique à travers les différents régimes : « *Le Derg disait 'ne nous touchez pas'. On l'a fait et on en a subi les conséquences. Maintenant le gouvernement actuel dit 'fais ce que tu veux' mais finalement c'est la même chose, c'est même pire. Maintenant c'est plus de la torture psychologique : ils viennent te chercher sur ton lieu de travail, te posent des questions, parfois essaient de te rallier à leur camp, parfois de te faire disparaître.* ». Elle conclut « *Je me suis battue contre le régime féodal et je pense maintenant qu'on avait plus de libertés au temps d'Hailé Sélassié* ».

Ce cas de revendication est exceptionnel, les autres soufflent du bout des lèvres qu'ils préféreraient plus de liberté d'expression. L'enquêté 105, journaliste pour la télévision nationale, expose ainsi la situation : « *Si il y a un peu de censure je suis quand même libre. Mais bon, ça me gêne parfois quand même d'être un instrument du gouvernement, de transmettre des informations incomplètes. Mais bon je suis quand même libre car je n'ai pas d'affiliation politique. Je ne suis pas obligé* ».

La pratique la plus répandue est celle de l'évitement : jouer le jeu des pouvoirs en place afin de vivre sa vie, ce que B. Hibou (2011) dénomme « désir de normalité ». Les expressions “*I'm just living my life*” ou “*I'm just trying to live my life*” fréquemment employées lors des entretiens sont symptomatiques de cet objectif de normalité. Qu'ils se disent « hors du jeu politique » ou encore « suiveur pour ne rien perdre », la quasi-totalité des enquêtés entrent dans le cadre du système du parti au pouvoir afin de préserver leur vie quotidienne (professionnelle, familiale). Cette phrase est ainsi souvent répétée : « *Tant que tu es réglo avec le gouvernement, ça va* ».

²⁵³ Elle est restée emprisonnée durant trois années sous le régime du *Derg*.

L'enquêté 74, informaticien de 34 ans père de 3 enfants, « veut absolument rester en dehors de la politique ». Il se dit plutôt satisfait de la politique actuelle et critique sans vigueur la politique de taxe du gouvernement lorsque je lui demande ce qu'il en pense : « *Ça me freine dans mon travail mais c'est pour tout le monde pareil, c'est normal* ». Il finit par exprimer son mécontentement lorsque j'aborde le sujet du logement. Il me raconte qu'il a obtenu un *condominium* deux ans auparavant et que concrètement, il ne sait pas où s'adresser pour le « réclamer ». Puis il continue : « *Ah oui, ce que j'aime pas non plus c'est l'augmentation des prix* ». Il s'apprête à continuer sa liste de doléances puis s'arrête : « *Enfin, comme mon père me disait toujours : ne rentre pas dans la politique! Je n'aime pas rentrer dans les choses politiques. Il y a ma famille, c'est moi qui gère tout ça donc tu vois...* ».

L'enquêté 63, gérant d'un hôtel sexagénaire, s'intéresse à la politique mais ne participe pas : « *C'est trop dangereux de participer. Pendant Haile Selassie, les étudiants faisaient beaucoup de politique. Après, j'ai vu du sang, ce n'est pas facile. Dans mes camarades de classe, quelques-uns sont morts, d'autres ont quitté le pays* ». Il conclut : « *ce n'est pas intéressant de participer à la politique, surtout si on investit, si on travaille pour soi-même* ». Il a vécu des périodes difficiles dans la gestion de son hôtel qui se trouvait sur ce qu'il appelle la « liste noire du gouvernement »²⁵⁴ car il accueillait des réunions de partis d'opposition dans des salles de conférence de l'hôtel. Depuis, il ne « veut pas de problème » et fait profil bas : « *Je paie leurs contributions pour la construction du barrage du Nil sans contester, ils disent que c'est libre alors que c'est forcé, on ne peut pas y échapper* ».

²⁵⁴ Son hôtel était désigné par les journaux comme un lieu non fréquentable.

Citizens voicing “We will Build the Dam!”

BY BELAY MANAYE
& NIGUSE SIBUH

The popular saying “Son of Abay gets thirsty” is now over! The construction of the Grand Millennium Hydro-power Project, the biggest hydroelectric project so far in Ethiopia with an installed capacity of 5,250MW, has been officially launched recently on the Nile River. The Project which is believed to have a unifying power of all Ethiopians is going to be fully financed by the Ethiopian government. This is due to the persistent Egyptians' diplomatic campaign against loans and grants Ethiopia has pursued for long to undertake projects on the Nile River. However, we Ethiopians



(Photos Dagne Abera)



The Ethiopian Herald, le 13/04/11

La majorité des enquêtés de l'entre-deux (particulièrement ceux des tranches moyennes et hautes) a été mise à contribution afin de financer la construction du Grand Renaissance Dam. Les fonctionnaires se sont vu prélever automatiquement mensuellement environ 10% de leur salaire²⁵⁵, les revenus des salariés (hors organisations internationales) ont majoritairement subi le même traitement²⁵⁶, et les petits entrepreneurs ont été fortement incités à fournir une « contribution libre ». Un nombre très restreint d'enquêtés fait preuve d'enthousiasme à l'idée de ces contributions, à l'instar de l'enquêtée 69 qui déclare « payer avec plaisir 400ETB par mois » car elle « aime le développement » et est « très optimiste quant à l'avenir du pays ». Cependant la grande majorité des membres de l'entre-deux, loin d'apprécier cette situation, le fait car elle n'« a pas le choix ».

La légitimité du parti au pouvoir se base ainsi plus sur un système d'acceptation résignée que sur l'enthousiasme. Les personnes enquêtées résignées sont les plus

²⁵⁵ Pourcentage estimé correspondant à deux fois un mois de leur salaire annuel, sous forme de bonds du trésor avec ou sans taux.

²⁵⁶ Les chefs d'entreprise rencontrés expliquent qu'ils ont été fortement incités à mettre en place à leur tour un prélèvement obligatoire sur le salaire de leurs employés. Convoqués en groupe à une réunion au *qebelé*, il leur a été expliqué qu'ils devaient participer à l'effort national non seulement en effectuant une contribution au nom de l'entreprise mais aussi en instaurant un système de prélèvement automatique sur le salaire de leurs employés. Ceux qui souhaitaient présenter une objection étaient invités à lever la main, ce qui n'arrivait généralement pas.

nombreuses. À la recherche d'une « vie normale », les personnes enquêtées vivent conformément aux règles établies de la vie en société (payer les taxes, les contributions au barrage et ne pas protester). Certaines concluent les entretiens par : « *Il ne reste qu'à prier pour que ça s'arrange* » ou encore par : « *De toute façon, ce serait la même chose avec un autre gouvernement* » tout en soulignant régulièrement que « *C'est quand même moins pire que sous le Derg* ». L'idée que le *mengist* puisse agir différemment de ce qu'il a toujours fait est étrangère à la majorité des personnes enquêtées.

2.2.2. Le groupe des jeunes de la tranche haute : optimistes, partisans du *developmental state* et du maintien de l'ordre établi

Les jeunes de la tranche haute sont souvent critiques en ce qui concerne le respect des droits humains, la démocratie. Cependant, ils sont fiers du développement du pays impulsé par le gouvernement et sont optimistes pour l'avenir du pays.

Leurs discours sur le développement du pays font écho à la vision développementaliste du gouvernement : le développement économique du pays constitue la priorité et est en bonne voie, la démocratie est décrite comme un long processus en cours qui suivra le développement. L'enquêté 57, conseiller d'éducation dans une école internationale, déclare : « *Je suis optimiste, j'aimerais que mon pays rejoigne le rang des pays développés. La démocratie n'est pas absolue mais en chemin, les mentalités changent tous les jours. La démocratie, ça prend du temps* ». L'enquêté 108 se dit plus ou moins satisfait des politiques gouvernementales, mais très satisfait des politiques développementales : « *I like some policies and I don't like some others. What I like very much is developmental policies. The roads, the millenium dam considering the need of energy* ». Malgré le scepticisme dont il fait part concernant le caractère démocratique du régime en place, il croit tout de même à l'existence d'un processus de démocratisation qui suit son cours : « *It is not really democracy at this time but democracy is a process. We are on the road but still there are some problems. For example media have no*

freedom, they don't let the opposition exist but we have the process of building democracy. We are into it. But it is not easy». L'idée d'une ligne ascendante de développement est au cœur des discours. L'enquêtée 64, jeune femme journaliste, affirme : « *On revient de loin mais on doit encore faire beaucoup. On a aujourd'hui la 3ème croissance économique mondiale. La démocratie ce n'est pas un truc que tu peux faire du jour au lendemain. C'est un challenge* ». Elle pense aussi que le manque de liberté d'expression n'incombe pas directement au gouvernement : « *Il n'y a pas de liberté d'expression mais ce n'est pas forcément à cause du gouvernement, c'est la mentalité des gens* ».

Afin de pallier les problèmes de liberté d'expression et de démocratie, ils revendiquent majoritairement un changement en douceur qui implique un maintien de l'ordre établi. L'enquêté 70, jeune consultant, déclare : « *Je suis pour un changement mais avec le gouvernement actuel : laisser d'autres gens s'engager dans le gouvernement, même des membres de la diaspora qui ont des choses à apporter* ». Il poursuit : « *Changer de gouvernement maintenant créerait un désastre pour le pays car le pays est divisé en termes ethnique, religieux, politique, de niveaux de vie...* ». L'enquêté 109, journaliste, préconise de laisser le temps au gouvernement de finaliser la transition pacifique qu'il a impulsée : « *Honnêtement, je sens des tensions. Ça veut dire quelque chose que les gens n'osent pas parler politique. Ça peut exploser un jour. Mais moi, je veux maintenir le développement. Ici la préoccupation c'est le pain et l'eau. Donc je ne veux pas que le développement s'arrête. Notre démocratie est la solution* ». Ce groupe a donc intégré le discours développementaliste du gouvernement, en fait la promotion et prône le maintien de l'ordre établi.

Pour certains que j'ai rencontrés régulièrement lors de mes séjours de recherche, j'ai constaté un intérêt au maintien de l'ordre établi. Par exemple, l'enquêté 70, un ami de longue date a fait partie de ceux qui m'ont mise en garde sur le déroulement de mes recherches. Le point qui le préoccupait le plus était mes questions sur les « printemps arabes ». D'abord persuadée qu'il s'inquiétait pour le déroulement de mes recherches et les personnes (dont lui) que je pouvais impliquer, j'ai compris que sa principale préoccupation était autre. Il me demandait d'arrêter de questionner les gens sur les « printemps arabes » car « *après les gens vont en*

parler entre eux et ça peut leur donner des idées ». L. est aussi la personne avec qui je débats quotidiennement et assez librement de l'actualité du pays. Je n'avais jusqu'alors jamais perçu sous son regard généralement très critique des événements politiques l'enjeu personnel et professionnel que représente pour lui le maintien au pouvoir du régime en place.

Ces jeunes mettent un point d'honneur à rester travailler en Éthiopie. Si certains partent à l'étranger, ils ne l'envisagent que ponctuellement afin de réaliser des études supplémentaires (souvent un autre master). Ils ont le sentiment qu'ils peuvent agir et participer au développement du pays. Ainsi, l'enquêté 70 déclare : *“There is a lot of things I can do. I wish to stay in Ethiopia because I feel like things I do make an effect. The problem is that most people make it for a wrong reason: money”*. Ces nombreuses expériences professionnelles l'ont rendu conscient de la difficulté de la tâche. Par exemple, il raconte que lorsqu'il était volontaire aux Nations Unies, le rapport qu'ils avaient élaboré sur l'emploi des jeunes en Éthiopie n'avait finalement pas été publié car le gouvernement éthiopien n'avait pas validé sa publication. Malgré ces difficultés, il pense fermement qu'il peut avoir un impact et changer les choses de l'intérieur, même si ce n'est pas évident dans le contexte autoritaire du régime en se positionnant *“inbetween the line”* : *“You can work inbetween the line, inbetween the system. It influence people”*.

2.2.3. Incertitude sur les comportements électoraux

En ce qui concerne leurs intentions de vote aux prochaines élections, la plupart des enquêtés de l'entre deux n'ont pas souhaité s'exprimer à ce sujet (environ 69%, graphique ci dessous).

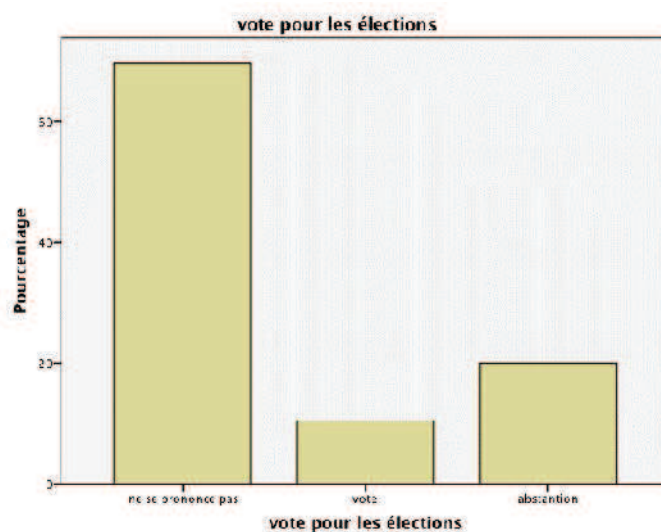


Figure 115: Comportements électoraux des enquêtés de l'entre-deux. 68,3% ne se prononce pas, 10,9% déclare voter pour l'EPRDF et 19,8% déclare s'abstenir.

Si quelques enquêtés racontent avoir voté pour un parti d'opposition lors des élections de 2005, aucun enquêté ne déclare avoir voté ou avoir l'intention de voter pour l'opposition depuis. Pour eux, 2005 constitue la preuve que voter est un acte dénué de toute utilité et ils préfèrent désormais s'abstenir. 20 enquêtés de l'entre-deux déclarent ne pas aller voter (4 enquêtés de la tranche basse, 4 enquêtés de la tranche moyenne et 12 enquêtés de la tranche haute). L'abstention est souvent motivée par la lassitude (« ça ne changerait rien ») et marque pour certains un rejet du système politique (« il n'y a pas de démocratie donc pourquoi j'irais voter? »), comme l'exprime l'enquêtée 1, jeune femme cuisinière dans une famille d'expatriés : « *Je n'aime pas la politique ici, on ne peut pas changer de gouvernement. Ce n'est pas une démocratie comme chez toi. C'est pour ça je déteste la politique ici. Je ne vote pas. Moi j'aime bien quand les gouvernements changent avec les élections, pas avec la guerre, c'est pour ça que je déteste ici* ». Enfin, 12 enquêtés de l'entre-deux déclarent avoir l'intention de voter pour l'EPRDF aux prochaines élections (6 enquêtés de la tranche basse, 2 enquêtés de la tranche moyenne et 4 enquêtés de la tranche haute).

Parmi ces enquêtés, il y a ceux (2 enquêtés de la tranche basse et une enquêtée de la tranche moyenne) qui revendiquent leur adhésion à l'EPRDF. Par exemple, l'enquêtée 69 déclare : « *J'aime l'EPRDF. Ils font en sorte que la société soit bien gérée et je suis d'accord avec leurs projets et leurs idées. J'aide l'EPRDF. Par exemple, lorsque quelqu'un n'a pas compris je lui explique : on a l'économie de libre marché, la démocratie et la liberté. Avant les gens souffraient maintenant on est libre. Donc oui je vote EPRDF bien sûr* ». Pour leur part, 2 enquêtés de la tranche basse disent « ne pas avoir eu d'autres choix ». Il y a ceux qui ne jurent que par Méles Zenawi le *gobez* (intelligent, doué, habile). Les propos de l'enquêté 2, chauffeur pour une famille d'expatriés, montrent que le « *poletika alfellegem* » n'est pas incompatible avec un vote pour l'EPRDF. Il commence par affirmer : “*I don't want to speak about politic. I don't want to touch it even*”. Puis, lorsque je lui demande si il vote, il répond: “*I vote EPRDF because I like this one. This gouvernement is better than the previous government. I like Meles, I really like him. He is well educated and communicated he is nice*”. Le décès de Méles Zenawi en août 2012 ne semble pas avoir affecté les choix électoraux de ceux qui déclarent voter EPRDF. En effet, les entretiens menés après cette date sont significatifs d'une stabilité des positionnements politiques des enquêtés. Ceux qui sont favorables au régime en place se réjouissent de la continuité de la ligne politique du gouvernement depuis l'arrivée du premier ministre Hailé Mariam Dessalegn, et ceux, majoritaires, qui n'affectionnent pas le parti au pouvoir voient dans cette continuité une preuve supplémentaire du caractère irréversible de la situation politique du pays. Enfin, pour les 12 enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux qui déclarent voter EPRDF, voter EPRDF signifie soutenir la ligne développementaliste du gouvernement et pour certains la « vision » de Méles Zenawi.

The thing about a hero, is even when it doesn't look like there's a light at the end of the tunnel, he's going to keep digging, he's going to keep trying to do right and make up for what's gone before, just because that's who he is.

I MISS YOU #Meleszenawi

Message posté en août 2014 par M. sur son mur *facebook*.

2.3. Variations de l'entre-deux et relations au parti

Si, comme nous l'avons vu, l'omniprésence du parti marque le quotidien des membres de l'espace de l'entre-deux, cette omniprésence pèse à différents niveaux en fonction des différents groupes de l'entre-deux. L'enquête révèle que le parti et les enjeux qui y sont liés se matérialisent par différentes formes/significations/impacts selon les variations des positions de l'espace social intermédiaire.

2.3.1. La question de l'adhésion à l'EPRDF comme enjeu des trajectoires des nouveaux arrivants de la tranche basse et des fonctionnaires de la tranche moyenne

La question de l'adhésion à l'EPRDF constitue d'ailleurs un enjeu central des trajectoires des nouveaux arrivants de la tranche basse et des fonctionnaires de la tranche basse et moyenne.

Adhérer au parti et devenir capable

Dans le quartier de T., nous avons passé une matinée avec l'enquêté 16, âgé d'une quarantaine d'années et père de deux enfants, gérant d'un atelier de ferronnerie. Il travaille seul, des clients commandent des portails, il doit avoir de l'argent disponible pour pouvoir acheter du fer, puis il construit le portail, le vend et ainsi de suite. Auparavant, il tenait une petite boutique avec un ami mais ce n'était pas vraiment rentable. Il dit que « sa vie a changé » depuis qu'il s'est engagé en politique, auprès de l'EPFDF. Il est devenu « quelqu'un de capable, respectable, qui travaille à son compte et subvient aux besoins de sa famille ». Il est « heureux et confiant », « un futur radieux l'attend ». Je le questionne sur son engagement en politique. Il m'explique que son adhésion à l'EPRDF a été le point de départ d'un « cercle vertueux », grâce aux « opportunités offertes par le gouvernement ». Il a bénéficié d'une formation durant laquelle il a appris le métier de ferronnier et les

rouages de la gestion d'un commerce. Il a ensuite obtenu le « crédit maximum » auprès de l'Addis Credit and Savings Institution, qui lui a permis d'acheter les machines pour son atelier. Il a pu venir à bout de son premier emprunt et a ainsi eu l'opportunité de reprendre un crédit afin d'investir dans son atelier. En plus d'un commerce prospère, son engagement lui procure un sentiment d'avoir trouvé sa place sociale : il répète qu'il est maintenant « respectable », qu'il n'a « vraiment pas à avoir honte de sa vie ». Depuis, il s'est engagé dans de multiples institutions éthiopiennes : il est trésorier dans son *equb* et au sein de son église, il est tout juste élu responsable du *Peace and Security Committe* et gère ainsi la « sécurité de 125 familles », il a été élu porte-parole des parents d'élèves dans l'école de sa fille et essaie de participer à toutes les réunions du parti. Il rêve de participer à la politique au niveau national, « un jour, quand il aura acquis plus de connaissances ».

Le sentiment d'être investi d'un rôle social caractérise aussi le récit d'une autre voisine de T., l'enquêtée 39, engagée à l'EPRDF. Elle est en charge de protéger le quartier des constructions illégales. Ses propos traduisent que, par son engagement, elle s'émancipe de son statut d'épouse et s'affirme en tant qu'actrice sociale : *"Thanks to politics I go out of the kitchen! My knowledge is better and better, I'm serving my people"*. Selon elle, grâce au gouvernement, tout le monde peut sortir de la pauvreté : *"We have opportunity for trainings, credits, everything we need to open a business: with this government, poor women can become investors!"*.

Cette dernière phrase fait écho au discours type de l'EPRDF : le régime offre toutes les possibilités nécessaires pour s'en sortir, celui qui ne s'en sort pas est donc coupable de ne pas les avoir saisies. Si ces deux enquêtés mettent en avant les opportunités d'ascension économique (formations, crédits avantageux) que permet l'adhésion au parti, ce système est source de colère d'une grande partie des personnes enquêtées de la tranche basse et des fonctionnaires des tranches basse et moyenne. Ces dernières dénoncent un système partitaire ou clientéliste, favorisant certains sur des critères qu'elles considèrent comme « injustes » (certains postes sont jugés inaccessibles sans adhésion préalable, certains business impossibles à mener sans connaissances au sein du système politique). Cette frustration s'est

amplifiée entre mes deux séjours de recherche chez les commerçants et les investisseurs parallèlement au durcissement de la politique des taxes, et est restée forte chez les fonctionnaires non-adhérents qui se disent « voués à ne jamais connaître de promotion ». La question de l'adhésion au parti constitue ainsi un enjeu important des trajectoires des nouveaux arrivants de la tranche basse et des fonctionnaires de la tranche moyenne de l'espace de l'entre-deux.

2.3.2. Les jeunes de la tranche haute dans un système d'ouverture sous contrainte

Comme nous l'avons décrit les jeunes de la tranche haute font preuve d'enthousiasme en ce qui concerne les « nouvelles opportunités » professionnelles entrepreneuriales rendues possibles par la relative libéralisation économique du pays. Leurs parcours professionnels ne se déroulent pas pour autant sans embûche. Leurs récits mettent en évidence le fait qu'ils sont pris dans un système contradictoire d'ouverture contraignant. Si ils ont souvent l'impression qu'actuellement en Éthiopie, avec de la volonté, « tout est possible », certains événements viennent leur rappeler régulièrement qu'ils ne sont pas totalement maîtres de leurs ambitions. La difficulté la plus importante qu'ils rencontrent est due aux changements particulièrement réguliers des lois qui régissent leurs activités professionnelles. Ces changements créent un environnement particulièrement incertain et fortement contraignant à la réalisation de leurs projets entrepreneuriaux. Ainsi, l'enquêté 53, jeune homme revendeur au *mercato*²⁵⁷, s'exclame : *“In Ethiopia, it is impossible to make a business plan for more than two weeks”*. Les situations de ces jeunes sont marquées par une ambivalence entre une sensation d'ouverture (saisir les nouvelles opportunités) et de compression (lourdeur du système fiscal, changements incessants des règles du jeu).

Par exemple, en 2007, B. et l'enquêté 70 ont monté une petite entreprise de maintenance informatique. Ils ont obtenu une licence et offraient leurs services en tant qu'indépendants à des organisations gouvernementales et privées. Une année

²⁵⁷ Grand marché d'Addis-Abeba construit sous l'occupation italienne.

après l'ouverture de leur *business*, au moment où ce dernier devenait rentable et où ils commençaient à avoir de nombreux clients, la mise en place d'une nouvelle législation sur les taxes les a contraints à fermer boutique. B. explique :

“The tax legislation was about all technology companies to register for VAT. And to use a dedicated machine to report daily payment transaction (even 0), and be obliged to pay a fine if you don't do it everyday. The machine was about 3000 birr or so but the issue for us was that we have few days a month payment transactions and we might not be at the office some days. Yet if we register for that, we will have to be or have someone at the office every day to submit tax report (0 payment most days). It was not possible to have the machine mobile. The reporting machine had to be install only at a specific office and in some cases in company car.”

Le caractère inadapté de cette législation au type de service qu'ils offraient les a poussés à retourner leur licence. Quelques mois plus tard, l'enquêté 70 a repris son activité avec un autre type de licence et de service et B. a repris des études à l'université d'Addis-Abeba tout en réfléchissant à la nature de son futur nouveau projet entrepreneurial.

Lors de mon premier entretien avec l'enquêté 37 en juin 2011, il est ravi de me présenter son nouveau projet professionnel. A cette date, cela fait quelques mois qu'il a quitté son poste d'employé dans une banque et qu'il a réalisé son projet de longue date : travailler à son compte. Avec un de ses amis, ils se sont lancés dans l'importation et la revente d'équipement en vaisselle. Il m'annonce : *“Now you can call me little investor”* et fait preuve d'un optimisme débordant quant à l'avenir de son business qui est *“on the road to success”*. Lorsque nous nous revoyons en mars 2012, son discours est beaucoup plus nuancé. Notre jeune *investor* a en effet rapidement rencontré des freins à l'épanouissement de son projet entrepreneurial. Il commence son récit par un entendu : *“As you know, Ethiopia is full of unexpected situations”*. Une de ces situations imprévues a pour le moins perturbé le déroulement de ses projets. Les produits achetés à Dubaï devaient arriver par conteneur en Éthiopie un mois plus tard. Finalement, un des conteneurs est resté bloqué à Dubaï plus de quatre mois et un autre pendant six mois. Pour des « raisons obscures », « le gouvernement éthiopien a bloqué leur marchandise tout

ce temps ». Outre les dommages financiers importants que l'impossibilité de vendre les produits pendant ces mois a engendrés, ils ont dû payer 50 000 ETB (7692 \$ ppa) pour le retard avec lequel ils ont dû rendre les containers vides « même si ce n'était pas leur faute ». Lorsque je reviens en octobre 2012, il était censé se trouver en Chine afin d'acheter des produits. Je le rencontre cependant à Addis-Abeba. Cette fois, c'est lui-même qui est « bloqué » : *“I am waiting for the approval. I am stuck in Addis until I get it”*. Une fois l'autorisation en main, un autre problème restait en suspens : le manque de liquidité disponible à la banque nationale. L'enquêté 37 se rendait tous les jours à la banque afin de demander des dollars pour pouvoir partir en Chine réaliser son *business*. Tous les jours, la réponse était négative, jusqu'au jour où, deux mois plus tard, il a pu disposer de liquidités afin de partir. Il conclut : *“All this things, it depend on your chance”*.

Ce parcours est significatif du système encourageant/contraignant au sein duquel évoluent les jeunes entrepreneurs de l'entre-deux. Alors que, dans le discours, le gouvernement encourage fortement l'entrepreneuriat, la mise en place concrète des projets entrepreneuriaux est pour le moins rendue incertaine. Nos enquêtés se retrouvent bloqués à différents stades de leurs projets, de manière ponctuelle ou parfois définitive. Ces blocages imprévisibles (changement de législation) et dans certains cas arbitraires (« raisons obscures ») font des projets entrepreneuriaux des membres de l'espace de l'entre-deux de véritables parcours du combattant : *“The government make it difficult. It is really challenging. But I don't want to give up, I will fight”* (enquête 37).

2.3.3. « Avoir des relations », enjeu du maintien de positions de la tranche haute et limite vers le haut de l'espace de l'entre-deux

Lorsque je demande à l'enquêté 37 si adhérer au parti faciliterait sa tâche, il me répond par la négative : *“It will change nothing. The main thing is to have connexions”*. Si l'adhésion au parti constitue un enjeu de taille pour la majorité des enquêtés des tranches basses et moyennes de l'entre-deux, elle n'est pas significative pour les entrepreneurs de la tranche haute. A ce niveau, ce qui est impactant, c'est

d'avoir le bon réseau relationnel au sein du parti. Du réseau ils en ont, nous l'avons vu, il est déterminant dans leur capacité à monter leur affaire et à atteindre la tranche haute de l'entre-deux. Par exemple, le réseau personnel de notre jeune *investor* a fortement impacté sa capacité à mettre en place son projet indépendant : *“I had a lot of contacts. Friends in the field of import/export, colleges in finance, all they helped me to start my business”*. Lorsqu'ils se retrouvent bloqués, c'est que leurs relations ne suffisent plus à assurer la pérennité de leur ascension. Lorsque l'enquête 37 utilise le terme *“connexion”*, il ne parle pas du type de relations qu'il a déjà (professionnelles et avec certains membres du gouvernement qui peuvent lui rendre des « services ») mais de celles qu'il n'a pas : *“Some people have the connexions, it is easy for them. It make them able to sell the same product from the same contry at really low cost. You can not compete with them. It kill all the others like me. Some are selling it almost the same price that we find in China”*. Ces mystérieuses *“connexions”*, il ne les a pas, et ne les aura pas, car il n'est pas né dans la bonne famille. Ce qu'il désigne par ce terme, ce sont en fait les familles tigréennes influentes²⁵⁸, et il ne s'agit pas de les connaître, mais d'y avoir grandi : *“To be a tigrean is not sufficient for success. You also have to be born in the right family. So, there are two dimensions, and you need to have both. You will never benefit from their advantages/support if you are an outsider”²⁵⁹*. Le point qui le

²⁵⁸ Cette importance des « relations » liées à des réseaux familiaux, profondément inscrite dans les représentations des membres de l'entre-deux comme dans celles de nombre d'Éthiopiens, est le résultat d'un pan de l'histoire politique de l'Éthiopie au XX^{ème} siècle. L'existence d'une "diaspora" composée d'investisseurs tigréens est antérieure à la prise du pouvoir par le TPLF en 1991 (Berhe Aregawi, 2004: 573). Les vingt années de pouvoir de l'EPRDF ont cependant permis le "chevauchement" de positions économiques et politiques par une certaine frange des élites du Tigray, selon une logique observée dans nombre d'États africains (Bayart, 2006 [1989]). Ce chevauchement s'incarne notamment par le contrôle exercé par l'*endowment fund* tigréen EFFORT sur nombre d'entreprises para-étatiques (Vaughan et Mesfin Gebremichael, 2011). Ce positionnement économique de certaines élites tigréennes ne doit toutefois pas pousser à considérer les "Tigréens" comme un bloc entièrement uni derrière le TPLF : les purges répétées au sein du TPLF et l'exil de plusieurs cadres du parti après 2001, entre autres choses, en témoignent.

²⁵⁹ Lors de nos nombreuses entrevues à Addis-Abeba, l'enquête 37 a toujours évoqué les *“connexions”* sans jamais faire référence aux tigréens même lorsque je lui demandais d'être plus précis. Ces propos sont le fruit de discussions informelles ayant eu lieu pour leur part à Paris. Le fait de se trouver en France a donc délié sa langue. A la fin de la conversation, il s'assure tout de même que je vais être discrète en me demandant de ne pas « crier tout ça sur la place publique » lorsque je retourne à Addis-Abeba. Cette mise en garde me laisse pour le moins perplexe car le fait que certains tigréens disposent d'avantages est de notoriété publique en Éthiopie. L'enquête 37 estimait cependant qu'il m'avait donné trop d'informations. Peut-être est-ce parce qu'il m'a donné des informations sur le *mercato*, dont l'organisation est très compliquée à percevoir lorsque l'on n'y est pas, comme lui, totalement immergé. Dans tous les cas, le fait qu'il n'avait jamais parlé des tigréens à Addis-Abeba est révélateur de l'omniprésence du spectre du parti au pouvoir dans l'espace public de la capitale.

contrarie le plus est celui de la politique des taxes. Il est favorable à la politique des taxes mises en place par le gouvernement et trouve normal que les commerçants payent ces taxes car *“it is for the development of the country”*. Ce qu'il ne trouve cependant pas normal est que, « ceux qui ont le pouvoir, eux, ne paient pas ces taxes ». Alors qu'avant le durcissement de la politique des taxes, il était plus facile pour tout le monde de contourner en partie le système, ces contournements sont désormais pour le moins risqués : *“Before, it was easier, more informal, like during the night (in a grey area ?). Personally, I never got a special treatment, I was audited about once a year. Taxes are up to 12%. Even if you get a 7% profit, taxes are 12%. If you do not follow this rule, minimum charge is 2 years prison”*. Ceux pour qui contourner le système des taxes reste actuellement possible, ce sont justement ceux qui l'imposent, c'est-à-dire les familles tigréennes au pouvoir : *“It is impressive, some years ago, everybody was talking guragina in mercato. Now, you hear mainly people talking tigrinia. They took over everything. If you do not have connections, you cannot compete. They don't pay taxes. They get all benefits. They sell their products almost the price they paid for it in China. Can you imagine ? ”*

Le parcours de l'enquêté 37 est significatif de différentes dimensions structurant l'espace de l'entre-deux. D'abord, les tranches de l'entre-deux basse et moyenne d'une part et haute d'autre part n'évoluent pas dans le même système de rapport au parti. Alors que pour les tranches basse et moyenne de l'entre-deux, l'adhésion au parti constitue un enjeu, ce qui compte et fait sens pour les membres de la tranche haute de l'entre-deux, est le réseau relationnel avec des membres influents du parti et l'entretien de ces relations. Cela consiste concrètement par exemple à rendre des services par anticipation à des individus influents afin de créer des relations de type « donnant-donnant ». Par exemple, l'enquêté 34, jeune comptable dans une entreprise familiale d'import export et propriétaire de deux voitures qu'il met en location, va louer ces voitures à des connaissances haut placées dans l'appareil de contrôle du parti²⁶⁰, et lorsque vient le moment pour eux de payer, il leur dit que

²⁶⁰ Je ne connais pas la fonction précise de ces jeunes membres du système de sécurité nationale, mais tout indique qu'ils sont haut placés.

c'est pour lui. De cette manière, il pourra compter sur eux en cas de problème²⁶¹. Si l'accès à la tranche haute de l'entre-deux est relativement conditionné par ce type de relations, elles ne sont pas suffisantes pour passer hors espace de l'entre-deux et accéder aux tranches supérieures de la structure sociale éthiopienne. L'ascension des enquêtés de la tranche haute de l'entre-deux se retrouve effectivement bloquée lorsque leurs positions commencent à côtoyer la frontière entre la tranche haute de l'entre-deux et la tranche supérieure de la structure sociale d'Addis-Abeba.

2.4. (In)capacités de mobilisation des groupes de l'entre-deux

La révolte impossible ?

Partant des printemps arabes, je questionne les enquêtés sur ce qu'ils en pensent et parfois leur demande s'ils pensent un scénario similaire probable en Éthiopie. La quasi-totalité des personnes enquêtées se disent heureuses d'avoir vu les « dictateurs tomber ». Certains se montrent très enthousiastes : « *On a pu voir que tout appartient au peuple : on a pu voir l'inimaginable* ». En ce qui concerne le scénario éthiopien, les avis sont contrastés.

« *Pourquoi ici ? On a le développement !* »

Ceux qui assument leur adhésion au parti au pouvoir pensent la révolte impossible et voient ceux qui essaieraient de l'instaurer comme des « extrémistes minoritaires » ou des personnes jalousant les places élevées du pouvoir. Ainsi le ferronnier explique : « *Seul un petit nombre de gens veut un changement de gouvernement, ils sont égoïstes, c'est de la rage qu'ils ont alors que nous sommes sur la voie du développement* ».

Ceux qui adhèrent à la manière dont le gouvernement développe le pays pensent qu'il n'y a pas de révolution possible. M. s'exclame : « *No way ! People have hope now they don't want a revolution ! People are on development road* ». D'abord ils la

²⁶¹ Ces informations ne proviennent pas des discussions que j'ai pu avoir avec l'enquêté 34 mais de discussions informelles à Paris avec certains de ses amis.

trouvent inutile (« *pourquoi faire une révolution alors qu'on a la croissance ?* ») et peu probable, comme l'illustre l'analyse de l'enquête 40 : « *On est divisé à trop de niveaux et les gens prient si ils vont mal* » ou encore la remarque de l'enquête 33 : « *Quand il n'y a pas l'argent tu ne vas pas chercher la liberté. Ici on court après l'argent* ».

« *Je ne veux pas me faire tuer !* »

La majorité des personnes enquêtées pensent qu'une révolte serait probablement souhaitable mais guère probable. D'une part ils considèrent que la manière dont le gouvernement contrôle les populations est un obstacle majeur, comme l'illustrent les propos de K., hôtesse de l'air : « *Je pense que le gouvernement éthiopien sait ce qu'il se passe en bas. Donc dès qu'il se passe quelque chose comme ça, ils l'arrêtent* ». Un administrateur d'un ministère m'explique : « *On ne peut même pas en parler dans la ville des révolutions car une personne sur cinq est un indic du gouvernement, ils paient bien pour ça* ». Certains, comme R., soulignent l'intelligence de la stratégie gouvernementale au moment des printemps arabes : « *Au moment des printemps arabes, le gouvernement a fixé les prix, on a pu manger de la viande et quand tout s'est calmé c'est reparti* ».

D'autre part, le spectre de la coercition du régime est omniprésent : dans les récits des personnes enquêtées, le vocabulaire de la mort, de la violence et du sang est prégnant. Les plus âgés sont marqués par les nombreuses pertes qu'ils ont vécues durant le régime du *Derg* et le souvenir des événements de 2005 est souvent traumatique pour la plus jeune génération. Ils sont nombreux à répondre « *je ne veux pas être tué* » ou encore « *on a vu des amis mourir et on ne veut pas revivre ça* ». L'enquête 7 affirme que le simple fait de critiquer verbalement le gouvernement peut menacer l'intégrité physique de celui qui s'y risque : « *If you say bad things about the government, you will disappear* ». L'année 2005 marque pour beaucoup un tournant qui rend la rébellion impossible, une régression au niveau des libertés individuelles. Ainsi, R. explique : « *Avant 2005, il y avait une vraie conscience politique. Maintenant les choses sont de retour voire pires, les gens ne parlent plus* ».

« Ça peut arriver mais pas tout de suite, et quand ça va péter ça va péter ! »

La rébellion leur semble ainsi impossible mais nombreux sont ceux qui projettent qu'elle aura lieu dans le futur. Ils sentent les tensions à Addis-Abeba s'accroître avec l'augmentation des prix et pensent que la situation ne peut pas se prolonger éternellement. À l'instar du retraité-consultant, certains pensent qu'une révolte est en train de s'organiser : *« Un jour ça va arriver ici mais les gens ne le réalisent pas, c'est une question de temps. Il y a des signes : la grève des profs, beaucoup de mécontentement, l'inflation est très élevée, augmente tous les jours. Ça va arriver. C'est une question de temps »*. Il argumente : *« Les choses se préparent ici et là-bas. Les intellectuels s'organisent, ça doit bien sûr venir des intellectuels et les autres vont suivre »*. Il y participera, mais seulement si la révolte se déroule pacifiquement : *« Je suis pour une rébellion pacifique »*. Cette dernière citation montre que même ceux qui sont pour un changement de régime désirent et sont prêts à s'impliquer dans un changement, seulement s'il se déroule « en douceur », à l'instar des partisans d'une évolution tout en maintenant le régime politique actuel.

Les sous-groupes de l'espace de l'entre-deux entretiennent des rapports au politique diversifiés et se situent à différents degrés de dépendance vis-à-vis du parti-État, ce qui influe sur leurs (in)capacités de mobilisation.

Les « nouveaux arrivants précaires » sont les plus instables (risque de déclassement omniprésent) et les plus dépendants du parti-État et du système (car leur ascension économique et sociale et le maintien de leur situation dépendent des dispositifs mis en place par le parti). Le parti-État est donc très présent dans leurs vies quotidiennes et ils entretiennent un rapport de satisfaction/mécontentement à son égard. Satisfaits du dispositif d'opportunité mis en place par le parti-État (formations, micro crédit), ils sont contrariés par la pression exercée par le parti-État à visage humain (le *qebelé*, le contrôle du quartier et le système de méfiance qui en découle). Leur capacité à se révolter semble cependant particulièrement faible : captifs du parti au pouvoir, ils semblent ne pouvoir qu'agir comme un soutien automatique, sans capacités de changement des allégeances politiques.

Les « classes moyennes traditionnelles déclassées », en majorité composées de fonctionnaires qui connaissent un déclasserement économique et social à cause de l'inflation, sont les plus critiques à l'égard du gouvernement. Elles dénoncent une attitude désinvolte du gouvernement face à la dégradation des conditions de vie de la population et critiquent le système partitaire (l'adhésion à l'EPRDF pour connaître une promotion). Ce sont donc les plus revendicatrices, mais elles vivent souvent leur futur par procuration sur « l'avenir radieux » qui attend leurs enfants (futur dans lequel elles ont largement investi). Nous pouvons donc penser qu'elles ne se mobiliseront que si l'avenir de leurs enfants est compromis ou si les jeunes générations se mobilisent.

Les membres du groupe des « jeunes héritiers en ascension » sont quant à eux majoritairement satisfaits des politiques gouvernementales et très enthousiastes par rapport aux nouvelles possibilités qu'offre la relative libéralisation économique. Ils ont intégré le discours développementaliste du gouvernement et sont optimistes quant à leur avenir. Ils se sentent autonomes dans un espace de tous les possibles. Cependant, ils ressentent une violence symbolique forte lorsqu'ils sont bloqués ponctuellement par le parti-État (par exemple par une autorisation d'importation non délivrée ressentie comme un acte arbitraire). Leur situation est marquée par une ambivalence entre une sensation d'ouverture (la sensation de nouvelles opportunités) et de compression (lourdeur du système de taxes, changements incessants des règles du jeu).

La quasi-totalité des personnes enquêtées sont satisfaites des politiques de développement économique du gouvernement mais critiquent le régime en place (critique de l'allégeance au parti au pouvoir pour s'élever, du manque de démocratie et de libertés individuelles).

Cela ne signifie pas pour autant que ces groupes affaiblissent la légitimité du régime en place. Ils adhèrent aux fondements de la légitimité du régime (les projets de développement) et semblent préférer la stabilité, qu'elle soit jugée indispensable au maintien de leurs situations économiques et sociales ou préférées à un futur incertain perçu comme probablement pire.

La superposition entre la vie quotidienne des personnes enquêtées et l'appareil de domination semble laisser peu d'autonomie vis à vis des intérêts du groupe au

pouvoir. Les groupes de l'entre-deux semblent *de facto* intégrés à l'appareil d'État, qu'ils adhèrent au parti ou non, qu'ils approuvent le régime en place ou non. Les trajectoires économiques et sociales des personnes de « l'entre-deux » sont marquées par la dépendance vis-à-vis des intérêts du groupe au pouvoir, que les personnes enquêtées aient un intérêt au maintien de l'ordre établi ou non, qu'elles s'intègrent à l'appareil de domination ou qu'elles développent des stratégies d'évitement par rapport à l'ordre établi. La légitimité du régime se base ici plus sur une acceptation résignée (objectif « normalité ») que sur un enthousiasme (à part pour le groupe des « jeunes »).

Conclusion sur l'espace de l'entre-deux d'Addis-Abeba, ses invariants et ses variations

Malgré la diversité des situations socio-économiques des membres de l'espace de l'entre-deux, ces derniers partagent un positionnement intermédiaire dans l'espace social d'Addis-Abeba.

D'une part, leur position se définit par un éloignement de la grande précarité. Il est caractérisé par une sortie et de l'obsession du besoin quotidien pour la tranche basse²⁶² (capacité à satisfaire les besoins de base, manger trois fois par jour et se loger) et par un éloignement significatif de la précarité pour les tranches moyenne (patrimoine, stabilité de l'emploi, sécurité via l'entourage social) et haute (dépenses dans les loisirs). Les membres de l'entre-deux disposent d'une marge de manœuvre plus ou moins élevée (revenu discrétionnaire parfois très limité mais existant) qui leur permet de se projeter dans d'autres formes d'investissement (professionnel, scolaire, équipement de la maison, etc.). L'enquête révèle qu'à partir de 10-20\$ppa par jour et par tête, cette marge de manœuvre (capacité d'épargne et/ou d'investissement) commence à devenir plus significative.

D'autre part, leur position s'éloigne de l'aisance des couches supérieures de la structure sociale d'Addis-Abeba. La tranche basse en est très éloignée (marge de manœuvre limitée et risque de déclassement). Quant aux tranches moyenne et haute, même si elles en sont moins éloignées, il n'en demeure pas moins qu'elles sont loin d'atteindre une situation d'aisance (respectivement pouvoir d'achat limité et accès très limité à la propriété, à la voiture, etc.) et d'en partager les réseaux relationnels.

²⁶² Par tranche basse, moyenne et haute nous entendons tranches basse, moyenne et haute au sein de l'espace de l'entre-deux.

Ces éloignements des positions les plus précaires et les plus prospères traversent l'identification subjective des membres de l'entre-deux. Ils se dénomment « *mekakelegna, medium, inbetween* » ou « moyen », se situent entre « les plus pauvres » (qui ne peuvent pas manger trois fois par jour) et « les plus riches » (qui ont une voiture, sont propriétaires de leur maison, dépensent sans compter).

Cet entre-deux se reflète dans leurs trajectoires et aspirations, caractérisées par une capacité à se projeter (dans un avenir en Éthiopie, dans des projets intergénérationnels de promotion sociale, dans des investissements futurs), mais dans un climat latent d'incertitudes (« vais-je pouvoir préparer des repas diversifiés jusqu'à la fin du mois ? » ; « suis-je à l'abri de perdre ma maison ? » ; « est-ce que mon *business* va survivre à cette nouvelle épreuve ? »).

Les membres de l'entre-deux partagent une obsession de la promotion socio-économique pour leur propre situation et/ou celle de leurs enfants et la croyance en l'éducation comme viatique d'ascension sociale. Dans le but de réaliser cette promotion, ils adoptent des choix matrimoniaux (attendre le bon moment pour se marier, avoir deux enfants) et budgétaires (sacrifices pour l'éducation des enfants) maîtrisés. Construire et gérer son foyer constituent un enjeu central de la réalisation de leurs ambitions. Ils développent des « arts de faire », des tactiques de maintien de leur position (débrouille, consommation composite, gestion parcimonieuse du budget du foyer, mutualisation des ressources et des risques, etc.).

L'espace de l'entre-deux est composé de positions plus ou moins installées au sein de cet espace. Ces positions varient selon différents degrés d'autonomie/dépendance vis-à-vis de l'entourage social, de la conjoncture, et de la structure du capital économique (détention de patrimoine) et social (origines sociales, réseau relationnel). L'accès au foncier et le réseau relationnel (dans l'accès à l'épargne, aux crédits, au logement) constituent des enjeux centraux des positions. L'enquête met en évidence de fortes variations au sein de l'entre-deux selon l'âge, le sexe, le milieu social et géographique d'origine, les effets de trajectoire, ainsi que l'importance de certaines variables : la génération (temporalité par rapport aux évolutions économiques et sociétales), le secteur d'activité (fonctionnaires/travailleurs indépendants) et le capital social fortement

lié au degré d'installation au sein de l'espace de l'entre-deux. L'étude des variations nous a permis d'objectiver des sous-groupes sociaux intermédiaires, les « nouveaux arrivants précaires », les « installés en déclassement » et les « héritiers ascendants ».

Enfin, ce qui définit le mieux les constances de l'espace de l'entre-deux sont les tensions qui parcourent les trajectoires et les positions de ses membres. Ces derniers sont pris dans une tension permanente entre d'une part la nécessité quotidienne de maintenir le foyer dans un niveau de vie éloigné de la précarité et les sacrifices financiers nécessaires à la projection vers le « mieux » et vers le futur, d'autre part entre la nécessité de concilier tenir sa propre position hors du déclassement et de tenir les objectifs de promotion pour la future génération. Il s'agit pour chacun de concilier ses aspirations (choisir son chemin, promotion, projets auto-entrepreneuriaux) et les réalités d'un système fortement contraignant (*yiluñta*, système autoritaire) et incertain. Les tensions se reflètent dans les pratiques de consommation, entre un pouvoir d'achat souvent restreint (tranches basse et moyenne) et la cherté de la vie de la capitale, entre la nécessité de maintenir un statut social valorisé (tranche moyenne) et des pratiques alimentaires devenues coûteuses (consommation de viande, organisation de buffets), entre les normes et exigences du monde duquel on vient et celles du monde dans lequel on évolue et/ou auquel on aspire (tranche haute et importance de ne pas s'orienter vers des pratiques perçues comme ostentatoires). Pour les membres de l'entre-deux, il s'agit de « faire avec », d'« insinuer un jeu » (De Certeau, 1980 [1990]) dans les cadres symboliques des hiérarchies sociales contraignants, de concilier une volonté de s'affranchir de conventions sociales (jugées « peu importantes ») et la nécessité d'inscrire ses pratiques et ambitions de promotion dans des normes structurantes. L'étude sur les rapports des membres de l'entre-deux à la sphère politique montre surtout qu'il s'agit de tâcher « de vivre au mieux l'ordre social et la violence des choses » (De Certeau, 1980 [1990]) au sein d'un espace social, économique et politique éthiopien marqué par l'omniprésence quotidienne d'un régime autoritaire et de son histoire, des intrusions du parti-État dans les sphères économiques sociales et politiques, des horizons d'ouverture que le *developmental state* encourage et des réalités de ces pratiques fortement contraignantes.

Conclusion générale

Ce travail de thèse se base sur un pari : user d'une affectation catégorielle particulièrement incertaine « classes moyennes africaines » afin d'élaborer une méthodologie permettant d'identifier des mutations sociales structurelles sous-jacentes en Éthiopie. Il s'agissait de soumettre ces mutations à analyse pour en comprendre les fondements, les formes et processus de constitution et les impacts potentiels sur la société et le politique du pays.

La première partie de cette thèse se concentre sur les enjeux de l'affectation catégorielle. Elle analyse les usages et les significations symboliques, sociales et politiques de la catégorie « classe moyenne » dans les sphères académique, économique et politique. L'étude montre que la catégorie constitue plus une appellation commode qu'elle ne caractérise un groupe social signifiant. Elle englobe des réalités sociales variées et éloignées. La catégorie est fonctionnelle et marche par anticipation, elle est systématiquement mobilisée pour valider des dynamiques socio-économiques et politiques qu'elle est censée produire. Elle contient une forte puissance d'évocation, dont les significations symboliques varient selon les contextes géographiques, historiques et idéologiques. Pour le monde du développement et les acteurs économiques internationaux, les « classes moyennes » constituent la promesse d'un monde « émergent ». La catégorie classe moyenne, particulièrement floue et investie de corrélations positives non validées de développement économique et politique (stabilité, démocratie), est mobilisée afin de créer un agrégat statistique aléatoire, sans réelle discussion sur la signification empirique de l'agrégat constitué. Pour le parti-État éthiopien, les « classes moyennes » sont perçues comme un groupe potentiellement protestataire qui pourrait mettre à mal l'assise du parti sur les sphères économique, sociale et politique du pays. Pour autant, si l'appellation « classe moyenne » s'en retrouve évitée dans la rhétorique du gouvernement éthiopien, les appellations “*middle income country*” et “*middle income people*” deviennent des catégories rhétoriques

privilégiées du *developmental state*. Les politiques concrètes mises en place par ce dernier sont révélatrices d'un intérêt grandissant du gouvernement envers les dénommés "*poor but activ people*" et "*constructive investors*" dont les attributs laissent à penser que les positions sociales des catégories ciblées se situent dans l'espace social intermédiaire de la structure sociale éthiopienne. Il s'agit en tous cas de l'intuition formulée par certaines analyses scientifiques, qui n'hésitent pas à nommer les « classes moyennes éthiopiennes » comme nouvelle cible économique et politique du parti au pouvoir.

La deuxième partie de cette thèse interroge la composition sociale des catégories ainsi désignées. Elle propose une étude empirique de l'espace socio-économique d'Addis-Abeba à partir de la catégorie analytique de « classe probable » (Bourdieu, 2000). Cette étude permet d'évaluer les significations sociales, économiques et politiques des positions intermédiaires de la structure sociale de la capitale. Elle met en évidence un vaste espace de l'entre-deux, ensemble de lieux de passage en mouvement, composé de situations socio-économiques et de trajectoires sociales variées, et de positions plus ou moins installées au sein de l'espace de l'entre-deux. Au-delà de l'hétérogénéité de la composition sociale qui caractérise l'espace de l'entre-deux, notre étude a mis en évidence trois groupes sociaux qui partagent des caractéristiques objectives et subjectives communes en matière de trajectoire sociale, de positions, de représentations et de pratiques. Ces sous-groupes sociaux intermédiaires – les « nouveaux arrivants précaires », les « installés en déclassement » et les « héritiers ascendants » - sont particulièrement révélateurs des dynamiques démographiques et économiques du pays, des évolutions des enjeux du *developmental state* éthiopien et des transformations sociales en cours.

La problématique, exposée en introduction de cette thèse, porte sur la tension entre une référence catégorielle produite de l'extérieur et des significations sociales intérieures incertaines. Cette thèse interroge les significations sociales et symboliques de positions socio-économiques *a priori* déconnectées de l'assignation catégorielle qui les typifie de l'extérieur. Nous avons formulé quatre hypothèses de

recherche, portant d'une part sur l'effet même de l'intervention de la catégorie en tant que catégorie discursive dans l'univers des représentations sociales, dans l'espace social et politique, et d'autre part sur son utilité en tant que catégorie d'analyse afin d'appréhender la diversité des dynamiques sociales en cours. Ces hypothèses ont donné les résultats suivants :

1. Les interventions de la référence catégorielle

Dans l'univers des représentations symboliques et dans les espaces économique et politique

Au niveau international, la catégorie « classes moyennes africaines », née dans la littérature des institutions internationales de développement, constitue désormais une référence catégorielle incontournable. Les « classes moyennes africaines » sont perçues comme un acteur central des enjeux de développement économique et politique (croissance économique, harmonie sociale, stabilité politique, développement). La diffusion et la multiplication des rapports politiques et plans d'investissement sur cette catégorie se fait selon les règles bien connues d'une prophétie autoréalisatrice

Pour le parti-État éthiopien, les représentations liées à l'appellation « classe moyenne » ne sont pas que positives. D'une part, la « création d'une classe moyenne éthiopienne » est considérée comme un des enjeux de la maîtrise de l'« inéluctable intégration de l'Éthiopie dans un monde néolibéral » et du fonctionnement de la version éthiopienne du *developmental state*. D'autre part, les représentations liées à l'histoire éthiopienne et aux fondements idéologiques du parti inscrivent les groupes sociaux intermédiaires dans une fonction potentiellement protestataire à neutraliser. Au niveau rhétorique, cela se traduit par une réappropriation maîtrisée des enjeux de développement, avec l'utilisation de l'appellation « *middle income country* » qui constitue l'objectif de développement que le pays doit atteindre d'ici 2025, rappelé en introduction de la majorité des documents officiels.

Sur les propres identifications de ses membres supposés

Les études sur la catégorisation montrent que le seul fait que la catégorie soit produite peut avoir des effets sur « les propres identifications des acteurs sociaux » (Martinello et Simon, 2006). L'étude de la catégorie « classes moyennes africaines » met en évidence, pour le cas éthiopien, une certaine déconnexion entre l'affectation catégorielle et les propres identifications des individus qu'elle englobe. Si les auto-positionnements en termes de « *mekakelegna* », “*medium*”, « moyen », “*middle class*” ou « classe moyenne » sont mobilisés par les membres de l'espace de l'entre-deux lorsque je les incite à se positionner dans la structure sociale, rares sont ceux qui en font spontanément l'usage. Les appartenances à une religion et à un « groupe ethnique » ne constituent pas non plus des références identitaires privilégiées par les personnes enquêtées. Elles se plaisent d'ailleurs majoritairement à les présenter comme des variables qui ne structurent pas leur vie sociale. Les appartenances urbaines, générationnelles sont pour leur part des références catégorielles privilégiées par certains, surtout par les plus jeunes. Enfin, le fait que ces jeunes soient nombreux à réaliser des projets d'auto-entrepreneuriat et se présentent fréquemment comme *little entrepreneur* ou *little investor* de manière spontanée montre que ces dernières catégories, régulièrement mises en avant par le *developmental state*, sont quant à elles influentes sur « la manière dont le monde social s'auto-représente et par là-même sur son agissement. » (Bourdieu, 2000).

Sur les projections des acteurs extérieurs

Notre étude empirique met en évidence que les projections des acteurs extérieurs de la sphère scientifique et économique sont en partie déconnectées des réalités sociales de l'espace de l'entre-deux urbain éthiopien.

Projections du milieu scientifique

Nous avons vu qu'un certain nombre d'analyses scientifiques récentes sur l'Éthiopie considèrent la « classe moyenne éthiopienne » comme un enjeu économique et politique central du parti au pouvoir. Dans ces analyses, les catégories discursives privilégiées du *developmental state* éthiopien, les “*model farmers*”, “*new entrepreneurs*” et “*constructive investors*” sont assimilées à la « classe moyenne éthiopienne » sans discussion préalable sur la composition sociale de ces groupes. R. Lefort (2012, 2013) dépeint une « classe moyenne éthiopienne » au cœur des préoccupations du *developmental state*, « choyée par le régime » et « neutralisée en échange de son enrichissement ».

Notre étude empirique met en évidence que les attentions et traitements du *developmental state* envers les composantes urbaines de l'espace social intermédiaire éthiopien sont variables selon les sous-groupes. Les entrepreneurs de la tranche basse composée des « nouveaux arrivants » dans l'espace de l'entre-deux sont bel et bien « neutralisés en échange de leur enrichissement », aussi relatif que soit ce dernier. Ce groupe bénéficie en effet largement des politiques gouvernementales mises en place en faveur des « pauvres actifs » (microcrédits, formations, etc.) et les positions socio-économiques de ses membres sont hautement dépendantes de ces dispositifs gouvernementaux. Ce mécanisme les rend particulièrement captifs du parti au pouvoir. Les entrepreneurs de la tranche haute de l'entre deux composée des « héritiers ascendants » sont pour leur part loin d'être « choyés » par le parti-État. Ils évoluent dans un système d'ouverture (entrepreneuriat encouragé et valorisé), fortement contraignant dans sa pratique. Si ces entrepreneurs ont incorporé et valorisent le discours développementaliste du gouvernement, ils sont néanmoins loin de bénéficier d'un traitement de faveur de la part de ce dernier. Leurs projets entrepreneuriaux se retrouvent en effet régulièrement mis en péril par les pratiques du *developmental state* (changements

incessants des lois encadrant leurs projets, concurrence déloyale par ceux qui bénéficient de traitements de faveur, blocages aléatoires, etc.). Depuis notre dernier séjour de recherche, quatre des jeunes entrepreneurs enquêtés, las des embûches qu'ils rencontrent dans la réalisation de leurs projets entrepreneuriaux, ont mis un terme à leur *business* pour en développer d'autres à l'étranger, alors même qu'ils mettaient un point d'honneur à « œuvrer pour leur pays ». Les entrepreneurs de la tranche haute de l'entre-deux sont ainsi investis du sentiment qu'ils font partie de la catégorie du *developmental state* des entrepreneurs/investisseurs qui oeuvrent pour le pays mais les pratiques du parti vont à l'encontre de l'épanouissement de leurs projets entrepreneuriaux et rendent leur accomplissement particulièrement complexe voire impossible.

L'étude empirique révèle que, si le gouvernement favorise les projets d'entrepreneuriat, il le fait dans un cadre bien précis, qui inclut et exclut certains groupes de l'espace social intermédiaire urbain. L'« enrichissement » de ces catégories est toléré et favorisé seulement dans la mesure où il reste limité et dans le cadre de politiques dites « *pro-poor* ». Ainsi, si les entrepreneurs de la tranche basse sont encouragés et aidés, ceux de la tranche haute de l'entre-deux se retrouvent systématiquement bloqués lorsque leur *business* commence à prendre de l'ampleur.

L'intuition des chercheurs selon laquelle la « classe moyenne éthiopienne » constitue le groupe privilégié du *developmental state* est donc partiellement erronée si l'on considère la « classe moyenne » en tant que groupe disposant d'une position intermédiaire dans la structure sociale urbaine. Notre enquête montre que les significations sociales des catégories rhétoriques *new entrepreneurs* et *constructive investors* correspondent aux positions de la tranche basse de l'espace intermédiaire et probablement à certaines positions supérieures de la structure sociale.

Projections des acteurs économiques

Nous avons vu que les pratiques des acteurs économiques internationaux (experts, banques, cabinets de conseil en stratégie, innovation, finance, etc.) sont désormais fortement orientées vers la dénommée « classe moyenne africaine » qui fait l'objet de nombreuses typifications.

Notre étude empirique montre que les positions intermédiaires éthiopiennes sont en partie déconnectées des attentes des acteurs économiques internationaux.

Les pratiques de consommation des tranches basse et moyenne de l'entre-deux correspondent relativement aux attentes de la théorie du “*bottom of the pyramid*”²⁶³. Les membres des tranches basse et moyenne disposent en effet d'un pouvoir d'achat limité mais consomment autre chose que des produits de base (nouvelles technologies, produits électroménagers, etc.). Les attentes des acteurs économiques sont cependant déconnectées des pratiques de consommation de la tranche haute de l'entre-deux. Ma collaboration avec un cabinet de conseil en investissement est particulièrement significative de ce décalage. Si les membres de la tranche haute de l'entre-deux remplissent bien les critères économiques de ce que le cabinet de conseil dénomme « classe de confort », leurs pratiques de consommation ne sont pas à la hauteur des attentes des commanditaires de l'étude. Ils attendaient des pratiques de consommation plus diversifiées et largement tournées vers des pratiques de consommation « à l'occidentale » au niveau des lieux fréquentés et des produits consommés. Si ces aspects se sont avérés véridiques dans l'étude d'E. Escusa (2012) en Afrique du Sud, ce n'est pas le cas dans la majorité des études du groupe de recherche²⁶⁴, et en particulier, comme nous l'avons vu, en Éthiopie. Les membres de l'espace social intermédiaire d'Addis-Abeba, quel que soit leur groupe, sont résolument plus préoccupés par des objectifs d'investissement (éducatif, immobilier, professionnel) que tournés vers des pratiques de consommation diversifiées. Pour la tranche haute de l'espace de l'entre-deux, cela s'explique en partie par l'opinion négative qu'ils formulent envers des pratiques « à l'occidentale » jugées ostentatoires et la prégnance de la

²⁶³ Théorie développée par C.K. Prahalad (2009) selon laquelle les individus situés en bas de la structure sociale disposent d'un pouvoir d'achat individuel faible mais que leur importance numérique offre des opportunités de marché.

yiluñta. Pour leur part, les tranches basse et moyenne disposent d'un pouvoir d'achat faible qui limite drastiquement le champ des possibles de leurs pratiques de consommation. Pour la totalité des membres de l'espace intermédiaire, le climat latent d'incertitude quant au maintien de leur position corroboré à l'incertitude provoquée par l'omniprésence du parti-État²⁶⁵ les pousse à développer des pratiques d'investissement sobre plus que des comportements centrés sur la consommation. Ces résultats rejoignent ceux des travaux du groupe de recherche, qui mettent en évidence des « classes moyennes africaines » qui avancent prudemment pour ne pas perdre leurs acquis.

2. Une catégorie incertaine mais heuristique

Atouts d'une catégorie englobante

Nous avons définitivement fait le choix de prendre la catégorie comme une catégorie englobante, sans prétendre que son emploi serait justifié par un partage de similitudes essentielles des situations intermédiaires. L'usage de cette catégorie englobante a permis de révéler des groupes sociaux intermédiaires particulièrement utiles à la compréhension de la structure sociale éthiopienne et à l'appréhension des transformations économiques, sociales et politiques en cours en Éthiopie.

Une catégorie qui fait sens en termes de sous-groupes

L'étude empirique des situations socio-économiques intermédiaires d'Addis-Abeba montre que ces dernières ne font pas sens en tant qu'un groupe social. Si les membres de l'espace de l'entre-deux partagent des pratiques, des formes d'attentes, d'aspirations communes, et la formulation d'un auto-positionnement subjectif en termes de *mekakelegna*, ils évoluent dans un espace social

²⁶⁴ Le cas sud-africain est rejoint en partie par le cas nigérian et d'une manière différente à Accra pour une minorité.

particulièrement vaste, constitué aussi bien de situations particulièrement précaires et incertaines que de situations nettement plus confortables et installées.

Nous avons distingué trois tranches de l'espace de l'entre-deux, les tranches basse, moyenne et haute selon ces différents niveaux de précarité/prospérité et de degrés de sécurisation des positions. La tranche basse est composée de foyers dont la marge de manœuvre après avoir réalisé les dépenses de base (se nourrir, se loger) est très limitée. Ils sont particulièrement dépendants de la conjoncture (économique, sociale et politique) et le risque de déclassement dans des positions plus précaires est omniprésent, ce qui rend l'avenir de leur position incertain. Les tranches moyenne et haute de l'espace intermédiaire connaissent des situations plus installées au sein de l'espace de l'entre-deux et relativement sécurisées par une détention plus importante de capital économique et social qui rend possible une marge de manœuvre plus ample. Les membres de la tranche haute disposent de revenus significativement plus élevés que ceux de la tranche moyenne qui pour leur part constituent le seul groupe à détenir un patrimoine immobilier.

Ces tranches varient fortement selon les trajectoires sociales de leurs membres. Elles correspondent sensiblement aux différents niveaux d'installation (intergénérationnel, intragénérationnel et géographique) au sein de l'espace de l'entre-deux de la capitale. Notre étude empirique nous a permis d'objectiver trois groupes sociaux de l'entre-deux, celui des « nouveaux arrivants précaires », des « installés en déclassement » et des « héritiers ascendants »²⁶⁶.

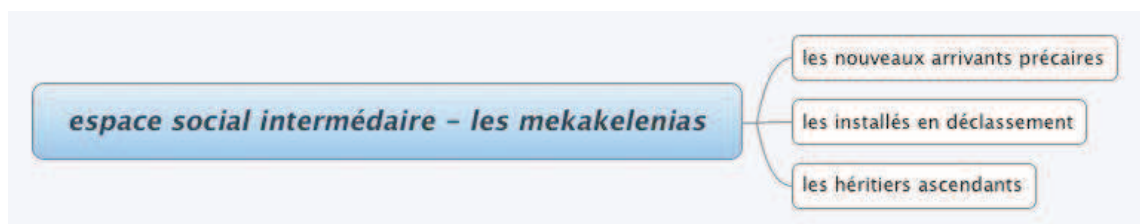


Figure 116 : Structure des positions de l'espace de l'entre-deux d'Addis-Abeba

²⁶⁵ Nous avons vu que les positions des membres de l'entre-deux dépendent étroitement des pratiques du régime autoritaire (incertitude sur l'avenir de leur détention foncière, sur le futur de leur activité professionnelle, etc.).

Le groupe des « nouveaux arrivants précaires » connaît des trajectoires socio-économiques ascendantes, marquées par un éloignement intragénérationnel de la grande précarité et disposent d'un capital économique et social de départ faible. Ses membres travaillent majoritairement à leur compte (commerçants, gérants de petites échoppes, de salons de coiffures, chauffeurs de taxi, etc.) et ont des âges variés.

Le groupe des « installés en déclassement » est composé essentiellement de fonctionnaires (enseignants, positions moyennes dans la fonction publique) majoritairement âgés de 40 à 70 ans. Ce groupe est caractérisé par un fort sentiment de déclassement économique et social. Ce déclin (ressenti et objectif) est récent et intragénérationnel, dû à l'inflation élevée des dernières années qui a fortement affecté leur pouvoir d'achat. Ils disposent d'un capital scolaire social relativement élevé. Malgré leur déclassement, l'avenir de leur position au sein de l'espace de l'entre-deux est relativement garanti par la spécificité de leur capital économique (seul groupe à détenir un patrimoine) et leur entourage social (sécurité généralement garantie par les revenus relativement élevés de certains membres de leur famille).

Le groupe des « héritiers ascendants » est essentiellement composé de jeunes entrepreneurs âgés de 17 à 40 ans, diplômés du supérieur et issus de familles installées dans l'espace intermédiaire depuis au moins une génération. Ils connaissent des trajectoires économiques ascendantes et sont généralement très optimistes quant à leur avenir et celui du pays mais peinent à atteindre leurs objectifs : avoir leur propre maison et fonder une famille (se marier et avoir deux enfants).

A l'instar de la catégorie « classe moyenne », celle d'« espace de l'entre-deux » n'est pas opérationnelle afin de saisir la complexité des dynamiques sociales. C'est à partir de l'objectivation de ces sous-groupes qu'a été rendue possible une analyse des pratiques des membres de l'espace social intermédiaire et des transformations sociales en cours.

²⁶⁶ Le groupe des « nouveaux arrivants précaires » est essentiellement composé des membres de la tranche basse, celui des « installés en déclassement » des membres de la tranche moyenne et celui des « héritiers ascendants » des membres de la tranche haute.

Sur les transformations sociales en cours

Ces sous-groupes mettent en évidence que l'origine sociale, la génération et le secteur d'activité constituent les principales variables de l'espace intermédiaire. L'étude de ces groupes est particulièrement instructive quant aux dynamiques sociales en cours.

Des dynamiques de sortie de la grande précarité

Elle met en évidence l'importance des dynamiques de sortie de la grande précarité, identifiées par la BAD sous le nom de "*floating middle class*²⁶⁷", et significatives de notre tranche basse de l'entre-deux. Elles sont dans le cas éthiopien encouragées par les dispositifs du parti-État de microcrédit et de formations proposés par la CSI. L'avenir de ces dynamiques est incertain, les positions des « nouveaux arrivants » dans l'espace intermédiaire étant particulièrement sujettes au déclassement et dépendantes de la conjoncture économique et politique.

Une extension significative de la période de « jeunesse »

Il n'existe pas de consensus sur une définition de la jeunesse ni sur les âges qui délimiteraient cette période. "*Like most social phenomena, youth is partly a socially constructed or constituted category*" (Abbink, 2005: 5). La jeunesse est une donnée historiquement, culturellement et idéologiquement située et elle désigne donc des réalités variées dans le temps et dans l'espace (de Bonneval, 2011: 31). Elle désigne une étape intermédiaire : l'étape du cycle de vie se situant entre l'enfance et l'âge adulte (de Bonneval, 2011: 31). Nous considérons donc la jeunesse comme une période de transition entre deux âges. Là encore les frontières entre les âges ne sont pas rigides et sont difficiles à définir. Dans notre étude, l'élément principal marquant l'entrée dans l'âge adulte semble être le mariage et la construction d'un foyer. Cette dernière constitue d'ailleurs un objectif de taille pour les membres de la tranche haute qui placent souvent le mariage en premier de la

²⁶⁷ Dans son rapport, la BAD (2011) estime en 2008 que la *floating class* représente 13,2% de la population éthiopienne, la *lower-middle class* 5,3%, et la *upper-middle class* 3%. Selon ses projections, la *floating class* devrait connaître une « augmentation considérable » ces prochaines années.

liste de leurs souhaits pour l'avenir. Nous considérons donc comme jeunes ceux qui vivent dans l'étape intermédiaire entre l'enfance et le mariage, qui sont dans des situations de transition, d'indépendance partielle (disposent de leurs propres revenus mais ont peu de responsabilités financières).

Notre enquête révèle un allongement considérable de cette période de « jeunesse » en l'espace d'une génération. En effet, les parents des jeunes enquêtés ont fondé un foyer beaucoup plus tôt (entre 16 et 20 ans) que ces derniers (célibataires entre 17 et 37 ans). Si la jeunesse constitue ainsi une phase transitoire particulièrement courte dans les trajectoires sociales des parents des jeunes enquêtés, elle constitue un fait social durable et structurant pour ces derniers. Ils perçoivent la jeunesse comme une phase transitoire (ils ont tous l'ambition de fonder un foyer), mais se projettent avant tout en tant que « jeunes entrepreneurs » ou « jeunes professionnels » qui ont encore une ascension longue et un nombre d'étapes important à accomplir avant de fonder un foyer tel qu'ils le projettent (trouver une femme qui leur convient, avoir deux enfants qui seront scolarisés dans de bonnes écoles privées et détenir une maison). Ces projets sont repoussés au profit de ceux de captation d'opportunités d'enrichissement.

D'un noyau moyen de fonctionnaires à de nouvelles formes d'activité

L'étude empirique révèle une redéfinition des rapports générationnels et une certaine rupture générationnelle au sein des groupes plus installés de l'espace intermédiaire. Alors que les aînés sont majoritairement fonctionnaires, les jeunes investissent le secteur privé et l'auto-entrepreneuriat. Les fonctionnaires, autrefois très satisfaits de leur statut économique moyen et du statut social valorisé de leur profession, se sentent désormais particulièrement déclassés et impuissants. La seconde génération développe quant à elle un sentiment de « tous les possibles » et une croyance en sa capacité à améliorer sa propre situation. Ces jeunes créent de nouveaux espaces et développent de nouvelles formes d'activité afin d'accéder à de nouvelles sphères économiques et sociales, pratiques qui contrastent avec les perceptions de leurs aînés selon lesquelles un fonctionnaire n'entreprendra jamais un commerce. Les jeunes élaborent des stratégies assumées de captation des

ressources, n'hésitent pas à cumuler les activités et les revenus. Ces comportements sont révélateurs de l'évolution des normes sociales en constante réadaptation.

Plus qu'une rupture générationnelle, notre enquête révèle des évolutions des normes économiques et sociales, plus tournées vers celles du néolibéralisme, en témoignent les projets de certains fonctionnaires proches de la retraite semblables à ceux des jeunes enquêtés (monter sa propre affaire, cumuler les revenus et les activités). L'espace des normes se recompose, intégrant de nouvelles « bonnes » et « mauvaises » pratiques. Si, pour les fonctionnaires, vendre des produits au *mercato* reste catégoriquement impensable, certaines activités qui ont souvent lieu au sein de l'espace domestique (élevage de poulets, confection d'*indjera*) deviennent des moyens courants de compléter son revenu ou sa maigre retraite. Pour les jeunes, si se réunir autour d'une abondance de viande crue et de bière est habituel, aller consommer des cocktails dans un lieu "*bling bling*" de la capitale est perçu comme particulièrement ostentatoire et impensable.

La catégorie « classe moyenne », par sa qualité englobante, s'est révélée heuristique pour appréhender les dynamiques sociales, économiques et politiques.

Les évolutions économiques et démographiques du pays et les orientations et interventions du *developmental state* éthiopien affectent particulièrement l'espace intermédiaire d'Addis-Abeba. Cet espace s'ouvre à de nouveaux arrivants, de nouvelles pratiques et de nouvelles normes, tout en restant fermement encadré par des codes sociaux en reconfiguration et un parti-État attentif à ce que l'enrichissement individuel reste dans les cadres qu'il instaure et tolère.

Bibliographie

- [Cat] Littérature relative aux catégories et aux classes sociales.
- [Cm] Littérature relative aux classes moyennes.
- [Cma] Littérature relative aux classes moyennes africaines.
- [Eth] Littérature relative à l’Ethiopie.
- [PdS] Littérature relative aux pays du Sud.
- [Ssp] Sociologie et science politique.

LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

AALEN L., 2002, *Ethnic Federalism in a Dominant Party State: The Ethiopian Experience 1991-2000*, Chr. Michelsen Institute Report R. 2002 (2). [Eth]

ABBI M. KEDIR, GAMAL IBRAHIM, 2011, “Household-Level Credit Constraints in Urban Ethiopia”, *Ethiopian Journal of Economics*, Vol.10 (1), mars, Ethiopian Economics Association. [Eth]

ABBINK J., 2005, “Being young in Africa : The politics of despair and renewal”, *Vanguard or Vandals. Youth, Politics and Conflict in Africa*, Abbink J. et van Kessel I. (ed.), Brill. [Ssp]

ABBINK J., 2006, “Discomfiture of Democracy? The 2005 Election Crisis in Ethiopia and Its Aftermath”, *African Affairs*, Vol. 105 (419), pp.173–199. [Eth]

ABBINK J., 2009, “The Ethiopian Second Republic and the Fragile ‘Social Contract’”, *Africa Spectrum*, 44 (2), pp.3–28. [Eth]

ABBINK J., 2011, " Ethnic-Based Federalism and Ethnicity in Ethiopia: Reassessing the Experiment after 20 Years ", *Journal of Eastern African Studies*, 5 (4), pp.596-618. [Eth]

ACCARDO A., 2009, *Le Petit-bourgeois gentilhomme, sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes*, Agone, coll. Contre-feux. [Cm]

ALBA C., LABAZEE P., 2007, « Libéralisation et secteur informel : réflexions à partir du cas mexicain », *Transcontinentales*, 4, 1er semestre. [PdS]

ALEMAYEHU GEDA et ADDIS YIMER, 2014, “Growth, Poverty and Inequality in Ethiopia, 2000-2013: A Macroeconomic Appraisal”, *Forum for Social Studies*, Addis Ababa, mai, http://www.girma.alemayehu.com/AA%20Recent%20Publication/PEconGrwothEt hALEMAYEHU-%20Final%20Edited%20Ver%2011MayG_NTchange_ShortVer.pdf [Eth]

ALEMSEGED ABBAY, 2009, “Diversity and Democracy in Ethiopia.”, *Journal of Eastern African Studies*, 3 (2), pp.175–201. [Eth]

BACH J.-N., 2011, *Centre, périphérie, conflit et formation de l'État depuis Ménelik II : les crises de et dans l' État éthiopien*, thèse pour le doctorat en science politique, Sciences Po Bordeaux. [Eth]

BACH J.-N., 2013, 2013, « “Le roi est mort, vive le roi” : Meles Zenawi règne, mais ne gouverne plus », *Politique africaine*, 128, p. 143-158. [Eth]

BANERJEE A. et DUFLO E., 2008, “What is middle class about the middle class around the world?”, *Journal of Economic Perspectives*, 22 (2), pp.3-28. [Cm]

BARBOT J., 2010, « Mener un entretien de face-à-face », in PAUGAM S. (dir.), *L'Enquête sociologique*, Presses Universitaires de France, pp.115-141. [Ssp]

BAUDELLOT C., ESTABLET R. et MALEMORT J., 1974, *La petite bourgeoisie en France*, Maspero. [Cm]

BAYART J.-F., 2006 (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard. [Ssp]

BECKER H., 1963, *Outsiders : Studies in the Sociology of Deviance*, New York, London : The Free Press of Glencoe. [Ssp]

BEHRE AREGAWI, “The origins of the Tigray People's Liberation Front (1975-1991)”, *African Affairs*, 103 (413), octobre, pp.569-592. [Eth]

BENIGUI G., MONTJARDET D., 1978, *La fonction d'encadrement*, La Documentation française. [Cat]

BEZUNESH TAMRU, 2009, « Insécurité foncière à Addis-Abeba », *Voyage en Afrique urbaine* (dir. Pierre Gras), L'Harmattan, coll. Carnet de ville. [Eth]

BEZUNESH TAMRU, 2013, *Villes et territoires en Éthiopie*, L'Harmattan. [Eth]

BIDOU C., 1984, *Les aventuriers du quotidien: essai sur les nouvelles classes moyennes*, PUF. [Cm]

BIDOU C., 2004, « Les classes moyennes: définitions, travaux et controverses », *Éducation et société*, Vol.2 (14) , De Boeck Université. [Cm]

BIGOT R., 2010, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, l'Aube. [Cm]

BIGOT R., CROUTTE P., MÜLLER J. et OSIER G., 2011, « Les classes moyennes en Europe », *Cahier de recherche*, CRÉDOC, décembre. [Cm]

BIGSTEN A., ABEBE SHIMELES, 2008, “Poverty Transition and Persistence in Ethiopia : 1994-2004”, *World Development*, Vol.36 (9), p.1559-1584. [Eth]

BIRDSALL N., GRAHAM C. et PETTINATO S., 2000, “Stuck in the Tunnel: Have New Markets Muddled the Middle?”, *Working paper 15, Brookings, Center on Social and Economic Dynamics*, août. [PdS] [Cm]

BIZEUL D., 2007, « Que faire des expériences d'enquête ? », *Revue française de science politique*, 57 (1), pp.69–89. [Ssp]

BOLTANSKI L., 1982, *Les cadres, la formation d'un groupe social*, Editions de Minuit. [Cat]

BOSC S., 2008a, *Sociologie des classes moyennes*, éditions La Découverte. [Cm]

BOSC S., 2008b, *Stratification et classes sociales, La société française en mutation*, Armand Colin (6ème ed.). [Cat]

BOSREDON P., BRIDONNEAU M., DUROYAUME P., 2012, « Vers une nouvelle ville éthiopienne ? Essai d'analyse d'une fabrique radicale de la ville éthiopienne », *Les Annales d'Éthiopie*, Vol. 27, De Boccard. [Eth]

BOUMAZA M., CAMPANA A., 2007, « Enquêter en milieu « difficile » : Introduction », *Revue française de science politique*, Vol.57 (1), p.5. [Ssp]

- BOURDIEU P., 1977, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales.*, Vol.17-18, novembre, pp.2-5. [Cat]
- BOURDIEU P., 1979, *La Distinction, critique sociale du jugement*, Editions de Minuit, coll. Le sens commun. [Cat]
- BOURDIEU P., 2000, *Propos sur le champ politique*, Presses Universitaires de Lyon. [Ssp]
- CARTIER M. et al., 2008, *La France des « petits-moyens », enquête sur la banlieue pavillonnaire*, La Découverte. [Cat]
- CHARLE C., 2003, « Les « classes moyennes » en France: discours pluriel et histoire singulière (1870-2000) », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 50 (4), pp.108-134. [Cm]
- CHAUVEL L., 2001, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, 79, pp.315-359. [Cat]
- CHAUVEL L., 2006, *Les classes moyennes à la dérive*, Seuil. [Cm]
- CHOLLET B., 2008, « L'Analyse des réseaux personnels dans les organisations : quelles données utiliser ? », *Finance Contrôle Stratégie*, 11 (1), pp.105-130. [Ssp]
- COURET D., TAMRU B., 2004, « Addis Abeba au risque de la modernisation », *Annales de la Recherche Urbaine*, 97. [Eth]
- CRONER F., 1962, *Soziologie der Angestellten*, Köln, Berlin: Kiepenheuer und Witsch. [Cat]
- DAMON J., 2013, *Les classes moyennes*, Presses Universitaires de France. [Cm]
- DARBON D. et TOULABOR C., 2011, « La(es) classe(s) moyenne(s) en Afrique: entre invisibilité sociale et impensé théorique », *AFD travaux et documents*, 118. [Cma]
- DARBON D. et TOULABOR C. (dir.), 2014, *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Karthala. [Cma]
- DARBON D., 2014, « Nom de code 'Classes moyennes en Afrique' : les enjeux politique d'une labellisation de groupes invisibles et vulnérables », *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Darbon et Toulabor (dir.), Karthala. [Cma]

DARBON D. et DEDIEU C., 2014, « Les fonctionnaires comme classes moyennes paradoxales : l'exemple de la Guinée », *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Darbon et Toulabor (dir.), Karthala. [Cma]

DARMON M., 2005, “Le psychiatre, la sociologue et la boulangère : analyse d’un refus de terrain.” *Genèses*, 58 (1):, pp.98–112. [Ssp]

DAUMARD A., 1991, *Les Bourgeois et la bourgeoisie en France depuis 1815*, Flammarion, coll. Champs. [Cat]

DEBRY J.L., 2008, *Tous propriétaires! Du triomphe des classes moyennes*, Homnisphère. [Cm]

DE CERTEAU M., 1990 (1980), *L'invention du Quotidien*, Gallimard. [Ssp]

DEREJE FEYSSA, 2011, “Aid negotiation: the uneasy 'partnership' between EPRDF and the donors”, *Journal of Eastern African Studies*, Vol.5 (4), pp.788-817. [Eth]

DESROSIERES A., 1993, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, La découverte. [Cat]

DE WAAL A., 2012, “The Theory and Practice of Meles Zenawi.”, *African Affairs*, 112 (446) décembre. [Eth]

DI NUNZIO M., à paraître, “What is the alternative?: Youth, Entrepreneurship and the Developmental State in Urban Ethiopia”, *Development and Change* (accepted). [Eth]

DI NUNZIO M., 2014, “Thugs, Spies and Vigilantes : Community Policing and Street Politics in Inner City Addis Ababa”, *Africa*, 94, p.444-465. [Eth]

DOBRY M., LACROIX B., 1977, *A la recherche d'un cadre théorique pour l'analyse des classes moyennes*, Free University of Berlin. [Cm]

DUROYAUME, 2009, « Pressions sur la filière locative populaire : quelle intégration socio-économique des ménages ? Le cas d'Addis Abeba, Éthiopie », papier présenté au *colloque des jeunes chercheurs du Réseau Habitat-Logement*, Université de Toulouse. [Eth]

DUROYAUME, à paraître, « La ville éthiopienne : le cas d'Addis Abeba, capitale

en renaissance et ville sous tensions ». [Eth]

EASTERLY W., 2001, "The Middle Class Consensus and Economic Development", *Journal of economic growth*, 6 (4). [Cm]

EHRENREICH B., 1977, "The professional managerial class", *Radical America*, mars-avril et mai-juin. [Cat]

ELLISON J., 2009, "Governmentality and the Family : Neoliberal Choices and Emergent Kin Relations in Southern Ethiopia", *American Anthropologist*, Vol.111 (1), mars. [Eth]

ENTEN F., 2010, « Du bon usage des systèmes d'alerte précoce en régime autoritaire, le cas de l'Éthiopie », *Politique africaine*, 3 (119). [Eth]

ESCUSA E., 2012, « La lower middle class à Soweto. Consommation et pratiques de socialisation. » *Afrique contemporaine*, 244 (4). [Cma]

ESCUSA E., 2014, « Du microsocial à la macropolitique. Le quartier de Protea Glen (Soweto, Johannesburg) comme cas d'étude du rapport au politique des 'nouvelles classes moyennes noires' », *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Darbon et Toulabor (dir.), Karthala. [Cma]

FANTINI E., 2011, « Église pentecôtistes et formation de l'État en Éthiopie », *projet de recherche CFEE*. [Eth]

FERREIRA C., 2006, « La 'crainte de la chute', Le retour des classes moyennes dans l'analyse du politique », *Mouvements* n°45/46 mai-juin-juillet-août 2006, La découverte, pp.166-174. [Cm]

FREEMAN D. et PANKHURST A. (eds.), 2001, "Living on the Edge : Marginalised Minorities of Craftworkers and Hunters in Southern Ethiopia", *Department of Sociology and Social Administration, College of Social Sciences, Addis Ababa University*. [Eth]

GAGGI M., NARDUZZI E., 2006, *La fin des classes moyennes et la naissance de la société low cost*, Liana Levi. [Cm]

GASCON A., 2008, « Shining Ethiopia : l'Éthiopie post-communiste du nouveau millénaire. », *Autrepart*, 48 (4), pp.141–152. [Eth]

GEBRU TAREKE, 2009, *The Ethiopian Revolution War in the Horn of Africa*,

New Haven: Yale University Press. [Eth]

GEIGER T., 1932, *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes. Soziographischer Versuch auf statistischer Grundlage*, Stuttgart: Enke (1987). [Cat]

GOBLOT E., 2010 (1925), *La barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, PUF. [Cat]

GOLDTHORPE J.H., 1995, "The service class revisited", *Social change and the middle classes*, Butler et Savage (eds.) London, UCL Press. [Cat]

GOULDNER A. W., 1979, *The future of intellectuals and the rise of the new class*, London: Macmillan Press. [Cat]

GOUX D., MAURIN E., 2012, *Les nouvelles classes moyennes*. Seuil : la République des idées. [Cm]

GURR T.R., 1970, *Why Men Rebel*, Princeton University Press, Princeton NJ [Ssp]

HAGMANN T., ABBINK J., 2011, "Twenty years of revolutionary democratic Ethiopia, 1991 to 2011", *Journal of Eastern African Studies*, Vol.5 (4), pp.579-595. [Eth]

HAGMANN T., TRONVOLL K., (eds.), 2012, *Contested Power in Ethiopia, Traditional Authorities and Multi-Party Elections*, Leiden and Boston: Brill. [Eth]

HALBWACHS M., 1972, *Classes sociales et morphologie*, Editions de Minuit. [Cat]

HAMIDU J., 2014, « Ghana : la stabilité politique : une affaire de classe moyenne ou un partage du pouvoir par une élite de 'professionals' ? », *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Darbon et Toulabor (dir.), Karthala. [Cma]

HARTMANN T., 2006, *Screwed : The Undeclared War Against the Middle Class*, Berrett-Koehler Publishers. [Cm]

HIBOU B., 2011, *Anatomie politique de la domination*, la Découverte, Paris. [Ssp]

HMED C., 2012, « Réseaux dormants, contingence et structures. Genèse de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique*, 5-6 (62). [Ssp]

JACQUEMOT P. (dir.), 2012, « Les classes moyennes en Afrique. », *Afrique contemporaine*, 244 (4). [Cma]

JAFFRELOT C., VAN DE VEER P. (dir.), 2008, *Patterns of Middle Class Consumption in India and China*, New Dehli: Sage. [PdS] [Cm]

JEMAL ABAGISSA, 2011, *L'évaluation de mise en oeuvre de la réforme des services publics dans le gouvernement d'Addis Ababa*, thèse pour le doctorat en science politique, Sciences Po Bordeaux. [Eth]

JERVEN M., 2013, *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Cornell University Press. [Ssp]

KEDIR A.M. et IBRAHIM G., 2011, “Household-Level Credit Constraints in Urban Ethiopian”, *Ethiopian Journal of Economics*, XX (1), avril. [Eth]

KOO H., 1991, “Middle classes, democratization, and class formation: The case of South Korea”, *Theory and Society*, 20 (4), pp. 485-509. [PdS] [Cm]

LABZAE M., 2013, *Partisans, fonctionnaires et paysans, Administration foncière et encadrement au Bénishangul-Gumuz, Ethiopie*, mémoire de master 2, Université Paris 1. [Eth]

LAUTIER B., 2002, « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté », *Tiers-Monde*, 43 (169), pp.137-165. [Ssp]

LAVAU G., GRUNBERG G. et MAYER N. (dir.), 1983, *L'univers politique des classes moyennes*, PFNSP. [Cm]

LEDERER E. et MARSCHAK J., 1926, « Der neue Mittelstand », *Grundriss der Sozialökonomik*, 11 (1), p. 120-141. [Cm]

LEFORT R., 2010, “Ethiopia’s Election: All Losers.”, *openDemocracy*, 20 juillet. <https://www.opendemocracy.net/rené-lefort/ethiopias-election-all-losers> [Eth]

LEFORT R., 2011, “‘Beka!’ (‘enough’). Will Ethiopia Be Next?”, *openDemocracy*, 25 mai. <https://www.opendemocracy.net/rené-lefort/beka-enough-will-ethiopia-be-next> [Eth]

LEFORT R., 2012a, “Free Market Economy, ‘developmental state’ and party-state

hegemony in Ethiopia: The Case of the ‘model Farmers.’”, *The Journal of Modern African Studies*, 50 (04), pp. 681–706. [Eth]

LEFORT R., 2012b, “Ethiopia: Meles Rules from beyond the Grave, but for How Long?”, *openSecurity*, 26 novembre.
<https://www.opendemocracy.net/opensecurity/rené-lefort/ethiopia-meles-rules-from-beyond-grave-but-for-how-long>. [Eth]

LEFORT R., 2013, “The Theory and Practice of Meles Zenawi: A Response to Alex de Waal.”, *African Affairs*, 112 (448), pp.460–470. [Eth]

LEVINE D. N., 2007, (1965), *Wax and Gold: Tradition and Innovation in Ethiopian Culture*, Tsehai Publishers. [Eth]

LIECHTY M., 2002, *Suitably modern. Making middle-class culture in a new consumer society*, Princeton University Press. [PdS] [Cm]

MAHAJAN V., 2008, *Africa Rising. How 900 Million African Consumers Offer More Than You Think*, Wharton School Publishing, Philadelphie. [PdS]

MAINS D., 2007, “Neoliberal times: Progress, boredom, and shame among young men in urban Ethiopia”, *American Ethnologist*, Vol.4 (4), novembre. [Eth]

MAINS D., 2012, *Hope Is Cut: Youth, Unemployment, and the Future in Urban Ethiopia*, Temple University Press. [Eth]

MALLET S., 1969, *La nouvelle classe ouvrière*, Seuil. [Cat]

MARKAKIS J., 2006, (1974), *Ethiopia: Anatomy of a Traditional Polity*, Clarendon Press. [Eth]

MARKAKIS J., NEGA AYELA, 2006 (1978) , *Class and Revolution in Ethiopia*, Addis Ababa: Shama Books. [Eth]

MARTIN D.-C., 2010, *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Karthala/CERI, coll. Recherches internationales. [Ssp]

MARTINIELLO M., SIMON P., 2006, «Les enjeux de la catégorisation», *Revue européenne des migrations internationales*, 21 (2), pp.7-18. [Cat]

MARX K., 1847, *Misère de la philosophie*, Edition Sociales. [Ssp]

MAURIN E., 2009, *La peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Seuil. [Ssp]

MAYRARGUE C., 2004, «Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest.», *Critique internationale*, 22 (1), pp.95-109. [PdS]

MEDHANE TADESSE, YOUNG J., 2003, "TPLF: Reform or Decline?", *Review of African Political Economy*, vol. 30 (97), pp.389-403. [Eth]

MEKONNEN TADESSE, 2002, "Perceptions of Welfare and Poverty : Analysis of Qualitative Responses of a Panel of Urban Households in Ethiopia", *Ethiopian Journal of Economics*, Vol.VIII/1, avril 1999 (publié en 2002). [Eth]

MELBER H., 2013, "Africa and the Middle Class(es)", *Africa Spectrum*, 48 (3), pp. 111-120. [Cma]

MENDRAS H., 1980, *La Sagesse et le désordre: France 1980*, Gallimard. [Ssp]

MENDRAS H., 1988, *La seconde révolution française:1965-1984*, Gallimard. [Ssp]

MILLS C. W., 1966, *Les cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines*, Maspero. [Cm]

MOLENAT X., 2007, « Les classes moyennes », *Sciences humaines*, 188. [Cm]

MONNIER L.et DE VILLIER G. (dir.), 2002, « Manières de vivre. Économie de la 'débrouille' dans les villes du Congo-Zaïre », *Cahiers africains*, Paris, Tervuren: L'Harmattan. [PdS]

NALLET C., 2012, « Entrer et vivre dans la 'petite prospérité' à Niamey. », *Afrique contemporaine*, 244 (4), pp. 89-98. [Cma]

NETSANET TEKLEHAYMANOT, 2009, *Dynamics of Poverty in Addis Ababa*, FSS Research Report No.3, Forum for Social Studies, Addis Ababa. [Eth]

NISBET R., 1959, "The Decline and Fall of Social Class", *Pacific Sociological Review*, 2 (1), pp.119-129. [Cat]

OGIEN R., 1983, *Theories ordinaires de la pauvreté*, Presses Universitaires de France. [Cat]

OHNO K., 2009, "Ethiopia: Political Regime and Development Policies", *article de colloque, GRIPS Development Forum*, Tokyo.
http://www.grips.ac.jp/vietnam/KOarchives/doc/EP24_HLF1_DDADLI.pdf
[Eth]

PAULOS MILKIAS, 2003, "Ethiopia, the TPLF, and the Roots of the 2001 Political Tremor", *Northeast African Studies*, vol. 10 (2), p.13-66. [Eth]

PECH T., 2011, « Deux cents ans de classes moyennes en France (1789-2010) », *L'Économie politique*, 49 (1), pp.69–97. [Cm]

PIERRAT A., 2014, *Les lieux de l'ordure de Dakar et d'Addis Abäba. Territoires urbains et valorisation non institutionnelle des déchets dans deux capitales africaines*, thèse pour le doctorat en géographie, Université Paris 1. [Eth]

PIGUET F., 2006, *Échec de la politique d'ouverture et dérives post-électorales : rapport relatif à la situation intérieure en Éthiopie, en lien avec les dossiers des requérants d'asile éthiopiens en instance d'expulsion dans le canton de Vaud*, Genève, Addis-Abeba, janvier. [Eth]

PLANEL S., 2007, « Du centralisme à l'ethno-fédéralisme. La décentralisation conservatrice de l'Éthiopie », *Afrique contemporaine*, 221, pp.87-105. [Eth]

PLANEL S., FICQUET E., 2014, « Le titrement foncier urbain en Ethiopie », *Pratiques du titrement foncier dans les villes du Sud. Inde, Mauritanie, Ethiopie*, Rapport Mission droit et justice/ Centre Jacques Berque, Rabat, 30p. [Eth]

POULANTZAS N., 1974, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Seuil. [Cm]

PRAHALAD C. K., 2009, *The Fortune at the Bottom of the Pyramid, Revised and Updated 5th Anniversary Edition: Eradicating Poverty Through Profits.* Édition : 1. Upper Saddle River, N.J: Financial Times/ Prentice Hall. [PdS]

RENNER K., 1953, "The service class", in BOTTOMORE T., GOODE P. (eds), *Austro Marxism*, Oxford University Press. [Cat]

ROCCA J.-L., 2008a (dir.), *La société chinoise vue par ses sociologues*, Presses de Sciences Po. [PdS] [Cm]

ROCCA J.-L., 2008b, "Power of Knowledge: The Imaginary Formation of The Chinese Middle Stratum in an Era of Growth and Stability", in JAFFRELOT C. et VAN DE VEER P., *Patterns of middle class consumption in India and China*,

New Delhi: Sage, pp.127-140. [PdS] [Cm]

SAADA E., 1993, « Les territoires de l'identité. Être juif à Arbreville », *Genèses*, Vol.11 (1). [Cat]

SCHWEISGUTH E., 1983, « Les salariés moyens sont-ils des petits bourgeois? », *Revue française de sociologie*, XXIV-4, pp.679-704. [Cat]

SEGERS K., DESSEIN J., HAGBERG S., DEVELTERE P., MITIKU HAILE et DECKERS J., 2008, “Be like Bees – The Politics of Mobilising Farmers for Development in Tigray, Ethiopia”, *African Affairs*, 108/430, pp.91-109. [Eth]

SICK K.-P., 1993, « Le concept de classes moyennes, notion politique ou slogan politique? », *Vingtième Siècle*, 37. [Cm]

SOIRON-FALLUT M., 2013, « La classe moyenne fonctionnaire au Gabon », *Afrique contemporaine*, 244 (4), pp.81–88. [Cma]

TABUTIN D., SCHOUMAKER B., 2014, « La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000 », *Démographie des régions : état et tendances*, *Population*, 59 (3-4), INED, pp.521-622. [Eth]

TORCHE F., LOPEZ-CALVA L. F., 2013, “Stability and Vulnerability of the Latin American Middle Class.” *Oxford Development Studies*, 41 (4), pp.409–35. [PdS] [Cm]

TOURAINÉ A., 1969, « Face à l'exclusion », in *Citoyenneté et urbanité*, Edition Esprit. [Ssp]

TURTON D., 2006, « Introduction », dans *Ethnic Federalism, The Ethiopian Experience in Comparative Perspective*, TURTON D. (dir.), Eastern African Studies, Addis Ababa University Press, Addis Ababa, James Currey, Oxford. [Eth]

VARMA P.K., 2009, *la classe moyenne en Inde, naissance d'une nouvelle caste*, Actes Sud. [PdS] [Cm]

VAUGHAN S. and TRONVOLL K., 2003, *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life*. Stockholm: Swedish International Development Cooperation Agency. [Eth]

VAUGHAN S., MESFIN GEBREMICHAEL, 2011, “Rethinking business and politics in Ethiopia. The role of EFFORT, the Endowment Fund for the Rehabilitation of Tigray”, *Africa power and politics*, Research Report 2, août.

[Eth]

VINDT G., 2009, « Les classes moyennes, changeantes, mais toujours courtisées », *Alternatives économiques*, 278. **[Cm]**

WACQUANT Loïc J. D., 2004, *Punir les pauvres: le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Agone. **[Ssp]**

WEBER M., 1999 [1905], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Pocket. **[Ssp]**

WEBER M., 2003 [1956], *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*, Pocket. **[Ssp]**

WRIGHT E. O. et al., 1989, *The Debate on Classes*, Verso books. **[Cat]**

YOUNG J., 1997, *Peasant Revolution in Ethiopia: The Tigray People's Liberation Front, 1975-1991*, Cambridge University Press. **[Eth]**

ZHOU X., 2008, « La classe moyenne chinoise. Réalité ou illusion?, » in ROCCA J.-L., *La société chinoise vue par ses sociologues*, Presses de Sciences Po, pp.140-159. **[PdS] [Cm]**

RAPPORTS

Institutions internationales de développement et cabinets de conseil

ACCENTURE, 2011, “The Dynamic African Consumer Market : Exploring Growth Opportunities in Sub-Saharan Africa”.

http://www.accenture.com/SiteCollectionDocuments/Local_South_Africa/PDF/Accenture-The-Dynamic-African-Consumer-Market-Exploring-Growth-Opportunities-in-Sub-Saharan-Africa.pdf.

AGENCE FRANCAISE DE DÉVELOPPEMENT, 2010, « Cadrage des interventions pays du groupe AFD », Agence d'Addis-Abeba.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, 2011, “The middle of the Pyramid”, avril.

BAD, PNUD, CEA, OCDE, 2012, « Perspectives économiques en Afrique 2012 ». <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT, 2010, “Key Indicators for Asia and the Pacific 2010”.

BANQUE MONDIALE, 2007, “World population in 2025”, *The World Bank*, Washington DC.

BANQUE MONDIALE, 2012, “Ethiopia Economic Update. Overcoming inflation, raising competitiveness”, *The World Bank*, novembre.

BANQUE MONDIALE, 2013, “Ethiopia Economic Update II. Laying the foundation for achieving middle income status”, *The World Bank*, juin.

BOSTON CONSULTING GROUP, 2013, “Ten Things to Know About African Consumers. Capturing the Emerging Middle Class”.

https://www.bcgperspectives.com/content/articles/globalization_consumer_insight_ten_things_to_know_about_african_consumers/.

DELOITTE, 2013, “The Rise and Rise of the African Middle Class”.

http://africaiq.org/wp-content/uploads/2013/11/rise_and_rise.pdf

ESA, Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat (2009), “World Population Prospects: The 2009 Revision population database”. <http://esa.un.org/wup2009/unup/p2k0data.asp>

FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL, 2011, « La transformation de l'Afrique, le montée de la classe moyenne », *Finances et Développement*, décembre.

GOLDMAN SACHS, 2012, “Fortnightly Thought, Africa’s turn”, Issue 27, mars.
<http://allafrica.com/download/resource/main/main/idadcs/00031978:a218704b4806a5136c18f03d75a4529c.pdf>

INS Niger, 2009, « Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Niger: 2005-2008 ».

KHARAS H. pour l’OCDE, 2010, “The emerging middle class in developing countries”, *OECD development centre, Working paper n°125*.

MCKINSEY GLOBAL IINSTITUTE, 2010, “Lions on the move: the progress and potential of African economies”, Washington DC.

NCUBE M., ABEBE SHIMELES, 2012, “The making of the middle class in Africa”, Banque Africaine de Développement, octobre.

ONU-HABITAT, 2010, « L’état des villes africaines 2010. Gouvernance, inégalités et marchés fonciers urbains », *PNUE*.

RADELET S., 2010, “Emerging Africa. How 17 countries are leading the way”, Centre for Global Development.

RAVALLION M., 2009, “The developing world’s bulging (but vulnerable) Middle Class,” *Policy Research Working Paper*, 4816, The World Bank, January.

SÉNAT FRANCAIS, 2013, « L'Afrique est notre avenir, La place de la France dans une Afrique convoitée, » *rapport d'information n°104*, par J. Lorgeoux et J.M. Bockel, <http://www.senat.fr/rap/r13-104/r13-1041.pdf>.

UNICEF, 2014, “Generation 2030. Africa : Child demographics in Africa”.

Éthiopie

ACCES CAPITAL, 2011, “Ethiopia: Macroeconomic Handbook 2011/12”, décembre.

CENTRAL STATISTICAL AGENCY (Ethiopia), 2012a-11, Ethiopia

“Demographic and Health Survey 2011”, ICF International, Calverton, Maryland, USA.

CENTRAL STATISTICAL AGENCY (Ethiopia), 2012b-11, “Household Consumption and Expenditure Survey 2010/11”, Statistical Bulletin 563, Addis-Ababa.

CENTRAL STATISTICAL AGENCY (Ethiopia), 2011-11, “The 2011 Urban Employment Unemployment Survey”, Analytical bulletin 530, Addis-Abeba.

CENTRAL STATISTICAL AGENCY (Ethiopia), 2010-07, “Population and Housing Census”, Report-Country-2007, Addis-Abeba.

EPRDF, 1996, “Our Revolutionary Democratic Goals and the Next Step”, (Sene 1985 EC), traduit et publié par *Ethiopian Register*, juin, p. 20-29.

EPRDF, Ministry of Works and Urban Development (MWUD), 2006, “Industry and Urban Development and Package”, Addis-Abeba.

EPRDF, Ministry of Finance and Economic Development, 2010, “Growth and Transformation Plan (GTP)”, 2010/11 – 2014/15, Draft, Addis-Abeba.

EPRDF, Ministry of Finance and Economic Development, 2012, “Ethiopia’s Progress Towards Eradicating Poverty: an Interim Report on Poverty Analysis Study (2010/11)”, mars, Addis-Abeba.

ETHIOPIAN ECONOMICS ASSOCIATION, 2012, *Report on the Ethiopian Economy*, EEA, Addis-Abeba.

MELES ZENAWI, non daté, “African Development: Dead Ends and New Beginnings”, Unpublished Masters Dissertation, Erasmus University, Rotterdam. Résumé des différents chapitres à l'adresse http://www.meleszenawi.com/wp-content/uploads/2012/11/African_Development-Dead_Ends_and_New_Beginnings_by_Meles_Zenawi.pdf

MÉDIAS

Articles de journaux

Capital (Éthiopie), 23/08/12, *Middle income housing program begins*, par Muluken Yewondwossen.

FUKUYAMA F., 28/06/13, “The Middle Class Revolution”, dans The Wall Street Journal.
<http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424127887323873904578571472700348086>

Le Monde, le 29/04/13, *Éthiopie, Nouveau Far East*, par Florence Beaugé.

NewAfrican, 04/11/11, *Ethiopia : Return of the African Lion, The World's fastest growing economy*.

The Economist, 11/10/08, *Half the nation, a hundred million citizens strong*.

The Economist, 12 février 2009, *Burgeoning bourgeoisie*.

The Ethiopian Herald, 09/01/11, *Yes the youth do*.

The Ethiopian Herald, 15/01/11, *Ethiopia becomes second fastest growing economy in SSA*.

The Ethiopian Herald, 17/01/11, *Patriotism in fighting poverty*.

The Ethiopian Herald, 17/05/11, “*United, we realize dreams !*”.

The Ethiopian Herald, 18/01/11, *Some easy way to save money*.

The Ethiopian Herald, 19/01/11, *UN report rates Ethiopia's economy fast-growing*.

The Ethiopian Herald, 19/01/11, “*Sence of common goal must prevail to effect GTP*”.

The Ethiopian Herald, 27/01/11, *Addis residents demanding further prices stabilization.*

The Ethiopian Herald, 12/04/11, *Meles urges public participation to expose tax fraud.*

The Ethiopian Herald, 13/04/11, *Citizens voicing “We will Build the Dam !”*

The Ethiopian Herald, 03/05/11, *A parent's role in education.*

The Ethiopian Herald, 06/05/11, *Forum forecasts Ethiopia to be among fastest growing economies.*

The Ethiopian Herald, 07/05/11, *Poverty VS good working culture.*

The Ethiopian Herald, 10/05/11, *Employees decided to contribute their one month of salary.*

The Ethiopian Herald, 11/05/11, *Construction for Dam building continue.*

The Ethiopian Herald, 13/05/11, *Africa's Big Boom*, initialement paru dans The Independent, par J.M. Severino et E. Debled.

The Ethiopian Herald, 20/05/11, *The last ten years have been the golden years of Ethiopia*, entretien avec le premier ministre Méles Zenawi.

The Ethiopian Herald, 22/05/11, *Business community urged to contribute to Millenium Dam Project.*

The Ethiopian Herald, 20/09/12, *Despite global slowdown, African economies growing strongly.*

The Reporter (Éthiopie), 13/09/14, *Going sweet on Ethiopian Holidays*, par Henok Reta.

WALLIS W., 1er juin 2010, “Africa’s frontier market ready to score”, dossier “Emerging Africa”, *Financial Times, Londres.*

Emissions

BBC, le 31/11/2012, *Ethiopia : an African lion ?*, reportage.

France culture, émission du grain à moudre, 24/06/13, « Classes moyennes de tous les pays : unissez-vous ? », <http://www.franceculture.fr/emission-du-grain-a-moudre-classes-moyennes-de-tous-les-pays-unissez-vous-2013-06-24>

France 2, « Les nouveaux eldorados », émission *Un œil sur la planète*, diffusée le lundi 28 octobre 2013 avec une session consacrée à l'Éthiopie, « Le retour du lion d'Abyssinie ».

Table des annexes

ANNEXE 1	EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE CLASSE SOUS LES REGNES D’HAILE SELASSIE	433
ANNEXE 2	LISTE DES ENTRETIENS REALISES POUR L’ANALYSE DE LA DIMENSION EXOGENE DU PROCESSUS DE CATEGORISATION (CHAPITRE 2).....	436
ANNEXE 3	GRILLE D’ENTRETIEN	439
ANNEXE 4	QUESTIONS CODEES COMMUNES AU GROUPE DE RECHERCHE	444
ANNEXE 5	LISTE DES ENTRETIENS ET DES CONDITIONS D’ENTRETIEN	453
ANNEXE 6	QUESTIONNAIRE PREVU	462
ANNEXE 7	DONNEES DE BASE SUR LES PERSONNES ENQUETEES	465
ANNEXE 8	REVENU ET AUTO-POSITIONNEMENT DES PERSONNES ENQUETEES	477
ANNEXE 9	SITUATIONS SOCIO-ECONOMIQUES DES FOYERS DE L’ENTRE-DEUX.....	490

Annexe 1

Évolutions de la structure de classe de la société éthiopienne sous les règnes d’Hailé Sélassié

Synthèse de l’analyse formulée par J. Markakis et Nega Ayela (2006 [1978]) sur les transformations de la structure de classe éthiopienne sous les règnes d’Hailé Sélassié. Tableau (C.N.) à partir de leur ouvrage *Class and Revolution in Ethiopia*.

Période The Ancien Régime²⁶⁸	Structure sociale
The Feudal Foundation	<p><i>Classic trinity of peasant, warrior-ruler and priest (26)</i></p> <p><i>The traditional ruling class = the aristocracy and the ecclesiastical hierarchy (26)</i></p> <p><i>A veritable gulf separated the landowners, functionaries and clergy from the peasantry (33)</i></p>
Imperialism and Transformation	<p><i>New social class of civil servant and military officialdom = the bureaucratic-military bourgeoisie (43) qui apparaît avec la mise en place d'une bureaucratie centralisée.</i></p> <p>Classe qui remet en cause l'autonomie traditionnelle et certains privilèges coutumiers de l'aristocratie.</p>

²⁶⁸ Les termes sont volontairement non traduits et laissés dans la langue des auteurs afin de ne pas dénaturer leurs propos, le sens des termes, nous l'avons vu, étant recouvert de représentations variant plus ou moins sensiblement selon les langues utilisées et mobilisées.

	<p>Rivalités avec la <i>provincial aristocracy</i> (44)</p> <p><i>The feudal ruling class</i> (45)</p> <p><i>The landowning class in the southern region</i> (46)</p> <p><i>The peasant sous le joug de la feudal class</i> (47)</p> <p><i>The landholding class</i> (49)</p>
Peripheral Capitalism and Development (milieu urbain)	<p><i>Indigenous bourgeoisie</i> (56)</p> <p>Apparition d'une <i>working class</i> dans les années 1950 avec l'arrivée de l'industrie manufacturière (57)</p> <p><i>Petty bourgeoisie</i> (60) = <i>salariat in the public and private sectors</i> + <i>the self-employed in local and retail trade</i></p> <p>Association de la <i>petty bourgeoisie</i> avec les <i>workers</i> et les <i>peasants</i> (67)</p>
Capitalism and Agriculture (milieu rural)	<p><i>Emerging rural proletariat</i> (70)</p> <p>Émergence d'une class of <i>middle peasants</i> forgée par l'État (72)</p>
Eritrea	<p>Une <i>petty bourgeoisie</i> plus importante et avec un rôle politique fort, qui assume un rôle de leader (79)</p> <p>La <i>Muslim petty bourgeoisie</i> à la tête du ELF (81)</p>
A Post Mortem	<p>La <i>bureaucratic-military bourgeoisie</i>, création de l'ancien régime, périt avec lui (91)</p> <p>La <i>petty bourgeoisie</i>, enfantée par le régime, ne périt pas avec lui et devient un des protagoniste principal de la révolte de 1974 (91)</p>

Annexe 2

Liste des entretiens réalisés pour l'analyse de la dimension exogène du processus de catégorisation (chapitre 2)

Sur la catégorie de l'extérieur

Gaëlle Laleix, journaliste au service économique de Radio France International. Entretien réalisé le 06/01/14 à Paris.

Florence Beaugé, journaliste au Monde. Observations réalisées dans le cadre de notre collaboration pour la préparation de son article sur les « classes moyennes » éthiopiennes en février 2013, et réalisation d'un entretien à son retour, le 19/06/13 à Paris.

Cabinet Intuition, cabinet de conseil en investissement. Observations réalisées lors de notre collaboration sur une « classe de confort » éthiopienne en mars 2014 à Paris.

Sur la catégorie de l'intérieur

Entretiens avec des universitaires éthiopiens

Dr. Yeraswork Admassie, chercheur au département de sciences sociales de l'Université d'Addis-Abeba. Entretien réalisé le 13/11/12 à Addis-Abeba.

Ezana Haddis, enseignant en développement urbain au *Service Civil College*. Entretien réalisé le 22/11/12 à Addis-Abeba.

Prof. Gebru Tareke, historien, entretien réalisé le 02/11/12 à Diré Dawa.

Dr. Tegegne, chercheur au département de géographie et développement de l'Université d'Addis-Abeba. Entretien réalisé le 13/11/12 à Addis-Abeba.

Dr. Merera Gudina, chercheur au département de sciences sociales de l'Université d'Addis-Abeba. Entretien réalisé le 13/11/12 à Addis-Abeba. Entretien réalisé le 21/11/12 à Addis-Abeba.

Entretiens sur les politiques publiques

Entretien avec un des initiateurs du projet *condominium* de la GIZ, le 27/11/12 à Addis-Abeba.

Entretien avec un des concepteurs du programme 40/60 au *Ministry of Urban Development and Construction* réalisé le 10/12/12 à Addis-Abeba.

Entretiens à la Central Statistical Agency (CSA), le 12/11/12 à Addis-Abeba.

Entretiens au *Micro and Small Scale Addis Ababa Office*, le 09/11/12 à Addis-Abeba.

Entretiens à la *Commercial Bank of Ethiopia*, le 28/11/12 à Addis-Abeba.

Entretiens à la *Urban Planning Agency*, le 06/12/12 à Addis-Abeba.

Entretiens à la *Ethiopian Investment Agency*, le 06/12/12 à Addis-Abeba.

Annexe 3

Grille d'entretien

Bonjour, je suis Clélie, une étudiante française qui fait des recherches pour l'université en France. Je travaille sur les styles de vie à Addis-Abeba. Je vais vous poser des questions sur votre vie : votre enfance, votre parcours, votre vie professionnelle, économique, vos opinions.

Je ne travaille pour aucune organisation, je fais ma thèse à l'université. Votre nom ne sera pas cité, il n'y aura aucun moyen de vous retrouver. Sentez-vous libre de parler.

DONNÉES DE BASE

Pouvez-vous vous présenter ?

ENFANCE

Pouvez-vous me parler de votre enfance ?

Que faisaient vos parents ? Quel est leur niveau d'éducation ?

Pouvez-vous me parler de vos frères et soeurs ?

Quelles langues parliez-vous à la maison ? Et maintenant ?

Si vous comparez votre niveau de vie actuel à celui de votre enfance, qu'en pensez-vous ?

COMPOSITION DU FOYER

Combien avez-vous d'enfants ?

Combien d'enfants souhaitez-vous avoir ?

Où vont-ils à l'école ? Quel est le prix de l'école ?

Quelle est la priorité pour vos enfants ?

Combien de personnes vivent dans le foyer ? Combien sont dépendants de vos revenus ?

LOGEMENT

Où habitez-vous ? Depuis quand ? Quel statut résidentiel ? (si locataire, le prix du logement)

Avez-vous souvent déménagé ? Souhaitez-vous rester dans votre logement actuel ?

Rencontrez-vous des difficultés avec le statut de votre logement ?

Avez-vous candidaté pour accéder à un *condominium* ?

Si vous n'êtes pas satisfait de votre situation actuelle. Où souhaiteriez-vous habiter ? Dans quel type de logement ? Quels obstacles rencontrez-vous à cette réalisation ?

ÉDUCATION

Pouvez-vous me parler de votre parcours scolaire ?

Êtes-vous satisfait de votre niveau d'étude ?

ACTIVITE PROFESSIONNELLE

Pouvez-vous me parler de votre parcours professionnel ?

Êtes-vous satisfait ? Quelles difficultés rencontrez-vous ?

Exercez-vous une autre activité en supplément ?

Avez-vous d'autres projets professionnels ?

REVENUS ET ORGANISATION FINANCIÈRE

Pouvez-vous estimer vos revenus mensuels ?

Est-ce que d'autres personnes travaillent dans le foyer ? Quel métier et quel revenu ? Comment vous organisez-vous au niveau des dépenses ?

Disposez-vous d'autres revenus complémentaires ?

Êtes-vous satisfait de votre situation financière ?

Détenez-vous un compte bancaire ?

Pouvez-vous épargner ? Sous quelle forme (compte bancaire, *equid...*) ? Quelles sommes ?

Avez-vous déjà souscrit à des crédits ? Avez-vous des crédits en cours ? Quelles sommes ?

Effectuez-vous des prêts d'argent ? Des dons d'argent ? Pour qui et dans quelles conditions ?

Avez-vous réalisé des investissements ? (immobilier, terrains, business, non-lucratif).

DÉPENSES ET CONSOMMATION

Quelles sont vos principales dépenses ?

Combien de fois mangez-vous par jour ?

Quel est votre moyen de transport principal ?

Quels sont vos lieux d'achat ? pour la nourriture, l'habillement, les petits équipements, les nouvelles technologies.

On imagine, si vous disposez de la moitié en plus de votre revenu, que faites-vous ?

Et de la moitié en moins ?

TEMPS LIBRE ET PROJECTION

Que faites-vous de votre temps libre ?

Lorsque vous sortez, quels lieux fréquentez-vous ?

Êtes-vous engagé dans une association ?

Qu'est-ce qui est le plus important pour vous dans votre vie ?

De manière générale, que souhaitez-vous pour le futur ?

REPRÉSENTATIONS ET POSITIONNEMENT SOCIAL

Que pensez-vous de votre niveau de vie ?

Quels sont les niveaux de vie à Addis-Abeba ?

Où vous situez-vous ?

Vos amis, votre famille, ont le même niveau de vie que vous ?

Qui, à Addis-Abeba, a le même niveau de vie que vous ?

Pensez-vous qu'il y a une classe moyenne à Addis-Abeba ? Qui sont-ils ? Pensez-vous en faire partie ?

POLITIQUE

Vous intéressez-vous à la politique ? Qu'en pensez-vous ?

Vous votez ? Pour qui ?

Êtes-vous engagé dans un parti ou dans une organisation politique ?

Êtes-vous satisfait du gouvernement actuel ?

Faites-vous confiance au gouvernement ?

Annexe 4
Questions codées communes au groupe
de recherche

QUESTIONS CODEES COMMUNES – GROUPE CMA

I- Données de base

Q1	Sexe	Homme :	<input type="checkbox"/>	Femme :	<input type="checkbox"/>
			1		2
Q2	Nom	-----			
Q3	Prénom	-----			
Q4	Age	--			
Q5	Nom du quartier	-----			
Q6	Nationalité	-----			
Q7	Appartenance régionale/communautaire/ethnique	-----			
Q8	Nombre de personnes vivant dans le foyer (personnes vivant dans l'habitat au moment de l'interview, même hébergées temporairement)	--			
Q9	Statut matrimonial (à demander aussi : selon quel droit ?)	célibataire :	<input type="checkbox"/>	marié :	<input type="checkbox"/>
			1		2
		concubinage :	<input type="checkbox"/>	divorcé :	<input type="checkbox"/>
			3		4
		veuf :	<input type="checkbox"/>		
			5		
Q10	Nombre d'enfants	--			
Q11	Nombre d'époux / épouses	--			
Q12	Votre logement. Etes-vous :	propriétaire	<input type="checkbox"/>	locataire	<input type="checkbox"/>
			1		2
		hébergé gratuitement	<input type="checkbox"/>		
			3		
Q13	en quel matériau ?	dur	<input type="checkbox"/>	semi-dur	<input type="checkbox"/>
			1		2
		en tôle	<input type="checkbox"/>		
			3		
Q14	Quel est votre niveau d'études ?	primaire (grade 8)	<input type="checkbox"/>	fin collège (10)	<input type="checkbox"/>
			1		2
		fin secondaire (12)	<input type="checkbox"/>	études sup.	<input type="checkbox"/>
			3		4
		autre type d'éducation	<input type="checkbox"/>	aucun	<input type="checkbox"/>
			5		6

- Q15 Quelle est votre langue maternelle ? -----
- Q16 Quelle religion pratiquez-vous ?
- | | | | |
|-------------|--------------------------|--------------------------------------|--------------------------|
| aucune | <input type="checkbox"/> | catholique | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| musulmane | <input type="checkbox"/> | protestante | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
| orthodoxe | <input type="checkbox"/> | traditionnelle
(culte ancêtres..) | <input type="checkbox"/> |
| | 5 | | 6 |
| évangélique | <input type="checkbox"/> | judaïsme | <input type="checkbox"/> |
| | 7 | | 8 |
- Q17 Quel est votre métier (activité principale) ? -----
- Q18 Votre statut :
- | | | | |
|--------------|--------------------------|---------------|--------------------------|
| salarié | <input type="checkbox"/> | fonctionnaire | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| à son compte | <input type="checkbox"/> | sans emploi | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
| retraité | <input type="checkbox"/> | | |
| | 5 | | |
- Q19 Type d'emploi :
- | | | | |
|---------------------|--------------------------|------------------|--------------------------|
| artisan/commerçant | <input type="checkbox"/> | entrepreneur | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| fonction publique | <input type="checkbox"/> | banque/assurance | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
| media | <input type="checkbox"/> | prof. médicales | <input type="checkbox"/> |
| | 5 | | 6 |
| transport | <input type="checkbox"/> | agriculture | <input type="checkbox"/> |
| | 7 | | 8 |
| ouvrier/manutention | <input type="checkbox"/> | femme au foyer | <input type="checkbox"/> |
| | 9 | | 10 |
| enseignement | <input type="checkbox"/> | autres | <input type="checkbox"/> |
| | 11 | | 12 |
- Q20 Quel est le revenu associé à ce statut ? (montant net par mois estimé en \$) \$ -----
- Q21 Cumulez-vous plusieurs métiers ?
- | | | | |
|-----|--------------------------|-----|--------------------------|
| oui | <input type="checkbox"/> | non | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- Q22 D'autres sources de revenus ?
- | | | | |
|-----|--------------------------|-----|--------------------------|
| oui | <input type="checkbox"/> | non | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
- Q23 Nature revenu 2 :
- | | | | |
|----------------------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|
| activité formelle supp. | <input type="checkbox"/> | activité informelle | <input type="checkbox"/> |
| | 1 | | 2 |
| pensions d'État
(allocations) | <input type="checkbox"/> | pension privée | <input type="checkbox"/> |
| | 3 | | 4 |
| Loyer/immobilier | <input type="checkbox"/> | | |
| | 5 | | |
- Q24 Revenu 2 : montant net estimé par mois en \$

Q25	Nature revenu 3 :	activité formelle supp.	<input type="checkbox"/>	1	activité informelle	<input type="checkbox"/>	2
		pensions État	<input type="checkbox"/>	3	pension privée	<input type="checkbox"/>	4
		Loyer/immobilier	<input type="checkbox"/>	5			
Q26	Revenu 3 : montant net estimé par mois	-----					
Q27	Combien de pers. supplémentaires travaillent dans le foyer (en sus de vous-même) ?	--					
Q28	Qui ?	-----					
Q29	Estimation du revenu total du foyer / mois en \$ Total sources de revenus + salaire personnes en Q27	\$ -----					
Q30	à diviser ensuite par chiffre du Q7 : revenu par tête	\$ -----					

II- Parents

Q31	Profession du père : (durant leur vie active si retraité)	-----					
Q32	statut :	salarié	<input type="checkbox"/>	1	fonctionnaire	<input type="checkbox"/>	2
		à son compte	<input type="checkbox"/>	3	sans emploi	<input type="checkbox"/>	4
Q33	Profession de la mère :	-----					
Q34	statut :	salarié	<input type="checkbox"/>	1	fonctionnaire	<input type="checkbox"/>	2
		à son compte	<input type="checkbox"/>	3	sans emploi	<input type="checkbox"/>	4
Q35	Niveau d'éducation du père :	primaire (grade 8)	<input type="checkbox"/>	1	fin collège (10)	<input type="checkbox"/>	2
		fin secondaire (12)	<input type="checkbox"/>	3	études sup.	<input type="checkbox"/>	4
		autre type d'éducation	<input type="checkbox"/>	5	aucun	<input type="checkbox"/>	6
Q36	Niveau d'éducation de la mère :	primaire (grade 8)	<input type="checkbox"/>	1	fin collège (10)	<input type="checkbox"/>	2
		fin secondaire (12)	<input type="checkbox"/>	3	études sup.	<input type="checkbox"/>	4
		autre type d'éducation	<input type="checkbox"/>	5	aucun	<input type="checkbox"/>	6
Q37	Lieu du déroulement de l'enfance	campagne	<input type="checkbox"/>	1	petite ville	<input type="checkbox"/>	2
		capitale	<input type="checkbox"/>		township	<input type="checkbox"/>	

Q38	Quelle est la priorité pour vos enfants ?	éducation	3	4
			<input type="checkbox"/> santé	<input type="checkbox"/>
		richesse	1	2
			<input type="checkbox"/> démocratie	<input type="checkbox"/>
			3	4
immigration	<input type="checkbox"/> autres	<input type="checkbox"/>		
	5	6		
Q39	Ou sont scolarisés vos enfants ?	école privée	<input type="checkbox"/> école publique	<input type="checkbox"/>
			1	2
		autre type d'éducation	<input type="checkbox"/> Model-C school (semi-public)	<input type="checkbox"/>
		3	4	
Q40	Cout de la scolarisation / an / enfant en \$	----		
Q40 bis	fourchette par rapport au pays	++	<input type="checkbox"/> +	<input type="checkbox"/>
			1	2
		moyenne	<input type="checkbox"/> -	<input type="checkbox"/>
			3	4

III- Votre argent

Q41	Disposez-vous d'un compte bancaire ?	oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q42	Jugez-vous votre revenu :	faible	<input type="checkbox"/> suffisant	<input type="checkbox"/>
			1	2
		plus que suffisant	<input type="checkbox"/>	
			3	
Q43	Avez-vous souscrit des crédits ?	oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q44	Combien ?	--		
Q45	Montant total approx. Des crédits?	\$ ----		
Q46	Réussissez-vous à épargner ?	oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q47	si oui :	un peu	<input type="checkbox"/> beaucoup	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q48	sur un compte bancaire ?	oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q49	par un système de tontine ? (épargne traditionnelle)	oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q50	Avez-vous prêté de l'argent ?	oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2

Q51	si oui :	un peu	<input type="checkbox"/>	beaucoup	<input type="checkbox"/>
			1		2
Q52	Avez-vous fait des dons d'argent ?	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
			1		2
Q53	Si oui :	un peu	<input type="checkbox"/>	beaucoup	<input type="checkbox"/>
			1		2
Q54	Des investissements ?	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input type="checkbox"/>
			1		2
Q55	Lesquels ?	immobilier	<input type="checkbox"/>	terrains	<input type="checkbox"/>
			1		2
		business	<input type="checkbox"/>	Non-lucratifs	<input type="checkbox"/>
			3		4
		actions	<input type="checkbox"/>		
			5		

IV- Vos dépenses / postes de consommation

Q56	Quels sont vos principaux lieux d'achat ? - pour la nourriture	dans la rue	<input type="checkbox"/>	petite boutique	<input type="checkbox"/>
			1		2
		supermarché/centre commercial	<input type="checkbox"/>	marché	<input type="checkbox"/>
			3		4
		A l'étranger	<input type="checkbox"/>		
			5		
Q57	- l'habillement/textile	dans la rue	<input type="checkbox"/>	petite boutique	<input type="checkbox"/>
			1		2
		supermarché/centre commercial	<input type="checkbox"/>	marché	<input type="checkbox"/>
			3		4
		A l'étranger	<input type="checkbox"/>		
			5		
Q58	- les petits équipements (électroménager, meubles, hifi..)	dans la rue	<input type="checkbox"/>	petite boutique	<input type="checkbox"/>
			1		2
		supermarché/centre commercial	<input type="checkbox"/>	marché	<input type="checkbox"/>
			3		4
		A l'étranger	<input type="checkbox"/>		

			5	
Q59	- la droguerie	dans la rue	<input type="checkbox"/>	petite boutique <input type="checkbox"/>
			1	2
		supermarché/centre commercial	<input type="checkbox"/>	marché <input type="checkbox"/>
			3	4
		A l'étranger	<input type="checkbox"/>	
			5	
Q60	- les nouvelles technologies (téléphone, ordinateur etc.)	dans la rue	<input type="checkbox"/>	petite boutique <input type="checkbox"/>
			1	2
		supermarché/centre commercial	<input type="checkbox"/>	marché <input type="checkbox"/>
			3	4
		A l'étranger	<input type="checkbox"/>	
			5	
Q61	Quelles sont vos principales dépenses ?	nourriture	<input type="checkbox"/>	transport <input type="checkbox"/>
			1	2
		logement	<input type="checkbox"/>	éducation des enfants <input type="checkbox"/>
			3	4
		Santé	<input type="checkbox"/>	loisirs <input type="checkbox"/>
			5	6
		vos business	<input type="checkbox"/>	autres <input type="checkbox"/>
			7	8
Q62	Nombre de repas par jour ?	--		
Q63	Quel est votre moyen de transport principal ?	voiture	<input type="checkbox"/>	à pied <input type="checkbox"/>
			1	2
		taxis privés	<input type="checkbox"/>	transport public <input type="checkbox"/>
			3	4
		2 roues	<input type="checkbox"/>	autres <input type="checkbox"/>
			5	6
Q64	Pour faire quel trajet ? distance ?	-----		

v-Vie sociale

Q65	Lors de vos jours de repos que faites-vous ?	aller à l'église	<input type="checkbox"/>	aller au centre ccial <input type="checkbox"/>
			1	2
		sport	<input type="checkbox"/>	activités enfants <input type="checkbox"/>
			3	4
		amis	<input type="checkbox"/>	famille <input type="checkbox"/>
			5	6
		autres	<input type="checkbox"/>	pas de repos <input type="checkbox"/>

Q66	Etes-vous engagé dans une association ?	oui	<input type="checkbox"/>	7	non	<input type="checkbox"/>	8
				1			2
Q67	Quel type?	politique	<input type="checkbox"/>	1	communautaire	<input type="checkbox"/>	2
		Caritatif/social	<input type="checkbox"/>	3	syndicat	<input type="checkbox"/>	4
		professionnelle	<input type="checkbox"/>	5	sport/loisirs	<input type="checkbox"/>	6

VI- Perception de la structure sociale

Q68	Pensez-vous qu'il existe une classe moyenne ?	oui	<input type="checkbox"/>	1	non	<input type="checkbox"/>	2
Q69	Si oui : en faites-vous partie ?	oui	<input type="checkbox"/>	1	non	<input type="checkbox"/>	2
Q70	Si non : ou vous situez-vous ?	-----					
Q71	Vos amis ont-ils le même niveau de vie que vous ?	oui	<input type="checkbox"/>	1	non	<input type="checkbox"/>	2
Q72	Les membres de votre famille ont-ils le même niveau de vie que vous ?	oui	<input type="checkbox"/>	1	non	<input type="checkbox"/>	2

VII- Comportement politique

Q73	Etes-vous engagé dans un parti ?	Oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q74	Si oui : lequel ?	-----		
Q75	Avez-vous un intérêt pour la politique ?	Oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q76	Avez-vous confiance dans les gouvernants actuels ?	Oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/>
			1	2
Q77	Pour quel parti avez-vous voté lors de la dernière élection nationale ?	-----		
Q78	Type :	Parti au pouvoir	<input type="checkbox"/> opposition	<input type="checkbox"/>
			1	2
		Pas voté/abstenu	<input type="checkbox"/> Parti minoritaire	<input type="checkbox"/>
			3	4
Q79	Pour quel parti allez-vous voter lors de la prochaine élection nationale ?	-----		
Q80	Type :	Parti au pouvoir	<input type="checkbox"/> opposition	<input type="checkbox"/>
			1	2
		Pas voté/abstenu	<input type="checkbox"/> Parti minoritaire	<input type="checkbox"/>
			3	4
		Indécis	<input type="checkbox"/>	
			5	

Annexe 5

Liste des entretiens et conditions d'entretien

0=pas d'accompagnateur ou pas d'enregistrement

1^{er} séjour de recherche : avril-juillet 2011

Personne interrogée	Lettre	Date	Accompagnateur	Langue	Enregistrement	Lieu	Prise de contact
1		05/05/2011	0	français	E	Lieu de travail	Connexion avec l'employeur
2		06/05/2011	0	anglais	E	Lieu de travail	Connexion avec l'employeur
3		09/05/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisine de T.
4		09/05/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisin de T.
5		10/05/2011	0	français	E	Lieu de travail	Par le réseau francophone
6		11/05/2011	T.	amharique	0	Domicile	Amie de T.
7		12/05/2011	0	anglais	0	Lieu de travail	Par une amie
8		13/05/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisine de T.
9		13/05/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisine de T.
10		16/05/2011	0	français	0	Lieu de travail	Par le réseau francophone
11		17/05/2011	T.	amharique	0	Lieu de travail et domicile	Voisine et amie de T.
12		17/05/2011	B.	amharique	0	Domicile	Famille de B.
13		18/05/2011	T.	amharique	0	Lieu de travail	Connaissance de T. que nous avons croisée le matin au salon de coiffure
14		19/05/2011	0	français	0	Café	Réseau francophone

Personne interrogée	Lettre	Date	Accompagnateur	Langue	Enregistrement	Lieu	Prise de contact
15		20/05/2011	T.	amharique et anglais	0	Domicile	Voisine de T.
16		20/05/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisin de T.
17		23/05/2011	T.	amharique	0	Domicile de T.	Voisin de T.
18		24/05/2011	T.	amharique	0	Domicile de T.	Voisin de T.
19		28/05/2011	T.	anglais	0	Domicile	Famille de T.
20	T.	30/05/2011	0	anglais	0	Domicile	Ma binôme T.
21		30/05/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisin de T.
22		03/06/2011	T.	anglais	0	Domicile	Famille de T.
23		06/06/2011	B.	amharique	0	Lieu de travail	Ami de B.
24		06/06/2011	B.	amharique	0	Domicile	Ma voisine dans le condominium
25	B.	10/06/2011	0	anglais	E	Café	B.: binôme et ami
26		14/06/2011	T.	amharique	0	Café	Connaissance de T.
27		14/06/2011	T.	anglais	E	Lieu de travail	Ancien collègue de T.
28		17/06/2011	0	anglais	0	Café	Un de mes amis
29		17/06/2011	B.	anglais	0	Domicile	Famille de B.
30		17/06/2011	B.	amharique	0	Domicile	Famille de B.
31		18/06/2011	0	anglais	E	Café	Ami de B.
32		20/06/2011	B.	amharique	0	Domicile	Ami d'enfance de B.
33		20/06/2011	B.	amharique	0	Domicile	Mon voisin de condominium et chauffeur de taxi
34		25/06/2011	0	anglais	0	Café	le frère d'un ami
35		26/06/2011	T.	anglais	0	Lieu de travail	Réseau professionnel de T.

Personne interrogée	Lettre	Date	Accompagnateur	Langue	Enregistrement	Lieu	Prise de contact
36		28/06/2011	B.	anglais	0	Lieu de travail	Amie de B.
37		28/06/2011	0	anglais	0	Café	Un de mes amis
38		02/07/2011	T.	amharique	0	Lieu de travail	Amie de T.
39		02/07/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisine de T.
40		04/07/2011	0	anglais	0	Café	Un de mes amis
41		05/07/2011	B.	anglais	0	Café	Ami de B.
42		07/07/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisin de T.
43		12/07/2011	B.	amharique	0	Domicile	Famille de B.
44		12/07/2011	B.	anglais	0	Café	Ami de B.
45		15/07/2011	0	anglais	0	Lieu de travail	Réseau d'ami
46		18/07/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisine de T.
47		18/07/2011	T.	amharique	0	Domicile	Voisine de T.
48		18/07/2011	T.	amharique	0	Lieu de travail	Connaissance T.
49		20/07/2011	B.	anglais	0	Lieu de travail	Réseau de B.
50		20/07/2011	B.	amharique	0	Lieu de travail	Amie de B.

2^{ème} séjour de recherche : mars-avril 2012

Personne interrogée	Lettre	Date	Accompagnateur	Langue	Enregistrement	Lieu	Prise de contact
51		12/03/2012	H.	anglais	0	Café	Ami de H.
52		12/03/2012	H.	amharique	0	Café	Ami de 53
53	M.	12/03/2012	O.	anglais	0	Café	Cousin de H.
54		14/03/2012	S.	amharique	0	Café	Connaissance de S.
55		15/03/2012	O.	anglais	0	Domicile	Réseau de H.
56		16/03/2012	O.	anglais et français	0	Domicile	Réseau de H.
57		20/03/2012	O	français	0	Lieu de travail	Réseau francophone de H.
58		24/03/2012	H	amharique	0	Domicile	Mère d'un de mes amis
59		24/03/2012	H	amharique	0	Lieu de travail	Rencontrée dans un café lors des entretiens
60		25/03/2012	H	anglais	0	Domicile	Connaissance de 53 (cousin de H.)
61		25/03/2012	H	amharique	0	Domicile	Connaissance de 53 (cousin de H.)
62		27/03/2012	O	français	0	Lieu de travail	Amie de H.
63		27/03/2012	O	français	0	Lieu de travail	Père de 62
64		29/03/2012	O	anglais	0	Café	Par le travail d'une amie
65		29/03/2012	O	anglais	0	Café	Par hasard, sur son lieu de travail
66		02/04/2012	H	amharique	0	Lieu de travail	Par son employeur (63)
67		02/04/2012	O	anglais	0	Café	Par 63
68		03/04/2012	H	amharique	0	Café	Taxi de H.
69		04/04/2012	H	amharique	0	Domicile	Mère de H.

Personne interrogée	Lettre	Date	Accompagnateur	Langue	Enregistrement	Lieu	Prise de contact
70		05/04/2012	0	anglais	0	Café	Un de mes amis
71		06/04/2012	0	français	0	Lieu de travail	Réseau francophone
72		07/04/2012	H	anglais	0	Tchatbét	Dans la tchatbét que fréquente 53
73		07/04/2012	H	anglais	0	Tchatbét	Dans la tchatbét que fréquente 53
74		10/04/2012	0	anglais	0	Lieu de travail	Une de mes connaissances
75		11/04/2012	0	anglais	0	Café	Soeur de H.
76		11/04/2012	0	anglais	0	Café	Amie de 75
77		13/04/2012	H.	amharique et anglais	0	Lieu de travail	Amie de 53
78		14/04/2012	H.	anglais	0	Dans sa voiture	Connaissance de H.
79		16/04/2012	H.	amharique et anglais	0	Lieu de travail	Une de mes connaissances
80		16/04/2012	H.	amharique	0	Lieu de travail	Connaissance de H.
81		17/04/2012	H.	amharique	0	Domicile	Famille de H.
82		17/04/2012	H.	amharique	0	Café	Par 68 (taxi H.)
83		17/04/2012	H.	anglais	0	Tchatbét	Dans la tchatbét que fréquente 53
84		18/04/2012	H.	amharique	0	Domicile	Réseau de H.
85		18/04/2012	H.	amharique	0	Lieu de travail	Sur focus professionnel sans connaître la personne
86		18/04/2012	H.	amharique	0	Lieu de travail	Sur focus professionnel sans connaître la personne
87		19/04/2012	H.	amharique	0	Lieu de travail	Sur focus professionnel sans connaître la personne
88		19/04/2012	H.	amharique	0	Domicile	Tante de H., mère de 53

Personne interrogée	Lettre	Date	Accompagnateur	Langue	Enregistrement	Lieu	Prise de contact
89		19/04/2012	H.	amharique	0	Lieu de travail	Sur focus professionnel sans connaître la personne
90		20/04/2012	0	anglais	0	Lieu de travail	Cousine de 53
91		20/04/2012	H.	anglais	0	Tchatbét	Dans la tchatbét que fréquente 53
92		20/04/2012	H.	anglais	0	Tchatbét	Dans la tchatbét que fréquente 53
93		21/04/2012	H.	amharique	0	Mahaber chez 69	Famille de H.
94		21/04/2012	H.	anglais	0	Mahaber chez 69	Famille de H.

3^{ème} séjour de recherche : octobre-décembre 2012

Personne interrogée	Lettre	Date	Accompagnateur	Langue	Enregistrement	Lieu	Prise de contact
95		10/10/2012	G	amharique	0	Domicile	Réseau de G.
96		10/10/2012	G	amharique	0	Lieu de travail	Réseau de G.
97		12/10/2012	G	amharique	0	Lieu de travail	Réseau G.
98		13/10/2012	G	amharique	0	domicile	Famille G.
99		13/10/2012	G	anglais	0	Lieu de travail	Famille G.
100		17/10/2012	G	amharique	0	Lieu de travail	Ciblage par métier et religion
101		17/10/2012	G	amharique	0	Lieu de travail	Ciblage par métier et religion
102		17/10/2012	G	amharique	0	Lieu de travail	Ciblage par métier et religion
103		24/10/2012	G	amharique	0	Domicile	Rencontre par 102
104		24/10/2012	G	amharique	0	Lieu de travail	Ciblage par métier et religion
105		15/11/2012	0	français	0	Lieu de travail	Ami de H.
106		15/11/2012	H	amharique	0	Lieu de travail	Collègue de H.
107		20/11/2012	H	amharique	0	Lieu de travail	Ciblage par métier et religion
108		21/11/2012	0	anglais	0	Lieu de travail	Par une collègue
109		01/12/2012	H	anglais	0	café	Réseau H.
110		01/12/2012	H	français	0	Lieu de travail	Ami H.
111		14/12/2012	0	anglais	0	Lieu de travail	Ami 53
112		20/12/2012	H	amharique	0	café	Ami H.

Personne interrogée	Lettre	Date	Accompagnateur	Langue	Enregistrement	Lieu	Prise de contact
113		20/12/2012	H	amharique	0	Lieu de travail	Ciblage par métier et religion
114		20/12/2012	H	amharique	0	Lieu de travail	Collègue H.
115		23/12/2012	H	amharique	0	Lieu de travail	Par le cousin de H.

Annexe 6

Questionnaire prévu

Étude sur les modes de vie et niveaux de vie à Addis-Abeba

Questionnaire pour les données de base

Prénom : Age : Lieu de naissance :

Vous êtes : célibataire marié(e) divorcé

Religion : Langues parlées :

Combien avez-vous d'enfants ? Quel âge ont-ils ?

Combien vivent chez vous ?

Combien de personnes vivent dans votre logement ?

Vous habitez dans quel quartier/kebele ?

Vous travaillez dans quel quartier/kebele ?

Vous êtes : propriétaire locataire : prix du loyer (1mois) :

Quel est votre moyen de transport ?

Quel est votre niveau d'étude ?

Occupation professionnelle	Revenu associé

Combien de personnes dépendent de vos revenus ?

Dans votre foyer, d'autres personnes travaillent ?

Votre revenu est-il suffisant pour satisfaire vos besoins basiques (se nourrir et se loger) ?

oui non

Quel est votre degré de satisfaction par rapport à la situation financière de votre ménage ?

(1 signifie que vous êtes totalement insatisfait et 10 que vous êtes complètement satisfait)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

En général, à quel point êtes-vous satisfait par rapport à votre vie ?

(1 signifie que vous êtes totalement insatisfait et 10 que vous êtes complètement satisfait)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Certaines personnes pensent qu'ils ont le pouvoir de choisir et de déterminer leur vie alors que d'autres pensent que ce qu'ils entreprennent n'a pas d'effet réel sur ce qui se passe dans leur vie.

(veuillez indiquer le degré de choix et de contrôle que vous pensez avoir sur le cheminement de votre vie : 1 signifie « pas de choix du tout » et 10 signifie « une grande liberté de choix »)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Si vous comparez votre niveau de vie actuelle avec celui de votre enfance, il est :

beaucoup mieux mieux moins bien beaucoup moins bien

Depuis que vous travaillez, votre niveau de vie est :

de mieux en mieux le même de pire en pire fluctuant

Qu'est-ce qui est important pour vous ?

	Très important	Moins important	Pas très important	Pas du tout important
La famille				
Les amis				
Les loisirs				
La politique				
Le travail				
La religion				

Annexe 7

Données de base sur les personnes enquêtées

Les lignes colorées en orange correspondent aux enquêtés que nous n'avons pas situés dans l'espace de l'entre deux car leurs situations socio-économiques sont trop élevées.

Les lignes colorées en bleu correspondent aux enquêtés que nous n'avons pas situés dans l'espace de l'entre deux car leurs situations socio-économiques sont trop basses.

Enquêté n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
1	F	32	marié	2	études supérieures	employé	Cuisinière chez des expatriés		1500
2	H	40	marié	1	fin secondaire (grade 12)	employé	Chauffeur chez des expatriés		1500
3	F	35	marié	2	primaire (grade 8)	sans emploi	Femme au foyer		3000
4	H	43	marié	5	fin secondaire (grade 12)	employé	Chauffeur pour une ONG		2000

Enquête n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
5	F	36	marié	1	études supérieures	employé	Enseignant alliance française		2500
6	F	28	marié	0	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérante d'une boutique de sodas (P)		2000
7	H	26	célibataire	0	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Barbier	Business	7000
8	F	53	marié	3	primaire (grade 8)	sans emploi	Femme au foyer		0
9	F	45	marié	4	primaire (grade 8)	sans emploi	Femme au foyer		0
10	H	29	célibataire	0	études supérieures	employé	Enseignant à l'Alliance française		8000
11	F	28	célibataire	0	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérante d'un salon de coiffure (L)		1700
12	F	47	divorcé	1	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Administrateur au ministère de l'agriculture		1700
13	F	32	marié	1	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérante d'une boutique de vêtements (P)		8000
14	H	29	célibataire	0	études supérieures	employé	Enseignant à l'Alliance française		13500
15	F	61	marié	3	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérante d'une maternelle privée		2863
16	H	40	marié	2	primaire (grade 8)	à son compte	Ferronnier (L)		1300

Enquêté n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
17	H	34	marié	1	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérant d'une échoppe (L)		4000
18	H	22	célibataire	0	études supérieures	sans emploi	Etudiant		200
19	H	30	célibataire	0	études supérieures	employé	Ingénieur à Ethiopian Airlines		7029
20	F	38	divorcé	2	études supérieures	à son compte	Traductrice		3600
21	H	42	marié	3	études supérieures	fonctionnaire	Technicien		2450
22	F	49	marié	2	études supérieures	employé	Avocate		8500
23	F	34	union libre	0	primaire (grade 8)	à son compte	Gérant d'un <i>photoshop</i> (P)		5000
24	F	29	marié	2	primaire (grade 8)	sans emploi	Femme au foyer		0
25	H	28	célibataire	0	études supérieures	employé	Consultant	Collecte de données	2054
26	H	26	marié	1	primaire (grade 8)	à son compte	Chauffeur de minibus (P)		3000
27	H	36	marié	2	études supérieures	fonctionnaire	Chercheur dans une agence gouvernementale		2570
28	H	34	célibataire	0	études supérieures	employé	Collecte de données pour une ONG	Administrateur au consulat UK	8000

Enquête n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
29	H	32	marié	2	fin secondaire (grade 12)	fonctionnaire	Enseignant école publique		1900
30	F	24	marié	1	fin secondaire (grade 12)	employé	Enseignante école privée	cours particuliers	1700
31	H	32	célibataire	0	études supérieures	employé	Employé à l'Union Africaine		16000
32	H	26	célibataire	0	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Elevage de poulet en batterie	« business personnel » (arrange des visas pour Dubai)	10000
33	H	28	marié	1	primaire (grade 8)	à son compte	Chauffeur de taxi (P)		3000
34	H	33	célibataire	0	études supérieures	employé	Responsable financier d'une entreprise de construction	Contrats avec d'autres entreprises	10000
35	H	39	marié	2	études supérieures	fonctionnaire	Chercheur dans une agence gouvernementale	Consultant pour ONG	11903
36	F	28	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Gérante d'une garderie		NC
37	H	30	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Importateur/revendeur de vaisselle (Chine, Dubai)		4000
38	F	48	divorcé	1	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Exportatrice de graines	Conseillère en ouverture de restaurant	9200

Enquêté n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
39	F	39	veuf	4	études supérieures	sans emploi	Aucun		0
40	H	33	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Gérant d'un photoshop (P)	Manager agricole	15000
41	H	29	célibataire	0	études supérieures	employé	Technicien à Ethiopian Airlines		13000
42	H	36	célibataire	1	études supérieures	employé	Prêtre dans une église évangélique		2534
43	F	30	marié	1	fin secondaire (grade 12)	employé	Enseignante dans une maternelle privée		600
44	H	35	union libre	1	études supérieures	à son compte	Manager d'une industrie de construction (P)		9200
45	H	41	marié	2	études supérieures	à son compte	Gérant d'une boutique de tchat (P)	Gérant d'un café (P)	10000
46	F	24	célibataire	0	études supérieures	sans emploi	En recherche d'emploi		0
47	F	30	marié	1	fin collège (grade 10)	sans emploi	Femme au foyer		0
48	H	55	marié	4	études supérieures	fonctionnaire	Fonctionnaire comptable		4000
49	H	26	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Importeur de matériel de construction (Chine)	Gérant d'une échoppe (P)	5000
50	H	26	célibataire	0	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérant d'une boutique d'informatique (L)		10000

Enquêté n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
51	H	29	célibataire	0	autre type d'éducation	à son compte	Revendeur de voitures		11000
52	H	24	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Enseignant (cours particuliers)		3600
53	H	28	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Revendeur de matériel informatique		3000
54	F	29	célibataire	0	études supérieures	employé	Secrétaire comptable dans une entreprise privée		1750
55	H	59	marié	3	études supérieures	fonctionnaire	Enseignant dans le supérieur (privé)		6800
56	F	55	marié	3	primaire (grade 8)	employé	Enseignante au lycée français		5090
57	H	37	marié	1	études supérieures	employé	Conseiller d'orientation au lycée français		7000
58	F	60	marié	3	études supérieures	fonctionnaire	Retraitée (fonctionnaire)		300
59	F	17	célibataire	0	primaire (grade 8)	employé	Serveuse		400
60	H	28	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Gérant d'un hôtel (entreprise familiale)	Revendeur de matériel informatique	9000
61	H	27	marié	0	études supérieures	à son compte	Manager d'une usine de pesticides (P)		5000
62	F	27	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Entrepreneuse en organisation mariages (P)		4200

Enquête n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
63	H	68	marié	2	études supérieures	à son compte	Architecte et manager d'un hôtel (P)		NC
64	F	30	célibataire	0	études supérieures	employé	Programmatrice radio	Démarcheuse publicité radio	10000
65	H	34	célibataire	1	études supérieures	employé	Journaliste télévision nationale	Employé dans une agence de voyage	5600
66	H	28	divorcé	1	fin secondaire (grade 12)	employé	Réceptionniste dans un hôtel		1500
67	H	62	célibataire	1	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Retraité (fonctionnaire)	Conseiller en investissement pour des étrangers	3800
68	H	35	célibataire	1	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Chauffeur de taxi (P)		2000
69	F	50	veuf	5	fin secondaire (grade 12)	fonctionnaire	Secrétaire dans la fonction publique		5000
70	H	29	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Consultant indépendant en informatique		30000
71	H	31	célibataire	0	études supérieures	employé	Enseignant au lycée français	Revendeur (tous domaines)	10500
72	H	32	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Ingénieur		10000
73	H	30	célibataire	0	études supérieures	employé	Comptable dans plusieurs structures		6300

Enquête n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
74	H	34	marié	3	études supérieures	à son compte	Informaticien		3000
75	F	26	célibataire	0	études supérieures	employé	Hôtesse de l'air à Ethiopian Airlines		6000
76	F	28	célibataire	0	études supérieures	employé	Hôtesse de l'air à Ethiopian Airlines		5000
77	F	25	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Designer web		3000
78	H	27	marié	2	études supérieures	à son compte	Manager d'une entreprise d'import export		40486
79	F	26	célibataire	0	fin secondaire (grade 12)	employé	Vendeuse chez une styliste		1000
80	H	48	marié	4	fin secondaire (grade 12)	fonctionnaire	Mécanicien		3000
81	F	48	marié	2	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérante d'un hôtel (P)		2300
82	H	36	célibataire	0	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérant d'un système d'épargne privé (<i>equb</i>)		5000
83	H	35	marié	0	études supérieures	employé	Pharmacien pour une ONG		15000
84	F	36	marié	2	études supérieures	employé	Vendeuse dans une boutique de vêtements		2000
85	F	32	marié	1	études supérieures	à son compte	Gérante d'une imprimerie (P)		5000

Enquêté n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
86	H	30	marié	1	études supérieures	à son compte	Manager boutique informatique		4000
87	H	34	marié	1	fin collège (grade 10)	employé	Vendeur de téléphones au mercato		700
88	F	47	divorcé	3	primaire (grade 8)	à son compte	Gérante d'un hôtel		15000
89	F	42	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Gérante d'une boutique de souvenirs		10000
90	F	25	union libre	0	études supérieures	recherche d'emploi	Architecte en fin d'études		NC
91	H	25	célibataire	0	études supérieures	recherche d'emploi	Jeune diplômé en informatique		1000
92	H	26	célibataire	0	études supérieures	fonctionnaire	Ingénieur dans une structure gouvernementale		2800
93	F	48	marié	3	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérante d'un hôtel (P)		
94	F	57	marié	2	études supérieures	fonctionnaire	Administratrice dans un ministère		4000
95	F	55	marié	9	primaire (grade 8)	à son compte	Gérante d'une échoppe (L)		2500
96	H	20	célibataire	0	primaire (grade 8)	à son compte	Gérant d'une échoppe (P)		0
97	F	27	marié	1	primaire (grade 8)	à son compte	Gérante d'une échoppe (L)		NC

Enquête n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
98	F	60	marié	12	primaire (grade 8)	à son compte	Gérante d'une échoppe (P)		NC
99	H	29	divorcé	1	fin collège (grade 10)	à son compte	Coiffeur (P)		3000
100	H	29	marié	1	primaire (grade 8)	à son compte	Gérant d'une échoppe (L)		1000
101	F	21	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Gérant d'une boutique de vêtement (P)		NC
102	H	64	marié	4	éducation musulmane	à son compte	Couturier (P)		NC
103	H	30	célibataire	0	études supérieures	fonctionnaire	Superviseur dans une entreprise gouvernementale de construction		1200
104	F	24	marié	1	fin secondaire (grade 12)	à son compte	Gérante d'une échoppe (P)		4000
105	H	27	célibataire	0	études supérieures	employé	Journaliste à la télévision nationale	Traducteur	10000
106	H	28	marié	1	primaire (grade 8)	employé	Serveur à l'alliance française		800
107	H	41	marié	4	études supérieures	à son compte	Propriétaire de fermes	Propriétaire d'une boutique de produits fermiers	50000

Enquête n°	Sexe	Age	Statut matrimonial	Nombre d'enfants	Niveau d'étude	Statut professionnel	Activité professionnelle principale	Autre activité	Revenu associé en ETB
108	H	44	marié	2	études supérieures	fonctionnaire	Chercheur à la librairie nationale		6200
109	H	29	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Journaliste radio	consultant	7000
110	H	28	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Chef d'entreprise d'import		8000
111	H	29	célibataire	0	études supérieures	fonctionnaire	Professeur à l'université		7400
112	H	20	marié	0	études supérieures	à son compte	Commerçant de pièces détachées (P)		10000
113	H	33	marié	2	primaire (grade 8)	à son compte	Gérant d'une échoppe (L)		2000
114	F	31	marié	1	primaire (grade 8)	employé	Gardiennage alliance française		1300
115	H	26	célibataire	0	études supérieures	à son compte	Vendeur de vêtements pour hommes (P)		3000

Annexe 8

Revenu et auto-positionnement des personnes enquêtées

Les lignes colorées en orange correspondent aux enquêtés que nous n'avons pas situé dans l'espace de l'entre deux car leurs situations socio-économiques sont trop élevées.

Les lignes colorées en bleu correspondent aux enquêtés que nous n'avons pas situé dans l'espace de l'entre deux car leurs situations socio-économiques sont trop basses.

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
1	1000-3000	suffisant	moyen	On vit bien, mieux que beaucoup de gens ici, mais on est loin des riches.
2	1000-3000	suffisant	entre pauvre et moyen	<i>Middle level, but closer to poor people.</i>
3	3000-5000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mekakelegna, je vis mieux que certains et moins bien que certains.</i>
4	1000-3000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mekakelegna, entre les deux, au milieu du milieu.</i>
5	1000-3000	bas	moyen	Je ne sais pas, je pourrais dire classe moyenne mais je ne crois pas qu'être de la classe moyenne veuille dire penser tout le temps à l'évolution du prix de l'huile et du sucre. On peut dire que je suis moyenne.

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
6	1000-3000	suffisant	aisé	<i>Je suis riche : j'ai le travail, la santé et l'amour.</i>
7	7000-9000	suffisant	medium	<i>I'm just living a cool life, if I want to go to a club, I go to a club. I'm medium.</i>
8	- de 1000	suffisant	en bas	<i>Je suis en bas. Bien sûr il y a plus pauvre que moi mais je sens un manque dans ma situation.</i>
9	- de 1000	bas	<i>mekakelegna</i>	<i>C'est nous la classe moyenne, car on peut tout donner à nos enfants : du lait, des fruits, une école privée, des cours particuliers. Et j'ai ma propre maison.</i>
10	7000-9000	plus que suffisant	moyen	Je suis moyen, je suis normal. Si je me compare aux citoyens du pays, je dirais que je suis riche. Si je me compare aux citoyens d'Addis-Abeba, je dirais que je suis normal.
11	1000-3000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis au milieu : je ne suis pas pauvre car je mange et je m'habille mais j'ai encore beaucoup trop de besoins pour être riche.</i>
12	1000-3000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mekakelegna.</i>
13	7000-9000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis au milieu : je ne peux pas dire que je suis pauvre car j'obtiens ce que je veux à temps mais je ne suis pas riche.</i>
14	+ de 9000	plus que suffisant	classe moyenne	Je viens d'une famille classe moyenne et je suis classe moyenne. Mais dans ma tête je suis riche : je suis très bien, j'ai une vie équilibrée et beaucoup d'activités.

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
15	1000-3000	suffisant	medium	<i>I am medium if I compare with the situation of Ethiopians. I am not this much poor and for sure I'm not rich.</i>
16	1000-3000	bas	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mekakelegna car mieux que les gens qui ne peuvent pas satisfaire leurs besoins quotidiens.</i>
17	3000-5000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Maintenant je fais parti des gens qui peuvent assurer leurs besoins quotidiens, je ne suis pas riche, je ne suis pas pauvre.</i>
18	- de 1000	bas	<i>entre pauvre et moyen</i>	<i>Je suis dépendant de mon frère donc pour l'instant je n'ai pas de vie. Ma vie c'est pour le futur. Mon frère est mekakelegna.</i>
19	7000-9000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am poor because I am not able to afford a car. If you compare to Addis-Abeba, I am medium.</i>
20	1000-3000	bas	en bas	<i>Je m'en sors, c'est tout.</i>
21	1000-3000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mieux que pauvre, mekakelegna.</i>
22	7000-9000	plus que suffisant	aisé	<i>Je suis en train de faire construire une autre maison. Je suis bien.</i>
23	5000-7000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I'm on the way to middle class. To be part of the middle class you have to have a car, a house.</i>
24	- de 1000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je ne suis pas riche mais je ne suis pas pauvre. Je peux satisfaire mes besoins basiques mais sans extra.</i>
25	1000-3000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am medium.</i>

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
26	3000-5000	bas	entre pauvre et moyen	<i>Je suis en bas, je ne peux pas avoir ma propre maison. Entre pauvre et medium peut-être.</i>
27	1000-3000	bas	<i>medium</i>	<i>I live a medium life.</i>
28	7000-9000	suffisant	<i>middle class</i>	<i>I am middle class and on the way to be rich.</i>
29	1000-3000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I have a moderate way of life. If you compare with Addis-Abeba people, I'm medium.</i>
30	1000-3000	bas	en bas	<i>Je dirais que suis pauvre. Je peux manger mais je ne peux pas varier la nourriture.</i>
31	+ de 9000	plus que suffisant	moyen+	<i>Now I'm really good.</i>
32	+ de 9000	suffisant	entre pauvre et moyen	<i>Je fais plein d'extra mais si tu regardes en fait je suis pauvre, j'habite encore chez mes parents.</i>
33	3000-5000	bas	entre pauvre et moyen	<i>I can live.</i>
34	+ de 9000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am medium. I have a good income but no extra.</i>
35	+ de 9000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I feel I'm a middle income person.</i>
36	NC	suffisant	<i>medium</i>	<i>My level is avarage.</i>
37	3000-5000	suffisant	<i>medium</i>	<i>It is up to you. I am in between. I can eat raw meet. You can call me little investor.</i>

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
38	+ de 9000	suffisant	entre pauvre et moyen	<i>I'm less than medium but better than poor.</i>
39	- de 1000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mieux que les pauvres.</i>
40	+ de 9000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I'm not rich, I'm not poor, I'm just beginning to grow. In 2 years I will be part of the middle class.</i>
41	+ de 9000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I just afford my basic needs. Like middle class maybe. For example my neighbour can not eat 3 times a day.</i>
42	1000-3000	bas	entre pauvre et moyen	<i>Je ne pense pas être au milieu. Si il y a un mot pour dire entre pauvre et milieu, ceux qui peuvent satisfaire leurs besoins basiques, je suis là.</i>
43	- de 1000	suffisant	entre pauvre et moyen	<i>Ce n'est pas le niveau bas mais ce n'est pas classe moyenne. Les classes moyennes ont une voiture, une chambre séparée pour chaque enfant et ne doivent pas réfléchir quand ils font leurs courses de nourriture.</i>
44	+ de 9000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am medium. I have a good status.</i>
45	+ de 9000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am medium. If I want to buy a goat I can do it. If someone needs help I can help him.</i>
46	- de 1000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Mekakelegna.</i>
47	- de 1000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Mekakelegna.</i>

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
48	3000-5000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Mekakelegna.</i>
49	5000-7000	suffisant	<i>middle class</i>	<i>I am middle class.</i>
50	+ de 9000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I have a medium level of life.</i>
51	+ de 9000	bas	<i>middle class</i>	<i>I am middle class. I do whatever I want.</i>
52	3000-5000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am average : I'm not that poor but I can't afford luxurious things. I'm in the middle.</i>
53	3000-5000	bas	<i>middle income person</i>	<i>I consider myself as a middle income person.</i>
54	1000-3000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>J'ai toutes les choses que je dois avoir pour une journée.</i>
55	5000-7000	suffisant	<i>middle class</i>	<i>Whether I like it or not I am middle class. Middle class means people who are neither investor nor survivor.</i>
56	5000-7000	plus que suffisant	aisé	On gagne plus que les autres. On est riche, on est pas moyen: si tu regardes les autres, on est riche. Il y a plus riche que nous, mais quand même.
57	7000-9000	suffisant	moyen+	Je suis moyen, même un peu plus. Ici, il y a tellement d'écarts de niveaux de vie.
58	- de 1000	bas	bas	<i>En bas.</i>

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
59	- de 1000	bas	bas	<i>En bas.</i>
60	+ de 9000	suffisant	<i>middle</i>	<i>I'm in the middle. I'm lucky. To be in the middle means you don't worry about what you are going to eat tomorrow, you have a phone, a computer, a car and you are owner of your house.</i>
61	5000-7000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Tu peux vivre, manger, avoir une maison, mais pas plus.</i>
62	3000-5000	suffisant	aisé	Je suis aisée. Je mange 3 fois par jour sans problème, j'habite une maison confortable et mon niveau d'étude est supérieur à la moyenne. Je suis plus que la classe moyenne. Si j'étais sans mes parents, je serais classe moyenne.
63	NC	plus que suffisant	aisé	<i>I am an entrepreneur. I am upper class.</i>
64	+ de 9000	suffisant	moyen+	<i>Compared to the population, I am better than average.</i>
65	5000-7000	suffisant	<i>middle income person</i>	<i>I am middle income.</i>
66	1000-3000	bas	entre pauvre et moyen	<i>Je suis au bas du mekakelegna.</i>
67	3000-5000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am in the middle : neither rich, nor poor. I am in between in my opinion. I can afford basic necessities.</i>
68	1000-3000	bas	<i>mekakelegna</i>	Je me vois mekakelegna.

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
69	5000-7000	suffisant	<i>medium</i>	<i>In the middle : not rich, not poor.</i>
70	+ de 9000	suffisant	<i>middle class</i>	<i>I am part of the middle class.</i>
71	+ de 9000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Moyen, je ne me plains pas parce que ça va.</i>
72	+ de 9000	suffisant	<i>middle class</i>	<i>I am middle class. I do have a job. I can manage myself.</i>
73	5000-7000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am not poor, I am not riche. I can support my needs.</i>
74	3000-5000	bas	bas	<i>Je ne sais pas. Tout ce que j'ai, je le dépense pour ma famille.</i>
75	5000-7000	suffisant	moyen+	<i>Je suis un peu plus que moyen mais pas riche.</i>
76	5000-7000	suffisant	<i>middle</i>	<i>I am in the middle. I have a job, I can afford to have coffee, to go out at night. Whatever I want to do, I can do it.</i>
77	3000-5000	suffisant	<i>middle income person</i>	<i>I can't say we are rich, but we are not poor. We are middle income I guess.</i>
78	NC	plus que suffisant	aisé	<i>I am rich. I have a house and a car. My family is rich.</i>
79	1000-3000	bas	bas	<i>Je suis dans le niveau inférieur.</i>
80	3000-5000	bas	entre pauvre et moyen	<i>Quand je vois le reste des gens ça va. Je suis un peu plus haut que pauvre et un peu plus bas que mekakelegna.</i>

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
81	1000-3000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mekakelegna.</i>
82	5000-7000	bas	<i>medium</i>	<i>Je suis normal. Je vis une vie de main à bouche.</i>
83	+ de 9000	suffisant	entre pauvre et moyen	<i>I am between poor and middle class.</i>
84	1000-3000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I eat, I drink, I work. I can afford.</i>
85	5000-7000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Il y en a qui ont des voitures, on n'est pas comme eux. Mais quand on regarde notre environnement, on est bien.</i>
86	3000-5000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Ni très riche ni très pauvre.</i>
87	- de 1000	bas	en bas	<i>Je suis en bas, un peu comme tout le monde, la vie est très difficile en ce moment.</i>
88	+ de 9000	suffisant	entre pauvre et moyen	<i>Un peu plus haut que ceux qui sont bas.</i>
89	+ de 9000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mekakelegna.</i>
90	NC	suffisant	<i>medium</i>	<i>I have a fair life. I don't own a home, I don't have a car, I'm not rich but I'm not poor. I'm just living my life.</i>
91	1000-3000	bas	entre pauvre et moyen	<i>My family is middle class but me I am poor, as now I have no job.</i>
92	1000-3000	bas	<i>medium</i>	<i>I am in the middle, kind of average.</i>

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
93	NC	plus que suffisant	aisé	<i>Je suis bien, vraiment bien. Mais parfois j'ai honte de mon niveau parce que tellement de gens ont des problèmes ici.</i>
94	3000-5000	suffisant	<i>medium</i>	<i>Now at least we are leaving average. I'm in the middle.</i>
95	1000-3000	bas	<i>mekakelegna</i>	<i>Grâce à Allah, je suis mekakelegna. Je n'ai pas une vie luxueuse mais j'ai une vie normale. On peut manger et s'habiller.</i>
96	- de 1000	bas	en bas	<i>On ne peut supporter que les dépenses quotidiennes de base.</i>
97	NC	bas		<i>La seule chose qui compte c'est la santé. Je ne me demande pas si je suis riche ou pauvre.</i>
98	NC	suffisant	entre pauvre et moyen	<i>Je suis en bonne santé, je ne suis pas pauvre. Mes enfants sont en bonne santé.</i>
99	3000-5000	suffisant	<i>medium</i>	<i>I am between poor and rich.</i>
100	1000-3000	bas	<i>medium</i>	<i>I'm not poor, I'm not rich. But I think I am better than rich in my mind. I'm happy.</i>
101	NC	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je suis mekakelegna.</i>
102	NC	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Ça va. Je ne suis pas riche mais je peux financer ma vie par moi-même. Je ne suis pas riche car quand je vais au mercato, j'y vais en minibus.</i>
103	1000-3000	bas	<i>medium</i>	<i>I am ok but I am not independant.</i>

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
104	3000-5000	suffisant	medium	<i>I am not rich but I have enough.</i>
105	+ de 9000	suffisant	classe moyenne	Je suis classe moyenne.
106	- de 1000	suffisant	entre pauvre et moyen	<i>Je suis parmi les pauvres ou parmi les mekakelegna.</i>
107	+ de 9000	plus que suffisant	moyen+	<i>Je suis mekakelegna, enfin moyen supérieur. Et je vais encore arriver à un niveau supérieur en ouvrant d'autres magasins.</i>
108	5000-7000	suffisant	medium	<i>Je suis mekakelegna.</i>
109	7000-9000	suffisant	aisé	<i>I am rich. Not financially but you have million of opportunities here. People have to open their eyes.</i>
110	7000-9000	plus que suffisant	aisé	Je dirais que je suis relativement aisé. Enfin ma famille, pas moi personnellement.
111	7000-9000	suffisant	moyen+	<i>I am definitely not rich because I don't have a car. I consider myself as middle class, probably upper middle class. Because I don't pay any rent, I'm more than comfortable.</i>
112	+ de 9000	plus que suffisant	mekakelegna	<i>Je suis au milieu. Je peux m'amuser où je veux, j'ai ma propre voiture, un revenu suffisant.</i>
113	1000-3000	bas	en bas	<i>Mon niveau de vie est bas. J'habite chez des gens.</i>
114	1000-3000	bas	mekakelegna	<i>Je suis mieux que ceux qui ont faim.</i>

Enquêté	Groupe de revenu en ETB par mois	Jugement revenu	Auto-positionnement	Expressions utilisées
115	3000-5000	suffisant	<i>mekakelegna</i>	<i>Je peux assurer la retraite des parents (habits/nourriture) et on a la maison et je peux épargner.</i>

Annexe 9

Situations socio-économiques des foyers de l'entre-deux

Les lignes colorées en orange correspondent aux enquêtés que nous n'avons pas situé dans l'espace de l'entre deux car leurs situations socio-économiques sont trop élevées.

Les lignes colorées en bleu correspondent aux enquêtés que nous n'avons pas situé dans l'espace de l'entre deux car leurs situations socio-économiques sont trop basses.

EI=espace social intermédiaire

Enquêté n°	Revenu du foyer en ETB	Nombre personnes à charge	Revenu par jour et par tête en \$ppa	Auto-positionnement	Catégorie chercheur
1	15000	5	20	moyen	tranche haute EI
2	4500	4	7	entre pauvre et moyen	tranche basse EI
3	3000	4	5	mekakelegna	tranche basse EI
4	2000	4	3	mekakelegna	tranche basse EI
5	4000	3	9	moyen	tranche moyenne EI
6	30200	2		aisé	tranche haute EI
7	7000	1	46	medium	tranche haute EI
8	5000	5	7	en bas	tranche moyenne EI
9	1500	5	2	mekakelegna	tranche basse EI
10	8000	1	52	moyen	tranche haute EI
11	1700	1	11	mekakelegna	tranche basse EI

Enquête n°	Revenu du foyer en ETB	Nombre personnes à charge	Revenu par jour et par tête en \$ppa	Auto-positionnement	Catégorie chercheur
12	1700	2	6	medium	tranche basse EI
13	24000	3	52	mekakelegna	tranche haute EI
14	13500	1	89	classe moyenne	tranche haute EI
15	2963	4	5	medium	tranche moyenne EI
16	1300	3	3	mekakelegna	tranche basse EI
17	4000	3	9	mekakelegna	tranche basse EI
18	3600	3	8	entre pauvre et moyen	tranche basse EI
19	7029	1	46	medium	tranche haute EI
20	3600	3	8	en bas	tranche basse EI
21	3250	4	5	mekakelegna	tranche moyenne EI
22	8500	1		aisé	aisance
23	5000	4	8	medium	tranche basse EI
24	10000	4	16	mekakelegna	tranche basse EI
25	2054	1	13	medium	tranche haute EI
26	3000	3	7	entre pauvre et moyen	tranche basse EI
27	2570	4	4	medium	tranche moyenne EI
28	8000	1	52	middle class	tranche haute EI
29	4550	4	7	medium	tranche moyenne EI
30	5700	4	9	en bas	tranche moyenne EI
31	16000	1	105	moyen+	tranche haute EI

Enquête n°	Revenu du foyer en ETB	Nombre personnes à charge	Revenu par jour et par tête en \$ppa	Auto-positionnement	Catégorie chercheur
32	10000	1	66	entre pauvre et moyen	tranche haute EI
33	3000	3	7	entre pauvre et moyen	tranche basse EI
34	10000	1	66	medium	tranche haute EI
35	11903	5	16	medium	tranche moyenne EI
36	NC			medium	tranche haute EI
37	4000	3	9	medium	tranche haute EI
38	9900	3	22	entre pauvre et moyen	tranche moyenne EI
39	4000	4	7	mekakelegna	tranche basse EI
40	15000	1	98	medium	tranche haute EI
41	13000	2	43	medium	tranche haute EI
42	3734	3	8	entre pauvre et moyen	tranche basse EI
43	7100	3	16	entre pauvre et moyen	tranche basse EI
44	9200	3	20	medium	tranche haute EI
45	10000	4	16	medium	tranche haute EI
46	1800	1	12	mekakelegna	tranche basse EI
47	3900	3	9	mekakelegna	tranche basse EI
48	8982	4	15	mekakelegna	tranche moyenne EI
49	5000	1	33	middle class	tranche haute EI
50	10000	1	66	medium	tranche haute EI
51	11000	5	11	middle class	tranche haute EI

Enquête n°	Revenu du foyer en ETB	Nombre personnes à charge	Revenu par jour et par tête en \$ppa	Auto-positionnement	Catégorie chercheur
52	3600	1	18	medium	tranche haute EI
53	3000	1	15	middle income person	tranche haute EI
54	1750	1	9	mekakelegna	tranche moyenne EI
55	11890	2	30	middle class	tranche haute EI
56	11890	2	30	aisé	tranche haute EI
57	7000	3	12	moyen+	tranche haute EI
58		1		bas	grande précarité
59	400	1	2	bas	grande précarité
60	9000	1	45	middle	tranche haute EI
61	5000	1	25	mekakelegna	tranche haute EI
62	4200	1	21	aisé	tranche haute EI
63	NC	1		aisé	aisance
64	10000	1	50	moyen+	tranche haute EI
65	5600	3	9	middle income person	tranche haute EI
66	1500	1	7	entre pauvre et moyen	tranche basse EI
67	3800	1	19	medium	tranche haute EI
68	38	1		mekakelegna	grande précarité
69	5000	1	25	medium	tranche moyenne EI
70	30000	1	149	middle class	tranche haute EI
71	10500	1	52	mekakelegna	tranche haute EI

Enquête n°	Revenu du foyer en ETB	Nombre personnes à charge	Revenu par jour et par tête en \$ppa	Auto-positionnement	Catégorie chercheur
72	10000	1	50	middle class	tranche haute EI
73	6300	1	31	medium	tranche haute EI
74	3000	5	3	bas	tranche haute EI
75	6000	1	30	moyen+	tranche haute EI
76	5000	1	25	middle	tranche haute EI
77	3000	1	15	middle income person	tranche haute EI
78	40486	3	22	aisé	aisance
79	1000	1	5	bas	grande précarité
80	4500	6	4	entre pauvre et moyen	tranche moyenne EI
81	30000	4	37	mekakelegna	aisance
82	5000	1	25	medium	tranche haute EI
83	15000	2	37	entre pauvre et moyen	tranche haute EI
84	22000	4	27	medium	tranche haute EI
85	5000	3	8	mekakelegna	tranche moyenne EI
86	7500	3	12	mekakelegna	tranche haute EI
87	2100	2	5	en bas	grande précarité
88	15000	1	74	entre pauvre et moyen	tranche haute EI
89	10000	1	50	mekakelegna	tranche moyenne EI
90	NC			medium	tranche haute EI
91	1000	1	5	entre pauvre et moyen	tranche basse EI

Enquête n°	Revenu du foyer en ETB	Nombre personnes à charge	Revenu par jour et par tête en \$ppa	Auto-positionnement	Catégorie chercheur
92	2800	1	14	medium	tranche moyenne EI
93	150000	5	149	aisé	aisance
94	10000	2	25	medium	tranche moyenne EI
95	2500	10	1	mekakelegna	grande précarité
96	0			en bas	grande précarité
97	NC				tranche basse EI
98	NC			entre pauvre et moyen	tranche moyenne EI
99	3000	1	15	medium	tranche moyenne EI
100	1000	3	2	medium	tranche basse EI
101	NC			mekakelegna	tranche haute EI
102	1000	2	2	mekakelegna	tranche basse EI
103	1200	1	6	medium	tranche moyenne EI
104	4000	3	7	medium	tranche moyenne EI
105	10000	2	25	classe moyenne	tranche haute EI
106	1300	3	2	entre pauvre et moyen	tranche basse EI
107	50000	4	62	moyen+	aisance
108	9400	4	12	medium	tranche moyenne EI
109	7000	1	35	aisé	tranche haute EI
110	8000	1	40	aisé	aisance
111	7400	1	37	moyen+	tranche haute EI

Enquêté n°	Revenu du foyer en ETB	Nombre personnes à charge	Revenu par jour et par tête en \$ppa	Auto-positionnement	Catégorie chercheur
112	10000	2	25	mekakelegna	tranche haute EI
113	2000	4	2	en bas	tranche basse EI
114	3600	3	6	mekakelegna	tranche basse EI
115	3000	1	15	mekakelegna	tranche moyenne EI